

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XVII

1923

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 424. — Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :	
Traité relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays, signé à Prague le 18 octobre 1920	9
No. 425. — Danemark et Roumanie :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire sur la base de la nation la plus favo- risée dans les relations commerciales entre les deux pays. Copenhague, les 19 avril et 8 mai 1923	31
No. 426. — Hongrie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications con- cernant les aliénés. Vienne, le 26 mai 1921 ; Budapest, le 26 février 1923	35
No. 427. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Autriche, Belgique, etc. :	
Convention internationale modifiant la Convention signée à Paris le 20 mai 1875 concernant la création d'un bureau international des poids et mesures, et le Règlement annexé à cette Convention, signée à Sèvres le 6 octobre 1921	45
No. 428. — Danemark et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord exonérant réciproquement les ressortissants des deux pays du service militaire obligatoire au pays où ils ont leur domicile. Copen- hague, les 8 février et 21 avril 1923	57
No. 429. — Danemark et Portugal :	
Echange de notes au sujet de l'application aux relations commerciales entre l'Islande et le Portugal des dispositions contenues dans la déclaration du 14 décembre 1896 entre le Danemark et le Portugal. Copenhague, le 9 avril 1923	63

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XVII

1923

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 424. — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Treaty with regard to the provisional settlement of commercial relations between the two countries, signed at Prague October 18, 1920	9
No. 425. — Denmark and Roumania :	
Exchange of Notes constituting a provisional Agreement as regards commercial relations between the two countries on the basis of the most favoured nation system. Copenhagen, April 19 and May 8, 1923	31
No. 426. — Hungary and Sweden :	
Exchange of notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Vienna, May 26, 1921; Budapest, February 26, 1923	35
No. 427. — Germany, United States of America, Argentine Republic, Austria, Belgium, etc. :	
International Convention modifying the Convention signed at Paris, May 20, 1875, respecting the creation of an International Office of Weights and Measures, and the Regulations annexed thereto, signed at Sèvres, October 6, 1921	45
No. 428. — Denmark and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement under which Nationals of one Country who are domiciled in the other are exempted from Compulsory Military Service. Copenhagen, February 8 and April 21, 1923	57
No. 429. — Denmark and Portugal :	
Exchange of Notes concerning the Application to the Commercial Relations between Iceland and Portugal of the Provisions contained in the Declaration of December 14, 1896, between Denmark and Portugal. Copenhagen, April 9, 1923	63

	Pages
No. 430. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Convention économique, signée à Prague le 29 juin 1920	69
No. 431. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Convention sur l'application de l'article 297 du Traité de Versailles, signée à Prague le 29 juin 1920	139
No. 432. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Costa-Rica :	
Convention en vue de soumettre à l'arbitrage certaines revendications formulées contre le Gouvernement de Costa-Rica, signée à San José de Costa-Rica le 12 janvier 1922	151
No. 433. — Grande-Bretagne et Mascate :	
Traité prolongeant pour une année, à partir du 11 février 1923, le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 19 mars 1891, signé à Mascate le 11 février 1923... ..	163
No. 434. — Colombie et le Royaume-Uni :	
Echange de notes concernant l'importation, du Royaume-Uni en Colombie, de la morphine et des drogues similaires. Bogota, les 6 et 8 mars 1923	167
No. 435. — Allemagne et Grande-Bretagne :	
Accord au sujet des dettes et des biens allemands en Chine, signé à Londres le 5 avril 1923	173
No. 436. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes concernant l'abrogation de tous les accords existant entre les Etats allemands et le Danemark relativement à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire. Berlin, les 29 mars et 21 décembre 1922, et les 22 et 31 mars 1923	181
No. 437. — Esthonie et Lettonie :	
Convention au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière. Instruction à la commission mixte relative au tracé sur le terrain de la frontière entre l'Esthonie et la Lettonie, signées à Riga le 19 octobre 1920	189
No. 438. — Lettonie et Lituanie :	
Convention au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux Etats, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière. Instruction à la Commission mixte relative au tracé sur le terrain de la frontière entre la Lettonie et la Lituanie, signées à Riga, le 14 mai 1921	211
No. 439. — Lettonie et Lituanie :	
Convention sur les droits des citoyens, signée à Riga le 14 mai 1921	233

	Pages
No. 430. — Germany and Czechoslovakia :	
Economic Agreement, signed at Prague, June 29, 1920... ..	69
No. 431. — Germany and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the application of Article 297 of the Treaty of Versailles, signed at Prague, June 29, 1920	139
No. 432. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Costa Rica :	
Convention for the submission to arbitration of certain claims against the Government of Costa Rica, signed at San José de Costa Rica, January 12, 1922	151
No. 433. — Great Britain and Muscat :	
Treaty prolonging for one year, from February 11, 1923, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891, signed at Muscat, February 11, 1923	163
No. 434. — Colombia and the United Kingdom :	
Exchange of Notes concerning the importation from the United Kingdom into Colombia of Morphine and Similar Drugs. Bogota, March 6 and 8, 1923	167
No. 435. — Germany and Great Britain :	
Agreement relating to German Debts and Property in China, signed at London, April 5, 1923	173
No. 436. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes concerning the Abrogation of all Existing Agreements between the German States and Denmark regarding the Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service. Berlin, March 29 and December 21, 1922, and March 22 and 31, 1923	181
No. 437. — Esthonia and Latvia :	
Convention regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line. Instructions to the Mixed Commission for the delimitation on the spot of the frontier between Esthonia and Latvia, signed at Riga, October 19, 1920	189
No. 438. — Latvia and Lithuania :	
Convention regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line. Instructions to the Mixed Commission regarding the delimitation on the spot of the frontier between Latvia and Lithuania, signed at Riga, May 14, 1921	211
No. 439. — Latvia and Lithuania :	
Convention regarding the rights of citizens, signed at Riga, May 14, 1921... ..	233

	Pages
No. 440. — Lettonie et République des Soviets de Russie :	
Accord au sujet de l'option de la nationalité, du retour dans la patrie et du transport et de la liquidation des biens des citoyens des deux Parties contractantes. Signé : la première partie à Riga le 22 juillet 1921, la deuxième partie à Riga le 6 novembre 1921, la troisième partie à Riga le 6 novembre 1921... ..	251
No. 441. — Lettonie et République des Soviets d'Ukraine :	
Convention au sujet de la réévacuation des réfugiés lettons qui se trouvent sur le territoire de la République Socialiste des Soviets d'Ukraine, signée à Moscou le 3 août 1921...	295
No. 442. — Lettonie et République des Soviets d'Ukraine :	
Traité signé à Moscou le 3 août 1921	317
No. 443. — Lettonie et le Saint-Siège :	
Concordat signé au Vatican le 30 mai 1922	365
No. 444. — Autriche et Pays-Bas :	
Convention concernant l'admission des fonctionnaires consulaires autrichiens dans les colonies néerlandaises, signée à La Haye le 6 novembre 1922... ..	375
No. 445. — Autriche et Grande-Bretagne :	
Echange de notes relatif à des exemptions réciproques de droits de douane pour certains échantillons de marchandises. Vienne, le 28 mars 1923	385
No. 446. — Japon et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Tokio, les 1er et 5 mai 1923	391
No. 447. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et d'éviter surtout la double imposition dans le domaine des impôts directs, et Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance juridique en matière d'impôts, signés à Prague le 31 décembre 1921	401
No. 448. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité en vue de la suppression de la double imposition dans le domaine des droits de succession, signé à Berlin le 18 mars 1922... ..	453

	Pages
No. 440. — Latvia and Soviet Republic of Russia :	
Agreement regarding the exercise of the right of opting for nationality and regarding the repatriation, transport and liquidation of goods belonging to the citizens of the two Contracting Parties. Signed : the first part at Riga, July 22, 1921, the second part at Riga, November 6, 1921, the third part at Riga, November 6, 1921	251
No. 441. — Latvia and the Ukrainian Soviet Republic :	
Agreement regarding the repatriation of Latvian refugees who are at present in the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic, signed at Moscow, August 3, 1921	295
No. 442. — Latvia and Ukrainian Soviet Republic :	
Treaty signed at Moscow, August 3, 1921... ..	317
No. 443. — Latvia and the Holy See :	
Concordat, signed at the Vatican, May 30, 1922	365
No. 444. — Austria and the Netherlands :	
Convention concerning the admission of Austrian consular officials to the Netherlands Colonies, signed at The Hague, November 6, 1922... ..	375
No. 445. — Austria and Great Britain :	
Exchange of Notes respecting the Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples. Vienna, March 28, 1923	385
No. 446. — Japan and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Tokio, May 1 and 5, 1923	391
No. 447. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty for the adjustment of taxation at home and abroad in particular for the avoidance of double taxation, in the field of direct taxation, and Treaty concerning legal safeguards and legal assistance in matters of taxation, signed at Prague, December, 31, 1921	401
No. 448. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty for the purpose of preventing double taxation in respect of death duties, signed at Berlin, March 18, 1922	453

N° 424.

**ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité relatif au règlement provisoire
des relations commerciales entre
les deux pays, signé à Prague le
18 octobre 1920.

**KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty with regard to the provisional
settlement of commercial relations
between the two countries, signed
at Prague, October 18, 1920.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 424. — SMLOUVA¹ O PROZATÍMNÍ ÚPRAVĚ OBCHODNÍCH STYKU MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A KRÁLOVSTVÍM SRBŮ, CHORVATŮ A SLOVINCŮ, PODEPSANÁ V PRAZE, ANE 18. ŘÍJNA 1920.

Textes officiels tchèque et serbo-croate communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 19 mai 1923.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ s jedné strany a jménem JEHO VELIČENSTVA PETRA I., krále Srbů, Chorvatů a Slovinců, JEHO VÝSOST ALEXANDER, následník trůnu, s druhé strany, v přání, aby přátelským způsobem prozatímně upravili vzájemné obchodní vztahy mezi svými státy, rozhodli se uzavřít proto smlouvu a jmenovali svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Václava SCHUSTRA, doktora veškerých práv, státního tajemníka ministerstva průmyslu, obchodu a živnosti,

Jménem KRÁLE SRBŮ, CHORVATŮ A SLOVINCŮ následník trůnu :

pana Michajla POPOVIČE, doktora politických věd a bývalého ministra,

kterí vyměňivše své plné moci uznali je správnými a usnesli se na těchto člancích :

Článek 1.

Obě smluvní strany se dohodly, že svému vzájemnému obchodu přiznávají všechna práva a všechna ulehčení, která dle nyní platných předpisů nebo dle předpisů, které budou vydány v jedné nebo druhé smluvní zemi, užívá nebo bude užívati obchod kteréhokoliv jiného státu. Vůbec všechna nařízení vztahující se na dovoz neb vývoz, at již se týkají cel, poplatků, vnitřních dávek, ukládání do skladů, další dopravy, celního řízení atd. nemohou postihovati obchod strany druhé ani tíže ani jinak, než jak postihují nebo budou postihovati obchod kteréhokoliv jiného státu.

Článek 2.

Smluvní strany nebudou překážeti žádnými zvláštními opatřeními vzájemnému obchodnímu styku, nýbrž naopak budou pečovati o to, aby se vzájemně obchodní styky mezi oběma zeměmi co nejvíce rozvinuly a co nejlépe upevnily. I při zavádění jakýchkoli opatření obecné povahy bude pomýšleno, dříve než se nařídí a provedou, na to, pokud budou zasahovati do zájmu jedné nebo druhé strany, po případě překážeti rozvoji vzájemných obchodních poměrů, a bude se jim s ohledem na to dle možnosti vyhýbáno.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 5 avril 1923.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERBCROAT TEXT.

No. 424. — UGOVOR¹ O PRIVREMENOM UREDJENJU TRGOVINSKIH
ODNOSA IZMEDJU KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA
ICEHOSLOVACKE REPUBLIKE.

Czech and Serb-Croat official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic. The registration of this Treaty took place May 19, 1923.

U ime NJEGOVOG VELIČANSTVA PETRA I., KRALJA SRBA, HRVATA i SLOVENACA, NJEGOVO KRALJEVSKO VISOCANSTVO ALEXANDAR, Naslednik Prestola, s jedne i PREDSEDNIK REPUBLIKE CEHOSLOVACKE, s druge strane, u želji da prijateljskim načinom privremeno urede trgovinske odnose medju svojim državama, rešili su da zaključče, toga radi pogodbu i naimenovali su za svoje punomoćnike :

U ime KRALJA SRBA, HRVATA i SLOVENACA Naslednik Prestola :

Gospodina Mihaila POPOVIĆA, doktora državnih nauka i bivšeg Ministra ;

PREDSEDNIK REPUBLIKE CEHOSLOVACKE :

Gospodina Vaclava SHUSTERA, doktora prava, državnog sekretara čehoslovačkog Ministarstva Trgovine, Industrije i Obrta,

koji su, pošto su jedan drugome pokazali svoja punomoćstva i našli da su ispravna, ugovorili ovo :

Član 1.

Obe strane ugovornice sporazumele su se, da svojoj medjusobnoj trgovini priznaju sva prava i sve olakšice, koje sada, po postojećim propisima ili po propisima koji se budu doneli u jednoj ili u drugoj zemlji ugovornici, uživa ili će uživati trgovina ma koje druge države. Uopšte, sva naredjenja, koja se odnose na uvoz izvoz, bilo da se tiču carina, taksa, unutrašnjih dažbina, smetanja u magacine, daljeg otpremljanja, carinskog postupanja i. t. d., ne mogu pogadjati ni teže ni drugojačije, nego što pogadjaju ili će pogadjati trgovinu ma koje druge države.

Član 2.

Nikakvim naročitim merama strane ugovornice neće ometati medjusobni trgovinski promet, već naprotiv staraće se, da se uzajamni trgovinski odnosi izmedju obeju zemalja razviju što jače i učvrste što bolje. I pri poduzimanju na kakvih mera opšteg karaktera, vodiće se račun, pre nego što se zavedu i naredbe, u kojoj će meri to pogadjati interese jedne ili druge strane i u kojoj će meri smetati razvijanju medjusobnih trgovinskih odnosa, i s obzirom na to po mogućstvu izbegavaće se.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague April 5, 1923.

Článek 3.

Vzhledem na dosud trvající nepravdivé poměry vyhrazují si obě smluvní strany úplnou svobodu jak ohledně stanovení zákazů nebo omezení dovozu neb vývozu, tak i ohledně stanovení výše vývozních a dovozních cel, ale obě smluvní strany budou moci použití tohoto práva pouze v tom případě, jetliže taková nařízení budou platiti i pro všechny ostatní země. V každém však případě bude zvláště přihlíženo k tomu, aby ani zakazovací ani omezovací opatření při dovozu a vývozu, ani zvyšování dovozních a vývozních cel nebyla často zaváděna, a to za tím účelem, aby se dosáhlo co největšího rozmachu při upevňování a rozvoji vzájemných obchodních styků.

Článek 4.

Smluvní strany usnadní obchodníkům a průmyslníkům volný vstup do území druhé smluvní strany, aby mohli vyřizovati své záležitosti : nákupu a prodeje zboží, dopravy, pojištění, ukládání do skladů až do další dopravy do území jedné nebo druhé strany, při čemž budou požívati na území jedné i druhé strany právní ochrany jako tuzemci. V příčině provozování svých obchodů budou požívati všech práv i výhod, jichž požívají nebo budou požívati i občané kteréhokoliv jiného státu.

Článek 5.

Smluvní strany se dohodly, že zaručují jedna druhé volný průvoz výrobků jedné i druhé strany svým územím buď na železnicích, na splavných řekách nebo průplavech, řídíce se při tom mezinárodními předpisy. Výjimky z toho mohou býti učiněny :

1. pro válečný materiál ;
2. ze zdravotních důvodů ;
3. z ohledu na veřejnou bezpečnost v soulase z uznými mezinárodními zásadami a
4. pro předměty státních monopolů. Všeobecný zákaz průvozu nemůže býti vydán.

Ale v případě, že by jedna ze smluvních stran byla nucena proti některé jiné zemi, pro níž by se dál průvoz jejím územím, zavéstí zákaz dovozu nebo vývozu ve formě proti opatření, budou smluvní strany tolerovati zákaz průvozu pro tuto zemi nebo z té země, ale pouze pod podmínkou, že takový zákaz bude platiti i pro všechny ostatní země pokud by to neodporovalo mírové smlouvě.

Článek 6.

Rychlé dopravě zboží určeného pro dovoz, resp. vývoz do území, resp. z území jedné smluvní strany, ať po železnicích nebo po vodě (po řekách a průplavech), nebudou činěny žádné překážky, naopak bude použito všech prostředků, aby byly odstraněny trvající obtíže ; při tom bude jedna strana druhé dle potřeby pomáhati a spolupůsobiti, aby se obnovila rychlá doprava zboží z jedné země do druhé a zajistil snadný a dobrý vzájemný styk. Ani v příčině dopravních sazeb ani v příčině odbavovacího řízení, pojištění a přepravy nebude možno činiti opatření, která by nebyla platna pro zboží domácí nebo zboží kteréhokoliv jiného státu.

Článek 7.

Vzájemně se zajišťuje zasilání předmětů ke správce nebo dohotovení do území jedné nebo druhé smluvní strany, zvláště strojů všech druhů, přístrojů vědeckých a technických, nástrojů a náčiní. Rovněž tak bude možno zasílati do území jedné nebo druhé smluvní strany i suroviny ke zpracování na výrobky nebo polotovary k tomu účelu, aby byly takto zpracované vráceny do země, když byl předem určen poměr mezi surovinou a výrobkem. O tom bude rozhodovati

Član 3.

S obzirom na još postojeće neredovne prilike, obe strane ugovornice zadržavaju punu slobodu, kako u pogledu naređivanja zabrana ili ograničenja uvoza ili izvoza, tako i u pogledu određivanja visine izvoznih i uvoznih carina. No obe strane ugovornice moći će se koristiti ovim pravom samo u tom slučaju, ako takva naređenja budu važila i za sve druge zemlje. No u svakom slučaju vodiće se naročito obzir, da ni mere zabrane i ograničenja uvoza ili izvoza, ni povećanje uvoznih i izvoznih carina ne budu često preduzimane, kako bi se dobilo što više maha za učvršćenje i razvijanje međusobnih trgovinskih veza.

Član 4.

Ugovornice će olakšati trgovcima i industrijalcima slobodan dolazak u oblasti svake strane ugovornice radi svršavanja svojih poslova : kupovanja i prodavanja robe, otpremljanja, osiguranja i magaziniranja njena do daljeg otpremljanja u oblasti jedne ili druge ugovornice, oživavajući na teritoriji jedne ili druge strane pravnu zaštitu kao i domorodci. U pogledu obavljanja svojih poslova, oni će uživati sva prava i sve povlastice koje uživaju ili će uživati državljani ma koje druge države.

Član 5.

Ugovornice su se saglasile, da garantuju jedna drugoj slobodan provoz proizvoda jedne i druge strane kroz svoje teritorije, bilo da idu železnicama, bilo plovnim rekama ili kanalima, saobražavajući se pri tome odredbama međunarodnim. Izuzetci od ovoga mogu se činiti :

1. za ratni materijal ;
2. iz razloga sanitetskih ;
3. s obzirom na javnu sigurnost, saglasno priznatim međunarodnim načelima i,
4. za predmete državnih monopola. Opšta zabrana provoza ne može se narediti.

Na ugovornice će, na slučaj, da jedna od ugovornica dodje u položaj, da prema kojoj drugoj zamlji, za koju bi provoz išao preko njene teritorije, preduzme zabrane uvoza ili izvoza i vidu protiv-mera, tolerirati u tom slučaju zabranu provoza za tu zemlju ili iz te zemlje, ali samo pod uslovom, da takva zabrana važi i za sve druge zemlje u koliklo to nebi bilo protivno ugovoru o miru.

Član 6.

Nikakve smetnje za brzo otpremljanje robe namenjene uvozu odnosno izvozu u oblast jedne ugovornice, bilo željeznicama, bilo vodom (rekama i kanalima), neće se činiti, već naprotiv, staraće se svim sredstvima, da se i postojeće teškoće oklanjanju, ukazujući u tome jedna drugoj potrebnu pomoć i saradnju kako bi se vaspustavilo brzo otpremljanje robe iz jedne zemlje u drugu i obezbedio lak i dobar uzajamni promet. Ni u pogledu podvoznih cena, ni u pogledu postupanja pri otpravljanju, osiguranju i transportovanju, neće se moći preduzimati mere koje nebi važile za domaću ili robu svake druge države.

Član 7.

Uzajamno se obezbedjuješiljanje predmeta na opravku ili doradu u jeanu ili drugu stranu ugovornicu naročito mašina sviju vrsta, instrumenata naučnih i tehničkih, sprava i alata. Isto tako, moći će se slati u oblasti jedne ili druge strane ugovornice i sirovine, da se prerade u fabrikata ili polufabrikate i tako preradjenje vrata u zemlju pošto se prethodno utorde odnosi izmedju sirovina i fabrikata, što će odredjivati svaka strana ugovornica za svaki takav slučaj. Radiće se na

v každém případě každá smluvní strana. Zároveň bude pracováno k tomu, aby se tato doprava zvláště usnadnila a aby ani s jedné ani s druhé strany nebyly činěny překážky a nesnáze, nýbrž aby i samo celní řízení bylo upraveno tak, aby odpovídalo účelu a důležitosti této dopravy.

Článek 8.

Smluvní strany budou si všemožně usnadňovati, aby se prázdné nádoby všeho druhu, kterých bylo použito při dovozu výrobků z území jedné smluvní strany do území druhého, vracely do území, z něhož odešly, volně bez jakéhokoliv ať vývozního, ať dovozního cla. Téhož ulehčení budou požívatí nádoby všeho druhu, které budou zasílány do území druhé smluvní strany, aby byly tam naplněné vráceny. Ale v obou případech může býti do jejich návratu požadováno zajištění cla, jestliže by mu takové nádoby byly podrobeny. Pokud jest podle celních předpisů jedné z obou stran pro jednotlivé druhy nádob stanovena návratná lhůta, může býti prodloužena z odůvodněných příčin.

Článek 9.

Smluvní strany se dohodly, že za trvání této smlouvy a v souhlase s jejím duchem mohou přistoupiti k dohodě o její změně nebo doplnění, když by nastala toho potřeba. Rovněž tak v případě nestejného pojetí a používání této smlouvy smluvní strany pomocí společné komise se stejným počtem členů ustanoví co nejrychleji správný smysl smlouvy a jejích ustanovení. Vysvětlení dané takovou komisí má moc a váhu smluvního závazku.

Článek 10.

Tato smlouva nabývá platnosti ihned po ratifikaci a zůstane v platnosti do 30. června 1921. Jestliže by ji ani druhá strana nevyověděla na tři měsíce před uplynutím této lhůty, bude platiti dále vždy na tři měsíce.

Smlouva tato sepsána jest ve dvou stejně znějících původních exemplářích v českém a srbochorvatském jazyce.

Dáno v Praze dne 18. října roku tisícího devítistého dvacátého.

(L. S.) Dr. VÁCLAV SCHUSTER, m.p.

(L. S.) Dr. MIHAILO M. POPOVIĆ, m.p.

tome, da se ovaj promet naročito olakša i da mu se ni s jedne ni s druge strane ne čine smetnje i otežice, već da se i samo carinsko postupanje podesi tako, da odgovara cilju i važnosti ovog prometa.

Član 8.

Ugovornice će uzajamno činiti sve olakšice da se svakovrsni prazni sudovi, koji su služili pri vuozu proizvoda iz oblasti jedne u oblasti druge ugovornice, vraćaju u oblast, odakle su pošli, slobodno od svake bilo izvozne bilo uvozne carine. Iste takve olakšice uživaju sudovi svake vrste, koji bi se slali u oblasti druge strane ugovornice, da se tamo napune i puni vrate. No u oba slučaja mogu se tražiti obezbeđenja carine, ako bi ovoj takvi sudovi podležali, do njihova povratka. U koliko je po carinskim propositima jedne od ugovornih strana za pojedine vrste sudova propisan rok za povratak, može se ovaj iz opravdanih razloga i produžiti.

Član 9.

Ugovornice su se sporazumele, da mogu, u toku važenja ovog ugovora, u saglasnosti sa njegovim duhom, pripustiti sporazumu o njegovoj izmeni ili dopuni, ako bi se to pokazalo kao potrebno. Isto tako u slučaju nejednakog razumevanja i primene ovog ugovora, ugovornice će najbržim načinom, putem međusobne komisiji a jednakim brojem članova, utvrditi pravi smisao ugovora i njegovih odredaba. Objasnjenje dato od takve komisije ima silu i važnost ugovorne obaveze.

Član 10.

Ovaj ugovor stupa na snagu odmah po ratifikaciji i ostaje u važnosti do 30. juna 1921 godine. Ako ga ni jedna ni druga strana na tri meseca pre isteka ovog roka ne otkáže, on će vaziti i dalje, od tri na tri meseca.

Ovaj je ugovor sastavljen u dva ravnoglasna originalna primerka nasrpsko-hrvatskom i češkom jeziku.

Dano u Pragu 18. oktobra hiljadu devet stotina dvadesete godine.

(L. S.) Dr. MIHAILO POPOVIĆ, m.p.

(L. S.) Dr. VÁCLAV SCHUSTER, m.p.

Opsala 14. IV. Janoušová.

Četli IV. :

Souhlasí s originálem uloženým v státním archivu ministerstva zahraničních věcí.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL

K SMLouvĚ O PROZATÍMNÍ ÚPRAVĚ OBCHODNÍCH STYKŮ MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU
A KRÁLOVSTVÍM SRBŮ, CHORVATŮ A SLOVINCŮ.

Při podpisu smlouvy o prozatímní úpravě obchodních styků dnes mezi Republikou Československou a Královstvem Srbů, Chorvatů a Slovinců uzavřené učinili plnomocníci další dohodu a sepsali o ní tento protokol, tvořící nedílnou část smlouvy :

K článku 1.

Ni jedna ni druhá smluvní strana nebude moci pro sebe požadovati výhod, které by jedna neb druhá strana poskytla jinému státu úmluvami o kontingentování nebo kompensování zboží. Avšak v těch případech, jestliže by takové úmluvy obsahovaly i ustanovení o snížení nebo osvobození ode cla, druhá strana používá už tím těch snížení neb osvobození.

K článku 1. a 3.

Smluvní strany se shodují v tom, že přítomnými ustanoveními nehodlaly nikterak uskrovnovati celních výhod, jež si dosud při dovozu vzájemně poskytovaly.

K článku 4.

1. Nutno rozuměti tak, že státním příslušníkům jedné nebo druhé strany nebude lze upírati právo, aby provozovali své obchody za stejných podmínek, jako se to přiznává příslušníkům jiných států. To však předpokládá vždy stejný postup obou smluvních stran vůči dotýčným příslušníkům jedné neb druhé strany.

2. Obchodníci, průmyslníci a živnostníci mohou cestovati sami a vysílati své zástupce, jednatele a zmocněnce, již mohou s sebou nositi i vzorky zboží, nikoli však zboží samo. V území druhé smluvní strany nebudou podrobeni žádným daním, když dokáží řádnou legitimaci, dle příloženého vzoru vyhotovenou, že platí daně ze svých závodů ve své zemi, a když uzavírají koupě a prodeje s obchodníky, průmyslníky a živnostníky, kteří obchodují s dotýčným zbožím a mají své provozovny. Celní řízení u vzorků bude stejné, jako se přiznává kterémukoliv jinému státu.

K článku 5.

1. Rozumí se samo sebou, že za průvoz není možno vybírati cla ani jiných tomu podobných dávek.

2. Jestliže by bylo dle plantých zákonů zapotřebí předchozího povolení pro průvoz některého zboží, jak je tomu nyní na př. při průvozu monopolního zboží Královstvem Srbů, Chorvatů a Slovinců, nutno je opatřiti si zavčas to povolení. Průvoz nebude podroben žádným jiným formálnostem co do potřebné celní kontroly.

K článku 6.

1. Smluvní strany dovolí bez ohledu na platné předpisy o vývozu, aby lovní personál při příjezdu s nákladem a po dobu pobytu ve vodách jedné ze smluvních stran mohl se zásobovati

ZAKLJUČNI PROTOKOL

K UGOVORU O PRIVREMENOM UREDJENJU TRGOVINSKIH ODNOSA IZMEDJU KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA I ČEHOSLOVAČKE REPUBLIKE.

U trenutku potpisivanja ugovora o privremenome uredje nju trgovinskih odnosa, zaključenog danas između Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca s jedne i Republike Čehoslovačke s druge strane, punomoćnici su sastavili ovaj protokol, koji čini sastavni deo ugovora :

Ka članu 1.

Povlastice, koje bi jedna ili druga strana ugovornica dala kojoj drugoj državi putem pogodaba o kontingentiranju ili kompenziranju robe, neće moći zahtevati za sebe ni jedna ni druga strana ugovornica. No i u ovim slučajevima, ako bi takve pogodbe sadržavale i odredbe osmanjivanju ili oslobođenju od carine, druga strana tim samim koristi se tim smanjenjima ili oslobođenjima.

Ka članu 1. i 3.

Obe strane ugovornice saglasile su se, da odredbama ovoga ugovora ne uskraćuju cerinske povlastice, koje su do sada uzajamno jedna drugoj priznavale.

Ka članu 4.

1. Ima se razumeti, da se državljanima jedne ili druge strane neće moći poricati pravo na obavljanje svojih poslova po istim osnovima po kojima se to priznaje državljanima drugih država. No ovo predpostavlja uvek jednako postupanje obeju ugovornica prema respektivnim državljanima jedne ili druge strane.

2. Trgovci i industrijalci mogu putovati sami, a mogu slati svoje predstavnike, agente i punomoćnike. Oni mogu nositi i ugled robe, ali ne i samu robu. Oni neće u oblasti druge strane ugovornice podlažati nikakvim porezima, ako dokažu urednom legitimacijom, da plaćaju porez na svoje radnje u svojoj zemlji, i ako zaključke o prodaji i kupovini čine sa trgovcima i industrijalcima, koji trguju sa dotičnom robom i imaju svoje radnje. Carinsko postupanje sa ugledima, biće onako isto, kako se priznaje ma kojoj drugoj državi.

Ka članu 5.

1. Po sebi se razume, da se na provoz ne mogu naplaćivati carine niti druge tome slične dažbine.

2. Ako bi prema postojećem zakonodavstvu bilo potrebno prethodno odobrenje za provoz, kakav je na pr. slučaj sada sa provozom monopolisanih artikala kroz Kraljevinu Srbam Hrvata i Slovenaca, onda se to odobrenje ima blagovremeno izdejsstvovati. Provoz neće podležati nikakvim drugim formalnostima osim formalnostima s obzirom na potrebnu carinsku kontrolu.

Ka članu 6.

1. Ugovornice će dopustiti bez obzira na postojeće propise o izvozu, da se osoblje brodsko pri dolasku sa tovarima i za vreme bavljenja u vodama jedne od ugovornica može snabdevati

životními potřebami v míře a způsobem, jak je to předepsáno i pro vlastní lodní personál při odjezdu se zbožím do ciziny. Ale toto povolení bude dáváno dle zásady reciprocity.

2. Se zřením na dosud neurovnané poměry s částmi soukromých železnic mezinárodního významu, které procházejí územím Království Srbů, Chorvatů a Slovinců, bude Královská Vláda pečovat o to, aby se na těchto dílech pro veškeré zboží, které se na nich dováží do území Království Srbů, Chorvatů a Slovinců nebo po nich prováží, používalo stejných sazeb bez ohledu na jeho původ a určení.

K článku 7.

V případě zásilek ke správce, dohotovení anebo zpracování může jedna i druhá smluvní strana naříditi zajištění cla a mimo to požadovati i jiná zajištění až do návratu takto zaslaných předmětů. Jestliže při tom nedojde k nesprávnostem, vrátí se zajištění nezkráceně. Jestliže se předměty nevrátí, nevrátí se ani zajištění.

K článku 8.

Nádobami všeho druhu rozumějí se zejména sudy, kádě, pytle, koše, skleněhé balony, cylindry, cisterny, bedny a vůbec vše, čeho se používá k naplnění zbožím za účelem přenášení. Nádoby musejí se vrátiti ve stejném počtu velikosti a jakosti; jich označování bude však požadováno jen výjimečně.

Dáno v Praze dne 18. října roku tisícího devítistého dvacátého.

(L. S.) VÁCLAV SCHUSTER m.p.

(L. S.) Dr. MIHAILO M. POPOVIĆ m.p.

životnim namirnicama po meri i na način ; kako je to propositano i za sopstveno brodsko osoblje pri odlasku sa tovarima u inostranstvo. Ipak ova dozvola davaće se po načelu recipročnosti.

2. S obzirom na još neuredjene odnose sa delovima privatnih železnica međunarodnog značaja, koji prolaze kroz teritoriju Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca, Kraljevska Vlada staraće se, da na tim delovima budu primenjene jednake tarife za svu robu koja se njima uvozi u oblasti Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca ili kroz ove provozi bez obzira na njeno poreklo i njenu destinaciju.

Ka članu 7.

U slučaju šiljanja na opravku, doradu ili preradu, može jedna i druga strana ugovornica naredjivati obezbeđenje carina, a uz to tražiti i druga obezbeđenja, do povratka tako poslatih predmeta. Ako se ne dogode nikakve neurednosti pri ovom-obezbeđenju se vraćaju u celini. Neće se nikako vratiti data obezbeđenja, ako se predmeti ne vrate.

Ka članu 8.

Pod svakovrsnim sudovima razumeju se burad, kace, džakovi, korpe (koševi), boce i stakleni baloni, cilindri, cisterne, sanduci i uopšte sve što služi za punjenje robom radi prenosa. Sudovi se neće obeležavati sem ako se za to naročita potreba ne ukaže, a moraju se vratiti u istom broju i istoj veličini i kakvoći.

Dano u Pragu 18. oktobra hiljadu devet stotina dvadeset godine.

Dr. MIHAILO M. POPOVIĆ, m.p.

Dr. VACLAV SCHUSTER, m.p.

Souhlasí s originálem uloženým v státním archivu ministerstva zahraničních věcí.

Copie certifiée conforme :

Prague, le 4 mai 1923.

(Signé) Illisible.

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires Etrangères a. i.*

Opsala 17. IV. Janoušová.

Četli : IV. 1923.

¹ TRADUCTION.

No. 424. — TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉ A PRAGUE LE 18 OCTOBRE 1920.

Au nom de SA MAJESTÉ PIERRE I^{er}, ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SON ALTESSE ROYALE ALEXANDRE, héritier du trône, d'une part, et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, de l'autre, animés du désir de régler d'une façon provisoire les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont, en conséquence, désigné comme Plénipotentiaires, savoir :

Au nom du ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, l'héritier du trône ALEXANDRE :

M. Michel POPOVITCH, docteur en sciences politiques et ancien Ministre ;

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Venceslas SCHUSTER, docteur en droit et secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République tchécoslovaque,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Parties contractantes sont convenues d'appliquer dans leurs relations commerciales réciproques tous les droits et faveurs dont jouit ou jouira le commerce de tout autre Etat, conformément aux prescriptions qui sont actuellement en vigueur ou qui le seront dans l'avenir sur le territoire d'une des Parties contractantes. En général, toutes les prescriptions ayant trait à l'exportation ou à l'importation, comme celles qui concernent les droits de douane, les taxes, les impôts intérieurs, l'emmagasinage, le transit, l'accomplissement des formalités de douane, etc., ne pourront être appliquées au commerce avec l'autre Partie contractante d'une façon différente ou plus désavantageuse qu'elles ne le sont ou le seront au commerce avec un autre Etat.

Article 2.

Les Parties contractantes n'entraveront pas leur trafic mutuel par des mesures spéciales ; au contraire, elles s'efforceront de développer et d'affermir leurs rapports commerciaux. Avant de se prononcer en faveur des mesures portant un caractère général ou avant de les appliquer, il sera tenu compte de leur importance pour les intérêts de l'une ou de l'autre Partie contractante, et, si elles sont de nature à nuire au développement des relations commerciales réciproques, il y aura lieu de tâcher de les éviter autant que possible.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 424. — TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND CZECHOSLOVAKIA, WITH REGARD TO THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT PRAGUE ON OCTOBER 18, 1920.

HIS ROYAL HIGHNESS ALEXANDER, Heir to the Throne, in the name of HIS MAJESTY PETER THE FIRST, KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES of the one part, and the PRESIDENT of the CZECHOSLOVAK REPUBLIC of the other part, desirous of effecting a provisional settlement of the commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Convention for that purpose and have, therefore, appointed as their plenipotentiaries :

ALEXANDER, Heir to the Throne, in the name of the KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Michael POPOVITCH, Doctor of Political Science and former Minister ;

The PRESIDENT of the CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Venceslas SCHUSTER, Doctor of Laws and Secretary of State for the Department of Commerce and Industry of the Czechoslovak Republic,

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties agree to grant to each other in their mutual commercial relations all rights and privileges which the trade of any other State enjoys or may enjoy, in accordance with the regulations which are at present in force or which may in future be in force in the territory of either of the Contracting Parties. In general, all regulations concerning export or import and those concerning customs duties, dues, internal taxation, warehousing, transit, the accomplishment of customs formalities etc., shall not be enforced in respect of trade with the other Contracting Party in a manner which is different or less advantageous than that in which they are or may be enforced in respect of trade with another State.

Article 2.

The Contracting Parties shall not hamper their mutual traffic by special measures ; they shall, on the contrary, endeavour to develop and intensify their commercial relations. Before measures of a general character are decided upon or put into force, regard shall be had to their effect upon the interests of one or the other Contracting Party, and should they be liable to hinder the development of mutual commercial relations, they shall as far as possible be avoided.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Etant donné la situation actuelle, qui n'est pas encore devenue normale, les deux Parties contractantes se réservent le droit d'interdire ou de limiter librement l'importation ou l'exportation des marchandises et de fixer l'échelle des tarifs douaniers. Cependant, les deux Parties contractantes ne pourront bénéficier de ce droit qu'à condition d'appliquer les mêmes mesures à l'égard de tous les autres pays. Vu l'intention commune de développer et de raffermir, au plus haut degré possible, les relations commerciales réciproques, il conviendra de s'appliquer en tout cas à ne pas prendre fréquemment des mesures tendant à interdire ou limiter l'importation ou l'exportation des marchandises et à relever les tarifs douaniers.

Article 4.

Les deux Parties contractantes faciliteront le libre accès sur le territoire de l'autre Partie contractante aux commerçants et aux fabricants pendant leurs voyages d'affaires, telles que : achat et vente de marchandises, expédition, assurance ou emmagasinage de marchandises jusqu'à leur expédition sur le territoire de l'autre Partie contractante. Ils jouiront de la même protection juridique, sur le territoire de l'autre Partie, que celle dont jouissent les ressortissants du pays et, dans l'expédition de leurs affaires, ils pourront réclamer tous les droits et toutes les faveurs dont jouissent ou jouiront les ressortissants de tout autre Etat.

Article 5.

Les Parties contractantes ont convenu de se garantir réciproquement le libre transit des marchandises à travers leurs territoires, sur les chemins de fer, les rivières navigables ou les canaux, conformément aux prescriptions internationales. Une exception au principe qui vient d'être posé pourra être faite :

1. pour le transport de matériel de guerre ;
2. pour des raisons d'hygiène publique ;
3. pour des raisons intéressant la sécurité publique, conformément aux règles internationales en vigueur ;
4. pour le transport des marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat. Une prohibition générale de transit ne pourra être décrétée.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes aurait à interdire, comme mesure de représailles, le transit à travers son territoire des marchandises provenant de ou destinées à un autre pays, l'autre Partie consentira à l'interdiction de laisser passer en transit ces marchandises, à condition qu'une pareille prohibition soit appliquée à tous les autres pays et qu'elle ne soit pas contraire aux stipulations du traité de paix.

Article 6.

La rapidité de l'importation ou de l'exportation des marchandises par voie ferrée ou par voie d'eau (rivières et canaux) à destination du territoire d'une des Parties contractantes ne sera entravée par aucune mesure ; toutes les mesures possibles seront prises, au contraire, pour surmonter en commun les difficultés de transport actuelles en vue de rétablir l'expédition rapide des marchandises d'un pays à l'autre et de rendre ainsi les relations commerciales réciproques faciles et avantageuses. Aucune mesure concernant les tarifs de transport et les formalités d'expédition, d'assurance et de transport ne pourra être prise si elle n'est également appliquée aux marchandises nationales ou à celles de tout autre Etat.

Article 3.

In view of present conditions, which have not yet become normal, the two Contracting Parties reserve the right to forbid or restrict as they please the import or export of goods, and to fix a scale of customs tariffs. Nevertheless the two Contracting Parties shall only enjoy this right on condition that they apply the same measures in respect of all other countries. In view of the intention of both Parties, to develop and intensify their mutual commercial relations to the highest possible degree, care shall in all cases be taken to avoid, as far as may be, the adoption of measures tending to prohibit or restrict the import or export of goods or to raise customs tariffs.

Article 4.

Each of the two Contracting Parties shall take steps to ensure freedom of access to the territory of the other Contracting Party for traders and manufacturers during their journeys on business, such as the purchase and sale of goods, their despatch, insurance or warehousing, pending despatch to the territory of the other Contracting Party. They shall enjoy the same legal protection in the territory of the other Party as the nationals of that country, and in the conduct of their business they shall be entitled to claim all the rights and privileges which the nationals of any other State enjoy or may enjoy.

Article 5.

The Contracting Parties agree to guarantee each other freedom of transit for goods across their territories on railways, navigable rivers and canals, in accordance with the international regulations. An exception to the principle laid down above may be made :

- (1) In the case of the carriage of war material ;
- (2) For reasons of public health ;
- (3) For reasons affecting public safety in accordance with the international regulations in force ;
- (4) In the case of the transport of goods subject to a State monopoly. A general prohibition of transit may not be ordered.

Should one of the Contracting Parties be led, as a measure of reprisal, to forbid the passage in transit through its territory of goods coming from or consigned to another country, the other Contracting Party shall consent to the prohibition of the passage of such goods in transit on condition that a similar prohibition applies to all other countries and that it be not contrary to the provisions of the Treaty of Peace.

Article 6.

The speedy import or export by rail or waterway (rivers and canals) of goods consigned to the territory of either of the Contracting Parties shall not be hampered by any measure ; all possible measures shall, on the contrary, be taken to enable both Parties to overcome the present transport difficulties with a view to re-establishing the speedy despatch of goods from one country to the other and thus to make mutual commercial relations easy and advantageous. No measure affecting transport tariffs and formalities in respect of despatch, insurance and transport shall be taken unless it also applies to the goods of the country taking the measure or to those of all other States.

Article 7.

Les Parties contractantes s'assurent réciproquement l'envoi des objets nécessitant une réparation ou un perfectionnement, en premier lieu celui des machines de tout genre, des instruments scientifiques et techniques, des outillages. Il sera également possible d'envoyer d'un pays à l'autre les matières premières destinées à être renvoyées dans le pays après avoir été fabriquées ou demi-fabriquées, à condition que le rapport entre la matière première et l'objet fabriqué ait été préalablement établi ; chacune des deux Parties contractantes aura le droit de décider de ce dernier point. Tous les efforts seront faits pour encourager ce genre de commerce en éloignant les obstacles et les difficultés ; les formalités de douane elles-mêmes seront adaptées aux nécessités de ce commerce.

Article 8.

Les Parties contractantes veilleront à ce que les récipients et emballages vides qui ont servi à transporter les marchandises d'un pays à l'autre soient renvoyés librement et sans payer les droits d'entrée ou de sortie dans le pays duquel ils ont été expédiés. Les récipients et emballages vides envoyés dans l'autre pays, en vue d'être réexpédiés après avoir été remplis ou chargés, bénéficieront également de ce traitement de faveur. Dans les deux cas, un cautionnement pourra être exigé par la douane, si les récipients ou emballages sont sujets à un droit de douane jusqu'à leur sortie du pays ; si un délai de sortie est prévu par les règlements douaniers en vigueur sur le territoire de l'une ou l'autre Partie contractante, ce délai pourra être prolongé pour des motifs sérieux.

Article 9.

Les deux Parties contractantes sont convenues de ne pas s'opposer à ce que le présent Traité soit modifié ou complété conformément à l'esprit dans lequel il a été conçu, dans le cas où une pareille nécessité se présenterait pendant que le Traité reste en vigueur. Dans le cas où les stipulations du présent Traité seraient interprétées ou appliquées d'une façon différente, les Parties contractantes fixeront le plus rapidement possible le sens exact des stipulations du Traité en ayant recours à une commission mixte composée d'un nombre égal de membres pour chaque partie. L'interprétation donnée par cette commission aura force d'obligation contractuelle.

Article 10.

Le présent Traité entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié et sera valable jusqu'au 30 juin 1921. Si l'une des deux Parties contractantes ne l'a pas dénoncé trois mois avant l'expiration de cette date, il continuera à rester valable de trois mois en trois mois.

Le présent Traité est fait en deux exemplaires identiques et authentiques et rédigé en langue serbo-croate et en langue tchécoslovaque.

Fait à Prague le 18 octobre 1920.

(L. S.) D^r MICHEL POPOVITCH

(L. S.) D^r VENCESLAS SCHUSTER

Article 7.

The Contracting Parties mutually guarantee the despatch of articles requiring repairs or improvements, particularly that of machines of all kinds, scientific and technical instruments and implements of any sort. Arrangements shall also be made for the despatch from one country to the other of raw materials intended to be returned to the former country after undergoing a complete or partial process of manufacture, on condition that the connection between the raw materiae and the manufactured article has been first proved ; each of the two Contracting Parties shall have the right to decide as to this last point. Every effort shall be made to encourage trade of this kind by removing obstacles and difficulties ; and the customs formalities themselves shall be adapted to the requirements of this kind of trade.

Article 8.

The Contracting Parties shall see that empty receptacles and packing-cases which have been used for the carriage of goods from one country to the other shall be returned, without restriction and without payment of entrance or exit duty to the country from which they were despatched. Empty receptacles and packing-cases sent to the other country to be returned when filled or loaded shall also be entitled to this favourable treatment. In these two cases, should the receptacles or packing-cases be subject to customs duties, the customs may insist on a deposit until they leave the country. Should a period during which they must be returned be provided for by the Customs Regulations in force in the territory of either Contracting Party, the said period may be extended should there be serious reason to do so.

Article 9.

The two Contracting Parties agree not to oppose the amendment or completion of this present Treaty in accordance with the spirit in which it has been drawn up, should necessity for such action arise while the Treaty remains in force. Should difference of opinion arise as to the interpretation or enforcement of the provisions of the present Treaty, the Contracting Parties shall as soon as possible decide the exact meaning of the provisions of the Treaty by recourse to a Mixed Commission, composed of an equal number of members from each Party. The interpretation given by this Commission shall have the force of a contractual obligation.

Article 10.

The present Treaty shall come into force as soon as it shall have been ratified, and shall be valid until June 30, 1921. Should neither of the two Contracting Parties have denounced it three months before the expiration of that date, it shall remain in force for successive periods of three months.

The present Treaty is drawn up in duplicate, both copies being identical and authentic and in the Serbo-Croat and Czechoslovak languages.

Done at Prague, on October 18, 1920.

(L. S.) D^r MICHAEL POPOVITCH.
(L. S.) D^r VENCESLAS SCHUSTER.

PROTOCOLE FINAL

RELATIF AU TRAITÉ RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Au moment de la signature du Traité sur le règlement provisoire des relations commerciales entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la République tchécoslovaque, les plénipotentiaires sont convenus des stipulations contenues dans le présent Protocole, qui fait partie intégrante du Traité :

Ad article 1.

Une des Parties contractantes ne pourra réclamer les faveurs que l'autre Partie accorderait à un autre pays en concluant avec lui une convention relative au contingentement et à la compensation des marchandises. Si, toutefois, une pareille convention comportait des stipulations concernant la réduction ou l'exonération des droits de douane, l'autre Partie contractante bénéficiera de cette réduction ou de cette exonération.

Ad articles 1 et 3.

Les deux Parties contractantes sont convenues que les stipulations du présent Traité ne porteront aucune atteinte aux facilités de douane accordées jusqu'ici.

Ad article 4.

1. Il est entendu que le droit de vaquer à leurs affaires en se conformant aux prescriptions valables pour les ressortissants des autres pays ne pourra être refusé aux ressortissants de l'une ou de l'autre Partie contractante, à condition que les deux Parties contractantes accordent un traitement égal aux ressortissants étrangers en question.

2. Les négociants et les fabricants pourront soit voyager personnellement, soit envoyer leurs représentants, agents ou fondés de pouvoir. Ils pourront emporter avec eux des échantillons, mais jamais les marchandises elles-mêmes. S'ils peuvent prouver par une carte de légitimation officielle qu'ils ont acquitté dans leur pays les impôts industriels, ils ne seront soumis à aucun impôt sur le territoire de l'autre Partie contractante quand ils concluront des contrats d'achat ou de vente avec les commerçants et les fabricants qui font le commerce des mêmes marchandises et possèdent leurs propres fabriques. Les échantillons seront soumis aux mêmes formalités de douane que les échantillons provenant de tout autre pays.

Ad article 5.

1. Il est évident que les marchandises en transit ne pourront être soumises à aucun droit de douane ou à aucune autre taxe semblable.

2. Si les prescriptions en vigueur sur le territoire d'une des Parties contractantes exigent qu'une permission préalable soit obtenue pour le transit d'un certain genre de marchandises — par exemple, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pour le transit des marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat — la permission en question devra être obtenue en temps utile. Le transit ne sera sujet à aucune espèce de formalités, à l'exception des formalités exigées par le contrôle douanier.

FINAL PROTOCOL

RELATING TO THE TREATY WITH REGARD TO THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS CROATS, AND SLOVENES AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

At the time of signing the Treaty on the provisional settlement of the commercial relations between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Czechoslovak Republic, the plenipotentiaries agreed to the provisions contained in the present protocol, which forms an integral part of the Treaty.

To Article 1.

Neither of the Contracting Parties shall be entitled to claim any special facilities which the other Party may grant to another country by concluding a Convention with it relating to rationing and offsetting of goods. Should, however, such a Convention include provisions with regard to the reduction or remission of Customs duties, the other Contracting Party shall share in such reduction or remission.

To Articles 1 and 3.

The two Contracting Parties agree that the provisions of the present Treaty shall in no way affect Customs facilities hitherto granted.

To Article 4.

(1) It shall be understood that the right to carry on their business cannot be refused to nationals of either Contracting Party, so long as they comply with the regulations in force for the nationals of other countries, provided that both Contracting Parties grant the same treatment to the foreign nationals in question.

(2) Traders and manufacturers shall be entitled either to travel personally or to send their representatives, their agents, or persons empowered to act on their behalf. They shall be allowed to bring samples with them, but under no circumstances the goods themselves. Should they be able to prove by official papers that they have paid industrial taxes in their own country, they shall not be subject to any tax in the territory of the other Contracting Party in respect of contracts of purchase or sale concluded with traders and manufacturers who trade in the same goods and have their own factories. Samples shall be subject to the same Customs formalities as samples coming from any other country.

To Article 5.

(1) It is obvious that goods in transit cannot be subject to any Customs duties or to any other similar charge.

(2) Should the regulations in force in the territory of one of the Contracting Parties require the obtainment of previous authority for the passage in transit of a certain class of goods — for instance, in the Serb-Croat-Slovene Kingdom for the transit of goods subject to a State monopoly — the authority in question shall be obtained in sufficient time beforehand. Such traffic in transit shall be subject to no formalities with the exception of the formalities required for Customs control.

Ad article 6.

1. Les Parties contractantes permettront, sans tenir compte des prescriptions relatives à l'exportation, aux équipages de navires arrivés avec des marchandises de se ravitailler pendant leur séjour dans les eaux d'une des Parties contractantes, conformément aux prescriptions établies pour les équipages nationaux qui quittent les eaux nationales avec des marchandises à destination de l'étranger.

Toutefois, la permission en question sera donnée à charge de réciprocité.

2. Etant donné que les rapports concernant les tronçons de chemins de fer privés qui sont d'intérêt international, traversant le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne sont pas encore réglés, le Gouvernement royal s'efforcera d'appliquer le même tarif aux marchandises, sans distinction d'origine ou de destination, qui seront importées par ces voies ferrées dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, étant donné qu'elles sont destinées à traverser le Royaume en transit.

Ad article 7.

Dans le cas d'envoi d'objets nécessitant une réparation ou un perfectionnement, ou de matières premières destinées à être fabriquées, l'une et l'autre des Parties contractantes pourront exiger le versement d'un cautionnement de douane ou la constitution de toute autre garantie. Si, à la sortie de l'objet, aucun abus n'est constaté, le cautionnement sera restitué en entier. Le cautionnement ne sera pas restitué, si les objets ne sortent pas du pays.

Ad article 8.

Les termes « récipients » et « emballages » comprennent : bouteilles, cubes, sacs, paniers, dames-jeannes, cylindres, citernes, malles et, en général, tous les objets qui servent à contenir les marchandises. A l'exception de cas spéciaux, ces objets ne devront pas porter une marque distinctive et devront être restitués en mêmes quantité, dimension et qualité.

Fait à Prague, le 18 octobre 1920.

(L. S.) D^r MICHEL POPOVITCH.

(L. S.) D^r VENCESLAS SCHUSTER.

To Article 6.

(1) The Contracting Parties shall, without regard to regulations concerning export, allow the crews of ships arriving with goods to obtain food supplies during their stay in the waters of one of the contracting States in accordance with the regulations laid down for crews belonging to that nation leaving their national waters with goods consigned to other countries.

Nevertheless, the authority in question shall be granted only on condition of reciprocity.

(2) Since the position in respect of those portions of private railway line which are of national concern, and which cross the territory of the Serb-Croat-Slovene Kingdom, has not yet been settled, the Royal Government shall endeavour to apply the same tariff, without the distinction based on origin or destination, to goods which are imported by these railways into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, since they are intended to pass through the Kingdom in transit.

To Article 7.

In case of the despatch of articles requiring repair or improvement, or of raw materials for manufacture, either of the Contracting Parties may require the payment of a deposit at the Customs or the giving of any other security. Should no improper practice be discovered when the article leaves the country, the whole of the deposit shall be repaid. Should the articles not leave the country the deposit shall not be repaid.

To Article 8.

The terms "receptacles" and "packing-cases" shall include bottles, vats, sacks, baskets, demi-johns, cylinders, tanks, trunks, and in general all articles used to contain goods. Save in special cases, these objects need not bear any distinctive mark, and shall be returned in the same quantity, dimensions, and quality.

Done at Prague, October 18, 1920.

(L. S.) Dr. MICHAEL POPOVITCH.

(L. S.) Dr. VENCELSAS SCHUSTER.

N° 425.

DANEMARK ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un Arrangement provisoire sur la base de la clause de la nation la plus favorisée dans les relations commerciales entre les deux pays. Copenhague, les 19 avril et 8 mai 1923.

DENMARK AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting a provisional Arrangement as regards commercial relations between the two countries on the basis of the most favoured nation system. Copenhagen, April 19 and May 8, 1923.

No. 425. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE SUR LA BASE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE DANS LEURS RELATIONS COMMERCIALES. COPENHAGUE, LES 19 AVRIL ET 8 MAI 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 mai 1923.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 19 avril 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note que vous avez bien voulu adresser à Monsieur Herluf Zahle, en date du 28 mars dernier, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie pour régler les relations commerciales entre le Danemark et la Roumanie par un arrangement provisoire sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation, pour les parties contractantes, de ne pouvoir dénoncer cet arrangement qu'après un préavis de trois mois.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Michel M. PACLIANO,
Ministre de Roumanie.

(Signé) C. M. T. COLD.

LÉGATION ROYALE DE ROUMANIE
AU DANEMARK.

Le 8 mai 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 25 avril dernier, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark pour régler les relations commerciales entre la Roumanie et le Danemark par un arrangement provisoire, sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation, pour les parties contractantes, de ne pouvoir dénoncer cet arrangement qu'après un préavis de trois mois.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) M. M. PACLIANO.

Son Excellence Monsieur C. M. T. COLD,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 16 mai 1923.

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 425. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT AS REGARDS THEIR COMMERCIAL RELATIONS ON THE BASIS OF THE MOST-FAVOURED-NATION SYSTEM. COPENHAGEN, APRIL 19 AND MAY 8, 1923.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place May 25, 1923.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, April 19, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to your Note of March 28 last addressed to M. Herluf Zahle, I have the honour to inform you that the Government of His Majesty the King of Denmark agrees with the Government of His Majesty the King of Roumania to regulate the commercial relations between Roumania and Denmark by a provisional arrangement based on the reciprocal application of the most-favoured-nation clause, it being understood that neither of the contracting parties can denounce this arrangement except after three months' notice.

In acquainting Your Excellency with the foregoing, I am, etc.,

M. Michel M. PACLIANO,
Minister of Roumania.

(Signed) C. M. T. COLD.

LEGATION ROYALE DE ROUMANIE
AU DANEMARK.

May 8, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Your Excellency's Note of April 25 last, I have the honour to inform you that the Government of His Majesty the King of Roumania agrees with the Government of His Majesty the King of Denmark to regulate the commercial relations between Roumania and Denmark by a provisional arrangement based on the reciprocal application of the most-favoured-nation clause it being understood that neither of the contracting parties can denounce this arrangement except after three months' notice.

In acquainting Your Excellency with the foregoing, I am, etc.,

To His Excellency, C. M. T. COLD,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

(Signed) M. M. PACLIANO.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 426.

HONGRIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Vienne, les 26 mai 1921, Budapest le 26 février 1923.

HUNGARY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Vienna, May 26, 1921, Budapest, February 26, 1923.

No. 426. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. VIENNE LE 26 MAI 1921 ; BUDAPEST LE 26 FÉVRIER 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 mai 1923.

LÉGATION DE SUÈDE.

VIENNE, le 26 mai 1921.

MONSIEUR LE COMTE,

Conformément aux stipulations de conventions conclues, à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements, ainsi que leur mort, sont depuis quelque temps communiquées régulièrement aux Gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts ainsi que ceux du malade. En même temps elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladies mentales, m'a chargé de proposer à Votre Excellence, à titre de réciprocité, les articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant hongrois sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort sera notifié à la Légation de Hongrie à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article premier devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 426. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. VIENNA. MAY 26, 1921, BUDAPEST, FEBRUARY 26, 1923.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place on May 26, 1923.

SWEDISH LEGATION.

VIENNA, May 26, 1921.

MONSIEUR LE COMTE,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between Sweden and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into Swedish lunatic asylums, their release from these institutions and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic representatives accredited to His Majesty the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover, they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considers that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Swedish nationals who are attacked abroad by mental disease, and has instructed me to propose to you the adoption of the following articles under conditions of reciprocity.

Article 1.

Should any Hungarian subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Hungarian Legation at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

- (1) Name and surname ;
- (2) Date and place of birth ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. État du malade et, s'il permet son rapatriement, ainsi que indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement suédois réclame le rapatriement d'un ressortissant hongrois, atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification, contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant hongrois, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes hongroises.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de La prier de bien vouloir m'informer, si le Gouvernement Royal Hongrois serait disposé à conclure avec la Suède l'arrangement dont il s'agit.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement Royal Hongrois en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis de mon Gouvernement, serait établie, si Votre Excellence voulait bien insérer dans Sa réponse avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) O. EWERLÖF.

Son Excellence
Monsieur le Comte BANFFY,
Ministre des Affaires étrangères
de Hongrie, etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 22 mai 1923.

Le Chef de la Division du Contentieux,
RODHE.

- (3) Trade or profession ;
- (4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
- (5) The patient's last place of residence in his native country ;
- (6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
- (7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
- (8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
- (9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
- (10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
- (11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Swedish Government demands the repatriation of a Hungarian subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Hungarian subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Hungary.

In communicating the above to you, I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Royal Government of Hungary is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to state that this proposal will be considered binding by my Government whenever the Royal Government of Hungary undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if your Excellency would embody in the reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. EWERLÖF.

His Excellency
the Count BANFFY,
Minister for Foreign Affairs
of Hungary, etc., etc., etc.

117979/5
1922

BUDAPEST, le 26 février 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note que le prédécesseur de Votre Excellence a bien voulu adresser à mon prédécesseur le 26 mai 1921 au sujet d'un arrangement à conclure entre la Hongrie et la Suède, concernant la communication réciproque des informations relatives à l'admission d'aliénés dans les maisons des aliénés etc., j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Royal Hongrois, guidé par l'intention conforme, accepte, à titre de réciprocité, les articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant suédois sera atteint en Hongrie d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort sera notifié au Consulat Général de Suède à Budapest.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article premier devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant la maladie :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade, s'il permet son rapatriement, ainsi que indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement Royal Hongrois réclame le rapatriement d'un ressortissant suédois, atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification, contenant les indications prévues à l'article 2.

117979/5
1922

BUDAPEST, February 26, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the note which your predecessor was good enough to address to mine on May 26, 1921, regarding the proposed conclusion of an agreement between Hungary and Sweden with respect to the exchange of notifications relating to the admission of persons of unsound mind into lunatic asylums, etc., I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government, desirous of concluding such an agreement, accepts the following articles, under conditions of reciprocity :

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Hungary with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Consulate-General of Sweden at Budapest.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

- (1) Name and surname ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Trade or profession ;
- (4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
- (5) The patient's last place of residence in his native country ;
- (6) Name and surname etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
- (7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
- (8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
- (9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
- (10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
- (11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Royal Hungarian Government demands the repatriation of a Swedish subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

La réciprocité relative à la communication d'information concernant l'admission d'aliénés dans les maisons d'aliénés, etc., étant ainsi assurée de la part des deux Gouvernements, le Gouvernement Royal Hongrois considère l'arrangement en question comme conclu entre la Hongrie et la Suède.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de Vous prier de bien vouloir communiquer cette note d'urgence à Votre Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) KÁNYA,
*Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire.*

Son Excellence
Monsieur Ivan DANIELSSON,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,
Légation de Suède,
à Vienne.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 22 mai 1923.

Le Chef de la Division du Contentieux,
RODHE.

Article 4.

When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Sweden.

If both Governments thus undertake to grant reciprocal treatment in the matter of the communication of information regarding the admission of persons of unsound mind into lunatic asylums, etc., the Royal Hungarian Government considers the agreement in question to have been concluded as between Hungary and Sweden.

In bringing the foregoing to your notice, I have the honour to request that you will be good enough to communicate this note without delay to your Government.

I have the honour, etc.

(Signed) KÁNYA,
*Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary.*

His Excellency
Monsieur Ivan DANIELSSON,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Swedish Legation at Vienna.

N° 427.

ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Convention internationale modifiant
la Convention signée à Paris le
20 mai 1875 concernant la créa-
tion d'un bureau international des
poids et mesures, et le Règlement
annexé à cette Convention, signée
à Sèvres le 6 octobre 1921.

GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, BELGIUM, etc.

International Convention modifying
the Convention signed at Paris,
May 20, 1875, respecting the
creation of an International Office
of Weights and Measures and
the Regulations annexed thereto,
signed at Sèvres, October 6, 1921.

No. 427. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE MODIFIANT LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 20 MAI 1875² CONCERNANT LA CRÉATION D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES, ET LE RÈGLEMENT ANNEXÉ A CETTE CONVENTION, SIGNÉE A SÈVRES LE 6 OCTOBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 29 mai 1923.

CONVENTION INTERNATIONALE PORTANT MODIFICATION :

1. De la Convention signée à Paris le 20 mai 1875 pour assurer l'unification internationale et le perfectionnement du Système métrique ;
2. Du Règlement annexé à cette Convention ;

CONCLUE ENTRE :

l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, le Siam, la Suède, la Suisse et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les articles 7 et 8 de la Convention du 20 mai 1875 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 7. — Après que le Comité aura procédé au travail de coordination des mesures relatives aux unités électriques, et lorsque la Conférence générale en aura décidé par un vote unanime, le Bureau sera chargé de l'établissement et de la conservation des étalons des unités électriques et de leurs témoins, ainsi que de la comparaison, avec ces étalons, des étalons nationaux ou d'autres étalons de précision.

Le Bureau est chargé, en outre, des déterminations relatives aux constantes physiques dont une connaissance plus exacte peut servir à accroître la précision et à assurer mieux l'uniformité dans les domaines auxquels appartiennent les unités ci-dessus mentionnées (article 6 et premier alinéa de l'article 7).

¹ Ratifié par le Danemark le 6 novembre 1922.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome I, page 663.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 427. — INTERNATIONAL CONVENTION² MODIFYING THE CONVENTION SIGNED AT PARIS, MAY 20, 1875³, RESPECTING THE CREATION OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF WEIGHTS AND MEASURES AND THE REGULATIONS ANNEXED THERETO, SIGNED AT SEVRES, OCTOBER 6, 1921.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place May 29, 1923.

INTERNATIONAL CONVENTION MODIFYING :

1. The Convention signed at Paris May 20, 1875, with a view to the international unification and the perfecting of the metric system ;
2. The Regulations annexed thereto,

CONCLUDED BETWEEN :

Germany, the Argentine Republic, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, Chile, Denmark, Spain, the United States of America, Finland, France, Great Britain, Hungary, Italy, Japan, Mexico, Norway, Peru, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Siam, Sweden, Switzerland, and Uruguay.

The undersigned plenipotentiaries of the above-named Governments, having met in Conference at Paris, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Articles 7 and 8 of the Convention of May 20, 1875, shall be replaced by the following provisions :

Article 7. — When the Committee shall have co-ordinated the various standards for the measurement of electric units, and when the General Conference shall have come to a unanimous decision on this matter, the Bureau shall be entrusted with the duty of fixing and preserving the electric standard units, together with the certificates appertaining to them, and also with the duty of comparing them with the national or other standards.

The Bureau shall further be entrusted with the duty of determining data relative to the " physical constants ", a more exact knowledge of which is desirable in order to promote accuracy and uniformity in the provinces of science which involve the use of the above-mentioned units. (See Article 6 and first paragraph of Article 7.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Denmark November 6, 1922.

³ British and Foreign State papers, vol. 66, page 562.

Il est chargé, enfin, du travail de coordination des déterminations analogues effectuées dans d'autres instituts.

Article 8. — Les prototypes et étalons internationaux, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le Bureau : l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

Article 2.

Les articles 6, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 17, 18 et 20 du Règlement annexé à la Convention du 20 mai 1875 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 6. — La dotation annuelle du Bureau international est composée de deux parties, l'une fixe, l'autre complémentaire.

La partie fixe est, en principe, de 250.000 fr., mais peut être portée à 300.000 fr. par décision unanime du Comité. Elle est à la charge de tous les Etats et les Colonies autonomes qui ont adhéré à la Convention du Mètre avant la sixième Conférence générale.

La partie complémentaire est formée des contributions des Etats et des Colonies autonomes qui sont entrés dans la Convention après ladite Conférence générale.

Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur, le budget annuel, mais sans dépasser la somme calculée conformément aux stipulations des deux alinéas ci-dessus. Ce budget est porté, chaque année, dans un rapport spécial financier à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où le Comité jugerait nécessaire, soit d'accroître au delà de 300.000 fr. la partie fixe de la dotation annuelle, soit de modifier le calcul des contributions déterminées par l'article 20 du présent Règlement, il devrait en saisir les gouvernements, de façon à leur permettre de donner, en temps utile, les instructions nécessaires à leurs délégués à la Conférence générale suivante, afin que celle-ci puisse délibérer valablement. La décision sera valable seulement dans le cas où aucun des Etats contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire.

Si un Etat est demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, celle-ci est répartie entre les autres Etats, au prorata de leurs propres contributions. Les sommes supplémentaires versées ainsi par les Etats pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées comme une avance faite à l'Etat retardataire, et leur sont remboursées, si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées.

Les avantages et prérogatives conférés par l'adhésion à la Convention du Mètre sont suspendus à l'égard des Etats déficitaires de trois années.

Après trois nouvelles années, l'Etat déficitaire est exclu de la Convention et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du présent Règlement.

Article 8. — Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de dix-huit membres, appartenant tous à des Etats différents.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence ; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

Article 9. — Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations sont notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité, et le directeur du Bureau, doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres auront été informés de la vacance donnant lieu à un vote.

It shall also be entrusted with the duty of co-ordinating similar results which have been obtained by other institutes.

Article 8. — The international fundamental units (prototypes) and standards, together with the certificates appertaining to them, shall be kept in the custody of the Bureau ; the International Committee shall alone have access to the place in which they are deposited.

Article 2.

Articles 6, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 17, 18 and 20 of the Regulations annexed to the Convention of May 20, 1875, shall be replaced by the following provisions :

Article 6. — The annual subvention of the International Bureau shall consist of two portions : a fixed and a supplementary portion.

The fixed portion shall, as a rule, be 250,000 francs, but may be raised to 300,000 fr. by a unanimous vote of the Committee. This sum shall be provided by all the States and self-governing colonies which adhered to the Metric Convention before the Sixth General Conference.

The supplementary portion shall consist of the contributions from States and self-governing colonies which adhered to the Convention after the above-named General Conference.

The Committee shall, on the motion of the Director, draw up the annual budget, which shall not exceed the total laid down in the two preceding paragraphs. This budget shall be brought to the notice of the Governments of the High Contracting Parties each year by means of a special financial report.

If the Committee should think fit to increase the fixed portion of the annual subvention beyond 300,000 fr. or to alter the contributions which have been assessed in accordance with Article 20 of the present Regulations, it must inform the Governments so as to enable them to give the necessary instructions, in sufficient time, to their delegates to the next General Conference, in order that the latter may be in a position to discuss the question. The decision of the Conference shall only have effect provided that none of the Contracting States has raised any objection either before or during the Conference.

If any State shall have neglected for three years to pay its contribution, the latter shall be divided among the other States in the same ratio as their own contributions. The additional sums thus paid in by the States to make up the total of the subvention of the Bureau shall be considered as advances made to the State which is in arrears and they shall be refunded whenever the latter State pays the arrears of its contributions.

The advantages and prerogatives conferred by adherence to the Metric Convention shall be suspended as regards States which are three years in arrears.

After a further period of three years the defaulting State shall be excluded from the Convention and the contributions of the remainder shall be assessed afresh in conformity with Article 20 of the present Regulations.

Article 8. — The International Committee referred to in Article 3 of the Convention shall consist of 18 members each belonging to a different State.

When the membership of the International Committee is renewed, one-half at a time, the outgoing members shall, in the first instance, be those who have been provisionally elected to fill vacancies in the interval between two sessions of the Conference. The other outgoing members shall be designated by lot.

The outgoing members are eligible for re-election.

Article 9. — The International Committee shall elect its own president and secretary by secret ballot. These appointments shall be notified to the Governments of the High Contracting Parties.

The president and the secretary of the Committee and the director of the Bureau must belong to different countries. When once the Committee has appointed its officers, it shall not proceed to hold new elections or to make fresh appointments until three months after the date on which all the members shall have been informed of the vacancy which is to be the subject of the election.

Article 10. — Le Comité international dirige tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes et étalons internationaux.

Il peut, enfin, instituer la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie, et coordonner les résultats de leurs travaux.

Article 11. — Le Comité se réunira au moins une fois tous les deux ans.

Article 12. — Les votes au sein du Comité ont lieu à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié des membres élus qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Le directeur du Bureau a voix délibérative au sein du Comité.

Article 15. — Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus aux articles 6 et 7 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau. Un prélèvement annuel pourra être effectué, en faveur de la Caisse de Retraites, sur le total des taxes perçues par le Bureau.

Article 17. — Un règlement, établi par le Comité, fixera l'effectif maximum pour chaque catégorie du personnel du Bureau.

Le directeur et ses adjoints seront nommés au scrutin secret par le Comité international. Leur nomination sera notifiée aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le directeur nommera les autres membres du personnel, dans les limites établies par le règlement mentionné au premier alinéa ci-dessus.

Article 18. — Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence d'au moins un de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clés, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du Président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaison du Bureau.

Article 20. — L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Convention, est établie, pour la partie fixe, sur la base de la dotation indiquée par l'article 6 du présent Règlement et sur celle de la population ; la contribution normale de chaque Etat ne peut être inférieure à 5 pour 1000, ni supérieure à 15 pour 100 de la dotation totale, quel que soit le chiffre de la population.

Pour établir cette échelle, on détermine d'abord quels sont les Etats qui se trouvent dans les conditions voulues pour ce minimum et ce maximum, et l'on répartit le reste de la somme contributive entre les autres Etats, en raison directe du chiffre de leur population.

Les parts contributives ainsi calculées sont valables pour toute la période de temps comprise entre deux Conférences générales consécutives, et ne peuvent être modifiées, dans l'intervalle, que dans les cas suivants :

a) Si l'un des Etats adhérents a laissé passer trois années successives sans faire ses versements ;

b) Si, au contraire, un Etat, antérieurement retardataire de plus de trois ans, ayant versé ses contributions arriérées, il y a lieu de restituer aux autres Gouvernements les avances faites par eux.

Article 10. — The International Committee shall direct all the metrological work which the High Contracting Parties shall decide to carry out in common.

It shall further be entrusted with the duty of seeing that the international fundamental units (prototypes) and standards are properly preserved.

The Committee may also arrange for specialists to co-operate in metrological questions and may co-ordinate the results of their labours.

Article 11. — The Committee shall meet at least once every two years.

Article 12. — The decisions of the Committee shall be adopted by a simple majority of votes ; in case of equality, the president shall have a casting vote. Decisions shall not be valid unless the number of members present is at least half that of the elected members who form the Committee.

Subject to this reservation, absent members shall be entitled to delegate their votes to members who are present ; the latter must produce evidence authorising them to act in this way. The same rule applies in the case of appointments made by secret ballot.

The Director of the Bureau may take part in the discussions of the Committee.

Article 15. — The International Committee shall draw up detailed regulations for the organisation and work of the Bureau and it shall fix the charges to be levied in respect of the extraordinary work referred to in Articles 6 and 7 of the Convention.

These charges shall be allocated to the improvement of the scientific material of the Bureau. A sum may be previously deducted every year from the total amount of the charges collected by the Bureau and appropriated to the pension fund.

Article 17. — The maximum numbers of each category of the staff of the Bureau shall be laid down in a statute which shall be drawn up by the Committee.

The director and his assistants shall be appointed, by secret ballot, by the International Committee and their appointments shall be notified to the High Contracting Parties.

The director shall appoint the other members of the staff up to the maximum numbers laid down in the statute referred to in the first paragraph of this article.

Article 18. — The Director of the Bureau shall not have access to the place in which the international fundamental units (prototypes) are preserved except in virtue of the resolution of the Committee and provided that he is accompanied by at least one of its members.

Access to the place in which the fundamental units (prototypes) are preserved shall only be possible by means of three keys, one of which shall be in the custody of the Director of the French Archives, the second in that of the President of the Committee and the third in that of the Director of the Bureau.

Only the standards belonging to the category of national fundamental units (prototypes) shall be used for the ordinary comparative work of the Committee.

Article 20. — The scale of contribution referred to in Article 9 of the Convention has been based, as regards the fixed portion, on the amount of the subvention referred to in Article 6 of the present Regulations and also on the numbers of the populations ; the normal contribution of any State shall not be less than 5 per thousand, nor above 15 per cent, of the total subvention, no matter what may be the total of its population.

In order to draw up this scale it shall first be ascertained what States fall within the prescribed limits as regards this minimum and maximum ; the remainder of the total to be contributed shall be divided between the other States in direct proportion to the totals of their populations.

When the contributions have been assessed in this way they shall remain valid for the whole period between two consecutive general Conferences, and they may only be modified, in the interval, in the following cases :

(a) If one of the adherent States has allowed three successive years to pass without paying its contributions ;

(b) If a State which has been in arrears for more than three years has paid in the arrears of its contributions and it thus becomes necessary to refund to the other Governments the sums which they had advanced.

La contribution complémentaire est calculée sur la même base de la population, et est égale à celle que les Etats anciennement entrés dans la Convention paient dans les mêmes conditions.

Si un Etat ayant adhéré à la Convention déclare en vouloir étendre le bénéfice à une ou plusieurs de ses Colonies non autonomes, le chiffre de la population des dites Colonies sera ajouté à celui de l'Etat pour le calcul de l'échelle des contributions.

Lorsqu'une Colonie reconnue autonome désirera adhérer à la Convention, elle sera considérée, en ce qui concerne son entrée dans cette Convention, suivant la décision de la Métropole, soit comme une dépendance de celle-ci, soit comme un Etat contractant.

Article 3.

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention en notifiant son adhésion au Gouvernement français, qui en donnera avis à tous les Etats participants et au Président du Comité international des Poids et Mesures.

Toute accession nouvelle à la Convention du 20 mai 1875 entraînera obligatoirement adhésion à la présente Convention.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis aux autres Pays signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français. La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Sèvres, le 6 octobre 1921, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français, et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Pays signataires.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au 31 mars 1922.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Pour l'Allemagne :

FORSTER
KÖSTERS

Pour la République Argentine :

M. T. DE ALVEAR
LUIS BEMBERG

Pour l'Autriche :

MAYRHAUSER

Pour la Belgique :

ERN. PASQUIER

Pour le Brésil :

FRANC. RAMOS DE ANDRADE NEVES.

Pour la Bulgarie :

SAVOFF

Pour le Canada :

HARDINGE OF PENSHURST
J. E. SEARS, jr.

Pour le Chili :

M. AMUNÁTEGUI

Pour le Danemark :

K. PRYTZ.

Supplementary contributions shall be computed in the same way, on the basis of population, and shall be of the same amounts as those paid, under the same conditions, by the States which formerly adhered to the Convention.

If a State which has adhered to the Convention shall announce that it is desirous of extending the benefits of the Convention to one or more of its non-autonomous colonies, the total population of the said colonies shall be added to that of the State in question for the purpose of computing the scale of contributions.

If a colony which has been recognised as self-governing desires to adhere to the Convention, it shall be considered, for the purposes of its inclusion in this Convention, either as a dependency of its mother-country or as a contracting State, as may be decided by its mother-country.

Article 3.

Any State may adhere to the present Convention by notifying its adherence to the French Government, which shall in turn notify the fact to all the participating States and to the President of the International Committee for Weights and Measures.

Any fresh adhesions to the Convention of May 20, 1875, shall automatically entail adherence to the present Convention.

Article 4.

The present Convention shall be ratified. All the Powers shall forward their ratifications as early as possible to the French Government, which shall notify their receipt to the other signatory States. The ratifications shall be preserved in the archives of the French Government. The present Convention shall come into force, as regards each signatory State, from the day on which its minutes of ratification are deposited with the French Government.

Done at Sèvres on October 6, 1921, in one copy which shall be preserved in the archives of the French Government, duly authenticated copies being transmitted to the other signatory States.

The said copy of the Convention, dated as described above, shall be open for signature till March 31, 1922.

In faith whereof the plenipotentiaries enumerated below, whose full powers have been found in good and due form, have signed the present Convention.

For Germany :	FORSTER KÖSTERS
For the Argentine Republic :	M. T. DE ALVEAR LUIS BEMBERG
For Austria :	MAYRHAUSER
For Belgium :	ERN. PASQUIER
For Brazil :	FRANC. RAMOS DE ANDRADE NEVES
For Bulgaria :	SAVOFF
For Canada :	HARDINGE OF PENSHURST J. E. SEARS, jr.
For Chile :	M. AMUNÁTEGUI
For Denmark :	K. PRYTZ

Pour l'Espagne :	SEVERO GOMEZ NUÑEZ
Pour les Etats-Unis :	SHELDON WHITEHOUSE SAMUEL -W. STRATTON
Pour la Finlande :	G. MELANDER
Pour la France :	P. APPELL PAUL JANET A. PEROT J. VIOLLE
Pour la Grande-Bretagne :	HARDINGE OF PENSHURST J. -E. SEARS, jr. P. A. MACMAHON
Pour la Hongrie :	BODOLA LAJOS
Pour l'Italie :	VITO VOLTERRA NAPOLEONE REGGIANI
Pour le Japon :	A. TANAKADATE SAISHIRO KOSHIDA
Pour le Mexique :	JUAN F. URQUIDI
Pour la Norvège :	D. ISAACHSEN
Pour le Pérou :	G. TIRADO
Pour le Portugal :	ARMANDO NAVARRO
Pour la Roumanie :	ST. HEPITES C. STATESCU
Pour la Serbie-Croatie-Slovénie :	M. BOCKKOVITCH CÉLESTIN KARGATCHIN
Pour le Siam :	DAMRAS
Pour la Suède :	K. A. WALLROTH IVAR FREDHOLM
Pour la Suisse :	RAOUL GAUTIER
Pour l'Uruguay :	J.-C. BLANCO

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 22 mai 1923.

Georg COHN,
*Chef du Service Danois
de la Société des Nations.*

For Spain :	SEVERO GOMEZ NUÑEZ
For the United States :	SHELDON WHITEHOUSE SAMUEL -W. STRATTON
For Finland :	G. MELANDER
For France :	P. APPELL PAUL JANET A. PEROT J. VIOLLE
For Great Britain :	HARDINGE OF PENSHURST J. -E. SEARS, jr. P. A. MACMAHON
For Hungary :	BODOLA LAJOS
For Italy :	VITO VOLTERRA NAPOLEONE REGGIANI
For Japan :	A. TANAKADATE SAISHIRO KOSHIDA
For Mexico :	JUAN F. URQUIDI
For Norway :	D. ISAACHSEN
For Peru :	G. TIRADO
For Portugal :	ARMANDO NAVARRO
For Roumania :	ST. HEPITES C. STATESCU
For the Serb-Croat-Slovene Kingdom :	M. BOCKKOVITCH CELESTIN KARGATCHIN
For Siam :	DAMRAS
For Sweden :	K. A. WALLROTH IVAR FREDHOLM
For Switzerland :	RAOUL GAUTIER
For Uruguay :	J.-C. BLANCO

N° 428.

DANEMARK ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord exonérant réciproquement les ressortissants des deux pays du service militaire obligatoire au pays où ils ont leur domicile. Copenhague, les 8 février et 21 avril 1923.

DENMARK AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement under which Nationals of one Country who are domiciled in the other are exempted from Compulsory Military Service. Copenhagen, February 8 and April 21, 1923.

No. 428. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD EXONÉRANT RÉCIPROQUEMENT LES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE AU PAYS OU ILS ONT LEUR DOMICILE. COPENHAGUE, LES 8 FÉVRIER ET 21 AVRIL 1923.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 29 mai 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

LÉGATION DE FINLANDE.

HERR UTRIKESMINISTER,

Hänvisande till de muntliga samtal, som härstädes ägt rum mellan Republiken Finlands Legation och Kungliga Danska Utrikesministeriet har jag äran meddela Eders Excellens å Finlands Regerings Vägnar, att enligt i Finland gällande bestämmelser samtliga danska undersåtar därs-tådes äro befriade från all slags tvungen militärtjänst i här, flotta, reserv och lantvärnet.

Jag vore Eders Excellens tacksam för en försäkran att även Danmark åtager sig gentemot Finland en förpliktelse att fritaga samtliga här boende finska undersåtar från all slags militär-tjänst.

Ifall Eders Excellens är ense med mig, anses denna not ävensom Eders Excellens svar därå utgöra en överenskommelse i frågan mellan våra länder.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Sign.) K. G. IDMAN.

KÖPENHAMN, den 8. februari 1923.

Hans Excellens
Utrikesminister C. M. T. COLD,
Köpenhamn.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 22 mai 1923.

(Signé) Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

No. 428. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT UNDER WHICH NATIONALS OF ONE COUNTRY WHO ARE DOMICILED IN THE OTHER ARE EXEMPTED FROM COMPULSORY MILITARY SERVICE. COPENHAGEN, FEBRUARY 8 AND APRIL 21, 1923.

Official Danish and Swedish texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 29, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

KØBENHAVN, den 21. April 1923.

HERR MINISTER,

I en Note af 8. Februar d. A. har Hr. Ministeren meddelt, at danske Statsborgere bosatte i Finland ifølge den der gældende Lovgivning er fritaget for al tvungen Militærtjeneste i den finske Hær, Flaade, Reserve og Landeværn, hvorhos de paa Deres Regerings Vegne har henstillet, at der af den danske Regering gives den finske Regering Tilsagn om, at her boende finske Statsborgere paa tilsvarende Maade fritages for enhver Militærtjeneste her i Landet.

Efter i denne Anledning at have korresponderet med Indenrigsministeriet har jeg den Ære herved paa den kgl. Regerings Vegne at meddele, at finske Statsborgere (Undersaatte), der har erhvervet eller som fremtidig maatte erhverve fast Hjem her i Landet skal være fritaget for Værnepligt for Danmark, saalænge der af den finske Regering indrømmes danske Statsborgere (Undersaatte), bosatte i Finland tilsvarende Fritagelse for finsk Militærtjeneste.

Modtag, Herr Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(Sign.) C. M. T. COLD.

Herr K. G. IDMAN,
Finsk Gesandt.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 22 mai 1923.

(Signé) Georg COHN.
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

¹ TRADUCTION.

LÉGATION DE FINLANDE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu entre la Légation de la République finlandaise et le Ministère Royal des Affaires étrangères de Danemark, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence, au nom du Gouvernement finlandais, que d'après les règlements en vigueur en Finlande, les ressortissants danois y sont exempts de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, la réserve et la landwehr.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence si elle voulait me donner l'assurance que le Danemark contracte envers la Finlande l'obligation d'exempter également de tout service militaire obligatoire tous les ressortissants finlandais qui habitent le Danemark.

Au cas où Votre Excellence serait d'accord, cette Note, ainsi que la réponse qu'elle y ferait, sera considérée comme constituant un arrangement sur ce sujet entre nos deux pays.

Veuillez agréer, etc.....

(Signé) K. G. IDMAN.

COPENHAGUE, le 8 février 1923.

Son Excellence

Monsieur C. M. T. COLD,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 21 avril 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date du 8 février dernier, vous avez bien voulu nous informer que tous les ressortissants danois habitant la Finlande sont exempts, d'après la législation du pays, de tout service militaire obligatoire dans l'armée finlandaise, dans sa marine, sa réserve et sa landwehr. Vous demandiez en même temps, au nom du Gouvernement finlandais, qu'une assurance lui fût donnée par le Gouvernement danois que les citoyens finlandais habitant le Danemark fussent de même exempts de tout service militaire quel qu'il soit dans le pays.

Après en avoir référé au Ministère de l'Intérieur, j'ai l'honneur de vous informer, au nom du Gouvernement Royal de Danemark, que les citoyens finlandais (sujets) qui se sont établis ou s'établiront à l'avenir au Danemark y seront exempts du service militaire aussi longtemps que le Gouvernement finlandais accordera une exemption similaire du service militaire en Finlande aux ressortissants (sujets) danois y résidant.

Veuillez agréer, etc....

(Signé) C. M. T. COLD.

Monsieur K. G. IDMAN,
Ministre de Finlande.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

FINNISH LEGATION.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversation which took place here between the Legation of the Finnish Republic and the Royal Danish Ministry for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency, on behalf of the Finnish Government, that, in accordance with the regulations in force in Finland, all Danish subjects in that country are exempt from every kind of compulsory military service in the army, navy, reserve and Landwehr.

I would be grateful if your Excellency would convey to me an assurance that Denmark undertakes an obligation towards Finland to exempt all Finnish subjects living in this country from military service of every description.

If your Excellency agrees, the present Note, together with your Excellency's reply thereto, will be regarded as constituting an agreement in regard to this question between the two States.

I have the honour, etc.

(Signed) K. G. IDMAN.

COPENHAGEN, *February 8, 1923.*

To His Excellency
Monsieur C. M. T. COLD,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *April 21, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of February 8 of this year you were good enough to inform me that all Danish citizens living in Finland are exempt, in accordance with the legislation of that country, from all compulsory service in the Finnish army, navy, reserve or Landwehr. At the same time you asked, on behalf of your Government, that an assurance should be given by the Danish Government to the Finnish Government that Finnish citizens living in this country should be similarly exempted from military service of every description in Denmark.

After having communicated with the Ministry of the Interior in regard to this matter, I have the honour to inform you on behalf of the Royal Danish Government that Finnish citizens (subjects) who have established, or who may in future establish, permanent domicile in this country shall be exempt from military service in Denmark so long as the Finnish Government shall accord a similar exemption from military service in Finland to Danish citizens (subjects) residing in Finland.

I have the honour, etc.,

(Signed) C. M. T. COLD.

Monsieur K. G. IDMAN,
Minister of Finland.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 429.

DANEMARK ET PORTUGAL

Echange de notes au sujet de l'application aux relations commerciales entre l'Islande et le Portugal des dispositions contenues dans la déclaration du 14 décembre 1896 entre le Danemark et le Portugal. Copenhague, le 9 avril 1923.

DENMARK AND PORTUGAL

Exchange of Notes concerning the Application to the Commercial Relations between Iceland and Portugal of the Provisions contained in the Declaration of December 14, 1896, between Denmark and Portugal. Copenhagen, April 9, 1923.

No. 429. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS¹ ET PORTUGAIS AU SUJET DE L'APPLICATION AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ISLANDE ET LE PORTUGAL DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA DÉCLARATION² DU 14 DÉCEMBRE 1896 ENTRE LE DANEMARK ET LE PORTUGAL. COPENHAGUE, LE 9 AVRIL 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 mai 1923.

64. Isl. 63

COPENHAGUE, le 9 avril 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Dans le désir de favoriser le développement des relations commerciales entre l'Islande et le Portugal, j'ai l'honneur pour l'Islande de proposer à votre Gouvernement que les mêmes dispositions que celles contenues dans la Déclaration du 14 décembre 1896 entre le Danemark et le Portugal soient appliquées dans les rapports entre l'Islande et le Portugal aussi longtemps que les vins d'origine portugaise dont le contenu d'alcool ne dépasse pas 21 % sont exemptés de la prohibition d'importation des boissons spiritueuses en vigueur en Islande. Toutefois, l'Islande n'ayant pas de colonies, les mots « ou de ses colonies » dans l'article II de la Déclaration et par conséquent les mots qui s'y réfèrent « exportés de la métropole » devront être considérés comme non-existants en ce qui concerne les relations entre l'Islande et le Portugal.

Si les propositions du Gouvernement Royal sont acceptées par le Gouvernement de la République, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente Note et la réponse, par laquelle au nom de votre Gouvernement vous accepterez ces propositions soient considérées comme constituant l'accord entre les deux Gouvernements, lequel entrera en vigueur le 25 mai prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) C. M. T. COLD.

Monsieur AMADEU FERREIRA D'ALMEIDA CARVALHO,
Chargé d'Affaires de Portugal.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 22 mai 1923.

(Signé) Georg COHN,
Chef du service danois
de la Société des Nations.

¹ Le Ministre des Affaires étrangères du Danemark est chargé de la gestion des Affaires étrangères de l'Islande.

² De Martens. Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXV, page 474.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 429. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH² AND PORTUGUESE GOVERNMENTS CONCERNING THE APPLICATION TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN ICELAND AND PORTUGAL OF THE PROVISIONS CONTAINED IN THE DECLARATION³ OF DECEMBER 14, 1896, BETWEEN DENMARK AND PORTUGAL. COPENHAGEN, APRIL 9, 1923.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 29, 1923.

64 Isl. 63.

COPENHAGEN, April 9, 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Being desirous of promoting the development of commercial relations between Iceland and Portugal, I have the honour, on behalf of Iceland, to propose to your Government that the provisions contained in the Declaration between Denmark and Portugal dated December 14th, 1896, should be applicable to relations between Iceland and Portugal for such time as wines of Portuguese origin, the alcoholic content of which does not exceed 21 %, are exempted from the prohibition in force in Iceland in regard to the importation of spirituous liquors. As Iceland, however, has no colonies, the words "or from her colonies" in Article II of the Declaration and, in consequence, the words "exported from the mother-country", which refer thereto, should be regarded as non-existent in so far as concerns relations between Iceland and Portugal.

If the proposals of the Royal Government are accepted by the Government of the Republic, I have the honour to propose to you that the present Note and your reply thereto, accepting these proposals on behalf of your Government, be considered as constituting the agreement between the two Governments, to enter into force on May 25 next.

I avail myself, etc.

(Signed) C. M. T. COLD.

Monsieur AMADEU FERREIRA D'ALMEIDA CARVALHO,
Portuguese Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The Minister for Foreign Affairs of Denmark is in charge of the conduct of Icelandic Foreign Affairs.

³ British and Foreign State Papers, vol. 88, page 444.

LEGATION DE PORTUGAL.

COPENHAGUE, le 9 mai 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de favoriser et d'encourager le développement des relations commerciales entre le Portugal et l'Islande, j'ai l'honneur d'accepter au nom du Gouvernement de la République portugaise les propositions du Gouvernement Royal, contenues dans votre note du 9 avril dernier, dans laquelle Votre Excellence propose pour l'Islande que les mêmes dispositions que celles contenues dans la Déclaration du 14 décembre 1896. entre le Portugal et le Danemark soient appliquées dans les rapports entre le Portugal et l'Islande aussi longtemps que les vins d'origine portugaise dont le contenu d'alcool ne dépasse pas 21 % soient exemptés de la prohibition d'importation des boissons spiritueuses en vigueur en Islande. Toutefois l'Islande n'ayant pas de colonies, les mots « ou de ses colonies » dans l'article II de la Déclaration et par conséquent les mots qui s'y réfèrent « exportés de la Métropole » devront être considérés comme non-existants en ce qui concerne les relations entre le Portugal et l'Islande.

D'accord également avec la proposition de Votre Excellence, la susdite Note du 9 avril dernier et la présente réponse seront considérées comme constituant l'accord entre les deux Gouvernements, lequel entrera en vigueur le 25 mai courant.

Je profite de l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) A. FERREIRA D'ALMEIDA CARVALHO.

Son Excellence

Monsieur C. M. T. COLD,
Ministre des Affaires étrangères de Danemark,
etc., etc., etc.

Certifie pour copie conforme :

Copenhague, le 22 mai 1923.

(Signé) Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

PORTUGUESE LEGATION.

COPENHAGEN, *May 9, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

With a view to promoting and encouraging the development of commercial relations between Portugal and Iceland, I have the honour, on behalf of the Government of the Portuguese Republic, to accept the Royal Government's proposals, contained in your Note of April 9, in which you propose that the provisions contained in the Declaration between Portugal and Denmark dated December 14, 1866, should be applicable to relations between Portugal and Iceland, for such time as wines of Portuguese origin, the alcoholic content of which does not exceed 21 %, are exempted from the prohibition in force in Iceland in regard to spirituous liquors. As Iceland, however, has no colonies, the words "or from her colonies" in Article II of the Declaration and, in consequence, the words "exported from the mother country", which refer thereto, should be regarded as non-existent in so far as concerns relations between Portugal and Iceland.

In agreement, moreover, with your proposal, the above-mentioned Note of April 9 and the present reply thereto will be considered as constituting the agreement between the two Governments, to enter into force on May 25 inst.

I avail myself, etc.

(Signed) A. FERREIRA D'ALMEIDA CARVALHO.

His Excellency
Monsieur C. M. T. COLD,
Danish Minister of Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 430.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention économique signée à
Prague le 29 juin 1920.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Economic Agreement, signed at
Prague, June 29, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 430. — WIRTSCHAFTSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER CECOSLOVAKISCHEN REGIERUNG UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG, GEZEICHNET IN PRAG, DEN 29. JUNI 1920.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le consul d'Allemagne à Genève et par le représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 1^{er} juin 1923.

Die REGIERUNG DER CECOSLOVAKISCHEN REPUBLIK und die REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES haben in dem Bestreben, die gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen auf eine geregelte rechtliche Grundlage zu stellen, sich über nachstehende Punkte geeinigt :

Artikel 1.

Die Durchfuhr von Waren aller Art und Personen aus dem Gebiet des einen der beiden Staaten durch das andere Staatsgebiet, sowie die Beförderung von Waren und Personen aus Deutschland nach der Cechoslovakei und umgekehrt soll in Zukunft keinen Beschränkungen unterworfen werden, mit Ausnahme solcher, die sich als Folge technisch notwendiger Massnahmen aus der allgemeinen Verkehrslage ergeben.

Nähere Bestimmungen hierüber und über andere Fragen des Eisenbahnverkehrs enthält die Anlage A) zu diesem Abkommen.

Eine Ausnahme von dem in Abs. 1 ausgesprochenen Grundsatz ist zulässig für Waren, welche in einem der beiden Staaten den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden. Hinsichtlich des Verfahrens bei der Durchfuhr dieser Waren behalten sich die beiden Regierungen vor, nähere Vereinbarungen später abzuschliessen. Bis dahin soll an der bisherigen Uebung nichts geändert werden.

Artikel 2.

Solange die zur Ueberwindung der wirtschaftlichen Folgen des Krieges erforderliche Uebergangswirtschaft besteht, sollen die in den beiden Staaten bestehenden Ein- und Ausfuhrbeschränkungen aufrecht erhalten bleiben, jedoch wird jeder Teil grundsätzlich bestrebt sein, entsprechend der wirtschaftlichen Lage auf ihren Abbau hinzuwirken. Für diese Zeit sollen für den beiderseitigen Warenverkehr folgende Regeln gelten :

- a) Beiderseits werden Freilisten derjenigen Waren aufgestellt und sobald als möglich ausgetauscht werden, deren Ein- und Ausfuhr grundsätzlich keiner Einschränkung unterliegen soll. Jedem Teil steht es frei, für die in der Freiliste enthaltenen Waren eine Anmeldepflicht einzuführen, oder wo sie bereits besteht, in der bisherigen Weise beizubehalten. Die Freilisten können je nach Bedarf Aenderungen unter-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 12 septembre 1922.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 430. — HOSPODÁŘSKÁ¹ DOHODA MEZI VLÁDAMI ČESKOSLOVENSKOU A NĚMECKOU PODEPSANÉ V PRAZE 29. ČERVNA 1920.

German and Czech official texts communicated by the German Consul at Geneva and by the Permanent Representative of Czechoslovakia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 1, 1923.

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a vláda říše Německé, snažice se dáti vzájemným hospodářkým vztahům urovnaný právní základ, dehodly se v těchto bodech :

Článek 1.

Průvoz zboží všeho druhu a osob z území jednoho státu územím státu druhého, jakož i doprava zboží a osob z Německa do Československa a obráceně nebudou příště podrobeny omezením kromě těch, jež vyplynou jako technicky nutná opatření ze všeobecného stavu dopravního.

Podrobnější ustanovení o tom, jakož i o ostatních otázkách železniční dopravy jsou obsažena v příloze a) této úmluvy.

Výjimka ze zásady uvedené v prvním odstavci dovoluje se u zboží, jež je v jednom z obou států předmětem státního monopolu. Obě vlády vyhrazení si později podrobněji se dohodnouti o postupu při průvozu tohoto zboží. Až do té doby nebude na dosavadní praxi nic měněno.

Článek 2.

Porud trvá přechodné hospodářství, kterého je třeba k tomu, aby překonány byly hospodářské následky války, budou platiti dosavadní omezení dovozu a vývozu, ale přes to bude zásadně snahou každé strany působiti k tomu, aby podle hospodářské situace byla tato omezení zrušována. Pro tuto dobu budou platiti pro vzájemný obchod zbožím tato pravidla :

- a) S obou stran budou sestaveny a co nejdříve vyměněny seznamy volného zboží, jehož dovoz a vývoz nemá zásadně býti podroben nijakému omezení. Každé straně se ponechává na vůli, aby zavedla pro zboží, obsažené v seznamu volného zboží, povinnost přihlášky, neb tam, kde již jest, aby ji ponechala v nynější podobě. Seznamy volného zboží mohou býti změněny podle potřeby. Tyto změny, pokud

¹ The exchange of ratifications took place at Prague September 12, 1922.

zogen werden. Soweit diese Aenderungen Einschränkungen der Freiliste betreffen, finden sie auf Waren, die am Tage der Bekanntgabe bereits zum Transport aufgegeben sind, keine Anwendung.

Alle Aenderungen sind dem anderen Teile mit tunlichster Beschleunigung mitzuteilen.

- b) Die in den Freilisten nicht aufgeführten Waren unterliegen beiderseits dem Bewilligungsverfahren. Beide Teile verpflichten sich, die Erteilung von Ein- und Ausfuhrbewilligungen für Waren, welche als für das wirtschaftliche Leben des anderen Teiles besonders wichtig in den einen integrierenden Bestandteil dieses Abkommens bildenden Anlagen B) und C) aufgeführt sind, gegenseitig zu erleichtern. Diese Anlagen können je nach Bedarf in beiderseitigem Einvernehmen Aenderungen unterzogen werden.

Beiderseits besteht Einverständnis darüber, dass beide Regierungen für die Ausfuhr solcher Waren, soweit sie in der Anlage B) aufgeführt sind, sich grundsätzlich davon leiten lassen, nach Deckung des inländischen Bedarfes Anträgen auf Ausfuhrbewilligungen, die im Verhältnisse zur Deckung des Bedarfes des ansuchenden Staates stehen, grundsätzlich zu willfahren. Dabei soll die Tatsache der Ausfuhr der betreffenden Ware nach dritten Staaten in der Regel als Anhalt dafür gelten, dass der inländische Bedarf in entsprechendem Umfange als gedeckt angesehen werden kann.

Was insbesondere den Bedarf der Cechoslovakischen Republik an Anilinfarbstoffen anbelangt, erklärt sich die deutsche Regierung bereit, bei der betreffenden deutschen Industrie hinsichtlich der Lieferung des notwendigsten Bedarfes der cechoslovakischen Industrie nach Mengen und Lieferungsbedingungen auf tunlichstes Entgegenkommen hinzuwirken; sie wird die Ausfuhr solcher Mengen, welche die betreffende deutsche Industrie der cechoslovakischen Industrie zu liefern bereit ist, nicht behindern.

- c) Die beiden Regierungen sind bereit, den nach Massgabe der bestehenden Ausfuhrvorschriften in Zukunft erteilten Ausfuhrbewilligungen für die Dauer ihrer Gültigkeit volle Wirksamkeit zu sichern, auch wenn die erwähnten Ausfuhrvorschriften nachträglich irgendwelche Aenderungen erfahren sollten.

Die Bewilligung kann widerrufen werden :

1. sofern dringende öffentliche Interessen gefährdet sind.

2. sofern sie auf Grund unrichtiger Angaben oder durch unlautere Mittel erlangt ist.

Soweit Ausfuhrbewilligungen vor der Einführung von Ausfuhrabgaben (einschliesslich der erhöhten Manipulationsgebühr) oder vor der Erhöhung bestehender Ausfuhrabgaben (einschliesslich der erhöhten Manipulationsgebühr) erteilt worden sind, bleiben sie unabhängig von den neuen Bestimmungen noch 6 Wochen nach deren Inkrafttreten in Geltung. Nach diesem Zeitpunkt ist die Ausfuhrbewilligung nur noch gültig, wenn unbeschadet besonderer Bestimmungen und unter Berücksichtigung des besonderen Sachverhaltes in den einzelnen Fällen die Abgabe bzw. die Differenz zwischen der alten und der neuen Abgabe für den Wert der bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Ausfuhr gelangten Waren nachträglich entrichtet worden ist.

Für verlängerte Ausfuhrbewilligungen und für Ausfuhrbewilligungen, die an Stelle der abgelaufenen getreten sind, ist der Tag der Ausstellung bzw. der ersten Ausfuhrbewilligung massgebend.

Falls die künftig erteilten Ausfuhrbewilligungen aus Gründen, die nachweislich ausserhalb des Verschuldens der Parteien liegen, nicht rechtzeitig ausgenützt werden konnten, wird ihre Verlängerung bzw. Erneuerung erfolgen, sofern die Voraussetzungen, unter denen sie erteilt wurden, noch fortbestehen. Aus dem Gesichtspunkte inzwischen neu eingeführter Ausfuhrvorschriften soll indes die Verlängerung bzw. Erneuerung nicht verweigert werden.

se jimi obmezí seznam volného zboží, nebudou platit pro zboží, jež v den vyhlášení bylo již odevzdáno k dopravě.

Všecky změny budtž druhé straně co nejrychleji oznámeny.

- b) Zboží neuvedené v seznamu volného zboží podrobena jest na obou stranách povolovacímu řízení. Obě strany se zavazují, že vzájemně ulehčí udílení dovozních a vývozních povolení pro zboží, které jest vyjmenováno jako zvláště důležité pro hospodářský život druhé strany v přílohách B a C, tvořících nedílnou část tohoto ujednání. Tyto přílohy mohou býti podle potřeby měněny v oboplné shodě.

S obou stran jest shoda v tom, že stran vývozu onoho zboží, pokud jest vytčeno v příloze B, budou se obě vlády zásadně řídití tím hlediskem, že bude-li uhrazena tuzemská potřeba, vyhovováno bude zásadně návrhům na vývozní povolení, která jsou přiměřena úhradě potřeby žádajícího státu. Okolnost, že vyváží se ono zboží do třetích států, platíž pravidelně za oporu pro mínění, že domácí potřeba může býti považována za uhrazenou v náležitém rozsahu.

Zvláště pokud jde o potřebu anilinových barev v Československé republice, prohlašuje Německá vláda ochotu, že se zasadí u tohoto německého průmyslu, aby v dodávce pro nejnntnější potřebu československého průmyslu co nejvíce vyhověl co do množství i co do dodávacích podmínek; vláda nebude překážeti vývozu onoho množství, jěz je německý průmysl ochoten dodatí průmyslu československému.

- c) Obě vlády jsou ochotny zaručiti vývozním povolením, která budou přístě udělena podle platných předpisů, pro dobu jejich platnosti úplnou účinnost, i kdyby vývozní předpisy dodatečně byly změněny.

Povolení může býti odvoláno :

1. Pokud budou ohroženy naléhavé veřejné zájmy;
2. pokud ho bylo dosaženo na základě nesprávných údajů nebo nepoctivě.

Jestliže vývozní povolení byla udělena, dříve než byly zavedeny vývozní dávky (v to zahrnujíc zvýšený manipulační poplatek), neb dříve než budou zvýšeny trvající vývozní dávky (v to zahrnujíc zvýšený manipulační poplatek), platí beze zření na nová ustanovení potom, co nabyla účinnosti ještě šest neděl. Po tomto okamžiku vývozní povolení platí jen ještě tehdy, když bez újmy zvláštních ustanovení a se zřením na zvláštní okolnosti v jednotlivých případech se zaplatí dodatečně dávka, resp. rozdíl mezi starou a novou dávkou za hodnotu zboží, které až do tohoto okamžiku nebylo ještě vyvezeno.

Pro prodloužená vývozní povolení a pro ona, jež nahradila prošlá, jest rozhodný den vyhotovení vývozního povolení, resp. prvního vývozního povolení.

Vývozní povolení v budoucnosti udělená, jichž nebude moci býti včas použito z důvodů, které, jak se prokáže, nebyly zaviněny stranou, budou prodloužena, resp. obnovena, budou-li tu ještě podmínky, za nichž byla udělena. Prodloužení, resp. obnovení nebude odepřeno z důvodu, že byly snad zatím nově zavedeny jiné vývozní předpisy.

Bezüglich der Gesuche um Verlängerung, bzw. Erneuerung von Ausfuhrbewilligungen, die auf Grund alter im Widerspruch mit den neugeltenden Ausfuhrvorschriften stehender Abschlüsse eingereicht werden, wird beiderseits wohlwollende Prüfung zugesagt. Gegebenenfalls verpflichten sich die beiden Regierungen, mit allen Mitteln auf die zuständigen Bewilligungsstellen dahin einzuwirken, dass eine gütliche Erledigung dieser Fälle erfolge.

Artikel 3.

Soweit für die Frage der Erteilung von Ausfuhrbewilligungen die Preishöhe der Ausfuhrware entscheidend ist, werden die vor der Aufstellung von Preisbestimmungen bzw. von neuen Preisbestimmungen abgeschlossenen Verträge in der Regel von diesen nicht berührt, wenn bei Abschluss der Verträge den damals geltenden Preisbestimmungen Rechnung getragen worden ist und entweder :

- a) der Käufer bereits Anzahlungen geleistet hat oder
- b) der Lieferer bereits Leistungen aus dem Verträge bewirkt hat oder
- c) der Käufer bereits entsprechende Preiserhöhungen bewilligt hat.

Ausnahmen von diesen grundsätzlichen Bestimmungen können dann eintreten, wenn die Verträge zeitlich ausserordentlich weit zurückliegen.

Die beiderseitigen Regierungen werden ihren Einfluss dahin ausüben, dass die Aufstellung der Minimalexportpreise in einer Weise erfolgt, die unter tunlichster Ausschaltung von besonderen Begünstigungen an Abnehmer in dritten Staaten einen unmittelbaren Warenaustausch zwischen Deutschland und der Cechoslovakischen Republik gewährleistet.

Artikel 4.

Abgesehen von den im Artikel 2 und 3 geregelten Fällen der Uebergangswirtschaft gehen die beiden Teile grundsätzlich davon aus, dass allmählich anzustreben ist, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Ländern durch keinerlei Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon sollen nur zulässig sein :

- a) aus Gründen der öffentlichen Sicherheit,
- b) bei Waren, welche in einem der beiden Länder den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden,
- c) aus gesundheitspolizeilichen Rücksichten,
- d) zu dem Zwecke, um auf fremde Waren Verbote und Beschränkungen anzuwenden, welche für die Erzeugung, den Vertrieb oder die Beförderung einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind.

Insbesondere gilt der im Artikel 4 ausgesprochene Grundsatz auch für diejenigen Waren, welche in die in den beiden Staaten jeweils bestehenden Freilisten aufgenommen sind.

Artikel 5.

Für die Ausfuhr von Holz aus der Cechoslovakei treten bezüglich der bereits erteilten Ausfuhrbewilligungen, der Erneuerung verfallener Ausfuhrbewilligungen und der Erteilung von Ausfuhrbewilligungen für alte Schlüsse an Stelle der vorstehenden Bestimmungen folgende Vorschriften :

- I. An Stelle der bis zum 14. April 1920 einschliesslich erteilten Ausfuhrbewilligungen werden für die noch nicht ausgeführten Holzmengen und für die noch nicht abgelaufene Geltungsdauer der alten Bewilligungen neue Bewilligungen ausgestellt. Diese neuen Bewilligungen unterliegen der allgemein festgesetzten Ausfuhrgebühr, welche unter Zugrundelegung der in den alten Ausfuhrbewilligungen angegeben fakturierten Preise berechnet wird.

Co se týče žádosti o prodloužení, resp. obnovení vývozních povolení, které byly podány na základě starých uzávěrek, jež odporují nově platným vývozním předpisům, slibuje se s obou stran blahovolné jejich zkoumáním. V tomto případě zavazují se obě vlády, že se zasadí všemi prostředky u příslušných povolujících úřadů o to, aby tyto případy byly příznivě vyřízeny.

Článek 3.

Pokud jest rozhodná pro udělení vývozního povolení cena vývozního zboží, nemají pravidlem nijakého vlivu cenová ustanovení, resp. nová cenová ustanovení na ony smlouvy, které byly uzavřeny před vydáním těchto cenových ustanovení, resp. nových cenových ustanovení, jestliže při uzavření smluv bylo učiněno zadost tehdy platícím ustanovením cenovým a bud :

- a) kupec již částečně splatil nebo ;
- b) dodavatel plnil podle smlouvy nebo ;
- c) kupec již povolil náležité zvýšení ceny.

Výjimky z těchto zásadních ustanovení mohou nastati tehdy, jestliže smlouvy pocházejí z doby mimořádně vzdálené.

Obě vlády zasadí se o to, aby určení nejnižších vývozních cen stalo se tak, aby byla zaručena bezprostřední výměna zboží mezi Československou republikou a Německem a pokud možno vyloučeny zvláštní výhody odběratelům ve státech třetích.

Článek 4.

Nehledíc k případům přechodného hospodářství, které jsou upraveny ve článku 2 a 3, stojí obě strany zásadně na tom stanovisku, že jest třeba postupně snažiti se o to, aby vzájemný styk mezi oběma jejich zeměmi nebyl zadržován nijakými zákazy dovozu, vývozu a průvozu.

Mají se připustiti výjimky jen :

- a) z důvodů veřejné bezpečnosti ;
- b) při zboží, které v jedné z obou zemí jest předmětem státního monopolu ;
- c) z ohledů zdravotně policejních ;
- d) proto, aby mohlo býti použito na cizí zboží zákazů a omezení, která jsou ustanovena pro výrobu, odbyt a dopravu domácího zboží v tuzemsku.

Zvláště platí zásada vyslovená v článku 4 také pro ono zboží, které bylo zařadeno v obou státech do seznamů volného zboží toho onoho času právě platných.

Článek 5.

Co se týče vývozních povolení již udělených, obnovy prošlých a udělení vývozních povolení pro staré uzávěrky, nastupují pro vývoz dříví z Československé republiky na místě předcházejících ustanovení tyto předpisy :

1. Na místě vývozních povolení, udělených včetně do 14. dubna 1920, budou dána nová povolení pro množství dříví ještě nevyvezená a to pro dosud neprošlou dobou platnosti starých vývozních povolení. Tato nová povolení jsou podrobena všeobecnému vývoznímu poplatku, který bude počítán na základě cen fakturních, uvedených ve starých vývozních povoleních.

2. Für diejenigen Ausfuhrbewilligungen, deren Geltungsdauer bereits erloschen ist, werden auf Ansuchen der Interessenten neue Ausfuhrbewilligungen unter der Voraussetzung erteilt, dass ihre Geltungsdauer erst nach dem 15. Dezember 1919 abgelaufen ist, dass die Ausfuhr nachgewiesenermassen wegen Schwierigkeiten des Abtransportes und der Beförderung unterblieben ist und dass das Ansuchen auf Erneuerung der Ausfuhrbewilligungen bei der czechoslovakischen Holzkommission bzw. Kommission für auswärtigen Handel spätestens bis zum 31. Mai 1920 gestellt worden ist. Die jeweilige Ausfuhrgebühr wird auch in diesem Falle unter Zugrundelegung der in den erloschenen Ausfuhrbewilligungen angegebenen Fakturapreisen berechnet.

3. Alte Holzabschlüsse, für die eine Ausfuhrbewilligung noch nicht erteilt ist oder die trotz erteilter Ausfuhrbewilligung mangels der erforderlichen Voraussetzungen nicht unter die Regelung der Ziffer 2 fallen, werden in gleicher Weise wie Ausfuhrbewilligungsanträge auf Grund neuer Schlüsse behandelt, also einer neuen Prüfung nach Massgabe der bestehenden Vorschriften unterzogen. Die czechoslovakische Regierung sichert jedoch bei dieser Prüfung — *ceteris paribus* — den alten Schlüssen eine besonders entgegenkommende Behandlung in der Richtung zu, dass sich die Regierung bzw. die Holzkommission jeden Einflusses auf die tatsächlichen Verkaufsschlusspreise enthalten wird.

Diese Behandlung sichert indessen die Cechoslovakische Regierung nur denjenigen Interessenten zu, welche die alten Schlüsse in Abschrift oder im Auszuge möglichst bald, längstens aber bis 1. September 1920 der Holzkommission in Prag (Prag-II., Hybernska 1) mitgeteilt haben. Durch diese Frist wird die Einreichung der Anträge auf Ausfuhrbewilligung nicht berührt.

Der Berechnung der bei den alten Schlüssen zu entrichtenden Ausfuhrgebühr wird ein Minimal-Exportpreis von 525 M per cbm. bei Rundholz und 350 M per cbm. bei Schleifholz zu Grunde gelegt werden, solange sich der amtliche Minimal-Exportpreis über diesen Preisen bewegt. Sinkt der amtliche Minimal-Exportpreis unter die oben angegebenen Beträge, so ist dieser neue amtliche Minimal-Exportpreis der Berechnung der allgemeinen Ausfuhrgebühr zu Grunde zu legen.

Die czechoslovakische Regierung sagt zu, für die Zukunft der Ausfuhr von Rund-, Schleif- und Schnittholz nach Deutschland im Rahmen der bestehenden Vorschriften keinerlei Schwierigkeiten zu bereiten, insbesondere durch Ausfuhr aus den Grenzgebieten, aus der Slowakei und auf dem Wasserwege Deutschland entgegenzukommen.

Artikel 6.

Die Cechoslovakische Regierung verpflichtet sich, auf die bezüglich der Lieferung von Malz noch bestehenden alten Schlüsse 300 Wagen sofort und bis Ende Juni 1920 weitere 300 Wagen zu liefern. Für diese insgesamt 600 Wagen ist von den deutschen Käufern ein Betrag von 425 M per Dz zu entrichten, welcher den Kaufpreis und die Exportabgabe zusammen umfasst. Die Cechoslovakische Regierung erklärt sich ferner bereit, aus der neuen Ernte den dann noch verbleibenden Rest der alten Schlüsse von 1050 Wagen zu erfüllen, jedoch ohne Anrechnung auf die alten Schlüsse, sodass die Festsetzung des Kaufpreises hierfür einem neuen Uebereinkommen zwischen den beiderseitigen Kontrahenten vorbehalten bleibt.

Artikel 7.

Ueber die Regelung des wechselseitigen Kohlenbezuges ist die in der Anlage D) enthaltene Vereinbarung getroffen worden.

Artikel 8.

Ueber die Regelung gewisser Finanzfragen ist die in der Anlage E) enthaltene Vereinbarung getroffen worden.

2. Za vývozní povolení, jichž platnost již vypršela, budou dána nová na žádost interesentů za předpokladu, že jejich platnost vypršela teprve po 15. prosinci 1919, dokáže-li se, že k vývozu nedošlo pro obtíže ve vypravení a dopravě a že žádost za obnovu vývozních povolení byla podána u Československé dřevařské komise nejpozději do 31. května 1920. V té oné době právě platný vývozní poplatek bude také v tomto případě počítán na základě cen fakturních, uvedených ve prošlých vývozních povoleních.

3. Stejně jako se žádostmi o vývozní povolení na základě nových uzávěrek bude nakládáno starými uzávěrkami na dříví, pro něž nebylo dosud vydáno vývozní povolení nebo které přes to, že vývozní povolení bylo uděleno, nenáleží pod ustanovení bodu 2., poněvadž tu není nutných předpokladů; budou tedy podrobeny novému zkoumání podle předpisů právě platných. Československá vláda zajišťuje přes to při tomto zkoumání — *ceteris paribus* — starým uzávěrkám zvláště příznivé nakládání v tom směru, že se vláda, resp., Dřevařská komise vzdá jakéhokoliv působení na skutečné prodejní ceny uzávěrek.

Československá vláda však zaručuje, že bude takto nakládati jen s těmi, kdož zpraví Dřevařskou komisi v Praze (Praha II., Hybernská ulice 1) co nejdříve, nejdéle do 1. září 1920 o starých uzávěrkách a to buď v opise nebo ve výtahu. Tato lhůta nemá vlivu na podávání žádosti o vývozní povolení.

V základ počtání vývozního poplatku který má býti zaplacen při starých uzávěrkách, vezme se nejnižší vývozní cena 525 M za m³ u kulatiny a 350 M za m³ u brusného dřeva, pokud úřední nejnižší vývozní cena bude vyšší než tyto ceny. Klesne-li úřední nejnižší vývozní cena pod shora uvedené částky, jest počítati tento všeobecný vývozní poplatek na základě nové úřední nejnižší vývozní ceny.

Československá vláda slibuje, že nebude přistě činiti obtíží vývozu kulatiny, brusného dřeva a řeziva do Německa v mezích platných předpisů, zvláště že přijde Německu vstříc vývozem z pohraničí ze Slovenska a po vodě.

Článek 6.

Československá vláda se zavazuje, pokud jde o staré uzávěrky na dodávky sladu, dodati ihned 300 vagonů a do konce června 1920 dalších 300 vagonů. Za tento celkový počet 600 vagonů zaplatí němečtí kupci částku 425 M za 1 q, jež zahrnuje kupní cenu a vývozní poplatek. Československá vláda prohlašuje dále ochotu, že poskytne z nové žně 1050 vagonů, ještě potom zbývajících ze starých uzávěrek, aniž toto množství bude počítáno na staré uzávěrky, takže zůstává vyhrazeno stanoviti kupní cenu pro toto množství novou dohodou mezi kontrahenty s obou stran.

Článek 7.

Stran úpravy vzájemného odběru uhlí, bylo učiněno ujednání obsažené v příloze D).

Článek 8.

Stran úpravy některých finančních otázek byla učiněna úmluva, obsažená v příloze E).

Artikel 9.

Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs mit den Grenzbezirken (im allgemeinen bis zu 15 km beiderseits der Grenze) sind unter den beiden Teilen diejenigen besonderen Bestimmungen vereinbart worden, welche sich in der Anlage F) verzeichnet finden.

Durch diese Regelung sollen, soweit in der Anlage F) nichts besonderes bestimmt ist, die in beiden Staaten bestehenden Einschränkungen der Verkehrsfreiheit, sowie die Vorschriften über die staatliche Bewirtschaftung bestimmter Erzeugnisse nicht berührt werden. Es soll aber den Grenzwohnern des einen Staates aus dem Umstande, dass sie einzelne Grundstücke auf dem Gebiete des anderen Staates bewirtschaften, eine Ablieferungspflicht zu Gunsten dieses Staates nicht erwachsen.

Artikel 10.

Unbeschadet der Begünstigungen im sogenannten kleinen Grenzverkehr wird die Cechoslovakische Regierung bis zum Abschluss eines Handelsvertrages zwischen den beiden Staaten die deutschen Angehörigen hinsichtlich des Betrages der Sicherung und der Erhebung der Eingangs- und Ausgangsabgaben, des Ein-, Aus- und Durchfuhrverkehrs, der Ein-, Aus- und Durchfuhrbestimmungen, der Verbrauchsabgaben und inneren Steuern, der Ausübung von Handel und Gewerbe, Industrie und Landwirtschaft, des Erwerbs und Besitzes von beweglichen und unbeweglichen Vermögen nicht schlechter behandeln, als die Angehörigen eines dritten Staates.

Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des einen Teiles ihren Sitz haben, und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des anderen Teiles gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen.

Betreffs der Zulassung zum Betrieb ihrer Geschäfte in den Gebieten des anderen Teiles haben die daselbst geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen Anwendung zu finden. Es haben jedoch diejenigen Gesellschaften, welche ihre Geschäfte in der Cechoslovakischen Republik auf Grund einer Zulassung der früheren Regierung der ehemaligen Monarchie betreiben, binnen 6 (sechs) Monaten nach Inkrafttreten dieses Uebereinkommens um eine neuerliche Zulassung bei der zuständigen Behörde der Cechoslovakischen Republik, sofern ein solches Gesuch bisher nicht eingebracht wurde, anzusuchen, oder binnen derselben Frist den Geschäftsbetrieb in der Cechoslovakischen Republik aufzulassen. Bis zum Zeitpunkte der Erledigung dieser Gesuche können die fraglichen Gesellschaften in der Cechoslovakischen Republik auf Grund ihrer früheren Berechtigung ihre Geschäfte im bisherigen Umfange weiter betreiben. Im Falle der neuerlichen Zulassung wird die Admissionsgebühr nicht verlangt werden von jenem Betrage des Aktien-, Einlagen- und Obligationenkapitals, für welchen für die im Gebiete der Cechoslovakischen Republik befindlichen Betriebe der betreffenden Gesellschaften die staatliche Gebühr entrichtet worden ist.

Sofern unter Berücksichtigung der Gründung des Cechoslovakischen Staates die Deutsche Regierung dazu schreitet, die Verhältnisse der früher in Deutschland zugelassenen in der alten österreichisch-ungarischen Monarchie domizilierten österreichischen oder ungarischen Gesellschaften aus dem Gesichtspunkte der neuen Staatenbildung neu zu regeln, soll diese Regelung keinesfalls in einer ungünstigeren Weise als in der vorstehend vereinbarten Art erfolgen.

Die in Absatz 2 dieses Artikels genannten Gesellschaften werden in beiden Staaten in objektiv-rechtlicher Beziehung nicht schlechter behandelt werden als die als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Landes. Diese Bestimmung berührt nicht Entscheidungen, die auf Grund staatlicher Konzessionspflicht oder in administrativen Ermessenssachen getroffen werden.

Článek 9.

Aby byl usnadněn vzájemný styk s pohraničními okresy (všeobecně do 15 km po obou stranách hranic), byla sjednána mezi oběma stranami zvláštní ustanovení, která jsou zapsána v příloze F).

Tato úprava, pokud není v příloze F) zvláště ustanoveno jinak, nemá vlivu na omezení volného obchodu, platná v obou státech, jakož i na předpisy o státním hospodaření některými výrobky. Avšak pohraničním obyvatelům jednoho státu nemá nastati dodávací povinnost ve prospěch druhého státu proto, že hospodaří na pozemcích na území tohoto státu.

Článek 10.

Nehledíc k úlevám v tak zv. drobném pohraničním styku, nebude československá vláda až do uzavření obchodní smlouvy mezi oběma státy s německými příslušníky, pokud jde o výši, zajištění a vybírání dávek vývozních a dovozních, o obchod dovozní, vývozní a průvozní a o ustanovení o dovozu, vývozu a průvozu, o spotřební dávky a vnitřní daně, o provozování obchodu, živnosti, průmyslu a zemědělství a o nabytí a držbu movitého a nemovitého majetku, nakládati hůře než s příslušníky jiného cizího státu.

Akciové a jiné obchodní, průmyslové nebo finanční i pojišťovací společnosti, které mají sídlo v území jedné strany a jsou právně podle jejích zákonů zřízeny, budou také v území druhé strany, šetří-li příslušných zákonů a nařízení tam platných, oprávněny uplatňovati veškerá svá práva a zvláště vésti spory před soudy jako žalobkyně nebo žalované.

Pokud jde o připuštění k provozování obchodu na územích druhé strany, platí tamní zákonná a reglementární ustanovení. Ony společnosti však, které provozují obchody v Československé republice na základě připuštění dřívější vlády bývalé monarchie, mají, pokud žádosti takové již nepodaly, do 6 (šesti) měsíců po tom, co tato dohoda nabude účinnosti, znovu zažádati o připuštění ku provozování obchodů u příslušného úřadu Československé republiky nebo v téže lhůtě provozování obchodů v Československé republice zanechati. Dokud nebudou tyto žádosti vyřízeny, mohou dotyčné společnosti v Československé republice provozovati obchody na základě dřívějších oprávnění v dosavadním rozsahu. Budou-li znova připuštěny, nebude na nich žádán admisní poplatek z oné částky akciového, vkladového a obligačního kapitálu, ze které státní poplatek za provozování oněch společností na území republiky Československé již byl zaplacen.

Pokud německá vláda, majíc zřehni na to, že byl založen Československý stát, přikročí s hlediska vzniku nových států k nové úpravě poměrů společností rakouských a uherských se sídlem ve staré rakousko-uherské monarchie, které byly dříve v Německu k provozování obchodu připuštěny, nestane se tato úprava nikterak nepříznivější, než jak shora smlouveno.

Se společnostmi, jmenovanými ve druhém odstavci tohoto článku, nebude v obou státech po stránce objektivně právní zacházeno hůře, než s právně uznanými společnostmi stejného druhu kterékoliv třetí země. Toto ustanovení netýče se rozhodnutí, která se dějí na základě státní povinnosti koncesní nebo ve správních věcech volného uvážení.

Artikel 11.

Beide Regierungen werden darauf bedacht sein, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, wo es die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verlegen, sodass die Amtshandlungen bei dem Uebertritt der Waren auf einem Zollgebiet in das andere gleichzeitig stattfinden können.

Das früher in Görlitz auf Grund eines Staatsvertrages mit Oesterreich-Ungarn errichtete österreichisch-ungarische Hauptzollamt wird auf der gleichen Grundlage als czechoslovakisches Hauptzollamt beibehalten werden.

Artikel 12.

Von Waren, welche durch das Gebiet eines der beiden Teile aus oder nach dem Gebiete des anderen Teiles durchgeführt werden, dürfen Durchgangsabgaben nicht erhoben werden.

Diese Verabredung findet sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auf die unmittelbar durchgeführten Waren Anwendung.

Artikel 13.

Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird, sofern die Identität der aus- und wieder eingeführten Gegenstände ausser Zweifel ist, beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben für Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen) zugestanden, welche aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen der beiden Teile in das Gebiet des anderen auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehre versendet, sowie für Muster, welche von Handlungsreisenden eingebracht werden; alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im Voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden.

Durch diese Bestimmungen werden die besonderen, aus dem Bewilligungsverfahren sich ergebenden Vorschriften nicht berührt.

Was bei der Durchführung dieser Bestimmungen einzuhaltende Verfahren anbelangt, so soll bis auf Weiteres eine Aenderung der bisherigen Praxis nicht eintreten.

Artikel 14.

Die beiden Teile verpflichten sich zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und die zu diesem Zwecke erlassenen Strafgesetze aufrecht zu erhalten, die Rechtshilfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des anderen Teiles die Verfolgung der Zuwiderhandelnden in ihr Gebiet zu gestatten und demselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Gemeinde- und Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihilfe zuteil werden zu lassen.

Das nach Massgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abzuschliessende Zollkartell bleibt einer besonderen Vereinbarung vorbehalten. Bis auf Weiteres soll an der bisherigen Praxis festgehalten werden.

Die beiden Regierungen behalten sich vor, über das Recht der Nachteile, eventuell noch eine besondere Vereinbarung zu treffen.

Die beiden Teile werden nach Kräften bemüht sein, den Reiseverkehr, insbesondere auch zu Handelszwecken oder zum Besuch der Bäder zu erleichtern, und sofern eine Milderung der bestehenden Passvorschriften nicht erfolgen kann, die erforderlichen Formalitäten nach Möglichkeit zu erleichtern und zu beschleunigen.

Artikel 15.

Hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung von Waren, die dem Begleitscheinverfahren unterliegen, wird eine Verkehrserleichterung dadurch gegenseitig gewährt, dass beim unmittelbaren

Článek 11.

Obě vlády budou i přístě k tomu přihlízeti, aby jejich pomezí celní úřady naproti sobě ležící, kde to poměry dovolí, byly přeloženy do téhož místa, aby úřední úkony při přechodu zboží z jednoho do druhého celního území mohly se díti zároveň.

Hlavní celní úřad ve Zhořelci, který byl dříve zřízen na základě státní smlouvy s Rakousko-Uherskem, bude zachován jako československý hlavní celní úřad na stejném základě.

Článek 12.

Ze zboží, provázeného územím jedné z obou smluvních stran z území nebo do území druhé smluvní strany, nesmějí býti vybírány průvozní dávky. Tato úmluva platí stejně jak pro zboží, které bylo po přeložení nebo uložení převezeno, tak pro zboží bezprostředně provázené.

Článek 13.

Aby vzájemný styk byl dále usnadněn, přiznává se s obou stran osvobození od dovozních a vývozních dávek pro zboží (s výjimkou potravin), které přichází z volného obchodu v území jedné ze smluvních stran do území druhé na trhy nebo veletrhy nebo je zasiláno na nejistý prodej mimo obchod na trzích a veletrzích, jakož i pro vzorky, které obchodní cestující sebou berou, pokud totožnost předmětů vyvezených a opět dovezených jest nepochybná; osvobození to se dává pro všechny tyto předměty, jsou-li neprodány zpět dovezeny ve lhůtě, kterou je třeba předem stanovit.

Tato ustanovení nemají vlivu na zvláštní předpisy, vyplývající z řízení povolovacího.

V řízení, které má býti zachovááno při provádění těchto ustanovení, nebude dosavadní praxe až na další nijak měněna.

Článek 14.

Obě strany se zavazují, že budou spolupůsobiti přiměřenými postředky, aby se předešlo podloudnému obchodu do jejich i z jejich území a aby tento obchod byl trestán a že ponechají v platnosti trestní zákony na to vydané, že budou si poskytovat právní pomoci, že dovolí, aby dozořcí úředníci druhé strany pronásledovali do jejich území ty, kteří jednají proti předpisům a že těmto úředníkům poskytnou nutné zprávy a pomoc svými berními, celními a policejními úředníky, jakož i obecními starosty a místními přednosty.

Celní kartel, který má býti uzavřen podle těchto všeobecných ustanovení, vyhrazuje se zvláštnímu sjednání. Dosavadní praxe budiž na dále zachováána.

Obě vlády si vyhrazují, že eventuálně uzavrou ještě zvláštní úmluvu stran práva honění.

Obě strany zasadi se, sč jsou, aby usnadnily cestovní ruch, zvláště pokud směřuje za obchodem nebo k návštěvě lázní, a že pokud platné pasové předpisy nemohou býti zmírněny, co mžná ullahčí a urychlí náležitě formality.

Článek 15.

Pokud jde o celní manipulaci zbožím, které se odbavuje listem průvodním, usnandní se obapolně obchod tím, že přechází-li zboží přímo z území jedné strany do území strany druhé, závěra

Uebergang solcher Waren aus dem Gebiet des einen der beiden Teile in das Gebiet des anderen die Verschlussabnahme, die Anlage eines anderweitigen Verschlusses und die Auspackung der Waren unterbleibt, sofern den dieserhalb z. Zt. vereinbarten Erfordernissen genügt ist.

Artikel 16.

Es soll grundsätzlich der bisherige Veredelungsverkehr aufrecht erhalten werden.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, der Ausfuhr von Strohflachs und Röstflachs nach der Cechoslovakiei zur Verarbeitung zu Fasern, soweit diese Ausfuhr von der deutschen Flachsbaugesellschaft oder deren Rechtsnachfolger beantragt wird, keinerlei Hindernisse zu bereiten. Die Cechoslovakische Regierung verpflichtet sich in gleicher Weise, der Wiederausfuhr der Mengen Fasern, welche aus dem aus Deutschland nach der Cechoslovakiei zur Verarbeitung eingeführten Strohflachs und Röstflachs gewonnen sind, keinerlei Hindernisse zu bereiten, insbesondere auch dafür Sorge zu tragen, dass solche Hindernisse seitens der bewirtschaftenden Stellen nicht gemacht werden. Jedoch behält sich die Cechoslovakische Regierung das Recht vor, im Einzelfalle von dem gewonnenen veredelten Erzeugnisse eine Menge von 10 % für die Zwecke der eigenen Industrie zurückzubehalten.

Von den Bestimmungen dieses Artikels werden nicht berührt besondere Vereinbarungen, welche über einen bestimmten Veredelungsverkehr von Fall zu Fall getroffen worden sind oder in Zukunft getroffen werden.

Artikel 17.

Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, die gesetzlichen Abgaben für das von ihnen betriebene Geschäft entrichten, sollen, wenn sie persönlich oder durch in ihren Diensten stehende Reisende Ankäufe machen oder Bestellungen, nur unter Mitführung von Mustern, suchen, in dem Gebiete des anderen Teiles keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein. Auch soll für die Legitimation der Handlungsreisenden im wechselseitigen Verkehr entsprechend dem seinerzeit geltenden Muster die in der Anlage G) enthaltene Legitimationskarte beiderseits in dem früher üblichen Umfang anerkannt werden.

Die Angehörigen des einen Teils, welche die Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Fluss-Schiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Teiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Artikel 18.

Jeder der beiden Teile wird die See- und Binnenschiffahrt des anderen hinsichtlich der Schiffe und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben, sowie in jeder anderen rechtlichen Beziehung, wie die eigenen Schiffe und Schiffsladungen zulassen. Dies gilt auch für die Seeküstenschiffahrt. Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der vertragschliessenden Teile ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimat zu beurteilen. Hinsichtlich der Anerkennung der beiderseitigen Schiffsmessbriefe und Eichscheine soll es bei der bisherigen Übung sein Bewenden haben. Vorstehende Bestimmungen berühren nicht die Regelung, welche durch bestehende oder künftig abzuschliessende internationale Verträge vorgenommen worden ist oder vorgenommen werden wird.

Im Übrigen behalten sich die beiden Teile den Abschluss eines besonderen Abkommens über die wechselseitige Behandlung der Schiffahrt vor.

Artikel 19.

Beide Teile sind darüber einverstanden, dass über den Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr, über den gegenseitigen Seuchenschutz und über das Verfahren bei der Rechtshilfe besondere Vereinbarungen getroffen werden.

se nesejme, jiná závěra se nepřiloží a zboží se nevybalí, pokud se vyhoví požadavkům v tom směru té doby smluveným.

Článek 16.

Dosavadní řízení zušlechťovací budiž zásadně zachovááno.

Německá vláda se zavazuje, že nebude činiti překážek vývozu stonkového a močeného lnu do československé republiky na zpracování na lněná vlákna, pokud tento vývoz bude navrhován spolkem „Deutsche Flachsbaugesellschaft“ nebo jeho právním nástupcem. Stejně zavazuje se vláda československá, že nebude činiti překážek zpětnému vývozu onoho množství vláken, jež bylo vyrobeno ze stonkového a močeného lnu, dovezeného na zpracování z Německa do Československé republiky a zvláště že se postará také o to, aby takových překážek nebylo činěno od úřadů lnem hospodařících. Avšak československá vláda vyhrazuje si právo zadržeti v jednotlivých případech pro vlastní průmysl 10 procent ze získaného zušlechtěného výrobku.

Ustanovení tohoto článku nemají vlivu na zvláštní ujednání, která byla učiněna nebo učiněna budou, případ od případu stran určitého zušlechťovacího řízení.

Článek 17.

Kupci, továrníci a jiní živnostníci, kteří prokáží, že ve státě, ve kterém bydlí, platí zákonné dávky ze živnosti jimi provozované, nebudou povinni platiti ve státě druhém jiných dávek, kdy buď sami neb cestujícími, kteří jsou v jejich službách, nakupují anebo majíce jen vzorky s sebou, zakázky hledají. Pro legitimaci obchodních cestujících ve vzájemném styku bude uznán s obou stran v bývalém rozsahu legitimační list, uvedený v příloze G podle druhdy platného vzorce.

Příslušníci jedné strany, kteří mezi místy různých států provozují povoznictví aneb plavectví po moři nebo řekách, nebudou povinni platiti z těchto živností v území druhé strany daně z výdělků.

Článek 18.

Každá s obou smluvních stran připustí lodi a lodní náklady strany druhé v námořní a vnitrozemské plavbě za týchž podmínek a za týtež poplatky a ve všech ostatních právních vztazích jako lodi a lodní náklady vlastní. Totéž platí o námořní plavbě pobřežní. Státní příslušnost lodí obou smluvních stran budiž posuzována dle zákonodárství domova. Stran uznávání měrných listů lodních a měřících certifikátů té neb oné strany budiž zachováán dosavadní postup. Tato ustanovení nemají vlivu na úpravu, jak byla nebo bude učiněna mezinárodními smlouvami, jež nyní platí nebo přístě budou sjednány.

V ostatním vyhrazují si obě strany sjednati zvláštní dohodu o vzájemném postupu stran plavby.

Článek 19.

Obě strany shodují se na tom, aby byla učiněna zvláštní ujednání v příčině styku poštovního, telegrafního a telefonního, o obapolné ochraně proti nákazám a stran řízení při právní pomoci.

Ausserdem verpflichten sich die vertragschliessenden Teile, innerhalb eines Monats nach der Ratifikation dieses Abkommens Entwürfe eines Vertrages über den Ausschluss der Doppelbesteuerung und über gegenseitige Rechtshilfe in Steuersachen (Steuerermittlungs-, Steuerfestsetzungs-, Steuerbetriebsverfahren) und in Steuerstrafsachen auszutauschen.

Artikel 20.

Beide Staaten werden in Bezug auf die soziale Versicherung die Angehörigen des anderen Staates den eigenen Angehörigen gleichstellen. Die näheren Bestimmungen hierüber bleiben einem besonderen Übereinkommen vorbehalten.

Artikel 21.

Die Bestimmungen des Friedensvertrages von Versailles, sowie der anderen noch abzuschliessenden Friedensverträge, sowie der Vertrag zwischen den Alliierten und assoziierten Hauptmächten und der Cechoslovakei von St. Germain en Laye vom 10. September 1919 werden durch dieses Übereinkommen nicht berührt.

Artikel 22.

Dieses Übereinkommen, welches in cechoslovakischer und deutscher Urschrift gefertigt worden ist, soll nach Genehmigung durch die Regierung und die gesetzgebenden Körperschaften ratifiziert und die Ratifizierungsurkunden sollen baldmöglichst in Prag ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage der Ratifikation in Kraft und soll, sofern nicht andere Fristen verabredet sind, solange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der beiden Teile mit dreimonatiger Frist gekündigt wird.

So geschehen zu Prag, am 29. Juni tausendneunhundertzwanzig.

Dr. V. SCHUSTER, m. p.

VON STOCKHAMMERN, m. p.

ANLAGE A.

1. Für den Verkehr zwischen der Cechoslovakei und Deutschland soll das internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr unverändert Anwendung finden.

Die Eisenbahnverwaltungen werden auf dieser Grundlage die gegenseitigen Verkehrsbeziehungen unter Berücksichtigung der zur Zeit bestehenden Betriebs- und Verkehrsverhältnisse regeln.

2. Es soll dahin gestrebt werden, dass die gleichen Grundsätze möglichst auch zur Regelung des internationalen Verkehrs zwischen solchen Ländern angewandt werden, an dem Deutschland und die Cechoslovakei beteiligt sind.

3. Die beiden Regierungen werden ihre Eisenbahnverwaltungen veranlassen :

- a) Die nötigen Vorarbeiten für die Erstellung direkter Tarife für bestimmte Artikel und Plätze zwischen Deutschland und der Cechoslovakei baldigst in Angriff zu nehmen.;
- b) nötigenfalls für die regelmässige Abwicklung des Personen- und Güterverkehrs in betriebs- und verkehrstechnischer Hinsicht die geeigneten Massnahmen zu treffen.;
- c) bei Beförderung von Lebensmitteln und anderen lebenswichtigen Gütern beiderseits tunlichst grösstes Entgegenkommen zu zeigen.

Kromě toho zavazují se smluvní strany, že vymění do měsíce po podpisu této dohody návrhy na smlouvu o tom, jak se vyhnouti dvojitému zdanění a o právní pomoci ve věcech berních (šetření o daních, stanovení daně a vymáhání daně) a o daňových věcech trestních.

Článek 20.

Obě vlády postaví na roveň příslušníky druhého státu příslušníkům svým, pokud jde o sociální pojištění. Podrobnější ustanovení vyhrazují se zvláštní dohodě.

Článek 21.

Tato dohoda nemá vlivu na ustanovení mírové smlouvy versaillské, jakož i ostatních mírových smluv, které budou ještě uzavřeny, jakož i na smlouvu mezi čelnými spojenými a sdruženými mocnostmi a Československou republikou, uzavřenou v St. Germain en Laye dne 10. září 1919.

Článek 22.

Tato dohoda, podepsaná v československém a německém prvopise, bude po schválení vládou a zákonodárnými sbory ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve v Praze vyměněny. Platnost dohody nastane dnem ratifikace a potvrvá, nebyly-li vymíněny jiné lhůty, dokud nebude jednou smluvní stranou v tříměsíční lhůtě vypověděna.

Dáno v Praze, dne 29. června roku tisícího devítistého dvacátého.

DR. V. SCHUSTER v. R.
VON STOCKHAMMERN v. R.

PŘÍLOHA A.

1. Pro dopravu mezi Československou republikou a Německem platí beze změny mezinárodní dohoda o železniční nákladní dopravě. Železniční správy budou upravovati vzájemné styky na tomto základě, hledíce k současným provozním a dopravním poměrům.

2. Bude snahou, aby stejných zásad bylo použito, pokud možná, také k úpravě mezinárodní dopravy mezi jinými zeměmi, v níž Československá republika a Německo mají účast.

3. Obě vlády zařídí u svých železničních správ :

- a) aby co nejdříve počaly s nutnými průpravnými pracemi, aby byly zavedeny přímé sazby mezi Československou republikou a Německem pro určité předměty a místa ;
- b) aby, bude-li nutno, se postaraly o to, aby osobní a nákladní doprava dala se pravidelně, pokud jde o stránku provozní a dopravně technickou ;
- c) aby si vycházely vzájemně co nejvíce vstříc při dopravě potravin a nutných životních potřeb.

4. Beide Regierungen werden ihre Tarifpolitik gegenüber dem andern Teil nach den gleichen Grundsätzen betreiben, wie gegenüber dem übrigen Auslande, und insbesondere auf der Grundlage der im übrigen Verkehr zwischen Deutschland und der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie vereinbart gewesenen Parität gegeneinander keine feindliche Verkehrspolitik treiben.

5. Beide Regierungen sind darüber einverstanden, dass baldigst unter Beteiligung möglichst vieler Eisenbahnverwaltungen auf den Abschluss vertraglicher Vereinbarungen über den Wagenübergang und die gegenseitige Wagenbenützung hingewirkt werden soll, sowie dass falls dieser Plan nicht alsbald verwirklicht werden kann, Sonder-Übereinkommen dieser Art für einzelne Verkehre getroffen werden sollen.

Bis zum Inkrafttreten dieser Vereinbarung sollen die früher in Geltung gewesenen internationalen Wagenübereinkommen sofort wieder in Kraft treten.

6. Die Deutsche Regierung ist grundsätzlich bereit, die über Hamburg aus Russland zurückkehrenden ehemaligen Kriegsgefangenen und Legionäre nach ihrer Heimat tunlichst schnell abzutransportieren.

Bezüglich des Abtransportes czechoslovakischer Rückwanderer aus Amerika über die deutschen Nordsee-Häfen kann die Deutsche Regierung zur Zeit eine bestimmte zusagende Erklärung zwar noch nicht abgeben. Sie behält sich aber vor, der Cechoslovakischen Regierung, falls ein bestimmter Antrag unter Angabe der Zahl der Rückwanderer und der übrigen notwendigen Einzelheiten gestellt wird, sofort eine Sonderentscheidung zu treffen.

7. Bezüglich der in den Verhandlungen in Tetschen am 4. März 1920 betr. den Güterverkehr zwischen der Cechoslowakei und Deutschland erörterten Fragen der Einfuhr nach Deutschland und der Durchfuhr durch Deutschland wird folgendes vereinbart :

a) Beide Regierungen sichern sich gegenseitig freie Einfuhr zu im Rahmen der von den beiderseitigen Regierungskommissären erteilten Einfuhrermächtigungen.

Besondere Zulaufermächtigungen werden seitens der deutschen Eisenbahnverwaltungen künftig nicht mehr verlangt.

b) Beide Regierungen sichern sich gegenseitig den ungehinderten Durchgangsverkehr auf der Eisenbahn zu.

Eine den jetzigen Verkehrsschwierigkeiten Rechnung tragende Regelung des Durchgangsverkehrs wird zwischen den beiderseitigen Eisenbahnverwaltungen besonders vereinbart.

Sollten sich aus dieser laut Anlage getroffenen vorläufigen Regelung des Durchgangsverkehres für einzelne Grenzübergänge oder sich daran anschliessende Strecken Betriebsschwierigkeiten ergeben, so wird im Verhandlungswege erstrebt werden, diese Schwierigkeiten zu beseitigen.

Die bisher geforderten besonderen Durchfuhrgenehmigungen werden künftig entfallen.

c) Die czechoslovakische und die deutsche Eisenbahnverwaltung sichern sich gegenseitig zu, grössere Transporte, die künftig aufkommen werden, sich vorher rechtzeitig anzumelden und über deren zweckmässigste Durchführung besondere Vereinbarungen zu treffen.

Anlage zu Ziffer 7 b) der Anlage A.

Die Deutsche Eisenbahnverwaltung ist gegenüber der czechoslovakischen Eisenbahnverwaltung bis auf weiteres trotz eigener grosser Verkehrs- und Betriebsschwierigkeiten bereit, insgesamt auf sämtlichen czechoslovakischen Übergängen täglich bis zu 200 Wagen für den Transit durch Deutschland zu übernehmen.

4. Obě vlády budou provozovati tarifní politiku vůči druhé straně podle stejných zásad jako vůči ostatní cizině a zejména že nebudou na základě parity, která byla smluvena mezi Německem a bývalou rakousko-uherskou monarchií, oproti sobě v ostatní dopravě provozovati nepřátelské dopravní politiky.

5. Obě vlády shodují se v tom, aby co nejdříve za účasti co největšího počtu železničních správ bylo usilováno o to, aby byly uzavřeny smluvní dohody stran přechodu vozů a vzájemného jejich používání, jakož aby, nemohl-li by se tento úmysl brzo uskutečnit, byla učiněna zvláštní ujednání tohoto druhu pro jednotlivé části dopravy.

Dříve platná mezinárodní sjednání o vozech nabudou ihned platnosti a budou platiti, dokud nastane účinnost tohoto ujednání.

6. Německá vláda jest zásadně ochotna dopravovati co možná rychle do vlasti bývalé válečné zajatce a legionáře, vracející se z Ruska přes Hamburk.

O dopravě československých reemigrantů z Ameriky přes severoněmecké přístavy nemůže dáti německá vláda dnes určitěho slibu; vyhrazuje si však učiniti na popud československé vlády zvláštní rozhodnutí, bude-li podán určitý návrh a zároveň označen počet reemigrantů a ostatní potřebné podrobnosti.

7. Pokud jde o otázky dovozu do Německa a průvozu Německem, probírané na jednáních v Děčíně dne 4. března 1920 o dopravě zboží mezi Československém a Německem, bylo sjednáno toto:

- a) Obě vlády si vzájemně slibují volný dovoz v mezích dovozních povolení udělených od komisařů obou vlád.
Zvláštní dovozní povolení nebudou příště německými železničními správami požadována.
- b) Obě vlády si vzájemně zaručují nerušenou průvozní dopravu železniční.

O průvozní dopravě bude mezi železničními správami obou stran sjednána zvláštní dohoda se zřením na nynější dopravní obtíže.

Jestliže by se naskyly na jednotlivých přechodech hranic nebo přilehlých tratích dopravní potíže, vzniklé z předběžné úpravy průvozní dopravy dle této přílohy, vynasnaží se obě strany odstranit tyto potíže vyjednáváním.

S dosud požadovaných průvozních povolení příště sejde.

- c) Československá a německá železniční správa vzájemně si přislubují, že si předem včas oznámí větší transporty, jež se příště naskytnou, a že se zvláště dohodnou, jak nejučelněji je provést.

Příloha k čl. 7b) přílohy A.)

Německá železniční správa jest vůči československé železniční správě prozatím ochotna přes vlastní velké potíže dopravní a provozní přebíratí úhrnem na všech československých přechodech denně až 200 vozů pro průvoz Německem.

ANLAGE B.

I. Liste der Waren, auf deren Ausfuhr aus Deutschland nach der Cechoslovakei *c e c h o s l o v a k i s c h e r s e i t s* besonderer Wert gelegt wird :

1. Anilinfarbe, Teerfarben und synthetischer Indigo. 2. Rohstoffe und Hilfsstoffe, auch Chemikalien für die Glas- und Porzellanindustrie ; Glassand ; Gipsstein. 3. Salz (Speise-, Vieh- und Industriesalz). 4. Kalisalze. 5. Kobaltsalze. 6. Lithographische Steine. 7. Abziehbilder. 8. Chlormagnesium. 9. Harze. 10. Schmirgel- und Schmirgelfabrikate. 11. Eisen und Stahl. 12. Rotguss ; Aluminium. 13. Maschinen, insbesondere Buchdruckerei- und Setzmaschinen, Spezialmaschinen aller Branchen. 14. Werkzeuge aus Eisen und Stahl. 15. Elektrotechnische Artikel. 16. Chemisch-pharmazeutische Erzeugnisse. 17. Kunstseide und Stappelfaser. 18. Zuckerrübensamen, sowie andere Originalzuchtsämereien. 19. Saatkartoffel. 20. Zelluloid. 21. Zinkblende.

II. Liste der Waren, auf deren Ausfuhr aus der Cechoslovakei nach Deutschland *d e u t s c h e r s e i t s* besonderer Wert gelegt wird.

1. Holz (Rundholz, Langholz, Grubenholz, Schleifholz). 2. Kaolin. 3. Graphit. 4. Quarzit. 5. Glycerin (synthetisch). 6. Malz. 7. Hopfen. 8. Kälbermagen. 9. Sparterie, Holzspannflechte. 10. Zement. 11. Rohglas. 12. Kleesamen.

ANLAGE C.

Liste der Waren, für deren Einfuhr Deutschland der Cechoslovakei, beziehungsweise die Cechoslovakei Deutschland unter bestimmten Voraussetzungen und im gewissen Umfange Erleichterungen zusichert :

I. *Einfuhr aus der Cechoslovakei* :

1. Gablonzer Waren. 2. Glaswaren. 3. Porzellan-, Ton- und Chamottewaren. 4. Knöpfe aller Art. 5. Mineralwasser ; aus Heilwässern hergestellte Originalquellprodukte. 6. Musikinstrumente und Musikinstrumententeile. 7. Lederwaren, Lederhandschuhe. 8. Halbedelsteine und Granatwaren. 9. Haarnetze ; präparierte Haare. 10. Kunstblumen. 11. Chemikalien. 12. Bettfedern. 13. Mühlsteine. 14. Zigarren- und Zigarrettenspitzen. 15. Kalk. 16. Bier. 17. Basaltsteine. 18. Spielwaren und Spielwarenteile. 19. Größere Korb und Flechtwaren. 20. Stickereien, Spitzen und Posamentierwaren. 21. Spezialmöbel.

II. *Einfuhr aus Deutschland* :

1. Spielwaren und Spielwarenteile. 2. Maschinen, insbesondere Müllerei-, Ziegelei-, Spinn- und Landwirtschaftsmaschinen, Aufbereitungsmaschinen für Bergbau, Steinbrecherbacken, Bagger, Milchseparatoren, Elektromotoren, ferner landwirtschaftliche Geräte, insbesondere Wendepflüge. 3. Automobile und Automobilteile. 4. Musikinstrumente. 5. Graphische Erzeugnisse. 6. Zinkbleche. 7. Einfache Druckfarben. 8. Lötwerkzeuge und Lötapparate. 9. Heiz- und Kochapparate, insbesondere Petroleum-, Gaskocher und Laboratoriumbrenner. 10. Blech- und Stanzartikel. 11. Photographische Papiere, Chemikalien und gerollte Filme. 12. Kleineisenwaren. 13. Porzellan und Glas. 14. Elbsandstein. 15. Bier. 16. Gartenbauerzeugnisse. 17. Tapeten.

PŘÍLOHA B.

I. Seznam zboží, na jehož vývoz z Německa do Československé republiky klade se se strany československé zvláštní důraz :

1. Anilinové barvy, dehtové barvy a umělé indigo. 2. Suroviny a pomocné látky, rovněž chemikalie pro sklárství a průmysl porcelánu ; písek křemenný a sádrovec. 3. Sůl (kuchyňská, dobytčí a průmyslová). 4. Draselnaté soli. 5. Soli kobaltové. 6. Lito-graphický kámen. 7. Obtisky. 8. Chlorid hořečnatý. 9. Pryskyřice. 10. Smírek a smírkové výrobky. 11. Železo a ocel. 12. Měděná litina, hliník. 13. Stroje, zvláště tiskařské a sazečské speciální stroje všeho druhu. 14. Nástroje železné a ocelové. 15. Elektrotechnické zboží. 16. Chemicko-farmaceutické výrobky. 17. Umělé hedvábí a vlákna snopková. 18. Semeno cukrovky jakož i jiná původní pěstěná semena. 19. Zemáky k sadbě. 20. Celluloid. 21. Blejno zinkové.

II. Seznam zboží, na jehož vývozu z Československé republiky do Německa zvláště záleží Německu :

1. Dříví (kulatina, dlouhé dříví, báňské dříví, brusné dříví). 2. Kaolin. 3. Tuha. 4. Křemenec. 5. Glycerin (syntetický). 6. Slad. 7. Chmel. 8. Syřidlo. 9. Sparterie, dráčkové pletivo. 10. Cement. 11. Surové sklo. 12. Jetelové semeno.

PŘÍLOHA C.

Seznam zboží, jehož dovoz zaručuje se usnadněním do jisté míry a za určitých předpokladů Německo Československé republice, resp. Československá republika Německu :

I. Dovozy z Československé republiky :

1. Jablonecké zboží. 2. Zboží skleněné. 3. Zboží porculánové, hliněné a šamotové. 4. Knoflíky všeho druhu. 5. Minerální vody, originální zřidelní přípravky vyrobené z minerálních vod. 6. Hudební nástroje a části hudebních nástrojů. 7. Zboží kožené, kožené rukavice. 8. Polodrahokamy a zboží granátové. 9. Vlasové sítky, preparované vlasy. 10. Umělé květiny. 11. Lučebniny. 12. Peři. 13. Mlýnské kameny. 14. Doutníkové a cigaretové špičky. 15. Vápno. 16. Pivo. 17. Čedičové kameny. 18. Hračky a jejich částky. 19. Hrubší zboží košíkářské a pletené. 20. Vyšívání, krajky a zboží prýmkářské. 21. Nábytek ku zvláštním účelům.

II. Dovozy z Německa :

1. Hračky a jejich součástky. 2. Stroje, zvláště mlynářské, cihlařské, tkalcovské a hospodářské, stroje úpravni a třídící pro doly, čelisti do drtičů kamene, bagry, mléčné odstředivky, elektrické motory, pak hospodářské nářadí, zvláště překlápěcí pluhy (obracáky). 3. Automobily a jejich součásti. 4. Hudební nástroje. 5. Výrobky průmyslu grafického. 6. Zinkové plechy. 7. Jednoduché tiskařské barvy. 8. Letovací přístroje a letovací aparáty. 9. Ohříváče a vařiče, zvláště petrolejové a plynové vařiče a laboratorní kahany. 10. Plechové a štancované zboží. 11. Fotografické papíry, chemikalie a svinuté filmy. 12. Drobné železné zboží. 13. Porculan a sklo. 14. Labský pískovec. 15. Pivo. 16. Výrobky zahradnické. 17. Čalouny.

ANLAGE D.

KOHLENABKOMMEN ZWISCHEN DEN REGIERUNGEN
DER CECOSLOVAKISCHEN REPUBLIK UND DES DEUTSCHEN REICHES.

Seitens der Regierung Des deutschen Reiches wird für die Zeit vom 1. Juli 1920 bis incl. 31. Dezember 1920 zur Ausfuhr nach der Cechoslovakischen Republik ein Quantum von monatlich 105.000 Tonnen insgesamt Steinkohlen und Koks freigegeben.

In diesen Mengen sind 15 bis 20.000 Tonnen Steinkohlen und Koks aus Niederschlesien, wovon mindestens 7.500 Tonnen bis 10.000 Tonnen in Steinkohlen zu liefern sind, enthalten.

Der gesamte Rest soll von Oberschlesien freigegeben werden.

Die Regierung der Cechoslovakischen Republik soll gehalten sein, von den hier genannten Mengen monatlich 15.000 Tonnen in eigenen Wagen von Niederschlesien abzuholen, während die restlichen Mengen deutscherseits in deutschen Wagen zu liefern sind.

Seitens der Regierung der Cechoslovakischen Republik werden hiergegen monatlich 202.000 Tonnen böhmischer Braunkohle und 4000 Tonnen Kladnoer und (oder) Pilsner Steinkohle nach Deutschland freigegeben.

Die Verladung dieser Mengen soll, soweit cechoslovakische Wagen nicht gestellt werden können, in deutschen Wagen erfolgen. Für den Abtransport nach Deutschland soll auch der Wasserweg unter Freigabe der Umschlagplätze Aussig und Rossawitz ausgenützt werden.

Ausserdem stellt die Regierung der Cechoslovakischen Republik monatlich 15.150 Tonnen Braunkohle dem Deutschen Reiche zur Verfügung, aus denen deutscherseits die erforderliche Bunkerkohle für Elbetransporte cechoslovakischer Güter von und nach der Cechoslovakischen Republik zur Verfügung gestellt werden soll. Ein etwa für die Bebunkerung dieser Elbetransporte erforderliches Kohlenmehrquantum soll deutscherseits beigestellt werden.

Die Regierung des Deutschen Reiches gibt ihrerseits den Landabsatz von Sachsen und Niederschlesien nach der Cechoslovakischen Republik mit 4000 Tonnen Kohlen monatlich frei. Cechoslovakischerseits wird der Landabsatz bis zur Höhe von 2500 Tonnen Kohle freigegeben, wozu des ferneren bis 500 Tonnen kommen, die monatlich per Bahn als Hausbrandkohlen für die beiderseitigen Eisenbahn-, Zoll- und Polizeibeamten der Grenzgebiete separat zur Verfügung gestellt werden.

Falls von der Regierung der Cechoslovakischen Republik separate Kokslieferungen aus Oberschlesien verlangt werden, erfolgt die Lieferung im Verhältnis sieben Tonnen Koks für zehn Tonnen Kohle.

Falls einer der vertragsschliessenden Teile gezwungen ist, in einem Monate mit der Lieferung zurückzubleiben, so soll er gehalten sein, im nächsten Monat den Rest nachzuliefern.

Nach Deckung des eigenen Eisenbahnbedarfes haben die beiderseitigen Auslandslieferungen parallel mit den inländischen Lieferungen zu erfolgen.

Beide Teile erklären sich bereit bei Ablauf dieses Vertrages, dessen Verlängerung auf weitere fünf Monate, d. i. bis 31. Mai 1921 vorzunehmen, und zwar entweder konform dieser Abmachung oder mit einer Kürzung der beiderseitigen in diesem Verträge festgelegten Kontingente auf höchstens 75 %.

ANLAGE E.

I. Die Guthaben deutscher Staatsangehöriger, welche ganz oder teilweise zur Zeit noch einer Sperre im Gebiete der Cechoslovakischen Republik unterliegen (sogenante Sperrkonti), werden den Berechtigten ohne andere Beschränkung als bei den Inländern freigegeben. Falls bei der Anmeldung von Forderungen Reichsdeutscher an cechoslovakische Schuldner oder bei der Anmeldung und

PŘÍLOHA D.

ÚMLUVA MEZI VLÁDAMI ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY A NĚMECKÉ ŘÍŠE
O VZÁJEMNÉ VÝMĚNĚ UHLÍ.

Vláda Německé Říše uvolňuje pro období od 1. července 1920 až včetně do 31. prosince 1920 k vývozu do Československé republiky měsíčně úhrnem 105 tisíc tun kamenného uhlí a koksu. V tomto množství je 15.000 až 20.000 tun kamenného uhlí a koksu z Dolního Slezska, z čehož nejméně alespoň 7500 až 10.000 tun nutno dodati v uhlí kamenném. Celkový zbytek má býti uvolněn z Horního Slezska.

Vláda Československé republiky jest povinna z množství zde uvedeného dovésti sobě ve vlastních vozech z Dolního Slezska měsíčně 15.000 tun, ostatní uhlí musí býti dodáno Německou říší ve vozech německých.

Vláda Československé republiky uvolní naproti tomu měsíčně 202.000 tun českého hnědého uhlí a 4000 tun kladenského a (nebo) plzeňského kamenného uhlí do Německa. Doprava těchto množství má se díti v německých vozech, pokud nemohou býti přistaveny československé vozy. Pro dopravu do Německa má býti též využito vodní cesty z překladišť v Usti n. L. a Rozbělesích.

Mimo to poskytne vláda Československé republiky Německé říši měsíčně 15.150 tun hnědého uhlí, z nichž s německé strany dodá se potřebné lodní uhlí pro labské transporty československého zboží Československé republiky a do Československé republiky. Další případně pro tuto labskou dopravu potřebné uhlí má býti poskytnuto Německou říší.

Vláda Německé říše uvolňuje v pohraničním zásobování po nápravě ze Saska a Dolního Slezska do Československé republiky 4000 tun uhlí měsíčně. Vláda Československé republiky uvolňuje v pohraničním zásobování měsíčně uhlí až do výše 2500 tun po nápravě a mimo to 500 tun, jež poskytuje měsíčně po dráze, jakožto uhlí otopné pro úředníky železniční, celní a policejní obou států v pohraničních územích. Pokud by vláda československé republiky žádala zvláštní dodávky koksu z Horního Slezska, bude dodáváno v poměru 7 tun koksu za 10 tun uhlí.

Němůže-li jedna se zmluvních stran v některém měsíci splniti dodávku, jest povinna zbytek dodati v měsíci příštím. Po úhradě vlastní železniční spotřeby mají býti oboustranné či cizemské dodávky provedeny souběžně s dodávkami vnitrozemskými.

Obě strany prohlašují, že jsou ochotny tuto smlouvu při jejím projití prodloužiti na dalších pět měsíců, to jest až do 31. května 1921 a sice buď souhlasně s tímto ujednáním anebo se zkrácením vzájemných v této úmluvě stanovených kontingentů na nejvýše 75%.

PŘÍLOHA E.

1. Účty německých státních příslušníků, jež jsou doposud na území Československé republiky zcela nebo částečně vázány (tak zvané vázané účty), uvolňují se majitelům stejně jako účty tuzemců bez všelikého jiného omezení. Byly-li při soupisu pohledávek, jež říšští Němci mají za tuzemskými dlužníky, nebo při soupisu a označení cizozemských cenných papírů, jež patří říšským

Abstempelung ausländischer Wertpapiere Reichsdeutscher in der Cechoslovakischen Republik Gebühren irgendwelcher Art erhoben worden sind, finden auf die etwaige Niederschlagung oder Rückvergütung die gleichen Grundsätze Anwendung wie bei Inländern und bei Angehörigen anderer Staaten. Eine weitere Sperre oder Beschlagnahme deutscher Guthaben wird nur in dem Masse verfügt werden können, als diese Massnahmen in gleicher Weise Guthaben einheimischer oder fremder Staatsangehöriger eines dritten Staates treffen. Soweit deutsche Guthaben wegen unterbliebener Anmeldung für verfallen erklärt worden sind, wird eine wohlwollende Prüfung der nachträglichen Wiederinkraftsetzung zugesagt.

2. Ebenso wird die noch bestehende Sperre der in der Cechoslovakischen Republik noch befindlichen Effektdespots deutscher Staatsangehöriger, gleichgültig, ob sie in der Cechoslovakischen Republik oder an einem andern Orte hinterlegt sind, aufgehoben. Weitere Sperre und Beschlagnahmen sollen nur in dem Umfange getroffen werden, als dies hinsichtlich cechoslovakischer Staatsangehöriger oder Angehöriger dritter Staaten erfolgt.

3. Die Einlösung der jetzigen und künftigen Fälligkeiten von im Eigentum reichsdeutscher Angehöriger stehenden cechoslovakischen Wertpapieren und die Ausreichung neuer Kupons und Dividendenscheinbogen zu solchen Wertpapieren erfolgt unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung des Finanzministeriums in Prag vom 20. Januar 1920 G. Z. 104.310/1919 auf Grund einer von reichsdeutschen Eigentümern seiner zuständigen deutschen Finanzbehörde gegenüber in dreifacher Ausfertigung abzugebenden eidesstattlichen Erklärung nach dem in der Anlage beigefügten Muster.

Der eine von den drei Abdrücken der eidesstattlichen Versicherung wird in den Akten der betreffenden Finanzbehörde hinterlegt, welche auch den zweiten für die Cechoslovakische Regierung bestimmten Abdruck zurückbehält und den dritten dem Einreicher mit einer amtlichen Bescheinigung wieder ausfolgt. Zugleich werden auch die gleichzeitig mit der eidesstattlichen Erklärung überreichten Wertpapiere von der Finanzbehörde oder den von ihr beauftragten Stellen abgestempelt.

In gleicher Weise sind die unter die Verordnung des Finanzministeriums vom 20. Januar 1920 fallenden Wertpapiere abzustempeln, wobei als Unterlage für die Zulässigkeit der Abstempelung der gemäss dieser Verordnung erbrachte Nachweis genügt.

Weiterer Förmlichkeiten bedarf es nicht. Für alle nachfolgenden Fälligkeiten bei derart abgestempelten Wertpapieren ist die eidesstattliche Erklärung nicht mehr erforderlich.

Die Abstempelung der Wertpapiere, bei der sowohl die Mäntel, als auch die bis 31. Dezember 1923 ablaufenden Talons und die noch nicht getrennten, fällig werdenden Kupons durch Aufdruck des amtlichen Stempels der abstempelnden Behörde in einer in jeder Beziehung vollständig gleichen Art gekennzeichnet werden, hat baldigst, spätestens bis zum 15. September 1920 stattzufinden.

Die für die Cechoslovakische Regierung gesammelten eidesstattlichen Versicherungen samt den einen integrierenden Bestandteil derselben bildenden tabellarischen Verzeichnissen der Wertpapiere sind an diese Regierung durch die zuständigen Finanzbehörden spätestens bis 15. Oktober 1920 zu leiten.

Die deutschen Finanzbehörden sind zur Entgegennahme dieser Versicherungen an Eidesstatt im Sinne des § 156 des Reichsstrafgesetzbuches zuständig.

Die deutschen Finanzbehörden, sowie die als Einlösungsstelle tätigen Bankanstalten sind verpflichtet, die ihnen zur Kenntnis gelangten mit den abgegebenen eidesstattlichen Erklärungen im Widerspruche stehenden Handlungen sofort der zuständigen Staatsanwaltschaft zur weiteren Verfolgung mitzuteilen.

Die Einlösung der Fälligkeiten und die Erneuerung der Zinsbogen und Dividendenscheinbogen erfolgt nur, wenn deutscherseits den cechoslovakischen Staatsangehörigen oder solchen Personen, die sich am 12. März 1919 bereits länger als ein Jahr in der Cechoslovakischen Republik aufgehalten haben, die daselbst auf Grund der Verordnung vom 12. März 1919 Nr. 126 S. d. G. u. V. über die Konskription und Kennzeichnung der Wertpapiere abgestempelten Effekten nebst Kupons und Dividendenscheinen in gleicher Weise wie den Inländern eingelöst werden.

Němcům, v Československé republice jakékoli poplatky zaplacený, platí pro slevu nebo náhradu těchto poplatků stejné zásady jako u tuzemců a příslušníků jiných států. Další uzávěra nebo zabavení německých účtů bude přípustna pouze v té míře, ve které tato opatření postihnou stejně účty damácích neb cicích státních příslušníků jiného státu. Byly-li německé účty prohlášeny za propadlé proto, že nebyly přihlášeny k soupisu, slibuje se, že bude blahovlně skoumána žádost o opětné jejich uznání.

2. Stejně zrušena bude platná dosud uzávěra depotů cenných papírů německých příslušníků v Československé republice bez rozdílu, jsou-li uloženy v republice Československé či jinde. Další uzávěra nebo zabavení mohou býti nařízena toliko v tom rozsahu, ve kterém stihnou československé státní příslušníky neb příslušníky jiných států.

3. Úhrada nyní neb budoucně splatných výplat československých cenných papírů patřících říšsko-německým příslušníkům, a výměna nových archů kuponových a dividendových k těmto papírům prováděna bude bez újmy předpisů výnosu ministerstva financí v Praze ze dne 20. ledna 1920 č. j. 104310 z 1919 na místopřísežné prohlášení říšsko německého majitele papírů jež tento učiní u svého příslušného německého finančního úřadu a jež vyhotoví se trojmo dle přiloženého vzoru.

První z těchto tří stejnopisů místopřísežných prohlášení uloží se ve spisech dotyčného finančního úřadu který také druhý stejnopis určený pro Československou republiku podrží a třetí stejnopis s úředním potvrzením vrátí straně. Zároveň označí finanční úřad neb orgán jím zmocněný cenné papíry, které strana při místopřísežném prohlášení předložila. Stejně označiti jest cenné papíry, na které vztahuje se nařízení ministerstva financí ze dne 20. ledna 1920, při čemž stačí pro označení průkaz dle tohoto nařízení.

Dalších náležitostí není třeba. Při dalších výplatách takto označených cenných papírů nežadá se již místo přísežného prohlášení.

Označení cenných papírů při čemž nejen pláště, nýbrž, i talony do 21. prosince 1923 dospělé a neoddělené dospívající kupony, úředním razítkem označujícího úřadu způsobem naprosto stejným opatřiti jest, provedeno buďž pokud možno nejdříve, nejdéle do 15. září 1920. Místopřísežná prohlášení, sebraná pro Československou republiku buďtež zároveň s tabelárními seznamy cenných papírů, tvořícími nedílnou součást těchto prohlášení, zaslána Československé vládě příslušnými finančními úřady, nejpozději do 15. října 1920.

Německé finanční úřady jsou podle § 156. říšského trestního zákona příslušny přijímati tato místopřísežná prohlášení. Německé finanční úřady jakož i banky, které jsou činné jako místa výplatní, jsou povinny, dozví-li se o jednáních, jež se nesrovnávají s místopřísežným prohlášením, oznámiti ihned státnímu zaštipitelství k dalšímu stíhání.

Splatné výplaty uhradí a kuponové a požitkové listy vymění se jen tehdy, bude-li Německo československým státním příslušníkům nebo osobám, které se dně 12. března 1919 již déle než jeden rok zdržovaly v Československé republice, vyplácti cenné papíry i kupony a požitkové listy, které byly v Československu označeny dle nařízení ze dne 12. března 1919, čis. 126, sb. z. a n., o soupisu a označení cenných papírů, stejně jako tuzemcům.

Anlage zu Ziffer 3 der Anlage E.

(Finanzbestimmungen.)

Muster.

An das Finanzamt

in

Um den Gegenwert der Kupons und ausgelösten Stücke der umstehend angeführten Wertpapiere der neuen Kuponbogen zu den umstehend bezeichneten Effekten erheben zu können gebe ich folgende

eidesstattliche Versicherung ab.

1. a) Ich habe jetzt meinen ordentlichen Wohnsitz ausserhalb des Gebietes der Cechoslovakischen Republik in und hatte meinen ordentlichen Wohnsitz schon am 12. März 1919 ausserhalb des Gebiets dieser Republik nämlich in Ich habe mich in der Zeit vom 12. März 1918 bis 12. März 1919 nicht (nicht dauernd) in dem cechoslovakischen Staatsgebiete aufgehalten und besass damals und besitze auch jetzt die cechoslovakische Staatsangehörigkeit nicht.

Ich war damals und bin jetzt Staatsangehöriger

1. b) Die von uns vertretene hatte schon am 12. März 1919 und in der Zeit vom 12. März 1918 bis 12. März 1919 ihren Sitz ausserhalb des cechoslovakischen Staatsgebietes.

Sie hat zur angegebenen Zeit keine Zweigniederlassung im Gebiete der Cechoslovakischen Republik gehabt. Sie war und ist eine Gesellschaft deutschen Rechts mit dem Sitze in

2. Die auf der Rückseite dieser Erklärung näher bezeichneten Wertpapiere befanden sich nebst Talons und Kupons schon am 12. März 1919 ausserhalb des Gebietes der Cechoslovakischen Republik in und sind auch nach dieser Zeit niemals in das Gebiet dieser Republik hineingelangt.

3. Ich habe (die von mir vertretene hat) die auf der Rückseite näher bezeichneten Wertpapiere in dem Jahre durch Kauf, Schenkung, Erbgang erworben. Sie sind mein Eigentum (Eigentum der von mir vertretenen).

4. Die Einlösung der Wertpapiere und Kupons und Erhebung der neuen Kuponbogen erfolgt weder mittelbar noch unmittelbar für Rechnung einer Person, welche die Wertpapiere nebst Talons und Kupons nach der Verordnung der Cechoslovakischen Republik vom 12. März 1919 Nr. 126 S. d. G. u. V. über die Konskription und Kennzeichnung der Wertpapiere anzumelden und zur Abstempelung einzureichen hatte ; sie erfolgt vielmehr ausschliesslich für meine eigene Rechnung (für Rechnung der von mir vertretenen).

....., den 1921.

.....
Unterschrift.

Anmerkung. Der Vordruck ist nicht nur für physische Personen, sondern auch für die offenen Handelsgesellschaften, Kommanditgesellschaften, sowie für die juristischen Personen, Aktiengesellschaften, Kommanditgesellschaften auf Aktien, Gesellschaften m. b. H., Genossenschaften, eingetragene Vereine, ferner die Körperschaften des öffentlichen Rechts bestimmt und je nach dem entsprechend auszufüllen. Nicht zutreffendes ist zu durchstreichen. Wenn bei einer Handelsgesellschaft, einer juristischen Person oder Körperschaft Erklärungen rechtsverbindlich nur durch mehrere gemeinschaftlich abgegeben werden können, so ist die eidesstattliche Versicherung von ihnen gemeinschaftlich abzugeben.

Příloha k číslu 3. Přílohy E

(ustanovení finanční).

Vzor.

Finančnímu úřadu

V

Abych mohl vybrati hodnotu kuponů a tažených kusů dole uvedených cenných papírů
 nové kuponové archy k dole vyznačeným hodnotám činím toto

prohlášení na místě přísahy :

1. a) Nynější moje řadné bydliště jest mimo území Československé republiky v.....
 a již 12. března 1919 bylo řadné moje bydliště mimo
 území této republiky, totiž v

V době od 12. března 1918 do 12. března 1919 nezdržoval jsem se (trvale) v československém
 státním území a ani tehdy ani a nyní nejsem československým státním příslušníkem.

Byl jsem tenkrát a nyní jsem
 státním příslušníkem

1. b) Námi zastoupená měla již dne 12. března 1919 a v době od 12.
 března 1918 do 12. března 1919 svoje sídlo mimo československé území státní. Odbočky v uvedené
 době na území Československé republiky neměla. Byla a jest společností dle německého práva
 se sídlem

2. Cenné papíry na zadní straně tohoto prohlášení uvedené nalézaly se s talony a kupony
 již dne 12. března 1919 mimo území Československé republiky v
 a ani po této době nebyly dopraveny do území této republiky.

3. Nabyl jsem (mnou zastoupená.....nabyla) cenných
 papírů na zadní straně uvedených v roce koupí, darem dědictvím. Jsou mým
 vlastnictvím (vlastnictvím mnou zastoupené)

4. Výplata cenných papírů a kuponů a výměna nových kuponových archů neděje se ani
 přímo ani nepřímo pro účet osoby která měla cenné papíry a talony a kupony dle nařízení vlády
 republiky Československé ze dne 12. března 1919 č. 126 Sb. z. a n. o soupisu a označení cenných
 papírů přihlásiti a k označení předložiti, nýbrž děje se výlučně pro můj vlastní účet (pro účet
 mnou zastoupené)

..... dne1921

Podpis.

Poznámka. Vzorec tento jest určen nejen pro osoby fysické, nýbrž i pro veřejné obchodní
 společnosti, společnosti komadnitní, jakož i pro právnické osoby, akciové společnosti koman-
 dité, společnosti s ručením obmezeným, společenstva, zapsané spolky, dále pro korporace veřej-
 ného práva a budiž dle toho vyplněn. Co se nehodí, budiž škrtnuto. Může-li za společnost obchodní,
 právnickou osobu nebo korporaci činiti po právu závazná prohlášení toliko několik osob spo-
 lečně, budiž místopřísežné prohlášení jimi učiněno společně.

Laufende Nr.	Genaue Bezeichnung der Effekten nach Gattungen	Serie, Litéra Nr.	Nennwert	Zinsfuss	Zinstermin

ANLAGE F.

ERLEICHTERUNGEN IM GRENZVERKEHRE.

1. Auf Landgütern oder Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze der beiderseitigen Gebietsteile durchschnitten sind, dürfen das dazugehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgeräte, die Aussaat zum dortigen Feldbau, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht bei der Beförderung von den Orten ihrer Hervorbringung nach den zu ihrer Verwahrung bestimmten Gebäuden und Räumen von einem Zollgebiet auf das andere an den durch die Verwendung oder Bestimmung im Wirtschaftsbetriebe angezeigten natürlichen Uebergangspunkten zollfrei gebracht werden.

2. Die Grenzbewohner, welche im jenseitigen Grenzbezirke eigene oder gepachtete Aecker und Wiesen zu bestellen oder dort, jedoch in der Nähe ihres Wohnortes, sonst eine Feldarbeit zu verrichten haben, geniessen Zollfreiheit für die Aussaat zum Anbau der erwähnten Grundstücke und der von denselben weggeführten Fechsung an Feldfrüchten und Getreide in Garben, dann für das Arbeitsvieh und die Arbeitsgerätschaften für die landwirtschaftlichen Verrichtungen.

Nach Massgabe der örtlichen Verhältnisse und der zu verrichtenden Arbeiten kann der Grenzübertritt auch auf Nebenwegen unter Beobachtung der diesfalls zu bestimmenden Vorsichtsmassregeln dann geschehen, wenn die Rückkehr noch an demselben Tage erfolgt.

3. Die gleichbenannten Gegenstände dürfen im gegenseitigen Verkehre der Grenzbezirke, wo die örtlichen Verhältnisse dies wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, unter Beobachtung der entsprechenden Vorsichtsmassregeln auch auf Nebenwegen zollfrei ein- und austreten: Ausgelaugte oder Auswurfsasche zum düngen, gemeiner Bausand und Kieselsteine, tierischer Dünger, roher Feuerschwamm, Flachs und Hanf in Wurzeln, Gras, Moos, Binsen, Futterkräuter, Waldstreu, Heu, Stroh und Häckerling, Milch, Schmirgel und Trippel in Stücken, gemeiner Ton und gemeine Töpfererde, Brennholz, Kohle, Torf und Moorerde.

4. Vieh, das auf Weiden getrieben wird, oder von denselben zurückkehrt, ebenso Vieh, welches zur Stallfütterung ein- oder ausgeführt wird, kann, wenn die Identität sichergestellt ist, zollfrei über die Grenze ein- und austreten. Auch die Erzeugnisse von solchem Vieh, als: Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh dürfen in einer der Stückzahl des Viehes und der Weidezeit angemessenen Menge zollfrei zurückgeführt werden.

Soweit die örtlichen Verhältnisse es erfordern, ist die Ueberschreitung der Grenze auf Nebenwegen unter Beobachtung der diesfalls zu bestimmenden lokalen Vorsichtsmassregeln auch dann zulässig, wenn es sich um eine längere Weidezeit im jenseitigen Grenzbezirke handelt.

Die Zollfreiheit wird auch zugestanden für Salz, Mehl und Brot, welches von den Grenzwohnern während der Bergweidezeit auf ihre im jenseitigen Staatsgebiete befindlichen Bergweideplätze zu notwendigem Verbrauch beim Betriebe der Bergweidewirtschaft verbracht wird.

Die zollfrei zu belassenden Mengen an Salz, Mehl und Brot werden nach Massgabe des Bedürfnisses von den beiderseitigen Zollverwaltungen festgesetzt.

Běžné číslo	Přesné označení cenných papírů dle druhů	Serie, litera, číslo	Jmenovitá hodnota	Míra úrokovka	Lhůta splatnosti

PŘÍLOHA F.

ÚLEVY V POMEZNÍM STYKU.

1. Na statcích nebo pozemcích, přes které jde celní hranice obou území, smí se z jednoho celního území na druhé a to na přirozených přechodech, které vznikly používáním nebo jsou určeny účelem hospodářství, beze cla z míst původu do budov a prostorů určených k uschování převáděti, převážeti a přenášeti hospodářský dobytek a hospodářské nářadí, náležející k nemovitostem za pomezím, osev k vzdělávání tamějších polí, dále zemědělské plodiny a dobytkařské výrobky tam získané.

2. Obyvatelé pomezí, kteří v protějším okrsku pomezním vzdělávají vlastní nebo najatá pole a louky nebo tam, avšak na blízkou svého obydlí mají jinakou práci polní, neplatí cla za osev ke vzdělávání shora uvedených pozemků, za sklizeň polních prodiv a obilí ve snopech z nich odvážené a za dobytek a nářadí pro zemědělské práce.

Podle místních poměrů a prací, které se mají konati, může se díti přechod přes hranice také na vedlejších cestách, jestliže se zachovávají předpisy, které v tom směru budou vydány, a nastane-li návrat téhož dne.

3. Ve vzájemném styku okresů pomezních, kde jest to podle místních okolností příhodno a možno, mohou se také na vedlejších cestách beze cla dovážeti a vyvážeti, zachovávají-li se příslušné předpisy, tyto předměty : Vyloužený nebo výmětný popel na hnojení, stavební písek (obyčejný), a oblázky, zvířecí mrva, dubová hubka surová, len a konopí v kořenech tráva, mech, síť píce, stelivo lesní, seno, sláma a řezanka, mléko, smírek a trupel v kusech ; hlína a hrncířská hlína obyčejná, palivové dříví, uhlí, rašelina a slatina.

4. Dobytek vyháněný na pastvu a s pastvy se vracející, rovněž dobytek, který se přivádí nebo vyvádí ke krmení v chlévě, může celní čáru přecházeti beze cla, je-li zjištěna jeho totožnost. Také produkty tohoto dobytka jako : mléko, máslo, sýr, vlna a mladý dobytek, zatím přibylý, může se beze cla zpět přepravovati, srovnává-li se jeho množství s počtem dobytka a dobou pastvy.

Pokud je toho dle místních poměrů třeba, může dobytek přecházeti přes pomezí po cestách vedlejších také tehda, jde-li o delší pastvu v protějším okresu pomezním ; předpokládá se však, že budou zachovány místní předpisy, jež v tom směru budou vydány.

Osvobození od cla přiznává se také pro sůl, mouku a chléb, který pomezní obyvatelé za času pastvy přinesou k nutné spotřebě při provozování pastevnictví na své pastviny na druhém státním území. Celní správy obou stran určí podle velikosti potřeby, jaká množství soli, mouky a chleba mají býti osvobozena od cla.

5. Für Vieh, welches zur Arbeit aus dem einen Gebiet in das andere vorübergehend gebracht wird und von der Arbeit aus letzterem in das erstere zurückkommt ; desgleichen für landwirtschaftliche Maschinen und Geräte, welche zur vorübergehenden Benützung aus dem einen in den anderen Grenzbezirk gebracht und nach erfolgter Benutzung wieder in den ersteren zurückgeführt werden, ferner für das zum Verwiegen ein- und wieder auszuführende Vieh wird unter den für das Vormerkverfahren bestehenden Kontrollen die Zollfreiheit zugestanden.

6. Die beiderseitigen Grenzbewohner sind, wenn sie Getreide, Oelsamen, Hanf, Lein, Holz, Lohe und andere dergleichen landwirtschaftliche Gegenstände zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben usw. auf Mühlen in den jenseitigen Grenzbezirk bringen und im verarbeiteten Zustande wieder zurückführen, von jeder Zollabgabe befreit.

Auch wird hierbei gestattet, Ausnahmen von dem regelmässigen Zollverfahren, wenn berücksichtigungswerte örtliche Verhältnisse dafür sprechen, unter Substituierung anderer den Umständen angemessenen Modalitäten zum Schutze gegen Zollumgehungen zu bewilligen. Die Mengen der Erzeugnisse, welche an Stelle der Rohstoffe wieder eingebracht werden dürfen, beziehungsweise wieder ausgeführt werden müssen, sind nach Erfordernis von den beiderseitigen Zollverwaltungen einvernehmlich angemessen festzusetzen.

7. Die gegenseitige Zollfreiheit soll sich ferner erstrecken auf alle Säcke und andere Umschließungen, worin landwirtschaftliche Erzeugnisse, als z. B. Getreide und andere Feldfrüchte, Gips, Kalk, Getränke oder Flüssigkeiten anderer Gattung, und sonst im Grenzverkehr vorkommende Gegenstände in das Nachbarland gebracht werden, und die von dort leer auf dem nämlichen Wege wieder zurückgelangen.

8. Die bestehenden Erleichterungen in dem Verkehr zwischen den Bewohnern der beiderseitigen Grenzbezirke in Bezug auf Gegenstände ihres eigenen Bedarfes zur Reparatur oder einer handwerksmässigen Bearbeitung, welcher die häusliche Lohnarbeit gleichzuhalten ist und die für Garne und Gewebe auch im Färben bestehen darf, werden aufrechterhalten. Im Bearbeitungsverkehre mit Stoffen zur Anfertigung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

9. Zubereitete Arzneiwaren, welche Grenzbewohner gegen Rezepte von zur Ausübung der Praxis berechtigten Aerzten in den Verhältnissen der beziehenden entsprechenden kleinen Mengen aus benachbarten Apotheken holen, dürfen auch ohne Bewilligung der politischen Behörde eingebracht und zollfrei abgefertigt werden. Bei einfachen, zu Medizinalzwecken dienenden Drogen und einfachen pharmazeutischen und chemischen Präparaten, deren pharmazeutische Bezeichnung auf der Umhüllung genau und deutlich ersichtlich gemacht ist, und welche nach den in dem betreffenden Gebiete geltenden Bestimmungen im Handverkaufe verabreicht werden dürfen, wird überdies von dem Erfordernisse der Beibringung von Rezepten abgesehen.

10. Bei den bestehenden sonstigen Erleichterungen, Förmlichkeiten und Kontrollen im Grenzverkehre behält es sein Bewenden.

11. Geronnene Milch (Topfen) und Gips, die aus dem deutschen Grenzbezirke stammen und in den czechoslovakischen Grenzbezirk zum dortigen Verbrauch eingebracht werden, werden in der Cechoslovakei zollfrei zugelassen. Die gleiche Behandlung geniessen Zwiebel und Knoblauch, sowie andere Erzeugnisse des Gartenbaues aus der Zittauer Gegend, die im Achsverkehr in die czechoslovakischen Grenzgebiete ingehen.

Preiselbeeren, die aus dem czechoslovakischen Grenzbezirke stammen und in den deutschen Grenzbezirk zum dortigen Verbrauch eingebracht werden, werden im Deutschen Reiche zollfrei zugelassen.

Jeder der vertragsschliessenden Teile behält sich vor, diese Begünstigungen, soweit sie für sein Gebiet gelten, an die Erfüllung besonderer Bedingungen zu knüpfen.

12. Beide Staaten verpflichten sich, Anordnungen für das Verfahren bei Erteilung von Aus- und Einfuhrbewilligungen zu erlassen, wonach dieser Grenzverkehr den Bedürfnissen entsprechend erleichtert wird.

5. Za kontrol v záznamném řízení platných propůjčeno bude osvobození od cla pro dobytek, který na čas se přivede na práci z jednoho území do druhého a po práci z jednoho území do druhého se vrátí ; rovněž pro hospodářské stroje a nářadí, která se převedou k dočasné potřebě z jednoho území do druhého a po skončené potřebě zase se vrací do původního území, a konečně pro dobytek, který se převádí přes hranici k vážení sem a zpět.

6. Pomezí obyvatelé obou stran jsou od cla osvobozeni, přivezou-li do mlýnů v protějším pomezím okresu obilí, olejovitá semena, konopí, len dříví, tříslo a jiné takové předměty zemědělské k semletí, roztlučení stoupami, k rozřezání, rozetření atd. a vezou-li tyto předměty zpracované zase zpět.

Při tom mohou se provoliti výjimky z pravidelného řízení celního, učiní-li se na místě toho jiná, okolnostem přiměřená opatření proti obcházení cla a hodí-li se to podle místních okolností. Množství výrobků, které se smějí dovážeti na místě surovin, resp. opět musí býti vyvezeno, budí dle potřeby přiměřeně určeno dohodou celních správ obou stran.

7. Vzájemné osvobození od cla vztahuje se dále na všechny pytle a nádoby, v nichž se dovážejí do sousední země zemědělské plodiny a výrobky, jako na př. obilí a jiné plodiny polní, sádra, vápno, nápoje nebo tekutiny jiného druhu, jakož i jiné předměty, v pomezím styku se vyskytující, a odtamtud prázdné touž cestou se vrací.

8. V platnosti se zachovávají zavedené již úlevy ve styku mezi obyvateli pomezích okresů obou stran, týkající se předmětů vlastní potřeby, dovážených, resp. vyvážených k opravě nebo řemeslnickému zpracování, za které se rovněž pokládá domácí práce a které, co do příze a tkaniv, může záležeti také v barvení. Osvobození od cla vztahuje se také na pomůcky při zhotovování použité, jde-li o zpracování látek na oděv.

9. Beze svolení politického úřadu mohou býti přeneseny a beze cla odbaveny připravené léky v malých dávkách přiměřených odběratelům, které tito přenášejí ze sousedních lékáren na předpis lékařů, oprávněných vykonávati praxi.

Mimo to se nežádá, aby byly předloženy recepty při jednoduchých drogách léčivých a při jednoduchých lékárnických a lučebních přípravcích, jichž lékárnické označení jest na obalu přesně a jasně patrné a které smějí býti vydávány v drobném prodeji podle ustanovení platných pro ona území.

10. V dosavadních zvláštních úlevách, formálnostech a kontrolách v pomezím styku nic se nemění.

11. Ssedlé mléko (tvaroh) a sádra, které pocházejí z německého pomezí a jsou dopravovány k spotřebě do československého pomezí, jsou v Československu osvobozeny od cla. Totéž platí o cibuli a česneku, jakož i o jiných zahradnických plodinách ze žitavské krajiny, jež vozem jsou dopravovány do československého pomezí.

Brusiny, které pocházejí z československého pomezí a jsou dopravovány do německého k tamější spotřebě, jsou v Německé říši cla prosty.

Obě strany si vyhrazují, aby tyto výhody, pokud platí pro území jedné z nich, mohly býti učiněny závislými na splnění zvláštních podmínek.

12. Oba státy se zavazují, že nařízením upraví postup pro vydávání dovozních a vývozních povolení, jimiž by tento pohraniční styk byl ulehčen, jak to potřeba vyžaduje.

ANLAGE G.

(Muster)

GEWERBE-LEGITIMATIONSKARTE FÜR HANDLUNGSREISENDE.

Für das Jahr 19.. (Wappen) Nr. der Karte.....
 Gültig in der Cechoslovakischen Republik und im Deutschen Reiche.

INHABER.

(Vor- und Zuname.)

(Ortsname), den 19...

(Siegel)

(Behörde)
Unterschrift.

Es wird hiemit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte eine (Art der Fabrik oder Handlung) in unter der Firma besitzt, als Handlungsreisender im Dienste der Firma in steht, welche eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) daselbst besitzt.

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem nachfolgender $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ (Art der Fabrik oder Handlung) in Warenbestellungen aufzusuchen und Wareneinkäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt, dass für den Gewerbebetrieb vorgedachter $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben zu entrichten sind.

Bezeichnung der Person des Inhabers :

Alter :

Gestalt :

Haare :

Unterschrift :

Besondere Kennzeichen :

Anmerkung : Von den Doppelzeilen wird in das Formular, welches dafür den entsprechenden Raum zu gewähren hat, die obere oder untere Zeile eingetragen, je nachdem es den Verhältnissen des einzelnen Falles entspricht.

ZUR BEACHTUNG :

Inhaber dieser Karte ist ausschliesslich im Umherziehen und ausschliesslich für Rechnung der vorgedachten $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ berechtigt, Warenbestellungen aufzusuchen und Wareneinkäufe zu machen. Er darf nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen. Ausserdem hat er die in jedem Staate gültigen Vorschriften zu beachten.

PŘÍLOHA G.

(Vzor).

ŽIVNOSTENSKÝ LIST LEGITIMAČNÍ OBCHODNÍM CESTUJÍCÍM.

Na rok 19..... (Znak.) Číslo listu

Má platnost v Československé republice a v Německé říši.

MAJITEL.

(Jméno a příjmení.)

(Jméno místa) dne 19.....

(Pečeť.)

(Úřad).

Podpis.

Tímto listem se osvědčuje, že jeho majitel má (továrnu nebo obchod) v pod firmou jest obchodním cestujícím, ve službě firmy v která tam má (pojmenování továrny nebo obchodu)

Poněvadž majitel tohoto listu zamýšlí na účet této firmy a kromě toho firmy fírem (druh továrny nebo obchodu) v vyhledávati zakázky na zboží a kupovati zboží osvědčuje se mimo to, že se mají zapravovati za provozování živnosti řečené firmy ve zdejší zemi dávky ustanovené zákonem, řečených fírem

Popis osoby majitele listu :

Věk

Postava :

Vlasy :

Zvláštní znamení :

Podpis :

Přípomnutí : Z řádků dvojnásobných se zapíše do formuláře, který má míti příhodnou prostoru, řádek vrchní nebo spodní podle toho, jak se to s poměry každého případu srovnává.

K POVŠIMNUTÍ:

Majitel tohoto listu má právo, jen když je na cestách a výhradně na účet výše jmenované firmy zakázky na zboží hledati a zboží kupovati. Může sebou voziti jen vzorky jmenovaných fírem zboží, nikoliv však zboží. Kromě toho jest povinen šetřiti nařízení v každém státě platných.

PROTOKOLL.

Bei der Verhandlung über das heute unterzeichnete Wirtschaftsabkommen, ist zwischen der czechoslovakischen und der deutschen Delegation Einverständnis über folgende Punkte erzielt worden :

I.

(KRIEGSANLEIHE.)

Deutsche Reichsangehörige, welche im Zeitpunkte der Zeichnung der Kriegsanleihe in der Cechoslovakei wohnhaft gewesen sind und denen auf Grund eines binnen einer Frist von sechs Monaten nach Ratifikation dieses Abkommens gestellten Antrages auf Naturalisierung die Aufnahme in den czechoslovakischen Staatsverband gewährt worden ist, sollen hinsichtlich der Behandlung der von ihnen gezeichneten österreichischen Kriegsanleihen dieselben Rechte erhalten, die den czechoslovakischen Staatsangehörigen eingeräumt werden.

Das gleiche gilt in bezug auf jene österreichischen Kriegsanleihen, welche von deutschen Gesellschaften und dgl. die im Zeitpunkte der Zeichnung im Gebiete der Cechoslovakischen Republik eine Niederlassung, Zweigniederlassung, Tochtergesellschaft oder sonstige geschäftliche Zweigstellen hatten, für diese gezeichnet worden sind, sofern diese Gesellschaften usw. zur Zeit der Ratifikation dieses Abkommens bereits nostrifiziert worden sind, oder auf Grund eines binnen sechs Monaten von dem genannten Zeitpunkte an, bei der zuständigen Behörde gestellten Ansuchens nostrifiziert werden.

Innerhalb der Verfallfrist kann das dem Erblasser gemäss Absatz 1. zustehende Recht auch vom Erben unter den gleichen Voraussetzungen wie vom Erblasser ausgeübt werden. In analoger Weise können die Erwerber von Kriegsanleihestücken aufgelöster Gesellschaften der im Absatz 2. bezeichneten Art binnen der im Absatz 1. genannten Frist unter der Voraussetzung der dort bezeichneten Aufnahme in den czechoslovakischen Staatsverband die gleichen Rechte wie die czechoslovakischen Staatsangehörigen in Bezug auf die Kriegsanleihe erhalten.

Die vorstehende Erklärung umfasst auch ungarische, unter den obigen Voraussetzungen gezeichnete und erworbene Kriegsanleihestücke.

II.

(EINLÖSUNG VON KUPONS.)

Soweit die Einlösung von Kupons oder anderen Zahlungsverpflichtungen aus den Schuldverschreibungen der ausschliesslich auf czechoslovakischem Boden gelegenen, verstaatlichten früheren Privatbahnen an czechoslovakische Staatsangehörige erfolgt, soll auch unter den gleichen Bedingungen die Einlösung gegenüber deutschen Gläubigern erfolgen.

PRAG, am 29. Juni 1920.

Dr. V. SCHUSTER m. p.
VON STOCKHAMMERN m. p.

Copie certifiée conforme.

Prague, 12 mai 1923.

(illisible).

*Chef des archives
du Ministère des Affaires étrangères*

a. i.

ZÁPIS.

Při jednání o hospodářské úmluvě dnes podepsané dohodla se československá a německá delegace na těchto bodech :

I.

(VÁLEČNÁ PŮJČKA.)

Říšskoněmeckým příslušníkům, kteří v době upsání válečné půjčky bydleli v republice Československé a byli na žádost o naturalisování, podanou ve lhůtě šesti měsíců po schválení této úmluvy, přijati do státního svazu československého, má se dostati při nakládání s rakouskými půjčkami jimi upsanými týchž práv jako příslušníkům státu česlovenského.

Totéž platí i pro rakouské válečné půjčky, upsané německými společnostmi, společenstvy a p., které měly v době upsání na území Československé republiky závod, odbočku, filiální společnost aneb jinou obchodní odbočku, pokud půjčky byly upsány pro tyto odbočky atd. a jestliže společnosti atd. v době schválení této úmluvy byly již nostrifikovány, neb na žádost podanou příslušného úřadu, do šesti měsíců od zmíněného okamžiku budou nostrifikovány.

V této propadné lhůtě může právo, příslušející dle odstavce I. zůstaviteli příslušející, býti vykonáno i dědicem za stejných předpokladů. Obdobně mohou nabyvatelé válečných půjček zrušených společností druhu naznačeného v odstavci 2. ve lhůtě zmíněné v odstavci I. nabýti co do válečné půjčky stejných práv jako českoslovenští příslušníci v předpokladu, že způsobem v odstavci I. naznačeným přijati budou do československého státního svazu.

Předchozí prohlášení zahrnuje i uherské válečné půjčky za hořejších předpokladů upsané a získané.

II.

(VÝPLATA KUPONŮ.)

Pokud se vyplácejí československým státním příslušníkům kupony neb jiné platební závazky z dluhopisů zestátněných dřívějších drah soukromých, ležících výhradně na československé půdě, necht za stejných podmínek vyplácejí se také německým věřitelům.

V PRAZE, den 29. června 1920.

Dr. V. SCHUSTER v. R.
VON STOCKHAMMERN v. R.

Copie certifiée conforme :

Prague, 12 mai 1923.

(illisible).

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères
a. i.*

¹ TRADUCTION.N^o 430. — CONVENTION ÉCONOMIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE A PRAGUE LE 29 JUIN 1920.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et le GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir d'établir sur une base juridique fixe leurs relations économiques réciproques, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le transit des marchandises de toutes sortes et des personnes en provenance du territoire de l'un des deux Etats à travers le territoire de l'autre Etat, ainsi que le transport des marchandises et des personnes d'Allemagne en Tchécoslovaquie et inversement, ne sera pas soumis dorénavant à des restrictions autres que celles qui résulteront de mesures techniques exigées par les conditions générales du trafic.

Des dispositions plus détaillées concernant cette question ainsi que d'autres questions de trafic ferroviaire sont contenues dans l'annexe A. de la présente Convention.

Il pourra être dérogé au principe établi par l'alinéa 1^{er} pour les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat dans l'un des deux Etats. Les deux Gouvernements se réservent le droit de conclure ultérieurement une convention spéciale réglant la procédure applicable au passage de ces marchandises en transit. Jusque là il ne sera pas dérogé aux usages existants.

Article 2.

Pendant la durée du régime transitoire résultant des conséquences économiques de la guerre, les restrictions d'importation et d'exportation actuellement en vigueur dans les deux Etats seront maintenues ; toutefois, chacune des deux parties s'efforcera en principe de hâter leur abrogation dans la mesure où la situation économique le permettra. Pendant cette période, les règles suivantes seront applicables au trafic de marchandises entre les deux Etats :

a) Chacune des deux parties établira des listes « de franchise » qui seront échangées aussitôt que possible et qui comprendront les marchandises dont l'importation et l'exportation ne sera soumise en principe à aucune restriction. Chacune des deux parties sera libre de stipuler la déclaration préalable obligatoire pour les marchandises énumérées dans la liste « de franchise » ou de maintenir cette obligation lorsqu'elle existe déjà. Les listes de franchise pourront être modifiées selon les besoins. Lorsque ces modifications des listes de franchise seront d'ordre restrictif, elles ne s'appliqueront pas aux marchandises expédiées le jour de leur publication.

Toutes les modifications seront communiquées sans retard à l'autre partie.

b) Les marchandises non énumérées dans les listes « de franchise » seront soumises dans les deux pays au régime d'autorisation. Les deux parties s'engagent à faciliter l'octroi

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 430. — ECONOMIC AGREEMENT BETWEEN THE CZECHO-SLOVAK
AND THE GERMAN GOVERNMENTS, SIGNED AT PRAGUE
JUNE 29, 1920.

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and the GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of establishing their mutual economic relations on a definite legal basis, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The transit of goods of all kinds, and of persons, from the territory of one of the two States through the territory of the other State and the conveyance of goods and persons from Germany to Czechoslovakia and *vice versa* shall in future be subject to no restrictions other than those which are found to be necessary on technical grounds having regard to the requirements of the general traffic situation.

Detailed provisions on this and other questions relating to railway traffic are given in Annex A to this Agreement.

An exception to the principle laid down in Paragraph 1 is permissible in the case of goods which form a State monopoly in one of the two countries. The two Governments reserve the right to conclude further agreements at a future date on the procedure to be applied in the case of the transit of these goods. Until such date no change shall be made in the existing practice.

Article 2.

The import and export restrictions at present existing in the two States shall be retained so long as the provisional regime introduced to deal with the economic consequences of the war remains in force. Nevertheless each Party shall in principle endeavour to effect their removal so far as the economic situation permits. While such restrictions remain in force, the following regulations shall apply to the goods traffic of both Parties.

- (a) Each Party shall draw up and forward to the other Party as soon as possible a free list of such goods as may be imported and exported without any restriction. Either Party shall have the right to introduce measures rendering it obligatory to notify the authorities of the despatch of goods specified in the free lists or to maintain unchanged any existing measure to this effect. The free lists may be modified as circumstances require. Modifications reducing the number of articles in the free lists shall not apply to goods consigned for transport on the day on which notice of the modification is given.

Each Party shall at the earliest possible moment advise the other Party of any modifications which it may make.

- (b) Goods not specifically mentioned in the free lists shall only be imported or exported by either Party under licence. Each Party undertakes to grant the other Party

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de permis d'importation et d'exportation pour toutes les marchandises intéressant particulièrement la vie économique de l'autre partie et énumérées à ce titre dans les annexes B. et C. qui font partie intégrante de la présente convention. Ces annexes pourront, selon les besoins, être modifiées d'un commun accord.

En ce qui concerne l'exportation des marchandises énumérées à l'annexe B., les deux Gouvernements sont d'accord pour accueillir favorablement en règle générale, les demandes de permis d'exportation lorsque les besoins du marché intérieur auront été satisfaits et à condition que ces demandes soient en rapport avec les besoins de l'autre Etat. En règle générale, on considérera que les besoins du marché intérieur auront été approximativement satisfaits lorsque des exportations des marchandises en question se seront effectuées à destination d'un Etat tiers.

En ce qui concerne plus particulièrement les besoins de la République tchécoslovaque en couleurs d'aniline, le Gouvernement allemand se déclare prêt à recommander aux industries allemandes intéressées d'assurer dans la mesure du possible la livraison des quantités nécessaires à la satisfaction des besoins de l'industrie tchécoslovaque et de fixer les conditions de livraison dans un esprit conciliant ; il n'entravera pas l'exportation des quantités que l'industrie allemande intéressée sera disposée à livrer à l'industrie tchécoslovaque.

- c) Les deux Gouvernements sont prêts à assurer, pendant la durée de leur validité leur plein effet aux permis d'exportation qui seront accordés conformément aux règlements d'exportation en vigueur, même si ces règlements devaient ultérieurement subir des modifications quelconques.

Le permis accordé pourra être retiré :

1. lorsqu'il menacera des intérêts publics essentiels ;
2. lorsqu'il aura été obtenu par de fausses déclarations ou par des moyens illicites.

Les permis d'exportation accordés avant la mise en vigueur de nouveaux droits d'exportation (y compris l'augmentation des droits de manipulation) ou avant le relèvement des droits d'exportation existants (y compris l'augmentation des droits de manipulation), ne seront pas affectés par les nouvelles dispositions pendant une période de 6 semaines après la mise en vigueur de ces derniers.

A l'expiration de ce délai, le permis d'exportation ne restera valable qu'en cas de paiement ultérieur du droit ou de la différence entre l'ancien et le nouveau droit correspondant à la valeur des marchandises non encore exportées à cette date (sauf dispositions particulières et sous réserve des conditions spéciales qui pourront exister).

Pour les permis d'exportation qui auraient été prolongés, et pour ceux qui auraient été accordés en remplacement de permis périmés, le jour de l'émission ou celui où le premier permis d'exportation aura été accordé fera foi.

Lorsque les permis d'exportation qui seront accordés dorénavant n'auront pas pu être utilisés en temps voulu pour des raisons indépendantes de la volonté des parties — la preuve devant en être faite par celles-ci — ces permis seront prolongés ou renouvelés pourvu que les conditions ayant motivé leur octroi subsistent encore. Leur prolongation ou leur renouvellement ne sera pas refusé en raison de considérations résultant de nouveaux règlements d'exportation, introduits depuis leur émission.

Les demandes de prolongation ou de renouvellement de permis d'exportation fondées sur des contrats conformes aux anciens règlements d'exportation, mais en opposition avec les nouvelles dispositions, seront examinées par les deux parties dans un esprit bienveillant. Les deux Gouvernements s'engagent à agir éventuellement par tous les moyens sur les autorités compétentes afin de faire régler ces cas à l'amiable.

facilities for the issue of import and export licences for such goods as are described in Annexes B) and C) — which form an integral part of this Agreement — as being of special importance for the economic life of the other Party. These annexes may, whenever necessary, be modified by mutual arrangement.

Both Parties agree that their Governments will act in accordance with the principle that, when the requirements of the home market have been met, they will as a general rule grant export licences for such goods as are enumerated in Annex B to an extent sufficient to satisfy the requirements of the State submitting the applications. The fact that such goods are being exported to a third State shall normally be regarded as evidence that the requirements of the home market may be considered to be adequately covered.

In particular, the German Government is prepared, as regards the aniline dyes required by the Czechoslovak Republic, to use its best endeavours to induce the German industry concerned to deliver the quantities indispensable to Czechoslovak industries on favourable terms. The German Government will not interfere with the export of such quantities as the German industry in question is prepared to deliver to the Czechoslovak industry.

- (c) The two Governments are prepared to give full effect to any future export licences issued in accordance with existing regulations for the whole period during which they are valid, even if the export regulations should be subsequently modified.

A licence may be cancelled :

- (1) If it endangers important public interests ;
- (2) If it has been obtained by false declarations or improper means.

Export licences issued previous to the date of the imposition of new export duties (including the increased charges for handling the goods in the customs) or the raising of existing export duties (including the increased charges for handling goods) shall not be affected by the new provisions for a period of six weeks after the coming into force of the latter. On the expiration of this period export licences shall only continue to be valid (unless otherwise specially provided and unless the special circumstances of the case warrant an exception) if the duty, or the difference between the old and the new duty, as the case may be, has been paid in respect of the value of the goods which have still to be exported at this date.

The period mentioned in the preceding paragraph shall be reckoned from the date on which the licence was drawn up, in the case of an export licence which is extended, and from the date on which the first licence was drawn up in the case of an export licence issued to replace a licence which has expired.

Future export licences which, for reasons demonstrably beyond the control of the parties concerned, cannot be used within the time allowed, shall be extended or renewed, as the case may be, provided that the conditions under which they were granted remain unchanged. An extension or renewal shall not be refused on the ground that new export regulations have been introduced in the meantime.

Both Parties promise to give friendly consideration to applications for the extension or renewal of export licences submitted in accordance with old agreements which are inconsistent with the new export regulations. The two Governments undertake, if necessary, to employ all the means at their disposal to induce the competent licensing offices to settle these cases in a friendly spirit.

Article 3.

Lorsque le prix de la marchandise à exporter aura été l'élément d'appréciation déterminant pour l'octroi du permis d'exportation, les contrats conclus avant l'établissement des tarifs, ou l'introduction de nouveaux tarifs, ne seront en règle générale pas affectés par ceux-ci, à condition que les parties aient tenu compte des tarifs en vigueur au moment de la conclusion des contrats et que :

- a) l'acheteur ait déjà versé des acomptes, ou que
- b) le vendeur ait déjà exécuté partiellement le contrat, ou que
- c) le vendeur ait accepté une augmentation correspondante des prix.

Il pourra être dérogé à ces principes dans le cas de contrats très anciens.

Les deux gouvernements s'efforceront d'obtenir la fixation des prix d'exportation minima à un taux qui garantisse les échanges directs entre l'Allemagne et la République tchécoslovaque, autant que possible à l'exclusion de faveurs spéciales accordées à des acheteurs d'un Etat tiers.

Article 4.

Sauf les cas prévus aux articles 2 et 3, et résultant du régime transitoire, les deux Parties contractantes s'efforceront en principe d'entraver de moins en moins les échanges entre leurs pays respectifs par des prohibitions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle ne seront admises que :

- a) pour des raisons de sécurité publique,
- b) pour des marchandises qui, dans l'un des deux pays, font l'objet d'un monopole d'Etat,
- c) pour des raisons de police sanitaire,
- d) en vue de l'application, à des marchandises étrangères, de prohibitions et de restrictions établies à l'intérieur du pays et visant la production, la vente ou le transport des marchandises du pays.

Le principe énoncé à l'article 4 s'applique également aux marchandises énumérées dans les listes « de franchise » en vigueur dans les deux Etats.

Article 5.

En ce qui concerne les exportations de bois par la Tchécoslovaquie, les dispositions ci-dessus seront remplacées par les prescriptions suivantes qui seront applicables aux permis d'exportation déjà accordés, au renouvellement de permis d'exportation périmés et à l'octroi de permis d'exportation résultant d'anciens contrats :

1. De nouveaux permis d'exportation seront accordés à la place de ceux qui ont été accordés jusqu'à la date du 14 avril 1920, inclus pour les quantités de bois non encore exportées et pour la période de validité non encore écoulée des anciens permis. Ces nouveaux permis seront assujetties aux droits d'exportation ordinaires, qui seront calculés sur la base des prix de facture indiqués dans les anciens permis.

2. A la demande des intéressés, les permis d'exportation périmés seront remplacés par de nouveaux permis, à condition qu'ils aient cessé d'être valables postérieurement au 15 décembre 1919, que l'exportation n'ait pas pu avoir lieu en raison des difficultés d'expédition et de transport, et que la demande du nouveau permis d'exportation soit adressée le 31 mai 1920 au plus tard à la Commission tchécoslovaque pour l'exportation

Article 3.

In so far as the question of the issue of export licences is determined by the level of prices of the goods exported, contracts concluded before the introduction of regulations regarding prices (or of new regulations regarding prices) shall not, as a rule, be affected thereby if the regulations regarding prices in force at the time when the contract was concluded were conformed to and if :

- (a) the purchaser has already paid instalments, or
- (b) the consignor has already made deliveries under the contract, or
- (c) the purchaser has already agreed to a corresponding increase in price.

The benefits of the foregoing general provisions may be withheld in the case of contracts of exceptionally long standing.

The Governments of both Parties shall endeavour to arrange that the fixing of minimum export prices shall be effected in a manner which shall ensure a direct exchange of goods between Germany and the Czechoslovak Republic under conditions which shall at the same time obviate, as far as is practicable, the granting of special privileges to purchasers in third States.

Article 4.

The two Parties are agreed that, apart from such cases arising out of the transitional economic régime as are provided for in Articles 2 and 3, they will make every endeavour to give effect by degrees to the principle that the reciprocal trade between the two countries should not be restricted by any import, export or transit prohibitions whatsoever.

Exception to this principle shall be allowed :

- (a) for reasons of public safety ;
- (b) in the case of goods which form a State monopoly in one of the two countries ;
- (c) for the purpose of giving effect to police regulations for the protection of the public health ;
- (d) for the purpose of subjecting foreign goods to the same prohibitions and restrictions as are imposed on the manufacture, sale and transport of goods of native origin within the country.

The principle formulated in Article 4 shall apply in particular to such goods as are included in the free lists which may be in force at the time in the two countries.

Article 5.

As regards the export of wood from Czechoslovakia, the previous regulations relating to export licences already issued, the renewal of lapsed export licences and the issue of export licences for old contracts shall be cancelled and the following provisions shall be substituted therefor :

(1) New licences shall be prepared in place of export licences issued down to April 14, 1920, inclusive, to cover the quantities of wood which still remain to be exported and the period for which the old licences still have to run. In respect of these new licences, payment must be made of the ordinary export registration fees which shall be reckoned on the basis of the invoiced prices given in the old export licences.

(2) Upon application being made by the parties concerned, new export licences shall be issued for such export licences as have lapsed, provided they did not lapse until after December 15, 1919, that the failure to export the goods can be shewn to be due to difficulties connected with their transport and consignment, and that the applications for the renewal of the export licences have been submitted to the Czechoslovak Timber

des bois, ou à la Commission du Commerce extérieur. Dans ce cas, le droit d'exportation sera également calculé sur la base des prix de facture indiqués dans le permis d'exportation qui est périmée.

3. Les anciens contrats de livraison de bois pour lesquels un permis d'exportation n'a pas encore été accordé, ou qui ne remplissent pas les conditions requises pour être compris dans le règlement prévu, chiffre 2, seront traités comme des demandes de permis d'exportation fondés sur de nouveaux contrats ; ils seront donc soumis à un nouvel examen conformément aux prescriptions en vigueur. Le Gouvernement tchécoslovaque examinera ces demandes fondées sur des contrats anciens dans un esprit conciliant, — *ceteris paribus* — en ce sens qu'il empêchera qu'une pression quelconque soit exercée, soit par le Gouvernement, soit par la Commission tchécoslovaque pour l'exportation des bois, au sujet de la fixation des prix de vente définitifs.

Le Gouvernement tchécoslovaque ne peut pourtant garantir ce traitement qu'aux intéressés qui communiqueront à la Commission tchécoslovaque pour l'exportation des bois, à Prague (Prague II, Hybernská 1) une copie ou un extrait des anciens contrats aussitôt que possible et au plus tard avant le 1^{er} septembre 1920. Ce délai ne sera pas applicable en ce qui concerne la présentation des demandes de permis d'exportation.

Les droits d'exportation applicables aux anciens contrats seront calculés sur la base d'un prix d'exportation minimum de 525 marks par mètre cube pour les bois ronds et de 350 marks par mètre cube pour le bois de sciage aussi longtemps que le prix d'exportation minimum sera supérieur à ces prix. Si le prix d'exportation minimum officiel devait tomber au dessous de ces chiffres, le nouveau prix d'exportation officiel servirait de base au calcul des droits d'exportation généraux. Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage dans les limites des règlements en vigueur de ne pas entraver dorénavant l'exportation en Allemagne de bois ronds, de bois de sapin et de bois de sciage, et de faciliter surtout les exportations par voie d'eau des régions frontières et de Slovaquie vers l'Allemagne.

Article 6.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à effectuer immédiatement une livraison de 300 wagons de malt et avant la fin du mois de juin 1920 une deuxième livraison de 300 wagons également ; ces livraisons seront à valoir sur les soldes non livrés des anciens contrats. Pour ces 600 wagons, les acheteurs allemands auront à payer un prix de 425 marks par quintal métrique, qui comprendra le prix de vente et la taxe d'exportation. Le Gouvernement tchécoslovaque est prêt à livrer le solde des anciens contrats, c'est-à-dire 1050 wagons, après la nouvelle récolte. Cette dernière livraison ne sera toutefois pas considérée comme rentrant dans l'exécution des anciens contrats, de sorte que le prix de vente pourra être fixé par un nouvel accord que les deux Parties contractantes se réservent de conclure.

Article 7.

Les livraisons réciproques de charbon ont été réglées par la Convention insérée à l'annexe D.

Article 8.

L'annexe E contient une Convention sur le règlement d'un certain nombre de questions financières.

Article 9.

Pour faciliter les relations réciproques dans les régions frontières (en principe 15 km. de chaque côté de la frontière), les deux parties sont convenues des dispositions spéciales insérées à l'annexe F.

Commission or the Foreign Trade Commission not later than May 31, 1920. In this case also the export licence registration fees which are in force, when the new licence is issued, shall be reckoned on the basis of the invoiced prices given in the lapsed licences.

(3) Old timber contracts for which no export licence has as yet been issued, or old timber contracts for which a licence has been issued but which do not satisfy the conditions laid down in No. 2. above, shall be dealt with in the same manner as applications for export licences made in respect of new contracts, and shall therefore be subjected to a fresh examination in conformity with the existing provisions. The Czechoslovak Government, however, undertakes to extend to these contracts — *ceteris paribus* — specially favourable consideration, and declares that the Government or the Timber Commission, as the case may be, will exercise no influence whatsoever on the selling prices actually fixed in the contract.

The Czechoslovak Government, however, will only grant this exceptional treatment to such parties as submit copies of the old contracts or extracts therefrom to the Timber Commission at Prague (Prag II., Hybernska I) at the earliest possible date and, in any case, not later than September 1., 1920. The above time limit shall not apply to the application for export licences.

A minimum export price of 525 M. per cubic metre for logs and of 350 M. per cubic metre for deals shall be taken as a basis in reckoning the export registration fees to be paid in respect of old contracts, provided the official minimum export prices are higher than the prices mentioned above. If the official minimum export price falls below these amounts, the new official export price shall be taken as the basis in reckoning the general export certificate registration fees.

The Czechoslovak Government agrees that it will in future place no difficulties of any kind in the way of the export to Germany of logs, deals and boards under the existing regulations, and more especially that it will endeavour to meet the wishes of Germany in respect of the export of timber from the frontier districts, from Slovakia and on the waterways.

Article 6.

The Czechoslovak Government undertakes to deliver 300 waggons immediately and a further 300 waggons by the end of June, 1920, in respect of old contracts, which are still in force for the supply of malt. The German purchasers will pay on these 600 waggons a sum fixed at the rate of 450 M. for the double centner, this amount covering the purchase price and the export duty. The Czechoslovak Government further declares its willingness to make good out of the new harvest the deficiency of 1050 waggons still remaining under the old contracts, on the understanding that the purchase price need not be that given in the old contracts, but may be fixed in accordance with a new agreement between the respective Contracting Parties in the two countries.

Article 7.

The Agreement set out in Annex D has been concluded for the purpose of regulating the sale and supply of coal between the two Parties.

Article 8.

The Agreement set out in Annex E has been concluded for the purpose of regulating certain financial questions.

Article 9.

The two Parties have agreed to the following special provisions, which are set out in Annex F, for the purpose of giving increased traffic facilities in the frontier districts (i.e. for a distance on either side of the frontier as a general rule not exceeding 15 kilometres.)

A moins de stipulations spéciales, insérées à l'annexe F, cette réglementation ne modifiera ni dispositions actuellement en vigueur dans les deux Etats au sujet des restrictions de la liberté de circulation, ni les prescriptions applicables aux produits réservés à l'exploitation de l'Etat. Toutefois les habitants des régions frontalières de l'un des deux Etats ne seront pas obligés de livrer ces produits à l'autre Etat en raison du fait qu'ils exploitent quelques terrains sur le territoire de l'autre Etat.

Article 10.

Outre les facilités dites de « petite circulation » dans les régions frontalières, le Gouvernement tchécoslovaque, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce entre les deux Etats, n'appliquera pas aux ressortissants allemands un traitement moins favorable qu'aux ressortissants d'un troisième Etat en ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits d'entrée et de sortie, d'exportation et de transit, le trafic d'importation, la réglementation des importations, des exportations et du transit, les accises et impôts intérieurs et l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une industrie ou d'une profession agricole, l'acquisition et la possession de biens meubles et immobiliers.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, ainsi que les compagnies d'assurance qui ont leur siège sur le territoire de l'une des parties contractantes, et aux termes de la législation de ce pays, sont juridiquement constituées, seront autorisées à faire valoir tous leurs droits et notamment à ester en justice à titre de demandeur ou de défendeur sur le territoire de l'autre partie, à condition d'observer les lois et règlements qui y sont en vigueur.

En ce qui concerne l'autorisation d'exercer leur activité sur le territoire de l'autre partie, ces sociétés seront soumises aux dispositions légales et aux règlements en vigueur. Toutefois les sociétés qui exercent une activité quelconque sur le territoire de la République tchécoslovaque en vertu d'une autorisation accordée par le Gouvernement de l'ancienne monarchie, seront tenues de demander une nouvelle autorisation aux autorités compétentes de la République tchécoslovaque dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de cette Convention, à moins qu'elles n'aient déjà demandé cette autorisation. A défaut de demande d'autorisation, ces sociétés devront cesser leur activité dans la République tchécoslovaque dans le même délai. Jusqu'au moment où une décision sera prise, à la suite de leur demande, ces sociétés pourront continuer, dans la même mesure que par le passé, à exercer leur activité dans la République tchécoslovaque en vertu de l'autorisation antérieure. En cas de nouvelle autorisation, aucun droit d'admission ne sera exigé pour la partie de leur capital consistant en actions, dépôts ou obligations, et pour les établissements situés sur le territoire tchécoslovaque, pour lesquels elles auraient déjà acquitté une taxe d'Etat.

Si, eu égard à la fondation de l'Etat tchécoslovaque, le Gouvernement allemand, en s'inspirant de considérations dictées par la fondation des nouveaux Etats, devait décider de régler à nouveau la situation des sociétés autrichiennes ou hongroises domiciliées sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise et autorisées à exercer leur activité en Allemagne, les nouvelles dispositions ne devront pas être moins favorables à ces sociétés que celles insérées à l'alinéa ci-dessus.

Au point de vue du droit objectif, les sociétés désignées au 2^e alinéa du présent article, ne seront pas soumises à un traitement moins favorable que les sociétés similaires d'un Etat tiers, qui ont une existence légale. Cette disposition ne sera pas applicable aux décisions qui seraient prises en vertu du droit de concession de l'Etat ou de sa compétence administrative.

Article 11.

Les deux gouvernements s'efforceront de réunir en un seul et même endroit leurs bureaux de douane respectifs, toutes les fois que les circonstances le permettront, afin que les formalités puissent être remplies simultanément au moment du passage des marchandises du territoire douanier de l'un des Etats sur celui de l'autre.

Unless otherwise specially provided in Annex F, the restrictions in force as regards freedom of traffic and the provisions concerning the control by the State of certain products shall not be affected by these regulations. Residents on the frontier, however, who are nationals of one State and who cultivate plots of land in the territory of the other State, shall be under no compulsion upon that account to make deliveries of produce for the benefit of the latter State.

Article 10.

While maintaining the privileges granted in connection with "the minor frontier traffic", the Czechoslovak Government undertakes, until such time as a commercial treaty is concluded between the two countries, not to give less favourable treatment to German nationals in regard to the amount required as security and, the import and export duties, import, export and transit traffic, import, export and transit regulations, duties on consumption and internal taxation, the exercise of trade and commerce and of manufactures and agriculture and the acquisition of movable and immovable property, than the treatment accorded to the nationals of any third State.

Joint Stock companies, and other commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, whose headquarters are situated in the territory of either of the Parties and are legally established in accordance with the laws of that Party, shall also be entitled to exercise all their rights in the territory of the other Party, subject to the laws and decrees applicable to the matter in that territory, and, in particular, they shall be entitled to conduct actions in the Courts either as plaintiffs or defendants.

The authorisation required to enable them to carry on their business in the territory of the other Party shall be subject to the legal and administrative provisions in force in that territory. Nevertheless, such companies as are carrying on their business in the Czechoslovak Republic in accordance with an authorisation granted by the Government of the former Monarchy shall, provided they have not already done so, apply within a period of 6 (six) months after the coming into force of this Agreement to the competent authorities of the Czechoslovak Republic for a new authorisation or give up business within the same period in the Czechoslovak Republic. Until such time as these applications are definitely granted or refused, the companies in question may continue to carry on business in conformity with their former authorisation on the same scale as hitherto. In the case of a new authorisation, no permit fees shall be paid on that portion of the share deposit and debenture capital for which the State fees chargeable within the territory of the Czechoslovak Republic for permission to carry on the business of the companies have already been paid.

If, by reason of the founding of the Czechoslovak State, the German Government takes steps to settle on a new basis and in accordance with the new grouping of the States, the relations of the Austrian and Hungarian companies which had their registered offices in the former Austro-Hungarian Monarchy, but were formerly authorised to carry on business in Germany, the conditions of the new arrangement shall in no respect be less favourable than the conditions agreed to above.

The companies mentioned in paragraph 2 of this Article shall not, in so far as their actual legal position is concerned, be treated in either state more unfavourably than similar companies of any third State which are recognised as being legally constituted. This provision shall not affect any decisions which may be taken in accordance with concessions granted by the State nor any decisions relating to questions of a purely administrative character.

Article 11.

The two Governments will endeavour to establish, as far as circumstances permit, their adjacent Customs offices at one and the same place to allow of the official formalities being carried out simultaneously when goods pass out of the one Customs territory into the other.

L'ancien bureau principal des douanes austro-hongroises, établi à Goerlitz par un traité avec l'Autriche-Hongrie, sera maintenu, sur la même base, comme bureau principal des douanes tchécoslovaques.

Article 12.

Les marchandises qui passeront en transit à travers le territoire d'une des deux parties à destination ou en provenance du territoire de l'autre partie, ne seront soumises à aucun droit de transit.

Cette stipulation s'applique aux marchandises ayant fait l'objet d'un transbordement ou d'une mise en entrepôt aussi bien qu'à celles qui passent en transit direct.

Article 13.

En vue de faciliter encore davantage les relations entre les deux Etats, l'exonération des droits d'entrée et de sortie sera accordée aux marchandises (à l'exception des articles destinés à la consommation) retirées de la libre circulation dans le territoire de l'une des parties, et amenées dans les marchés et dans les foires sur le territoire de l'autre partie, ou expédiées, indépendamment du mouvement des marchés et des foires, en vue d'une vente incertaine, ainsi qu'aux échantillons qui seraient apportés par les voyageurs de commerce, à condition toutefois qu'il n'existe aucun doute sur l'identité des objets exportés et réimportés, et que ceux-ci soient réexpédiés sans avoir été vendus, avant l'expiration d'un délai fixé d'avance.

Ces dispositions ne modifieront en rien les prescriptions spéciales résultant de la procédure d'autorisation.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour l'application des dispositions en question, il est entendu qu'il ne sera provisoirement apporté aucune modification aux usages existants.

Article 14.

Les deux parties s'engagent à collaborer par tous les moyens appropriés, en vue de réprimer et de punir la contrebande à destination ou en provenance de leur territoire, et à maintenir les lois pénales édictées à cet effet, à accorder l'appui de la justice, à autoriser les employés de contrôle de l'autre partie à poursuivre les contrevenants sur leur territoire et à leur faire donner tous les renseignements et toute l'assistance nécessaires par les employés des contributions, des douanes et de la police, ainsi que par les maires chefs des administrations locales et par ces administrations elles-mêmes.

Une entente douanière sera conclue, conformément à ces dispositions générales, au moyen d'une Convention spéciale. Jusqu'à la conclusion de cette Convention, les usages existants ne seront pas modifiés. Les deux gouvernements se réservent le droit de conclure éventuellement une Convention spéciale réglant la question des dommages.

Les deux parties s'efforceront de faciliter autant que possible le trafic, spécialement en vue du développement des relations commerciales ou de la fréquentation des villes d'eau, et même si une atténuation des instructions actuelles en matière de passeports ne peut avoir lieu, de faciliter et de hâter, dans la mesure du possible, les formalités nécessaires.

Article 15.

En ce qui concerne le traitement douanier des marchandises soumises au régime des passavants, des facilités seront accordées réciproquement en cas de passage direct de ces marchandises du territoire de l'une des deux parties sur le territoire de l'autre, en évitant le dédouanement,

The Austro-Hungarian head Customs office which was formerly set up in Görlitz under the terms of a treaty with Austria-Hungary, will be retained as a Czechoslovak head office in virtue of the same treaty.

Article 12.

No transit duties shall be levied on goods which are in transit in the territory of one of the two parties and which are coming from or are going to the territory of the other Party.

This arrangement shall apply not only to goods in direct and uninterrupted transit, but also to goods in transit which are transhipped or warehoused.

Article 13.

For the purpose of encouraging and developing traffic between the two countries, both Parties agree, where no doubt exists as to the identity of the articles imported and exported, to dispense with import and export duties in the case of goods (excluding articles of consumption) which are not under Customs control in the territory of one of the two Parties and are conveyed from that territory to markets and fairs in the territory of the other Party, or of articles which are otherwise sent on approval to the territory of the other Party, and also in the case of samples and patterns introduced by commercial travellers provided the articles in question are re-exported unsold within a period fixed beforehand.

Nothing in the above provisions shall affect the special regulations introduced to give effect to the licensing system.

The procedure hitherto followed to give effect to the above provisions shall not be altered until further notice.

Article 14.

With a view to preventing the smuggling of goods out of or into their respective territories, and with a view to punishing the offenders, the two Parties undertake to assist each other by the adoption of appropriate measures, and to maintain the penal laws promulgated for this purpose, to grant legal assistance, to permit the supervising officials of the other Party to pursue offenders into their territory and to afford the other Party all the necessary information and assistance which can be given by the fiscal authorities, by Customs and police officials and also by the heads of communes and villages.

The detailed Customs regulations which are to be laid down in accordance with these general provisions shall be dealt with in a special agreement. The regulations hitherto in force shall be maintained until further notice.

The two Governments shall be free to draw up, if they should deem it desirable, a further agreement regarding the right to damages.

The two Parties will make every endeavour to grant travelling facilities, especially in connection with trade and with the traffic to health resorts, and where it is found impossible to modify existing passport regulations, they will endeavour to arrange that the necessary formalities shall be carried through with as little inconvenience and delay as possible.

Article 15.

With regard to the Customs examination of goods which must be accompanied by a way bill or other transit documents, the two Parties agree to grant further traffic facilities by dispensing with the formality of removing the Customs seals, affixing fresh seals and unpacking a consign-

l'apposition d'un nouveau cachet et le déballage des marchandises, à condition toutefois que les règlements actuellement en vigueur soient observés.

Article 16.

L'admission temporaire en vue des opérations de finissage sera maintenue en principe.

Le Gouvernement allemand s'engage à ne pas entraver l'exportation du lin en paille et du lin ayant subi l'opération du rouissage en Tchécoslovaquie en vue de leur transformation en fil, à condition que cette exportation soit demandée par l'association allemande pour la culture du lin, ou son successeur juridique. Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage, de même, à ne pas entraver la réexportation des quantités de fil obtenues par la transformation du lin en paille et du lin ayant subi l'opération du rouissage importé d'Allemagne en Tchécoslovaquie ; il prendra soin également que les établissements chargés de cette transformation n'entravent pas cette réexportation. Le Gouvernement tchécoslovaque se réserve toutefois le droit de retenir, dans certains cas, pour les besoins de sa propre industrie, une quantité de 10% des produits transformés.

Les Conventions spéciales qui auraient été conclues en vue de cas spéciaux d'admission temporaire pour opérations de finissage, ou qui le seront à l'avenir, ne seront pas modifiées par les dispositions du présent article.

Article 17.

Les commerçants, fabricants et autres industriels qui pourront faire la preuve que dans le pays où ils sont domiciliés, ils ont acquitté les taxes pour leur établissement, seront autorisés, sans avoir pour cela à acquitter d'autres taxes ou impôts, à procéder à l'achat de marchandises, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs qui sont à leur service, ou à recevoir des commandes, à condition toutefois qu'ils ne transportent que des échantillons. Des cartes d'identité, conformes au modèle usité autrefois et reproduit à l'annexe G, seront établies comme cartes d'identité des voyageurs de commerce dans les relations réciproques.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes qui s'occupent de camionnage, de navigation maritime ou fluviale, entre des localités situées dans des Etats différents, ne seront pas soumis à une patente, pour l'exercice de cette profession, sur le territoire de l'autre partie.

Article 18.

Chacune des deux parties, en ce qui concerne les navires et leurs cargaisons, permettra à l'autre partie de pratiquer la navigation maritime et fluviale aux mêmes conditions, contre paiement des mêmes droits et conformément aux règles juridiques qui sont applicables à ses propres navires et leurs cargaisons. La même disposition s'appliquera au cabotage. La nationalité des navires de chacune des deux parties contractantes sera appréciée selon la législation du lieu où ils sont domiciliés. En ce qui concerne les certificats de tonnage du navire et les certificats de jauge, rien ne sera changé aux usages existants. Les dispositions précédentes n'affectent pas les conventions internationales actuellement en vigueur ou qui pourraient être conclues à l'avenir.

Les deux parties se réservent le droit de conclure une convention spéciale sur la réglementation réciproque de la navigation.

Article 19.

Les deux parties ont décidé de conclure des conventions spéciales concernant les relations postales, les communications télégraphiques et téléphoniques, les mesures réciproques de protection contre les épidémies et la procédure en matière d'assistance judiciaire.

ment, when the goods in question pass directly from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party, provided all the regulations in force at the time in regard to such goods are complied with.

Article 16.

The existing traffic connected with the finishing trades shall be maintained in all essential respects.

The German Government undertakes to place no obstacle in the way of the export of undressed flax and of retted flax to Czechoslovakia for manufacture into thread if such export is proposed by the German Flax-Growers' Company or its legal successors. The Czechoslovak Government similarly undertakes to place no obstacle in the way of the re export of the quantity of thread produced from the undressed and retted flax imported from Germany into Czechoslovakia for manufacturing purposes, and more particularly to use its best endeavours to prevent any such difficulties being raised by the authorities responsible for dealing with these matters. Nevertheless, the Czechoslovak Government reserves the right in individual cases to retain 10% of the finished product to meet the requirement of its own industry.

The provisions of this article shall not affect special agreements which have been concluded, or which may be concluded from time to time, in regard to the traffic connected with a specified finishing trade.

Article 17.

Merchants, manufacturers and other persons engaged in business, who can show that they are paying the legal charges imposed in the State, in which they are domiciled, on the business carried on by them shall, if they make purchases either personally or through travellers in their service, or if they endeavour to obtain orders merely by importing samples and patterns, be called upon to pay no further charges in the territory of the other Party in connection with such business. As regards the licensing of commercial travellers engaged in the trade between the two countries, the certificate reproduced in Annex G shall be recognised by both Parties as conferring the same privileges as were granted under the type of license previously in force.

The nationals of one Party engaged in the carrying trade or in ocean or river navigation between places situated in various States shall not be liable to pay licence fees in respect of such trade in the territory of the other Party.

Article 18.

Each of the Parties shall permit the maritime and inland navigation of the other Party to be carried on, as regards the vessels and their cargoes, under the same conditions and on payment of the same dues and also subject to the same conditions and, in every other legal respect, as apply in the case of their own ships and cargoes. This provision shall apply equally to the maritime coasting trade. The nationality of the ships of each of the Contracting Parties shall be determined in accordance with the laws of their home country. No change shall be made in the practice which has hitherto obtained in the recognition of the tonnage certificates and gauging certificates of the two Parties. The foregoing provisions shall not affect the regulations which have been laid down, in existing international treaties or which may be laid down in future international treaties.

Furthermore, the two Parties reserve the right to conclude a special agreement regarding the reciprocal treatment of shipping.

Article 19.

The two Parties have decided to conclude special agreements regarding the postal, telegraph and telephone traffic, measures for the prevention of epizootic diseases in both countries and the procedure to be followed in matters relating to legal assistance.

Les parties contractantes s'engagent également à échanger, dans le délai d'un mois à partir de la ratification de la présente Convention, des projets de convention sur l'exclusion de la double imposition et sur l'assistance légale réciproque en matière fiscale (contrôle, fixation et perception des impôts) et en matière de répression fiscale.

Article 20.

En matière d'assurance sociale, les deux Etats traiteront les ressortissants de l'autre Etat comme leurs propres nationaux. Des dispositions plus détaillées seront insérées dans une convention spéciale.

Article 21.

Les dispositions du traité de Versailles et des autres traités de paix qui restent à conclure, ainsi que le traité de St-Germain-en-Laye, conclu le 10 septembre 1919 entre les Principales Puissances alliées et associées et la Tchécoslovaquie, ne seront pas modifiées par la présente Convention.

Article 22.

La présente Convention, dont le texte original est établi en tchécoslovaque et en allemand, sera soumise à l'approbation des gouvernements et à la ratification des parlements ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Prague. La présente Convention entrera en vigueur le jour de sa ratification et, sous réserve de dispositions spéciales contraires, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour où elle aura été dénoncée par l'une des deux parties.

Fait à Prague, le 29 juin 1920.

(Signé) D^r V. SCHUSTER.]

(Signé) VON STOCKHAMMERN.

ANNEXE A.

1. La Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer sera appliquée intégralement en ce qui concerne le trafic entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne.

Sur cette base, les administrations des chemins de fer régleront entre elles les questions de transport, en tenant compte de la situation actuelle de l'exploitation et du trafic.

2. Les deux Gouvernements s'efforceront de faire appliquer les mêmes principes pour la réglementation du trafic international entre d'autres pays lorsque l'Allemagne et la Tchécoslovaquie participeront à ce trafic.

3. Les deux Gouvernements engageront respectivement leur administration des chemins de fer :

- a) à commencer aussitôt que possible les travaux préparatoires en vue de l'établissement de tarifs directs applicables pour des articles déterminés, entre certaines localités de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie ;
- b) à prendre les mesures techniques appropriées, dictées par les besoins de l'exploitation et du trafic et nécessaires à la régularité du transport des personnes et des marchandises ;
- c) à assurer, avec la plus grande bonne volonté, les transports de vivres et d'autres articles de première nécessité.

The Contracting Parties also undertake, within a month after the ratification of this agreement, to communicate to each other drafts of a treaty for the prevention of double taxation and mutual legal assistance in taxation questions (procedure for ascertaining the amount of the taxes and for fixing and collecting them) and for the penalties to be imposed for offences against the fiscal regulations.

Article 20.

Each State shall treat the nationals of the other State on precisely the same footing as its own nationals as regards social insurance.

Article 21.

The present Agreement shall not affect the provisions of the Treaty of Peace of Versailles or of any Treaties of Peace still to be concluded, nor shall it affect the provisions of the Treaty of St. Germain-en-Laye of September 10, 1919, concluded between the Principal Allied and Associated Powers and Czechoslovakia.

Article 22.

This Agreement, which has been drawn up in Czechoslovak and in German, shall, after approval by the Government and the legislative bodies, be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague. It shall come into force on the third day after ratification and shall, unless otherwise specially provided, continue in force until the expiration of a period of three months after the date on which it is denounced by one of the two Parties.

Done at Prague, June 29, 1920.

(Signed) DR. V. SCHUSTER.

(Signed) VON STOCKHAMMERN.

ANNEX A.

(1) The International Convention on the Transport of goods by Rail shall apply without modification to traffic between Czechoslovakia and Germany.

On this basis the railway administration shall regulate traffic relations between the two countries, due regard being had to existing conditions in regard to operations and traffic.

(2) The two Parties shall endeavour to make the same principles applicable so far as possible to the regulation of international traffic with other countries, in which Germany and Czechoslovakia are concerned.

(3) The two Governments shall instruct their railway administrations :

- (a) to commence as soon as possible the necessary preliminary work for framing through tariffs for specified articles and to specified places between Germany and Czechoslovakia ;
- (b) to take, as required, appropriate measures in technical operating and traffic matters, for the regular development of passenger and goods traffic ;
- (c) to do everything in their power reciprocally to facilitate the despatch of foodstuffs and other merchandise of prime necessity.

4. En ce qui concerne leur politique tarifaire, les deux Gouvernements s'inspireront dans leurs rapports mutuels des mêmes principes que ceux qu'ils appliquent dans les rapports avec les autres Etats étrangers, et, en se basant en matière de trafic sur le principe d'égalité qui avait été établi entre l'Allemagne et l'ancienne monarchie austro-hongroise, s'engagent à ne suivre aucune politique hostile en matière de transports.

5. Les deux Gouvernements s'efforceront d'inviter les administrations des chemins de fer en nombre aussi élevé que possible à conclure des conventions réglant les échanges de wagons et l'utilisation réciproque des wagons ; si ce projet n'est pas immédiatement réalisable, des conventions spéciales visant certaines catégories de transports seulement seront conclues.

Jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de cette Convention, les accords internationaux, concernant l'utilisation du matériel roulant, qui étaient autrefois applicables, seront remis en vigueur.

6. Le Gouvernement allemand se déclare prêt, en principe, à rapatrier, aussi rapidement que possible, les anciens prisonniers de guerre et légionnaires qui rentreront de Russie par Hambourg.

En ce qui concerne le transport des anciens émigrants tchécoslovaques qui, en revenant d'Amérique, toucheraient un des ports allemands de la mer du Nord, le Gouvernement allemand n'est pas à même, actuellement, de faire une déclaration affirmative et définitive. Il se réserve le droit, vis-à-vis du Gouvernement tchécoslovaque, de prendre une décision spéciale si une demande précise lui était adressée indiquant le nombre de ces anciens émigrants, et tous les autres détails nécessaires.

7. En ce qui concerne les questions de l'importation en Allemagne, et du transit à travers l'Allemagne, qui avaient été discutées le 4 mars 1920, au cours des négociations de Teschen, relatives au trafic des marchandises entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, les deux Gouvernements décident que :

- a) Les deux Gouvernements se garantissent réciproquement la libre importation dans les limites des autorisations d'importation accordées par les deux commissaires de gouvernement.

L'administration allemande des chemins de fer n'exigera dorénavant aucune autorisation spéciale.

- b) Les deux gouvernements se garantissent réciproquement le libre transit sur leurs réseaux. Il sera conclu un arrangement spécial réglant les questions de transit et tenant compte des difficultés actuelles en matière de transport.

Si des difficultés techniques résultaient, dans certaines stations frontières et sur les lignes qui s'y rattachent, de l'application de ce règlement provisoire de transit, les deux Gouvernements s'efforceront d'aplanir ces difficultés par voie de négociations.

Les autorisations spéciales de transit exigées jusqu'ici seront supprimées.

- c) Les administrations des chemins de fer allemande et tchécoslovaque s'engagent à annoncer, à l'avance et dans un délai suffisant, les transports importants et à conclure un accord spécial sur la manière la plus pratique de les effectuer.

Annexe au chiffre 7 b de l'annexe A.

L'administration allemande des chemins de fer, malgré les grandes difficultés que présente la situation actuelle au point de vue de l'exploitation et du trafic, se déclare prête, vis-à-vis de l'administration des chemins de fer tchécoslovaques, à recevoir, jusqu'à nouvel ordre, aux différentes gares de passage, une quantité maxima de 200 wagons par jour, en vue de leur transit à travers l'Allemagne.

(4) Either Government shall be guided in its tariff policy towards the other Party by the same principles as govern its policy towards all other countries. More particularly, in accordance with the previously existing terms of equality agreed upon between Germany and the former Austro-Hungarian Monarchy in regard to all traffic questions, neither party shall adopt a hostile traffic policy towards the other.

(5) Both Governments are agreed that steps shall be taken at the earliest opportunity to convene a conference of as many railway administrations as possible with a view to framing an arrangement regulating the conditions for the passage and mutual interchange of rolling stock and that, if this scheme cannot be realised at an early date, separate conventions of this nature shall be entered into for individual traffic services.

Pending the entry into force of this arrangement, the International Convention on Rolling Stock formerly in force shall immediately be made applicable again.

(6) The German Government is in principle prepared to transport as promptly as possible former prisoners of war and legionaries returning home from Russia via Hamburg.

The German Government is at present unable to make a definite statement regarding concessions in respect of the transport of Czechoslovak emigrants returning home from America via the German North Sea ports. It is prepared however immediately to notify the Czechoslovak Government of any separate decision which it may take in the case of any definite application containing a statement of the numbers of such emigrants and of other necessary particulars.

(7) The following terms are agreed upon regarding the questions of importation into and transit through Germany, discussed during the negotiations at Teschen on March 4, 1920, concerning goods traffic between Czechoslovakia and Germany :

- (a) The two Governments shall guarantee to each other free import within the limits of the import permits issued by their respective Government Commissioners.

Special entry permits shall not in future be required by the German railway administrations.

- (b) The two Governments shall guarantee each other unrestricted transit traffic by rail.

The respective railway administrations shall come to a special agreement regulating transit traffic, due allowance being made for existing traffic difficulties. Should the provisional regulations for transit traffic contained in this Annex give rise to difficulties as regards operation at individual frontier stations or on sections communicating therewith, an endeavour shall be made to overcome such difficulties by negotiation.

Special transit permits shall no longer be required.

- (c) The Czechoslovak and German railway administrations shall enter into a reciprocal undertaking to give each other due notice of any large consignments which may in future be despatched and to make special arrangements regarding the best methods for forwarding such consignments in transit.

Annex 7 b) to Annex A.

The German railway administration is prepared, notwithstanding its peculiar difficulties in regard to traffic and operation, to guarantee to the Czechoslovak railway administration, pending further arrangements, that it will forward from all Czechoslovak frontier stations for transit through Germany up to 200 waggons daily.

ANNEXE B.

I.

Liste des marchandises dont l'exportation d'Allemagne en Tchécoslovaquie est considérée comme particulièrement importante par la Tchécoslovaquie :

1. Couleurs d'aniline, couleurs aniliques et indigo synthétique. 2. Matières brutes, produits chimiques et matériaux nécessaires à la fabrication du verre et de la porcelaine. Sable verrier et pierre à plâtre. 3. Sel (sel de table, sel pour le bétail, sel destiné à des usages industriels). 4. Potasse. 5. Sel de cobalt. 6. Pierres lithographiques. 7. Métachromotypie. 8. Chlorure de magnésium. 9. Résine. 10. Emeri et produits d'émeri. 11. Fer et acier. 12. Laiton, aluminium. 13. Machines et plus particulièrement machines d'imprimerie, machines à composer et machines spéciales de toutes sortes. 14. Outils en fer et en acier. 15. Articles électro-techniques. 16. Produits chimiques et pharmaceutiques. 17. Soie artificielle et fils. 18. Semences de betteraves et autres semences sélectionnées. 19. Pommes de terre pour semailles. 20. Celluloïde. 21. Zinc sulfuré.

II.

Liste des marchandises dont l'exportation de Tchécoslovaquie en Allemagne est considérée, par l'Allemagne, comme particulièrement importante :

1. Bois (bois rond, planches, piquets de mines, bois blanc). 2. Kaolin. 3. Graphite. 4. Quartzite. 5. Glycérine (synthétique). 6. Malt. 7. Houblon. 8. Caillette. 9. Sparterie. 10. Ciment. 11. Verre brut. 12. Graines de trèfle.

ANNEXE C.

Liste des marchandises dont l'importation d'Allemagne en Tchécoslovaquie ou de Tchécoslovaquie en Allemagne sera, sous certaines conditions, facilitée dans une certaine mesure par les deux Gouvernements.

I. *Importation de Tchécoslovaquie :*

1. Articles de Gablonz. 2. Verrerie. 3. Articles en porcelaine, en argile et poteries. 4. Boutons de toute sorte. 5. Eaux minérales ou produits originaux extraits d'eaux minérales. 6. Instruments de musique et accessoires d'instruments de musique. 7. Articles en cuir et gants de cuir. 8. Pierres précieuses de fantaisie et grenats. 9. Filets pour cheveux, cheveux postiches. 10. Fleurs artificielles. 11. Produits chimiques. 12. Duvet. 13. Meules. 14. Porte-cigares et porte-cigarettes. 15. Chaux. 16. Bière. 17. Pierres de basalte. 18. Jouets et pièces détachées pour jouets. 19. Vannerie et nattes ordinaires. 20. Broderie, dentelles et passementerie. 21. Meubles spéciaux.

II. *Importation d'Allemagne :*

1. Jouets et pièces détachées pour jouets. 2. Machines, spécialement les machines de meunerie, de tuileries, métiers à filer et machines agricoles. Machines pour le lavage du charbon, machines à casser les pierres, dragues, écrémeuses, moteurs électriques, outils agricoles et spécialement les coutriers. 3. Automobiles et pièces détachées d'automobiles. 4. Instruments de musique. 5. Produits graphiques. 6. Zinc laminé. 7. Couleurs à imprimer ordinaires. 8. Outils et appareils à souder. 9. Appareils de chauffage et fourneaux de cuisine, spécialement poêles à pétrole et à gaz. Becs de laboratoire. 10. Articles de ferblanterie et d'estampage. 11. Papier pour la photographie, produits chimiques et rouleaux de pellicules. 12. Ferrures. 13. Porcelaines et verre. 14. Grès de l'Elbe. 15. Bière. 16. Produits d'horticulture. 17. Papiers de tenture.

ANNEX B.

I.

List of exports from Germany to Czechoslovakia considered particularly important by Czechoslovakia.

(1) Aniline dyes, coal tar dyes and synthetic indigo. 2. Raw materials, auxiliary materials and chemicals for the glass and porcelain industries; vitreous sand; plaster stone. 3. Salt (table salt, salt for cattle food and for industrial use.) 4. Potassic salts. 5. Salts of cobalt. 6. Lithographic stone. 7. Metachromatype plates. 8. Chloride of magnesium. 9. Resin. 10. Emery and manufactured emery products. 11. Iron and steel. 12. Bronze: aluminium. 13. Machines, especially printing and composing machines, special machines of all kinds. 14. Iron and steel tools. 15. Electricotechnical articles. 16. Chemical and pharmaceutical products. 17. Artificial silks and staple yarns. 18. Sugar-beet seed and other natural seed for agricultural purposes. 19. Seed potatoes. 20. Celluloid. 21. Zinc-blende.

II.

List of exports from Czechoslovakia to Germany considered particularly important by Germany.

1. Timber (logs, planks, pit props, deals). 2. Kaolin (China-clay). 3. Graphite. 4. Quartzite. 5. Glycerine (synthetic). 6. Malt. 7. Hops. 8. Calves, intestines. 9. Esparto fibre, wickerwork made of wood shavings. 10. Cement. 11. Crude glass. 12. Clover seed.

ANNEX C.

List of goods for which Germany guarantees importation facilities to Czechoslovakia, and vice versa, upon definite conditions and in specific quantities.

I. Exports from Czechoslovakia to Germany :

1. Gablonz wares. 2. Glassware. 3. Porcelain, earthenware and fire-proof goods. 4. Buttons (all kinds). 5. Mineral waters; authentic spring water products derived from medicinal wells. 6. Musical instruments and parts of musical instruments. 7. Leather goods, leather gloves. 8. Semi-precious stones and articles made of garnet. 9. Hair nets; prepared hair. 10. Artificial flowers. 11. Chemicals. 12. Feathers for pillows. 13. Millstones. 14. Cigar and cigarette holders. 15. Chalk. 16. Beer. 17. Basalt. 18. Toys and parts of toys. 19. Coarse basket and wicker goods. 20. Embroidered and lace goods and haberdashery. 21. Special furniture.

II. Exports from Germany to Czechoslovakia :

1. Toys and parts of toys. 2. Machines, especially milling, tilling, spinning and agricultural machines, dressing machines for the mining industry, stone-crushers, dredgers, milk separators, electromotors, agricultural implements, especially double ploughs. 3. Motor cars and parts of motor cars. 4. Musical instruments. 5. Graphical productions. 6. Sheet zinc. 7. Plain printing colours. 8. Soldering tools and soldering plant. 9. Heating and cooking apparatus, especially oil and gas cookers and laboratory lamps. 10. Tin plate and hammered metal articles. 11. Photographic paper, chemicals and rolls of films. 12. Small ironware. 13. Porcelain and glass. 14. Elbe sandstone. 15. Beer. 16. Garden produce. 17. Wall-papers.

ANNEXE D.

CONVENTION SUR LES LIVRAISONS DE CHARBON CONCLUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND.

Le Gouvernement du Reich allemand autorise pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1920 et le 31 décembre 1920 inclusivement, l'exportation à destination de la République tchécoslovaque d'une quantité mensuelle de 105.000 tonnes de charbon et de coke.

Ces quantités comprennent 15.000 à 20.000 tonnes de charbon et de coke provenant de Basse-Silésie, dont 7.500 à 10.000 tonnes au moins de charbon. Le solde sera livré par la Haute-Silésie.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque sera tenu de faire charger en Basse-Silésie, sur ses propres wagons, une quantité mensuelle de 15.000 tonnes, tandis que le solde sera livré par l'Allemagne dans des wagons allemands.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque, par contre, autorise l'exportation mensuelle en Allemagne de 202.000 tonnes de lignite de Bohême, et de 4.000 tonnes de charbon de Kladno et (ou) de Pilsen.

Ces quantités seront expédiées dans des wagons allemands si le Gouvernement tchécoslovaque n'est pas à même de fournir lui-même les wagons nécessaires. On utilisera également la voie fluviale pour les expéditions à destination de l'Allemagne ; les livraisons auront lieu à Aussig et Rossawitz.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque met en outre à la disposition de l'Empire allemand une quantité mensuelle de 15.150 tonnes de lignite sur lesquelles l'Allemagne prendra les quantités nécessaires au transport sur l'Elbe de marchandises tchécoslovaques en provenance et à destination de la République tchécoslovaque.

Toute quantité supplémentaire qui pourrait être nécessaire en vue d'assurer ces transports sur l'Elbe sera fournie par l'Allemagne.

Le Gouvernement du Reich allemand autorise à son tour la vente et le transport, par route, d'une quantité mensuelle de 4.000 tonnes de charbon en provenance de Saxe et de Basse-Silésie et à destination de la République tchécoslovaque. La Tchécoslovaquie autorise la vente et le transport par route d'une quantité maxima de 2.500 tonnes de charbon, à laquelle il y aura lieu d'ajouter une quantité mensuelle de 500 tonnes qui seront transportées par voie ferrée pour être mises à la disposition des employés des chemins de fer, des douanes et de la police des régions frontalières en vue de leur consommation privée.

Si le Gouvernement de la République tchécoslovaque demandait des livraisons supplémentaires de coke de Haute-Silésie, celles-ci se feront dans une proportion de 7 tonnes de coke pour 10 tonnes de charbon.

Si l'une des deux Parties contractantes, pour des raisons indépendantes de sa volonté, se trouvait au cours du mois en retard pour ses livraisons, elle sera tenue de livrer le solde le mois suivant.

Lorsque les besoins de l'administration des chemins de fer du pays seront assurés, les deux gouvernements procéderont aux exportations parallèlement avec les livraisons intérieures.

Les deux Parties contractantes se déclarent prêtes à proroger la présente Convention après son échéance pour une période supplémentaire de 5 mois, c'est-à-dire jusqu'au 31 mai 1921 ; cette prorogation aura lieu, soit en maintenant les quantités indiquées à la présente Convention, soit en les réduisant des deux côtés à 75% au maximum.

ANNEXE E.

1. Les dépôts en banque appartenant à des ressortissants allemands et qui sont encore séquestrés actuellement dans le territoire de la République tchécoslovaque (comptes dits « bloqués ») seront payés aux ayants-droits sans autres restrictions que celles applicables aux nationaux. Si

ANNEX D.

COAL AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE CZECHOSLOVAK
REPUBLIC AND THE GERMAN REICH.

The German Government shall release for exportation to the Czechoslovak Republic during the period from July 1, 1920 to December 31, 1920 inclusive a supply of mineral coal and coke amounting in all to 105,000 tons per month.

This quantity shall include 15 to 20,000 tons of mineral coal and coke from Lower Silesia, of which not less than 7,500 to 10,000 tons must be delivered in mineral coal.

The whole of the remainder shall be released from Upper Silesia.

The Government of the Czechoslovak Republic must transport from Lower Silesia 15,000 tons monthly out of the above mentioned quantities in its own waggons, while the rest will be delivered by Germany in German waggons.

The Czechoslovak Republic shall in return release to Germany 202,000 tons of Bohemian brown coal and 4,000 tons of Kladno and (or) Pilsen mineral coal monthly.

This supply shall be loaded in German waggons, unless Czechoslovak waggons can be made available. It may also be transported to Germany by water, with free use of the transshipping stations at Aussig and Rossawitz.

The Czechoslovak Government shall in addition place at the disposal of the German Reich 15,150 tons of brown coal monthly, from which the necessary supplies of bunker coal shall be available for transport by the Elbe of Czechoslovak goods to and from the Czechoslovak Republic. Any additional quantity of coal required for the Elbe transport shipping shall be supplied by Germany.

The Government of the German Reich shall release 4,000 tons of coal monthly to Czechoslovakia from the Saxon and Lower Silesian State markets (Landabzatz). Czechoslovakia shall release a supply not exceeding 2,500 tons monthly from the State market, plus a further 500 tons, which shall be transported by rail and allocated monthly for household purposes to the railway, customs and police officials of either State in the respective frontier zones.

Should the Government of the Czechoslovak Republic require separate consignments of coke from Upper Silesia, such consignments shall be delivered in the ratio of 7 tons of coke to 10 tons of coal.

Should either of the Contracting Parties be unable to make deliveries punctually in any one month, it must forward the remainder in the next month.

After home railway requirements have been met, deliveries abroad by either Party must be made *pari passu* with home deliveries.

Both Parties declare themselves willing, upon the expiration of this Agreement, to negotiate for the prolongation of the same for a further five months, *i. e.* to May 31, 1921, either without modification or subject to a reduction not exceeding 75 % in the quantities fixed herein.

ANNEX E.

(1) No restrictions, except such as apply to Czechoslovak nationals, shall be placed upon the release to German nationals of property own by them, which is still either wholly or in part under an embargo (so-called Embargo Accounts-Sperrkonti) in the territory of the Czechoslovak Re-

des droits quelconques ont été perçus dans la République tchécoslovaque au moment de la déclaration des créances des ressortissants allemands sur des débiteurs tchécoslovaques ou de la déclaration et du timbrage des valeurs mobilières étrangères appartenant à des ressortissants allemands, les mêmes principes qui sont en vigueur pour les nationaux et pour les ressortissants d'autres Etats seront appliqués aux ressortissants allemands en cas de suppression ou de remboursement de ces droits. Une nouvelle mise sous séquestre ou saisie des dépôts allemands ne pourra être ordonnée que dans la mesure où elle s'appliquera également aux dépôts appartenant à des nationaux ou à des ressortissants étrangers d'un Etat tiers. En ce qui concerne les dépôts allemands frappés de prescription pour cause de non-déclaration, le Gouvernement tchécoslovaque examinera dans un esprit bienveillant la possibilité d'annuler cette prescription.

2. Le séquestre des dépôts de titres appartenant à des ressortissants allemands et se trouvant encore dans la République tchécoslovaque, sera levé sans qu'il y ait lieu de rechercher si les titres se trouvent dans la République tchécoslovaque ou en un autre lieu. De nouvelles mesures de séquestre et de saisie ne seront ordonnées que dans la mesure où elles s'appliqueront aux ressortissants tchécoslovaques ou aux ressortissants d'un Etat tiers.

3. Le paiement des coupons, échus ou à échoir, de valeur mobilières tchécoslovaques, appartenant à des ressortissants allemands, ainsi que l'échange des talons contre de nouvelles feuilles de coupons ou de dividendes, aura lieu sur production d'une déclaration faite sous la foi du serment par le propriétaire allemand devant l'administration allemande des finances compétente, et consignée en triple expédition, d'après le modèle joint à l'annexe, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des prescriptions de l'arrêté du Ministère des Finances pris à Prague, le 20 janvier 1920 G. Z. 104. 310/1919.

L'un des trois exemplaires de la déclaration sera déposé aux archives de l'administration des finances intéressée, qui conservera également le second exemplaire destiné au Gouvernement tchécoslovaque et rendra le troisième au déposant, avec une attestation officielle. En même temps, l'Administration des finances, ou l'autorité spécialement chargée par elle, procédera au timbrage des valeurs mobilières qui devront être remises avec la déclaration sous serment.

Les valeurs mobilières visées par l'arrêté du Ministère des Finances du 20 janvier 1920, seront également timbrées ; la preuve faite conformément à cet arrêté sera considérée comme suffisante en vue du timbrage.

D'autres formalités ne seront pas nécessaires. La déclaration sous serment ne sera plus requise aux échéances suivantes pour toutes les valeurs timbrées.

Le timbrage des valeurs mobilières aura lieu aussitôt que possible, au plus tard avant le 15 septembre 1920. Le timbre officiel de l'autorité chargée spécialement de l'opération sera apposé d'une façon uniforme sur l'enveloppe (Mantel) des titres, ainsi que sur les titres échus avant le 31 décembre 1923 et sur les coupons non encore détachés et non encore échus.

Les déclarations sous serment, ainsi qu'une liste détaillée des valeurs mobilières, qui fera partie intégrante de ces déclarations, seront remises par l'administration des finances compétente au Gouvernement tchécoslovaque avant le 15 septembre 1920 au plus tard.

Les déclarations sous serment recueillies pour le Gouvernement tchécoslovaque ainsi que les listes des titres qui en font partie intégrante, seront remises à ce Gouvernement par l'intermédiaire des autorités financières compétentes, le 15 octobre 1920 au plus tard.

L'administration des finances allemande sera autorisée à recevoir ces déclarations sous serment et sera compétente à cet effet au sens de l'article 156 du code pénal allemand.

L'administration des finances allemande, ainsi que les banques qui prêteront leurs guichets pour cette opération seront obligées de signaler au procureur compétent, en vue des poursuites nécessaires, tous les actes qui seraient contraires aux déclarations sous serment et dont elles auraient connaissance.

Le paiement des échéances et le renouvellement des feuilles de coupons et de dividendes n'auront lieu qu'à la condition que le Gouvernement allemand paie aux ressortissants tchécoslovaques ou aux personnes qui, avant le 12 mars 1919, étaient domiciliées depuis plus d'une année dans la République tchécoslovaque, les valeurs appelées au remboursement, leurs coupons et leurs dividendes, de la même façon qu'à ses propres nationaux, sous réserve toutefois que ces titres aient été timbrés conformément à l'arrêté du 12 mars 1919, N° 126 S. d. G. u. V. sur le recensement et le timbrage des titres.

public. Any abatement or repayment of fees of any kind charged in the Czechoslovak Republic in respect of the notification of claims by German nationals on Czechoslovak debtors or of the notification and stamping of foreign scrip owned by German nationals shall be made upon the same terms as are applicable in the case of Czechoslovak nationals and nationals of other countries. German property shall only be subject to further measures of embargo or confiscation to the same extent and in the same manner as the property of Czechoslovak nationals or of the nationals of third countries. If German property be declared escheated owing to failure to give notification, an impartial enquiry shall be held to ascertain whether such property can be restored.

(2) Any subsisting embargo upon securities, owned by German nationals and still held on deposit in the Czechoslovak Republic, whether in the territory of the latter or in any other place, shall likewise be raised. Any further measures of embargo or confiscation which may be taken shall be within the limits applicable to Czechoslovak nationals or nationals of third countries.

(3) Scrip owned by German nationals which may mature either now or at a future date shall be redeemable and new coupons and dividend warrants for such scrip shall be issued, without prejudice to the terms of the Ordinance of the Ministry of Finance at Prague dated January 20, 1920 (Legal Gazette 104.310/1919), provided that bondholders of German nationality transmit to the competent German Finance officials a formal Declaration in triplicate in conformity with the specimen contained in the annex hereto.

One of the three copies of such formal declaration shall be deposited in the archives of the Finance officials concerned, who shall retain the second for transmission to the Czechoslovak Government and shall return the third to the person making the declaration together with an official voucher. Scrip forwarded together with the formal declaration shall at the same time be stamped by the Finance Officials or by their duly appointed agencies.

Scrip subject to the terms of the Finance Ministry's Ordinance of January 20, 1920, shall likewise be stamped. In this case evidence produced in conformity with this Ordinance shall be regarded as proof that such scrip can be accepted for stamping.

No further formalities shall be required. A formal declaration shall not be required in the case of subsequent payments on scrip stamped in the above manner.

All scrip, including the actual bonds (Mäntel), the talons, if expiring on or before December 31, 1923, and the untorn coupons, as they become mature, which must all be marked in exactly the same manner in all respects, must be stamped as soon as possible and in no case later than September 15, 1920.

The formal declarations collected on behalf of the Czechoslovak Government together with the tabulated lists of scrip, which constitute an integral part of the declarations, shall be forwarded to the above Government through the competent Finance officials not later than October 15, 1920.

In conformity with paragraph 156 of the Imperial Criminal Code, the German Finance officials are competent to receive the formal declarations in lieu of an oath.

The German Finance officials and banks which carry on a business for redeeming scrip, cashing coupons, etc., must immediately notify the competent Public Prosecutor's Office, for further action, of any proceedings contrary to the formal declarations made to them which may come to their notice.

Matured scrip will only be redeemed and interest and dividend certificates will only be renewed, provided that payment is made by German persons or companies on securities, coupons and dividend warrants, which have been stamped in Czechoslovakia, in conformity with the Ordinance of March 12, 1919 (No. 126 Collection of Laws and Ordinances), regarding the registration and marking of scrip, to Czechoslovak nationals or persons who have on March 12, 1919 been resident for more than one year in the Czechoslovak Republic upon the same terms as to German nationals.

Annexe au § 3 de l'Annexe E.

(Dispositions financières)

Modèle.

A la Direction des Finances

à

Afin de pouvoir toucher la contrevaletur des coupons et le capital remboursable des titres désignés ci-contre

Afin de pouvoir obtenir les nouvelles feuilles de coupons afférentes aux titres désignées ci-contre,

Je déclare sous serment :

1. — a) Mon domicile se trouve actuellement en dehors du territoire de la République tchécoslovaque, à et se trouvait, à la date du 12 mars 1919, en dehors du territoire de cette République, Pendant la période du 12 mars 1918 au 12 mars 1919, je n'ai pas eu ma résidence (habituelle) sur le territoire tchécoslovaque, et je ne possédais pas, à cette époque, et ne possède pas actuellement, la nationalité tchécoslovaque.

J'étais à cette époque et suis actuellement ressortissant

1. — b) La représentée par les soussignés, avait, au 12 mars 1919 et pendant la période du 12 mars 1918 au 12 mars 1919, son siège en dehors du territoire de l'Etat tchécoslovaque.

Elle n'avait, pendant la période indiquée, aucune succursale sur le territoire de la République tchécoslovaque. Elle était, et elle est, une société constituée conformément au droit allemand et ayant son siège à

2. — Les valeurs mobilière désignées au dos de cette déclaration, ainsi que les souches et les coupons, se trouvaient, à la date du 12 mars 1919, en dehors du territoire de la République tchécoslovaque, à et ne se sont jamais trouvés depuis ce moment sur le territoire de cette République.

3. — J'ai (la représentée par moi a) acquis les valeurs mobilières désignées au dos de cette déclaration en par achat, donation, succession. Elles sont ma propriété (la propriété de la que je représente).

4. — Le dépôt des valeurs mobilières, des coupons, des souches, en vue du remboursement des titres, du paiement des coupons ou de l'échange des souches n'a lieu ni indirectement ni directement pour le compte d'une personne qui était obligée de déclarer ces titres, leurs talons et leurs coupons, et de les faire timbrer conformément à l'arrêté de la République tchécoslovaque du 12 mars 1919, N° 126, S. d. G. u. V. sur le recensement et le timbrage des titres ; il a lieu exclusivement pour mon propre compte (pour le compte de la que je représente).

Le 1921.

Signature :

Observations. — Cette formule devra être remplie non seulement par les personnes physiques, mais également, suivant le cas, par les sociétés commerciales, les sociétés en commandite, les groupements ayant la personnalité juridique, les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée, les associations, les sociétés enregistrées, les corporations de droit public. Biffer la mention inutile.

Si des déclarations valables pour le compte d'une société commerciale, d'un groupement jouissant de la personnalité juridique ou d'une corporation, ne peuvent être faites que par plusieurs personnes en commun, les déclarations sous serment devront être données par elles en commun.

Annex to 3, of Annex E.

(Financial Clauses.)

Specimen.

To the Finance Office,

.....

Being desirous of receiving the equivalent of the coupons and redeemed stock in respect of the scrip specified overleaf or of new coupons in regard to the securities described overleaf.

I make the following formal declaration :

1. (a) I am now habitually domiciled at outside the territory of the Czechoslovak Republic and was on March 12, 1919, already habitually domiciled outside the territory of the Czechoslovak Republic, namely at I did not (or did not continuously) reside in Czechoslovak territory during the period from March 12, 1918 to March 12, 1919, and did not at any time and do not now possess Czechoslovak nationality.

I was formerly a national and am now anational.

1. (b) The represented by us had its registered offices outside Czechoslovak territory on March 12, 1919, and also during the period from March 12, 1918 to March 12, 1919.

It did not have a branch establishment in the territory of the Czechoslovak Republic in this period. It was and is a company incorporated under German Law with registered offices at ...

(2) The scrip specified in this declaration overleaf together with the talons and coupons were at outside the territory of the Czechoslovak Republic on March 12, 1919, and have not on any occasion since that date been sent into the territory of the Czechoslovak Republic.

(3) I (or the represented by me) acquired the scrip specified overleaf in (year) by purchase, gift, bequest or They are my property (or the property of the represented by me).

(4) This application for the redemption of scrip, the cashing of coupons or the issue of new coupons is not made either directly or indirectly on behalf of a person who was obliged to notify and transmit for stamping the scrip, together with the talons and coupons under the Ordinance of the Czechoslovak Republic of March 12, 1919 (No. 126, Collection of Laws and Ordinances), regarding the registration and marking of scrip, but solely and entirely on my own behalf (or on behalf of the represented by me).

Date 1921.

.....

Signature.

Note. This form is intended not only for individuals, but also for public trading companies, limited and unlimited liability companies (Kommanditgesellschaften), legal persons, joint stock companies, limited and unlimited joint stock companies (Kommanditgesellschaften auf Aktien), limited liability companies, syndicates, registered societies and associations incorporated under public law and should be filled in appropriately in each case. Passages which are not applicable should be crossed out. If in the case of a trading company, a legal person or association, declarations are only legally binding when made jointly by several persons, the latter must make a joint formal declaration.

Numéro	Désignation exacte et nature des titres	Série Lettre N°	Montant nominal	Taux	Echéance

ANNEXE F.

FACILITÉS ACCORDÉES AU PETIT TRAFIC DE FRONTIÈRE.

1. Si des entreprises agricoles ou d'autres propriétés se trouvent partagées par la frontière, le bétail et l'outillage servant à l'exploitation de ces propriétés, les semences nécessaires à l'ensemencement des champs, les produits de l'agriculture et de l'élevage obtenus dans ces propriétés pourront être transportés en franchise d'un territoire douanier à l'autre, aux points de passages naturels généralement utilisés à cet effet ou spécialement affectés à cet usage dans l'exploitation, pour être amenés du lieu de production aux bâtiments ou aux locaux destinés à leur conservation.

2. Les habitants de la zone frontière qui ont à effectuer des travaux agricoles de l'autre côté de la frontière, que ce soit sur des champs ou pâturages leur appartenant ou loués par eux, mais se trouvant dans le voisinage de leur domicile, pourront faire passer la frontière en franchise aux semences destinées à leurs champs, aux produits de leurs champs et aux gerbes de blé provenant de ces champs, ainsi qu'au bétail et à l'outillage nécessaires pour les travaux agricoles.

Le passage de la frontière pourra également avoir lieu par des chemins secondaires si les circonstances ou la nature des travaux à effectuer semblent l'exiger, à condition que les mesures qui seront prises en vue de prévenir la contrebande soient observées et que l'habitant de cette zone repasse la frontière le même jour.

3. Dans le petit trafic de frontière les objets suivants pourront passer la frontière en franchise par des chemins secondaires si les conditions locales semblent l'exiger et le permettre, et si les mesures de précautions prises en vue de prévenir la contrebande sont observées :

Cendres lavées (charré), scories, sable à mortier ordinaire, cailloux, engrais naturels, amadou brut, chanvre et lin en tiges, herbes, mousse, jonc, herbes fourragères, fannes, foin, paille, paille hachée, lait, émeri et tripoli en morceaux, argile et terre à potier ordinaire, bois à brûler, charbon, tourbe et terre de marais.

4. Le bétail qui est conduit au pâturage ou qui en revient, ainsi que le bétail exporté ou importé en vue d'être nourri à l'étable, peut passer la frontière en franchise, à condition que son identité soit assurée. Les produits de ce bétail, tels que le lait, le beurre, le fromage et la laine, ainsi que le jeune bétail, qui serait né entre temps, pourront être réimportés en franchise, en quantité proportionnée au nombre des têtes de bétail et au temps du pacage.

Dans la mesure où les conditions locales l'exigent, le passage de la frontière par les chemins secondaires peut être autorisé même lorsqu'il s'agit d'une période de pacage prolongée de l'autre côté de la frontière, à condition que les mesures de précautions locales qui seront édictées à cet effet soient observées.

L'exportation en franchise sera autorisée également pour les quantités de sel, de farine et de pain, dont les habitants de la région frontière pourront avoir besoin pendant la période de pacage dans la montagne, à condition que ces quantités soient destinées exclusivement à la consommation courante dans leurs pâturages de montagne se trouvant sur le territoire de l'autre partie.

Les quantités de sel, de farine et de pain qui pourront être exportées en franchise seront fixées par les deux administrations des douanes, en tenant compte des besoins de la région.

No. of item	Exact description of the securities according to type	Series Letter No.	Nominal value	Rate of interest	Interest due on

ANNEX F.

INCREASED TRAFFIC FACILITIES ON THE FRONTIER.

(1) Farm live stock and agricultural implements belonging to landed estates or properties which are intersected by the frontier line, seed for the cultivation of the fields, field produce and stock farming products derived from the same, may, when despatched from the place of production or origin to the buildings or premises in which it is intended to keep them, be taken free of duty from one Customs zone into the other by the natural approaches, as indicated by the agricultural use or purpose to which these articles are put.

(2) Residents on the frontier who have to cultivate their own or leased fields or meadows in the opposite frontier zone, or have to carry on any other agricultural labour there — but only in the neighbourhood of their domicile — shall enjoy exemption from duty for the seed for cultivating the abovementioned properties and the field produce and crops in sheaves derived therefrom and also for draught animals and agricultural implements intended for tillage.

If local circumstances or the kind of labour to be carried out appears to require it, the frontier may also be crossed on by-roads, subject to the observance of any control regulations which may be made for this case, provided that the return journey is made on the same day.

(3) Objects of a similar description may also be imported and exported between the respective frontier zones by by-roads, subject to the observance of the relative control regulations, provided that local conditions make this measure desirable and feasible: *e. g.* leached wood ashes, or cinders used as fertilizing, common sand for mortar and flints and pebbles, animal manure, raw tinder, flax and hemp with their roots, grass, moss, rushes, feeding herbs, forest litter, hay, straw and chaff, milk, broken emery and rottenstone (or Tripoli powder), common clay and common potters' earth, firewood, coal, peat and bog earth.

(4) Live stock driven to pasturages in the other frontier zone or returning therefrom, and live stock imported or exported to be stall-fed, may be taken over the frontier free of duty provided that they are duly identified. Further, produce derived from such live stock, *e. g.* milk, butter, cheese, wool, and young live stock reared meanwhile, may be re-exported free of duty in appropriate quantities, taking into account the number of heads of live stock and the duration of the grazing season.

In so far as local conditions require, the frontier may be crossed on by-roads subject to the observance of any local control regulations which may be taken for this case, provided that the grazing season in the opposite frontier zone is of a sufficiently long duration.

Salt, flour and bread taken by residents on the frontier during the mountain grazing season to their mountain pasturages situated in the opposite territory for the purposes of consumption when grazing their herds in the mountain pastures, shall likewise be free of duty.

The respective Customs administrations shall fix the quantities of salt, flour and bread which are to be exempted from customs duty in accordance with the requirements of the case.

5. Sous réserve de l'observation des mesures de contrôle résultant du régime de l'admission temporaire, seront admis en franchise :

Le bétail destiné à être employé temporairement à des travaux, les machines et outils agricoles destinés à être utilisés temporairement, ainsi que le bétail destiné à être pesé, à condition que ce bétail et ces machines soient réimportés.

6. Les habitants des régions frontière seront exempts du paiement des droits de douane lorsqu'ils transporteront des céréales, des graines oléagineuses, du chanvre, du lin, du bois, de l'écorce ou d'autres produits agricoles destinés à être moulus, pressés, coupés, triturés, etc., à condition que les produits ouvrés soient réimportés.

Des exceptions au régime douanier général pourront être admises lorsque des considérations spéciales et locales l'exigeront, à condition que d'autres mesures appropriées soient prises en vue d'empêcher la contrebande. La quantité de produits ouvrés qui pourra être ou qui devra être réimportée en remplacement des matières premières, sera fixée d'un commun accord par les deux administrations des douanes.

7. Tous les sacs et autres emballages servant au transport des produits agricoles, par exemple le blé et d'autres produits des champs, au transport du plâtre, de la chaux, des boissons et d'autres liquides, et en général de tous les articles pouvant faire l'objet du petit trafic de frontière, pourront être exportés en franchise à condition d'être réimportés par la même voie après avoir été vidés.

8. Les facilités établies pour le trafic entre les habitants des deux zones frontière s'appliquent aux objets devant servir à leur propre consommation, aux articles destinés à être réparés ou soumis à une transformation industrielle. On assimilera à ce point de vue, à une transformation industrielle, tout travail à domicile appliqué à ces objets en ce qui concerne les fils et les tissus, ainsi que leur teinture.

En cas d'exportation de draps en vue de la confection de vêtements, la franchise de douane s'appliquera également aux accessoires.

9. Les médicaments préparés délivrés aux habitants de la zone frontière, en petites quantités appropriées aux besoins, par les pharmacies voisines, contre ordonnance de médecins dûment autorisés à exercer, peuvent être importés sans autorisation spéciale et jouiront de la franchise douanière. De plus, la production des ordonnances ne sera pas requise pour les drogues simples servant à des usages médicaux, non plus que pour les produits pharmaceutiques et chimiques simples portant sur leur emballage extérieur une indication pharmaceutique précise et distincte, lorsque la vente au détail de ces produits est libre d'après les règlements en vigueur dans le territoire en question.

10. Les autres facilités, formalités et mesures de contrôle en usage pour le petit trafic de frontière seront maintenues.

11. Le lait caillé et le plâtre en provenance de la zone frontière allemande et destinés à être utilisés dans la zone frontière tchécoslovaque pourront être exportés en franchise en Tchécoslovaquie. Il en sera de même pour les oignons et l'ail, et autres produits d'horticulture de la région de Zittau, qui sont transportés, par voiture ou chemin de fer, dans la zone frontière tchécoslovaque.

Les aires provenant de la zone frontière tchécoslovaque, exportées, en vue de la consommation, dans la zone frontière allemande, seront admises en franchise en Allemagne.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve, en ce qui concerne son territoire, le droit de soumettre en pratique l'exercice de ces facilités à des conditions spéciales.

12. Les États s'engagent à établir une procédure spéciale en vue de faciliter l'octroi des permis d'exportation et d'importation pour le petit trafic de frontière.

(5) Live stock imported temporarily for draught purposes from one zone into the other and re-imported after work from the latter into the former, agricultural machines and implements imported from one frontier zone into the other for temporary use and re-exported again into the former after use, and cattle imported and re-exported to be fattened, shall be free of duty subject to the regulations for goods imported under Customs control (Vormerk).

(6) Residents on either side of the frontier shall be exempt from all Customs duties in regard to cereals, oil-seed, hemp, flax, wood, tanners' bark, and other similar agricultural commodities taken by them to mills in the opposite frontier zone, to be ground, crushed, bruised, cut up, sawn powdered, or treated in a similar manner and to be re-exported as finished articles.

Exemptions from the ordinary Customs regulations shall be granted in this case, also if any specially noteworthy local considerations so require, subject to the substitution of other regulations appropriate to the circumstances for the purpose of preventing the defrauding of the Customs. The appropriate quantities of such products which may be re-imported or must be re-exported in place of the raw materials shall be fixed as required in agreement by the respective Customs administrations.

(7) Both parties shall further grant exemption from Customs duties to all sacks and other packing cases and wrappings in which agricultural products, such as cereals and other field produce, gypsum, lime, beverages or liquids of other descriptions and other articles exchanged in trade between the frontier zones are taken into the adjacent zones and which are thence brought back empty by the same road.

(8) The existing facilities with regard to the exchange between inhabitants in either frontier zone as regards articles of personal use to be repaired or for technical treatment shall remain in force. This provision shall also apply to domestic service and shall hold good as regards yarn and textiles in process of being dyed. In addition to stuffs used for making up articles of clothing and transported under the terms relating to technical treatment, trimmings used for the same purpose shall also be free of Customs duty.

(9) Prepared medicines, fetched by residents on the frontier from pharmacies in the vicinity, on production of prescriptions by duly certified doctors, in small quantities corresponding to the actual requirements of the purchasers, may also be imported without a licence from the Government officials and cleared free of Customs duty. Further, a prescription will not be required in the case of simple drugs used for medicinal and simple pharmaceutical and chemical preparations which have an accurate and clear description on the wrapper, and which may be retailed under the regulations in force in the country in question.

(10) All other existing facilities, formalities and control regulations regarding frontier traffic shall remain in force.

(11) Curdled milk (in pots) and gypsum, produced in the German frontier zone and taken into the Czechoslovak frontier zone for consumption or use there, shall be admitted into Czechoslovakia free of duty. Onions and garlic and other garden produce from the vicinity of Zittau, transported into the Czechoslovak frontier zone by wheeled vehicles of all kinds, shall enjoy the same conditions.

Whortleberries gathered in the Czechoslovak frontier zone and transported into the German frontier zone for consumption there shall be admitted into Germany free of duty.

Either Contracting Party shall be free to make the granting of these concessions, in so far as they apply to its own territory, conditional upon the fulfilment of special provisions.

(12) Both countries undertake to issue instructions with regard to procedure for the delivery of export and import permits, with a view to facilitating the frontier traffic referred to above in a manner appropriate to the requirements.

ANNEXE G.

(Modèle.)

CARTE D'IDENTITÉ POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année 19..... (Cachet)..... N° de la carte

Valable pour la République tchécoslovaque et le Reich allemand.

Nom et prénoms du titulaire

Né à le (jour, mois, année).

Timbre.

(Autorité.)

(Signature.)

Nous certifions, par la présente, que le titulaire de cette carte possède une (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale) à sous la raison sociale qu'il est, en qualité de voyageur de commerce au service de la maison à, où cette maison possède une (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale).

Le titulaire ayant l'intention de recueillir des commandes et d'acheter des marchandises pour le compte de cette maison et de la (des) maison(s) désignée(s) ci-après (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale) à, nous certifions, en outre, que la (les) maison(s) ci-dessus désignée(s) est (sont) assujettie (s) dans ce pays au paiement des redevances légales attachées à l'exercice de son (leur) commerce ou de son (leur) industrie.

Signalement du titulaire.

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

(Signature) :

Note. — On laissera dans le formulaire l'espace nécessaire pour que, selon le cas, l'une ou l'autre des insertions puisse être faite.

N. B. Le titulaire de la présente carte est uniquement autorisé à prendre des commandes et à acheter des marchandises de place en place pour le compte de la (des) maison(s) de commerce ci-dessus désignée(s). Il peut être porteur d'échantillons, mais non de marchandises. Il est, en outre, tenu de se conformer aux règlements en vigueur dans chaque pays.

ANNEX G.

(Specimen.)

TRADING CERTIFICATE FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Year 19.....

No.

Valid in the Czechoslovak Republic and in Germany.

Bearer (Christian names and surname)

(Name of place) (Day, month, year)

(Seal)

(Authority)

(Signature)

It is hereby certified that the bearer possesses a (designation of factory or business) in trading in the name of (Firm) in the service of the firm of or is a commercial traveller in the service of the firm of in which possesses a (name of factory or business) in the same place.

It is further declared, since the bearer proposes to solicit custom and to make purchases on behalf of this firm and likewise of the following firm (s) (description of factory or business) in that the legally established taxes have to be paid in respect of the commercial activities of the aforementioned firm (s) in this country.

Description of Bearer :

Age :

General appearance :

Hair :

Special characteristics :.....

(Signature)

Note. Space must be left in the form for the insertion of either of the interlinear alternatives given in the specimen. Only the alternative applicable to the circumstances of the case should be inserted.

N.B. The bearer is only entitled to solicit custom and to make purchases as a commercial traveller and on behalf of the aforementioned firm (s). He may take with him samples of goods but no goods. Further, he must comply with the regulations in force in each State.

PROTOCOLE.

Au cours des discussions de la Convention économique signée ce jour, la délégation allemande et la délégation tchécoslovaque se sont mises d'accord sur les points suivants :

I.

EMPRUNTS DE GUERRE.

Les ressortissants allemands, qui avaient leur domicile en Tchécoslovaquie au moment de la souscription des emprunts de guerre et qui obtiendront la nationalité tchécoslovaque à la suite d'une demande faite dans un délai de six mois à dater de la ratification de la présente Convention, jouiront des mêmes droits que les ressortissants tchécoslovaques, en ce qui concerne les emprunts de guerre autrichiens auxquels ils ont souscrit.

Les mêmes dispositions s'appliqueront aux emprunts de guerre autrichiens souscrits par des sociétés allemandes, etc., qui avaient une succursale, une agence, une filiale, ou un autre bureau quelconque sur le territoire de la République tchécoslovaque au moment de la souscription des emprunts de guerre, à condition que ces sociétés aient souscrit spécialement pour leurs succursales et qu'elles aient été sur le même pied que les sociétés tchécoslovaques (nostrifiziert), au moment de la ratification de la présente Convention ou qu'elles le soient à la suite d'une demande adressée à l'autorité compétente, dans un délai de six mois à partir de la date indiquée ci-dessus.

Pendant le délai de prescription, les héritiers pourront exercer, dans les mêmes conditions, le droit reconnu au « de cuius » au 1^{er} alinéa.

Par analogie, les personnes ayant acquis des titres d'emprunts de guerre de sociétés dissoutes visées par le 2^e alinéa, jouiront, en ce qui concerne les emprunts de guerre, des mêmes droits que les ressortissants tchécoslovaques, à condition qu'elles obtiennent la nationalité tchécoslovaque dans le délai indiqué au 1^{er} alinéa.

Les mêmes dispositions s'appliqueront aux emprunts de guerre hongrois qui auraient été souscrits ou acquis dans les conditions indiquées ci-dessus.

II.

PAIEMENT DES COUPONS.

Lorsque les coupons des obligations des anciens chemins de fer privés qui sont situés exclusivement en territoire tchécoslovaque, et qui ont été repris par l'Etat, seront payés aux ressortissants tchécoslovaques, ou que d'autres engagements résultant de ces obligations seront remplis vis-à-vis des ressortissants tchécoslovaques, les créanciers allemands obtiendront le paiement dans les mêmes conditions.

PRAGUE, le 29 juin 1920.

(Signé) D^r V. SCHUSTER.

(Signé) VON STOCKHAMMERN.

PROTOCOL.

During the negotiations concerning the Economic Agreement signed to-day, the Czechoslovak and German Delegations reached agreement upon the following points.

I.

(WAR LOANS).

German nationals, who were resident in Czechoslovakia at the time of the flotation of the War Loans and who shall have been granted Czechoslovak nationality upon an application for naturalisation made within six months of the ratification of the present Agreement, shall enjoy the same rights in regard to the treatment of Austrian War Loans subscribed to by them, as are accorded to Czechoslovak nationals.

The same condition shall apply in the case of Austrian War Loans, subscriptions to which were made on behalf of German companies and similar bodies which had an establishment, branch establishment, affiliated company or other business branch offices in the territory of the Czechoslovak Republic at the time of flotation, provided that these companies, etc. have been admitted to equal rights with Czechoslovak companies (nostrifiziert) at the time of the ratification of the present Agreement, or are admitted to equal rights upon application made to the competent authorities within six months of the aforesaid date.

Persons inheriting War Loan bonds shall until the date of maturity enjoy all rights which were possessed by the testator in conformity with Paragraph 1 on the same terms as the testator. Similarly persons who have acquired War Loan Bonds from companies of the kind specified in Paragraph 2, which have been wound up, shall be entitled, within the period mentioned in Paragraph 1 and subject to the conditions applying to the acquisition of Czechoslovak nationality referred to therein, to the same rights as Czechoslovak nationals in regard to War Loans.

The foregoing declaration shall include Hungarian War Loan bonds subscribed to and acquired under the same conditions.

II.

(CASHING OF COUPONS).

German creditors shall receive payment in respect of coupons and other liabilities in regard to bonds issued by private railways which are situated exclusively on Czechoslovak soil and which have been nationalised, on the same terms as Czechoslovak nationals.

PRAGUE, *June 29, 1920.*

(Signed) DR. V. SCHUSTER.

(Signed) VON STOCKHAMMERN.

N° 431.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention sur l'application de l'article 297 du Traité de Versailles, signée à Prague le 29 juin 1920.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the application of Article 297 of the Treaty of Versailles, signed at Prague, June 29, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 431. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER CECOSLOVAKISCHEN REGIERUNG UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG ÜBER DIE ANWENDUNG DES ARTIKELS 297 DES FRIEDENSVERTRAGES VON VERSAILLES, GEZEICHNET IN PRAG, DEN 29. JUNI 1920.

Textes officiels allemand et tchèque communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève et par le représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 1^{er} juin 1923.

Artikel 1.

1. Die Cechoslovakische Regierung wird von dem Rechte, deutsche Güter, Rechte und Interessen zurückzubehalten und zu liquidieren, nur insoweit Gebrauch machen, als das allgemeinerwirtschaftliche und soziale Staatsinteresse den Uebergang deutscher Güter, Rechte und Interessen in die eigene Einflussphäre erheischt. Unter diesen Gesichtspunkt fallen diejenigen Wirtschaftszweige, bei denen eine gesteigerte staatliche Ingerenz in Aussicht steht, oder welche Gegenstand besonderer sozialer oder wirtschaftlicher Reformen bilden sollen, als Eisenbahnen, Berg- und Hüttenwerke, sowie Heilbadunternehmungen.

2. Die Cechoslovakische Regierung wird der Deutschen Regierung mit tunlichster Beschleunigung, spätestens binnen einem Monat nach der Ratifizierung dieses Abkommens, eine Liste derjenigen Aktiengesellschaften, Kommanditgesellschaften auf Aktien, Gesellschaften mit beschränkter Haftung und Gewerkschaften übermitteln, die im Gebiet der Cechoslovakischen Republik Eisenbahnen, Berg- und Hüttenwerke und Heilbadunternehmungen betreiben, mit Ausnahme solcher Gesellschaften, die im Deutschen Reich ihren Sitz haben.

3. Die Deutsche Regierung wird der Cechoslovakischen Regierung binnen drei Monaten nach Empfang der vorstehend bezeichneten Liste je ein Verzeichnis übermitteln :

- a) der Aktien und sonstigen Anteile deutscher Reichsangehöriger an Aktiengesellschaften, Kommanditgesellschaften auf Aktien, Gesellschaften mit beschränkter Haftung und Gewerkschaften, die im Gebiet der Cechoslovakischen Republik Eisenbahnen, Berg- und Hüttenwerke und Heilbadunternehmungen betreiben ;
- b) der Eisenbahnen, Berg- und Hüttenwerke und Heilbadunternehmungen, die von physischen Personen und von sonstigen Gesellschaften deutscher Reichsangehörigkeit im Gebiet der Cechoslovakischen Republik betrieben werden.

4. Die Cechoslovakische Regierung wird der Deutschen Regierung binnen vier Monaten nach Empfang der im Absatz 3 erwähnten Verzeichnisse diejenigen Fälle bekannt geben, in denen sie von dem Liquidationsrechte Gebrauch machen will, und wird die Vermittlung der Deutschen Regierung zu dem Zwecke in Anspruch nehmen, um mit den deutschen Interessenten zu einer gütlichen Einigung über den Kaufpreis oder den Betrag der Entschädigung zu gelangen.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 12 septembre 1922.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 431. — ÚMLUVA¹ MEZI VLÁDOU ČEKOSLOVENSKOU A VLÁDOU NĚMECKOU O PROVÁDĚNÍ ČLÁNKU 297. MÍROVÉ SMLOUVY VERSAILLSKÉ, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 29. ČERVNA 1920.

German and Czech official texts communicated by the German Consul at Geneva, and by the Permanent Representative of Czechoslovakia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 1, 1923.

Článek 1.

1. Československá vláda použije práva zadržeti a likvidovati německý majetek, německá práva a zájmová účastenství jen potud, pokud všeobecně-hospodářský a sociální zájem státu vyžaduje, aby německý majetek, německá práva a zájmová účastenství přešla do oblasti jejího vlivu. Pod toto hledisko spadají ona hospodářská odvětví, při nichž se pomýšlí na zvýšení státní ingerence nebo jež mají tvořiti předmět zvláštních sociálních nebo hospodářských reforem jako železnice, doly a hutě, jakož i léčebné lázně.

2. Československá vláda zašle německé vládě s nejřetším urychlením, nejpozději do jednoho měsíce po ratifikaci svrchu zmíněné úmluvy, seznam akciových společností, komanditních společností na akcie, společností s ručením omezeným a těžarstev jež na území Československé republiky provozují železnice, doly a hutě a léčebné lázně, vyjmajíc takové společnosti, jež mají sídlo v Německé říši.

3. Německá vláda zašle československé vládě do tří měsíců po tom, co obdrží tento seznam, seznamy :

- a) akcií a jinakých podílů německých státních příslušníků na akciových společnostech komanditních, společnostech na akcie, společnostech na akcie společnostech s ručením omezeným a těžarstvech, jež provozují v území Československé republiky železnice, doly, hutě a léčebné lázně.
- b) železnic, dolů, hutí a léčebných lázní, jež se provozují na území Československé republiky osobami fyzickými nebo jinakými společnostmi německými.

4. Československá vláda zašle německé vládě do čtyř měsíců po tom, kdy obdrží seznamy zmíněné v odstavci 3., ony případy, ve kterých chce použiti práva likvidačního, a požádá německou vládu za sprostředkování k tomu cíli, aby byla sjednána s německými zájemníky po dobrém dohoda o kupní ceně či výši odškodnění.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague September 12, 1922.

5. Führen die Verhandlungen mit den deutschen Beteiligten nicht zu einer Einigung über die Höhe des Kaufpreises oder der Entschädigung, so werden die beiden Regierungen in gemeinsamen, auf Verlangen eines Teiles mündlichen Verhandlungen den Kaufpreis oder die Entschädigung nach objektiven Gesichtspunkten festsetzen.

6. Unterwerfen sich die Beteiligten dieser Festsetzung nicht oder gelangen die Regierungen nicht zur vollen Einigung, so ist die Entscheidung des im Friedensvertrage von Versailles vorgesehenen gemischten Schiedsgerichtshofes unter Vorlegung der gesamten Unterlagen, insbesondere über die zwischen den beiden Regierungen gepflogenen Verhandlungen anzurufen.

7. Personen, Gesellschaften oder Gewerkschaften, deren Unternehmungen gemäss Art. 1 dieser Vereinbarung zurückbehalten oder liquidiert werden, sollen, sofern sie ihren Wohnsitz oder Sitz ausserhalb der Cechoslovakischen Republik haben oder nehmen, bei der etwaigen Ueberführung des Kaufpreises oder der Entschädigung, sowie ihres sonstigen von der Liquidation oder Zurückbehaltung nicht erfassten beweglichen Vermögens in das Ausland weder durch Ausfuhrverbote noch durch sonstige gesetzliche oder Verwaltungsmassnahmen der Cechoslovakischen Republik beschränkt werden. Sie werden insbesondere keine Ausfuhrabgaben irgend welcher Art zu zahlen haben. Dasselbe gilt für diejenigen Personen, welche infolge einer solchen Liquidierung oder Zurückbehaltung veranlasst sind, ihren Wohnsitz ausserhalb des Gebietes der Cechoslovakischen Republik zu nehmen.

8. Die beiden Teile behalten sich vor, über die steuerliche Behandlung solcher Personen, Gesellschaften oder Gewerkschaften besondere Vereinbarungen zu treffen. Bis zum Abschluss dieser Vereinbarungen wird durch die in Absatz 7 getroffene Regelung die steuerliche Behandlung der in Betracht kommenden Personen und Vermögenswerte nicht berührt.

Artikel 2.

1. Die Cechoslovakische Regierung wird von der Zurückbehaltung und Liquidation der unter Artikel 1 fallenden deutschen Güter, Rechte und Interessen, soweit sie innerhalb der im Artikel 1, Absatz 4, angegebenen Frist der Deutschen Regierung nicht bezeichnet worden sind, sowie von der Zurückbehaltung und Liquidation der übrigen deutschen Güter, Rechte und Interessen absehen.

2. Die Cechoslovakische Regierung behält sich vor, die Befreiung von der Zurückbehaltung und Liquidation im Einzelfalle, namentlich bei für die Volkswirtschaft besonders wichtigen Industrieunternehmungen von der Bedingung abhängig zu machen, dass in der Verwaltung dieser Unternehmungen einheimische Interessen in entsprechender Weise gewahrt werden. Hierbei wird die Cechoslovakische Regierung sich nur von Beweggründen leiten lassen, die sich zwecks Wahrung allgemeiner wirtschaftlicher Gesichtspunkte als notwendig erweisen, und den Standpunkten des anderen Teiles im Geiste vollkommener Billigkeit berücksichtigen.

3. Insoweit bei diesen Massnahmen die Vertretung in den leitenden Organen und die Kapitalbeteiligung in Frage kommen, werden keine höheren Anforderungen gestellt werden, als dem Verhältnis des im Gebiet der Cechoslovakischen Republik befindlichen Betriebes zum Gesamtbetrieb des betreffenden Unternehmens entspricht. Die Beteiligten werden in allen Fällen gehört werden. Kommt es zu keiner Einigung, so wird der Deutschen Regierung Gelegenheit gegeben werden, im Einvernehmen mit der Cechoslovakischen Regierung auf einen Ausgleich hinzuwirken.

4. Die Deutsche Regierung wird der Cechoslovakischen Regierung binnen der unter Artikel 1, Absatz 4, angegebenen Frist ein Verzeichnis derjenigen Betriebe übermitteln, welche von deutschen Aktiengesellschaften, Kommanditgesellschaften auf Aktien und Gesellschaften mit beschränkter Haftung auf dem Gebiet der Cechoslovakischen Republik unterhalten werden.

Artikel 3.

Die dem Wiedergutmachungsausschuss im Friedensvertrag von Versailles vorbehaltenen Rechte werden durch diese Vereinbarungen nicht berührt.

5. Nepovede-li jednání s německými zájemníky k dohodě o výši kupní ceny či částky odškodnění, určí obě vlády na žádost jedné strany kupní cenu anebo odškodnění dle objektivních hledisek ve společném ústním jednání.

6. Nepodorobí-li se zúčastněné strany tomuto určení, nebo nedojdou-li obě vlády k plné dohodě, bude vyžádáno rozhodnutí smíšeného rozhodčího soudu, zmíněného ve versailleské mírové smlouvě, jemuž budou předloženy všechny potřebné podklady, zejména o jednání mezi oběma vládami.

7. Osoby, společnosti nebo těžarstva, jejichž podniky podle článku 1. této dohody budou zadrženy nebo likvidovány, nebudou, pokud mají bydliště anebo sídlo mimo území Československé republiky nebo je mimo území Československé republiky přenesou, ani vývozními zákazy ani jinými zákonnými nebo správními opatřeními Československé republiky omežovány, jestliže budou snad chtít přenést kupní cenu nebo odškodnění, jakož i svůj jinaký, likvidací nebo zadržením nepostižený movitý majetek do ciziny. Nebudou zejména platiti vývozních dávek jakéhokoliv druhu. Totéž platí i o osobách, jež následkem takovéto likvidace nebo zadržení přenešou své bydliště mimo území Československé republiky.

8. Obě strany si vyhrazují učiniti zvláštní úmluvy o tom, jak bude s takovými osobami, společnostmi nebo těžarstvy nakládáno v ohledu daňovém. Až do uzavření těchto úmluv ustanovení v odstavci 7. nebudou na újmu zdaňování dotyčných osob a majetkových hodnot.

Článek 2.

1. Vláda československá nepřikročí k likvidaci a zadržení německého majetku, německých práv a zájmových účastenství, spadajících pod článek 1., pokud tento majetek, práva a zájmová účastenství nebudou ve lhůtě v článku 1. odst. IV. uvedené německé vládě označena, jakož i k zadržení a likvidaci ostatního německého majetku, německých práv a zájmových účastenství.

2. Československá vláda si však vyhrazuje učiniti v jednotlivých případech, zejména při průmyslových podnicích, které jsou pro národní hospodářství obzvláště důležité, osvobození od zadržení a likvidace závislým na podmínce, že domácí zájmy budou ve správě těchto podniků přiměřeně uplatněny. Při tom bude československá vláda jediné vedena pohnutkami, které se objeví nutnými k ochraně všeobecně hospodářských zájmů a vezme na stanovisko druhé strany zřetel v duchu dokonalé slušnosti.

3. Pokud se bude při těchto opatřeních jednati o zastoupení ve vedoucích orgánech a o kapitálové účastenství, nebude žádáno více, než co odpovídá poměru mezi provozem, jenž se nachází na území Československé republiky a celkovým provozem dotyčného závodu. Účastníci budou ve všech případech slyšeni. Nedojde-li k dohodě, bude poskytnuta německé vládě příležitost, aby se v dohodě s vládou československou přičinila o vyrovnání.

4. Německá vláda zašle československé vládě ve lhůtě, uvedené ve článku 1. odstavec IV., seznam oněch podniků, které se provozují na území Československé republiky německými společnostmi akciovými, komanditními společnostmi na akcie a společnostmi s ručením omezeným.

Článek 3.

Tato ujednání nedotýkají se práv vyhrazených reparační komisi v mírové smlouvě versailleské.

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll nach Genehmigung durch die Regierung und die gesetzgebenden Körperschaften ratifiziert und Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Prag ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt nur gemeinsam mit dem im Laufe dieser Verhandlungen vereinbarten Staatsangehörigkeitsvertrag, sowie dem in gleicher Weise vereinbarten Wirtschaftsabkommen in Kraft.

So geschehen in Prag am 29. Juni tausendneunhundertzwanzig.

ZD. FIERLINGER, m. p.
VON STOCKHAMMERN, m. p.

Článek 4.

Tato úmluva bude, jakmile dojde schválení vlády a zákonodárných sborů, ratifikována a ratifikační listiny vyměněny co nejdříve v Praze.

Úmluva vstoupí v platnost jen společně se smlouvou o státní příslušnosti a s hospodářskou úmluvou, jež byly za těchto vyjednávání ujednány.

Stalo se v Praze, dne 29. června roku tisícího devítistého dvacátého.

ZD. FIERLINGER, v. r.
VON STOCKHAMMERN, v. r.

Copie certifiée conforme.
Prague, le 12 mai 1923.

(Signature illisible.)
*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères a. i.*

¹ TRADUCTION.

No. 431. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 297 DU TRAITÉ DE VERSAILLES, SIGNÉE A PRAGUE LE 29 JUIN 1920.

Article 1.

1. — Le Gouvernement tchécoslovaque n'exercera son droit de rétention et de liquidation des biens, droits et intérêts allemands, que dans la mesure où les intérêts économiques et sociaux de l'Etat exigeront le transfert des biens, droits et intérêts allemands dans sa sphère d'influence propre. Par cette disposition sont visées les branches de l'économie nationale, qui feront probablement l'objet d'une intervention croissante de l'Etat, ou de réformes sociales ou économiques, tels que les chemins de fer, les entreprises minières et métallurgiques et les établissements exploitant des sources d'eaux thermales et minérales.

2. — Le Gouvernement tchécoslovaque remettra au Gouvernement allemand, aussitôt que possible, au plus tard un mois après la ratification de la présente Convention, une liste des sociétés par actions, sociétés en commandite par actions, sociétés à responsabilité limitée, et compagnies minières, qui exploitent, sur le territoire de la République tchécoslovaque, des chemins de fer, des entreprises minières et métallurgiques et des sources d'eaux thermales et minérales ; seront exclues, toutefois, les sociétés ayant leur siège social en Allemagne.

3. — Dans les trois mois à partir du jour de réception de la liste dont il est parlé ci-dessus, le Gouvernement allemand remettra au Gouvernement tchécoslovaque, des relevés comprenant :

- a) les actions et autres parts d'intérêts appartenant à des ressortissants allemands, de sociétés par actions, de sociétés en commandite par actions, de sociétés à responsabilité limitée et de compagnies minières, qui exploitent sur le territoire de la République tchécoslovaque, des chemins de fer, des entreprises minières et métallurgiques et des sources d'eaux thermales et minérales.
- b) les chemins de fer, entreprises minières et métallurgiques et sources d'eaux thermales et minérales exploités sur le territoire de la République tchécoslovaque par des personnes physiques ou des sociétés de nationalité allemande.

4. — Dans un délai de quatre mois, à partir du jour de réception des relevés mentionnés au chiffre III, le Gouvernement tchécoslovaque notifiera au Gouvernement allemand tous les cas pour lesquels il compte exercer son droit de liquidation, et il entrera en négociations, par l'entremise du Gouvernement allemand, avec les intéressés allemands, en vue de conclure un arrangement amiable au sujet du prix d'achat ou du montant de l'indemnité.

5. — Dans le cas où les négociations avec les intéressés allemands ne devraient pas aboutir à une entente au sujet du montant du prix d'achat ou de l'indemnité, les deux Gouvernements fixeront le prix d'achat ou l'indemnité, selon des considérations objectives, par des négociations qui, à la demande d'une des parties, pourront être verbales.

6. — Si les intéressés n'acceptent pas cette fixation, ou si les deux Gouvernements n'arrivent pas à une entente, le différend sera soumis à la décision du Tribunal arbitral mixte, institué par le Traité de paix de Versailles. Les deux Gouvernements soumettront au Tribunal arbitral mixte les dossiers complets et spécialement les comptes rendus des négociations précédentes.

7. — Les personnes, sociétés ou compagnies minières, dont les entreprises feront l'objet de mesures de rétention ou de liquidation, conformément au chiffre 1, à condition qu'elles aient

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 431. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT REGARDING THE APPLICATION OF ARTICLE 297 OF THE TREATY OF VERSAILLES, SIGNED AT PRAGUE JUNE 29, 1920.

Article I.

1. — The Czechoslovak Government shall only make use of the right to retain and liquidate German property, rights and interests in so far as the general economic and social interests of the State require the transfer of German property, rights and interests to its own sphere of jurisdiction. This shall apply to industrial undertakings, such as railways, mining and metal works and hydro-pathic establishments, in respect of which it is proposed that the State should assure a larger measure of control or which are to be made the subject of special social or economic reforms.

2. — The Czechoslovak Government shall, as soon as possible, at the latest within one month of the ratification of this Agreement, forward to the German Government a list of all joint-stock companies, limited liability joint-stock companies (Kommanditgesellschaften auf Aktien), limited liability companies and firms (Gewerkschaften) which direct or conduct railways, mining and metal works and hydropathic establishments in the territory of the Czechoslovak Republic, with the exception of companies having their registered offices in Germany.

3. — Within three months of receiving the above-mentioned list the German Government shall forward to the Czechoslovak Government two registers containing respectively the following particulars :

- (a) The shares and other interests held by German nationals in joint-stock companies, limited liability joint-stock companies (Kommanditgesellschaften auf Aktien), limited liability companies and firms which direct or conduct railways, mining and metal works and hydropathic establishments in the territory of the Czechoslovak Republic ;
- (b) Railways, mining and metal works and hydropathic establishments which are directed or conducted by individuals or legal persons of German nationality in the territory of the Czechoslovak Republic.

4. — Within four months of receiving the registers mentioned in paragraph 3, the Czechoslovak Government shall notify the German Government of the cases in which it intends to make use of the right of liquidation, and shall request the good offices of the German Government with a view to reaching a friendly agreement with the German nationals concerned regarding the purchase price or the amount of compensation.

5. — Should the negotiations with the German nationals concerned fail to result in an agreement upon the purchase price or the amount of compensation, the two Governments shall jointly and impartially fix the purchase price or compensation by means of oral negotiations if so desired by either party.

6. — Should the persons concerned refuse to accept such ruling or should the Governments fail to come to a complete agreement, recourse shall be had to the decision of the Mixed Arbitral Tribunal provided for in the Treaty of Versailles ; all relevant documents shall be submitted to this Tribunal, including a report on the negotiations between the two Governments.

7. — Persons, companies or firms whose undertakings are retained or liquidated under Article I of the present Agreement and who possess or acquire a domicile or registered office

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ou qu'elles établissent leur domicile ou leur siège social en dehors de la République tchécoslovaque, ne seront soumises, pour le transfert éventuel à l'étranger du prix d'achat ou de l'indemnité, ainsi que de la partie de leur fortune mobilière non liquidée ou non retenue, à aucune restriction, résultant soit de prohibitions d'exportation, soit d'autres mesures légales ou administratives en vigueur dans la République tchécoslovaque. Elles n'auront, en particulier, à payer aucun droit d'exportation quel qu'il soit. Les mêmes dispositions s'appliqueront aux personnes qui seraient obligées, par suite d'une liquidation ou d'une rétention, d'établir leur domicile en dehors du territoire de la République tchécoslovaque.

8. — Les deux Parties contractantes se réservent le droit de conclure un arrangement spécial au sujet du régime fiscal applicable à ces personnes, sociétés ou compagnies minières. Jusqu'à la conclusion de cet arrangement le régime fiscal, applicable à ces personnes et à leurs biens, ne sera pas modifié par les dispositions du chiffre VII.

Article 2.

1. — Le Gouvernement tchécoslovaque renoncera à la rétention et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, visés par l'article 1^{er}, ainsi qu'à la rétention et à la liquidation de tous les autres biens, droits et intérêts allemands, qui n'auraient pas été notifiés au Gouvernement allemand dans le délai indiqué au chiffre IV de l'article 1^{er}.

2. — Le Gouvernement tchécoslovaque, dans certains cas isolés, et spécialement en ce qui concerne les entreprises industrielles présentant une importance particulière pour l'économie nationale, se réserve le droit de faire dépendre la renonciation à son droit de rétention et de liquidation, de la condition que les intérêts tchécoslovaques, dans l'administration de ces entreprises, soient sauvegardés par des mesures appropriées. Le Gouvernement tchécoslovaque ne s'inspirera, à cet effet, que de motifs dictés par la nécessité de sauvegarder les intérêts économiques généraux et tiendra compte, dans un esprit de parfaite équité, du point de vue de l'autre partie.

3. — En tant que ces mesures concernent la représentation dans les organes directeurs et la participation au capital, le Gouvernement tchécoslovaque ne formulera aucune demande supérieure au rapport qui existe entre la partie de l'entreprise située sur le territoire tchécoslovaque, et la totalité de cette entreprise. Dans tous les cas, les intéressés seront entendus. Si l'entente ne devait pas se réaliser, la possibilité sera ménagée au Gouvernement allemand d'essayer de concilier les différents points de vue, d'accord avec le Gouvernement tchécoslovaque.

4. — Le Gouvernement allemand remettra au Gouvernement tchécoslovaque, dans le délai indiqué au chiffre 4 de l'article 1^{er}, une liste des entreprises situées sur le territoire de la République tchécoslovaque et appartenant à des sociétés par actions, des sociétés en commandite par actions et des sociétés à responsabilité limitée, allemandes.

Article 3.

Les droits réservés à la Commission des réparations par le Traité de paix de Versailles, ne seront pas modifiés par la présente Convention.

Article 4.

La présente Convention, après avoir été soumise à l'approbation des Gouvernements et des Assemblées législatives, sera ratifiée et les instruments de ratifications seront échangés aussitôt que possible à Prague.

La présente Convention n'entrera en vigueur que conjointement avec le Traité sur la détermination de la nationalité et la Convention économique conclus au cours des négociations actuelles.

Fait à Prague, le 29 juin 1920.

ZD. FIERLINGER M. P.
VON STOCKHAMMERN M. P.

outside the Czechoslovak Republic shall not be subject to any restrictions either on account of export prohibitions or other statutory or administrative measures taken by the Czechoslovak Republic as regards the transfer abroad of the purchase price or compensation received by them or of any other movable property not seized for liquidation or retention. More particularly, they shall not be required to pay export duties of any kind whatsoever. The same shall apply to persons who are obliged, as a result of any such liquidation or retention, to acquire a domicile outside the territory of the Czechoslovak Republic.

8. — The Contracting Parties shall be free to come to special agreements concerning the taxation of such persons, companies or syndicates. Pending the conclusion of these agreements, the method of taxing the persons and property in question shall not be affected by the provision contained in paragraph VII.

Article 2.

(1) The Czechoslovak Government shall relinquish its right to retain or liquidate German property, rights or interests referred to in Article 1 which have not been notified to the German Government within the period mentioned in Article 1, paragraph IV, and any remaining German property, rights or interests.

(2) The Czechoslovak Government shall be free to make the grant of exemption from retention or liquidation in individual cases, in particular, industrial undertakings of special importance to national economic interests, dependent upon suitable measures being taken for safeguarding Czechoslovak interests in the administration of these undertakings. In this connection the action of the Czechoslovak Government shall be dictated solely by the necessity of safeguarding general economic interests, and shall give full consideration to the point of view of the other Contracting Party.

(3) In so far as these measures affect the questions of representation on the directing bodies or of the holding of shares, any claims made in this respect shall in no case exceed the proportion of the business carried on in the territory of the Czechoslovak Republic to the aggregate business of the undertaking in question. A hearing shall be granted to the interested parties in all cases. Failing agreement, the German Government shall be given an opportunity to negotiate with the Czechoslovak Government with a view to a settlement.

(4) The German Government shall forward to the Czechoslovak Government within the period mentioned in Article 1, paragraph IV, a register of all businesses which are carried on by German joint-stock companies, limited and unlimited liability joint-stock companies (*Kommanditgesellschaften auf Aktien*) and limited liability companies in the territory of the Czechoslovak Republic.

Article 3.

The rights reserved to the Reparation Commission under the Treaty of Versailles shall not be affected by these arrangements.

Article 4.

After approval by the Government and the legislative bodies this Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague.

The Agreement shall only come into force concurrently with the Treaty on Nationality which was drawn up during these negotiations and with the Economic Agreement which was agreed upon in like manner.

Done at Prague on June 29, 1920.

ZD. FIERLINGER.
VON STOCKHAMMERN.

N° 432.

**GRANDE-BRETAGNE
ET COSTA-RICA**

Convention en vue de soumettre à l'arbitrage certaines revendications formulées contre le Gouvernement de Costa-Rica, signée à San José de Costa-Rica le 12 janvier 1922.

**GREAT BRITAIN
AND COSTA RICA**

Convention for the submission to arbitration of certain claims against the Government of Costa Rica, signed at San José de Costa Rica, January 12, 1922.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 432. — CONVENTION¹ BETWEEN THE BRITISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF COSTA RICA FOR THE SUBMISSION TO ARBITRATION OF CERTAIN CLAIMS AGAINST THE GOVERNMENT OF COSTA RICA, SIGNED AT SAN JOSÉ DE COSTA RICA, JANUARY 12, 1922.

No 432. — CONVENIO¹ ENTRE EL GOBIERNO BRITANICO Y EL GOBIERNO DE COSTA RICA PARA SOMETER A ARBITRAGE CIERTAS RECLAMACIONES FORMULADAS CONTRA EL GOBIERNO DE COSTA RICA FIRMADO EN SAN JOSÉ DE COSTA RICA EL 12 DE ENERO DE 1922.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 8 juin 1923.

Official English and Spanish texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place June 8, 1923.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; AND

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA ;

Whereas there has arisen between their respective Governments a difference as to the application of Law No. 41 of August 21, 1920, to two cases in which British Corporations are interested, to wit: to the concession granted by the Aguilar-Amory Contract of the 25th June, 1918, of which the "Central Costa Rica Petroleum Company" is owner, and the delivery to the Royal Bank of Canada of 998,000 colones in notes of 1,000 colones each in payment of a cheque drawn by the Tinoco Administration against the International Bank of Costa Rica, which cheque was deposited in the Government's account with the said Royal Bank ; and

SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA É IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ULTRAMARES, EMPERADOR DE LAS INDIAS, Y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA :

Por cuanto entre sus respectivos Gobiernos se ha suscitado una diferencia, con motivo de la aplicación a dos casos en que se hallen interesadas corporaciones británicas, de la ley número 41 de 21 de agosto de 1920, a saber: a la concesión que otorgó el contrato Aguilar-Amory de 25 de junio de 1918, de la cual es dueña la «Central Costa Rica Petroleum Company,» y a la entrega de 998.000 colones en billetes de 1,000 colones hecha a «The Royal Bank of Canada» en pago de un cheque girado por la administración de Tinoco a cargo del Banco Internacional de Costa Rica, el cual cheque fue depositado en la cuenta del Gobierno con el mencionado Royal Bank ; y

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 7 mars 1923.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, March 7, 1923.

Whereas the claims and contentions of the two Governments in regard to these points have been set forth, on the part of His Britannic Majesty's Government, in the Notes which His Britannic Majesty's Minister addressed to the Costa Rican Ministry for Foreign Affairs on the 13th July and the 8th November, 1921, and in antecedent correspondence; and, on the part of the Costa Rican Government, in their Notes in reply relative to the present diplomatic controversy and especially in the Congressional Resolution of the 13th December, of that same year; and

Whereas both Governments are actuated by a lively desire to reach, within that spirit of cordial friendship which has always inspired their relations, a speedy and just settlement of the pending question; and as the medium of arbitration, indicated by His Britannic Majesty's Government, has been accepted by the Government of Costa Rica, after previous consultation with the Constitutional Congress;

Have therefore determined to conclude a Treaty of Arbitration, and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries, that is to say:

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA:

Andrew Percy BENNETT, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in the Republic of Costa Rica; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA:

Señor Licenciado Alejandro ALVARADO QUIRÓS, Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article 1.

A single Arbitrator, appointed by mutual agreement, taking into consideration existing Agreements, the principles of Public and

Por cuanto las pretensiones y alegaciones de los dos Gobiernos en relación con estos puntos han sido planteadas, por parte del Gobierno de Su Majestad Británica, en las notas que el Ministro Británico dirigió a la Secretaría de Relaciones Exteriores de Costa Rica los días 13 de julio y 8 de noviembre de 1921, y sus antecedentes; y por parte del Gobierno de Costa Rica, en las notas de contestación relativas a la presente controversia diplomática y especialmente en el acuerdo dictado por el Congreso Constitucional, el día 13 de diciembre del mismo año; y

Por cuanto ambos Gobiernos desean vivamente llegar, dentro del espíritu de cordial amistad que ha inspirado siempre sus relaciones, a una solución pronta y justiciera de la cuestión pendiente; y el medio del arbitramento, indicado por el Gobierno de Su Majestad Británica, ha sido aceptado por el de Costa Rica, previa consulta al Congreso Constitucional;

Por tanto han resuelto a concluir una Convención de Arbitraje, y han nombrado para dicho fin los Plenipotenciarios siguientes, a saber:

SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA É IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ULTRAMARES, EMPERADOR DE LAS INDIAS, A:

Andrew Percy BENNETT, Esquire, Caballero de la Muy Distinguida Orden de San Miguel y San Jorge, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad en la República de Costa Rica; y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, AL:

Señor Licenciado Alejandro ALVARADO QUIRÓS, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores;

Los cuales, después de haberse comunicado entre sí sus respectivos poderes, hallados en buena y debida forma, convinieron en los siguientes artículos:

Artículo 1.

Un sólo árbitro, nombrado de común acuerdo, teniendo en cuenta los convenios existentes, los principios del Derecho Público

International Law, and in view of the allegations, documents and evidence which each of the two Governments may present to him, shall decide :

(1) Whether the demand of His Britannic Majesty's Government is well founded ;

(2) Or whether on the contrary the Government of Costa Rica is justified in not recognising the said claims by maintaining the Declaration of Nullity contained in Law 41.

The Arbitrator shall have the necessary jurisdiction to establish procedure and to dictate without any restriction whatsoever other resolutions which may arise as a consequence of the question formulated, and which, in conformity with his judgment, may be necessary or expedient to fulfil in a just and honourable manner the purposes of this Convention ; and he shall determine what one party may owe the other for the expenses of the claim. The Arbitrator shall also decide with regard to the payment of the expenses of the arbitration.

Article 2.

Both Governments solemnly undertake to conform to the decision of the Arbitrator, whatever it may be ; and to comply with it without delay, as final and beyond appeal, pledging to this effect the national honour ; and they shall take such measures as may be requisite to carry out the arbitral Award. The Government of Costa Rica undertake to obtain the adhesion of the International Bank of Costa Rica in so far as it may be necessary for the execution of the Award, and undertake to faithfully comply with the resolutions of the Arbitrator in as far as they may affect the official Credit Institution in question.

Article 3.

The High Contracting Parties agree in nominating as Arbitrator the Chief Justice of the United States of America, and in the event of the said Chief Justice declining to accept the office, another Jurist of international repute, whose Award shall be a guarantee to both parties of a true conception of justice and right, shall be chosen ; and to this end it will

e Internacional, y en vista de los alegatos, documentos y pruebas que le presente cada uno de los dos Gobiernos, decidirá :

1. Si la demanda del Gobierno de Su Majestad Británica es fundada ;

2. O si, por el contrario, está justificado el Gobierno de Costa Rica al no reconocer dichos reclamos manteniendo la declaratoria de nulidad contenida en la ley número 41.

El  rbitro tendrá la jurisdicción necesaria para establecer los procedimientos y dictar sin restricción alguna las demás resoluciones que sean consecuencia de la cuestión formulada y que conforme a su apreciación, sean necesarias   convenientes para alcanzar, de manera equitativa y honrosa, los propósitos de este convenio y dispondrá lo que una parte deba a la otra por gastos del reclamo. El  rbitro decidirá igualmente acerca del pago de los gastos del juicio arbitral.

Artículo 2.

Ambos Gobiernos se comprometen solemnemente a conformarse con la decisión arbitral, cualquiera que sea ; y a ejecutarla sin demora, como definitiva y sin lugar a recurso, empe ando para ello el honor nacional, y tomarán cuantos acuerdos fueren precisos para que lo resuelto tenga cumplimiento. El Gobierno de Costa Rica se obliga a obtener la adhesión del Banco Internacional de Costa Rica en cuanto ella fuera necesaria para que lo resuelto tenga cumplimiento, y se obliga a cumplir fielmente la resolución del árbitro en cuanto pueda afectar a dicha institución oficial de crédito.

Artículo 3.

Las Altas Partes Contratantes convienen en nombrar Arbitro al honorable Chief Justice de los Estados Unidos de América, y en el caso de que dicho alto Magistrado no se dignare aceptar el cargo, se escoger  otro jurista de reputaci n internacional, cuyo fallo sea garant a para ambas partes de verdadera concepci n de justicia y de derecho ; con este

be sufficient for the two Governments to sign a supplementary document, or to agree on the nomination by means of a simple exchange of Notes.

Article 4.

Immediately after the exchange of the ratifications of this Convention, both Governments, jointly or separately, shall solicit the acceptance of the Arbitrator. The Governments will consider that they have been formally notified of such acceptance by a communication to this effect from the Arbitrator to His Britannic Majesty's Embassy and the Costa Rican Legation in Washington.

Within ninety calendar days following such notification, each of the parties will present their respective allegations and evidence.

On the expiry of the above-mentioned ninety days for the presentation of allegations and evidence, a further period of sixty days shall commence, within which the parties may, if they so desire, present counter-arguments or rectifications.

On the expiry of this second period, a further period of ninety days shall commence, within which the Arbitrator shall pronounce his Award.

Similar rules of procedure shall obtain in the event of having to proceed, as above mentioned, to the appointment of an Arbitrator who is not the one chosen by mutual accord under this Agreement in so far as such rules of procedure may be applicable.

Article 5.

The Costa Rican Government undertake to give without delay or any cost whatever the certifications of documents, laws or acts existing in the Public Offices, which may be requested through the Ministry for Foreign Affairs by the Government of His Britannic Majesty, by the Royal Bank of Canada or by the Central Costa Rica Petroleum Company; and such certifications shall be held as authentic in the arbitration. Those documents which may appear published in "La Gaceta", the Official Journal of the Costa Rican Government, shall be held without question as authentic and admissible.

fin bastará que los dos Gobiernos firmen una acta adicional ó convengan en el nombramiento por simple cambio de notas.

Artículo 4.

Inmediatamente después de canjeadas las ratificaciones de este Convenio, ambos Gobiernos conjunta ó separadamente, solicitarán la aceptación del Arbitro. Esta se tendrá por notificada con la comunicación que el Arbitro dirija al efecto a la Embajada de Su Majestad Británica y a la Legación de Costa Rica en Washington.

Dentro de los noventa días naturales siguientes a tal notificación, cada una de las Partes presentará sus respectivos alegatos y pruebas.

Vencidos los noventa días dichos para la presentación de los alegatos y pruebas, comenzará a correr otro plazo de sesenta días, dentro del cual podrán las partes, si así lo desean, presentar contra-argumentos ó rectificaciones.

Vencido este segundo plazo, comenzará a correr el de otros noventa días dentro del cual deberá el Arbitro emitir su fallo.

Iguales principios regirán para el caso de que proceda, según se ha dicho, el nombramiento de un árbitro que no sea el escogido de común acuerdo por este convenio en cuanto fueren aplicables.

Artículo 5.

El Gobierno de Costa Rica se compromete a dar sin demora ni costo alguno las certificaciones que el Gobierno de Su Majestad Británica, The Royal Bank of Canada o La Central Costa Rica Petroleum Company soliciten por medio del Ministerio de Relaciones Exteriores de Costa Rica de documentos, leyes o actos existentes en las oficinas públicas y tales certificaciones serán tenidas como auténticas en el arbitramento. Desde luego se tendrán como documentos auténticos y admisibles los que aparezcan publicados en «La Gaceta» periódico oficial del Gobierno de Costa Rica.

Article 6.

To be valid the present Convention must receive the approval of the Constitutional Congress of Costa Rica and of the Government of His Britannic Majesty ; and as soon as this approval shall have been obtained, the Convention shall be ratified and the ratifications exchanged in this Capital or in Washington.

In witness whereof, we, the above-named Plenipotentiaries, have signed and sealed the present Convention in duplicate, both in the Spanish and English language.

Done in the City of San José de Costa Rica, the twelfth day of January, one thousand nine hundred and twenty-two.

(L. S.) A. PERCY BENNETT.

(L. S.) ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS.

PROTOCOL OF RATIFICATION.

The Undersigned, duly authorised by their respective Governments, have met together for the purpose of exchanging the ratifications of the Convention between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Excellency the President of the Republic of Costa Rica, signed at San José on 12th day of January, 1922, for the submission to arbitration of certain claims made by the Central Costa Rica Petroleum Company and the Royal Bank of Canada against the Government of Costa Rica.

The respective ratifications have been carefully compared and have been found to be conformable to each other, except that the ratification of His Excellency the President of Costa Rica contains the following reservation :

“ Y por cuanto el Congreso Constitucional, por Decreto No. 6 del 23 de mayo de este año, aprobó el preinserto Tratado con la siguiente adición :

“ *Artículo 2º.* — La aprobación dada al Tratado en el artículo anterior se hace en la inteligencia de que nada en el Tratado se opone a que Costa Rica haga valer todos los medios de defensa enumerados en el acuerdo del Congreso del 13 de diciembre de 1921, a que se hace referencia en el preámbulo del

Artículo 6.

La presente Convención para ser válida deberá recibir la aprobación del Congreso Constitucional de Costa Rica y del Gobierno de Su Majestad Británica, e inmediatamente que obtenga tales requisitos, será ratificada y canjeada en ésta capital o en Washington.

En fe de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios antes nombrados, hemos firmado y sellado el presente convenio en dos ejemplares, en las lenguas castellana é inglesa.

Hecho en la ciudad de San José de Costa Rica, el doce de enero del año de mil novecientos veintidos.

PROTOCOLO DE RATIFICACION.

Los infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, se han reunido con el fin de canjear las ratificaciones de la Convención entre Su Majestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda, y de los Dominios británicos de ultramar, Emperador de India, y Su Excelencia el Presidente de la República de Costa Rica, firmada en San José el 12 de enero de 1922, para someter a arbitraje ciertas reclamaciones hechas por la Central Costa Rica Petroleum Company y el Royal Bank of Canada contra el Gobierno de Costa Rica.

Habiendo comparado cuidadosamente las respectivas ratificaciones resultaron conformes, excepto que la ratificación de Su Excelencia el Presidente de Costa Rica contiene la siguiente adición :

« Y por cuanto el Congreso Constitucional, por Decreto No. 6 del 23 de mayo de este año, aprobó el preinserto Tratado con la siguiente adición :

» *Artículo 2º.* — La aprobación dada al Tratado en el artículo anterior se hace en la inteligencia de que nada en el Tratado se opone a que Costa Rica haga valer todos los medios de defensa enumerados en el acuerdo del Congreso del 13 de diciembre de 1921, a que se hace referencia en el preámbulo del Tratado

Tratado, y a que el Arbitro pueda fundamentar su fallo en todos o algunos de dichos medios de defensa," cuya traducción al inglés dice así :

"Article 2nd. — The approval given in the preceding article to the Treaty is done with the understanding that nothing in the Treaty would prevent that Costa Rica shall bring into play all means of defence enumerated in the Congressional Resolution on the 13th December, 1921, to which reference is made in the preamble of the Treaty, and that the Arbitrator shall base his Award in all or any of the said means of defence."

artículo que ha sido expresamente aceptado por el Gobierno de Su Majestad Británica, según nota No. 86/13/22 de la respectiva Legación, fechada en Panamá el 15 de setiembre próximo pasado."

As the above English translation furnished by the Costa Rican Government is liable to misinterpretation, and in order that the matter may be placed upon due record, it is understood that the English equivalent of this reservation is as follows :

"The approval of the Convention contained in the preceding article has been given on the understanding that nothing in the Convention prevents Costa Rica from developing all the defences enumerated in the Resolution of Congress of the 13th December, 1921, and referred to in the preamble of the Convention; nor the Arbitrator from basing his decision upon all or any of the said defences."

It is further understood that the Spanish text of the above reservation, which was expressly accepted by His Britannic Majesty's Government in a note addressed to the Minister for Foreign Affairs of Costa Rica by His Majesty's Chargé d'Affaires at Panamá on the 15th September, 1922 (No. 86/13/22), is alone authoritative for the purposes of the present arbitration.

The said exchange of ratifications has accordingly taken place this day in the usual form.

In witness whereof the Undersigned have signed the present certificate and have affixed thereto their seals.

Done at Washington, this seventh day of March 1923.

(L.S.) A. C. GEDDES.

(L. S.) J. RAFAEL OREAMUNO.

y a que el Arbitro pueda fundamentar su fallo en todos o algunos de dichos medios de defensa», cuya traducción al inglés dice así :

« Article 2nd. — The approval given in the preceding article to the Treaty is done with the understanding that nothing in the Treaty would prevent that Costa Rica shall bring into play all means of defence enumerated in the Congressional Resolution on the 13th December, 1921, to which reference is made in the preamble of the Treaty, and that the Arbitrator shall base his Award in all or any of the said means of defence, »

artículo que ha sido expresamente aceptado por el Gobierno de Su Majestad Británica, según nota No. 86/13/22 de la respectiva Legación, fechada en Panamá el 15 de setiembre próximo pasado. »

Como la anterior traducción hecha por el Gobierno de Costa Rica pudiera dar lugar a una errónea interpretación, y a fin de dejar de ello la debida constancia, se entiende que la equivalencia en inglés de aquella adición es como sigue :

« The approval of the Convention contained in the preceding article has been given on the understanding that nothing in the Convention prevents Costa Rica from developing all the defences enumerated in the Resolution of Congress of the 13th December, 1921, and referred to in the preamble of the Convention; nor the Arbitrator from basing his decision upon all or any of the said defences. »

Es entendido además que para los fines de este arbitraje el texto español de la anterior adición, la cual fué expresamente aceptada por el Gobierno de Su Majestad Británica en nota dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores de Costa Rica por el Encargado de Negocios de Su Majestad en Panamá el 15 de setiembre de 1922 (No. 86/13/22), es el único obligatorio.

El referido canje de ratificaciones se ha efectuado de conformidad en esta fecha y en la forma acostumbrada.

En fé de lo cual los infrascritos firman esta acta y ponen en ella sus sellos.

Hecha en Washington, el siete de marzo 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No 432. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE COSTA-RICA, EN VUE DE SOUMETTRE A L'ARBITRAGE CERTAINES REVENDICATIONS FORMULÉES CONTRE LE GOUVERNEMENT DE COSTA-RICA, SIGNÉE A SAN JOSÉ DE COSTA-RICA LE 12 JANVIER 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; et

SON EXCELLENCE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA ;

Considérant qu'un différend s'est élevé entre leurs gouvernements respectifs au sujet de l'application de la loi N° 41 du 21 août 1920 à deux cas dans lesquels des Sociétés britanniques sont intéressées, à savoir : à la concession, accordée par le contrat Aguilar-Amory du 25 juin 1918, dont la « Central Costa Rica Petroleum Company » est propriétaire, et à la remise à la « Royal Bank of Canada » de 998,000 colons, en billets de 1000 colons chacun, effectuée en paiement d'un chèque tiré par l'administration de Tinoco sur la Banque internationale de Costa-Rica, chèque remis à ladite « Royal Bank » pour être porté au compte du Gouvernement ;

Considérant que les demandes et les arguments des deux Gouvernements sur ces points ont été exposés, par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dans les notes que le Ministre de Sa Majesté Britannique a adressées au Ministère des Affaires étrangères de Costa-Rica, le 31 juillet et le 8 novembre 1921, et dans des notes antérieures ; et, par le Gouvernement de Costa-Rica, dans ses réponses relatives à la controverse diplomatique actuelle, et notamment dans la résolution prise par le Congrès Constitutionnel le 13 décembre de la même année ;

Considérant que les deux Gouvernements sont animés d'un vif désir d'aboutir, dans l'esprit d'amitié cordiale qui a toujours inspiré leurs relations, à une solution rapide et juste de la question pendante ; et que la procédure d'arbitrage, proposée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, a été acceptée par le Gouvernement de Costa-Rica, après consultation préalable du Congrès Constitutionnel ; ont décidé, pour ces raisons, de conclure un traité d'arbitrage, et ont nommé, à cet effet, les plénipotentiaires suivants, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS :

Andrew Percy BENNETT, Esquire, Compagnon de l'ordre très distingué de St-Michel et de St-Georges, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté dans la République de Costa-Rica ; et

SON EXCELLENCE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

M. le Licencié Alejandro ALVARADO QUIROS, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Article 1.

Un arbitre unique, désigné d'un commun accord, tenant dûment compte des accords existants, des principes du droit public et international, et en présence des arguments, documents et preuves que pourront lui soumettre l'un et l'autre Gouvernements, décidera :

1. Si la demande du Gouvernement de Sa Majesté britannique est fondée ;
2. Ou si, au contraire, le Gouvernement de Costa-Rica est en droit de ne pas reconnaître lesdites prétentions et de maintenir la déclaration de nullité contenue dans la loi N° 41.

L'arbitre aura tous pouvoirs pour arrêter la procédure à suivre et prendre, sans aucune restriction, toutes autres décisions en rapport avec l'affaire en cause, et nécessaires ou opportunes, à son avis, en vue d'atteindre, de façon honorable et juste, aux fins visées par la présente Convention ; et il fixera les sommes que l'une des Parties devra verser à l'autre pour les dépens du procès. L'arbitre tranchera également la question du paiement des frais de l'arbitrage.

Article 2.

Les deux Gouvernements s'engagent solennellement à accepter la décision de l'arbitre, quelle qu'elle soit, et promettent, sur l'honneur national, de s'y conformer sans délai, comme à une décision définitive et sans appel, et de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la sentence arbitrale. Le Gouvernement de Costa-Rica s'engage à obtenir l'adhésion de la Banque internationale de Costa-Rica dans la mesure où cette adhésion serait nécessaire pour donner effet à la sentence, et promet d'appliquer fidèlement la décision de l'arbitre dans la mesure où cette décision pourrait affecter l'établissement officiel de crédit en question.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de désigner comme arbitre le « Chief Justice » des Etats-Unis d'Amérique ; au cas où ce haut magistrat déclinerait cet office, un autre jurisconsulte de renom universel dont la sentence offre aux deux Parties la garantie d'une exacte conception de la justice et du droit, sera choisi ; il suffira, à cet effet, que les deux Gouvernements signent un protocole additionnel ou s'entendent sur cette désignation par voie d'un simple échange de notes.

Article 4.

Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente Convention, les deux Gouvernements, ensemble ou séparément, solliciteront l'acceptation de l'arbitre. Cette acceptation sera considérée comme dûment notifiée par une communication adressée à cet effet par l'arbitre à l'Ambassade de S. M. Britannique et à la Légation de Costa-Rica, à Washington.

Dans les 90 jours qui suivront cette notification, chacune des deux Parties produira ses arguments respectifs avec pièce à l'appui.

A l'expiration du délai de 90 jours fixé ci-dessus pour la production des arguments et des pièces à l'appui, une nouvelle période de 60 jours commencera à courir, pendant laquelle les Parties pourront, si elles le désirent, présenter des contre-mémoires ou des rectifications.

A l'expiration de cette seconde période, une nouvelle période de 90 jours commencera à courir, pendant laquelle l'arbitre devra prononcer sa sentence.

Une procédure analogue sera observée au cas où il devrait être procédé, comme il a été dit plus haut, à la désignation d'un arbitre autre que celui qui a été choisi d'un commun accord par la présente Convention, pour autant que cette procédure pourra être appliquée.

Article 5.

Le Gouvernement de Costa-Rica s'engage à délivrer, sans délai ni frais aucun, les copies certifiées de tous documents, lois ou actes existant dans les archives publiques, que le Gouvernement de S. M. Britannique, la «Royal Bank of Canada», ou la «Central Costa Rica Petroleum Company» pourraient demander par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères. Ces copies certifiées seront considérées comme authentiques aux fins de l'arbitrage. De même, les documents publiés dans la *Gaceta*, journal officiel du Gouvernement costa-ricain, seront considérés comme authentiques et admissibles, sans contestation.

Pour être valable, la présente Convention devra recevoir l'approbation du Congrès Constitutionnel de Costa-Rica et du Gouvernement de S. M. Britannique ; dès que cette approbation aura été obtenue, la Convention sera ratifiée et les instruments de ratification échangés dans cette capitale ou à Washington.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires susnommés, avons signé la présente Convention, établie en double exemplaire, en espagnol et en anglais, et y avons apposé notre sceau.

Fait en la ville de San José de Costa Rica, le douze janvier mil neuf cent vingt-deux.

(L. S.) A. PERCY BENNETT.

(L. S.) ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS.

PROTOCOLE DE RATIFICATION.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont réunis pour procéder à l'échange des ratifications de la Convention conclue entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et Son Excellence le Président de la République de Costa-Rica, et signée à San José le 12 janvier 1922, en vue de soumettre à l'arbitrage certaines demandes formulées par la «Central Costa Rica Petroleum Company» et la «Royal Bank of Canada» contre le Gouvernement de Costa Rica.

Les ratifications des deux Parties ont été soigneusement comparées et trouvées conformes, sauf toutefois que la ratification donnée par Son Excellence le Président de Costa-Rica contient la réserve suivante : « Considérant que le Congrès Constitutionnel, par décret N° 6, en date du 23 mai de l'année courante, a approuvé le Traité reproduit ci-dessus avec l'addition suivante :

« *Artículo 2.* — La aprobación dada al Tratado en el artículo anterior se hace en la inteligencia de que nada en el Tratado se opone a que Costa Rica haga valer todos los medios de defensa enumerados en el acuerdo del Congreso del 13 de diciembre de 1921, a que se hace referencia en el preámbulo del Tratado, y a que el Arbitro pueda fundamentar su fallo en todos o algunos de dichos medios de defensa »,

dont voici la traduction en anglais :

« *Article 2.* — The approval given in the preceding article to the Treaty is done with the understanding that nothing in the Treaty would prevent that Costa Rica shall bring into play all means of defence enumerated in the Congressional Resolution on the 13th December, 1921, to which reference is made in the preamble of the Treaty, and that the Arbitrator shall base his Award in all or any of the said means of defence »,

clause qui a été expressément acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux termes de la note 86/13/22 de la Légation britannique, datée de Panama le 15 septembre dernier. »

La traduction anglaise fournie par le Gouvernement de Costa-Rica pouvant donner lieu à

une interprétation erronée, et afin de pouvoir homologuer cette réserve en bonne et due forme, il est entendu que l'équivalent anglais de ce texte doit être lu ainsi :

“ The approval of the Convention contained in the preceding article has been given on the understanding that nothing in the Convention prevents Costa Rica from developing all the defences enumerated in the Resolution of Congress of the 13th December, 1921, and referred to in the preamble of the Convention; nor the Arbitrator from basing his decision upon all or any of the said defences.”

(« L'approbation de la Convention contenue dans l'article précédent a été donnée en tenant pour admis qu'aucune des dispositions de la présente Convention n'empêche Costa-Rica de développer tous les moyens de défense énumérés dans la résolution du Congrès en date du 13 décembre 1921 et visés dans le préambule de la présente Convention, ni l'arbitre de fonder sa décision sur tout ou partie des dits moyens de défense. »)

Il est également entendu que le texte espagnol de la réserve qui précède, réserve qui a été expressément acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans une note adressée au Ministre des Affaires étrangères de Costa-Rica par le Chargé d'Affaires de Sa Majesté à Panama, le 15 septembre 1922 (N^o 86/13/22), fait seul autorité aux fins du présent arbitrage.

Le dit échange de ratifications a eu lieu, en conséquence, ce jour, dans les formes habituelles.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le 7 mars 1923.

(L. S.) A. C. GEDDES.

(L. S.) J. RAFAEL OREAMUNO.

N° 433.

**GRANDE-BRETAGNE
ET MASCATE**

Traité prolongeant pour une année,
à partir du 11 février 1923, le
Traité d'Amitié, de Commerce et
de Navigation du 19 mars 1891,
signé à Mascate le 11 février 1923.

**GREAT BRITAIN
AND MUSCAT**

Treaty prolonging for one year, from
February 11, 1923, the Treaty of
Friendship, Commerce and Navi-
gation of March 19, 1891, signed
at Muscat, February 11, 1923.

No. 433. — ANGLO-MUSCAT TREATY¹ PROLONGING FOR ONE YEAR FROM FEBRUARY 11, 1923, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION² OF MARCH 19, 1891, SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 8 juin 1923.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows : That the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between Great Britain and Muscat, signed on the eighth day of Shaban 1308 H., corresponding to the 19th March, 1891, will be prolonged by this writing notwithstanding all or any correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1923 corresponding to the 24th Jamadi-al-Akhir 1341 H. unless a suitable treaty by agreement between His Highness the Sultan of Muscat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and Commonwealth of Australia to withdraw from the aforesaid treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Muscat.

In confirmation thereof, we, that is, I Taimur bin Faisal, Sultan of Muscat and Oman, with my own hand, and I Major M. E. Rae, duly authorised agent for that propose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and five copies and have affixed our seal thereto.

Done at Muscat this eleventh day of February 1923 corresponding to the 24th Jamadi-al-Akhir 1341 H.

(Signed) M. E. RAE,

Major, Political Agent, Muscat.

Signed also by the Sultan of Muscat.

¹ Ce traité ne comporte pas d'échange de ratifications.

² Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; et vol. X, page 459, de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 433. — TRAITÉ² ANGLO-MASCATE, PROLONGEANT POUR UNE ANNÉE, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1923, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION³ DU 19 MARS 1891 ; SIGNÉ A MASCATE LE 11 FÉVRIER 1923.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place on June 8, 1923.

NOTE.

Nous, soussignés, avons convenu ce qui suit : le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate et signé le huitième jour du Shaban de l'année 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé par le présent écrit, sans tenir compte ni en tout ni en partie de la correspondance échangée entre eux, feu Son Altesse Syud Faïal bin Turki et le glorieux Gouvernement Britannique au sujet de la revision du Traité. Il restera en vigueur pendant un an à partir de ce onzième jour de février 1923, correspondant au 24 Jamadi-al-Akhir 1341 H., à moins qu'un nouveau Traité entre son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le glorieux Gouvernement britannique soit substitué au susdit ancien traité. Il est également entendu que le Dominion du Canada et le Commonwealth d'Australie auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être parties au dit traité sous réserve d'un préavis notifié à cet effet par le Représentant de Sa Majesté à Mascate.

En foi de quoi, nous, Taimur bin Faisal, Sultan de Mascate et d'Oman, et nous, le Major M. E. Rae, représentant dûment autorisé à cet effet par le glorieux Gouvernement Britannique, avons signé le présent écrit de notre m. in, ainsi que cinq exemplaires de ce même écrit et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate ce onzième jour de février 1923, vingt-quatrième Jamadi-al-Akhir 1341 H.

(Signé) M. E. RAE,

Major, Représentant politique Mascate.

Signé également par le Sultan de Mascate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² This Treaty does not entail an exchange of ratifications.

³ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; and Vol. X, page 459, of this Series.

N° 434.

**COLOMBIE
ET LE ROYAUME-UNI**

Echange de notes concernant l'importation, du Royaume-Uni en Colombie, de la morphine et des drogues similaires. Bogota, les 6 et 8 mars 1923.

**COLOMBIA
AND THE UNITED KINGDOM**

Exchange of Notes concerning the Importation from the United Kingdom into Colombia of Morphine and Similar Drugs. Bogota, March 6 and 8, 1923.

No. 434. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND COLOMBIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE IMPORTATION FROM THE UNITED KINGDOM INTO COLOMBIA OF MORPHINE AND SIMILAR DRUGS. BOGOTA, MARCH 6 AND 8, 1923.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 juin 1923.

Official English and Spanish texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of notes took place June 8, 1923.

BRITISH LEGATION,
BOGOTA.

March 6, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that in pursuance of the steps which His Majesty's Government are taking to assist in preventing the improper consumption of opium, morphine, cocaine and similar drugs, they have prohibited the exportation from the United Kingdom to all destinations of the drugs specified below, except under licence. Applications for the grant of licences for exportation to Colombia should be accompanied by certificates previously issued under the authority of the Colombian Government to the effect that the Colombian Government are satisfied that the consignment is required exclusively for legitimate medicinal or scientific purposes and will not be re-exported.

The drugs for which certificates will be required are raw opium, morphine, cocaine, ecgonine and diamorphine (commonly known as heroin) and their respective salts, and medicinal opium, and any preparation, admixture, extract or other substance containing not less than one-fifth per cent of morphine or one-tenth per cent of cocaine, ecgonine or diamorphine. His Majesty's Government may, however, find it necessary to extend this list to include any new derivative of morphine or cocaine or any other alkaloid or opium or any other drug of whatever kind which may, in their opinion, be productive, if improperly used, of ill effects substantially of the same character or nature as or analogous to those produced by morphine or cocaine.

I shall be grateful if Your Excellency will enclose, in your reply, a copy of the form of certificate mutually agreed upon by this Legation and the Ministry, signifying the assent of the Colombian Government to the issue of certificates in proper cases, and their acquiescence in the proposals set forth.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) HERBERT HERVEY.

His Excellency
Sr. don Jorge VELEZ,
Minister for Foreign Affairs,
Bogota.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE
RELACIONES EXTERIORES.

BOGOTA, 8 de Marzo de 1923.

SEÑOR MINISTRO :

He recibido la atenta nota de V. E., fechada el día 6 del presente, en la cual se sirve V. E. informarme de las medidas tomadas por el Gobierno de Su Majestad a fin de impedir el comercio ilícito de opio, morfina, cocaína y otras drogas análogas. Agrega V. E. que para dar a este propósito resultado efectivo respecto de Colombia, toda solicitud de permiso de importación para este país, debería ir acompañada de un Certificado expedido previamente bajo la autoridad del Gobierno, en que conste que el artículo está destinado exclusivamente a fines medicinales o científicos y no será reexportado.

En respuesta, me complazco en manifestar a V. E. que el Gobierno de Colombia ha visto siempre con complacencia la campaña iniciada por el Gobierno de Su Majestad Británica, desde la época de la Conferencia del Opio, para impedir el comercio ilícito de ciertas drogas de uso peligroso ; y que por su parte acepta, de acuerdo con el concepto favorable de la Junta Central de Higiene, el procedimiento que propone el Gobierno de V. E. para asegurar la licitud de la introducción al país de las expresadas drogas, bajo certificado expedido en la forma indicada por V. E. y de la cual acompaño a V. E. un modelo, a fin de que quede constancia de su identidad con el enviado por el Gobierno de V. E.

Aprovecho la oportunidad para presentar a V. E. el testimonio de mi consideración más elevada.

(firmado.) JORGE VELEZ.

A. Su Excelencia Lord HERBERT HERVEY,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de la Gran Bretaña,
Presente.

CERTIFICADO

A solicitud de de un Certificado de importación para las siguientes drogas narcóticas del Reino Unido, a saber :

.....
.....
.....

La Junta de Sanidad autorizada por las presentes por el Gobierno de Colombia declara que le consta que los efectos de este pedido están destinados exclusivamente a fines verdaderamente medicinales o científicos y no serán reexportados.

BOGOTA, 192 .

(PARA LA JUNTA DE SANIDAD).

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

BOGOTA, *March 8, 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of March 6, informing me of the steps taken by His Majesty's Government to prevent the improper consumption of opium, morphine, cocaine and similar drugs. Your Excellency further suggests that in order to obtain satisfactory results in Colombia in this connection, every application for a licence to import into this country, should be accompanied by a certificate previously issued under the authority of the Government to the effect that the consignment is required exclusively for medicinal or scientific purposes, and will not be re-exported.

I have the honour to inform you, in reply, that the Colombian Government has always sympathised with the campaign undertaken by His Britannic Majesty's Government since the Opium Conference with a view to preventing the improper consumption of certain dangerous drugs, and, in conformity with the favourable opinion expressed by the Central Health Committee, agrees to the procedure suggested by Your Excellency's Government to ensure the legality of importations of the drugs in question, by means of a certificate in the form indicated by Your Excellency, model of which I have the honour to transmit herewith for the purpose of comparison with the form communicated by His Majesty's Government.

I have the honour, etc.,

(Signed) JORGE VELEZ

His Excellency
Lord Herbert HERVEY,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Great Britain,
Bogo.a.

CERTIFICATE.

At the request of for a certificate for permission to import from the United Kingdom the following narcotic drugs :

.....
.....
.....

The Central Health Committee, which is authorised by the Government of Colombia for the purpose, is satisfied that the goods referred to are exclusively intended for actual scientific or medical purpose, and will not be re-exported.

BOGOTA, 192 .

(FOR THE HEALTH COMMITTEE.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 434. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET COLOMBIEN CONCERNANT L'IMPORTATION, DU ROYAUME-UNI EN COLOMBIE, DE LA MORPHINE ET DES DROGUES SIMILAIRES. BOGOTA, LES 6 ET 8 MARS 1923.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BOGOTA, le 6 mars 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en exécution des mesures que le Gouvernement de Sa Majesté prend actuellement pour enrayer la consommation illicite de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres produits similaires, il exigera une licence pour l'exportation, hors du Royaume-Uni, des stupéfiants indiqués ci-après, pour quelque destination que ce soit. Les demandes à l'effet d'obtenir une licence d'exportations à destination de Colombie devront être accompagnées de certificats préalablement délivrés par les soins du Gouvernement colombien, spécifiant que ce Gouvernement s'est assuré que l'envoi était destiné exclusivement à des usages licites médicaux, ou scientifiques et ne serait pas réexporté.

Les stupéfiants pour lesquels on exigera des certificats sont : l'opium brut, la morphine, la cocaïne, l'ecgonine et la diamorphine (connue couramment sous le nom d'héroïne), et leurs sels respectifs, ainsi que l'opium médicinal, et toute préparation, mélange, extrait ou toute autre substance contenant une proportion de morphine égale ou supérieure à 0,20 % ou une proportion de cocaïne, ecgonine ou diamorphine égale ou supérieure à 0,10 %. Le Gouvernement de Sa Majesté pourra toutefois juger nécessaire d'élargir cette liste de manière à y faire entrer tout dérivé nouveau de la morphine ou de la cocaïne, tout autre alcaloïde d'opium ou tout autre produit de quelque genre qu'il soit, qui pourraient, à son avis, causer par un emploi illicite des ravages identiques ou analogues à ceux que produisent la morphine ou la cocaïne.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir joindre à votre réponse un exemplaire du modèle de certificat adopté par accord réciproque entre notre Légation et le Ministère et portant que le Gouvernement colombien accepte l'émission de certificats dans tous les cas légitimes et donne son assentiment aux propositions qui ont été présentées.

Je saisis cette occasion etc.

(Signé) HERBERT HERVEY.

Señor Don Jorge VELEZ,
Ministre des Affaires étrangères,
Bogota.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BOGOTA, le 8 mars 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre, en date du 6 mars, me faisant part des mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté pour empêcher la consommation illicite de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et drogues similaires. Votre Excellence propose, en outre, afin d'assurer à ces mesures un résultat satisfaisant en ce qui concerne la Colombie, qu'il soit joint à toute demande de licence d'importation dans ce pays, un certificat délivré au préalable par les autorités officielles de mon Gouvernement et portant que la marchandise faisant l'objet de la dite expédition est destinée exclusivement à des usages licites médicaux et ne serait pas réexportée.

J'ai l'honneur de vous informer, en réponse, que le Gouvernement colombien a toujours observé avec sympathie la campagne initiée par le Gouvernement britannique depuis que la Conférence de l'opium a eu lieu pour empêcher le trafic illicite de certaines drogues nuisibles. Aussi, comme suite à l'avis favorable exprimé par le Comité central d'hygiène, a-t-il l'honneur d'agréer la procédure proposée par le Gouvernement de Votre Excellence, en vue de légaliser l'importation des stupéfiants en question au moyen d'un certificat établi sur le modèle indiqué par Votre Excellence et dont j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire, afin que vous puissiez le comparer à celui qui m'a été communiqué par le Gouvernement de Sa Majesté.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) JORGE VELEZ.

Son Excellence,
Lord Herbert HERVEY,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne,
Bogota.

CERTIFICAT

Vu la demande de certificat présentée par afin d'être autorisé à importer du Royaume-Uni les stupéfiants suivants :

.....
.....
.....

le Comité central d'hygiène, autorisé à cet effet par le Gouvernement colombien, déclare s'être assuré que les marchandises mentionnées ci-dessus sont exclusivement destinées à des besoins scientifiques ou médicaux effectifs et ne seront pas réexportées.

BOGOTA, 192 .

(POUR LE COMITÉ D'HYGIÈNE).

N° 435.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Accord au sujet des dettes et des
biens allemands en Chine, signé à
Londres le 5 avril 1923.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN**

Agreement relating to German Debts
and Property in China, signed at
London April 5, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 435. — AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN, RELATING TO GERMAN DEBTS AND PROPERTY IN CHINA, SIGNED AT LONDON, APRIL 5, 1923.

No. 435. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND GROSSBRITANNIEN BETREFFEND DEUTSCHE SCHULDEN UND DEUTSCHES EIGENTUM IN CHINA, GEZEICHNET IN LONDON DEN 5. APRIL, 1923.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 8 juin 1923.

Official texts in German and English communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place on June 8, 1923.

THE GOVERNMENT OF HIS BRITANNIC MAJESTY and the GERMAN GOVERNMENT have agreed as follows :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und die KÖNIGLICH GROSSBRITANNISCHE REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

I. The debts referred to in this arrangement are debts, payable before the war or arising out of pre-war contracts or transactions, due—

I. Unter dieses Abkommen fallen die vor dem Kriege fällig gewordenen oder aus Vorkriegsverträgen oder -geschäften stammenden Schulden—

(a) From German nationals resident or branches of German businesses operating in China at the time when the debt was contracted to British nationals wherever resident, or

(a) von deutschen Staatsangehörigen, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China ansässig waren, oder von Zweigniederlassungen deutscher Geschäfte, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China bestanden, gegenüber britischen Staatsangehörigen, gleichviel wo diese ansässig waren, oder

(b) From German nationals wherever resident to British nationals resident or branches of British businesses operating in China at the time when the debt was contracted.

(b) von deutschen Staatsangehörigen, gleichviel wo sie ansässig waren, gegenüber britischen Staatsangehörigen, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China ansässig waren, oder gegenüber Zweigniederlassungen britischer Geschäfte, die zur Zeit der Entstehung der Schuld in China bestanden.

¹ Cet Accord ne comporte pas d'échange de ratifications.

¹ This Agreement does not entail an exchange of ratifications.

Debts falling within the scope of Article 296 of the Treaty of Versailles are excluded.

2. After any deductions from the funds in the Custodian's hands in respect of releases, fees or expenses of the Custodian, debts admitted or found due, together with any costs awarded by the competent Court in favour of the creditor, shall be payable, in the first place, out of the proceeds of the property or cash assets belonging to the debtor in the hands of the China Custodian, and, secondly, out of any other moneys belonging to German nationals in the Custodian's hands, before the creditor is required to secure payment direct from his debtor: Provided that, before any moneys belonging to a particular German national are used to pay debts due by other German nationals, sufficient sums shall be reserved to meet all debts of the former German national which have already been admitted by him or found due, or have been notified by him as being due and falling within Clause 1 of this Agreement.

3. The China Custodian will notify claims by British nationals under this arrangement to an office to be established by the German Government, separate from the Clearing Office established under the Treaty of Versailles, and the German office will inform the British representative in Berlin, within two months from the date of notification, whether the debt is admitted or contested by the German debtor. Claims not contested by notification of the German office or of its Shanghai representative within this period shall, for the purpose of this Agreement, be deemed to be admitted.

Where, however, the debtor is known to be now resident in China or elsewhere out of Europe, the matter will be dealt with directly between the Custodian and the representative in Shanghai of the German office referred to in Clause 4. In this event, if the debtor is resident out of ready communication with Shanghai, or in any case, under this clause, if the debtor cannot be traced from the particulars furnished by the creditor, the Custodian

Ausgeschlossen sind Schulden, die unter Artikel 296 des Vertrages von Versailles fallen.

2. Nach Entnahme aller etwaigen Beträge für Freigaben sowie Gebühren oder Ausgaben des Custodian aus den in den Händen des Custodian befindlichen Mitteln sollen die anerkannten oder als geschuldet festgestellten Geldverbindlichkeiten zusammen mit allen, von dem zuständigen Gericht dem Gläubiger etwa zugesprochenen Kosten in erster Linie aus den Erlösen für das Eigentum des Schuldners und seinen Barguthaben, die sich in Händen des Custodian in China befinden, und in zweiter Linie aus sonstigen Geldern deutscher Staatsangehöriger, die sich in den Händen des Custodian befinden, zu zahlen sein, bevor der Gläubiger genötigt ist, unmittelbar bei dem Schuldner Zahlung zu suchen. Bevor indessen Gelder eines bestimmten deutschen Staatsangehörigen zur Bezahlung von Schulden anderer deutscher Staatsangehöriger verwendet werden, soll ein Betrag zurückbehalten werden, der ausreicht, um alle Schulden des erstgenannten deutschen Staatsangehörigen zu decken, die von ihm bereits anerkannt oder die als geschuldet festgestellt oder die von ihm als geschuldet und unter Ziffer 1 des Abkommens fallend angemeldet worden sind.

3. Der Custodian in China wird Ansprüche britischer Staatsangehöriger, die unter dieses Abkommen fallen, einem Büro mitteilen, das die Deutsche Regierung unabhängig von dem auf Grund des Versailler Vertrags errichteten Ausgleichsamt einrichten wird, und das deutsche Büro wird den britischen Vertreter in Berlin innerhalb zweier Monate vom Datum der Mitteilung an davon verständigen, ob die Schuld von dem deutschen Schuldner anerkannt oder bestritten wird. Ansprüche, die innerhalb dieses Zeitraums nicht durch eine Mitteilung des deutschen Amtes oder seines Vertreters in Shanghai bestritten werden, werden im Sinne des Abkommens als anerkannt betrachtet.

Soweit jedoch bekannt ist, dass der Schuldner gegenwärtig in China oder sonst ausserhalb Europas ansässig ist, wird die Angelegenheit zwischen dem Custodian und dem in Ziffer 4 erwähnten Vertreter des deutschen Büros in Shanghai erledigt werden. Wenn in diesem Fall der Schuldner an einem Orte ansässig ist, der keine schnelle Verbindung mit Shanghai hat, oder in allen Fällen, die unter diese Ziffer fallen, wenn der Schuldner auf Grund der An-

and the Shanghai representative of the German office may by agreement extend the period of two months above referred to for a further period not exceeding two months.

Where, in the view of the Custodian, proof of any claim notified depends upon documentary evidence, copies of any essential documents or necessary extracts therefrom, duly verified by the Shanghai representative of the German office, shall accompany the notification of the claim.

4. To facilitate discussions between the China Custodian and the German office, the latter will appoint a representative at Shanghai.

5. Claims not admitted may be submitted by the creditor to the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal, and any sum found due by the Tribunal shall, if the Tribunal certify that it falls within the categories of debts indicated in Clause 1, be payable by the China Custodian as laid down in Clause 2. The two Governments will at once approach the Mixed Arbitral Tribunal with the request that the Tribunal will consent to issue the certificates above referred to.

6. Creditors whose claims are notified by the Custodian to the German office shall undertake not to pursue any alternative remedy open to them during a period of three months from the date of notification, or, where an extension has been made under Clause 2, during a period not exceeding five months. Without prejudice to any rights of a creditor, where a claim, not having been notified by the claimant under this Agreement or not admitted within the period above referred to, is pursued by any alternative method open to the claimant, any sum admitted by the debtor or found due by a competent Tribunal will be paid by the Custodian (if he considers, after consulting the Shanghai representative of the German office, that the debt falls within the provisions of Clause 1) from any funds in his hands belonging to German nationals.

gaben des Gläubigers nicht aufgefunden werden kann, können der Custodian und der Vertreter des deutschen Büros in Shanghai im Wege der Vereinbarung die oben erwähnte Frist von zwei Monaten weiter, aber nicht über zwei Monate hinaus, verlängern.

Wenn nach Ansicht des Custodian der Nachweis eines mitgeteilten Anspruchs von urkundlichen Belegen abhängt, so sollen der Mitteilung des Anspruchs Abschriften aller wichtigen Dokumente oder entsprechende Auszüge beigefügt werden, die von dem Vertreter des deutschen Büros in Shanghai ordnungsgemäss zu beglaubigen sind.

4. Um die Verhandlungen zwischen dem Custodian in China und dem deutschen Büro zu erleichtern, wird das letztere einen Vertreter in Shanghai bestellen.

5. Nicht anerkannte Ansprüche können von dem Gläubiger dem deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichtshofe unterbreitet werden, und jede Summe, die von dem Gerichtshof als geschuldet festgestellt worden ist, wenn der Gerichtshof bescheinigt, dass sie unter die Kategorien der Schulden nach Ziffer 1 fällt, von dem Custodian in China nach Massgabe der Ziffer 2 zu zahlen sein. Die beiden Regierungen werden alsbald an den Gemischten Schiedsgerichtshof mit dem Ersuchen herantreten, die erwähnten Bescheinigungen auszustellen.

6. Gläubiger, deren Ansprüche von dem Custodian dem deutschen Büro mitgeteilt sind, sind verpflichtet, ihren Anspruch innerhalb einer Frist von 3 Monaten seit dem Tage der Notifikation oder im Falle einer Fristverlängerung nach Artikel 2 während eines Zeitraums bis zu 5 Monaten auf keinem anderen für sie möglichen Wege zu verfolgen. Unbeschadet eines etwa bestehenden Rechts eines Gläubigers wird, wenn ein Anspruch, der von einem Gläubiger nicht auf Grund des Abkommens angemeldet oder der innerhalb der oben genannten Frist nicht anerkannt worden ist, von dem Gläubiger auf einem anderen für ihn möglichen Wege verfolgt wird, jede Summe, die von dem Schuldner anerkannt oder von einem zuständigen Gerichtshof als geschuldet festgestellt ist, von dem Custodian (wenn er nach Befragung des deutschen Vertreters in Shanghai die Schuld als unter die Bestimmungen der Ziffer 1 fallend erachtet) aus dem deutschen Vermögen, das sich in seinen Händen befindet, bezahlt werden.

7. Where liquidation of German property has not been begun, it will be postponed, and will only be proceeded with if further funds are required to meet claims with which the property in question may be charged in accordance with the Treaty of Versailles.

Where liquidation has been begun, but the property has not actually been sold, the realisation will be postponed, unless, in the opinion of the Custodian, such postponement will be detrimental to the interests of the estate. In that event the proceeds of sale shall be applied in the same way as the property referred to in this clause.

8. Statements of proceeds of liquidation of German property in China will be furnished in a similar form to the statements furnished of proceeds of German property in the United Kingdom. In addition, statements will be furnished of any debts paid out of such proceeds.

9. The books of account of German nationals which have come into the possession or are under the control of the Custodian in connection with the liquidation of German property in China shall, subject to any provisions to the contrary under local law, so soon as the Custodian is satisfied that they are no longer necessary for the carrying out of his duties under this Agreement, be returned to the Shanghai representative of the German office to be forwarded to the German Government. In the meantime the German national concerned or his representative will be permitted access to the said books on payment of any incidental expenses.

In cases in which liquidation is postponed, extracts from such books, certified by the Custodian, will be furnished on request at the expense of the German national.

10. This Agreement shall come into force as from the date of signature. The detailed arrangements for giving effect to it shall be settled between the German office and the Custodian or their representatives.

7. Soweit eine Liquidation deutschen Vermögens noch nicht begonnen hat, wird sie zurückgestellt und nur dann fortgesetzt werden, wenn weitere Mittel erforderlich sind, um Ansprüche zu decken, mit denen das in Rede stehende Eigentum gemäss dem Verträge von Versailles belastet werden kann.

Soweit eine Liquidation bereits begonnen, aber das Eigentum gegenwärtig noch nicht verkauft ist, wird der Verkauf zurückgestellt werden, sofern nicht nach Ansicht des Custodian eine solche Zurückstellung dem Interesse des Gutes abträglich ist. In diesem Fall sollen die Verkaufserlöse in derselben Weise wie das in dieser Ziffer erwähnte Eigentum verwendet werden.

8. Aufstellungen über die Erlöse aus der Liquidation des deutschen Eigentums in China sollen in ähnlicher Weise wie die Aufstellungen über die Erlöse aus dem deutschen Eigentum in dem Vereinigten Königreich geliefert werden. Ausserdem sollen auch Aufstellungen über alle Schulden, die aus den Liquidationserlösen bezahlt sind, geliefert werden.

9. Die Geschäftsbücher deutscher Staatsangehöriger, die im Zusammenhang mit der Liquidation des deutschen Eigentums in China im Besitze oder unter der Kontrolle des Custodian sind, sollen unbeschadet entgegenstehender Bestimmungen des örtlichen Rechts, sobald der Custodian überzeugt ist, dass sie für die Durchführung seiner Pflichten gemäss diesem Abkommen nicht weiter nötig sind, dem deutschen Vertreter in Shanghai zur Übersendung an die Deutsche Regierung zurückgegeben werden. In der Zwischenzeit soll der betreffende deutsche Staatsangehörige oder sein Vertreter gegen Bezahlung etwaiger Unkosten die genannten Bücher einsehen dürfen.

In Fällen, in denen die Liquidation zurückgestellt wird, werden auf Antrag aus solchen Büchern Auszüge, die von dem Custodian zu beglaubigen sind, auf Kosten des deutschen Staatsangehörigen geliefert werden.

10. Dieses Abkommen tritt mit dem Tag der Unterzeichnung in Kraft. Jedoch sollen zwischen dem deutschen Büro und dem Custodian in China oder ihren Vertretern die für seine Durchführung erforderlichen ausführlichen Bestimmungen getroffen werden.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten das vorliegende Abkommen unterschrieben und ihre Siegel beigesetzt.

Done at London in duplicate in English and German texts, the 5th April, 1923.

In doppelter Urschrift ausgefertigt zu London in Deutsch und Englisch, am 5. April 1923.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.

(L.S.) STHAMER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 435. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE AU SUJET DES DETTES ET DES BIENS ALLEMANDS EN CHINE, SIGNÉ A LONDRES LE 5 AVRIL 1923.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et le GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus de ce qui suit :

1. Les dettes visées par le présent Accord sont des dettes venues à échéance avant la guerre ou résultant de contrats ou de transactions conclus avant la guerre, et dues :

- a) par des ressortissants allemands domiciliés en Chine au moment où la dette a été contractée, ou par des succursales d'entreprises allemandes établies en Chine au moment où la dette a été contractée, à des ressortissants britanniques, quel que soit le domicile de ces derniers ; ou
- b) par des ressortissants allemands, quel que soit leur domicile, à des ressortissants britanniques domiciliés en Chine au moment où la dette a été contractée, ou à des succursales d'entreprises britanniques établies en Chine au moment où la dette a été contractée,

à l'exclusion des dettes visées par l'article 296 du Traité de Versailles.

2. Après prélèvement des frais de mainlevée, des émoluments et des débours du séquestre sur les sommes qui se trouvent entre ses mains, les dettes reconnues ou dûment établies, ainsi que les dépens adjugés au créancier par le tribunal compétent, devront être remboursés, en première ligne, sur le produit de la vente des biens du débiteur ou sur son avoir liquide se trouvant entre les mains du séquestre en Chine, et, en seconde ligne, sur les autres fonds appartenant à des ressortissants allemands et se trouvant entre les mains du séquestre, avant que le créancier soit tenu de poursuivre directement sur son débiteur le recouvrement de sa créance. Toutefois, avant que des fonds appartenant à un ressortissant allemand déterminé soient affectés au paiement de dettes dues par d'autres ressortissants allemands, réserve sera faite des sommes nécessaires pour garantir

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

le paiement des dettes du ressortissant allemand nommé en premier lieu, que ces dettes aient été reconnues par lui ou établies par un tribunal, ou encore qu'elles aient été déclarées par lui comme dues et tombant sous le coup des dispositions du § 1. du présent Accord.

3. Le séquestre en Chine donnera notification des créances, revendiquées par des ressortissants britanniques en vertu du présent Accord, à un Bureau qui sera créé par le Gouvernement allemand à côté et en dehors de l'Office de vérification et de compensation créé en vertu des dispositions du Traité de Versailles ; le Bureau allemand fera savoir au représentant britannique à Berlin, dans les deux mois qui suivront la notification, si la dette a été reconnue ou si elle est contestée par le débiteur allemand. Les créances qui n'auront pas été contestées dans ces délais par une notification du Bureau allemand ou de son représentant à Shanghai seront considérées comme reconnues aux fins du présent Accord.

Toutefois, s'il appert que le débiteur est actuellement domicilié en Chine ou en quelque lieu hors d'Europe, l'affaire sera réglée directement entre le séquestre et le représentant à Shanghai du Bureau allemand mentionné au § 4. Dans ce cas, si le débiteur est domicilié en un lieu qui ne dispose pas de moyens de communication rapides avec Shanghai, ou encore, dans tous les cas tombant sous le coup des dispositions du présent article, si le domicile du débiteur ne peut être établi à l'aide des renseignements fournis par le créancier, le séquestre et le représentant à Shanghai du Bureau allemand pourront, par voie d'entente, prolonger le délai de deux mois, fixé plus haut, d'une nouvelle période de deux mois au plus.

Si le séquestre estime que le bien-fondé d'une créance revendiquée ne peut être établi que par la production de pièces justificatives, la revendication de la créance devra être accompagnée de copies ou d'extraits de tous les documents essentiels ; ces extraits devront être dûment certifiés par le représentant à Shanghai du Bureau allemand.

4. En vue de faciliter les discussions entre le séquestre en Chine et le Bureau allemand, ce dernier désignera un représentant à Shanghai.

5. Les créances non reconnues pourront être soumises par le créancier au Tribunal arbitral mixte anglo-allemand, et toute somme déclarée due par le tribunal devra, si le tribunal certifie qu'elle rentre dans la catégorie des dettes spécifiées au § 1, être payée par le séquestre en Chine, conformément aux dispositions du § 2. Les deux Gouvernements devront immédiatement demander au Tribunal arbitral mixte l'expédition et la délivrance des certificats en question.

6. Les créanciers dont les revendications auront été notifiées par le séquestre au Bureau allemand seront tenus de ne poursuivre le recouvrement de leurs créances par aucune autre voie de droit, à eux ouverte, pendant une période de trois mois à compter du jour de la notification, ou, si les délais ont été prolongés conformément aux dispositions du § 2, pendant une période de cinq mois au plus. Sans préjudice des droits d'aucun créancier, si une créance, qui n'a pas été notifiée conformément aux dispositions du présent accord, ou qui n'a pas été reconnue dans les délais fixés ci-dessus, est revendiquée par une autre voie de droit ouverte à l'ayant droit, les sommes dont le débiteur se sera reconnu redevable ou aura été reconnu redevable par un tribunal compétent, seront payées par le séquestre (s'il estime, après en avoir conféré avec le représentant à Shanghai du Bureau allemand, que cette dette tombe sous le coup des dispositions du § 1) sur les fonds allemands qui se trouvent entre ses mains.

7. La liquidation des biens allemands, là où elle n'a pas encore commencé, sera différée, et il n'y sera procédé que si de nouveaux fonds sont nécessaires pour garantir le paiement des hypothèques dont ces biens peuvent être frappés, conformément aux dispositions du Traité de Versailles.

Là où la liquidation a déjà commencé, mais où les biens n'ont pas encore été effectivement vendus, leur vente sera différée, à moins que le séquestre estime que cet ajournement serait préjudiciable aux intérêts de ces biens. Dans ce cas, le produit de la vente recevra la même affectation que les biens visés dans le présent article.

8. Des relevés du produit de la liquidation des biens en Chine seront délivrés sous une forme analogue à celle des relevés du produit de la vente des biens allemands au Royaume-Uni. Il sera également délivré des relevés des dettes payées sur le produit de ces ventes.

9. Les livres de comptes de ressortissants allemands dont le séquestre a pris possession ou qu'il a eus à sa disposition aux fins de liquidation des biens allemands en Chine, devront, sauf dispositions contraires du droit local, et dès que le séquestre aura acquis la certitude de ne plus en avoir besoin pour s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes du présent Accord, être renvoyés au représentant à Shanghai du Bureau allemand, qui les transmettra au Gouvernement allemand. Dans l'intervalle, le ressortissant allemand intéressé, ou son représentant, sera autorisé à consulter ces livres contre remboursement des frais que cette opération pourrait entraîner.

Dans les cas où la liquidation aura été différée, des extraits de ces livres, dûment certifiés par le séquestre, seront délivrés sur demande aux frais du ressortissant allemand.

10. Le présent Accord entrera en vigueur le jour de sa signature. Les mesures de détail destinées à lui donner effet seront arrêtées d'un commun accord entre le Bureau allemand et le séquestre ou leurs représentants.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double exemplaire, en anglais et en allemand, le 5 avril 1923.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON

(L.S.) STHAMER.

N° 436.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes concernant l'abrogation de tous les accords existant entre les Etats allemands et le Danemark relativement à l'extradition des déserteurs militaires et des fugitifs soumis au service militaire. Berlin, les 29 mars et 21 décembre 1922 et les 22 et 31 mars 1923.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes concerning the Abrogation of all Existing Agreements between the German States and Denmark regarding the Extradition of Military Deserters and Fugitives from Military Service. Berlin, March 29 and December 21, 1922, and March 22 and 31, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 436. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG BETREFFEND DIE AUFHEBUNG ALLER ZWISCHEN DEN DEUTSCHEN STAATEN UND DÄNEMARK BESTEHENDEN VERTRÄGE MIT BEZUG AUF DIE AUSLIEFERUNG DER MILITÄRISCHEN DESERTEURE UND DER DEM MILITÄRDIENSTE UNTERWORFENEN FLÜCHTLINGE. BERLIN, 29. MÄRZ UND 21. DEZEMBER 1922 UND 22. UND 31. MÄRZ 1923.

Texte officiel allemand communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 juin 1923.

Official German text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place June 9, 1923.

KÖNIGL. DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

*Journal N^o.
L. Nr. 1544.*

AUFZEICHNUNG.

Die Frage, ob die Kartellkonvention¹ zwischen Dänemark und Preussen vom 25. Dezember 1820 infolge späterer Verträge, von denen angenommen werden könnte, dass sie dieselbe berühren, oder infolge später geänderter Verhältnisse, noch als in Kraft befindlich anzusehen ist, ist eingehend geprüft worden, ohne dass dadurch ein Resultat erreicht worden wäre, das mit Sicherheit einen Schluss hinsichtlich der Stellung der Deutschen Regierung zu dieser Frage ziehen liesse.

Da jedoch dänischerseits die Beseitigung der Konvention als sehr wünschenswert betrachtet wird, erlaubt sich die Gesandtschaft unter Bezugnahme auf die bereits im Jahre 1917 zwischen Graf Brockdorff-Rantzau und Staatssekretär von Kühlmann gepflogenen Besprechungen wegen Kündigung der Konvention folgende Anfragen an das Auswärtige Amt zu richten:

1. Sieht die Deutsche Regierung die Konvention als erloschen an?
2. Ist die Deutsche Regierung andernfalls bereit, durch Übereinkunft sich mit der Dänischen Regierung als einig darüber zu erklären, dass die Konvention augenblicklich aufgehoben wird?

Im Falle deutscherseits keine der vorstehenden Fragen bejahend beantwortet werden sollte, ist die Königliche Gesandtschaft von ihrer Regierung bevollmächtigt, die Konvention gemäss deren Artikel 21 zu kündigen.

BERLIN, den 29. März 1922.

An das
Auswärtige Amt.

¹ De Martens, Nouveau Recueil de Traités, tome V, page 547.

¹ British and Foreign State Papers, Vol. 7, page 1045.

AUSWÄRTIGES AMT.

af Ges. i Berlin
No. 2537 af 22.12.22.IVa Nd 6064
B 38515

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich die Königlich Dänische Gesandtschaft in Beantwortung der geschätzten Aufzeichnung vom 29. März d. J. — L. No. 1544 — betreffend Gültigkeit der Kartellkonvention mit Preussen im Anschluss an die Verbalnote vom 29. April d. J. — IVa Nd 1599 — davon in Kenntnis zu setzen, dass die Deutsche Regierung in Übereinstimmung mit dem Preussischen Staatsministerium die Kartellkonvention zwischen Preussen und Dänemark vom 25. Dezember 1820 mit Rücksicht auf die inzwischen eingetretenen veränderten Verhältnisse als erloschen ansieht. Die Deutsche Regierung wäre für eine Mitteilung dankbar, ob die Königlich Dänische Regierung hiermit übereinstimmt.

Im Anschluss hieran gestattet sich das Auswärtige Amt noch mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung aus denselben Gründen auch die übrigen zwischen Dänemark und einzelnen deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Kartellkonventionen, nämlich :

Mit Mecklenburg-Strelitz vom 1. XI. 1822¹,
Mit Mecklenburg-Schwerin vom 19. XI. 1822²,
Mit Hamburg vom 27. V. 1823³,

im Einvernehmen mit den Regierungen dieser Länder als erloschen betrachtet. Das Auswärtige Amt darf die Bitte aussprechen, ihm auch hinsichtlich dieser Kartellkonventionen mitzuteilen, ob die Königlich Dänische Regierung damit übereinstimmt, sie als erloschen anzusehen.

BERLIN, den 21. Dezember 1922.

Die Königlich Dänische Gesandtschaft.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

VERBALNOTE.

Unter Bezugnahme auf die gefällige Verbalnote — IVa Nd 6064/B 38515 vom 21. Dezember v. Js., betreffend Gültigkeit der Kartellkonvention zwischen Dänemark und Preussen vom 25. Dezember 1820, beehrt sich die Königlich Dänische Gesandtschaft, erhaltenem Auftrage gemäss, dem Auswärtigen Amte ergebenst mitzuteilen, dass die Königlich Dänische Regierung mit der in der genannten Note zum Ausdruck gebrachten Auffassung übereinstimmt und demzufolge feststellt, dass :

die Kartellkonvention vom 25. Dezember 1820/ vom 13. März 1821 zwischen Dänemark und Preussen ;
die Kartellkonvention vom 1. November 1822 zwischen Dänemark und Mecklenburg-Strelitz ;
die Kartellkonvention vom 8. November 1822 zwischen Dänemark und Mecklenburg-Schwerin und
die Kartellkonvention vom 27. Mai 1823 zwischen Dänemark und Hamburg

¹ De Martens, Nouveau Recueil de Traités, tome VII, page 7.² De Martens, Nouveau Recueil de Traités, tome VII, page 16.³ De Martens, Nouveau Recueil de Traités, tome VI, page 259.

als erloschen zu betrachten sind, ohne dass eine Kündigung oder ein weiteres diesbezügliches Abkommen notwendig wäre. Die Dänische Regierung setzt des weiteren das Einverständnis der Deutschen Regierung damit voraus, dass ausser den bereits genannten Konventionen auch alle anderen, die Auslieferung von militärischen Deserteuren und entwichenen Wehrpflichtigen betreffenden Abkommen, die noch zwischen Dänemark und deutschen Staaten bestehen sollten, nunmehr als erloschen anzusehen sind.

Um eine Bestätigung dieser Auffassung seitens der Deutschen Regierung darf gleichzeitig gebeten werden.

BERLIN, den 22. März 1923.

AUSWÄRTIGES AMT.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Königlich Dänischen Gesandtschaft den Empfang der Verbalnote vom 22. d.M. — Journal Nr. 31. A. 7. — betreffend Gültigkeit von Kartellkonventionen zwischen Dänemark und einzelnen deutschen Ländern zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung schliesst sich der in dieser Verbalnote geäusserten Auffassung an, wonach alle die Auslieferung von militärischen Deserteuren und entwichenen Wehrpflichtigen betreffenden Abkommen, welche noch zwischen Dänemark und einzelnen deutschen Ländern bestehen sollten, nunmehr als erloschen anzusehen sind.

BERLIN, den 31. März 1923.

An die Königlich Dänische Gesandtschaft,
Berlin.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 25 mai 1923.

Georg COHN,
*Chef du Service Danois
de la Société des Nations.*

¹ TRADUCTION.

No. 436. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS CONCERNANT L'ABROGATION DE TOUS LES ACCORDS EXISTANT ENTRE LES ÉTATS ALLEMANDS ET LE DANEMARK RELATIVEMENT A L'EXTRADITION DES DÉSERTEURS MILITAIRES ET DES FUGITIFS SOUMIS AU SERVICE MILITAIRE. BERLIN, LES 29 MARS ET 21 DÉCEMBRE 1922 ET LES 22 ET 31 MARS 1923.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK

NOTE

La question de savoir si la Convention d'extradition (cartel) du 25 décembre 1820, entre le Danemark et la Prusse, peut être considérée comme encore en vigueur, malgré l'existence de nouveaux traités conclus ultérieurement, qui pourraient être considérés comme s'y rattachant, et malgré les changements survenus dans la situation, a fait l'objet d'un examen approfondi, sans qu'il ait été possible d'établir avec certitude le point de vue adopté par le Gouvernement allemand dans cette question.

Le Gouvernement danois estimant que l'abrogation de cette Convention serait extrêmement désirable, notre Légation, se référant aux pourparlers engagés dès 1917 entre le comte Brockdorff-Rantzau et le Secrétaire d'Etat von Kühlmann en vue de la dénonciation de la Convention, se permet d'adresser au Minis-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 436. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONCERNING THE ABROGATION OF ALL EXISTING AGREEMENTS BETWEEN THE GERMAN STATES AND DENMARK REGARDING THE EXTRADITION OF MILITARY DESERTERS AND FUGITIVES FROM MILITARY SERVICE. BERLIN, MARCH 29 AND DECEMBER 21, 1922, AND MARCH 22 AND 31, 1923.

ROYAL DANISH
LEGATION.

NOTE.

The question whether the Extradition Convention (Kartellkonvention) between Denmark and Prussia of December 25, 1820, is still to be regarded as valid in spite of the existence of subsequent treaties which might be considered as affecting it, and in spite of the changes which have occurred since that date in the general situation, has been carefully examined without any definite conclusion being arrived at as to the views of the German Government on this question.

Seeing, however, that the abrogation of the Convention is regarded by the Danish Government as highly desirable, the Legation ventures, with reference to the discussions which took place as early as 1917 between Count Brockdorff-Rantzau and Herr von Kühlmann, Secretary of State, with regard to the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Journal No.
L. No. 1544.

Journal No.
L. No. 1544.

tère des Affaires étrangères les questions suivantes :

1. Le Gouvernement allemand considère-t-il la Convention comme expirée ?

2. Dans le cas contraire, le Gouvernement allemand est-il disposé à s'entendre avec le Gouvernement danois pour déclarer, d'accord avec lui, que la Convention est immédiatement abrogée ?

Au cas où le Gouvernement allemand ne répondrait à aucune de ces questions par l'affirmative, la Légation royale a reçu pleins pouvoirs de son Gouvernement pour dénoncer la Convention, conformément aux dispositions de l'article 21 de cette Convention.

BERLIN, le 29 mars 1922.

Au Ministère des Affaires étrangères.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

IVa Nd 6064/B
38515.

NOTE VERBALE.

En réponse à la note du 29 mars courant — L. No. 1544 — relative à la validité de la Convention d'extradition conclue avec la Prusse, et comme suite à la note verbale du 29 avril dernier — IVa Nd 1599, — le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à la Légation royale de Danemark que le Gouvernement allemand, d'accord avec le Ministre d'Etat prussien, eu égard aux changements survenus dans la situation, considère comme abrogée la Convention d'extradition conclue le 25 décembre 1820 entre la Prusse et le Danemark. Le Gouvernement allemand serait reconnaissant au Gouvernement royal danois de bien vouloir lui notifier son accord avec lui sur ce point.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère des Affaires étrangères se permet d'aviser le Gouvernement danois que, pour les mêmes raisons, le Gouvernement allemand, d'accord avec les gouvernements des Etats intéressés, considère comme abrogées les autres conventions d'extradition conclues entre le Danemark et un certain nombre d'Etats fédérés allemands, à savoir :

la Convention du 1.XI.1822 entre le Danemark et le Mecklembourg-Strelitz,

denunciation of the Convention, to address the following questions to the German Ministry for Foreign Affairs :

(1) Does the German Government regard the Convention as having lapsed ?

(2) If not, is the German Government prepared to make with the Danish Government a common declaration that the Convention is abrogated from now onwards ?

In the event of the German Government not replying to either of these questions in the affirmative, the Royal Legation has been invested by its Government with full powers to denounce the Convention in accordance with Article 21 thereof.

BERLIN, March 29, 1922.

To the Ministry for Foreign Affairs.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

IVa Nd 6064/B
38515.

VERBAL NOTE.

In reply to the Note of March 29, 1922, L. No. 1544, with regard to the validity of the Extradition Convention concluded with Prussia, and with reference to the Verbal Note of April 29, 1922 (IVa, Nd, 1599), the Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Danish Legation that, in view of the changes which have occurred in the general situation, the German Government, in agreement with the Prussian Ministry of State, regards the Extradition Convention between Prussia and Denmark of December 25, 1820, as having lapsed. The German Government would be grateful to the Royal Danish Government if the latter would state whether it concurs in this view.

The Ministry for Foreign Affairs further desires to inform the Danish Government that, for the same reasons, the German Government, in agreement with the Governments concerned, regards the other Extradition Conventions between Denmark and certain German Federal States as having also lapsed, i.e. :

The Convention of November 1, 1822, with Mecklenburg-Strelitz,

celle du 19.XI.1822 entre le Danemark et le Mecklembourg-Schwerin, et celle du 27.V.1823 entre le Danemark et Hambourg.

Le Ministère des Affaires étrangères prie le Gouvernement royal danois de bien vouloir lui faire savoir s'il est également d'accord avec lui pour considérer ces Conventions d'extradition comme abrogées.

BERLIN, le 21 décembre 1922.

A la Légation royale du Danemark.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

NOTE VERBALE

Se référant à la note verbale du 21 décembre dernier. — IVa Nd 6064/B 38515, — relative à la validité de la Convention d'extradition conclue le 25 décembre 1820 entre le Danemark et la Prusse, la Légation royale de Danemark a l'honneur, conformément à l'ordre qu'elle a reçu, de faire savoir au Ministère des Affaires étrangères que le Gouvernement royal danois est d'accord avec le Gouvernement allemand sur le contenu de la note en question et constate en conséquence que :

la Convention d'extradition du 25 décembre 1820—13 mars 1821, — entre le Danemark et la Prusse,

la Convention d'extradition du 1^{er} novembre 1822, entre le Danemark et le Mecklembourg-Strelitz ;

la Convention d'extradition du 8 novembre 1822, entre le Danemark et le Mecklembourg-Schwerin,

et la Convention d'extradition du 27 mai 1823, entre le Danemark et Hambourg,

doivent être considérées comme abrogées, sans qu'il y ait lieu à dénonciation ou à la conclusion d'un autre arrangement à ce sujet. De plus, le Gouvernement danois présume que le Gouvernement allemand est d'accord avec le Gouvernement danois pour considérer également comme abrogés, outre les conventions déjà mentionnées, tous les autres arrangements, relatifs à l'extradition de déserteurs et insoumis, qui existeraient encore entre le Danemark et des Etats Allemands.

the Convention of November 19, 1822, with Mecklenburg-Schwerin, and the Convention of May 27, 1823, with Hamburg.

The Ministry for Foreign Affairs begs the Royal Danish Government to state whether it agrees to regard these Extradition Conventions also as having lapsed.

BERLIN, December 21, 1922.

To the Royal Danish Legation.

ROYAL DANISH
LEGATION.

VERBAL NOTE.

With reference to the Verbal Note (IVa Nd, 6064/B 38515) of December 21, 1922, regarding the validity of the Extradition Convention between Denmark and Prussia of December 25, 1820, the Royal Danish Legation has the honour, in accordance with the instructions which it has received, to inform the German Ministry for Foreign Affairs that the Royal Danish Government is in agreement with the view expressed in the communication in question and therefore notes that :

the Extradition Convention of December 25, 1820 — March 13, 1821, between Denmark and Prussia,

the Extradition Convention of November 1, 1822, between Denmark and Mecklenburg-Strelitz,

the Extradition Convention of November 8, 1822, between Denmark and Mecklenburg-Schwerin, and

the Extradition Convention of May 27, 1823, between Denmark and Hamburg

are to be regarded as having lapsed and that no denunciation nor supplementary agreement is necessary in regard to these Conventions. The Danish Government presumes that the German Government agrees with it in considering that, in addition to the Conventions already mentioned, all other agreements which may still exist between Denmark and the German States, with regard to the extradition of military deserters and persons liable to military service who have not presented themselves for duty, have also lapsed.

La Légation royale du Danemark ose espérer que le Gouvernement allemand voudra bien lui notifier qu'il partage le point de vue exprimé ci-dessus.

BERLIN, le 22 mars 1923.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception à la Légation royale de Danemark de sa note verbale du 22 courant — Journal No. 31, A. 7. — relative à la validité des Conventions d'extradition, conclues entre le Danemark et certains Etats allemands.

Le Gouvernement allemand s'associe au point de vue, exprimé dans cette note verbale, suivant lequel tous les arrangements, relatifs à l'extradition des déserteurs et des insoumis, qui existeraient encore entre le Danemark et un certain nombre d'Etats allemands, doivent être désormais considérés comme abrogés.

BERLIN, le 31 mars 1923.

A la Légation royale de Danemark.
Berlin.

The Royal Danish Legation would be grateful if the German Government would state whether it concurs in this view.

BERLIN, March 22, 1923.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

VERBAL NOTE.

The Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Danish Legation that it has received the Verbal Note of the 22nd inst. (Journal No. 31, A. 7) with regard to the validity of Extradition Conventions between Denmark and certain German States.

The German Government agrees with the point of view expressed in the Verbal Note in question to the effect that all agreements which may still exist between Denmark and certain German States, concerning the extradition of military deserters and of persons liable to military service who have not presented themselves for duty, are to be regarded from now onwards as having lapsed.

BERLIN, March 31, 1923.

To the Royal Danish Legation,
Berlin.

N° 437.

ESTHONIE ET LETTONIE

Convention au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux États, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière. Instruction à la commission mixte relative au tracé sur le terrain de la frontière entre l'Esthonie et la Lettonie, signées à Riga le 19 octobre 1920.

ESTHONIA AND LATVIA

Convention regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States, and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line. Instructions to the Mixed Commission for the delimitation on the spot of the frontier between Esthonia and Latvia, signed at Riga, October 19, 1920.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 437. — КОНВЕНЦИЯ¹ МЕЖДУ ЛАТВІЕЙ И ЭСТИ ОБЪ УСТАНОВЛЕНИИ И ПРОВЕДЕНИИ ВЪ НАТУРЪ ГОСУДАРСТВЕННОЙ ГРАНИЦЫ МЕЖДУ НАЗВАННЫМИ РЕСПУБЛИКАМИ, О ПРАВАХЪ ГРАЖДАНЪ ОДНОЙ ИЗЪ ДОГОВАРИВАЮЩИХСЯ СТОРОНЪ НА ТЕРРИТОРИИ ДРУГОЙ И О ПОЛОЖЕНИИ НЕДВИЖИМОСТЕЙ, ПЕРЕСЪКАЕМЫХ ПОГРАНИЧНОЙ ЛИНІЕЙ, ПОДПИСАННАЯ ВЪ РИГЪ 19-го ОКТЯБРЯ 1920 Г.

Texte officiel russe communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 juin 1923.

Official Russian text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 16, 1923.

ЛАТВІЯ съ одной стороны и ЭСТИ съ другой признали нужнымъ заключить нижеслѣдующій договоръ и для сего назначили уполномоченными :

ПРАВИТЕЛЬСТВО РЕСПУБЛИКИ ЛАТВІИ :

Зигфрида Мейеровица и Юлія Фельдмана.

ПРАВИТЕЛЬСТВО ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ ЭСТИ :

Александра Геллатъ и подполковника Гинном, Арнольдъ

Означенные уполномоченные, съѣхавшись въ Ригъ, по взаимномъ предъявленіи своихъ полномочій, признанныхъ составленными въ надлежащей формѣ и полномъ порядкѣ, согласились въ нижеслѣдующемъ :

Статья 1.

Не предрѣшая вопроса объ установленіи постоянной границы между обѣими республиками, обѣ стороны соглашаются признать чертою разграниченія между республиками Латвіей и Эсти пограничную линію, установленную рѣшеніемъ третейскаго судьи полк. Таллента отъ 1—3 іюля 1920 г.

Статья 2.

Граница между обѣими республиками проводится въ натурѣ смѣшанной пограничной комиссіей, въ которую входятъ по 3 члена съ каждой стороны и наносится ею на 2 карты, масштабом полверсты въ дюймъ, изъ коихъ каждая сторона получаетъ по одному экземпляру.

Работа этой смѣшанной комиссіи происходитъ согласно прилагаемой при семъ инструкціи ; на основаніи послѣдней же должны быть окончательно разрѣшены самой же комиссіей и всѣ затрудненія, могущія возникнуть при фактическомъ проведеніи границы въ натурѣ.

Примѣчаніе. Расходы по проведенію смѣшанной комиссіей государственной границы по установленіи ихъ комиссіей и утвержденіи правительствами обѣихъ сторонъ, ложатся на обѣ договаривающіяся стороны въ равныхъ доляхъ.

Приложеніе. Инструкція для смѣшанной комиссіи по проведенію въ натурѣ государственной границы между Латвіей и Эсти.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 24 mars 1921.

¹ The exchange of ratifications took place March 24, 1921.

Статья 3.

Граница обозначается въ натурѣ видимыми знаками ; независимо отъ сего обѣ стороны сообща, по взаимному соглашенію, буде же такового соглашения не воспослѣдуетъ, то каждая сторона въ отдѣльности вправѣ возвести вдоль всей государственной границы или только части ея, гдѣ это почему-либо признано будетъ нужнымъ, преграды, затрудняющія переходъ черезъ нее.

Статья 4.

Для перехода черезъ границу устанавливаются таможенные и переходные пункты въ нижеслѣдующихъ мѣстахъ :

- а) таможенные,
- б) переходные пункты.

Такъ какъ съ возрастаніемъ сношеній между обоими государствами можетъ встрѣтиться надобность въ увеличеніи числа сихъ пунктовъ, то стороны оставляютъ за собою право свободного открытія еще новыхъ таможенныхъ пунктовъ, причеъ за мѣсяць до открытія пункта надлежитъ заявить другой сторонѣ о своемъ желаніи открыть въ извѣстномъ мѣстѣ и въ извѣстное время новый таможенный пунктъ, послѣ чего таковой пунктъ можетъ начать функционировать. Новые переходные пункты могутъ быть открываемы только по взаимному соглашенію сторонъ.

Статья 5.

Переходъ черезъ границу, внѣ установленныхъ пунктовъ, воспрещается. Временныя исключенія изъ сего правила для владѣльцевъ недвижимостей, пересѣкаемыхъ границей, ихъ домашнихъ и рабочихъ, указано ниже, въ ст. 16-ой.

Примѣчаніе. Правила перехода черезъ таможенные и переходные пункты, равно какъ и правила пропуска черезъ границу пограничныхъ жителей вырабатываются особой комиссіей въ Валкѣ, въ которую входятъ по 3 члена съ каждой стороны, и утверждаются правительствами обѣихъ сторонъ.

Статья 6.

Лица латышскаго происхожденія, проживавшія къ 17-му іюля 1920 г. въ предѣлахъ Эсти, а равно и лица эстскаго происхожденія, проживавшія къ тому же сроку въ предѣлахъ Латвіи, имѣютъ право въ теченіе двухъ лѣтъ со дня ратификаціи сего договора оптировать свое гражданство, т. е. латыши — латвійское, эсты — эстское гражданство. Для этого они должны письменно заявить о своемъ желаніи консулу той страны, гражданство которой они оптируютъ, причеъ въ принятіи такого рода заявленія имъ должна быть выдана квитанція. Права оптаціи не лишены и тѣ, которые до опубликованія настоящаго договора почему-либо отказались отъ этого права.

Примѣчаніе. Лица, жившія раньше на территоріи одного изъ договаривающихся государствъ и принужденныя вслѣдствіе событій міровой войны и послѣдующей гражданской войны оставить свои прежнія мѣстожительства, пользуются правомъ оптаціи въ указанный срокъ, хотя бы они вернулись на свою родину послѣ 17-го іюля 1920 г., но до 1-го октября 1920 г.

Статья 7.

До подачи заявленія объ оптаціи, какъ лица латышскаго происхожденія на эстской территоріи, такъ и лица эстскаго происхожденія на латвійской территоріи, почитаются гражданами того государства, на территоріи коего они проживаютъ, независимо отъ ихъ происхожденія.

Примѣчаніе. Это правило не распространяется на лицъ, снабженныхъ до ратификаціи сего договора заграничными паспортами, выданными учреждениями того государства, гражданство котораго они оптируютъ.

Статья 8.

Жена слѣдуетъ состоянію мужа, а дѣти моложе 18 лѣтъ — состоянію родителей.

Усыновляемые и узаконяемые лица, не достигшія къ моменту усыновленія или узаконенія 18-ти лѣтняго возраста, слѣдуютъ гражданству усыновителя или узаконителя.

Гражданки одного изъ договаривающихся государствъ, состоящія въ замужествѣ съ гражданиномъ другого государства и пріобрѣвшія вслѣдствіе этого гражданство послѣдняго, имѣютъ право въ теченіе годового срока по прекращеніи брака возвратиться въ свое прежнее гражданство.

Статья 9.

Стороны взаимно обязуются не принимать противъ оптировавшихъ свое гражданство гражданъ другой стороны на своей территоріи никакихъ репрессивныхъ или иныхъ мѣръ, кромѣ тѣхъ, которыя онѣ въ государственныхъ интересахъ найдутъ нужнымъ принять противъ всѣхъ жителей, въ томъ числѣ и противъ своихъ собственныхъ гражданъ.

Статья 10.

Оптировавшіе свое гражданство могутъ по своему желанію въ теченіе года со дня подачи заявленія объ оптаціи покинуть свое нынѣшнее мѣстожительство и выѣхать въ предѣлы того государства, гражданство котораго ими оптировано, причемъ вправѣ увести съ собою все движимое имущество безъ платежа какого-либо налога или сбора какого бы то ни было наименованія, кромѣ развѣ только провозной платы по общему тарифу.

Бѣженцы, равно и лица, постоянно проживающіе въ одномъ изъ договаривающихся государствъ, но являющіеся гражданами другого государства, при переѣздѣ въ свое отечество на постоянное жительство, пользуются тѣми же правами, какъ и оптанты въ отношеніе вывоза ихъ движимаго имущества въ теченіе года со дня ратификаціи сего договора.

При провозѣ своего имущества черезъ границу означенныя лица обязаны представить удостовѣреніе консула страны, гражданство которой ими оптировано, о правѣ на вывозъ сего имущества согласно условіямъ, изложеннымъ въ слѣдующей статьѣ сего договора.

Статья 11.

Договаривающіяся стороны взаимно обязуются не воспрепятствовать вывозу сего имущества какими-либо специальными запретами, исключая случаи, когда вывозимое имущество пріобрѣтено оптантомъ не въ собственномъ его хозяйствѣ или не для нуждъ послѣдняго.

Статья 12.

Оптанты сохраняютъ за собою право на недвижимое имущество въ государствѣ ихъ нынѣшняго пребыванія наравнѣ съ гражданами этого государства.

Статья 13.

Лица, владѣющія недвижимостями въ предѣлахъ одного изъ договаривающихся государствъ и проживающія въ другомъ, и лица, владѣющія недвижимостью, пересѣкаемую пограничною линіею, имѣютъ право въ теченіе одного года со дня ратификаціи сего договора оптировать гражданство государства, въ которомъ находятся ихъ недвижимости, согласно условіямъ, изложеннымъ въ статьѣ 6-ой настоящаго договора.

Статья 14.

Если означенныя въ статьѣ 13-ой лица не воспользуются своимъ правомъ оптаціи, они считаются гражданами того государства, въ предѣлахъ котораго они имѣютъ свое мѣстожительство.

Статья 15.

За несовершеннолѣтнихъ и другихъ лицъ, состоящихъ подъ опекой или попечительствомъ, заявленія объ оптаціи подаются въ установленные сроки ихъ опекунами или законными представителями.

Статья 16.

Владѣльцы земельныхъ участковъ и вообще недвижимостей, пересѣкаемыхъ пограничной линіей, ихъ домашніе и рабочіе имѣютъ право переходить границу въ предѣлахъ таковой недвижимости со своими земледѣльческими орудіями, скотомъ, сбруей и проч. и перевозить всякія произведенія своей земли во время уборки урожая въ мѣсто расположенія ихъ усадебъ до ликвидаціи одной части этой недвижимости, расположенной въ другомъ государствѣ, имѣя при себѣ выданныя въ установленномъ порядкѣ легитимационныя карточки.

Статья 17.

Владѣлецъ недвижимости, пересѣкаемой границей, осужденный судебнымъ приговоромъ за контрабанду или за содѣйствіе и сокрытіе контрабандистовъ или контрабанды, навсегда лишается укуваннаго въ предшествующей статьѣ права и въ теченіе трехъ мѣсяцевъ со дня вступленія въ законную силу приговора долженъ ликвидировать ту часть своей недвижимости, которая находится внѣ территоріи государства его постоянного мѣстожительства.

Статья 18.

Владѣльцы недвижимостей, пересѣкаемыхъ пограничной линіей обязаны ликвидировать часть своего недвижимаго имущества, отсѣкаемую границей, съ тѣмъ, чтобы владѣнія ихъ находились лишь по одной сторонѣ государственной границы, въ теченіе двухъ лѣтъ, считая съ 17-го іюля 1920 г. Если такіе участки въ означенный срокъ окажутся ихъ владѣльцами не ликвидированными, таковыя участки могутъ быть по справедливой оцѣнкѣ принудительно отчуждены государствомъ, въ составъ территоріи коего они входятъ.

Примѣчаніе. Смѣшанная комиссія по проведенію границы въ натурѣ (ст. 2) можетъ въ видѣ исключенія постановить, что нѣкоторыя большія хорошо устроенныя хозяйства, значительно обезцѣненныя вслѣдствіе пересѣченія ихъ границей, сохраняютъ свое прежнее хозяйственное единство. На такія хозяйства распространяется дѣйствіе статьи 16-ой сего договора, которая въ такомъ случаѣ получаетъ характеръ постоянный. На такихъ же условіяхъ смѣшанная комиссія можетъ предоставить нѣкоторымъ хозяйствамъ право пользоваться принадлежащими имъ лугами и лѣсными участками въ предѣлахъ другого государства.

О частяхъ такихъ владѣній, раздѣленныхъ государственной границей, крѣпостныя книги ведутся отдѣльно въ соответствующихъ государствахъ, причемъ долги, лежащіе на такомъ имуществѣ, ложатся на обѣ стороны солидарно.

Статья 19.

Судебные приговоры, вынесенные судами той или другой стороны, по отношенію къ дѣламъ, возникшимъ въ мѣстностяхъ, перешедшихъ вслѣдствіе установленія границы изъ-подъ власти одного государства подъ власть другого, остаются въ силѣ съ примѣненіемъ послѣдовавшаго закона объ амнистіи. Граждане, отбывающіе наказаніе и происходящіе изъ означенныхъ мѣстностей, подлежатъ выдачѣ другой сторонѣ со всѣмъ судебнымъ матеріаломъ, относящимся къ ихъ дѣлу.

Статья 20.

Съ 1-го іюля 1920 г. правительства Латвіи и Эсти пользуются правомъ взиманія налоговъ съ земель, пересѣкаемыхъ или раздѣляемыхъ на двое пограничною чертою, такимъ образомъ, чтобы территоріальная граница служила также предѣломъ, за которымъ не должно преступать пользованіе означеннымъ правомъ, т. е. чтобы со всякаго поземельнаго участка, кому бы онъ ни принадлежалъ какъ частная собственность, взимало палогі то изъ обонхъ государствъ, въ предѣлахъ котораго таковой состоитъ.

Статья 21.

Указанное въ предшествующей статьѣ начало должно служить также правиломъ для взиманія общественныхъ налоговъ и сборовъ.

Статья 22.

Всякіе документы, планы или какія бы то ни было записи, акты на владѣнія, архивы и всякіе документы на собственность государствъ или частныхъ лицъ и обществъ, кои могли бы находиться въ архивахъ той или другой изъ договаривающихся сторонъ, будутъ взаимно возвращены тому государству, къ владѣніямъ котораго они принадлежатъ.

Если такого рода документъ важенъ для обоихъ государствъ, въ такомъ случаѣ сторона, имѣющая таковой у себя, удержитъ его, но съ такого документа дается другой сторонѣ засвидѣтельствованная и скрѣпленная копія.

Статья 23.

Въ случаѣ коллизіи положеній сего договора съ положеніями общей конвенціи между державами, принимающими участие въ Рижской конференціи, преимущество въ случаѣ заключенія конвенціи остается за послѣдней.

Статья 24.

Настоящій договоръ долженъ быть ратификованъ въ возможно скоромъ времени, и обмѣнъ ратификаціонныхъ грамотъ долженъ послѣдовать въ гор. Ригѣ.

Въ удостовѣреніе сего уполномоченные обѣихъ сторонъ подписали настоящій договоръ собственно-ручно.

Приписка. Установленіе таможенныхъ и переходныхъ пунктовъ, предусмотрѣнныхъ въ ст. IV предоставляется особой комиссіи, указанной въ примѣчаніи къ ст. V сей конвенціи.

Гор. Рига, 19-го октября 1920 г.

Подлинный подписали :

А. ГЕЛЛАТЪ.
Подполк. ГИННОМЪ.

Зигфридъ МЕЙЕРОВИЦЪ.
Юлій ФЕЛЬДМАНЪ.

ИНСТРУКЦІЯ ДЛЯ СМѢШАННОЙ КОМИССІИ ПО ПРОВЕДЕНІЮ ВЪ НАТУРЪ ГРАНИЦЫ МЕЖДУ ЛАТВІЕЙ И ЭСТИ.

(Приложеніе къ II статьѣ « Конвенціи ».)

1. Пограничная смѣшанная комиссія учреждается на основаніи соглашенія о государственной границѣ, состоявшагося 19-го октября 1920 г. между Латвійской Демократической Республикой и Эстской Демократической Республикой.

2. Въ составъ пограничной комиссіи входятъ съ каждой стороны по 3 члена. Предсѣдательствованіе въ общихъ засѣданіяхъ комиссіи принимается съ каждой стороны по очереди засѣданій. Къ составу комиссіи могутъ быть приданы эксперты, среди которыхъ обязательно присутствіе сапернаго офицера, располагающаго необходимымъ числомъ рабочихъ для проведенія и постройки границы на мѣстности, и съемочные отряды съ необходимымъ персоналомъ (триангуляторы, топографы и чертежники) для составленія карты границы.

3. Комиссія устанавливаетъ на мѣстахъ границу согласно постановленію третейскаго судьи и вноситъ въ эту границу съ согласія обѣихъ сторонъ небольшія измѣненія мѣстнаго характера, имѣющія цѣлью : выпрямленіе границы, установленіе естественной границы, воссоединеніе разединенныхъ постановленіемъ третейскаго судьи хозяйствъ, наиболѣе рациональное использование путей сообщенія.

4. Территориальныя уступки, связанныя съ означенными въ ст. 3. измѣненіями границы, дѣлаются на основаніи принципа компенсаціи. При невозможности достигнуть соглашенія остается граница, установленная третейскимъ судьей.

Примѣчаніе. Отдѣльныя усадьбы, расположенныя около самой границы, могутъ быть по просьбѣ дворохозяина на основаніи взаимности присоединены къ другому государству, если это не противорѣчитъ условіямъ, изложеннымъ въ ст. 3 настоящей инструкціи.

5. Комиссія должна стремиться къ созданію ясной, легко обозрѣваемой и не подвергающейся измѣненіямъ пограничной полосы. Для этого необходимо, чтобы граница была по возможности прямолинейной и точки изломовъ границы опредѣлялись отъ триангуляціонной сѣти отчасти путемъ непосредственной сѣти, отчасти путемъ полигональных ходовъ, измѣряя углы изломовъ теодолитомъ, а разстояніе лентой.

6. Установленная граница должна быть окончательной. Сомнѣнія и неясности должны быть устранены при обходѣ смѣшанной комиссіи.

7. При обходѣ границы смѣшанной комиссіей отмѣчается временными знаками главные пункты изломовъ новой границы. Пункты должны быть выбраны такіе, чтобы создавались по возможности болѣе длинныя прямыя линіи. Комиссія должна сдѣлать описаніе установленныхъ ею временныхъ главныхъ пунктовъ изломовъ границы. Окончательное обозначеніе угловыхъ пунктовъ производится измѣрительными отрядами.

8. Всѣ главные угловые пункты, т. е. пункты изломовъ, обозначаются на мѣстности пограничными холмами діаметромъ въ одну сажень и высотой два аршина. Подъ курганомъ въ землѣ полтора аршина ниже горизонта земли долженъ быть заложень изъ негниющаго матеріала центръ, задѣланный кирпичемъ; надъ этимъ центромъ поставить желѣзный столбъ, вокругъ котораго строится курганъ изъ камней, залитыхъ цементомъ и обсыпанныхъ землей. Вокругъ кургана маленькая канава. На верхнемъ концѣ столба помѣщается государственный гербъ, а подъ нимъ номеръ пограничнаго столба. Граница протягивается по прямой линіи отъ холма до холма. На мѣстности эта граница обозначается пограничной полосой въ 2 аршина. Такіе же желѣзные столбы съ курганами построить у большихъ дорогъ и рѣкъ въ пунктахъ, гдѣ будетъ организовано передвиженіе черезъ границу. По линіямъ границы черезъ каждый километръ построить холмики съ деревянными столбами, а основаніе изъ камней, залитыхъ цементомъ; вокругъ столба построить курганъ съ канавой.

Границу по срединѣ теченія рѣкъ опредѣлить перпендикулярами отъ полигональныхъ магистральныхъ линій по обоимъ берегамъ рѣкъ. Между со столба на столбъ обозначить на мѣстности, гдѣ это будетъ возможно, гребнемъ съ канавами съ двухъ сторонъ. Въ лѣсистыхъ мѣстностяхъ вырубить на границѣ просѣки шириною въ 6 сажень. Основой для съемки новой пограничной полосы служить тригонометрическая сѣть, отдѣльные пункты которой должны быть вычислены по координатамъ. Для предварительнаго изображенія границы на картѣ заготавливается менуальная съемка въ масштабѣ полверсты въ дюймъ, на которую заносятся мѣста расположенія установленныхъ пунктовъ и изломовъ границы, а также земельная полоса по обѣ стороны границы на 250 саж. со всѣми деталями.

Примѣчаніе. Лѣсной матеріалъ, полученный при вырубкѣ просѣки въ лѣсныхъ мѣстностяхъ для проведенія границы, распределяется между обѣими сторонами поровну.

9. Новая карта границы должны быть составлены въ масштабѣ полверсты въ 1 дюймъ на основаніи вычисленныхъ координатъ полигонныхъ пунктовъ спеціального измѣренія и составленныхъ менуальныхъ съемокъ. Къ картѣ прикладывается изображеніе и объясненіе принятыхъ условныхъ знаковъ и подробное описаніе мѣстности, на которой расположены угловые знаки. Надписи на картахъ, за исключеніемъ заголовка и условныхъ знаковъ, должны быть на латышскомъ и эстскомъ языкѣ. Для каждаго государства должно быть изготовлено два экземпляра пограничной карты, какъ оригиналы для государственнаго договора и ратификаціи на самой лучшей бумагѣ, подписанные членами смѣшанной комиссіи.

10. Послѣ того, когда будетъ заключено обозначеніе знаками, измѣреніе и нанесеніе на карту пограничныхъ участковъ, граница обходится и принимается пограничной комиссіей. Пограничные планы сравниваются съ мѣстностью и возникающія сомнѣнія устраняются на мѣстѣ. Объ обходѣ границы составляется заключительный протоколъ.

11. Матеріальные расходы по постройкѣ границы, съемкѣ границы, составленію карты границы каждое государство несетъ въ половинномъ размѣрѣ.

12. Сохраненіе въ неприкосновенности новыхъ пограничныхъ знаковъ до ратификаціи договора, подтверждающаго новую пограничную карту, лежитъ на обязанности пограничной стражи по указанію и распределенію смѣшанной комиссіи. Расходы по мѣропріятіямъ для сохраненія пограничныхъ знаковъ падаютъ въ половинной долѣ на каждое государство.

13. На обяванности смѣшанной комиссіи лежитъ исполненіе примѣчанія къ ст. 18-ой договора между Латвіей и Эсти объ установленіи государственной границы.

Рига, 19-го октября 1920 г.

Подлинный подписали :

А. ГЕЛЛАТЪ.
Подполк. ГИННОМЪ.

Зигфридъ МЕЙЕРОВИЦЪ.
Юлій ФЕЛЬДМАНЪ.

¹ TRADUCTION.

No. 437. — CONVENTION ENTRE L'ESTHONIE ET LA LETTONIE AU SUJET DU TRACÉ SUR LE TERRAIN DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ÉTATS, DES DROITS DES CITOYENS DE LA ZONE LIMITROPHE ET SUR LA SITUATION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES PARTAGÉES PAR LA LIGNE FRONTIÈRE, SIGNÉE A RIGA LE 19 OCTOBRE 1920.

La LETTONIE d'une part et l'ESTHONIE d'autre part ont jugé nécessaire de conclure la Convention dont la teneur suit, ayant autorisé à ces fins :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Zigfrid MEIEROVICS, et
Jules FELDMANS.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ESTHONIE :

Alexandre HELLAT, et le
Lieutenant-Colonel Arnold HINNO.

Les plénipotentiaires susnommés, s'étant réunis à Riga et ayant échangé leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Sans résoudre définitivement la question de la détermination d'une frontière permanente entre les deux Républiques, les deux parties conviennent de reconnaître comme ligne de démarcation entre les Républiques de Lettonie et d'Esthonie la ligne frontière, fixée par le jugement de l'arbitre, le colonel Tallent, en date du 1-3 juillet 1920.

Article 2.

La frontière entre les deux Républiques est tracée sur le terrain par une commission de délimitation mixte, composée de trois membres de chaque partie. La frontière est tracée sur deux cartes, à l'échelle d'une demi-verste par pouce, dont chaque partie reçoit un exemplaire.

Les travaux de la Commission mixte s'effectuent d'après l'instruction ci-jointe ; en se basant sur cette dernière, cette même Commission doit résoudre définitivement toutes les difficultés qui peuvent surgir au tracement effectif de la frontière sur le terrain.

Remarque. Les frais du tracement de la frontière, après avoir été établis par la Commission et confirmés par les gouvernements des deux parties, incombent aux deux Parties contractantes en parties égales.

Annexe. Instruction à la Commission mixte pour le tracement de la frontière sur le terrain entre la Lettonie et l'Esthonie.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Latvian Ministry for Foreign Affairs.

¹ TRANSLATION.

No. 437. — CONVENTION BETWEEN ESTHONIA AND LATVIA REGARDING THE DELIMITATION ON THE SPOT OF THE FRONTIER BETWEEN THE TWO STATES, AND ALSO REGARDING THE RIGHTS OF THE CITIZENS IN THE FRONTIER ZONE AND THE STATUS OF IMMOVABLE PROPERTY INTERSECTED BY THE FRONTIER LINE, SIGNED AT RIGA OCTOBER 19, 1920.

ESTHONIA on the one hand and LATVIA on the other have found it necessary to conclude an agreement and for this purpose have appointed as Plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF ESTHONIA :

M. Alexander HELLAT, and
Lieutenant-Colonel Arnold HINNO.

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Zigfrid MEIEROVICZ, and
M. Julius FELDMANS.

The above-mentioned Plenipotentiaries, after their arrival at Riga and the communication of their powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Without definitely deciding the question of the frontier line between the two Republics, both Parties agree to recognise as the frontier line between Esthonia and Latvia the line established by the Arbitrator, Colonel Tallent, on July 1, 1920.

Article 2.

The frontier line between the two Republics shall be traced on the spot by a Mixed Frontier Commission, composed of three members of each Party and shall be shown by them on two maps (scale $\frac{1}{2}$ verst to the inch) of which each Party shall receive a copy.

The work of this Commission shall be carried out according to instructions annexed hereto. All differences which may arise during the actual demarcation of the frontier line must be decided by the Commission on the basis of the above-mentioned instructions.

Note. The total expenses incurred in the delimitation of the frontier line on the spot is to be decided by the Mixed Commission, ratified by the Governments of both parties and borne in equal proportion by the Contracting Parties.

Annex. The instructions for the Mixed Commission for the delimitation on the spot of the international frontier line between Esthonia and Latvia.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

La frontière est marquée sur le terrain par des signes visibles ; indépendamment de cela, les deux parties communément ont, d'après un accord mutuel, ou, si un tel accord n'a pas eu lieu, chaque partie séparément a le droit de dresser le long de toute la frontière de l'Etat ou seulement dans les parties où ce sera, pour des raisons quelconques, jugé utile, des barrières empêchant le passage de la frontière.

Article 4.

Pour franchir la frontière, des postes de douane et des postes de passage sont établis dans les endroits ci-dessous :

- a) postes de douane
- b) postes de passage

Comme le développement des relations entre les deux Etats peut produire la nécessité d'augmenter le nombre des postes susmentionnés, les deux parties se réservent le droit d'ouvrir de nouveaux postes douaniers. Un mois avant l'ouverture du poste, l'autre partie doit être informée de l'intention d'ouvrir, dans un certain endroit et dans un certain temps, un nouveau poste de douane, après quoi le poste peut commencer à fonctionner. De nouveaux postes de passage ne peuvent être ouverts qu'à la suite d'un accord mutuel entre les deux parties.

Article 5.

Il est défendu de franchir la frontière hors les postes fixés. Des exceptions temporaires de ce règlement pour les propriétaires des biens immobiliers, partagés par la frontière, leurs ouvriers et les membres de leur famille sont indiquées plus loin dans l'article 16.

Remarque. Les règlements sur le passage des postes de douane et des postes de passage, ainsi que sur la circulation par la frontière des habitants de la zone frontière, sont élaborés à Valk, par une commission spéciale, composée de trois membres de chaque partie. Ces règlements sont confirmés par les gouvernements des deux parties.

Article 6.

Les originaires lettons, ayant, vers le 17 juillet 1920, résidé dans les limites du territoire de l'Esthonie, ainsi que les originaires esthoniens, ayant vers le même temps résidé dans les limites du territoire de la Lettonie, ont le droit, dans un délai de deux ans à partir de la ratification de la présente Convention, d'opter pour la nationalité, à savoir, les Lettons pour celle de la Lettonie, les Esthoniens pour celle de l'Esthonie. A ces fins, ils sont tenus de notifier leur intention par écrit au Consul du pays pour la nationalité duquel ils veulent opter. En preuve de la réception de cette notification, un récépissé leur doit être délivré. Ne sont pas exemptés du droit d'option ceux qui, pour des raisons quelconques, ont, jusqu'à la publication de la présente Convention, renoncé à ce droit.

Remarque. Les personnes ayant autrefois résidé sur le territoire de l'une des parties contractantes et qui, par suite de la guerre mondiale et de la guerre civile subséquente, ont été contraintes d'abandonner leurs anciens domiciles, jouissent du droit d'option durant le temps fixé, même si elles reviennent dans leur pays natal après le 17 juillet 1920, mais non pas après le 1^{er} octobre 1920.

Article 3.

The frontier line shall be marked on the spot by visible signs. Independently of this both Parties by mutual agreement or each Party separately may put obstacles to impede the crossing of the frontier all along the line or at some given part thereof, as deemed necessary.

Article 4.

In order to cross the frontier, customs and crossing offices have been established at the following places :

- a) Customs Offices
- b) Crossing Offices

As the development of relations between the two States may necessitate an increase in the number of these offices, both Parties reserve the right to establish new customs offices. Should one Party propose to open a new office at a certain time and place, the other Party must be informed one month before its opening, after which the office may begin its activities. New crossing offices can only be opened by mutual agreement between the two Parties.

Article 5.

The crossing of the frontier anywhere but at the established points shall be prohibited. Temporary exemption from this rule for proprietors of immovable property intersected by the frontier line and also for the members of their households and their workers is indicated in Article 17.

Note. Regulations for the crossing of the frontier at the Custom-houses and crossing points as well as for the persons inhabiting the frontier zones shall be compiled by a Special Commission at Walk. This Commission shall be composed of three members from each Party and its decisions shall be ratified by the Governments of both Parties.

Article 6.

Esthonian-born subjects who have lived within the Latvian frontiers previously and up to July 17, 1920, and Latvian-born subjects having resided within the Esthonian frontiers within the same dates, shall have the right to opt for their nationality—i.e. Esthonians—Esthonian and Latvians—Latvian—within two years from the date of the ratification of this Agreement. For this purpose they must be obliged to make a written declaration of their desire to the Consul of the country of which they wish to become citizens and must receive an acknowledgment of same from the Consul. Persons who have refused the right of option before the publication of this Agreement shall still have the right to opt.

Note. Persons having resided within the territory of one of the Contracting Parties and having been obliged to leave their residence owing to the World War or to the ensuing Civil War shall have the right of opting within the indicated time if they returned after July 17, 1920, and before October 1, 1920.

Article 7.

Jusqu'à la présentation de la notification d'option, les personnes d'origine lettone dans les limites de l'Esthonie et les personnes d'origine esthonienne dans les limites de la Lettonie sont considérées comme citoyens du pays sur le territoire duquel elles résident.

Remarque. Le présent règlement ne se rapporte pas aux personnes munies, jusqu'à la ratification de la présente Convention, des passeports pour l'étranger délivrés par les institutions de l'Etat pour la nationalité duquel elles veulent opter.

Article 8.

La femme suit la nationalité du mari, et les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, celle des parents.

Les personnes adoptées et légitimées, qui, au moment de l'adoption et de la légitimation, n'ont pas atteint l'âge de 18 ans, suivent la nationalité de l'adoptant et du légitimant.

Les citoyennes de l'un des Etats contractants, ayant épousé un citoyen de l'autre Etat et acquis la nationalité de ce dernier, ont le droit, dans un délai d'une année après la séparation, de reprendre leur nationalité antérieure.

Article 9.

Les deux parties s'engagent réciproquement à ne pas user de contrainte ni d'exercer de mesures répressives envers les citoyens ayant, sur leur territoire, opté pour la nationalité de l'autre Etat, à l'exception des mesures qu'elles jugeront nécessaires de prendre dans l'intérêt de l'Etat à l'égard de tous les habitants, y compris leurs propres citoyens.

Article 10.

Les personnes ayant opté pour la nationalité peuvent, suivant leur désir, quitter, dans un délai d'un an à partir du jour de la présentation de la notification d'option, le lieu de leur résidence actuelle et se rendre sur le territoire de l'Etat pour la nationalité duquel elles ont opté. Elles ont le droit d'emporter tout leur bien mobilier, sans payer aucun droit ni impôt, sous quelque dénomination que ce soit, excepté seulement les frais de transport d'après le tarif général.

Les réfugiés, ainsi que les personnes ayant leur résidence permanente dans l'un des Etats contractants, mais appartenant, d'après leur origine, à l'autre Etat, après le retour dans leur patrie pour s'y établir à demeure, jouissent, en ce qui concerne la sortie de leur bien mobilier, de mêmes droits que les optants, dans un délai d'une année à partir du jour de la ratification de la présente Convention.

Transportant leurs biens en passage à la frontière, les personnes susmentionnées sont tenues de présenter un certificat délivré par le Consul de l'Etat pour la nationalité duquel elles ont opté, constatant qu'elles ont le droit de sortir leurs biens, conformément aux règlements visés par le suivant article de cette Convention.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne pas mettre d'obstacles, au moyen de prohibitions spéciales, à la sortie de ces biens, excepté le cas où l'optant n'aurait pas acquis ces biens dans son propre ménage ni aux besoins de celui-ci.

Article 7.

Up to the time of the making of such declarations, Esthonian-born subjects residing in Latvian territory or Latvian-born subjects residing in Esthonian territory shall be nationals of the State in which they reside regardless of their original nationality.

Note. This rule shall not apply to persons in possession of passports for proceeding abroad issued by the State in favour of which they desire to opt before the ratification of this Agreement.

Article 8.

Wives shall adopt the nationality of their husbands and children under the age of 18 years that of their parents.

Children adopted before the age of 18 years shall assume the nationality of the person by whom they were adopted.

Female nationals of either of the Contracting States married to nationals of the other State and having thus taken the nationality of the latter shall have the right to resume their former nationality one year after the date of divorce.

Article 9.

The Parties shall mutually bind themselves not to take on their own territory any repressive or other action against nationals who have opted for the nationality of the other Party, except such measures as it may be necessary to take in the interest of the State against persons residing in its territory, including its own nationals.

Article 10.

Persons who have exercised the right to opt may, if they so desire, within one year from the date of the declaration of their wish to opt, leave their present residence for the State in favour of which they have opted and shall have the right to take with them all their movable property without any payment or duty whatsoever except transport expenses to be reckoned according to the regular tariff.

Refugees and persons permanently resident in one State who are, however, nationals of the other, on returning to their own country for permanent residence, shall enjoy, within one year from the date of the ratification of this Agreement, the same rights with regard to the transport of their movable property as the persons above mentioned.

When transporting their property across the frontier the persons indicated above shall be required to produce a certificate issued by the Consul of the State in favour of which they have opted, certifying their right to transport their property according to the conditions set out in the following clause of the present Agreement.

Article 11.

The Contracting Parties shall mutually bind themselves not to impede the transportation of the above-mentioned property by any prohibition whatsoever, except in cases where the property is not owned by the persons who have exercised the right to opt for use in their households or for the needs thereof.

Article 12.

Les optants gardent leurs droits sur les biens immobiliers dans le lieu de leur résidence actuelle à l'égal des citoyens de cet Etat.

Article 13.

Les personnes possédant des biens immobiliers dans l'un des Etats contractants, mais résidant dans l'autre, et les personnes possédant des biens immobiliers partagés par la ligne frontière, ont le droit, dans un délai d'une année à partir du jour de la ratification de la présente Convention, d'opter pour la nationalité de l'Etat où sont situés leurs biens immobiliers, conformément aux règlements exposés dans l'article 6 de cette Convention.

Article 14.

Si les personnes mentionnées dans l'article 13 ne font pas usage de leur droit d'option, elles sont considérées comme citoyens de l'Etat, dans les limites duquel se trouve leur domicile.

Article 15.

Pour les personnes mineures et autres, qui sont en tutelle ou en curatelle, les notifications d'option sont présentées, aux termes fixés, par leurs tuteurs ou représentants légaux.

Article 16.

Les propriétaires des fonds de terre ou, en général, des biens immobiliers partagés par la frontière, ainsi que les membres de leur famille et leurs ouvriers, ont le droit de franchir la frontière d'Etat dans les limites de cette propriété avec leurs outils agricoles, leur bétail, harnachement, etc., ainsi que de transporter les produits de leur terre pendant la récolte à l'endroit où se trouvent leurs bâtiments d'habitation, jusqu'à ce que la partie de leur propriété restée dans l'autre Etat soit liquidée. Les personnes susmentionnées sont tenues d'avoir sur elles les titres d'identité délivrés dans l'ordre établi.

Article 17.

Le propriétaire d'un bien immobilier partagé par la ligne frontière, qui, sur un arrêt du tribunal, a subi une peine pour avoir fait la contrebande ou prêté assistance aux contrebandiers et celui des contrebandiers ou de la marchandise de contrebande, perd pour toujours le droit prévu dans l'article précédent et, dans un délai de trois mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêt du tribunal, doit liquider la partie de sa propriété située en dehors du territoire de l'Etat où il a son séjour permanent.

Article 18.

Les propriétaires des biens immobiliers partagés par la ligne frontière doivent, dans un délai de deux années à partir du 17 juillet 1920, liquider la partie de leur bien immobilier coupée par la frontière, de façon que leurs propriétés ne se trouvent que d'un côté de la frontière d'Etat. Si de tels fonds de terre ne sont pas liquidés dans le délai fixé, ils peuvent être expropriés, d'après une juste évaluation, par l'Etat du territoire duquel ils font partie.

Remarque. La Commission mixte pour le tracement de la frontière sur le terrain (article 2) peut, à titre d'exception, décider que certains grands domaines ruraux bien

Article 12.

Persons having availed themselves of the right to opt shall retain their rights over the immovable property in the State of their present residence under the same conditions as the nationals thereof.

Article 13.

Persons possessing immovable property within the frontiers of one of the Contracting Parties and residing in the other, and persons possessing immovable property intersected by the frontier line, shall have, within one year from the ratification of the present Agreement, the right to opt for the nationality of the State in which the property is situated according to the conditions set out in Article 6 of this Agreement.

Article 14.

If the persons indicated in Article 13 do not avail themselves of the right to opt, they shall be considered to be nationals of the State in which they reside.

Article 15.

Declarations by minors and persons under guardianship of their desire to opt must be presented by their guardians or legal representatives within the specified time.

Article 16.

The proprietors of land and immovable property generally which is intersected by the frontier line, the members of their households and their employees shall have the right to cross the frontier within the limits of their property with their agricultural implements, saddle, harness, etc. and also to transport during the harvest all the produce of their land to their farms; this regulation to remain in force until the liquidation of that part of the immovable property which is situated in the other State. The above-mentioned persons must carry with them passes issued in stipulated form.

Article 17.

The proprietors of immovable property intersected by the frontier line who have been sentenced by the courts for smuggling, or for aiding and abetting such smuggling, or for concealing smugglers or smuggled goods, shall forfeit in perpetuity the rights indicated in the foregoing clause and, within three months after the coming into force of the decision of the court, must liquidate that part of their immovable property which is situated outside the limits of the State in which they reside.

Article 18.

The proprietors of immovable property intersected by the frontier line shall be obliged to liquidate, within two years from July 17, 1920, that part of the said property which is intersected by the frontier line in such a manner that the property owned by them is situated on one side of the international frontier only. Should this property not be liquidated within the time specified, the State in which it is situated has the right to expropriate it at a reasonable price.

Note. The Mixed Commission appointed to trace the frontier line on the spot (Article 2) can, in exceptional cases, decide that certain extensive and well-managed farms, the

organisés, dont la valeur s'amointrit considérablement par suite de la division par la frontière, conservent leur unité économique antérieure. Par rapport à ces domaines, prennent efficacité les dispositions de l'article 16 de cette Convention qui, dans ce cas, reçoit le caractère de permanence. La Commission mixte peut, sous les mêmes conditions, conférer aux certains domaines ruraux le droit d'exploiter les prés et les terrains forestiers leur appartenant et situés sur le territoire de l'autre Etat.

Les cadastres sur ces parties des propriétés partagées par la ligne frontière sont tenus séparément par les Etats respectifs. Les dettes dont ces propriétés sont chargées incombent aux deux parties solidairement.

Article 19.

Les arrêts de tribunaux de l'une ou de l'autre partie, prononcés dans les affaires commencées dans les régions qui, par suite de l'établissement de la frontière, ont passé de la domination d'un Etat sous la domination de l'autre, restent en vigueur avec application de la loi d'amnistie subséquente. Les citoyens originaires des régions mentionnées subissant la peine sont sujets à l'extradition à l'autre partie ainsi que les pièces de procédure y relatives.

Article 20.

A partir du 1^{er} juillet 1920, les Gouvernements de Lettonie et d'Esthonie ont le droit de percevoir les impôts sur les biens immobiliers partagés ou divisés en deux par la ligne frontière; la frontière du territoire étant en même temps la limite au delà de laquelle le droit en question ne doit pas être exercé, à savoir, l'impôt sur chaque fonds de terre, quiconque le possède comme propriété privée, doit être perçu par l'Etat dans les limites duquel se trouve ce fonds de terre.

Article 21.

Le principe exposé dans l'article précédent doit de même servir de règle à la perception des taxes et impôts communaux.

Article 22.

Tous documents, plans ou notes quelconques, lettres de possession, archives et toute sorte de titre sur la propriété des Etats ou des personnes et sociétés privées qui auraient pu se trouver dans les archives de l'une ou l'autre des parties contractantes, seront restitués réciproquement à l'Etat aux possessions duquel ils appartiennent.

Si un pareil document est d'importance pour les deux Etats, il est gardé par l'Etat qui le possède, mais l'autre partie en reçoit une copie certifiée conforme et légalisée.

Article 23.

En cas de collision des dispositions de cette Convention avec les dispositions de la Convention générale entre les Etats ayant participé à la Conférence de Riga, la prépondérance, dans le cas de conclusion de la Convention, appartient à cette dernière.

Article 24.

La présente Convention doit être ratifiée le plus rapidement possible. Les instruments de ratification doivent être échangés à Riga.

value of which would be depreciated by being divided by the frontier line, should remain undivided. In this case Article 16 should apply to these farms and should remain permanently in force. Under the same conditions the Mixed Commission may grant farmers the right to utilize the annexed meadow- and forest-lands which are adjacent to their farms but are situated within the frontier of the other State.

Registers for properties which are intersected by the frontier line shall be kept by each State respectively and debts relating to these properties shall be borne proportionately by each part thereof.

Article 19.

The decisions of the Courts of one or the other State with reference to cases arising out of the transference of territory from the jurisdiction of one State to that of the other as a result of the establishment of the frontier shall remain in force, but any amnesty which may be granted in consequence thereof shall be applicable to such decisions. Nationals who, being inhabitants of the above territories, are serving sentences must be handed over to the other State with all documents concerning their case.

Article 20.

From July 1, 1920, the Governments of Esthonia and Latvia shall have the right to collect land taxes from the estates intersected by the frontier line in such a way that the frontier line serves as a limit beyond which taxes may not be levied, *i.e.* independently of whether the estate so intersected belongs to private persons the right of collecting taxes belongs to the State within the frontiers of which the portion of the Estate is situated.

Article 21.

The principle indicated in the above clause must serve as guiding for the collection of communal duties and taxes.

Article 22.

All documents, maps, notes, deeds regarding property, archives, and all documents regarding the property of the respective States or of private persons or companies, which are in the records of either of the Contracting Parties will be returned by either Party to the State to which they belong by right of ownership.

If such documents should be of importance to both States, the State to which they belong shall retain the original document, but a certified copy of same shall be given to the other State.

Article 23.

Should the articles in this Agreement be at variance with those of the General Convention between the Powers who took part in the Riga Conference, priority will be given to the latter Convention should it be drawn up.

Article 24.

The present Agreement must be ratified as soon as possible and the exchange of the instruments of ratification must take place at Riga.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente Convention de leur propre main.

Remarque. Les postes de passage et de douane visés par l'article 4 sont fixés par la Commission spéciale, mentionnée dans l'article 5 de cette Convention.

RIGA, le 19 octobre 1920.

(Signé) A. HELLAT.

(Signé) Lieut.-Colonel HINNOM.

(Signé) ZIGFRID MEIEROVICS.

(Signé) JULES FELDMANS.

INSTRUCTION A LA COMMISSION MIXTE POUR LE TRACEMENT SUR LE TERRAIN DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA LETTONIE ET L'ESTONIE

(Annexe à l'article 2 de la Convention.)

1. La Commission mixte de délimitation est constituée sur la base de l'Accord conclu le 19 octobre 1920 entre la République démocratique de Lettonie et la République démocratique d'Esthonie.

2. La Commission de délimitation se compose de trois membres de chaque partie. Chaque partie se charge de la présidence aux séances plénières d'après l'ordre des séances. La Commission peut être complétée des experts, parmi lesquels est indispensable la présence d'un officier sapeur ayant à sa disposition le nombre nécessaire d'ouvriers pour le tracement et la construction de la frontière sur le terrain, et des détachements d'arpenteurs avec le personnel nécessaire (triangulateurs, topographes et traceurs) pour dresser la carte de la frontière.

3. La Commission établit la frontière sur le terrain conformément au jugement de l'arbitre et apporte dans cette frontière, avec le consentement des deux parties, de légères modifications de caractère local ayant pour but : le redressement de la frontière, l'établissement d'une frontière naturelle, la réunion des domaines ruraux divisés par le jugement de l'arbitre, l'exploitation la plus rationnelle des voies de communication.

4. Les cessions territoriales résultant des modifications de la frontière, mentionnées dans l'article 3, s'effectuent en raison du principe de compensation. Dans le cas d'impossibilité d'arriver à un accord, reste la frontière établie par l'arbitre.

Remarque. Les domaines particuliers situés tout près de la frontière peuvent, sur la demande de leur propriétaire et sur la base de réciprocité, être incorporés à l'autre Etat, à moins que cela ne contredise aux conditions énoncées dans l'article 3 de la présente Instruction.

5. La Commission doit avoir en vue de créer une ligne de délimitation claire, très visible et n'étant pas sujette à des modifications. A ces fins il est nécessaire que la frontière soit droite autant qu'il est possible et que les points d'inflexion de la frontière soient définis d'après le canevas de triangulation, partiellement par le canevas direct, partiellement par les voies polygonales, en mesurant les angles au moyen du théodolite, et les distances au moyen du mètre à ruban.

6. La frontière établie doit être définitive. Les doutes et les incertitudes doivent être éliminés par la Commission mixte en faisant la tournée de la frontière.

7. En faisant la tournée de la frontière, la Commission mixte marque par des signes provisoires les principaux points d'inflexion de la nouvelle frontière. Ces points doivent être choisis tels que les lignes droites soient longues autant qu'il est possible. La commission mixte doit faire une description des principaux points d'inflexion établis par elle à la frontière. La fixation définitive des points angulaires est effectuée par les détachements d'arpenteurs.

8. Tous les principaux points angulaires, c'est-à-dire les points d'inflexion, sont marqués sur le terrain par des tertres limitrophes d'une sagène de diamètre et de deux archines de haut.

In confirmation whereof the Plenipotentiaries of both States have set their signatures hereto.

RIGA, October 19, 1920.

(Signed) A. HELLAT.

(Signed) Lieutenant-Colonel HINNOM.

(Signed) ZIGFRID MEIEROVICS.

(Signed) JULES FELDMANS.

INSTRUCTIONS TO THE MIXED COMMISSION FOR THE DELIMITATION ON THE SPOT OF THE FRONTIER BETWEEN ESTHONIA AND LATVIA.

(Annex to article 2 of the Convention.)

(1) A Mixed Commission will be formed on the basis of the Agreement of October 19, 1920, regarding the State frontier between the Esthonian and Latvian Democratic Republics.

(2) The Frontier Commission shall be composed of three members from each State. At the general meetings of the Commission the Chair will be occupied by a member of each State in turn. Experts may be included on the staff of the Commission, the presence of an officer of the Engineers being obligatory. This officer must have at his disposal the necessary men for the tracing and building of the frontier, and a surveying detachment and staff (triangulators, topographers and draughtsmen) for the drawing of the frontier map.

(3) The Commission shall trace the frontier on the spot according to the decision of the Arbitrator and may, with the consent of both Parties, introduce certain changes of a local character for the following purposes: to straighten the frontier line; to reunite farms which had been divided by the Arbitrator; and to make the most reasonable use of the channels of communication.

(4) The territorial concessions connected with the changes in the frontier line mentioned in Clause 3 are to be granted on the principle of compensation. Should it be impossible to reach an agreement, the frontier line shall be maintained as established by the Arbitrator.

Note. — Separate farms situated close to the frontier may, at the request of the owners thereof, be joined to the other State on the principle of reciprocity provided that such action is not at variance with the conditions set out in Clause 3 of the present instructions.

(5) The Commission must endeavour to make a frontier zone which is clear, easily visible and unchangeable. For this it is necessary that the frontier line be as far as possible straight and that the apexes of the angles be determined partly by the use of a net triangles and partly by means of polygon lines, in the latter case measuring the angles with the theodolite and the distance by tapemeasure.

(6) The frontier line as established must be definite. All doubts and ambiguities must be removed by an inspection to be undertaken by the Mixed Commission.

(7) The apexes of the angles of the new frontier must be temporarily marked by the Mixed Commission while visiting the frontier. The apexes must be chosen in such a manner as to give the longest possible straight line. The Mixed Commission must give a full description of the points forming a break in the frontier line. The final marking of the apexes of the angles is to be carried out by the surveying detachment.

(8) All the principle apexes are to be marked on the spot by the Frontier Commission by means of artificial mounds having a diameter of one sashen and a height of 2 arshen. Beneath

Sous le tertre, dans le sol, un archine et demi au-dessous de l'horizon de la terre, doit être placée une base en matière non corrompible revêtue de briques ; au-dessus de cette base doit être fixé un poteau de fer, entouré d'un tertre en pierres cimentées et recouvertes de terre. Autour du tertre est creusé un petit fossé. A l'extrémité d'en haut du poteau est suspendu l'écusson d'Etat, sous lequel se trouve le numéro du poteau limitrophe. La frontière s'étend en ligne droite de tertre en tertre. Cette frontière est marquée sur le terrain par une zone de deux archines de large. De pareils poteaux en fer avec des tertres doivent être érigés aux bords des grandes routes et des rivières, aux endroits où sera organisé le passage de la frontière. Sur la ligne de la frontière, de kilomètre en kilomètre, doivent être construits des tertres aux poteaux en bois, au fondement en pierres cimentées ; autour du poteau doit être construite une levée de terre entourée d'un fossé.

Au milieu des rivières la frontière doit être fixée d'après les perpendiculaires des lignes magistrales polygonales sur les deux rives de la rivière. La dérayure entre les poteaux doit être marquée sur le terrain, où ce sera possible, par un rempart et des fossés de chaque côté du rempart. Dans les régions boisées, des percées larges de 6 sagènes doivent être pratiquées sur la frontière.

De base au lever des plans de la nouvelle frontière sert le canevas trigonométrique, dont les points particuliers doivent être calculés d'après les coordonnées. Pour représenter préalablement la frontière sur la carte, on dresse un levé des plans de mensule à l'échelle d'une demi-verste par pouce, sur lequel on marque, avec tous les détails, les situations des points et des inflexions fixés sur la frontière, ainsi que la zone de 250 sagènes de deux côtés de la frontière.

Remarque. Le matériel forestier, obtenu en pratiquant les percées pour établir la frontière dans les régions boisées, doit être partagé entre les deux parties également.

9. Les nouvelles cartes de la frontière doivent être dressées à l'échelle d'une demi-verste par pouce, sur la base des coordonnées, calculée d'après les points polygonaux du mesurage spécial, et des levés des plans de mensule. A la carte sont jointes la reproduction et l'explication des signes convenus et une description détaillée de la région où se trouvent les signes angulaires. Les inscriptions sur les cartes, à l'exception de celles d'entête et des signes convenus, doivent être en langues lettone et esthonienne. Deux exemplaires de la carte frontière doivent être faits pour chacun des Etats, sur du papier de meilleure qualité, lesquels, à titre d'actes authentiques de la Convention d'Etat et de la ratification, sont signés par les membres de la Commission mixte.

10. Après que les terrains limitrophes auront été pourvus de signes, mesurés et représentés sur la carte, la Commission de délimitation fera la tournée de la frontière et l'acceptera. Les plans limitrophes sont comparés avec le terrain, et les incertitudes surgissantes sont éliminées sur place. A propos de la tournée de la frontière est dressé un protocole final.

11. Les dépenses matérielles pour la construction de la frontière, le lever des plans de la frontière et l'établissement de la carte limitrophe incombent à chacun des Etats en parties égales.

12. Jusqu'à la ratification de la Convention confirmant les nouvelles cartes de la frontière, les gardes-frontières, d'après les indications et la désignation de la Commission mixte, sont chargés de préserver d'endommagement les nouveaux signes limitrophes. Les frais de la préservation des signes limitrophes incombent à chacun des Etats en parties égales.

13. La Commission mixte est chargée d'exécuter la remarque à l'article 18 de la Convention entre la Lettonie et l'Esthonie sur l'établissement de la frontière d'Etat.

RIGA, le 19 octobre 1920.

(Signé) A. HELLAT.

(Signé) Lieut.-Colonel HINNOM.

(Signé) ZIGFRID MEIEROVICS.

(Signé) JULES FELDMANS.

the hillocks at a depth of $1\frac{1}{2}$ arshens below the surface a centre-piece must be made of imperishable material and walled in with bricks. Above this centre-piece an iron post must be erected, around which the hillock must be built with stones bound together with cement and finally covered with earth. Around the hillock a small ditch must be made. The arms of the State are to be shown at the top of the post and beneath them must be marked the number of the frontier post. The frontier line shall extend along a straight line from one hillock to the other. On the spot the frontier is to be marked by a frontier zone of 2 arshens. Similar iron posts and hillocks are also to be erected at the main high-roads and rivers where the crossing of the frontier has been established. Along the line of the frontier at a distance of one kilometre from each other, hillocks are to be erected around wooden posts, the base being of stone saturated with cement. The hillocks are to be surrounded by a ditch.

The frontier line passing in the centre of a river is to be determined by perpendiculars from the headline of the polygons on both sides of the river. The boundary from one post to the other is to be marked where possible by means of mounds of earth with hedges on both sides. In forest regions gaps, 6 sashens wide, must be cut on the frontier. The trigonometric nets serve as basis for the surveying of a new frontier zone and the points of same must be calculated on the basis of co-ordinates. For the preliminary outlining of the frontier line on the map mensular surveying must be carried out on a scale of $\frac{1}{2}$ verst to the inch. The apexes of the angles of the frontier line as well as all details of the zone along both sides of the frontier to a distance of 250 sashens must be shown on the map.

Note. — All forest material obtained by the making of the gaps in the forest regions for the demarcation of the frontier will be equally divided between both parties.

(9) New frontier maps to the scale of $\frac{1}{2}$ verst to the inch must be made on the basis of calculated co-ordinates of polygon points of a special dimension and on the basis of maps outlined by means of mensular surveying. Explanations of the particular signs used on the map must be given as well as detailed descriptions of the spot on which these particular signs are to be placed. All inscriptions on the maps, except titles and signs, must be in the Esthonian and Latvian languages. Two copies of the frontier maps must be made on the best quality paper and signed by the members of the Mixed Commission to serve as originals for the State agreement and ratification.

(10) After completing the demarcation, measurement and drawing of the frontier map, the frontier zone must be visited and agreed to by the Frontier Commission. The frontier map will be compared with the actual line and any doubts arising will be settled on the spot. The final record will be composed on visiting the frontier.

(11) The expenses incurred by the building of the frontier, surveying and composing of the frontier map will be borne by both States in equal proportion.

(12) The preserving immune of the new frontier marks up to the time of ratification of the agreement and acceptance of the frontier line is the duty of the Frontier Guard according to instructions of the Mixed Commission. The expenses thus incurred will be borne in equal portions by both States.

(13) The Mixed Commission is responsible for the fulfilment of Clause XVIII of the Agreement on the Establishment of the State Frontier between Esthonia and Latvia.

RIGA, October 19, 1920.

(Signed) A. HELLAT.

(Signed) Lieutenant-Colonel HINNOM.

(Signed) ZIGFRID MEIEROVICS.

(Signed) JULES FELDMANS.

N° 438.

LETTONIE ET LITUANIE

Convention au sujet du tracé sur le terrain de la frontière entre les deux États, des droits des citoyens de la zone limitrophe et sur la situation des propriétés immobilières partagées par la ligne frontière. Instruction à la Commission mixte relative au tracé sur le terrain de la frontière entre la Lettonie et la Lituanie, signées à Riga le 14 mai 1921.

LATVIA AND LITHUANIA

Convention regarding the delimitation on the spot of the frontier between the two States and also regarding the rights of the citizens in the frontier zone and the status of immovable property intersected by the frontier line. Instructions to the Mixed Commission regarding the delimitation on the spot of the frontier between Latvia and Lithuania, signed at Riga, May 14, 1921.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

No. 438. — KONWENZĪJA¹ STARP LATWIJU UN LEETAWU PAR ROBESCHAS NOWILKŠCHANU DABĀ STARP MINETĀM WALSTĪM, PAR PEEROBESCHU EEDSIHWOTAJU TEEŠĪBAM UN ZAUR ROBESCHAS LINIJU PAHRDALĪTO NEKUSTAMO IHPAŠCHUMU STAHWOKLI.

*Textes officiels letton et lituanien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 juin 1923.*

LATWIJA no weenas pufes un LEETAWA no otras pufes atrada par wajadligu noflehgt fekofcho konwenziju un fchim noluhkam pilnwaroĵa :

LATWIJAS WALDĪBA LATWIJAS ahrleetu ministri :

Sigfridu A. MEIEROWIZU ;

LEETAWAS WALDĪBA LEETAWAS ahrleetu ministri :

Dr. Juofas PURYZKIS.

Minetee pilnwarotee fanahkufchi Rigā pehz fawftarpejas pilnwaru pahrbaudifchanas, atra-
dufchi tās pilnigā kahrtibā un atteezigā formā faltahditas, weenoĵas par fekofcho :

I.

Latwijas-Leetawas robeſchu fchķihreĵu teefas preekfchfehdetaja prof. Šimpfona ſpreedumā noteikto robeſchu ſtarp Latwiju un Leetawu noſproufch dabā fewiſchķa jaukta komiſĵija, kuĵā eeeet pa 3 lozekleem no katras pufes. Jauktās komiſĵijas darbi noteek pehz klaht peeliktās in-
trukzijas ; uf pehdejās pamata minetai komiſĵijai jaiſſchķiĵ wif jautajumi, kuĵi waretu zeltees
pee robeſchas noſproufchanas dabā.

Peefihme. Iſdewumi, kuĵi zelfees pee robeſchas noſproufchanas dabā pehz wiĵu
noteikfchanas no jauktās komiſĵijas un pehz abeĵu waldibu apłtiprinaſchanas, kriht uf
abām walftim lihdfigās daļās.

Peelikums. Instrukzija jauktai komiſĵijai robeſchas noſproufchanā dabā ſtarp Lat-
wiju un Leetawu.

II.

Robeſcha apſihmeĵama dabā redſamām ſihmem. Beſ tam abām pufem kopigi, pehz fawftar-
pejas weenoſchanās, waj ja tahda weenoſchanās nenotiktu, tad katrai pufeĵi atfewiſchķi ir tee-
fiabas zelt aiſſchogojumus gar wifū walfts robeſchu, jeb tikai daļā, kur tas kaut kahdu eemeflu
dehļ buhtu wajadfigs.

III.

Robeſchas pahreĵai noſakami muitas un pahreĵas punkti. Šchos punktus noſaka I. pantā
minetā jauktā komiſĵija.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 20 mai 1922.

TEXTE LITUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

No. 438. — KONVENCIJA¹ NUSTATYTI SIENOMS TARP LIETUVOS IR LATVIJOS VIETOSE IR SUTVARKYTI PASIENIO GYVENTOJU TEISĖMS IR SIENOS PERKIRSTOJO NEJUDINAMO TURTO PADÉCIAI.

*Official Latvian and Lithuanian texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this convention took place June 16, 1923.*

LIETUVA iš vienos ir LATVIJA iš kitos pusės rado reikalingu sudaryti tarpu savęs sekančia sutartį ir tam tikslui įgaliavo :

LATVIJOS VALDŽIA savo Užsienio Ministerį :

p. Zigfrida A. MEIEROVICS ;

LIETUVOS VALDŽIA savo Užsienio Ministerį :

p. Dr. Juoza PURYCKI.

Minėtieji įgalioti asmens suėję Rigoje patikrinę vieni kitų įgaliavimus ir pripažinę juos pilnai tvarkoje ir atatinama forma susatytus, susitarė apie šituos štai punktus :

I.

Latvijos-Lietuvos Trečiųjų Teismo pirmininko prof. Simpsono sprendimu skiriamąją sieną tarp Latvijos ir Lietuvos nustato vietose tam tikra mišrioji komisija, į kurią įeina po 3 narius iš katros pusės. Mišrioji komisija varos savo darbą sulig pridėtos instrukcijos ; sulig minėtosios instrukcijos komisija rišą visus klausimus, kurie kyla nustatant sieną vietoje.

Pastaba : Išlaidos, kurios pasidarys nustatant sieną, sulig misriosios komisijos nusprendimo, patikrinus abiem valdžiom, abiejų valstybių nešamos pusiau.

Priedas : Instrukcija mišriojai komisijai sienai nustatyti tarp Latvijos ir Lietuvos.

II.

Siena pažymima aiškiai matomais ženklais. Be to abi pusės, bendrai apie tai susitarusios, arba jei negalima susitarti, katra pusė atskirai, gali ar išilgai visą valstybės sieną ar tik kai kuriose vietose, kame tatai dėl ypatingų priežasčių reikalinga padirbti užtvaras.

III.

Sienai pereiti nustatomas muitinės ir pereinamieji punktai. Tas vietas nustato § 1 nurodytoji mišrioji komisija.

¹ The exchange of ratifications took place May 20, 1922.

Nodibinotees dñihwakai fatikfmei ftarp abàm walftim, war raftees wajadfiba pawairot mineto punktu fkaitu, tadehl, abas pufes few atftahj teefibas atwehrt jaunus muitas punktus, par ko japafino pretejai pufei weenu mehnefi eepreekich. Jauni pahrejas punkti atwerami pehz fawftarpejas weenofchanàs.

Ja epidemiju jeb zitu kahdu fwarigu eemeflu dehl raftos wajadfiba kahdu muitas waj pahrejas punktu flehgt, tad par to japafino otrai walftij wismal trihs deenas eepreekich norahdot flehgfchanas eemeflus.

IV.

Pahreet robefchu alhrpus noteikteem punkteem aifleegts. Pagaidu inehmumi no fcha noteikuma apfihmeti fchis konwenzijas nahkofchá pantà.

V.

Zaur robefchu pahrdalito imobiļu ihpafchneekeem waj rentneekeem, wiņu peederigeer un ftrahdneekeen ir teefibas pahreet walfts robefchu fawa ihpafchuma robefchàs lihdf ar faweem femkopibas rihkeem un lopeem, kà ari pahrwadat faimneezebaj wajadfigos materialus un fehklu un wifus fawus femes rafchojumus rafchas laikà uf fawàm mahjam lihdf tam laikam, kameh otras walfts robefchàs palikufe ihpafchuma daļa nebuhs likwideta ; pee kam minetàm perfonam weenmehr jabuht klaht noteiktà kahrtà isdotàm legitimazijas kartiņam.

VI.

Ar robefchas liniju pahrdalito imobiļu ihpafchneeks waj rentneeks, kurfch zaur teefas fpreedumu fodits par nodarbofchanos ar kontrabandi, tàs pabalstifchanu jeb flehpfchanu, laudè peektà pantà apfihmetàs teefibas, un wiņam 3 mehnefchu laikà pēhz teefas fpreeduma fpehkà nahkfchanas deenas jalikwidè ta imobiļu daļa, kuŗa atrodas otras walfts robefchàs, fkaitot no wiņa pafhawigas dñihwes weetas.

VII.

Zaur robefchas liniju pahrdalito imobiļu ihpafchneekeem jalikwidè diwi gadu laikà, fkaitot no deenas, kad ifbuhwetà robefcha no abàm waldibam apftiprinata, ar robefchu atdalitàs imobiļu daļas tahdà kahrtà, lai wiņu ihpafchumi atraftos tikai weenas walfts robefchàs. Ja tahdi femes gabali noteiktà laikà nebuhtu likwideti, wiņus pehz taifnigas nowehrtefchanas atfawina ta walfts, kuŗas teritorijà wiņi eetilpft.

VIII.

Robefchas nowilkfchanai dabà ezeltà komifija (r. p.) war nolemt, ka dafchas faimneezebaj, kuŗu wehrtiba no fadalifchanas eewehrojami zeefch, — patur fawu agrako faimneezeifko weenibu. Atteezibà ul fchahdàm faimneezebaj 5. panta noteikumi eeguhft pafhawigu rakfturu. Jauktà komifija war ul tahdeem pat noteikumeem peefchķirt dafchàm faimneezebaj teefibas leetot wiņam peederofchas plawas un mefchus otras walfts teritorijà.

Par tahdàm fadalita ihpafchuma daļam femes grahmatas wedamas katrà walfti atfawifchķi, pee kam ul fchahdeem ihpafchumeem gulofchee parahdi gulftas solidari ul abàm ihpafchuma daļam.

IX.

Wifi plani un aktis, kà ari arķiwi un wifadi dokumenti ul walfts, priwateem un beedribu ihpafchumeen, — kuŗi atraftos weenas waj otras walfts eestahdès waj arķiwos, tiks fawftarpigi ifdoti tai walftij, ul kuŗas teritorijas atrodas ihpafchumi, ul kuŗeem atteezas minetee dokumenti.

Gyvesniam tarp abiejų valstybių susisiekimui gali iškilti reikalas padauginti nustatytų punktų skaičių, tam reikalui abi pusės pasilaiko sau teisę atidaryti naujas muitines, apie ką antrai pusėi reikia pranešti vieną mėnesį anksčiau. Nauji pereinami punktai atidaromi sulig bendroa susitarimo.

Jeigu dėl epidėmių pavojaus ar dėl kitų svarbių priežasčių reikia uždaryti muitines arba pereinamuosius punktus, tai apie tai reikia antrai valstybei pranešti per tris dienas išanksto, nurodant kartu sienos uždarymo priežastis.

IV.

Pereiti sieną kitose vietose, negu nustatytuose punktuose, draudžiama. Laikinos šio dėsnio išimtyš nurodytos sekančiame šios konvencijos straipsnyje.

V.

Savininkai arba nuomotojai, kurių ūkiai yra sienos perkertami, taip pat ir jų namiškiai ir šeimyna bei darbininkai, turi teise pereiti per valstybės sieną jų ūkių ežiose ir gali neštis ir vežtis žemės ukiui reikalingus įrankius, gyvulius ir ukiui reikalingą medžiagą ir seklą, taip pat laukų valymo metų gali vežtis visą savo ukių derlių savo namuosna, kol nebus likviduota antroj valstybeje pasilikusi ukio dalis ; tačiau nurodytieji asmens, eidami per sieną privalo turėti su savim, tam tikra tvarka išduotas, legitimacijos korteles.

VI.

Sienos perkirstų ukių savininkai arba nuomotojai, kurie teismo nusprendimū nubausti už varymą, palaikymą arba slėpimą kontrabandos, nustoja penktame straipsnyje nurodytų teisių ir per 3 mėnesius nuo galutino teismo nusprendimo dienos, privalo likviduoti tą savo ukio dalį, kuri yra ne toj valstybėje, kurioj yra nuolatai gyvenamoji vieta.

VII.

Sienos perkirstų ukių savininkai per 2 metu nuo dienos, kai vietoje nuvestoji siena abiejų valstybių valdžių bus patvirtinta, privalo savo ukius tuo budu sutvarkyti, kad jie būtų tiktai vienoje valstybėje. Jei toki ukiai per nurodytą laiką nebus likviduoti, valstybė, kurios teritorijoje jie yra, juos nusavina sulig teisėto įkainavimo.

VIII.

Sienai vietose nuvesti paskirtoji komisija (§ 1) gali nutarti kai kurios ukius, kurių vertybė nuo padalinimo labai sumažėtū, palikti kaip ukio venetą. Mišrioji komisija tokiats pat atvejais gali kai kuriems ukiams pripažinti teise naudotis savo antroj valstybėj esamomis pievomis ir miškais.

Parkirstosioms ukių dalims abiejose valstybėse atskirai vedama hypotėkų knygos ; už skolas padarytas ant tokių ukių, abi ukių dalys atsako solidarinais.

IX.

Visi planai ir aktai, taip pat archyvai ir visoki dokumentai apie valstybės privatinių asmenų ir bendrovių nuosavybė, kurie yra vienos arba antros valstybės įstaigose arba archyvuose, turi buti atiduoti tai valstybei, kurios teritorijojejų dokumentų liečiamoji nuosavybė pasilieks.

Ja ūchahds dokuments buhtu ūwarigs preekūch abām walftim, wiņu patur ta pufe, pee kuŗas wiņūch atrodas, bet otrai walftij iūdodams ūchahda dokumenta apūtiprinats norakūts.

X.

Abas pufes prinzipleri atūihūt, ka zaur ūchūihreju teefas lehmumu no weenas walfts atdalito un otrai peedalito apgabalu eedūihwotaji uūkatami par tās walfts pilūņeem, kuŗas teritorijā mine-tee apgabali eetilpūt. U ūtahdeem pilūņeem tomehr atteezinami Latwijas-Leetawas konwenzijas noteikumi par optaziju.

XI.

ūafkanā ar 10. panta nofazijumeem tuhliņ demobilifejami tajā paūchā pantā norahdito apgabalu eedūihwotaji.

XII.

Lai dotu eefpehju peerobeschu eedūihwotajeem pahreet uū to walūti, pee kuŗas tautibas wiņi peeder, abas walūtis apūolas pehz eefpehjas wezinat ūawūtarpeju ihpaūchumu iūmaiņu ūtarp Leetawā dūihwojofcheem latweefcheem no weenas pufes un Latwijā dūihwojofcheem leifcheem no otras. Abas walūtis apūolas 2 gadu laikā no ūchūs konwenzijas ratifikazijas deenas atteiktees no paraūteem nodokūeem, kuŗi teek ūemti pee ihpaūchumu pahrrakūtūichanas ūemesgrahmatu no-
daūās.

XIII.

ūchi konwenzija ratifizejama wisdrihfakā laikā un ratifikazijas grahmatas iūmainamas Rigā.

XIV.

Konwenzija ūarakūtita latweefchu un leifchu walodās, pee kam abi tekūti uūkatami par autentiūkeem.

RIGA, 14. maijā 1921. g.

(Parakūts) S. A. MEIEROWIZS.

(Parakūts) Dr. J. PURYZKIS.

Jeigu toki dokumentai svarbus abiem valstybėm, juos palaiko ta pusė, kuri juos ligi šiol turėjo, bet antrai valstybei išduodama tokių dokumentų patikrinti nuorašai.

X.

Abi pusės principialinai pripažįsta, kad trečiųjų teismo nutarimu nuo vienos valstybės ati dalintų ir į antrą priskirtų vietų gyventojai yra tos valstybės piliečiai, kurios teritorijon nurodytos vietos dabar perejo. Tačiau tokiems piliečiams taikomi Latvijos-Lietuvos konvencijos nustatymai apie optaciją.

XI.

Vaduojantis § 10, tuojuo paliosuojami iš kariomenės mobilizuotieji nurodytuju vietų gyventojai.

XII.

Kad padėti pasieninio gyventojams pereiti ton valstybėn, kurios jie yra tautos, abi valstybės prižada, kiek tatai galima, padėti savo tarpe pasikeisti Lietuvoj gyvenantiems latviams su Latvijoje gyvenančiais lietuviais savo ukiais. Tam tikslui abi valstybės prižada per dviejus metus nuo šitos konvencijos ratifikavimo dienos neimti tokiais atvejais mokesnių už nusavybės perrašymą žemės knygose.

XIII.

Šita konvencija turi buti kuotrumpiausiu laiku ratifikuota, Ratifikacijos raštais pasikeitimas įvyks Rygoje.

XIV.

Konvencija sustatyta lietuvių ir latvių kalbomis ir abudu tekstai yra autentiniai originalai.

RIGA, 14 Gegužio 1921 m.

(Pasiraše) Dr. PURYCKIS.

(Pasiraše) Z. A. MEIEROVICS.

Pour copie conforme à l'original :

K. BERENDS,

Secrétaire au Cabinet

du Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

INSTRUKZIJA JAUKTAI KOMISIJAI ROBESCHU NOSPRAUŠCHANA
DĀBA STARP LATWIJU UN LEETAWU.

1. Jaukta robeschu komifija teek fastahdita uf maijā 1921. g. starp Latwiju un Leetawu noflehtās konwenzijas pamata.

2. Robeschu komifijā no katras puses eeset pa 3 lozekleem. Kopejo feshchu wadibu uņemas abas puses, katra pehz kahtas. Komifijas fastahwu war papildinat ekfperti, starp kuŗeem nepeezeefchs samapeeru wirfneeks, kuŗa rihzibā atrodas robeschas nowilkfchanai un uf buhwei wajadligais (strahdneeku fkaitis ; un topografu nodaļas ar nepeezeefchamo perfonalu (triangulatori, topografi, lihmetaji) robeschu kartes fastahdfichanai.

3. Komifija noteiz uf weetam robeschu faskaņā ar fchķihreju teefnefcha fpreedumu un eewed fchāf robeschā ar abpufigu peekrifchanu neleelus weeteja rakftura pahrgrofijumus, kuŗu mchrkis ir robeschas ilihdfinafchana, dabigas robeschas noteikfchana, zaur fchķihreju teefnefcha fpreedumu fadalito faimneezibu apweenofchana un razionalakā fatikfmes lihdfekļu ifmantofchana.

4. Peekahpfchanās teritorialā liņā, kuŗa faiftita ar 3. p. apfihmeteem robeschas pahrgrofiju-meem, ifdarama uf kompensaziju prinzipa pamata. Gadījumā, ja weenofchanās netiktu panahkta, jaatftahjchķihrejuteefnefcha ioteiktā robescha.

Peefihme. Atfewifchķas mahjas, kuŗas atraftos pee pašchas robeschas, uf faimneeka luhgumu un uf reziprozitates pamata war tikt peeweenotas otrai walftij, ja tahda peewee-nofchana nerunatu pretim fchis instrukzijas 3. p. apfihmeteem noteikumeem.

5. Komifijai jazenfchas radit robeschu, kuŗa buhtu noteikta, weegli pahrfkatama un nepa-dotos dabikām pahrgrofibam. Šchinī noluhkā wehlams, lai robescha buhtu pehz eefpehjas taifna un robeschas lihkuma gala punkti tiktu noteikti, ifejot no triangulazijas tihkla pa daļai zaur teefchu, tihklu, pa daļai zaur poligonelām ejam, — ifmehrojot illozijumu ftuŗus ar teodolitu, bet attah-ļumu ar lentu.

6. Nosprauftai robeschai jahuht galigai. Jebkahdas nenoteiktibas jeb nefkaidribas jauktai komifijai janowehrfch pee robeschas apftaigafchanas.

7. Apftaigajot robeschu, jauktā komifija apfihmē ar pagaidu fihmem galwenos jaunās robe-chas iflozijumu punktus. Jaifwehlas tahdi punkti, lai raftos pehz eefpehjas garas taifnas linijas. Komifijai jaaprakfta wiņas noteiktee galwenee pagaidu robeschas lihkumu punkti. Galigo punktu apfihmfchanu ifdara mehritaju nodaļas.

8. Wifi galwenee ftuŗu punkti, t. i. robeschas lihkumu punkti, teek apfihmeti uf weetas ar robeschu kupatfcham — weenu afi diametrā un 2 arfch. augftumā. Sem ufmetuma semē — pusu-tras arfchinas sem semes horizonta jaeleek no nepuhftofcha materiala ķeegeļos eemuhrets zentrs ; wirs fcha zentra jaulzeļ dlēlis ftabs, ap kuŗu teek taifita ar zementu faleeta un ar femi apbehrta akmeņu kupatfcha. Ap kupatfchu teek ifrakts maļs grahwitz. Staba augfchejā galā teek nowee-tots walfts fihmogs, bet sem ta, robeschas ftaba numurs. Robescha teek wilkta taifnā linijā no kupatfchas lihdf kupatfchai.

Kupatfchu starpās robescha teek apfihmeta ar 2 arfchinu platu robeschu joflu. Tahdi pat dfēlfs ftabi ar kupatfcham jazeļ pee leeleem zeļeem un upem, punktus, kur tiks organifeta pah-reja par robeschu. Uf robeschas liniju kilometru garos interwalos jaulzeļ kupatfchas ar koka sta-beem, bet wiņu pamats no akmeņeem, faleeteem ar zementu, ap ftabu jataifa ufmetums ar grahwi apkahrt. Upju widū robescha janoteiz ar perpendikulareem no abu upes kraftu poligonelām magif-traļu linijam. Efcha starp ftabeem, kur tas eefpehjam, jaapfihmē ar walni un grahweem abās pufēs. Meſchu apwidos uf robescham jaiſzehr 6 afu platas ftigas. Jaunās robeschu joflas ulneh-mumeen par pamatu teek ņemts trigonometrifkais tihkls, kuŗa atfewifchķeem punkteen jahuht

INSTRUKCIJA MIŠRIAJAI KOMISIJAI NUSTATYTI SIENAI IN NATURA TARP LIETUVOS IR LATVIJOS.

1. Mišrioji sienų komisija paskiriama sulig konvencijos tarp Lietuvos ir Latvijos gegužės 13 d. 1921 m.

2. Mišriojon sienų komisijon įeina po 3 narius iš katros pusės. Bendruosiose komisijos posėdžiuose pirmininkauja pasikeisdami abiejų dalyvių komisijų pirmininkai. Komisijos sudėtis papildoma ekspertais, kurių tarpe turi būti saperų viršininkas, kuris turi savo šinioje sienos pašymėjimui ir pastatymui reikalingus darbininkus, ir topografijos skyrius su atatinamu personalu (tranguatoriais, topografais, braižytojais) padirbti sienos žemėlapiui.

3. Komisija, vaduodamasi trečiųjų teismo sprendimu, nustato sieną vietoje, ir gali, abiem pusėm sutinkant, padaryti nedidelius vietinio pobūdžio pakeitimus tikslu ištiesti sieną, nuvesti ją sulig gamtos sienų, sujungti trečiųjų teismo linijos perkirstus ukius ir geriau išnaudoti susisiekimo priemones.

4. Teritorialiniai nusileidimai, keičiant sieną sulig 3 punkto, daromi kompensacijos pagrindu. Jei negalima tais klausimais susitarti, trečiųjų teismo nustatytoji siena lieka nekeista.

Pastaba. Atskiri namai prie pat sienos galima sulig savininko prašymo, reciprokumo pamatu priskirti antrajai valstybei, jei tatai nesipriešina sios instrukcijos trečio punkto nustatymams.

5. Komisija privalo pasistengti nustatyti aiškia sieną, kuri lengvai galima būtų patikrinti ir kuri gamtos įtaka nesikeistų. Tuo atžvilgiu pageidaujama, kad siena būtų kiek galima tiesi ir kad punktai, kuriuose sienakreipiasi, būtų nustatyti sulig trikampio tinklų, tiesiakampių ir poligonalių, išmatuojant linkimų kertes teodolitu, o tolumus juosta.

6. Nustatomoji siena turi būti galutina. Jei dar būtų jo nepatogumu arba neaiškumu, tai mišrioji komisija juos turi pašalinti, apvaikščiudama sieną.

7. Apvaikščiudama sieną, mišrioji komisija provizoriniais ženklais pažymi svarbesniasias sienos kriptis. Reikia tuo tikslu pasirinkti tokios vietos, kad pasidarytų kiek galima ilgos tiesios linijos. Svarbesnieji laikini kampiniai punktai komisijos aprašomi žodžiais. Tuos punktus galutinai pažymi matininkų skyriai.

8. Visi svarbieji kampiniai, tai yra sienos linkimų punktai, pažymimi, sukasant toj vietoj kaupus — vieno sieksnio diametro ir dviejų aršinių aukstumo. Sukastoj žemej pusanthro aršino žemiau kaupos paviršiaus įkasama nepunančios medžiagos įmurinamos plytų centre; ant šio centro pastatomas geležinis stulpas, aplink kurį supilama cemento ir akmenimis apmurytas žeme apibertas kaupas. Aplink kaupą įkasamas mažas griovys. Ant stulpo viršunės iškeliamas valstybės vėliava, o po ją parašoma sienos stulpo numeris. Sieną tiesiama tiesia linija nuo kaupos iki kaupui. Tarp kaupų siena pažymima 2 aršinių pločio sienos groviu. Panašius aprasytiems geležinius stulpus su kaupais statoma taip pat ir prie didelių kelių, upių ir vietose, kur skiriama pereinamoji sienos vieta. Sienos linijoj statoma po vieną kilometrą atstu nuo vienos kito kaupai su medimais stulpais, akmeniniu, cemento sulietu pamatu, aplink stulpą sukasama žemė ir įkasama griovys. Upių viduryj siena pažymima perpendikuliarinėmis iš abiejų upės krantų rodančiomis poligonalinėmis magistralių linijomis. Ežia tarp stulpų, kur galima, pažymima užkasu ir grioviais abejose pusėse. Miškuose pagal sieną iškertama 6 sieksnių pločio ruožai. Naujajai sienai nupiešti naudojamasi trigonometriniu tinklu, atskiri punktai išskaičiuojami sulig koordinatų. Pirmajam kartui sieną nupiešti žemėlapy rengiama mensulinė nuotrauka maštabu pusė versto coly, kurioj pažymima

ifrehķinateem pehz koordināteem. Robefchas eepreekķejai ufsihmeķchanai uf kartes teek ifgatawots menfulas uņņehmums ar maffķhtabu puswerķtes zollā, uf kuŗa teek atfihmeti noteiktee robefķhu punkti un illozījumi, kā ari 250 afu plata femes jofla ar wifām detaļam gar robefķhas abām pufem.

9. Jaunām robefķhu kartem jateek faftahditām maffķhtabā puswerķtes zollā, uf fpezialu ifmeķrojumu poligonu punktu ifrehķinato koordinātu un menfulu uņņehmumu pamata. Kartei teek peeweenots peenemto apfihmeķjumu fihmeķjums un ifķkaidrojums un fihķs apkahrtnes aprakķts uf kuŗa atrodas ftuŗu apfihmeķjumi. Iņemot ufrakķtus un peenemtos apfihmeķjumus, karķķhu tekķtam jabuht latweeķķhu un leiķķhu walodās. Preekķķ katras walķts jaiķgatawo uf wislabakā papira robefķhu kartes diwi ekķemplaros, kuŗus parakķta jauktās komifijas lozekķi.

10. Pehz tam, kad robefķhas apfihmeķchana ar fihmem un peerobefķhas femes joflas ifmeķriķchana un atfihmeķchana uf kartes buhs nobeigta, — robefķhu komifija apķtaigā un peenem robefķhu. Robefķhu plani teek falihķfināti ar apwidu un ewentuelas nefķkaidribas nowehrķtas uf weetam. Pehz robefķhas apķtaigafķchanas teek faftahdits gala protokols.

11. Robefķhas ifbuhwes un uņņemķchanas materialos ifdewumus nes abas walķtis uf pufem.

12. Jauno robefķhu fihmju neaifķkaramibas apķargafķchana lihķķ lihuma ratifizeķchanai, kuŗķķ apķtiprinātu jaunās robefķhu kartis, teek uķdota robefķķfargeem pehz jauktās komifijas norahķķjuma un ķadalijuma. Ifdewumi, kuŗi zehluķķhees zaur robefķhu fihmju apķardķibai fķperķteem foķķem, kriht lihķķķģās daļās uf abām walķtim.

13. Jauktai komifijai teek uķlikķs par peenahķkumu ifpildit Latwijas-Leetawas robefķhu konwenzijas VIII. pantu.

RĪGA, 14. maijā 1921. g.

(Parakķts) S. A. MEIEROWIZS.

(Parakķts) Dr. J. PURYZKIS.

nustatytieji sienos punktai ir kampai, taip pat 250 sieksnių pločio juosta su visais detaliais abipusiai pagal sieną.

Pastaba : Miškuose iškirstųjų pagal sieną ruožų malka padalinama pusiau abiem valstybėm.

9. Nauji sienos žemėlapiai sustatomi maštabe pusė versto vienam coly specialiai išmatuotų poligono punktų — pagrindu išskaičiavimo koordinatais ir mensuliu. Prie žemėlapių pridedama ženklų braižiniai ir paaiškinimai ir smulkus apylinkės aprašymas, kuriame ypatingai pažymėtini kampai, išėmus užrašus ir sienos ženklų aprašymas, žemėlapių tekstas privalo būti latvių ir lietuvių kalbomis. Katrai valstybei turi būti pagaminti po du žemėlapių ant geriausio popierio ant kurių, kaip originalų valstybės sutarčiai ir ratifikacijai pasirašo mišriosios komisijos nariai.

10. Kai siena bus pažymėta ženklais ir pasienio juosta išmatuota ir nubraižyta žemėlapy, sienos komisija apvaikščioja ir priima sieną. Sienos planai sulyginami su apylinke ir neaiškumai tuoj pataisomi. Apvaikščiojus sieną, sustatomas galutinas protokolas.

11. Sienos statymo ir matavimo išlaidas padengia abi valstybės pusian.

12. Kol nebus ratifikuota sutartis ir patvirtinta naujos sienos žemėlapiai, pasienio sargams sulig ypatingų mišriosios sienų komisijos nurodymų ir paskirstymo pavedama saugoti pastatytieji sienos ženklai. Išlaidos sienos ženklų apsaugojimo padengiamos abiejų valstybų pusiau.

13. Mišriajai sienos komisijai duodama įvykinti Latvijos ir Lietuvos sienų konvencijos 8 straipsnis.

RIGA, 14 Gegužio men. 1921 m.

(Pasiraše) Dr. PURYCKIS.

(Pasiraše) Z. A. MEIEROVICS.

Pour copie conforme à l'original :

K. BERENDS,

Secrétaire au Cabinet

du Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ TRADUCTION.

No. 438. — CONVENTION ENTRE LA LETTONIE ET LA LITUANIE AU SUJET DU TRACÉ SUR LE TERRAIN DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ÉTATS, DES DROITS DES CITOYENS DE LA ZONE LIMITROPHE ET SUR LA SITUATION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES PARTAGÉES PAR LA LIGNE FRONTIÈRE, SIGNÉE A RIGA LE 14 MAI 1921.

La LETTONIE d'une part et la LITUANIE d'autre part ont jugé nécessaire de conclure la Convention dont la teneur suit et ont autorisé à ces fins :

Le GOUVERNEMENT DE LETTONIE :

Zigfrid A. MEIEROVICS, Ministre des Affaires étrangères de Lettonie ;

Le GOUVERNEMENT DE LITUANIE :

Dr. Juosas PURYZKIS, Ministre des Affaires étrangères de Lituanie.

Les plénipotentiaires susnommés, s'étant réunis à Riga et ayant échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

La frontière letto-lituanienne, établie par le jugement du Professeur Simpson, président du tribunal arbitral, est tracée sur le terrain entre la Lettonie et la Lituanie par une commission mixte spéciale, composée de trois membres de chaque partie. Les travaux de la Commission mixte s'effectuent conformément à l'instruction ci-jointe ; sur la base de cette dernière, la commission susmentionnée est tenue de régler toutes les questions pouvant surgir lors du tracement de la frontière sur le terrain.

Remarque. Les frais du tracement de la frontière sur le terrain, établis par la commission mixte et confirmés par les deux Gouvernements, incombent aux deux Etats en parties égales.

Annexe. Instruction à la commission mixte pour le tracement sur le terrain de la frontière entre la Lettonie et la Lituanie.

Article 2.

La frontière doit être marquée sur le terrain par des signes visibles. Outre cela, les deux parties communément ont, d'après un accord mutuel, ou, si un tel accord n'a pas eu lieu, chaque partie séparément a le droit d'élever des barrières le long de toute la frontière d'Etat ou de la partie où ce sera, pour des raisons quelconques, jugé utile.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Latvia.

¹ TRANSLATION.

No. 438. — CONVENTION BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA REGARDING THE DELIMITATION ON THE SPOT OF THE FRONTIER BETWEEN THE TWO STATES, AND ALSO REGARDING THE RIGHTS OF THE CITIZENS IN THE FRONTIER ZONE, AND THE STATUS OF IMMOVABLE PROPERTY INTERSECTED BY THE FRONTIER LINE, SIGNED AT RIGA, MAY 14, 1921.

LATVIA, of the one Part, and LITHUANIA, of the other Part, have deemed it necessary to conclude a Convention the text of which follows, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries:

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

Zigfrid A. MEIEROVICS, Latvian Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF LITHUANIA :

Dr. JUOSAS PURYZKIS, Lithuanian Minister for Foreign Affairs.

The above-mentioned Plenipotentiaries, having met at Riga and communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Latvian-Lithuanian frontier, as established by the decision of Professor Simpson, President of the Arbitral Tribunal, shall be delimited on the ground between Latvia and Lithuania by a special Mixed Commission consisting of three members of each Party. The work of the Mixed Commission shall be carried out in conformity with the instructions annexed hereto ; on the basis of these instructions, the above-mentioned Commission shall settle all questions which may arise in connection with the demarcation of the frontier on the ground.

Note. — The expenses occasioned by the demarcation of the frontier on the ground, as calculated by the Mixed Commission and approved by the two Governments, shall be divided equally between the two States.

Annex. — Instructions to the Mixed Commission for the demarcation on the ground of the frontier between Latvia and Lithuania.

Article 2.

The frontier shall be delimited on the ground by means of easily visible signs. In addition, the two Parties jointly, by common agreement, or in the absence of such agreement, each Party separately, shall be entitled to erect barriers along the whole of the State frontier, or along any part thereof, if for any reason it is deemed advisable.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Pour passer la frontière, sont établis des postes de douane et de passage. Ces postes sont fixés par la commission mixte mentionnée dans l'article premier.

Le développement des relations entre les deux États pouvant produire la nécessité d'augmenter le nombre des postes en question, les deux parties se réservent le droit d'ouvrir de nouveaux postes de douane, l'autre partie en devant être informée un mois avant l'ouverture du poste. De nouveaux postes de passage ne peuvent être ouverts que d'après un accord mutuel.

Si, en cas d'épidémies ou pour d'autres raisons importantes, il se présente la nécessité de fermer un poste de douane ou de passage, l'autre partie en doit être avisée au moins trois jours avant, les motifs de la fermeture lui étant communiqués.

Article 4.

Il est défendu de passer la frontière hors les postes fixés. Des exceptions temporaires de cette disposition sont indiquées dans l'article suivant.

Article 5.

Les propriétaires ou les fermiers des biens immobiliers, partagés par la frontière, les membres de leur famille et leurs ouvriers ont le droit de passer la frontière d'État dans les limites de leur propriété avec leurs outils agricoles et leur bétail, ainsi que de transporter à leur domicile des matériaux aux besoins de leur ménage, ainsi que les semences et les produits de leur terre pendant la récolte, jusqu'à ce que la partie de leurs biens restée dans les limites de l'autre État ne soit liquidée. Les personnes susmentionnées sont tenues d'avoir sur elles à tout temps, les cartes de légitimation délivrées dans l'ordre établi.

Article 6.

Le propriétaire ou le fermier des biens immobiliers partagés par la ligne frontière, qui, sur le jugement du tribunal, a été condamné à une peine pour avoir fait la contrebande ou y avoir prêté son assistance et celui de la contrebande, perd les droits visés par l'article 5 et doit, dans un délai de trois mois à partir du jour de l'entrée en vigueur du jugement du tribunal, liquider la partie de son bien immobilier située dans les limites de l'autre État, selon le lieu de sa résidence permanente.

Article 7.

Les propriétaires des biens immobiliers partagés par la ligne frontière doivent liquider, dans le délai de deux années à partir du jour où la frontière construite a été approuvée par les deux gouvernements, les parties de leurs biens immobiliers séparées par la frontière, de façon que leurs propriétés ne se trouvent que d'un côté de la frontière. Si de tels fonds de terre ne sont pas liquidés dans le délai fixé, ils sont, d'après une juste évaluation, expropriés par l'État du territoire duquel ils font partie.

Article 8.

La commission constituée pour le tracement de la frontière sur le terrain (article 1^{er}) peut décider que certains domaines ruraux, dont la valeur diminue considérablement par suite de la division, conservent leur unité économique antérieure. A l'égard de tels domaines les dispositions de l'article 5 acquièrent un caractère de permanence. La Commission mixte peut, sous les mêmes

Article 3.

Customs and frontier posts shall be established to control the crossing of the frontier. These stations shall be determined by the Mixed Commission mentioned in Article 1.

As the development of relations between the two States may necessitate an increase in the number of such stations, the two Parties reserve the right to establish new Customs stations, in which case the other Party shall be informed of the fact one month before the new station is opened. Additional frontier posts can only be established by common agreement.

If, on account of epidemics or for other important reasons, it becomes necessary to close a Customs or frontier post, the other Party must be notified at least three days in advance, the reasons for the closure being given.

Article 4.

The crossing of the frontier at places other than those where stations are established is prohibited. Temporary exceptions to this provision are laid down in the following Article.

Article 5.

The owners or farmers of immovable property which is divided by the frontier line, the members of their families, and their labourers shall be allowed to cross the State frontier within the limits of their property with their agricultural implements and livestock, and to transport to their residence materials for the use of their household and the seed and produce of their land during the harvest, until such part of their goods as has remained within the territory of the other State is liquidated. The above-mentioned persons must at all times be in possession of the identity cards issued in the proper form.

Article 6.

Owners or farmers of immovable property which is divided by the frontier line, who have been sentenced by a Court of law for smuggling or for having been accessory to smuggling, or for having concealed contraband, shall lose the rights conferred by Article 5 and must, within a time limit of three months from the date of their sentence, liquidate that part of their immovable property which is situated in the territory of the other State, according to the place of their permanent residence.

Article 7.

The owners of immovable property which is divided by the frontier line must liquidate, within a period of two years from the day on which the frontier, as established, is approved by the two Governments, such part of their immovable property as is situated on the other side of the frontier line so as to ensure that all their property shall be situated on the same side of the frontier. If such land is not liquidated within the prescribed period it shall be expropriated by the State in whose territory it is situated in return for equitable compensation.

Article 8.

The Commission established for the demarcation of the frontier on the ground (Article 1) may decide that certain rural estates, the value of which would be considerably impaired by a division, should retain their previous economic unity. In regard to such estates the provisions of Article 5 would acquire a permanent character. On the same conditions the Mixed Commission

conditions, accorder aux certains domaines ruraux le droit d'exploiter les forêts et les prés leur appartenant et situés sur le territoire de l'autre partie.

De telles parties de biens divisés sont cadastrées dans chacun des Etats séparément. Les dettes dont ces propriétés sont chargées incombent solidairement aux deux parties de la propriété.

Article 9.

Tous les plans et actes, ainsi que les archives et toutes sortes de titres sur les propriétés d'Etat, propriétés privées ou propriétés de sociétés qui se trouvent dans les institutions ou archives de l'un ou de l'autre Etat, seront réciproquement remis à l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les propriétés auxquelles les documents en question se rapportent.

Si un tel document a une importance pour les deux Etats, il est gardé par la partie qui le possède, une copie de ce document certifié conforme, devant être remise à l'autre Etat.

Article 10.

Les deux parties conviennent, en principe, que les habitants des régions séparées de l'un des Etats et incorporées dans l'autre par le jugement du tribunal arbitral, sont considérés comme citoyens de l'Etat du territoire duquel ces régions font partie. A l'égard de ces citoyens les dispositions de la convention letto-lituanienne d'option sont toutefois applicables.

Article 11.

Conformément aux dispositions de l'article 10, les habitants des régions mentionnées dans le même article, doivent être aussitôt démobilisés.

Article 12.

Pour donner aux habitants de la zone frontière la possibilité de passer dans l'Etat dont ils tirent l'origine, les deux Etats s'obligent à favoriser l'échange réciproque des propriétés entre les Lettons séjournant en Lituanie d'un côté et les Lituanien séjournant en Lettonie de l'autre. Les deux Etats s'engagent à renoncer, dans le délai de deux ans, à partir du jour de la ratification de la présente Convention, aux droits percevables lors de la transcription des propriétés aux bureaux de cadastre.

Article 13.

La présente Convention doit être ratifiée le plus tôt possible et les instruments de ratification doivent être échangés à Riga.

Article 14.

La présente Convention est rédigée en langues lettone et lituanienne. Les deux textes font également foi.

RIGA, le 14 mai 1921.

{(Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(Signé) Dr. J. PURYZKIS.

may confer on the holders of certain rural estates the right to exploit the forests and meadows belonging to them in the territory of the other Party.

Such tracts of divided property shall be entered separately in the land registers of both States. The debts chargeable to such estates shall be borne jointly by both parts of the estate.

Article 9.

All the plans and deeds and the archives and documents of all kinds relating to State property, private property or the property of companies, which are at present in the institutions or archives of either State, shall be handed over to the State on whose territory is situated the property to which the documents in question refer.

If such a document is of importance to both States, it shall be retained by the Party in whose possession it is, and a certified true copy of the document shall be handed over to the other State.

Article 10.

The two Parties agree in principle that the inhabitants of the districts detached from one of the States and incorporated in the other by the decision of the Arbitral Tribunal shall be considered as citizens of the State to which these districts belong. The provisions of the Latvian-Lithuanian Agreement in regard to option shall nevertheless be applicable to such persons.

Article 11.

In conformity with the provisions of Article 10, the inhabitants of the districts mentioned in that Article must be immediately demobilised.

Article 12.

In order to enable the inhabitants of the frontier zone to transfer their residence to the State from which they derive their origin, the two States undertake to facilitate the reciprocal exchange of property between the Latvians living in Lithuania on the one hand, and the Lithuanians living in Latvia on the other. The two States undertake, for a period of two years from the date of ratification of the present Convention, to remit the fees chargeable for the transfer of property at the Land Registration Offices.

Article 13.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be exchanged at Riga.

Article 14.

The present Agreement has been drafted in Latvian and Lithuanian. Both texts shall be authentic.

RIGA, *May 14, 1921.*

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) DR. J. PURYZKIS.

INSTRUCTION

A LA COMMISSION MIXTE POUR LE TRACEMENT SUR LE TERRAIN DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA LETTONIE ET LA LITUANIE.

(Annexe à l'article 1^{er} de la Convention.)

1. La commission mixte de délimitation est constituée sur la base de la Convention, conclue entre la Lettonie et la Lituanie en mai 1921.

2. La commission de délimitation se compose de trois membres de chaque partie. Les deux parties se chargent, chacune à son tour, de la présidence aux séances plénières. La Commission peut être complétée des experts parmi lesquels est indispensable la présence d'un officier sapeur, ayant à sa disposition le nombre nécessaire d'ouvriers pour le tracement et la construction de la frontière ; et des détachements d'arpenteurs avec le personnel nécessaire (triangulateurs, topographes, traceurs), pour dresser la carte de la frontière.

3. La commission établit la frontière sur place, conformément au jugement de l'arbitre, et introduit dans cette frontière, avec le consentement des deux parties, de légères modifications de caractère local, ayant pour but le redressement de la frontière, l'établissement d'une frontière naturelle, la réunion des domaines ruraux, divisés par le jugement de l'arbitre, et l'exploitation la plus rationnelle des moyens de communication.

4. Les cessions territoriales résultant des modifications de la frontière visées par l'article 3, s'effectuent en raison du principe de compensation. Dans le cas où un accord ne serait pas obtenu, reste la frontière établie par l'arbitre.

Remarque. Des domaines particuliers, situés tout près de la frontière peuvent, à la demande du propriétaire et à charge de réciprocité, être incorporés dans l'autre Etat, à moins que cela ne contredise aux dispositions énoncées dans l'article 3 de la présente Instruction.

5. La commission doit avoir en vue de créer une frontière distincte, très visible et qui ne soit pas sujette à des modifications. A cette fin, il est désirable que la frontière soit droite autant que possible, et que les points d'inflexion de la frontière soient définis d'après le canevas de triangulation, partiellement par le canevas direct, partiellement par les voies polygonales, en mesurant les angles au moyen du théodolite, et la distance, au moyen du mètre à ruban.

6. La frontière tracée doit être définitive. Toutes incertitudes et inexactitudes doivent être éliminées par la Commission mixte en faisant la tournée de la frontière.

7. En faisant la tournée de la frontière, la Commission mixte marque par des signes provisoires les principaux points d'inflexion de la nouvelle frontière. Les points doivent être choisis tels que les lignes droites soient longues autant qu'il est possible. La Commission doit faire une description des principaux points d'inflexion fixés par elle à la frontière provisoire. La fixation définitive des points est effectuée par les détachements d'arpenteurs.

8. Tous les principaux points angulaires, c'est-à-dire les points d'inflexion de la frontière, sont marqués sur place par des tertres limitrophes d'une sagène de diamètre et de deux archines de haut. Sous le tertre, dans le sol, une archine et demie au-dessous de l'horizon de la terre, doit être placée une base en matière non corruptible revêtue de briques ; au-dessus de cette base est fixé un poteau de fer, au milieu d'un tertre en pierres cimentées et recouvertes de terre. Le tertre est entouré d'un petit fossé. A l'extrémité d'en haut du poteau est suspendu l'écusson d'Etat, sous lequel se trouve le numéro du poteau limitrophe. La frontière est tracée en ligne droite de tertre en tertre.

Entre les tertres, la frontière est marquée par une zone de deux archines de large. De pareils poteaux en fer avec des tertres, doivent être érigés aux bords de grandes routes et des rivières, aux endroits où sera organisé le passage de la frontière. Sur la ligne frontière, de kilomètre en kilomètre, doivent être élevés des tertres aux poteaux en bois et au fondement en pierres cimentées ; autour

INSTRUCTIONS

TO THE MIXED COMMISSION FOR THE DEMARCATION ON THE GROUND OF THE FRONTIER
BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA.

(Annex to Article I of the Convention.)

(1) The Mixed Delimitation Commission shall be constituted on the basis of the Convention concluded in May 1921 between Latvia and Lithuania.

(2) The Delimitation Commission shall consist of three members of each Party. The two Parties alternately shall appoint the Chairman at plenary meetings. The Commission may co-opt experts, among whom must be an engineer officer having at his disposal the number of men required for the demarcation of the frontier and the necessary constructions; also detachments of surveyors with the personnel (topographers, experts in triangulating and map-drawing) necessary for drawing up the map of the frontier.

(3) The Commission shall fix the frontier on the ground, in conformity with the arbitrator's decision, and, with the consent of both Parties, it shall make slight modifications of a local character with a view to straightening the frontier, establishing a natural frontier, maintaining the unity of rural estates divided by the arbitrator's decision, and utilising means of communication in the most rational manner.

(4) The territorial concessions consequent on the modifications in the frontier specified in Article 3 shall be granted subject to compensation. In the event of an agreement not being reached, the frontier fixed by the arbitrators shall be adhered to.

Note. — Private estates situated in the immediate vicinity of the frontier may, at the request of the owner and subject to reciprocity, be incorporated in the other State unless this should be contrary to the provisions contained in Article 3 of the present Instructions.

(5) The Commission should aim at setting up a frontier which is distinct, clearly visible and not subject to modifications. To this end it is desirable that the frontier should be as straight as possible, and that its points of deflection should be defined by triangulation, partly by direct triangulation and partly by the polygon method, the angles being measured with a theodolite and the distances with a tape-measure.

(6) The frontier thus demarcated must be final. All doubtful points and inaccuracies shall be settled by the Mixed Commission when it makes its final tour of the frontier.

(7) On its tour of inspection along the frontier, the Mixed Commission shall mark provisionally the principal points of deflection of the new frontier. These points should be so chosen as to make the straight lines as long as possible. The Commission shall draw up a description of the principal points of deflection which it fixes on the provisional frontier. These points shall be finally fixed by the detachments of surveyors.

(8) All the principal angular points, that is to say, the points of deflection of the frontier, shall be marked on the spot by means of boundary cairns one sazhan in diameter and two ells in height. In the soil beneath the cairn, one-and-a-half ells below the surface, a foundation of durable material set in masonry shall be constructed: above this foundation shall be fixed an iron post in the centre of the cairn constructed of cemented stone and covered with earth. The cairn shall be surrounded by a small ditch. The coat-of-arms of the State shall be fixed at the top of the post, with the number of the boundary post beneath. The frontier shall be demarcated in a straight line from cairn to cairn.

Between the cairns the frontier shall be marked by means of a zone two ells in width. Similar iron posts set up on cairns shall be erected beside the main roads and rivers at the places where frontier transit is to be organised. At intervals of one kilometre along the frontier line cairns with wooden posts on a basis of cemented stone shall be erected; banks of earth surrounded

du poteau sont construites des levées de terre entourées d'un fossé. Au milieu des rivières, la frontière doit être établie d'après les perpendiculaires des lignes magistrales polygonales des deux bords de la rivière. La dérayure entre les poteaux doit être, aux endroits où ce sera possible, marquée par un rempart et des fossés de chaque côté du rempart. Dans les régions boisées, des percées de six sagènes de large doivent être pratiquées sur la frontière. Le lever des plans de la nouvelle zone frontière s'effectue sur la base du canevas trigonométrique, dont les perpendiculaires, doivent être calculées d'après les coordonnées. Pour établir préalablement la carte de la frontière on dresse un plan de mensule, à l'échelle d'une demi verste par pouce, sur lequel on marque, avec tous les détails, les points fixés de la frontière et ses inflexions, ainsi qu'une zone de 250 sagènes de large le long des deux côtés de la frontière.

9. Les nouvelles cartes de la frontière doivent être dressées à l'échelle d'une demi verste par pouce, sur la base des coordonnées, calculées d'après les points polygonaux du mesurage spécial, et les plans de mensule. A la carte sont joints le tableau descriptif des signes convenus et une description détaillée des alentours avec désignation des angles. A l'exception des inscriptions d'entête et des signes convenus, le texte des cartes doit être en langues lettone et lituanienne. Pour chacun des Etats doivent être faits, sur du papier de meilleure qualité, des cartes de la frontière en deux exemplaires, munies des signatures des membres de la Commission mixte.

10. Après que la frontière a été pourvue des signes démarcatifs et que les plans de la zone frontière ont été levés et tracés sur la carte, la Commission mixte fait le tour de la frontière et accepte la frontière. Les plans de la frontière sont comparés au terrain et les incertitudes éventuelles sont éliminées sur place. Après le tour de la frontière est dressé le protocole final.

11. Les frais de la construction de la frontière et du lever des plans incombent aux deux Etats en parties égales.

12. Les nouveaux signes démarcatifs sont préservés d'endommagement jusqu'à la ratification de la Convention confirmant les cartes de la nouvelle frontière, par les garde-frontières, selon les instructions et la désignation de la Commission mixte. Les frais de la préservation des signes démarcatifs incombent aux deux Etats en parties égales.

13. La Commission mixte est chargée de l'exécution de l'article 8 de la Convention de délimitation letto-lituanienne.

RIGA, le 14 mai 1921.

(Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(Signé) Dr. J. PURYZKIS.

by ditches shall be constructed round the posts. In the middle of the rivers the frontier shall be determined in accordance with the perpendiculars of the base-lines of the polygons along the two banks of the river. The spaces between the posts shall, where possible, be marked by means of a rampart with ditches on either side. In wooded areas clearings six sazhan wide shall be effected along the frontier. The plans of the new frontier zone shall be drawn up on the basis of the trigonometrical network and its perpendiculars shall be calculated from the co-ordinates. With a view to establishing the map of the frontier in advance, a "plan de mensule" shall be drawn up on the scale of half a verst to an inch, on which shall be marked with full details the points on the frontier which have been fixed and its deviations, and a zone 250 sazhan in width on either side of the frontier.

(9) The new maps of the frontier shall be made on a scale of half a verst to an inch on the basis of the co-ordinates calculated from the polygonal points of the special mensuration and of the "plans de mensule." To the map shall be annexed a descriptive table of the signs agreed upon and a detailed description of the neighbourhood together with a description of the angles. With the exception of the headings and the signs agreed upon, the text of the maps shall be in the Latvian and Lithuanian languages. Maps of the frontier in duplicate, and furnished with the signatures of the members of the Mixed Commission, shall be drawn up on paper of the best quality for each of the States.

(10) When the demarcation of the frontier has been completed and the plans of the frontier zone have been drafted and marked on the map, the Mixed Commission shall make a tour of the frontier and shall signify its acceptance thereof. The plans of the frontier shall be compared with the ground, and any doubtful points shall be cleared up on the spot. After this inspection the final protocol shall be drawn up.

(11) The cost of carrying out the necessary constructions on the frontier and of drawing up the plans shall be shared equally by the two States.

(12) Until the Convention confirming the maps of the new frontier has been ratified, the new signs of demarcation shall be protected against damage by the frontier guards in accordance with the instructions of the Mixed Commission which shall appoint them. The cost of protecting the signs of demarcation shall be equally shared by the two States.

(13) The Mixed Commission shall be entrusted with the execution of Article 8 of the Latvian-Lithuanian Delimitation Agreement.

RIGA, *May* 14, 1921.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) DR. J. PURYZKIS.

N° 439.

LETTONIE ET LITUANIE

Convention sur les droits des citoyens,
signée à Riga le 14 mai 1921.

LATVIA AND LITHUANIA

Convention regarding the rights of
citizens, signed at Riga, May 14,
1921.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

No. 439. — KONWENZĪJA ¹ STARP LATWIJU UN LEETAWU PAR PILŅONU TEEŠĪBAM.

*Textes officiels letton et lituanien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 juin 1923.*

LATWIJA no weenas puſes un LEETAWA no otras atrada par wjadfigu noflehgt fekoſcho konwenziju un ſchim noluhkam pilnwaroĵa :

LATWIJAS waldiba Latwijas ahrleetu miniftri
Sigfridu A. MEIEROWIZU,

LEETAWAS waldiba Leetawas ahrleetu miniftri
Dr. Juoſas PURYCKIS.

Minetee pilnwarotee ſanahkufchi Rigā pehz fawſtarpejas pilnwaru pahrbaudifšanas, atradufchi tās pilnigā kahtibā un atteezigā formā ſaltahditas, weenojās par fekoſcho :

I.

Walſts peederibu Latwijā un Leetawā nofaka katras walſts atteezige likumi.

Perfonas, kuŗas abu walſtu likumi atſihſt par faweem pilŅoneem, war fawu walſts peederibu iſwehletees. Minetās perfonas newar ne pee atbildibas faukt, ne fodit, nedf padot jebkahdeem iſſchmuma rihojumeem par to, ka wiņas fawu walſts peederibu noteikufchas, waj par fekam, kuŗas ar ſcho noteikſchanu itahw ſakarā.

Perfonam, kuŗas peederigas pee weenas lihguma flehdſeju walſts apgabaleem un lihdf 1914. g. 1. auguſtam nodſihwojuſchas wismal 25 gadus otrā no ſchim walſtim, ir teeſiba prafit, lai wiņam peeſchkirtu pehdejās walſts pilŅonu teeſibas.

Perfonas, uſ kuŗam neatteezas otrā punktā minetee noteikumi, atſihſtamas par tās walſts pilŅoneem, pee kuŗas wiņas ir peederigas.

II.

Beſ pirmā pantā mineteem gadijumeem pilŅoņa teeſibas weenā no lihguma flehdſeju walſtim war peeſchkirt uſ ſewiſchķu luhgumu :

- a) pirmā pantā trefchā abſazi mineto perſonu pehznahzejeem un
- b) ahrſemneekem, kuŗi nodſihwojuſchi atteezigā walſti ne maſak par 5 gadeem.

Weenas lihdfejas walſts pilŅones, kuŗas eedodamās laulibā ar otras walſts pilŅoni, eeguwoſchas pehdejās walſts pilŅonu teeſibas, war gada laikā pehz laulibas pahrtraukſšanas peeņemt fawu agrako walſts peederibu.

PilŅonu teeſibu peeſchkiršanas kahtibu regulē katras walſts eekſchejee likumi un noteikumi.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 20 mai 1922.

TEXTE LITUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

No. 439. — KONVENCIJA¹ TARP LIETUVOS IR LATVIJOS APIE PILIECIŲ TEISES.

*Official Latvian and Lithuanian texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place June 16, 1923.*

LIETUVA iš vienos ir LATVIJA iš kitos pusės rado reikalingu sudaryti tarpu savęs sekančią sutartį ir tam tikslui įgaliavo.

LATVIJOS VALDŽIA SAVO UŽSIENIO REIKALŲ MINISTERĮ :

p. Z. A. MEIEROVICS,

LIETUVOS VALDŽIA SAVO UŽSIENIO REIKALŲ MINISTERĮ :

p. dr. Juozą PURYCKĮ.

Minėtieji įgalioti asmens, suėję Rigoje, patikrinę vieni kitų įgaliavimus ir pripazinę juos visai tvarkoje ir atatinkama forma sustatytais, susitarė apie šituos štai punktus :

I.

Lietuvos ir Latvijos pilietybė rišama sulig abiejų valstybių pilietybės įstatymų. Tačiau :

- a) asmens kuriuos abiejų valstybių įstatymai laiko savais piliečiais, turi teisę pasirinkti ar vieną ar kitą pilietybę. Minėtieji asmens negali būti traukiami atsakomyben, nei baudžiami nei prie jų taikoma koki nors isimtini įsakymai del to kad jie pasirinkimo išdavinių.
- b) asmens, priklausantieji teritorijai vienos, sutartį darančių, valstybių, kurie ligi 1914 m. rugpinčio 1 d. išgyveno nemažiaus 25 metų antrosios valstybės teritorijoje, gali reikalanti, kad jie būtų priimti tos valstybės pilietybėn.

Asmens, kuriems nepritaikomos raidės b taisyklės, pripažįstami tos valstybės pilieciais, kuriai jie priklauso.

II.

Be § 1-me raide b nurodytų asmenų, turinčių privalomos teisės pilietybei gaut abi valstybės pasilieka sau teisę suteikti savo pilietybę :

- a) pirmoje § raidės b minėtų asmenų vaikams.
- b) ne saviems pilieciais, kurie ne mažiau penkių metų išgyveno jų valstybėje.

Vienos valstybės piliētė, kuri ištekėdama už antrosios valstybės piliečio, įgijo tos valstybės pilietybę, per vienerius metus, jos moterystei pasibaigus, gali priimti senąją pilietybę.

Pilietybės suteikimo tvarką nustato katros valstybės vidaus įstatymai ir taisyklės.

¹ The exchange of ratifications took place May 20, 1922.

III.

PilŃonu teefibas weenâ lihguma flehdfeju walfti laudè perfonas :

1. kuŃas pahreet zitas walfts pilfonibâ un
2. kuŃas taŃ pafchâ laikâ fkaitas par kahdas zitas walfts pilŃoneem.

IV.

Latwijâ dŃihwojofcheem leifcheem un Leetawâ dŃihwojofcheem latweefcheem ir teefibas optet tās walfts pawalŃtneeziŃu, pee kuŃas tautibas wiŃas peeder, pee tam ari tanŃ gadijumâ, ja wiŃi buhtu jau peeŃehmufchi tās walfts pilfonibu, kur atrodas wiŃu pafthawigās dŃihwes weeta.

Tām pafchām perŃonam ir teefibas prafit, lai wiŃas uŃnemtu tās walsts pilfonibâ, kur wiŃas dŃihwo, ja wiŃas tur nodŃihwojufchas wismaf 20 gadus.

V.

Optazijas peeteikums eefneedŃams tās walfts konsulam, kuŃas pawalŃtneeziŃu optè. Konsuls peeŃem waj noraida optazijas peeteikumu fafkaŃâ ar fcho konwenziju un tās walfts likumeem un noteikumeem, kuŃas pawalŃtneeziŃa optejama.

Par nepilngadigeem un perŃonam, kuŃas Ńthaw aifbildneeziŃâ waj aifgahdneeziŃâ, optazijas peeteikumu eefneedŃ wiŃu aifbildŃi waj aifgahdŃi.

VI.

Wihram optejot wiŃa jauno walfts peederibu eeguhŃt feewa un behrni lihdf 18 gadeem; adoptetas un legitimetas perfonas lihdf 18. gadam eeguhŃt adoptetaju waj legitimetaju walfts peederibu.

VII.

Optazijas teefibas iŃtek 2 gadu laikâ no fchŃs konwenzijas ratifikazijas grah matu iŃmaiŃas deenas. Kad fchŃs laik notezejis, pilŃonu teefibas eeguhŃtamas weenigi pehz atteezigas lihguma flehdfejas walfts eekfchejeem likumeem un noteikumeem.

VIII.

Perfonas, kuŃas optejufchas jaunu pilfonibu, patur fawas teefibas uf wifu fawu kuŃtamo un nekuŃtamo ihpafchamu, kuŃfch atrodas wiŃu agrakâ tehwiĵâ, weenlihdfigi ar fchŃs walfts pilŃoneem.

Tām pafchām perŃonam ir teefibas, izzeŃojot gada laikâ pehz optazijas eefneegfchanas uf fawu jauno tehwiĵu, Ńemt lihdfi wifu fawu kuŃtamo ihpafchamu, kuŃu tās eeguwufchas fawâ faimneeziŃâ waj fawu faimneeziŃu wajadfibam, nemakfajot ne muiŃas waj zitas kahdas nodewas waj fewiŃfchĵus, nodoklus ne iŃbrauzot no weenas walfts, nedf eebrauzot otrâ.

IX.

Perfonas, kuŃas pafthawigi dŃihwo weenâ no lihguma flehdfeju walftim un jau agrak peeŃehmufchas otras minetās walfts pilfonibu, bauda gada laikâ, fkaitot no fchŃs konwenzijas ratifikazijas grahmatu iŃmaiŃas deenas, izzeŃojot uf fawu tehwiĵu, tās pafchas teefibas, kâ optanti atteeziŃâ uf fawu kuŃtamo ihpafchumu iŃweŃchanu.

III.

Pilietybės, vienoj sutartį darančiųjų valstybių nustoja :

- a) kas priima svetimą pilietybę.
- b) kas tuo gat laiku yra dar kitos kurios valstybės pilietis.

IV.

Lietuviai, gyveną Latvijoje ir latviai, gyveną Lietuvoj, turi teisės optuoti savosios tautos valstybės pilietybę, net ir tuomet, jeigu jau buvo priėmę gyvenamosios valstybės pilietybę.

Tie patys asmenys turi teisę reikalauti, kad jie būtų priimti gyvenamosios valstybės pilietybėn, jei jie joje išgyveno nemažiau 20 metų.

V.

Optacijos pareiškimas įteikiamas optuojamosios valstybės konsului. Konsulas sulig savo valstybės įstatymų ir sulig šitos konvencijos priima arba atmeta optaciją.

Už nepilnamečius arba už keno nors globoj ir atsakomybėj esamus asmenis, optaciją pareiškia jų globėjai ir atsakytojai.

VI.

Vyro optacija apima ir žmoną ir vaikus lig 18 metų amžiaus. Adoptuotiems ir legitimuotiems vaikams yra privaloma adoptavusių juos tėvų optacija.

VII.

Optuoti leidžiama per dvejetą metų, pasikeitus šios sutarties retifikavimo raštais. Tam laikui išėjus pilietybę galima įgyti tiksliai sulig tos valstybės įstatymų ir taisyklių, kurios pilietybę norima įgyti.

VIII.

Kas yra optavęs kitą pilietybę, pasilaiko visas teises į savo judomąjį ir nejudomąjį turtą savo senoj tėvynėj lygiai su tos pačios valstybės pilieciais.

Tačiau šitie asmenys per vienus metus nuo optacijos pareiškimo dienos gali persikelti ton valstybėn, kurios pilietybę jie optavo ir turi teisę įsivežti visą savo judinamąjį turtą, kurį įsigijo savo uky ir kurį įsigijo savo ukio reikalams, nemokėdami nei maito nei kitų mokesnių arba ypatingų anėdelių nei už išvežimą iš vienos valstybės nei už įvežimą kiton.

IX.

Kas yra nuolatai gyvenęs vienoj sutartį darančiųjų valstybių ir jau seniau priėmęs antrosios valstybės pilietybę, tas per vienerius metus nuo pasikeitimo dienos šios sutarties ratifikavimo raštais, išsikeldamas savo tėvynėn, turi tas pačias teises savo turtui išsivežti, kaip ir optantai.

Tahdàm perfonam, kuřas ifraidamas uf fchis konwenzijas XI. panta pamata, nořakams weenigi tik daudf laika preekfch isbraukfchanas, zik buhtu wajadřigs, lai wiřam buhtu eefpehřams likwidet řawu ihpafchumu. řcho laiku nořaka atteeřigas walřts eeftahdes řafkařa ar otras walřts preekfchřtahwi.

X.

Ifwedot řawu kuřtamo ihpafchumu, optanteem un ifzeřotajeem řauřahda no wiřu konřula ifdotee dokumenti, kuři apleezina wiřu teefibas ifweřt řcho mantu řafkařa ar VIII. un IX. pantos mineteem noteikumeem. Tahdas atļauřas wiřejamas no atteeřigam walřts eeftahdem.

XI.

Abas walřtis apřolas neleegt otras lihřuma flehđřejas walřts pilřoneem eebraukt, uřturetees waj nomeřtees uf pařtahwigu đřihwi wiřas robeřchās.

Katra pufe patur tomeř teefibas nepeelaifř řawā teritorijā waj ifraidit no tās otras lihřuma flehđřejas walřts pilřonus, kuři nodotos pretwařřikai darbiba, waj kuři buhtu atteeřigai walřtij par apřruřtinajumu, pee kam ořrai walřtij uf wiřas peeprařijumu pařiņo neelaifřchanas waj ifraidifřchanas eemeřlus.

Ifraidit otras walřts pilřonus, kuři nodřihwojufchi atteeřigā walřti nepahrtraukti wairak kā peeřus řadus, war weenigi aif kriminaleem pahrķahpumeem.

Katra lihřuma flehđřēja walřts patur teefibas nořazit tos kriminalos pahrķahpumus, kuřu deřļ buhtu ifdaroma ifraidifřchana.

XII.

Katras lihřuma flehđřejas walřts pilřoni otras minetās walřts teritorijā pilņigi peeliđřřināti pehđejās walřts pilřoneem ziwilteefibu, prořeza un teefas paliđřřibas řiņā.

Minetām perfonam newar ořrā lihřuma flehđřēju walřti uřlikt zitus waj augřtakus nodokļus, nodewas waj zitus ķahđus makřajumus, nekā weetejeem pilřoneem, iņņemot nodokļus uf ahrřemes pařem.

Atteeřibā uf nodarbořchanoř ar tirdřņeeřibu un ruřpņeeřibu wiřas bauda tās pařchās teefibas kā weetejee pilřoni.

Atteeřibā uf nekuřtamo ihpafchumu eeguřřchano un tirdřņeeřibas, ruřpņeeřibas waj finanřu organifaziju waj zitu peņņu eeguřřtořchu řabeedribu waj beedribu eeriķķořchano waj atwehřřchano, paleek řpeķkā katras walřts řewiřķķee likumi un riķķojumi.

XIII.

Katra lihřuma flehđřēju walřts nodrořchina wiřas teritorijā đřihwojofcheem otras walřts pilřoneem, kā ari řaweem pilřoneem, kuři peeder pee otras walřts tautibas, peelaifř un atļaut brihwi attihřitees wiřu kulturelās naziōnalās organifazijas un nelikt tām neķahđus řchķchřchņus zelā, nedř ari tās wairak eeroberřchot, kā zitas řchā walřti pařtahwořchās organifazijas, kuřas řew řpauđřchās lihđřigu mehřři.

XIV.

řchi konwenzija pařtahw řpeķkā 5 řadu laikā, řķaitot no ratifikazijas řrahmatu iřmaņņas deenas. Konwenzija automatifķi nahķ řpeķkā uf nahķořcheem 5 řadeem, ja weena waj abas no lihřuma flehđřejām walřtim wiřu neuřřaka řada laikā, pirms konwenzijas termiņřch notezejis.

Asmenims, kurie sulig šičs sutarties § 11-jo išvaromi, duodama tiek laiko prieš išvažiavimo dienos paskyrimą, kiek reikalinga likviduoti jų turtui; išvažiavimo, laikas nustatomas išvarančios valstybės atitinkamos įstaigos, susitarus su tos valstybės atstovu, kurios piliečiu yra išvaromasai asmuo.

X.

Įsiveždami savo judomąjį turtą optavusiej iir sulig § 9 išvažiojantieji žmonės privalo tureti iš savo konsulatų liudymus, kad jiems sulig § 8 ir 9 yra leista išsivežti turtąs. Liudymai turi buti vizuoti gyvenamosios valstybės atitinkamu įstaigų.

XI.

Abi valstybės pasižada kita kitos valstybės piliečiams neginti atvažiuoti savo valstybėn, tenai buti ir nuolatai apsigyventi.

Tačiau abi valstybės pasilieka sau teisę nesileisti savo teritorijon ir išvaryti tuos antrosios valstybės piliečius, kurie užsiima priešvalstybinių darbu arba valstybei yra apsunkinimu, bet, antrajai valstybei užklausus, turi buti praneštos išvavimo arba neįsileidimo priežastys.

Antrosios valstybės piliečius, kurie jau daugiau kaip penkis metus be pertraukos gyvena toj pat valstybej, galima išvaryti tiktai kriminaliniu nusikaltimu.

Abi valstybės pasilauko sau teisę nustatyti dėl kurių kriminalinių nusikaltimų išvavymas įvykdomas.

XII.

Vienos sutarties valstybės piliečiai kitoje valstybėje civilinių teisių procesuos ir teisės apsaugojimo atzvilgiu yra visiškai sulyginami su tos pačios valstybės piliečiais.

Taip pat neleidžiama antrosios valstybės piliečiams uzdeti kitus arba didesnius mokesnius duokles arba kitas kokias rinkliavas, negu saviems piliečiams, išemus tiktai mokesnius nuo užsienių pasų.

Prekybos ir pramonės srityse antrosios valstybės piliečiai turi tas pačias teises kaip ir saviejį piliečiai.

Igijimas nejudomojo turto ir sutvarkymas ir steigimas prekybos ir pramonės ir finansinių organizacijų ir kitų pelno siekiančių bendrovių ir draugijų rišamas sulig ypatingųjų abiejose darančiose sutartį valstybėse veikiančių įstatymų ir taisyklių.

XIII.

Abi sutartį darančios valstybės patikrina savo teritorijoje gyvenantiems antrosios valstybės piliečiams, kaip ir savo piliečiams esantiems kitos tautybės valstybėj, netrukdyti ir leisti liuosai vystytis jų kulturimiai tautinėm organizacijom ir jom nedaryti jokių kliučių nei varžyti jų daugiau už kitas savo valstybėj veikiančias organizacijas su panašiais tikslais.

XIV.

Ši konvencija galioja penkiems metams, pradedant nuo ratifikacijos raštais pasikeitimo dienos. Konvencijos veikimas savaimi pratęsiamas kiticms penkiems metams, jei vienus metus prieš jos laikui pasibaigiant, nebus nuo jos atsisakyta vienos arba antros valstybės.

XV.

Eewehrojot tuwas atteezibas starp Latwiju un Leetawu, abas wal'tis iffkaidro, ka fchini konwenzijā fawstarpigi peefchķirtās fewifchķas teefibas newar dot eemeflu zitai kahdai wal'tij prafit fchis teefibas ari preekfch fewis.

XVI.

Ŗchi konwenzija ratifizejama wisdrihfakā laikā. Ratifikazijas grahmatas apmainamas Rigā.

XVII.

Konwenzija farakftita latweefchu un leifchu walodās, pee kam abi tekfti ufkatami par autentifkeem.

RIGĀ, 14. maijā 1921. g.

(Parakfts) S. A. MEIEROWIZS.

(Parakfts) Dr. J. PURYCKIS.

XV.

Pabodamos artimų Lietuvos ir Latvijos ryšių abi susitarančios valstybės pareiškia, kad šitoje konvencijoje vieną kitaiduodamos teisės negali nėvienai kitai valstybei duot pagrindo reikalanti sau tokių pat teisių.

XVI.

Šita konvencija turi būti kuotrumpiausiu laiku ratifikuota. Pasikeitimas ratifikacijos raštais įvyks Rigoje.

XVII.

Konvencija surašyta lietuvių ir latvių kalbomis ir abudu tekstai yra autentiniai.

RIGA 14 Gegužio 1921 m.

(Pasiraše) Z. A. MEIEROVICS.

(Pasiraše) Dr. J. PURYCKIS.

Pour copie conforme à l'original :

K. BERENDS,

*Secrétaire au Cabinet du
Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.*

¹ TRADUCTION.

No. 439. — CONVENTION ENTRE LA LETTONIE ET LA LITUANIE SUR LES DROITS DES CITOYENS, SIGNÉE A RIGA LE 14 MAI 1921.

La LETTONIE, d'une part, et la LITUANIE, d'autre part, ont jugé nécessaire de conclure la Convention dont la teneur suit et ont autorisé à ces fins :

Le GOUVERNEMENT DE LETTONIE :

Zigfrid A. MEIEROVICS, Ministre des Affaires étrangères de Lettonie,

Le GOUVERNEMENT DE LITUANIE :

D^r Juosas PURYSZKIS, Ministre des Affaires étrangères de Lituanie.

Les plénipotentiaires susnommés, s'étant réunis à Riga et ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

La nationalité en Lettonie et en Lituanie est déterminée par les lois respectives de chacun des Etats.

Les personnes que les lois des deux Etats reconnaissent comme leurs citoyens peuvent choisir entre les deux nationalités. Les personnes en question ne peuvent être ni poursuivies, ni punies, ni faites l'objet des dispositions exceptionnelles quelconques pour avoir choisi leur nationalité ou pour les conséquences de ce choix.

Les personnes appartenant à des régions de l'un des Etats contractants, ayant, jusqu'au 1^{er} août 1914, séjourné, pendant 25 ans au minimum, sur le territoire de l'autre Etat, ont le droit de réclamer les droits des citoyens de cet Etat.

Les personnes auxquelles les dispositions énoncées dans l'article 2 ne se rapportent pas sont reconnues citoyens de l'Etat de leur appartenance.

2.

Outre les cas mentionnés dans l'article 1^{er}, les droits des citoyens, dans l'un des Etats contractants, peuvent être accordés sur la demande spéciale :

a) aux descendants des personnes visées par le troisième alinéa de l'article 1^{er} et

b) aux étrangers qui ont séjourné dans l'Etat respectif pendant cinq ans au moins.

Les citoyennes de l'un des Etats contractants qui, en épousant un citoyen de l'autre Etat, ont acquis le droit des citoyens de ce dernier, peuvent, dans le délai d'un an après la séparation, reprendre leur nationalité antérieure.

L'ordre d'après lequel sont accordés les droits des citoyens, est régularisé par les lois intérieures et les dispositions de chacun des Etats.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Latvia.

¹ TRANSLATION.

No. 439. — CONVENTION BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA REGARDING THE RIGHTS OF CITIZENS, SIGNED AT RIGA, MAY 14, 1921.

LATVIA, of the one Part, and LITHUANIA, of the other Part, have deemed it necessary to conclude a Convention in the following terms, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE LATVIAN GOVERNMENT :

Zigfrid A. MEIEROVICS, Latvian Minister for Foreign Affairs ;

THE LITHUANIAN GOVERNMENT :

Dr. Juosas PURYZKIS, Lithuanian Minister for Foreign Affairs.

The above-named Plenipotentiaries, having met at Riga and having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

Nationality in Latvia and Lithuania shall be determined in accordance with the respective laws of each of these States.

Persons who are recognised by the laws of the two States as their citizens may choose the nationality of either State. Such persons may not be prosecuted, punished or subjected to exceptional measures of any kind in respect of their choice of nationality or of the consequences of such choice.

Persons who belong to any district situated in one of the Contracting States and who, up to August 1, 1914, had resided not less than 25 years in the territory of the other State, shall be entitled to claim rights of citizenship in the latter State.

Persons to whom the provisions laid down in Article 2 do not apply shall be recognised as having rights of citizenship in the State to which they belong.

2.

In addition to the cases mentioned in Article 1, rights of citizenship in either of the Contracting States may be accorded upon special application :

(a) to the descendants of the persons referred to in the third paragraph of Article 1, and

(b) to foreigners who have resided not less than five years in the State in question.

A female citizen of one of the Contracting States who has acquired through marriage with a citizen of the other State rights of citizenship in the latter may, within a period of one year from the date of separation from her husband, resume her previous nationality.

The validity of orders granting rights of citizenship shall be confirmed in accordance with the internal laws and regulations of either State.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3.

Sont privées des droits des citoyens dans l'un des Etats contractants :

- a) les personnes ayant pris la nationalité d'un autre Etat et
- b) les personnes étant en même temps citoyens d'un autre Etat.

4.

Les Lituaniens résidant en Lettonie et les Lettons résidant en Lituanie ont le droit d'opter pour la nationalité de l'Etat dont ils sont originaires, même dans le cas où ils auraient antérieurement adopté la nationalité de l'Etat où se trouve le lieu de leur résidence permanente.

Les mêmes personnes ont le droit de demander d'être admises dans la nationalité de l'Etat où elles résident, si elles y ont résidé pendant 20 ans au moins.

5.

La déclaration d'option doit être présentée au Consul de l'Etat pour la nationalité duquel on veut opter. Le Consul accepte ou rejette la déclaration d'option conformément à la présente Convention et aux lois et dispositions de l'Etat pour la nationalité duquel on a opté.

Pour les personnes mineures et les personnes étant en tutelle ou en curatelle, la déclaration d'option est présentée par leur tuteur ou curateur.

6.

La femme et les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans suivent la nationalité pour laquelle a opté le mari. Les personnes adoptées et légitimées jusqu'à l'âge de 18 ans suivent la nationalité de l'adoptant ou du légitimant.

7.

Les droits d'option expirent dans le délai de deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications de la présente Convention. Le terme expiré, les droits des citoyens ne peuvent être obtenus que d'après les lois intérieures et les dispositions de l'Etat contractant respectif.

8.

Les personnes ayant opté pour la nouvelle nationalité gardent leurs droits sur tout leur bien mobilier et immobilier qui se trouve dans leur ancien pays natal à l'égal des citoyens de cet Etat.

Ces mêmes personnes ont le droit, en partant dans le délai d'un an pour leur nouvelle patrie, de transporter avec eux tout leur bien mobilier qu'elles ont acquis dans leur ménage ou aux besoins de ce dernier, sans payer de droits de douane ni d'autres droits ou impôts spéciaux ni en quittant un Etat ni en entrant dans l'autre.

9.

Les personnes résidant constamment dans l'un des Etats contractants et ayant antérieurement adopté la nationalité de l'autre Etat jouissent, en partant pour leur pays natal, dans le délai d'un

3.

The following shall forfeit rights of citizenship in either of the Contracting States :

- (a) persons who have taken the nationality of another State ;
- (b) persons who are simultaneously citizens of another State.

4.

Lithuanians residing in Latvia and Latvians residing in Lithuania shall have the right to opt for the nationality of the State to which they originally belonged, even in cases where they have subsequently adopted the nationality of the State in which their permanent residence is situated.

Such persons shall have the right to request to be admitted to the nationality of the State in which they reside, if they have resided there not less than 20 years.

5.

Declarations of option must be submitted to the Consul of the State for which it is desired to opt. The Consul shall accept or refuse declarations of option in accordance with the present Convention and the laws and regulations of the State for which an option has been made.

Declarations of option by minors and persons in the custody of a guardian or trustee shall be submitted by their guardian or trustee.

6.

Wives, and children up to 18 years of age, shall take the nationality for which their husbands have opted. Adopted and legitimated children up to 18 years of age shall take the nationality of the person who adopted or legitimated them.

7.

The right to opt shall expire two years after the day on which the instruments of ratification of the present Convention are exchanged. After that period rights of citizenship can only be acquired in accordance with the internal laws and regulations of the Contracting States concerned.

8.

Persons who have opted for the new nationality shall retain their rights over all their movable and immovable property situated in their former native country on the same terms as citizens of the latter.

The persons referred to shall have the right, when leaving within one year for their new country, to transport with them all movable property which they possess in their household or have acquired for household purposes, and shall not be required to pay Customs duties or other special duties and taxes, either upon leaving one State or upon entering the other.

9.

Persons residing permanently in either of the Contracting States who have previously adopted the nationality of the other State shall, when leaving for their native country within a period of

an à partir du jour de l'échange des ratifications de la présente Convention, de mêmes droits en ce qui concerne la sortie de leur bien mobilier que les personnes qui ont opté leur nationalité.

Aux personnes devant être expulsées en vertu de l'article 11 de cette Convention on ne réserve pour leur départ qu'un délai nécessaire pour la liquidation de leurs biens. Ce délai est fixé par les institutions de l'Etat respectif d'accord avec le représentant de l'autre Etat.

10.

En transportant leur bien mobilier, les optants et les personnes quittant le pays doivent présenter des documents délivrés par leur Consul, confirmant le droit de sortir ces biens conformément aux dispositions des articles 8 et 9. Ces permis sont visés par les institutions compétentes de l'Etat.

11.

Les deux Etats s'engagent à ne pas interdire aux citoyens de l'autre Etat contractant d'entrer, séjourner ou s'établir à demeure dans leurs limites.

Toutefois, chacune des parties se réserve le droit de ne pas admettre sur son territoire ou d'en expulser les citoyens de l'autre Etat contractant qui se livreraient à une activité subversive ou qui seraient à charge à l'Etat respectif. Les motifs de la non-admission et de l'expulsion doivent être notifiés à l'autre Etat sur la demande de ce dernier.

L'expulsion des citoyens de l'autre Etat qui ont continuellement séjourné dans l'Etat respectif plus de cinq ans ne peut avoir lieu que par suite des délits criminels.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de signaler les délits criminels suivis d'expulsion.

12.

Les citoyens de chacun des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat sont considérés comme absolument égaux de droit aux citoyens de ce dernier en ce qui concerne le droit civil, la procédure et l'assistance judiciaire.

Les personnes en question ne peuvent pas, dans l'autre Etat contractant, être astreintes à payer des impôts, des droits ou autres charges quelconques autres ou plus élevées que les propres nationaux, à l'exception de la taxe sur les passeports pour l'étranger.

En ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie, elles jouissent de mêmes droits que les propres nationaux.

En ce qui concerne l'acquisition des biens immobiliers et la fondation et l'établissement des organisations commerciales, industrielles ou financières ou d'autres sociétés ou associations lucratives, restent en vigueur les lois et les dispositions particulières de chacun des Etats.

13.

Chacun des Etats contractants garantit aux citoyens de l'autre Etat séjournant sur son territoire, ainsi qu'à ses propres nationaux originaires de l'autre Etat, de permettre le libre développement de leurs organisations nationales et culturelles et de ne pas y apporter des obstacles ni de les restreindre plus que toutes autres organisations existant dans cet Etat et ayant le même but.

14.

La présente Convention est en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de l'échange des instruments de ratification. La Convention entre en vigueur automatiquement pour les suivantes

one year following the day on which the instruments of ratification of the present Convention are exchanged, enjoy the same rights in regard to the removal of their movable property as persons who have opted for their nationality.

Persons who are sentenced to expulsion in accordance with Article 11 of this Convention shall be granted only such period of grace before departure as may be necessary for the liquidation of their property. This period shall be determined by the authorities of the State concerned in agreement with the representative of the other State.

10.

When transporting their movable property, optants and other persons leaving the country must submit papers issued by their Consul attesting their right to export such property in conformity with the provisions of Articles 8 and 9. These permits shall be endorsed with the visa of the competent State authorities.

11.

Both Contracting States undertake not to prohibit the citizens of the other State from entering, residing, or establishing themselves permanently within their boundaries.

Nevertheless, either Party shall reserve to itself the right to refuse to admit to its territory or to expel therefrom any citizen of the other Contracting State who may engage in subversive activities or become a charge upon the State in question. The reasons for refusal of admission and for expulsion must be notified to the other State, upon application by the latter.

Citizens of one State who have resided continuously for more than five years in the other State may not be expelled by the latter except for criminal offences.

Either of the Contracting Parties shall retain its right to give notice of the criminal offences which will entail expulsion.

12.

The citizens of either Contracting State shall, in the territory of the other State, be regarded as possessing absolutely equal rights with citizens of the latter State in regard to civil law and legal procedure and assistance.

The persons in question may not be constrained to pay any other taxes, duties or charges whatsoever, either of a different kind or at a higher rate, in the other Contracting State than the nationals of that State, with the exception of the fee on passports for persons proceeding abroad.

They shall enjoy the same rights in regard to the carrying on of trade and industry as the nationals of the State in question.

The laws and regulations in force in each State respectively shall continue to be applicable in respect of the acquisition of immovable property and the foundation and establishment of commercial, industrial or financial organisations or other profit-earning companies or corporations.

13.

Each of the Contracting States shall guarantee that it will allow the citizens of the other State residing on its territory, and also its own nationals who were born in the other State, freely to develop their national, religious and educational organisations, to place no obstructions thereto, and to refrain from restricting them in a greater degree than any other organisations existing in that State for the same purpose.

14.

The present Convention shall remain in force for five years from the day on which the instruments of ratification are exchanged. The Agreement shall be tacitly renewed as regards the succeeding

années, à moins qu'elle ne soit dénoncée par une des Parties contractantes au cours d'une année avant que le terme de la Convention ne soit écoulé.

15.

En raison des relations suivies existant entre la Lettonie et la Lituanie, les deux Etats déclarent que les droits spéciaux accordés mutuellement par la présente Convention ne fournissent aucune raison à un autre Etat quelconque de demander ces droits également pour lui.

16.

La présente Convention doit être ratifiée le plus rapidement possible. Les instruments de ratification doivent être échangés à Riga.

17.

La présente Convention est rédigée en langues lettone et lituanienne. Les deux textes font également foi.

RIGA, le 14 mai 1921.

(Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(Signé) D^r J. PURYZKIS.

years, unless denounced by one of the Contracting Parties within one year before the date of expiration of the Convention.

15.

In view of the close relations subsisting between Latvia and Lithuania, the two States declare that the special rights granted reciprocally under the present Convention do not constitute grounds for any other State whatsoever demanding equal rights for itself.

16.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Riga.

17.

The present Convention is drawn up in Latvian and Lithuanian. Both texts shall be authentic.

RIGA, *May* 14, 1921.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) DR. J. PURYZKIS.

N° 440.

**LETONIE ET RÉPUBLIQUE
DES SOVIETS DE RUSSIE**

Accord au sujet de l'option de la nationalité, du retour dans la patrie et du transport et de la liquidation des biens des citoyens des deux Parties contractantes. Signé : la première partie à Riga le 22 juillet 1921, la deuxième partie à Riga le 6 novembre 1921, la troisième partie à Riga le 6 novembre 1921.

**LATVIA
AND SOVIET REPUBLIC
OF RUSSIA**

Agreement regarding the exercise of the right of opting for nationality and regarding the repatriation, transport and liquidation of goods belonging to the citizens of the two contracting Parties. Signed : the first part at Riga, July 22, 1921, the second part at Riga, November 6, 1921, the third part at Riga, November 6, 1921.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

No. 440. — NOLĪGUMS STARP LATVIJU UN KRIEVIJU PAR PILSONĪBAS OPTACIJAS KĀRTĪBU, ATGRIEŠANOS UZ DZIMTĒNI, PAR ABU NOLĪGUMA SLĒDZĒJU PILSOŅU ĪPAŠUMA ĪZVEŠANU UN LIKVIDEŠANU. I. DALA.

Textes officiels letton et russe communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 juin 1923.

I. DALA. ¹

NOTEIKUMI PAR LATVIJAS PILSONĪBAS OPTACIJU K. Z. F. P. R. ROBEŽĀS.

KRIEVIJAS ZOCIALISTISKĀS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA, NO VIENAS PUSES¹ un LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA, no otras puses, vēlēdamās noteikt Latvijas² pilsonības optācijas kārtību priekš personām, kurām šī tiesība ir piešķirta pēc Latvijas-Krievijas miera līguma 8. panta, nolēma noslēgt šinī lietā atsevišķu nolīgumu, priekš kam iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Zigfrīdu Hermana d. MEIEROVICU,
Alfredu Jāņa d. BIRZNIEKU,
Jāni Jana d. VESMANI ;

KRIEVIJAS ZOCIALISTISKĀS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA :

Jakovu Stanislava d. HANECKI,
Levu Nikolaja d. ALEKSANDRI,
Alfredu Augusta d. AUSTRINU.

Minētie pilnvarotie pēc savstarpējas pilnvaru apmaiņas un atzišanas, ka tās atrodas kārtībā un sastādītas pienācīgā formā, izstrādāja un parakstīja sekošo nolīgumu :

I. pants.

Personām, kuŗas dzīvo uz K. Z. F. P. R. teritorijas un uz Latvijas-Krievijas 11. augustā 1920. gada slēgtā miera līguma 8. panta otrās daļas pamata top atzītas par Krievijas pilsoņiem, un kuŗas ir sasniegušas 18 gadu vecumu un atradušās 4. oktobrī 1920. g. uz K. Z. F. P. R. teritorijas, ir tiesības paziņot, ka viņas vēlas izstāties no Krievijas pilsonības un optēt Latvijas pilsonību, ja viņas pašas jeb viņu vecāki līdz 1914. g. 1. augustam bijuši pierakstīti pie pilsētu, lauku jeb kārtu sabiedrībām uz teritorijas, kuŗa tagad ietilpst Latvijas republikas robežās ; pie ckam viņu pavalstniecībai seko bērni, jaunāki par 18 gadiem, un sieva, ja laulatie šai ziņā nav citādi vieno-

¹ L'échange des ratifications pour cette première partie a eu lieu le 2 août 1921.

² Vol. II, p. 196, de ce Recueil.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№. 440. — СОГЛАШЕНИЕ, ЗАКЛЮЧЕННОЕ МЕЖДУ РОССИЕЙ И ЛАТВИЕЙ
В ГОРОДЕ РИГЕ, 6-го НОЯБРЯ 1921 ГОДА О ПОРЯДКЕ ОПТАЦИИ
ГРАЖДАНСТВА, ВОЗВРАЩЕНИЯ НА РОДИНУ, ВЫВОЗА И ЛИКВИ-
ДАЦИИ ИМУЩЕСТВА ГРАЖДАН ОБОИХ ДОГОВАРИВАЮЩИХСЯ СТОРОН.

Official Latvian and Russian texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this agreement took place June 16, 1923.

Часть I¹.

О ПОРЯДКЕ ОПТАЦИИ ЛАТВИЙСКОГО ГРАЖДАНСТВА В ПРЕДЕЛАХ Р. С. Ф. С. Р.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с одной стороны, и ПРАВИТЕЛЬСТВО ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с другой, желая установить порядок оптации латвийского гражданства для лиц, коим это право предоставлено ст. 8² Русско-Латвийского Мирного Договора, решили заключить особое соглашение по сему предмету ; для чего уполномочены :

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Яков Станиславович ГАНЕЦКИЙ,
Лев Николаевич АЛЕКСАНДРИ,
Альфред Августович АУСТРИН.

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :|

Зигфрид Германович МЕЙЕРОВИЦ,
Альфред Иванович БИРЗНЕК,
Иван Иванович БЕСМАН.

Означенные лица по обмене своими полномочиями, найденными правильными и составленными по должной форме, выработали и подписали настоящее соглашение :

Статья 1.

Проживающие на территории Р.С.Ф.С.Р. лица, признаваемые гражданами России на основании второго абзаца ст. 8 Русско-Латвийского Мирного Договора от 11-го августа 1920 года, достигшие 18-ти летнего возраста и находившиеся на территории Р.С.Ф.С.Р. 4-го октября 1920 года, если они сами или их родители были до 1-го августа 1914 года приписаны к городским, сельским или сословным обществам на территории, входящей ныне в состав Республики Латвии, имеют право заявить о своем желании выйти из гражданства Российского и оптировать Латвийское, причем их гражданству следуют дети, моложе 18-ти летнего возраста и жена, если по этому поводу между супругами не состоялось иного соглашения. Заявления об оптации латвийского гражданства должны быть

¹ The exchange of ratifications as regards the first part took place August 2, 1921.

² Vol. II, page 196, of this Series.

jušies. Paziņojumiem par Latvijas pavalstniecības optaciju vajaga tikt iesniegtiem ne vēlāk kā 6 mēnešu laikā no personām, kuras dzīvo Eiropas Krievijā, un ne vēlāk kā 9 mēnešu laikā no personām, kuŗas dzīvo Azijas Krievijā un Kaukazā, skaitot no 4. oktobra 1921. g.

Piezīme 1 : Atrairnēm un pirms 4. oktobra 1920. g. šķirtām sievām, kuŗas pirms laulības izpildījūšas 1. panta noteikumus, ir tiesības uz Latvijas pilsonību līdz ar bērniem jaunākiem par 18 gadiem, ja pēdējie pie laulības šķiršanas ir atsāti mātes apgādībā.

Bērni, kuŗi pirms likumu kodeksa par civilstāvokļa aktiem (1918. g. likumu un rīkojumu krājuma 818. pants) spēkā stāšanās ir likumīgi adoptēti, iegūst pie optācijas mierīgu bērnu tiesības. Aizbildniecībā stāvošie nepilngadīgie un ar ilgstošām slimībām sirgstošie, kuŗi nav spējīgi patstāvīgi sevi uzturēt, optē pavalstniecību ar to iestāžu piekrišanu, kuŗām pieder aizbildniecība par nepilngadīgiem, jeb slimiem, caur personām, kuŗu aizgādniecībā tie faktiski atrodās.

Piesīme 2 : Gubernu izpildu komiteju pārvaldes nodaļas rūpējas par liguma publicēšanu uz vietām, kā arī par viņa paziņošanu personām, kuŗas atrodās apcietināmā.

2. pants.

Pirmajā pantā minētie apstākļi var tikt konstatēti ar kaut kādu pamata dokumentu — kā uzturas zīmi, pasi jeb krustamo zīmi, ciktāl, saskaņā ar iepriekš minēto pantu, tādus dokumentos atrodas noteikti aizrādījumi par minētās personas piederību pie vienas jeb otras pilsētu, lauku vai kārtu sabiedrības. Gadījumā, ja tādu dokumentu nebūtu, apstākļi, kuŗi pierādītu tiesību uz Latvijas pilsonību, var tikt konstatēti arī caur citiem dokumentiem, kā, par piemēru : caur izglītības apliecību ; agrāko dienestu formulārsarakstu, apliecību par pierakstīšanos iesaukšanas iecirknī, kvītēm par sabiedrisko nodokļu nomaksašanu uz teritorijas, kuŗa tagad istaisa Latvijas valsti, un caur izrakstiem no sabiedrisko kārtu grāmatām. Fakts par uzturēšanos K. Z. F. P. R. robežās 4. oktobrī 1920. g. var tikt pierādīts ar jebkuŗu rakstisku apliecību, izdotu no attiecīgām K. Z. F. P. R. valsts iestādēm.

3. pants.

Paziņojumi par optaciju ir reizē iesniedzami kā Latvijas konzularām iestādēm, kas atrodas uz K. Z. F. P. R. teritorijas, tā arī gubernu pārvaldes nodaļām pēc pieteikuma iesniedzēja dzīves vietas dēļ nosūtīšanas caur pēdējām tautas iekšlietu komisariatam. Pie paziņojumiem ir jāpievieno bez dokumentiem, kuŗi apliecina optācijas tiesību, pa vienam eksemplaram no optanta izpildīta anketa ar sekošām ziņām : 1) vārds, tēva vārds un uzvārds ; 2) vecums ; 3) ģimenes sastāvs, uzrādot attiecības pret ģimenes galvu, un ģimenes locekļu vecums ; 4) izglītības cenzs ; 5) nodarbošanās veids ; 6) tautība ; 7) agrākā kārtas piederība ; 8) ticība, 9) piederības vieta ; 10) kur ir dzīvojis pēdējos 10 gadus līdz 1914. gadam un ar ko šinī laikā nodarbojies ; 11) pēdējā dzīves vieta Latvijā ; 12) kad, kamdeļ un kādos apstākļos atstājis Latvijas teritoriju ; 13) pieteikuma iesniedzēja un pieteikumā minēto ģimenes locekļu dzīves vieta ; 14) dienesta vieta un pakāpe ; 15) klātpielikto dokumentu apzīmējums ; 16) pieteikuma iesniedzēja pašrocīgs paraksts.

Pie Latvijas konzulatam iesniedzamiem paziņojumiem jāpieliek Latvijas pilsonības optācijas tiesību konstatējošie originali-dokumenti, bet pie pārvaldes nodaļai adresētā paziņojuma jāpieliek dokumentu noraksti, kuŗi ir apstiprināti no pārvaldes nodaļas, skatoties pēc pieteicēja dzīves vietas, dēļ nosūtīšanas tautas iekšlietu komisariatam.

Piezīme 1 : Gadījumā, ja nebūtu iespējams iesniegt pieteikodus dokumentus, pieteikuma iesniedzējam uz to janorāda pašā pieteikumā, noteikti aprādot iestādi, no kuŗas tādus dokumentus būtu iespējams dabūt. Vietējās pārvaldes nodaļas, saskaņā ar pieteikuma iesniedzēja aizrādījumiem, rūpējas par to, lai dokumenti tiktu izdoti no Krievijas valsts un sabiedriskām iestādēm un nosūtīti pēc piederības. Dokumentu faktiskās nozušanas gadījumā viņu vietā var lietot oficiālas atzīmes, kuŗas izsniegtas no kompetentām Latvijas valsts un sabiedriskām iestādēm.

сделаны не позднее истечения шестимесячного срока для проживающих в Европейской России и не позднее девятимесячного срока для проживающих в Азиатской России и на Кавказе, считая с 4-го октября 1921 года.

Примечание 1: Вдовы и разведенные до 4-го октября 1920 года жены, подходившие до замужества под признаки, указанные в ст. 1, имеют право на латвийское гражданство вместе с детьми моложе 18-ти лет, если последние при расторжении брака оставлены на попечении матери.

Дети, законно усыновленные до вступления в силу Кодекса законов об актах гражданского состояния (Собр. Узакон. и Расп. 1918 г. ст. 818), пользуются при оптации всеми правами родных детей. Опекаемые малолетние и одержимые продолжительными болезнями, неспособные к самостоятельному существованию, опатируют через лиц, на фактическом попечении которых они находятся, с согласия учреждений, которым принадлежит опека над малолетними или больными.

Примечание 2: Отделы Управления губернских исполнительных комитетов принимают меры к опубликованию сего Соглашения на местах, равно к осведомлению о сем лиц, содержащихся под стражей.

Статья 2.

Указанные в ст. 1 обстоятельства могут быть констатируемы каким либо основным документом — видом на жительство, паспортом или метрикой, поскольку в таковых документах точно обозначена принадлежность данного лица к тому или другому сельскому, городскому или сословному обществу, в согласии с требованиями предыдущей статьи. В случае неимения подобного документа, обстоятельства, доказывающие право на латвийское гражданство, могут быть устанавливаемы иными документами, напр. свидетельством об образовании, формулярным списком о прежней службе, свидетельством о приписке к призывному участку, квитанциями об уплате общественных сборов на территории, ныне составляющей Латвию, выписками из сословных книг. Факт проживания в пределах Р.С.Ф.С.Р. 4-го октября 1920 года может быть доказан любым письменным удостоверением соответствующих властей Р. С.Ф.С.Р.

Статья 3.

Заявления об оптации одновременно подаются в Консульские установления Латвии на территории Р.С.Ф.С.Р. и Губернские Отделы Управления по месту жительства заявителя для пересылки последними в Народный Комиссариат Внутренних Дел. К заявлениям, кроме документов, констатирующих право на оптацию, прилагаются заполненные оптантом анкеты по одному экземпляру, которые должны содержать следующие сведения: 1) имя, отчество и фамилия, 2) возраст, 3) семейный состав с указанием отношения к главе семейства и возраста, 4) образовательный ценз, 5) род занятий, 6) национальность, 7) прежнее сословие, 8) вероисповедание, 9) место приписки, 10) где проживал последние 10 лет до 1914 года и какое имел в это время занятие, 11) последнее местожительство в Латвии, 12) когда и по каким причинам покинул территорию Латвии, 13) местожительство заявителя и членов семьи, включенных в заявление, 14) место службы и занимаемая должность, 15) перечень прилагаемых документов, 16) собственноручная подпись заявителя. К заявлению, подаваемому в Консульство Латвии, прилагаются подлинные документы, устанавливающие право на оптацию, а к заявлению, адресованному в Отдел Управления, прилагаются копии документов, заверенные Отделом Управления по месту жительства заявителя для пересылки их в Народный Комиссариат Внутренних Дел.

Примечание 1: В случае невозможности представить достаточные документы, заявителю следует указать об этом в самом заявлении с точным указанием учреждения, откуда таковые документы могут быть получены. Местные Отделы Управления, согласно указанию оптанта, принимают меры к извлечению документов из Российских Правительственных и общественных учреждений и представляют таковые по принадлежности. В случае фактической утраты документов, таковые могут быть заменены официальными справками компетентных Правительственных и общественных учреждений латвийского государства.

Piezīme 2 : Abi pieteikuma eksemplāri ar minētiem dokumentiem un norakstiem var arī tikt iesniegti gubernas pārvaldes nodaļai, kuŗa viņus nekavējoši nosūta pēc pierības :

Piezīme 3 : Pilsoņi, kuŗi atrodās zem tiesas vai izmeklēšanas, jeb izcieš sodu par nodarītiem noziegumiem, iesniedz optācijas pieteikumu caur tām iestādēm, kuŗu rīcībā viņi atrodās.

4. pants.

Nolīguma slēdzēji apņemas ik pa trim mēnešiem diplomatiskā ceļā savstarpēji paziņot to personu sarakstu, no kuŗām ienākuši optācijas pieteikumi.

5. pants.

Persona, kuŗa iesniegusi optācijas pieteikumu, saņem no šo pieteikumu saņemšanas pārvaldes nodaļas pagaidu uzturas zīmi, priekš kam gadījumā, kad pieteikums uz konzula vārdu ir iesniegts tieši konsulatā, pieteikuma iesniedzējam vajaga nodot pārvaldes nodaļai konsulata kvīti par no viņa saņemtiem dokumentiem.

Šai pantā minētā pagaidu uzturas zīme tiek optantam noņemta no pārvaldes nodaļas, izsniedzot viņam priekš ārzemniekiem paredzēto uzturas zīmi, pie kam šis zīmes noderības termiņš nevar būt garāks par nacionalās pases noderības termiņu. Tāpat arī pagaidu apliecība tiek noņemta pie dokumentu atpakaļ izsniegšanas, ja optanta pieteikums, saskaņā ar 6. pantu, tiktu atraidīts.

Personas, kuŗas, iesniegušas optācijas pieteikumu, caur to vēl neiegūst Latvijas pilsonības tiesības, bet patur visas K. Z. F. P. R. pilsonības tiesības.

6. pants.

Latvijas konsulats, kuŗš pieņēmis pieteikumu par optāciju, sastāda lēmumu par to, ciktāl pieteicējs izpilda šī līguma 1. panta noteikumus, pēc kam tādu lēmumu divu mēnešu laikā, skaitot no pieteikuma saņemšanas, līdz ar visiem optanta dokumentiem nodod Latvijas diplomatiskai priekšstāvniecībai nosūtīšanai tautas ārlietu komisariatam.

Tautas ārlietu komisariats pēc Latvijas priekšstāvniecības lēmuma atzīšanas par pareizu, viena mēneša laikā, skaitot no šī lēmuma saņemšanas dienas, nosūta, dokumentu tai personai, kuŗa ir iesnieguse pieteikumu par optāciju, un reizē ar to nosūta Latvijas priekšstāvniecībai paziņojumu par optanta izstāšanos no Krievijas pilsonības, kā arī visus originaldokumentus, izņemot uzturas zīmi. Gadījumā, ja tautas ārlietu komisariats nepiekrīstu pēdējās lēmumam, viņš tai pašā laikā paziņo Latvijas priekšstāvniecībai par savu nepiekrīšanu un jautājums tiek izšķirts diplomatiskā ceļā.

Piezīme. Priekš Azijas-Krievijas un Kaukaza optantu pieteikumu pārbaudīšanas termiņš Latvijas konsulatā tiek pagarināts līdz 4 mēnešiem, bet termiņš priekš tautas ārlietu komisariata atbildes līdz 2 mēnešiem.

7. pants.

Latvijas valdība nevar atteikties piešķirt Latvijas pilsonību, un K. Z. F. P. R. — noliegt izstāšanos no Krievijas pilsonības, ja uz šā nolīguma otrā pantā minēto noteikumu pamata var tikt pierādīts, ka minētā persona izpilda šī nolīguma pirmajā pantā paredzētos noteikumus.

Примечание 2: Оба экземпляра заявления с указанными документами и копиями могут подаваться в Губернский Отдел Управления, который немедленно препровождает таковые по принадлежности.

Примечание 3: Граждане, находящиеся под судом или следствием или отбывающие наказание за совершенные преступные деяния, подают заявления об оптации через посредство тех учреждений, в распоряжении коих они находятся.

Статья 4.

Стороны обязуются каждые 3 месяца до взаимного сведения дипломатическим путем списки лиц, от которых поступило заявление об оптации.

Статья 5.

Лицо, сделавшее заявление об оптации, получает из Отдела Управления, принявшего заявление, временное удостоверение на жительство, для чего в тех случаях, когда заявление на имя Консульства подано им непосредственно в Консульство, заявитель должен представить Отделу Управления расписку Консульства с обозначением принятых у него бумаг.

Означенное в сей ст. временное удостоверение отбирается у оптанта Отделом Управления при выдаче ему вида на жительство, установленного для иностранцев, причем срок действия этого вида на жительство не может быть больше, чем срок действия национального паспорта. Равным образом временное удостоверение отбирается при возвращении ему документа, если заявление оптанта будет в порядке ст. 6 отклонено.

Лица, сделавшие заявление об оптации, не приобретают еще этим прав латвийского гражданства, сохраняя все права гражданства Р.С.Ф.С.Р.

Статья 6.

Латвийское Консульство, принявшее заявление об оптации, составляет постановление о соответствии заявителя требованиям ст. 1 сего Соглашения, каковое постановление в 2х месячный срок со дня получения заявления высылает вместе со всеми документами оптанта в дипломатическое представительство Латвии для представления в Народный Комиссариат Иностранных Дел.

Народный Комиссариат Иностранных Дел, по признанию постановления Латвийского Представительства правильным, в течение одного месяца со дня поступления к нему этого постановления посылает документ лицу, возбуждавшему ходатайство об оптации, а в Латвийское Представительство посылает одновременно уведомление о выходе оптанта из Российского гражданства вместе с подлинными документами, за исключением вида на жительство. В случае же несогласия с постановлением последнего, Народный Комиссариат Иностранных дел, в течение того же срока сообщает Латвийскому Правительству о несогласии, и вопрос разрешается дипломатическим путем.

Примечание: Для Азиатской России и Кавказа срок для рассмотрения заявлений оптантов Консульством Латвии удлинняется до 4 месяцев, а срок для ответа Наркоминдела до 2 мес.

Статья 7.

Латвийское Правительство не может отказать в Латвийском гражданстве, а Р.С.Ф.С.Р. в выходе из российского гражданства, если на основании указанных в ст. 2 настоящего Соглашения доказательств может быть установлено, что данное лицо удовлетворяет требованиям ст. 1 настоящего Соглашения.

8. pants.

Personas, kuŗas nobeiguŗas optaciju, iegūst visas ārzemniekiem Krievijas socialā federatīvā padomju republikā pieŗķirtās tiesības. Ar ieskaitīšanu eŗelonos dēļ izbraukŗanas uz Latviju, viņi tiek atsvabināti no visām valsts un municipala rakstura klausībām.

9. pants.

ŗi nolīguma pirmā daļa stājas spēkā ar viņas publicēšanas dienu « V. C. I. K. ziņojumos », kam jānotiek 14 dienu laikā pēc viņas parakstīšanas.

ŗis nolīgums ir sastādīts krievu un latvieŗu valodās. Abi teksti uzskatami par autentiskiem.

To apliecīnot, abu valstu pilnvarnieki paŗrocīgi parakstīja ŗo nolīgumu.

Originals divos eksemplaros.

Rīgā, 22 jūlijā 1921. g.

Z. A. MEIEROVICS.
J. VESMANS.
A. BIRZNIEKS.

II. DAĻA¹.

PAR KĀRTIBU, KĀDĀ UZ K. S. F. P. R. TERITORIJAS DZĪVOJOŗIE LATVIJAS PILSONĪ PĀRSŪTAMI DZIMTENĒ.

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA, no vienas puses, un KRIEVIJAS SOCIALISTISKAS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA, no otras puses, vē ēdamās noteikt kārtību, kādā par sūtami uz Latviju iz K. S. F. P. R. bēgļi un pilsoni, kuŗiem ŗi tiesība piekŗit uz Latvijas-Krievijas Miera līguma 8. panta pamata, nolēma ŗai lietā noslēgt sevīŗķu nolīgumu, kādam nolūkam pilnvaroja :

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Zigfridu Hermana d. MEIEROVICU,
Alfredu Jāņa d. BIRZNIEKU,
Jāni Jāņa d. VESMANI.

KRIEVIJAS SOCIALISTISKĀS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA :

Jakovu Stanislava d. HANECKI,
LEVU Nikolaja d. ALEKSANDRI,
Alfredu Augusta d. AUSTRINU.

Minētie pilnvārotie, savstarpēji uzrā dījuŗi savas pilnvaras, kuŗas tika atzītas par pareizām un sastādītām pienācīgā formā, izstrādāja un parakstīja sekoŗo nolīguma otro daļu :

I. pants.

Latvijas pilsoniem, kuŗi izteikuŗi vēlēŗanos atgriesties dzimtenē, vajag tikt uz turieni nogādātiem pēc iespējas visdrīzākā laikā.

¹ L'échange des ratifications pour cette deuxiēme partie a eu lieu le 23 juin 1922.

Статья 8.

Закончившие оптацию пользуются всеми правами, предоставленными иностранцам в Р.С.Ф.С.Р.; с момента же зачисления в эшелон на выезд в Латвию, они освобождаются от всех повинностей государственного и муниципального характера.

Статья 9.

Настоящая первая часть Соглашения вступает в силу с момента опубликования ее в « Известиях В. Ц. И. К. », каковое должно последовать не позднее истечения 14 дней с момента подписания. Соглашение составлено на русском и латышском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение сего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящее Соглашение.

Подлинный в двух экземплярах.

Рига, 22-го июля 1921 года.

ГАНЕЦКИЙ,
АЛЕКСАНДРИ,
АУСТРИН.

*Часть II-ая¹.***О ПОРЯДКЕ ОТПРАВЛЕНИЯ НА РОДИНУ ГРАЖДАН ЛАТВИИ, ПРОЖИВАЮЩИХ
НА ТЕРРИТОРИИ РСФСР.**

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с одной стороны, и ПРАВИТЕЛЬСТВО ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с другой, желая установить порядок отправления в Латвию из РСФСР беженцев и Латвийских граждан, коим таковое право предоставлено, на основании ст. 8 Российско-Латвийского Мирного Договора, решили заключить особое соглашение по сему предмету, для чего уполномочены :

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Яков Станиславович Ганецкий,
Лев Николаевич Александрин,
Альфред Августович Аустрин.

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Зигфрид Германович Мейеровиц,
Альфред Иванович Бирзнек,
Иван Иванович Весман.

Означенные уполномоченные, по обмену своими полномочиями, признанными правильными и составленными по должной форме, выработали и подписали нижеследующую вторую часть Соглашения :

Статья 1.

Граждане Латвии, выразившие желание возвратиться на свою родину, должны быть в возможно кратчайший срок отправлены туда.

¹ The exchange of ratifications as regard the second part took place June 23, 1922.

2. pants.

Par Latvijas pilsoņiem, kuŗiem saskaņā ar pirmo pantu jātiek nogādātiem dzimtenē, tiek skaitīti :

- a) personas, kuŗas dzīvo Krievijā un šī līguma pirmā daļā paredzēto noteikumu kārtībā optējušas Latvijas pavalstniecību ;
- b) Latvijas bēgļi Krievijā, t. i. personas, kuŗas agrāk dzīvojušas uz teritorijas, kas tagad ietilpst Latvijas sastāvā, un pasaules kara laikā atstājušas no ienaidniekiem ieņemtās vai apdraudētos apgabalus, jeb kuŗām uz kara- vai civiliestāžu rīkojumu pamata ir bijis jāatstāj kara darbības rajons, un kuŗas nonākušas Krievijā ne vēlāk par 12. jūniju 1920. gadā, ja viņas pašas jeb viņu vecaki ir pirms 1. augusta 1914. gada bijuši pierakstīti pie pilsētu, lauku vai kārtu sabiedrībām uz teritorijas, kuŗa tagad pieder pie Latvijas valsts ;
- c) Latvijā atrodošos Latvijas pilsoņu sievas, kuŗas dzīvo K. S. F. P. R. robežās, tāpat arī viņu bērni līdz 18 gadiem.

Piezīme. Bēgļu piederība pie Latvijas pilsonības var tikt konstatēta ar dokumentu palīdzību, kādi paredzēti šī līguma 1. daļas 2. pantā, pie kam Latvijas pilsoņu sievas un bērni līdz 18 gadiem, kuŗi atrodas K. S. F. P. R. robežās, iesniedz savas piederības pierādīšanai pie Latvijas pilsonības vīra jeb tēva dokumenta norakstus.

3. pants.

Pirmā pantā minētām personām vajag paziņot savu vēlēšanos izbraukt uz Latviju ne vēlāk par 4. augustu 1922. gadā, bet personām, kuŗas dzīvo Azijas Krievijā vai Kaukazā — ne vēlāk par 4. martu 1923. gadā. Paziņojumam līdz ar attiecīgiem dokumentiem vajag tikt iesniegtam guberņas iestādei, kuŗa pārzin liedzīvotāju reevakuāciju. Gadījumā, ja viņu tiesība atgriesties dzimtenē tiek atzīta, viņiem pie pirmās iespējamības jāpierakstās uz ešelonu, pie kam līdz ar to visa uz attiecīgo ešelonu zīmejošās sarakstīšanās tiek nosūtīta Latvijas konsularās priekštāvības pārbaudīšanai un vizēšanai, pēc kam viņa tiek atsūtīta atpakaļ piederīgai iestādei, kuŗa pārzin iedzīvotāju reevakuāciju.

Piezīme. Otrā pantā zem «c» minētie Latvijas pilsoņu sievas un bērni tiek nogādāti Latvijā tādā pat kārtībā kā bēgļi.

4. pants.

Latvijas pilsoņu nogādāšana līdz pierobežu punktiem notiek ešelonos vai atsevišķos vagonos, Viņu nogādāšana līdz ešelonu sastādīšanas punktiem notiek grupās vai pa vienam.

1. *piezīme.* Krievija apņemas iknedēļas ešelonos nogādāt līdz Latvijas-Krievijas robežai ne mazāk par 2000 cilvēku. Latvijas pilsoņiem, kuŗi neatgriežas dzimtenē pa dzelzceļu, vajag pāriet robežu noteiktajos kontroles-pārejas punktos.

2. *piezīme.* Latvijas pilsoņu un viņu mantas pārvešana iz ostu pilsētām var notikt ar kugu palīdzību.

3. *piezīme.* Optanti, kuŗi uz to izteikuši vēlēšanos, tiek nogādāti dzimtenē uz tādiem pat noteikumiem kā bēgļi, pie kam, ja ešelonu sastādīšanas punktā ir pietiekoši daudz bēgļu ešelona sastādīšanai, optantus viņā uzņem ar tādu aprēķinu, ka to skaits nepārsniedz 10% no šai ešelonā sūtāmo personu kopskaita.

5. pants.

Uz savu dzimteni braucošo Latvijas pilsoņu (optantu un bēgļu) un viņu mantu pārvādāšana līdz robežai tiek izdarīta uz viņu pašu rēķinu. Izdevumus par bēgļu-darbalaužu (to skaitā arī

Статья 2.

Под гражданами Латвии, подлежащими, согласно ст. 1, отправке на родину, разумеются :

- а) лица, проживающие в России, оптировавшие в порядке правил в первой части сего Соглашения изложенных, Латвийское гражданство ;
- б) беженцы Латвии в России, т. е. лица ранее проживавшие на территории, входящей ныне в состав Латвии, и оставшие во время мировой войны занятые или угрожаемые неприятелем районы, либо выселенные распоряжением военных или гражданских властей из районов военных действий, и прибывшие в Россию не позднее 12-го июня 1920 года, если они сами или их родители были до 1-го августа 1914 года приписаны к городским, сельским или сословным обществам на территории, составляющей ныне Латвийское государство ;
- в) жены лиц, находящихся в Латвии и состоящих в Латвийском гражданстве, проживающих в пределах РСФСР, а равно и дети их, не достигшие 18-ти летнего возраста.

Примечание. Принадлежность беженцев к Латвийскому гражданству может быть констатируема документами, предусмотренными ст. 2 части 1 сего Соглашения, причем жены и дети их до 18-ти летнего возраста Латвийских граждан, находящихся за пределами РСФСР, представляют в доказательство своего Латвийского гражданства копии документов мужа или отца.

Статья 3.

Указанные в статье 1 лица о своем желании ехать в Латвию должны заявить не позже 4-го августа 1922 года, а проживающие в Азиатской России или на Кавказе, не позже 4-го марта 1923 года. Заявление должно быть подано с приложением надлежащих документов в губернские органы, ведающие реэвакуацией населения. В случае признания за ними права отправки на родину, они должны при первой возможности записываться в эшелоны, причем одновременно с этим все относящееся к данному эшелону делопроизводство направляется в подлежащие Латвийские консульские представительства для проверки и наложения виз, после чего возвращается в подлежащие органы, ведающие делами реэвакуации населения.

Примечание : Указанные в пункте «в» ст. 2-ой жены и дети Латвийских граждан подлежат отправке в Латвию на одинаковых с беженцами основаниях.

Статья 4.

Отправка граждан Латвии к пограничным пунктам производится эшелонами или отдельными вагонами. Доставка их к пунктам посадки в эшелоны или отдельные вагоны, производится либо группами, либо одиночным порядком.

Примечание 1. Россия обязуется доставлять эшелонами к Латвийско-Российской границе не менее 2000 человек еженедельно. Латвийские граждане возвращающиеся на родину не по железным дорогам, должны проходить границу через установленные контрольно-пропускные пункты.

Примечание 2. Отправка Латвийских граждан и их имущества из портовых городов может быть произведена также при помощи судов.

Примечание 3. Опанты, изъявившие на то желание, отправляются на родину на равных основаниях с беженцами, при чем при наличии в пункте отправки эшелона достаточного количества беженцев для составления эшелона, опанты принимаются в таковой с таким расчетом, чтобы количество их не превышало 10% общего количества лиц, отправляемых данным эшелонам.

Статья 5.

Провоз выезжающих на родину граждан Латвии (опантов и беженцев) и их имущества до границ совершается за счет самих выезжающих. Издержки по провозу до границы трудящихся (в том числе

tādu, kuŗi atstājuši parasto nodarbošanos savu lietu likvidēšanai un prombraukšanai) un trūcīgu bēgļu, kā arī šādām personām piederošas mantas pārvadāšanu līdz robežām K. S. F. P. R. uzņemas uz sevi.

6. pants.

Visiem bez izņēmuma bēgļiem un optantiem, kuŗiem, pamatojoties uz šo līgumu, pēc viņu ievēšanas sarakstos, ir tiesība tikt nogādātiem dzimtenē, jātiek nosūtītiem turp neatkarīgi no viņu vecuma, profesijas, nodarbošanās un tautības.

7. pants.

K. S. F. P. R. valdība zem tiem pašiem noteikumiem atļauj tranzītu Latvijas pilsoņiem, kuŗi tiek reevakueti no valstīm, kuŗas nodibinātas uz agrākās Krievijas ķeizarvalsts teritorijas.

8. pants.

Šī nolīguma otrā daļa stājas spēkā no viņas publicēšanas momenta « Viskrievijas Centralās Izpildu Komitejas Ziņojumos », kam vajag notikt ne vēlāk kā 14 dienās pēc viņas parakstīšanas. Nolīgums sastādīts latviešu un krievu valodās, pie kam abi teksti skaitās par autentiskiem.

To apliecinādami, abu līdzēju pilnvarotie pašrocīgi parakstīja šo otro daļu, kā papildinājumu pie šī paša nolīguma 22. jūlijā 1921. gadā parakstītās pirmās daļas.

Rīga, 6. novembrī 1921. gadā.

Z. A. MEIEROVICS.

J. VESMANS.

A. BIRZNIKS.

III. DALA ¹.

PAR NO K. S. F. P. R. UZ LATVIJU IZBRAUCOŠO LATVIJAS PILSONU ĪPAŠUMU
IZVEŠANAS UN LIKVIDACIJAS KĀRTĪBU.

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA no vienas puses, un KRIEVIJAS SOCIALISTISKĀS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA no otras, vēlēdamās noteikt kārtību par Latvijas pilsoņu, kuŗi izbrauc iz Krievijas uz Latvijas-Krievijas Miera līguma 8. panta pamata, īpašumu likvidāciju K. S. F. P. R. robežās un izvešanu uz Latviju, nolēma noslēgt šai lietā sevišķu nolīgumu, priekš kam pilnvaroja :

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Zigfrīdu Hermaņa d. MEIEROVICU,
Alfrēdu Jāņa d. BIRZNIĒKU,
Jāni Jāņa d. VESMANI.

KRIEVIJAS SOCIALISTISKAS FEDERATĪVĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA :

Jakovu Stanislava d. HANECKI,
Levu Nikolaja d. ALEKSANDRI,
Alfrēdu Augusta d. AUSTRINŪ.

¹ L'échange des ratifications pour cette troisième partie a eu lieu le 23 juin 1922.

покинувших обычное занятие для ликвидации дел и выезда) и неимущих беженцев, а также принадлежащего им имущества принимаются на счет РСФСР.

Статья 6.

Все без исключения беженцы и опанты, имеющие право, согласно сего Соглашения, быть по зачислении их в списки отправляемыми на родину, подлежат отправке независимо от их возраста, профессии, рода занятий и национальности.

Статья 7.

Правительство РСФСР предоставляет на тех же условиях транзит для граждан Латвии, реэвакуируемых из образовавшихся на территории бывшей Российской Империи государств.

Статья 8.

Настоящая 2-ая часть Соглашения вступает в силу с момента опубликования ее в «Известиях ВЦИК», каковое должно последовать не позднее 14 дней с момента подписания ее. Соглашение составлено на русском и латышском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего уполномоченными обеих сторон собственноручно подписана настоящая вторая часть в дополнение к подписанной 22-го июля 1921 года первой части того же Соглашения.

Гор. Рига, 6 ноября 1921 года.

ГАНЕЦКИЙ,
АЛЕКСАНДРИ,
АУСТРИН.

Часть III-ья¹.

О ПОРЯДКЕ ЛИКВИДАЦИИ И ВЫВОЗА ИМУЩЕСТВА ЛИТВИЙСКИХ ГРАЖДАН,
ВЬЕЗЖАЮЩИХ ИЗ РСФСР В ЛАТВИЮ.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с одной стороны, и ПРАВИТЕЛЬСТВО ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, с другой, желая установить порядок ликвидации в пределах РСФСР и вывоза в Латвию имущества Латвийских граждан, уезжающих из России на основании ст. 8 Российско-Латвийского Мирного Договора, решили заключить особое соглашение по сему предмету, для чего уполномочены :

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Янов Станиславович Ганецкий,
Лев Николаевич Александрин,
Альфред Августович Аустрин.

ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Зигфрид Германович Мейеровиц,
Альфред Иванович Бирзек,
Иван Иванович Весман.

¹ The exchange of ratifications as regards the third part took place June 23, 1922.

Minētie pilnvarotie pēc savstarpējas pilnvaru apmaiņas un atzišanas, ka tās atrodas kārtībā un sastādītas pienācīgā formā, izstrādāja un parakstīja sekošu nolīguma trešo daļu :

I. pants.

Personām, kuŗas dzīvo iekš K. S. F. P. R. un kuŗas caur šo nolīgumu noteiktajā kārtībā ieguvušas tiesības uz Latvijas pilsonību un pienācīgi registrētas evakuācijas iestādēs, kā uz dzimteni aizbraucošas, gadījumā, ja viņas vēlas izlietot priekšrocības, kuŗas tām piešķirtas caur šī nolīguma trešo daļu, vajag 7 dienu laikā, skaitot no registrācijas dienas, iesniegt attiecīgajām Gubernas Pārvaldes Nodaļām, skatoties pēc savas pastāvīgās dzīves vietas, viņām piederošā īpašuma sarakstu. Pie saraksta vajag būt pievienotai no attiecīgas evakuācijas iestādes izdotai uzziņai par minētās personas uzņemšanas dienu uz dzimteni braucošo personu registrācijas sarakstos.

Piezīme. Personām, kuŗas vēl pirms šī līguma daļas stāšanās spēkā registrētas kā bēgļi un kuŗas atzītas par Latvijas pavalstniekiem, kas sūtami uz dzimteni, vajag iesniegt minēto sarakstu divos eksemplaros divnedēļu laikā, skaitot no šī līguma daļas spēkā stāšanās.

2. pants.

Sarakstā atzīmējams tas uz Latviju atgriezošās personas īpašums, kuŗš saraksta iesniegšanas acumirkļi viņai pieder saskaņā ar K. S. F. P. R. likumiem.

3. pants.

Registrācijas saraksts tiek sastādīts divos eksemplaros, no kuŗiem viens paliek vietējā Gubernas Pārvaldes Nodaļā, bet otrs, pēc no minētās nodaļas izdarītas pārbaudīšanas un apliecināšanas, tiek atdots paziņojuma iesniedzējam personīgi un noder kā viņa tiesību pierādījums uz sarakstā uzskaitītām mantam, kā pie mantu izvešanas, tā arī viņu likvidācijas. Saraksts paliek spēkā vienu gadu, skaitot no tās dienas, kad no Gubernas Pārvaldes Nodaļas izsniegts viņa apliecinātais eksemplars.

Piezīme. Gadījumā, ja aiz no paša pilsoņa neatkarīgiem iemesliem viņš norādītajā gada laikā nevar izbraukt, šis termiņš tiek pagarināts līdz izbraukšanas dienai.

4. pants.

Īpašumu, kuŗš transporta apstākļu dēļ nevar tikt izvests vienā reizē ar viņa īpašnieka izbraukšanu, var nodot uzglabāšanai noliktavās dēļ vēlākas aizvešanas. Pie mantas daļas nodošanas noliktavās Gubernas Pārvaldes Nodaļa atzīmē registrācijas sarakstos, kas atrodas pie īpašnieka un Nodaļā, tos priekšmetus, kuŗi paliek noliktavā, un izdođ par viņiem papildu registrācijas saraksta dublikatu.

5. pants.

Bēgļi, kuŗi atgriezušies Latvijā pirms šīs nolīguma daļas spēkā stāšanās, iesniedz Gubernas Pārvaldes Nodaļām pēc īpašuma atrašanās vietas sarakstus par no viņiem Krievijā atstātiem un aizbraukšanas acumirkļi viņiem piederējušiem īpašumiem caur Latvijas konsularām iestādēm vai personām, kuŗu uzglabāšanā šie īpašumi atstāti, 2 mēnešu laikā no šīs nolīguma daļas spēkā stāšanās dienas. Attiecībā uz tāda īpašuma izvešanu vai likvidāciju ievērojami noteikumi, kuŗi nolikti caur nolīguma daļas attiecīgiem pantiem.

Означенные уполномоченные по обмену своими полномочиями, признанными правильными и составленными по должной форме, выработали и подписали нижеследующую третью часть Соглашения :

Статья 1.

Проживающие в РСФСР лица, приобретшие в порядке, установленном настоящим Соглашением права Латвийского гражданства, и подлежащие зарегистрированные в эвакуационных органах в качестве выезжающих на родину, в том случае, если они желают воспользоваться предоставляемыми настоящей третьей частью Соглашения льготами, должны в семидневный срок со дня такового зарегистрирования, представить описание принадлежащего им имущества в Губернские Отделы Управления по месту своего постоянного жительства. К описи должна быть приложена справка, выданная подлежащим эвакуационным органом о моменте принятия данного лица на учет в качестве выезжающего на родину.

Примечание. Лица, зарегистрированные в качестве беженцев, признанные гражданами Латвии и подлежащие отправке на родину до момента вступления в силу настоящей части Соглашения, должны представить указанную опись в двухнедельный срок с такового момента.

Статья 2.

В опись вносится то имущество возвращающегося в Латвию лица, которое в момент изготовления описи составляет собственность его в соответствии с законами РСФСР.

Статья 3.

Регистрационная опись изготавливается в двух экземплярах, из коих один оставляется в местном Губернском Отделе Управления, а другой по проверке и заверении его названным Отделом выдается на руки подателю заявления и служит доказательством его прав на исчисленное в описи имущество, как при вывозе, так и при ликвидации. Опись сохраняет законную силу в течение годичного срока со дня получения заверенного экземпляра таковой из Губернского Отдела Управления.

Примечание. В случае невозможности выезда данного гражданина в указанный годичный срок, по независящим от него обстоятельствам, этот срок удлинится по день выезда.

Статья 4.

Имущество, которое по условиям транспорта не может быть вывезено одновременно с выездом владельца его, может быть сдано на хранение в склады для вывоза впоследствии. При сдаче в склады части имущества Губернский Отдел Управления отмечает в регистрационных описях, хранящихся у собственника и в Отделе, оставленные в складах предметы и выдает на таковые дубликат дополнительной регистрационной описи.

Статья 5.

Беженцы, вернувшиеся в Латвию до момента вступления в силу сей части Соглашения, имеют право представить в течение двухмесячного срока, со дня вступления в силу сей части Соглашения, опись оставленного ими в России принадлежащего им в момент выезда из России имущества в Губернские Отделы Управления, по месту нахождения имущества, через Латвийские консульские учреждения или лиц, на хранении коих это имущество оставлено. В отношении вывоза либо ликвидации такового имущества соблюдаются правила, установленные соответствующими статьями настоящей части сего Соглашения.

6. pants.

Tirdznieciski-rūpniecisku un lauksaimniecisku uzņēmumu iekārtas priekšmeti, tāpat arī priekšmeti, kuriem ir sevišķa kultureli-izglītojoša nozīme (kā piem. zinātniskas bibliotēkas, kolekcijas, laboratorijas, gleznu galerijas u. t. t.), kuŗi ievesti registrācijas sarakstos, bet kuŗi no vietējiem organiem tiek atzīti par nepieciešamiem priekš vietējiem iedzīvotājiem, iegūstami no īpašniekiem par cenām, kuŗas tiek noliktas vienojoties ar īpašnieku, un gadījumā, ja vienošanās netiek panākta, ļautājumu galīgi izšķir Latvijas-Krievijas Miera līguma 21 pantā paredzētā Jauktā Komisija.

Piezīme: Nauda, kā arī katrs ekvivalents, kuŗus saņēmis īpašnieks par no viņa iegūtām šai pantā minētām mantām, tiek pārvesti uz Latviju caur Valsts Bankas vai citu K. S. F. P. R. darbojošos kredītiestāžu starpniecību, bez kautkādiem ierobežojumiem. Apzīmētie pārvedumi tiek iemaksāti un uz īpašnieka vēlēšanos izmaksāti tai pašā valūtā, kādā viņi saņemti no attiecīgas iestādes. Izmaksām uz minētiem pārvedumiem jānotiek ne vēlāk kā mēneša laikā attiecībā uz pārvedumiem, kas pieņemti Eiropas Krievijā, un ne vēlāk kā divu mēnešu laikā attiecībā uz pārvedumiem, kas pieņemti Azijas Krievijā, skaitot šos terminus no pārveduma pieņemšanas dienas.

7. pants.

Pēc tam, kad sarakstā taisītā atzīme par to priekšmetu stripošanu no viņa, kuŗi likvidēti uz vietām jeb kuŗi nodoti glabāšanai šīs daļas 4 pantā paredzētās noliktavās, saraksts tiek apstiprināts no Gubernas Pārvaldes Nodaļas. Noteikumi, uz kuŗu pamata registrācijas sarakstā ievēstas mantas ir atļauts izvest uz ārzemēm, se klāt pielikti :

Pielikums pie 7. panta.

Latvijas pilsoņu īpašums, kuŗš ievēsts registrācijas sarakstā, var tikt izvēsts uz Latviju, ievērojot sekošus noteikumus :

1. Vispārējs bagažas svars, ārpus rokas bagažas, nedrīkts pārsniegt 10 pudus uz katru personu.

2. Rokas bagažā, starp citiem priekšmetiem, ko ved līdz Latvijas pilsoņi, kuŗi brauc uz ārzemēm, tiek atļauts izvest :

a) lietojamas drēbes un veļu : apģērbu un apavus ne vairāk kā 2 gabalus vai kārtas no katra priekšmeta (ādas kažoku tikai vienu) un veļas ne vairāk kā 6 kārtas uz vienas personas ;

b) nepieciešamos ceļa piederumus gatavā veidā tādā vairumā, kas nepārsniedz parastās ceļa vajadzības, piemēram, spilvenus, gultas segas, palagus, dvieļus, tējkannu un taml.

3. Speciālu profesiju personām, kā mediķiem, māksliniekiem, amatniekiem un taml. tiek atļauts izvest sev līdz viņu profesionēlai darbībai nepieciešamos priekšmetus pāri par noteikto svāra normu ar atsevišķu katrā gadījumā Ārējās Tirdzniecības Tautas Komisariāta vai viņa organu atļāuju.

4. No K. S. F. P. R. neizlietotais ripojošais materials, kā arī no lādiņa brīvie tvaiķoni, kuŗi dodas uz Latviju, var tikt pilnīgi izlietoti priekš Latvijas pilsoņu izvešanai atļauto īpašumu izvešanas, par ko Latvijas konsularās iestādes vienojas ar attiecīgiem reevakuācijas organiem. Tāpat šini pantā atzīmētam svāra ierobežojumam nav padots īpašums, kuŗu izved pa zemes ceļu (ar zirģiem).

5. Netiek atļauts izvest :

a) vairāk par simtu tūkstošu rubļiem uz personu papīra naudas, katrā izlaidumā, kas ir likumīgā apģrozībā K. S. F. P. R. jeb piecdesmit tūkstošu Latvijas rubļu.

Статья 6.

Внесенные в регистрационную опись предметы оборудования торгово-промышленных предприятий и сельских хозяйств, равно предметы, обладающие особым культурно-просветительным значением (как-то : научные библиотеки, коллекции, лаборатории, художественные галереи и т. п.), признаваемые подлежащими органами необходимыми для местного населения, приобретаются у владельцев по ценам, устанавливаемым по соглашению с владельцами, и в случае недостижения такого соглашения, вопрос окончательно разрешается предусмотренной в статье 21-ой Российско-Латвийского Мирного Договора Смешанной Комиссией.

Примечание. Деньги, как и всякий эквивалент, полученные владельцем за приобретенное означенное в сей статье у него имущество, переводятся в Латвию через посредство Государственного Банка или иных действующих в РСФСР кредитных учреждений, без каких-либо ограничений. Означенные переводы вносятся и, по желанию владельца, выплачиваются в той самой валюте, в какой они были получены от подлежащего учреждения. Выдача по означенным переводам должна последовать не позднее истечения месячного срока в отношении переводов, принятых в Европейской России и двухмесячного в отношении переводов, принятых в Азиатской России, считая эти сроки со дня принятия перевода.

Статья 7.

По внесении в опись пометок об исключении из таковой предметов, ликвидированных на месте, а равно оставленных на хранение в складах, предусмотренных в статье 4-ой сей части Соглашения, опись утверждается Губернским Отделом Управления. Правила, на основании которых имущество, внесенное в регистрационную опись, разрешается к вывозу за-границу, при сем приложены :

Приложение к статье 7-ой.

Включенное в регистрационную опись имущество Латвийских граждан может быть вывезено в Латвию с соблюдением следующих правил :

1. общий вес багажа, сверх ручного, не должен превышать 10 пудов на каждое лицо ;
2. в числе прочих предметов, в ручном багаже, при Латвийских гражданах, следующих за-границу, пропускаются :
 - a) платье и белье носильное, платье и обувь не более двух штук или пар каждого наименования (меховая шуба только одна) и белье не более шести смен на одно лицо ;
 - b) необходимые дорожные принадлежности в готовом виде в количестве, не превышающем обыкновенной потребности в пути, как например, подушки, одеяла, простыни, полотенца, чайник и т. д.
3. При лицах специальных профессий, как-то медиках, художниках, ремесленниках и т. п., разрешаются к вывозу предметы, необходимые им для их профессиональной деятельности и свыше установленной нормы веса, по особому в каждом случае разрешению Народного Комиссариата Внешней Торговли или его органов.
4. Неиспользованный РСФСР свободный подвижной состав, а также свободные от груза пароходы, направляющиеся в Латвию, могут быть полностью использованы для отправки разрешенного к вывозу имущества Латвийских граждан, чем Латвийские консульские учреждения входят в соглашение с подлежащими эвакуационными органами. Равным образом весовому ограничению, указанному в сей статье, не подлежит имущество, вывозимое гужем.
5. Не допускаются к вывозу :
 - a) бумажные деньги свыше ста тысяч рублей любого выпуска из имеющих законное хождение в РСФСР, или пятидесяти тысяч латвийских рублей на одно лицо.

Piezīme. Nauda, kas ieņemta pie īpašuma likvidācijas un pārsniedz aprādīto normu, var tikt pārvesta uz Latviju kārtībā, kāda paredzēta piezīmē pie šī nolīguma daļas 6. panta.

- b) zelta un platina lietas, kuŗas sver vairāk par 25 zolotņikiem katra, zelta un platīnas izstrādājumus, kuŗu kopsvars pārsniedz 25 zolotņikus uz personu, un sudraba lietas, kuŗas sver vairāk par 5 mārciņām uz personu ;

Piezīme. Zelta un sudraba pulksteņus ar ķēdēm un laulību gredzenus, sudraba portsigarus un dāmu sudraba portmonejus ir atļauts izvest pa vienam gabalam uz vienu personu, pie kam šo priekšmetu svars netiek ieskaitīts normā, kuŗa nolikta šīnī punktā.

- c) dārgakmeņus neapstrādātā veidā ;
 d) izstrādājumus no dažādu sugu dārgakmeņiem (dimantiem, briljantiem, safīriem, smaradģiem, rubīniem un taml), kuŗu kopsvars pārsniedz vienu karatu. Tas pats attiecas uz pērlēm ;
 e) dažādu veidu mašīnas un mašīnu daļas, fizikas aparatus un ķirurgiskus rīkus, ja netiks pierādīts, ka viņi no īpašnieka izvesti no Latvijas ;

Piezīme. Šujmašīnas atļauts izvest pa vienai uz ģimēni.

- f) muzikas instrumentus, izņemot tos, kas pieder profesionāliem muzikantiem, ja netiks pierādīts, ka īpašnieks viņus izvedis no Latvijas ;
 g) priekšmetus, kuŗiem ir mākslas vai vēsturiska vērtība, vai antīkas lietas ;

Piezīme. Gadījumā, ja atsevišķi priekšmeti no « g » pk. atzīmētiem ir ģimēnes piemiņas lietas un neiztaisa kolekcijas, tad viņus ir atļauts izvest ar Ārējās Tirdzniecības Komisariāta vai viņa organu atļauju. Tāpat šīnī punktā minētie priekšmeti ir izvedami, ja būs pierādīts fakts, ka viņi izvesti no Latvijas.

- h) pārtikas priekšmetus vairāk par 20 mārciņām uz katru personu, tanī skaitā vairāk par 8 mārc. miltu vai maizes, 5 mārc. gaļas produktu, 3 mārc. piena produktu un 4 mārc. citu ēdamlietu, starp tām cukura vairāk par 1 mārc. un tēju vairāk par 1/4 mārc. ;
 i) tabakas izstrādājumus vairāk par 500 gab. papirosu vai 1/2 mārc. tabakas uz personu, kuŗa vecāka par 18 gadiem ;
 j) tualetes ziepes vairāk par 1 gabalu uz katru personu un 1 mārc. parasto ziepju uz ģimēni ;
 k) visādus procentu, dividendu un obligāciju papiŗus, kā arī vekseļus, transporta kvītes, varantus, apdrošināšanas polises un citus dokumentus, ar īpašumu tiesību raksturu, kuŗu izvešanai nav dabūta speciāla atļauja no Finanšu Tautas Komisariāta ;

Piezīme. Nevar liegt atļauju izvest vērtīgus naudas un citus dokumentus, kuŗi uzskaitīti šai punktā, ja pēdējie attiecas tikai uz Latvijas teritoriju.

- l) drukas darbus, kuŗu izvešanai nav atļaujas no Izglītības Tautas Komisariāta ;
 m) fotogrāfijas, aktus, dokumentus un dažādus papiŗus, uz kuriem trūkst atzīmes, ka viņi caurskatīti no kuŗa cenzuras, izņemot tos, kuŗi uzskaitīti « g » un « k » punktos ;
 n) manufakturu, gatavas drēbes, metālus un izstrādājumus no tiem, apģērbu, ādas, galanterijas un citus priekšmetus, kas nolemti tirdzniecībai, bet ne personīgai lietošanai ;
 o) citu valstu valutu bez Finanšu Tautas Komisariāta speciālas atļaujas ;
 p) ieročus, kuŗa bruņošanās piederumus un lauku tālskatus (binokļus) ;

Piezīme. Medniekiem, izbraucot uz Latviju, ir tiesība ar ikreizēju atsevišķu Ārējās Tirdzniecības Tautas Komisariāta vai viņa organu atļauju vest līdz vienu medību flinti ar piederumiem.

Примечание. Выручка от ликвидации имущества, превышающая указанные нормы, может быть переведена в Латвию в порядке, предусмотренном примечанием к ст. 6 сей части Соглашения.

- б) золотые и платиновые вещи, весом свыше 25 золотников каждая, золотые и платиновые изделия, превышающие общий вес 25 золотников на одно лицо и изделия из серебра, превышающие 5 фунтов на одно лицо ;

Примечание. Золотые и серебряные часы с цепочками и обручальные кольца, серебряные портсигары и серебряные дамские портмоне разрешаются к вывозу по одной штуке на одно лицо, причем вес этих предметов не включается в норму, установленную настоящим пунктом.

- в) драгоценные камни в неотделанном виде ;
 г) изделия из всякого рода драгоценных камней (алмазов, бриллиантов, сапфиров, изумрудов, рубинов и проч.), общий вес которых превышает 1 карат. То же относится к жемчугу ;
 д) всякого рода машины и части машин, физические аппараты и хирургические приборы, если не будет доказан факт вывоза этих предметов владельцем из Латвии ;

Примечание. Швейные машины разрешаются вывозить по одной на семью.

- е) музыкальные инструменты, кроме принадлежащих музыкантам-профессионалам, если не будет доказан факт вывоза этих инструментов владельцем из Латвии ;
 ж) предметы, имеющие художественную или историческую ценность, или предметы старины ;

Примечание. В случае, если отдельные предметы из указанных выше в пункте «ж» являются семейной памятью и не составляют коллекций, то они допускаются к вывозу по разрешению Народного Комиссариата Внешней Торговли или его органов. Равным образом означенные в сем пункте предметы подлежат вывозу, если будет доказан факт вывоза их из Латвии.

- з) предметов продовольствия в количестве свыше 20 фунтов на каждого человека, в том числе 8 фунтов муки или хлеба, 5 фунтов мясных продуктов, 3 фунта молочных продуктов и 4 фунта прочих съестных припасов, в том числе сахару свыше 1 фунта и чаю свыше $\frac{1}{4}$ фунта ;
 и) табачные изделия свыше 500 штук папирос или $\frac{1}{2}$ фунта табаку на лицо старше 18 лет ;
 к) мыло, свыше 1 куска туалетного на каждое лицо и 1 фунта обыкновенного на семью ;
 л) всякие процентные, дивидендные и облигационные бумаги, а равным образом векселя, транспортные квитанции, варрантные свидетельства, страховые полисы и прочие документы имущественного характера, на вывоз которых не получено специального разрешения Народного Комиссариата Финансов ;

Примечание. Выдача разрешений на вывоз ценных, денежных и других документов, вышеперечисленных в сем пункте, не может быть отказана, если последние имеют отношение только к территории Латвии.

- м) печатные произведения, на вывоз коих не имеется разрешения Народного Комиссариата Просвещения ;
 н) фотографии, акты, документы и всякого рода бумаги, за исключением указанных в пунктах «ж» и «л», не снабженные пометкой о просмотре их военной цензурой ;
 о) мануфактура, готовое платье, металлы и изделия из них, скорняжные, кожевенные, галантерейные и другие предметы, предназначенные для торговли, а не для личного употребления ;
 п) валюта других государств без специального разрешения Народного Комиссариата Финансов ;
 р) оружие, предметы военного снаряжения и полевые бинокли.

Примечание. Охотники при выезде в Латвию, имеют право с особого каждый раз разрешения Народного Комиссариата Внешней Торговли или его органов, вывести с собой по одному охотничьему ружью с принадлежностями.

- r) automobiļus, motocikletus, divriteņus ;
s) līdz transporta uzlabošanai : smagas mēbeles, neizjauktā veidā, ekipažas, ratus, kamanas, dzīvo inventaru un citus smagus priekšmetus.

Piezīme. Ekipažas, ratus, kamanas un dzīvo inventaru atļauts izvest bēgļiem, kuri atgriežas uz dzimteni pa zemes ceļu, tādā vairumā, kādā viņi to izveduši pie evakuācijas.

8. pants.

No šis nolīguma daļas spēkā nākšanas brīža izbeidzas 12. iūnijā 1920. gadā starp Latviju un K. S. F. P. R. noslēgta līguma spēks par bēgļu reevakuāciju.

9. pants.

Šī trešā nolīguma daļa stājas spēkā no viņas publicēšanas dienas « V. C. I. K. Ziņojums », kam jānotiek ne vēlāk kā 14 dienās pēc viņas parakstīšanas. Līgums sastādīts latviešu un krievu valodās, pie kam abi teksti uzskatami par autentiskiem.

So apliecinot, abu līdzēju pilnvarotie pašrocīgo parakstīja šo trešo daļu kā papildinājumu pie 22. jūlijā un 6. novembrī 1921. gadā parakstītām I. un II. tā paša nolīguma daļām.

Rīga, 6. novembrī 1921. gadā.

Z. A. MEIEROVICS.

J. VESMANS.

A. BIRZNIEKS.

- с) автомобили, мотоциклы, велосипеды ;
т) до улучшения транспорта : громоздкая мебель в неразобранном виде, экипажи, телеги, сани, живой инвентарь и другие громоздкие предметы.

Примечание. Экипажи, телеги, сани и живой инвентарь допускаются к вывозу возвращающимися гужем беженцами в количестве, какое было ими вывезено из Латвии при эвакуации.

Статья 8.

С момента вступления в силу сей части Соглашения, заключенный между РСФСР и Латвией 12-го июня 1920 года договор о реэвакуации беженцев прекращает свое действие.

Статья 9.

Настоящая третья часть Соглашения вступает в силу с момента опубликования ее в « Известиях ВЦИК », каковое должно последовать не позднее 14 дней с момента подписания ее. Соглашение составлено на русском и латышском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящую третью часть в дополнение к подписанным 22-го июля и 6-го ноября 1921 г. первой и второй части того же Соглашения.

Гор. Рига, 6 ноября 1921 года.

ГАНЕЦКИЙ,
АЛЕКСАНДРИ,
АУСТРИН.

¹ TRADUCTION.

No. 440. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE AU SÛJET DE L'OPTION DE LA NATIONALITÉ DU RETOUR DANS LA PATRIE ET DU TRANSPORT ET DE LA LIQUIDATION DES BIENS DES CITOYENS DES DEUX PARTIES CONTRACTANTES, SIGNÉ : LA PREMIÈRE PARTIE A RIGA LE 22 JUILLET 1921, LA DEUXIÈME PARTIE A RIGA LE 6 NOVEMBRE 1921, ET LA TROISIÈME PARTIE A RIGA LE 6 NOVEMBRE 1921.

PREMIÈRE PARTIE.

DE L'ORDRE D'OPTION DE LA NATIONALITÉ LETTONE DANS LES LIMITES
DE LA R. S. F. d. S. DE RUSSIE.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE d'une part et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE d'autre part, désireux d'établir l'ordre d'option de la nationalité lettone pour les personnes auxquelles ce droit a été réservé par l'article 8 du Traité de Paix letto-russe, ont résolu de conclure un Accord spécial à ce sujet, et nommé dans ce but comme plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE :

Zigfrid MEIEROVICS,
Alfred BIRZNEKS,
Janis VESMANS ;

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

Jacques HANETZKY,
Léon ALEKSANDRI,
Alfred AUSTRIN.

Les plénipotentiaires susnommés, ayant examiné leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont élaboré et signé l'Accord suivant :

Article 1.

Les personnes résidant sur le territoire de la R. S. F. d. S. de Russie et à qui le second alinéa de l'article 8 du Traité de Paix letto-russe du 11 août 1920 reconnaît la qualité de citoyens russes, si elles ont atteint l'âge de 18 ans et se trouvent sur le territoire de la R. S. F. d. S. de Russie le 4 octobre 1920, et qu'elles-mêmes ou leurs parents aient appartenu avant le 1^{er} août 1914 aux

¹ Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Minister for Foreign Affairs of Latvia.

¹ TRANSLATION.

No. 440. — AGREEMENT BETWEEN LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC REGARDING THE EXERCISE OF THE RIGHT OF OPTING FOR NATIONALITY, AND REGARDING THE REPATRIATION, TRANSPORT AND LIQUIDATION OF GOODS BELONGING TO THE CITIZENS OF THE TWO CONTRACTING PARTIES, SIGNED: THE FIRST PART AT RIGA, JULY 22, 1921, THE SECOND PART AT RIGA, NOVEMBER 6, 1921, THE THIRD PART AT RIGA, NOVEMBER 6, 1921.

PART I.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN OPTING FOR LATVIAN NATIONALITY WITHIN THE TERRITORY OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC.

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC of the one Part, and THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC of the other Part, being desirous of establishing the procedure to be followed in opting for Latvian nationality in the case of persons to whom this right was accorded under Article 8 of the Latvian-Russian Treaty of Peace, have decided to conclude a special Agreement for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

Zigfrid MEIEROVICS,
Alfred BIRZNIKS,
Janis VESMANS ;

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC :

Jacques HANETZKY,
Léon ALEKSANDRI,
Alfred AUSTRIN.

These Plenipotentiaries, having mutually examined their full powers, found to be in good and due form, have drawn up and signed the following Agreement :

Article 1.

Any persons residing in the territory of the Russian Socialist Federative Soviet Republic who, under paragraph 2 of Article 8 of the Latvian-Russian Treaty of Peace of August 11, 1920, were accorded the status of Russian citizens, who are 18 years of age or over and who were resident in the territory of the Russian Socialist Federative Soviet Republic on October 4, 1920, shall,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sociétés urbaines, rurales ou sociales existant sur le territoire qui fait actuellement partie de la République de Lettonie, ont le droit d'exprimer le désir d'abandonner la nationalité russe et d'opter pour la nationalité lettone. Les enfants âgés de moins de 18 ans et l'épouse suivent la nationalité du chef de famille, à moins qu'il n'existe d'autre Accord entre les époux à ce sujet. Les notifications concernant l'option de la nationalité lettone doivent être faites par ceux qui résident en Russie d'Europe dans un délai de six mois, et par ceux qui résident en Russie d'Asie et au Caucase, dans un délai de neuf mois, à partir du 4 octobre 1921.

Remarque 1. Les veuves et les épouses divorcées avant le 4 octobre 1920, répondant avant le mariage aux exigences visées par l'article 1^{er}, ont droit à la nationalité lettone, ainsi que leurs enfants âgés de moins de 18 ans, si ces derniers, après le divorce, ont été confiés à la mère.

Les enfants légalement adoptés avant l'entrée en vigueur du Code des lois relatives aux actes de l'état civil (Rec. des lois et des ordonn. de 1918, art. 818) jouissent, lors de l'option de la nationalité, des mêmes droits que les enfants légitimes. Les mineurs et les personnes atteintes de maladies de longue durée, incapables de mener une existence indépendante, qui se trouvent en tutelle, optent pour la nationalité par l'intermédiaire des personnes aux soins desquelles ils se trouvent, avec le consentement des institutions chargées de la tutelle des mineurs ou des malades.

Remarque 2. Les sections d'administrations des comités exécutifs des gouvernements prennent les mesures nécessaires pour publier cet Accord en tous lieux et en informer les personnes détenues.

Article 2.

Les conditions exposées dans l'article 1^{er} peuvent être constatées au moyen d'une pièce d'identité quelconque — permis de séjour, passeport, acte de naissance — en tant que, dans ces documents, l'appartenance de la personne en question à l'une ou l'autre société urbaine, rurale ou sociale est indiquée d'une façon précise, conformément aux dispositions de l'article précédent. Dans le cas où ces documents font défaut, les conditions prouvant le droit à la nationalité lettone peuvent être constatées au moyen d'autres documents, comme, par exemple, des diplômes universitaires, des certificats d'Etats de service, des certificats concernant le lieu du service militaire, des quittances pour le paiement des droits sociaux sur le territoire composant actuellement la Lettonie, des extraits des livres de l'état civil. Le fait du séjour dans les limites de la R. S. F. d. S. de Russie le 4 octobre 1920 peut être prouvé au moyen de n'importe quel certificat écrit, délivré par les autorités compétentes de la R. S. F. d. S. de Russie.

Article 3.

Les notifications d'option sont présentées simultanément aux institutions consulaires de Lettonie sur le territoire de la R. S. F. d. S. de Russie et aux sections d'administration des gouvernements selon le lieu de séjour du notificateur, pour être remise par ces dernières au Commissariat de l'Intérieur. Outre les documents constatant le droit d'option, aux notifications sont joints, en un exemplaire, des questionnaires remplis par les personnes désirant opter. Ces questionnaires doivent contenir les renseignements suivants : 1^o prénom, nom du père, nom de famille ; 2^o âge ; 3^o membres de la famille avec indication de leur rapport au chef de la famille et de leur âge ; 4^o degré d'instruction ; 5^o profession ; 6^o origine ; 7^o état social antérieur ; 8^o confession ; 9^o lieu d'appartenance ; 10^o lieu de séjour pendant les dix dernières années avant 1914 et profession exercée pendant ce temps ; 11^o dernier lieu de séjour en Lettonie ; 12^o quand et pour quelles raisons on a quitté la Lettonie ; 13^o domicile du notificateur et des membres de la famille compris dans la

if they themselves or their parents were before August 1, 1914, members of urban or rural communities or corporations existing upon territory which now forms part of the Latvian State, have the right to express the desire to renounce Russian nationality and to opt for Latvian nationality. The wife, and children under 18 years of age, shall take the nationality of the head of the family, unless some special agreement shall have been reached between husband and wife with regard to this matter. Notifications regarding option for Latvian nationality shall be made, in the case of persons residing in European Russia, within a period of six months, and in the case of persons residing in Asiatic Russia and in the Caucasus, within a period of nine months as from October 4, 1921.

Note 1. — Women who became widows or were divorced before October 4, 1920, and who before their marriage satisfied the conditions laid down in Article 1, shall be entitled to Latvian nationality, and also their children under 18 years of age, if the latter, after the divorce, were placed in the custody of their mother.

Children who have been legally adopted before the entry into force of the code of laws regarding civil status (Collection of Laws and Regulations dated 1918, Article 818) shall, as regards the option for nationality, enjoy the same rights as legitimate children. Minors and chronic invalids, who are incapable of managing their own affairs and are in the custody of a guardian, shall opt for nationality through the persons in whose custody they have been placed, subject to the consent of the institutions which are entrusted with the guardianship of minors or invalids.

Note 2. — The administrative sections of the Executive Committees of the Governments shall take the necessary measures to publish this Agreement throughout the country and to bring it to the notice of persons who are in the custody of guardians or trustees.

Article 2.

Any persons who satisfy the conditions laid down in Article 1 may establish this fact by producing a document of any kind proving their identity, such as, for instance, a certificate of residence, passport, birth certificate, in so far as the fact that these persons were members of urban or rural communities or corporations, is explicitly stated in these documents in accordance with the provisions of the preceding Article. Should no such documents be available, the fact that the conditions establishing the right to Latvian nationality have been fulfilled may be proved by means of other documents such as, for instance, university degrees or diplomas, former service records, certificates as to place of military service, receipts certifying the payment of taxes on territory now forming part of Latvia, extracts from the records of the public registrars offices. The fact that the persons concerned resided within the limits of the Russian Socialist Federative Soviet Republic on October 4, 1920, may be proved by means of any written certificate issued by the competent authorities of the Russian Socialist Federative Soviet Republic.

Article 3.

Notifications of option shall be submitted simultaneously to the Latvian consular authorities on the territory of the Russian Socialist Federative Soviet Republic and to the respective administrative departments of the governments according to the place of residence of the person making notification; these authorities shall then forward the notifications to the Commissariat for the Interior. In addition to the documents proving right of option, the notifications should be accompanied by a (single) copy of a questionnaire filled in by the person desiring to opt. These questionnaires shall contain the following information: (1) name, surname of father, and family name; (2) age; (3) members of the family and indication of their relationship to the head of the family and their age; (4) degree of education; (5) profession; (6) origin; (7) former social status; (8) religion; (9) domicile; (10) place of residence during the last 10 years preceding 1914 and profession exercised during that period; (11) last place of residence in Latvia; (12) date of and

notification ; 14^o lieu et grade du service ; 15^o liste des documents annexés ; 16^o signature de la propre main du notificateur. A la notification présentée au Consulat de Lettonie sont joints en original les documents constatant le droit d'option, et à la notification adressée à la section d'administration, les copies des documents confirmées par la section d'administration selon le lieu de séjour du notificateur, pour la remise au Commissariat du peuple de l'Intérieur.

Remarque 1. Dans le cas où il n'est pas possible de présenter des documents suffisants, le notificateur a le droit de l'indiquer dans cette même notification, en désignant précisément l'institution où ces documents peuvent être obtenus. Les sections d'administration locales, conformément aux indications de la personne désirant opter pour la nationalité, prennent les dispositions nécessaires pour obtenir ces documents des institutions gouvernementales et sociales russes et les envoient à destination. Dans le cas de perte des documents, ils peuvent être remplacés par des renseignements officiels des institutions gouvernementales et sociales lettones compétentes.

Remarque 2. Les deux exemplaires de la notification, avec les documents et copies mentionnés, peuvent être présentés à la section d'administration de gouvernement, qui les envoie immédiatement à destination.

Remarque 3. Les citoyens se trouvant en accusation ou à l'instruction ou subissant une peine pour des délits commis par eux présentent leurs notifications d'option par l'entremise des institutions à la disposition desquelles ils se trouvent.

Article 4.

Les deux Parties contractantes s'obligent de porter à leur connaissance mutuelle trimestrielle-ment, par voie diplomatique, les listes des personnes qui ont présenté des notifications d'option.

Article 5.

La personne ayant présenté la notification d'option reçoit de la section d'administration, qui a accepté la notification, un certificat de séjour provisoire. Dans les cas où la notification au Consulat a été présentée par le notificateur directement à ce Consulat, il doit présenter à la section d'administration une quittance du Consulat avec indication des documents reçus par celui-ci.

Le certificat provisoire mentionné dans cet article est retiré par la section d'administration à la personne ayant opté pour la nationalité lors de la délivrance du permis de séjour en usage pour les étrangers. La durée de la validité de ce permis de séjour ne peut être plus longue que celle de la validité du passeport national. De la même manière, le certificat provisoire lui est retiré lors de la restitution des documents, si la notification d'option est rejetée conformément à l'article 6.

La notification d'option ne donne pas encore aux personnes qui l'ont présentée le droit de nationalité lettone, mais ces personnes conservent tous les droits de la nationalité de la R. S. F. d. S. de Russie.

Article 6.

Le Consulat de Lettonie, ayant accepté la notification d'option, donne sa résolution portant que le notificateur répond aux exigences exposées dans l'article 1^{er} de cet Accord et, avec tous les documents de la personne désirant opter, la transmet, dans un délai de deux mois à partir du jour de la réception de la notification, à la représentation de Lettonie, pour la remise au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères.

reasons for departure from Latvia ; (13) domicile of the person making the notification and of the members of his or her family mentioned therein ; (14) place of service and grade ; (15) list of attached documents ; (16) actual signature of the person making notification. The notification presented to the Latvian Consulate shall be accompanied by the original documents establishing the right of option, and the notification forwarded to the administrative department shall be accompanied by copies of the documents certified by the administrative department within whose jurisdiction the place of residence of the person making notification is situated, and shall be transmitted to the People's Commissariat of the Interior.

Note 1. — Should it be impossible to submit the requisite documents, persons making notification of option shall have the right to state this fact in their notification and to indicate clearly the institution where these documents may be obtained. The local administrative departments shall, in accordance with the indications furnished by persons desiring to opt for nationality, take the necessary measures to obtain these documents from the Russian Government and public authorities and shall forward them to their destination. In case of loss of documents, they may be replaced by official information obtained from the competent Latvian government and public authorities.

Note 2. — The two copies of the notification, together with the documents and copies mentioned above may be presented to the administrative department of the government, which shall forward them immediately to their destination.

Note 3. — Nationals who are under arrest or who are undergoing trial or are undergoing punishment for offences committed, shall present their notification of option through the authorities by whom they are detained.

Article 4.

The two Contracting Parties undertake to inform one another every three months through diplomatic channels of the lists of persons who have submitted notifications of option.

Article 5.

Persons who have presented a notification of option shall receive a provisional certificate of residence from the administrative department to whom the notification was presented. In cases where the notification to the Consulate was presented directly to that Consulate by the person making notification, the latter shall submit to the administrative department a receipt from the Consulate giving a list of the documents submitted to it.

Any person who has opted for nationality shall surrender to the administrative department the provisional certificate mentioned in this Article immediately upon receiving the certificate of residence for foreigners. The period of validity of this certificate of residence shall not be longer than the period of validity of the national passport. In the same way, the holder of a provisional certificate shall give up this certificate as soon as his papers are returned to him, if the notification of option has been rejected in accordance with Article 6.

A notification regarding option does not *ipso facto* give the persons who have made it the rights conferred by Latvian nationality, but such persons shall retain all the rights conferred by nationality of the Russian Socialist Federative Soviet Republic.

Article 6.

The Latvian Consulate, after having received a notification of option, shall decide whether the person making notification fulfils the requirements laid down in Article I of this Agreement ; it shall then forward the notification not later than two months from the day on which it has been received, together with all the documents regarding the person opting, to the Latvian Representative for transmission to the People's Commissariat for Foreign Affairs.

Le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, ayant reconnu juste la résolution de la représentation de Lettonie, dans un délai d'un mois à partir de la réception de cette résolution, envoie le document à la personne qui a présenté la notification d'option, faisant parvenir en même temps à la représentation de Lettonie une information concernant l'abandon de la nationalité russe par la personne désirant opter, avec annexe des originaux de documents, à l'exception du permis de séjour. Dans le cas où le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères ne serait pas d'accord avec la résolution de la représentation de Lettonie, il communique son point de vue, dans le même délai, au Gouvernement letton et la question est réglée par voie diplomatique.

Remarque. Pour la Russie d'Asie et le Caucase, le délai dans lequel les notifications doivent être examinées par le Consulat de Lettonie est porté à quatre mois, et le délai pour la réponse du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, à 2 mois.

Article 7.

Le Gouvernement letton ne peut pas refuser la nationalité lettone, et la R. S. F. d. S. de Russie, l'abandon de la nationalité russe, si, au moyen des preuves indiquées dans l'article 2 du présent Accord, il peut être constaté que la personne en question répond aux exigences de l'article 1^{er} du présent Accord.

Article 8.

Les personnes qui ont achevé l'option, jouissent de tous les droits réservés aux étrangers dans la R. S. F. d. S. de Russie ; à partir du moment de l'admission au transport en Lettonie, elles sont exemptes de toutes les obligations de caractère municipal et d'Etat.

Article 9.

La présente première partie de l'Accord entre en vigueur du jour de sa publication aux « Izvestia V. C. I. K. », ce qui doit avoir lieu dans un délai de quatorze jours à partir du moment de la signature. L'Accord est rédigé en langues russe et lettone. Les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé le présent Accord de leur propre main.

L'original est rédigé en deux expéditions.

RIGA, le 22 juillet 1921.

Z. A. MEIEROVICS.
J. VESMANS.
A. BIRZNIEKS.

J. HANETZKY.
L. ALEKSANDRI.
A. AUSTRIN.

PARTIE II

DE L'ORDRE DANS LEQUEL LES CITOYENS LETTONS, RÉSIDANT SUR LE TERRITOIRE DE LA R.S.F.d.S., DE RUSSIE DOIVENT ÊTRE TRANSPORTÉS DANS LEUR PATRIE.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE d'une part et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE d'autre part, désireux d'établir l'ordre du transport de la R.S.F.d.S. de Russie en Lettonie des réfugiés

If it accepts the Latvian Representative's decision, the People's Commissariat for Foreign Affairs shall, within one month from the date on which communication of this decision has been received, forward the document to the person who has made notification of option, and shall, at the same time, forward to the Latvian Representative a document testifying that the person who has opted has renounced Russian nationality, together with all the original documents except the certificate of residence. Should the People's Commissariat for Foreign Affairs not agree with the Latvian Representative's decision, it shall, within the same time limit, communicate its point of view to the Latvian Government, and the question shall be settled through diplomatic channels.

Note. — In the case of Asiatic Russia and the Caucasus, the period within which notifications of option must be examined by the Latvian Consulate shall be four months, and the period within which the People's Commissariat for Foreign Affairs must reply, shall be two months.

Article 7.

The Latvian Government shall not refuse Latvian nationality, and the Russian Socialist Federative Soviet Republic shall not refuse leave to renounce Russian nationality, if it can be proved, by means of the document mentioned in Article 2 of the present Agreement, that the person in question fulfils the requirements laid down in Article 1 of the present Agreement.

Article 8.

Persons whose option has been accepted shall enjoy all the rights accorded to foreigners in the Russian Socialist Federative Soviet Republic. From the moment when they have received permission to transfer their domicile to Latvia they shall be exempt from all municipal or Government obligations.

Article 9.

This first Part of the present Agreement shall enter into force on the day of its publication in the "Izvestia V.C.I.K." which must take place not later than fourteen days from the date of signature. This Agreement has been drawn up in Russian and in Latvian; both texts shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Agreement *manu propria*.

The original is drawn up in duplicate.

RIGA, July 22, 1921.

Z. A. MEIEROVICS.

J. VESMANS.

A. BIRZNIEKS.

J. HANETZKY.

L. ALEKSANDRI.

A. AUSTRIN.

PART II.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED WHEN REPATRIATING LATVIAN NATIONALS
RESIDENT IN THE TERRITORY OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE
SOVIET REPUBLIC.

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC of the one Part, and THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC of the other Part, being desirous of establishing the procedure to be followed in conveying Latvian refugees or nationals

et des citoyens lettons à qui ce droit est réservé sur la base de l'article 8 du Traité de Paix lettonne, ont résolu de conclure sur ce sujet un accord spécial, ayant à cet effet investi de pleins pouvoirs :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE :

Zigfrid MEIEROVICS,
Alfred BIRZNIKS,
Janis VESMANS.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

Jacques HANETZKY,
Léon ALEKSANDRI,
Alfred AUSTRIN.

Les plénipotentiaires susnommés, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont élaboré et signé la deuxième partie ci-après de l'Accord :

Article 1.

Les citoyens lettons qui ont exprimé le désir d'être rapatriés, doivent être transportés en Lettonie dans le plus bref délai possible.

Article 2.

Comme citoyens lettons qui, conformément à l'art. 1^{er}, doivent être rapatriés, sont considérés :

- a) les personnes résidant en Russie qui, dans l'ordre des dispositions exposées dans la première partie de cet Accord, ont opté pour la nationalité lettone ;
- b) les réfugiés lettons en Russie, c'est-à-dire, les personnes ayant antérieurement résidé sur le territoire faisant actuellement partie de la Lettonie, et qui, pendant la guerre mondiale, ont quitté les régions occupées ou menacées par l'ennemi, ou qui, sur l'ordre des autorités militaires ou civiles, ont été forcées d'abandonner les régions des opérations militaires et qui sont arrivées en Russie jusqu'au 12 juin 1920, si elles-mêmes ou leurs parents ont appartenu avant le 1^{er} août 1914 aux sociétés urbaines, rurales ou sociales sur le territoire composant actuellement l'Etat letton ;
- c) les épouses de citoyens lettons se trouvant en Lettonie, qui résident dans les limites de la R.S.F.d.S. de Russie, ainsi que leurs enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans.

Remarque. — L'appartenance des réfugiés à la nationalité lettone peut être constatée par les documents prévus dans l'article 2 de la première partie de cet Accord. Les épouses et les enfants, jusqu'à l'âge de 18 ans, des citoyens lettons, qui se trouvent hors des limites de la R.S.F.d.S. de Russie, présentent, pour prouver leur nationalité lettone, des copies des documents de l'époux ou du père.

Article 3.

Les personnes indiquées dans l'article premier qui désirent se rendre en Lettonie, doivent le faire connaître jusqu'au 4 août 1922 et celles qui résident en Russie d'Asie ou au Caucase, jusqu'au 4 mars 1923. La notification doit être présentée, avec annexe des documents y relatifs, aux institutions des gouvernements chargées de la réévacuation de la population. Dans le cas où leur

to whom this right was accorded under Article 8 of the Latvian-Russian Treaty of Peace from the R.S.F.S.R. to Latvia, have decided to conclude a special agreement for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

Zigfrid MEIEROVICS,
Alfred BIRZNIKS,
Janis VESMANS.

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC :

Jacques HANETZKY,
Léon ALEKSANDRI,
Alfred AUSTRIN.

These Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have drawn up and signed the second Part of the Agreement, which follows :

Article 1.

Latvian citizens who have expressed a desire to be repatriated shall be sent back to Latvia as soon as possible.

Article 2.

The following persons shall be considered as Latvian nationals to be repatriated in pursuance of Article 1 :

- (a) Persons residing in Russia who, according to the procedure laid down in the provisions contained in the first Part of this Agreement, have opted for Latvian nationality.
- (b) Latvian refugees in Russia, that is to say, persons who formerly resided in territory which now forms part of Latvia and who, during the world war, left the regions occupied or threatened by the enemy, or who, by order of the military or civil authorities, were forced to leave districts in which military operations were being conducted, and arrived in Russia before June 12, 1920, provided that they themselves or their parents were before August 1, 1914, members of urban or rural communities or corporations existing upon territory which now forms part of the Latvian State.
- (c) Wives residing in the territory of the R.S.F.S.R. of Latvian nationals who remained in Latvia, and their children under 18 years of age.

Note. — Refugees may prove their right to Latvian nationality by means of the documents enumerated in Article 2 of Part I of this Agreement. Wives, and children under 18 years of age, of Latvian nationals who are not resident in the territory of the R.S.F.S.R. shall, in order to prove their right to Latvian nationality, submit copies of their husbands' or fathers' papers.

Article 3.

The persons referred to in Article 1 who desire to return to Latvia must notify the authorities of their desire before August 4, 1922, and those who are resident in Asiatic Russia or in the Caucasus before March 4, 1923. The notification must be submitted, together with all relevant documents, to the Government authorities responsible for the re-evacuation of the population. If

droit d'être transportées dans la patrie serait reconnu, elles doivent s'inscrire aux échelons le plus tôt possible. En même temps, tous les documents ayant rapport à l'échelon en question sont envoyées aux représentations consulaires lettones pour examen et apposition de visas, après quoi ils sont retournés aux autorités compétentes de la réévacuation de la population.

Remarque. — Les épouses et les enfants des citoyens lettons mentionnés sous le § c) de l'article 2 sont transportés en Lettonie dans les mêmes conditions que les réfugiés.

Article 4.

Le transport des citoyens lettons jusqu'aux postes de frontières s'effectue tant par échelons que dans des wagons particuliers. Le transport jusqu'aux points d'embarquement dans les échelons ou les wagons particuliers s'effectue soit par groupes, soit isolément.

Remarque 1. — La Russie s'oblige de transporter par échelons vers la frontière letto-russe non moins de 2.000 personnes par semaine. Les citoyens lettons qui ne retournent pas dans la patrie par voie ferrée, doivent passer la frontière par les postes de passage et de contrôle établis.

Remarque 2. — Le transport des citoyens lettons et de leurs biens des villes maritimes peut être effectué aussi au moyen de navires.

Remarque 3. — Les optants qui ont exprimé leur désir de retourner dans la patrie, sont transportés dans les mêmes conditions que les réfugiés. Si, dans le lieu du départ de l'échelon, il y a un nombre suffisant de réfugiés pour former un échelon, les optants y sont admis dans une proportion telle que leur nombre ne dépasse pas 10% du nombre total des personnes expédiées par l'échelon en question.

Article 5.

Le transport jusqu'à la frontière des citoyens lettons (des optants et des réfugiés) se rendant dans leur patrie, ainsi que de leur biens, s'effectue au propre compte des voyageurs. Les frais du transport jusqu'à la frontière des travailleurs (y compris ceux qui ont abandonné leur occupation habituelle pour liquider les affaires et pour partir) et des réfugiés indigents, ainsi que de leurs biens, sont réglés par la R.S.F.d.S. de Russie.

Article 6.

Tous les réfugiés et les optants sans exception, qui ont le droit, conformément à cet Accord, d'être acceptés dans les listes des personnes rapatriées, doivent être expédiés indépendamment de leur âge, profession, travail et origine.

Article 7.

Le Gouvernement de la R.S.F.d.S. de Russie permet, sous les mêmes conditions, le transit des citoyens lettons, réévacués des Etats qui se sont formés sur le territoire de l'ancien Empire russe.

Article 8.

La présente deuxième partie de l'Accord entre en vigueur du moment de sa publication dans les « Izvestia du V.C.I.K. », ce qui doit avoir lieu dans un délai de 14 jours à partir du moment

their right to be repatriated is recognised, they shall register their names as soon as possible for transport by convoy. At the same time, all documents referring to the convoy in question shall be sent to the Latvian Consular representatives in order to be checked (endorsed), after which they shall be returned to the authorities responsible for the re-evacuation of the population.

Note. — The wives and children of the Latvian nationals referred to in sub-paragraph (c) of Article 2 shall be conveyed to Latvia upon the same conditions as the refugees.

Article 4.

Latvian nationals shall be conveyed as far as the frontier stations in convoys and in special railway carriages. They shall be transported to the points of departure of the convoys or special railway carriages either individually or in groups.

Note 1. — Russia shall undertake to transport in convoys to the Latvian-Russian frontier not fewer than 2,000 persons per week. Latvian nationals who are not returning to their country by rail shall cross the frontier at the appointed control stations.

Note 2. — The transport of Latvian nationals and their property from ports may also be effected by sea.

Note 3. — Persons who have opted for Latvian nationality and expressed their desire to be repatriated shall be transported under the same conditions as refugees. If at the point of departure of the convoys there is a sufficient number of refugees to form a convoy, persons who have opted shall be admitted, but only in such numbers as not to exceed 10% of the total number of persons sent by the convoy in question.

Article 5.

Latvian nationals (optants and refugees returning to their country and their property) shall be conveyed to the frontier at their own expense. The cost of conveying to the frontier workers (including those who have given up their usual occupation in order to liquidate their affairs and depart) and indigent refugees, together with their property, shall be borne by the R.S.F.S.R.

Article 6.

All refugees and persons who have opted for nationality and who have the right under the present Agreement to be inscribed on the list of persons to be repatriated, shall, without exception, be repatriated irrespective of their age, profession, occupation and origin.

Article 7.

The Government of the R.S.F.S.R. shall, upon the same conditions, allow Latvian nationals who are being re-evacuated from other countries which have been detached from the former Russian Empire to pass through its territories.

Article 8.

This, the second Part of the present Agreement, shall come into force from the date of its publication in the "Izvestia du V.C.I.K." which must take place not later than 14 days after the date

de sa signature. L'Accord est rédigé en langues lettone et russe. Les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé de leur propre main la présente deuxième partie comme supplément à la première partie de l'Accord, signé le 22 juillet 1921.

RIGA, le 6 novembre 1921.

Z. A. MEIEROVICS.

J. VESMANS.

A. BIRZNIIEKS.

HANETZKY.

ALEKSANDRI.

AUSTRIN.

PARTIE III.

DE L'ORDRE DE LA LIQUIDATION ET DE LA SORTIE DES BIENS DES CITOYENS LETTONS QUI SE RENDENT DE LA R.S.F.d.S. DE RUSSIE EN LETTONIE.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, d'autre part, désireux d'établir l'ordre de la liquidation dans les limites de la R.S.F.d.S. de Russie et la sortie en Lettonie des biens des citoyens lettons quittant la Russie, en vertu de l'article 8 du Traité de Paix letto-russe, ont résolu de conclure sur ce sujet un Accord spécial, ayant à cet effet investi de pleins pouvoirs :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE :

Zigfrid MEIEROVICS,

Alfred BIRZNIIEKS,

Janis VESMANS.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

Jacques HANETZKY,

Léon ALEKSANDRI,

Alfred AUSTRIN.

Les plénipotentiaires susnommés, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont élaboré et signé la troisième partie ci-après de l'Accord :

Article I.

Les personnes résidant dans la R.S.F.d.S. de Russie et ayant acquis dans l'ordre établi par cet Accord les droits à la nationalité lettone, ainsi que dûment enregistrées dans les institutions de réévacuation comme désirant être rapatriées, dans le cas où elles se proposent de faire usage des privilèges prévus par la présente troisième partie de l'Accord, doivent, dans un délai de sept jours à partir du jour de cet enregistrement, présenter la liste des biens leur appartenant à la section d'administration de gouvernement, selon leur domicile permanent. A la liste doit être annexée une note, délivrée par l'institution d'évacuation compétente sur le jour de l'enregistrement de la personne en question comme retournant dans la patrie.

Remarque. — Les personnes enregistrées en qualité de réfugiées et reconnues citoyens lettons, qui doivent être transportées dans la patrie, avant l'entrée en vigueur de la pré-

of its signature. This Agreement has been drawn up in Latvian and in Russian. Both texts shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed *manu propria* the present second Part as a supplement to the first Part of the Agreement signed on July 22, 1921.

RIGA, November 6, 1921.

Z. A. MEIEROVICS.
J. VESMANS.
A. BIRZNIEKS.

HANETZKY.
ALEKSANDRI.
AUSTRIN.

PART III.

PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN THE LIQUIDATION AND REMOVAL OF THE PROPERTY OF LATVIAN NATIONALS RETURNING FROM THE R.S.F.S.R. TO LATVIA.

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC of the one Part, and the GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC of the other Part, being desirous of establishing the procedure to be followed in the liquidation within the territory of the R.S.F.S.R. and the removal to Latvia of the property of Latvian citizens leaving Russia, in virtue of Article 8 of the Latvian-Russian Treaty of Peace, have decided to conclude a special Agreement on this subject, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

Zigfrid MEIEROVICS,
Alfred BIRZNIEKS,
Janis VESMANS.

THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC :

Jacques HANETZKY,
Léon ALEKSANDRI,
Alfred AUSTRIN.

The above-mentioned Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have drawn up and signed the third Part of the Agreement which follows :

Article I.

Should persons residing in the R.S.F.S.R. who have acquired the right to Latvian nationality in conformity with the procedure laid down in this Agreement, and who are duly registered with the re-evacuation authorities as desirous of repatriation, propose to take advantage of the privileges provided for by this, the Third Part of the present Agreement, they shall, within a period of seven days from the date of such registration, submit a list of their property to the Administration Department of the Government under whose jurisdiction their permanent domicile is placed. This list shall be accompanied by a memorandum issued by the competent evacuation authority giving the date of registration of the person in question as desirous of repatriation.

Note. — Persons registered as refugees and recognised as Latvian citizens who are to be repatriated before the coming into force of the present Part of the Agreement,

sente partie de l'Accord, sont obligées de présenter la liste mentionnée, dans un délai de 2 semaines à partir de cette entrée en vigueur.

Article 2.

Sur la liste sont portés les biens de la personne retournant en Lettonie, lesquels, au moment de la composition de la liste, constituent sa propriété, conformément aux lois de la R. S. F. d. S. de Russie.

Article 3.

La liste d'enregistrement est dressée en deux exemplaires, dont un reste dans la section d'administration de gouvernement, et l'autre, ayant été contrôlé et confirmé par la dite section est délivré au notificateur personnellement pour servir de preuve de ses droits sur les biens énumérés dans la liste, tant pour la sortie que pour la liquidation. La liste est valable pendant un an à partir du jour de la réception de la section d'administration de gouvernement d'un exemplaire confirmé.

Remarque. — Dans le cas où le citoyen en question, indépendamment de sa volonté, ne peut pas partir dans le délai d'un an susmentionné, ce délai peut être prolongé jusqu'au jour du départ.

Article 4.

Les biens qui, par suite des conditions de transport, ne peuvent pas être sortis au moment du départ de leur propriétaire, peuvent être placés dans les dépôts pour leur sortie ultérieure. Dans le cas de dépôt d'une partie des biens, la section d'administration de gouvernement annote les objets restés en dépôt sur les listes d'enregistrement se trouvant chez le propriétaire et dans la section et délivre pour ces objets des duplicata de la liste d'enregistrement supplémentaire.

Article 5.

Les réfugiés, retournés en Lettonie avant l'entrée en vigueur de cette partie de l'Accord, ont le droit de présenter, dans un délai de deux mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de cette partie de l'Accord, une liste des biens qu'ils ont laissés en Russie et qui leur ont appartenu au moment de leur départ de Russie, aux sections d'administration de gouvernement selon le lieu où les biens se trouvent, par l'entremise des représentations consulaires lettones ou des personnes aux soins desquelles ces biens ont été laissés. Par rapport à la sortie ou à la liquidation de ces biens, sont observées les dispositions établies par les articles correspondants de la présente partie de cet Accord.

Article 6.

Les objets d'installation des entreprises commerciales, industrielles et agricoles, ainsi que les objets ayant une importance particulière culturelle et intellectuelle (à savoir : bibliothèques scientifiques, collections, laboratoires, galeries artistiques, etc.) portés sur la liste d'enregistrement, reconnus par les institutions compétentes comme indispensables à la population locale, s'acquièrent des propriétaires pour des prix fixés à la suite d'un accord avec le propriétaire. Dans le cas d'impossibilité de parvenir à un tel accord, la question est réglée définitivement par la commission mixte, prévue dans l'article 21 du Traité de Paix letto-russe.

Remarque. — L'argent, ainsi que tout autre équivalent reçu par le propriétaire pour les biens acquis de lui, mentionné dans cet article, est transporté en Lettonie sans restric-

must submit the above-mentioned list within a fortnight from the date on which this Part comes into force.

Article 2.

On this list shall be entered the articles belonging to the person returning to Latvia which were actually his property under the laws of the R.S.F.S.R. at the time of the drawing up of the list.

Article 3.

This list shall be drawn up in duplicate. One copy shall be retained by the Administrative Department of the Government and the other, after being checked and certified by the said Department, shall be issued to the applicant in person, to serve as proof of his right to the property specified on the list, either for the purpose of transfer or liquidation. The list shall be valid for a year, as from the date on which the Administrative Department of the Government receives the certified copy.

Note. — Should the citizen in question be unable, for reasons beyond his control, to emigrate within this period of one year, the period may be extended until the date of departure.

Article 4.

Property, which in consequence of transport conditions cannot be removed at the time of the departure of the owner, may be deposited in warehouses pending its ultimate removal. Should only a portion of the property be stored, the Administrative Department of the Government shall enter the articles stored on the registered list held by the owner and on that kept by the Department and shall, in respect of these articles, issue a duplicate of the supplementary registration list.

Article 5.

Refugees who returned to Latvia before the coming into force of this Part of the Agreement shall have the right, within a period of two months from the date of the coming into force of this Part of the Agreement, to submit to the Administrative Department of the Government responsible for the district in which the property now lies, through the Latvian consular representatives or the persons in whose charge the property was placed, a list of the property which they left behind in Russia and which belonged to them at the time of their departure from Russia. The removal or liquidation of this property shall be effected in accordance with the provisions laid down in the relevant Articles of this Part of the present Agreement.

Article 6.

Appliances used in commercial, industrial or agricultural undertakings, together with articles of special educational or intellectual value (for example, scientific libraries, collections, laboratories, art galleries, etc.) inscribed on the registered list and recognised by the competent authorities as being indispensable to the local population, shall be purchased from the owners at prices to be agreed upon with the owners. Should it be impossible to arrive at such an agreement, the question shall be finally settled by the Mixed Commission provided for by Article 21 of the Latvian-Russian Treaty of Peace.

Note. — Money or any other equivalent received by the owner in payment for the property acquired from him as referred to in this Article, shall be transferred to Latvia,

tions quelconques, par la Banque d'Etat ou autres institutions de crédit, fonctionnant en Russie. Le dit transport versé est, sur la demande du propriétaire, payé dans la même sorte de monnaie qu'il a été reçu de l'institution compétente. Le paiement des transports susnommés doit être effectué dans le délai d'un mois pour les transports acceptés en Russie d'Europe, et de deux mois pour les transports acceptés en Russie d'Asie, à dater du jour de l'acceptation du transport.

Article 7.

Après qu'à la liste a été ajoutée une note indiquant les objets à rayer de cette liste et liquidés sur place, ou laissés dans les dépôts, ainsi qu'il est prévu dans l'art. 4 de cette partie de l'Accord, cette liste est confirmée par la section d'administration de gouvernement. Les règlements sur la base desquels les biens portés sur la liste d'enregistrement sont admis à la sortie à l'étranger, sont joints ci-dessous :

Annexe à l'article 7.

Les biens des citoyens lettons portés sur la liste d'enregistrement peuvent être sortis en Lettonie avec observation des règles suivantes :

1. le poids total du bagage, outre les petits bagages, ne doit pas dépasser 10 pouds par personne ;

2. parmi d'autres objets dans les petits bagages des citoyens lettons allant à l'étranger sont admis :

a) vêtements et linge de corps, habits et chaussures pas plus de deux pièces ou paires de chaque dénomination (des pelisses en fourrure, pas plus d'une) et du linge, pas plus de six complets par personne ;

b) accessoires de voyage nécessaires prêts à l'usage dans une quantité ne dépassant pas les besoins habituels de la route, comme par exemple : oreillers, couvertures, draps, essuie-mains, bouilloire, etc.

3. les personnes de profession spéciale, comme médecins, artistes, artisans etc. sont autorisées de sortir les objets qui sont indispensables à l'exercice de leur profession en-dessus de la norme du poids fixée, avec la permission spéciale du Commissariat du peuple au Commerce extérieur ou de ses institutions, pour chaque cas particulier.

4. Le matériel roulant de la R. S. F. d. S. de Russie hors d'usage, ainsi que les bateaux à vapeur sans frêt qui vont en Lettonie, peuvent être entièrement employés pour le transport des biens des citoyens lettons, admis à la sortie ; à ce sujet, les institutions consulaires lettones s'entendent avec les institutions d'évacuation correspondantes. Aussi les biens transportés par voie de terre ne sont pas soumis aux restrictions de poids mentionnées dans cet article.

5. Ne sont pas admis à la sortie :

a) le papier-monnaie dans des quantités de plus de cent mille roubles, de quelque émission que ce soit, ayant cours légal dans la R. S. F. d. S. de Russie, ou de cinquante mille roubles lettons par personne.

Remarque. — Les recettes résultant de la liquidation des biens, excédant les normes indiquées, peuvent être transportées en Lettonie dans l'ordre prévu dans la remarque à l'article 6 de cette partie de l'Accord.

b) objets d'or et de platine pesant plus de 25 zolotniks chacun, articles d'or ou de platine dont le poids total dépasse 25 zolotniks par personne et articles d'argent dépassant 5 livres par personne ;

Remarque. — Des montres et des chaînes d'or et d'argent, des alliances, des porte-cigares d'argent et des porte-monnaie de dames en argent, sont admis à la sortie à raison

free of all restriction, by the State Bank or other credit institutions, carrying on business in Russia. The said transfer shall, at the request of the owner, be effected in the same currency as that in which it was received from the competent institution. The payment of the above-mentioned transfers shall be effected within a period of one month in respect of transfers accepted in European Russia and of two months in respect of transfers accepted in Asiatic Russia, as from the date of acceptance of the transfer.

Article 7.

After the addition to the list of an entry indicating the articles to be struck off the list and liquidated on the spot or to be stored as provided for in Article 4 of this Part of the Agreement, the list shall be certified by the Administrative Department of the Government. The regulations according to which the property entered on the registered list shall be permitted to leave the country are as follows :

Annex to Article 7.

The property of Latvian citizens which has been entered on the registered list may be removed to Latvia upon compliance with the following rules :

(1) The total weight of the baggage, exclusive of hand baggage, shall not exceed 10 poods per person.

(2) Latvian citizens going abroad shall be permitted to take in their hand-luggage amongst other articles :

(a) Clothes and underwear, coats and shoes, but not more than two articles or two pairs of each kind (not more than one fur coat), and not more than six complete sets of linen per person.

(b) Travelling requisites for actual use, to an amount not exceeding the usual requirements for a journey, such as pillows, rugs, sheets, towels, tea-kettle, etc.

(3) Persons who exercise a special profession, such as doctors, artists, artisans, etc., shall be authorised to take with them articles which are indispensable for the exercise of their profession, in excess of the regulation weight, with the special permission of the People's Commissariat for Foreign Trade or one of its branches in each particular case.

(4) Spare rolling stock belonging to the R.S.F.S.R. and steamers carrying no cargo proceeding to Latvia may be used for the transport of the property of Latvian citizens who are allowed to leave the country. With regard to this matter the Latvian consular authorities shall come to an agreement with the appropriate evacuation authorities. Property removed by road shall not be subject to the restrictions in respect of weight contained in this article.

(5) The following articles shall not be allowed to leave the country :

(a) Paper money in quantities exceeding 100,000 roubles belonging to any issue which is legal tender in the R.S.F.S.R., or 50,000 Latvian roubles per person.

Note. — The proceeds of the liquidation of property in excess of the given standard sum may be transferred to Latvia in the manner provided for in the note to Article 6 of this Part of the Agreement.

(b) Articles of gold and platinum weighing more than 25 zolotniks each, articles of gold or platinum exceeding 25 zolotniks per person in all, and silver articles exceeding the weight of 5 lbs. per person in all.

Note. — Gold and silver watches and chains, wedding rings, silver cigar cases, and ladies' silver purses shall be permitted to leave the country at the rate of one article

d'une pièce par personne. Le poids de ces objets n'est pas compris dans la norme établie dans ce paragraphe.

- c) des pierres précieuses non serties et non taillées ;
- d) articles de toutes sortes de pierres précieuses (diamants, brillants, saphirs, smaragdes, rubis, etc.) dont le poids total excède un carat. La même règle est appliquée aux perles ;
- e) machines et parties de machines de toutes sortes, appareils de physique et de chirurgie, à moins que le fait de la sortie de ces objets de Lettonie par leur propriétaire ne soit démontré ;

Remarque. — Des machines à coudre sont admises à la sortie à raison d'une par famille ;

- f) instruments de musique, à l'exception de ceux appartenant aux musiciens de profession, à moins que leur sortie de la Lettonie par leurs propriétaires ne soit prouvée ;
- g) des objets ayant une valeur artistique ou historique ou des objets antiques ;

Remarque. — Dans le cas où des objets particuliers parmi ceux nommés dans le § g) sont des souvenirs de famille et ne composent pas de collections, ils sont admis à la sortie avec l'autorisation du Commissariat du peuple au Commerce extérieur ou de ses institutions. De même, les objets dont il est question dans ce paragraphe sont admis à la sortie, si le fait de leur sortie de la Lettonie est prouvé ;

- h) des vivres dans une quantité de plus de 20 livres par personne, y compris 8 livres de farine ou depain, 5 livres de produits de viande, 3 livres de produits lactés et 4 livres d'autres provisions, y compris du sucre, plus d'une livre, et du thé, plus d'un quart de livre ;
- i) des produits de tabac, plus de 500 cigarettes, ou d'une demi-livre de tabac par personne ayant plus de 18 ans ;
- k) du savon, plus d'un morceau de savon de toilette par personne et plus d'une livre de savon ordinaire par famille ;
- l) toute sorte de titres et d'obligations, ainsi que des lettres de change, des quittances, des transports, des warrants, des polices d'assurance et d'autres documents de valeur, dont la sortie n'a pas été spécialement autorisée par le Commissariat du peuple aux Finances ;

Remarque. — Les permis pour sortir des titres, des documents de valeur et d'autres, énumérés ci-dessus dans ce paragraphe, ne peuvent pas être refusés si ces derniers ne se rapportent qu'au territoire de Lettonie.

- m) des imprimés pour la sortie desquels il manque la permission du Commissariat du peuple de l'Instruction publique ;
- n) photographies, actes, documents et toute sorte d'autres papiers, à l'exception de ceux, indiqués dans les §§ g) et l), ne portant pas la note de contrôle de la censure de guerre ;
- o) objets de manufacture, d'habillement, métaux et articles fabriqués avec ces métaux, articles de fourrure, de cuir et de modes et autres, destinés au commerce et non pas à l'usage personnel ;
- p) de la monnaie des autres Etats sans permission spéciale du Commissariat du peuple aux Finances ;
- q) armes, objet d'armement, longues-vues ;

Remarque. — Des chasseurs en allant en Lettonie ont le droit, avec permission spéciale du Commissariat du peuple au Commerce extérieur ou de ses institutions, pour chaque cas particulier, d'emporter avec eux un fusil de chasse avec accessoires ;

- r) automobiles, motocyclettes et bicyclettes ;
- s) jusqu'à l'amélioration du transport, des meubles non démontés et encombrants, équipages, voitures et traîneaux, de l'inventaire vivant et d'autres objets encombrants.

per person. The weight of these articles shall not be included in the weight fixed in this paragraph.

- (c) Unmounted or uncut precious stones.
- (d) Articles made with all kinds of precious stones (diamonds, brilliants, sapphires, emeralds, rubies, etc.), the total weight of which exceeds one carat. The same rule shall apply to pearls.
- (e) Machines, and parts of machines, of all kinds, physical culture apparatus and surgical appliances, unless it can be proved that these goods were originally brought from Latvia by the owner.

Note. — Sewing machines may be taken at the rate of one per family.

- (f) Musical instruments, with the exception of those belonging to musicians by profession, unless it can be shown that they were brought from Latvia by their owners.
- (g) Articles possessing artistic or historic value and antiquities.

Note. — Should special articles among those mentioned under paragraph (g) be heirlooms and not form part of a collection, they may be removed from the country, subject to an authorisation from the People's Commissariat for Foreign Trade or one of its branches. Similarly, the articles mentioned in this paragraph may be removed from the country if it has been proved that they were brought from Latvia.

- (h) Food in quantities exceeding 20 lbs. per head, including 8 lbs. of flour or bread, 5 lbs. of meat products, 3 lbs. of milk products, and 4 lbs. of other foodstuffs, including more than 1 lb. of sugar and more than $\frac{1}{4}$ lb. of tea.
- (i) Tobacco products, more than 500 cigarettes or $\frac{1}{2}$ lb. of tobacco per person over 18 years of age.
- (k) More than one cake of toilet soap per person, and more than 1 lb. of household soap per family.
- (l) Shares and bonds of all kinds, and also bills of exchange, receipts, transfers, dividend warrants, insurance policies and other documents of value, unless special authorisation has been granted by the People's Commissariat for Finance.

Note. — Permits to take away shares, documents of value and other documents enumerated above may not be refused if the latter concern only the territory of Latvia.

- (m) Printed matter, the removal of which has not been authorised by the People's Commissariat for Education.
- (n) Photographs, deeds, documents and other papers, excepting such as are mentioned in paragraphs (g) and (l) which have not been endorsed and passed by the military censor.
- (o) Manufactured articles, clothing, metals and articles manufactured with these metals, furs, leather goods, millinery, etc., for commercial purposes and not for personal use.
- (p) Cash in the currency of other States, without special permission from the People's Commissariat for Finance.
- (q) Arms, military equipment and fieldglasses.

Note. — Professional hunters proceeding to Latvia shall, with the special permission of the People's Commissariat for Foreign Trade or its branches in each particular case, have the right to take with them one shot-gun with accessories, etc.

- (r) Motor-cars, motor-bicycles and bicycles.
- (s) Until transport conditions have been improved, bulky furniture which has not been taken to pieces, carriages, carts, and sleighs, livestock, and other bulky articles.

Remarque. — Les équipages, voitures, traîneaux et l'inventaire vivant sont admis à la sortie par les réfugiés rentrant par voie de terre dans des quantités dans lesquelles ils ont été sortis de Lettonie pendant l'évacuation.

Article 8.

Du moment de l'entrée en vigueur de cette partie de l'Accord, le Traité de réévacuation des réfugiés, conclu entre la Lettonie et la R. S. F. d. S. de Russie le 12 juin 1920, est mis hors de validité.

Article 9.

La présente troisième partie de l'Accord entre en vigueur du jour de sa publication dans les « Izvestia du V. C. I. K. », ce qui doit avoir lieu dans un délai de 14 jours à partir de sa signature.

L'Accord est rédigé en langues lettone et russe.

Les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé de leur propre main la présente troisième partie, comme supplément à la première et deuxième partie du même Accord, signées le 22 juillet et le 6 novembre 1921.

RIGA, le 6 novembre 1921.

Z. A. MEIEROVICS.
J. VESMANS.
A. BIRZNIEKS.

HANETZKY.
ALEKSANDRI.
AUSTRIN.

Note. — Carriages, carts, sleighs, and livestock may be removed from the country by refugees travelling by road, in the same quantities in which they were brought from Latvia during the evacuation.

Article 8.

The Treaty concerning the re-evacuation of refugees concluded between Latvia and the R.S.F.S.R. on June 12, 1920, shall cease to be operative immediately upon the coming into force of this Part of the Agreement.

Article 9.

This the third Part of the present Agreement shall come into force on the day of its publication in the "Izvestia du V.C.I.K.," which shall take place not later than fourteen days from the date of signature.

The present Agreement has been drawn up in Latvian and Russian.

Both texts shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have set their hand to the present third Part, which is supplementary to the first and second Parts of the same Agreement, which were signed on July 22 and November 6, 1921, respectively.

RIGA, *November 6, 1921.*

Z. A. MEIEROVICS.
J. VESMANS.
A. BIRZNIEKS.

HANETZKY.
ALEKSANDRI.
AUSTRIN.

N° 441.

**LETONIE ET RÉPUBLIQUE
DES SOVIETS D'UKRAINE**

Convention au sujet de la réévacuation des réfugiés lettons qui se trouvent sur le territoire de la République Socialiste des Soviets d'Ukraine, signée à Moscou, le 3 août 1921.

**LATVIA
AND THE UKRAINIAN
SOVIET REPUBLIC**

Agreement regarding the repatriation of Latvian refugees who are at present in the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic, signed at Moscow, August 3, 1921.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXTE.

No. 441. — KONVENCĪJA PAR LATVIJAS BĒĢĻU PĀRSŪTĪŠANAS KĀRTĪBU DZIMTENĒ, KURĪ DZĪVO UZ UKRAINES ZOCIALISTISKĀS PADOMJU REPUBLIKAS TERITORIJAS ¹.

*Textes officiels, letton et russe communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 juin 1923.*

Attīstot līguma pantu, UKRAINES ZOCIALISTISKĀ PADOMJU REPUBLIKA no vienas, un LATVIJAS DEMOKRATISKĀ REPUBLIKA no otras puses, vadīdāmās no vēlēšanās, pēc iespējas jo drīzi likvidēt pasaules karā cēlušās nelaiemes, apņēmas noslēgt konvenciju par Latvijas bēgļu pārsūtīšanu dzimtenē, kuŗi dzīvo uz Ukraines zocialistiskās padomju republikas teritorijas, kādā nolūkā iecēla par saviem pilnvarniekiem :

UKRAINES ZOCIALISTISKĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA :

Juriju Michailoviču KOCJUBINSKI.

LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Eriku Ansa dēlu FELDMANI,
Evaldu Jēkaba dēlu ŠĶĪPSNU,
Aleksandru Wasiļa dēlu CHARITONEVSKU.

Minētie pilnvarotie, savstarpīgi stādīdami savas pilnvaras priekšā un atzīdami tās par pietiekošām un sastādītām pienācīgā formā, vienojās par sekošo :

1. pants.

Uz Ukraines zocialistiskās padomju republikas teritorijas dzīvojošie Latvijas bēgļi, kuŗi izteikuši vēlēšanos atgriezties atpakaļ dzimtenē, jāsūta uz turieni.

2. pants.

Zem Latvijas bēgļiem Ukraines zocialistiskā padomju republikā jāsaprot personas, kuŗas agrāk dzīvojušas uz tās teritorijas, kas tagad pieder pie Latvijas, un kuŗas šimbrīžam atrodas Ukraines padomju republikas robežās un kuŗas personas pa pasaules kara laiku atstājušas ienaidnieka ieņemtās vai apdraudētos apgabalus, vai izraidītas uz kara vai civilvaras rīkojumiem no kara darbības rajona, ja viņas pašas vai viņu vecāki bijuši līdz 1914. g. 1. augustam pierakstītas pie pilsētu, lauku, vai kārtu sabiedrībām uz tās teritorijas, kuŗas tagad sastāda Latvijas valsti.

1. *piezīme.* Bēgļa piederība pie Latvijas konstatējama ar sekošiem dokumentiem : ar uzturēšanās zīmi, ar pasi, ar dzimšanas zīmi, ar izglītības apliecību, ar formulārnorkstiem par agrāko dienestu, ar pierakstīšanas apliecību pie iesaukšanas iecirkņa, ar kvītēm

¹ Cette Convention est entrée en vigueur le 3 août 1921.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№. 441. — КОНВЕНЦИЯ О ПОРЯДКЕ ОТПРАВЛЕНИЯ НА РОДИНУ ЛАТВИЙСКИХ БЕЖЕНЦЕВ, ПРОЖИВАЮЩИХ НА ТЕРРИТОРИИ У. С. С. Р. ПОДПИСАНА В МОСКВЕ 3 АВГУСТА 1921 ¹.

Official Latvian and Russian texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place on June 16, 1923.

В развитие статьи договора, УКРАИНСКАЯ СОЦИАЛИСТИЧЕСКАЯ СОВЕТСКАЯ РЕСПУБЛИКА с одной стороны и ЛАТВИЙСКАЯ ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РЕСПУБЛИКА с другой, руководимые желанием возможно скорее ликвидировать бедствия, причиненные мировой войной, решили заключить конвенцию о порядке отправления на родину Латвийских беженцев, проживающих на территории У. С. С. Р., для чего назначили своими уполномоченными :

ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Юрия Михайловича Коцюбинского.

ПРАВИТЕЛЬСТВО ЛАТВИЙСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Эрика Ансовича Фельдмана,
Эвальда Яковлевича Шкипсна,
Александра Васильевича Харитоновского.

Означенные уполномоченные по взаимному пред'явлению своих полномочий, признанных достаточными и составленными в надлежащей форме, согласились в нижеследующем :

Статья 1.

Латвийские беженцы проживающие на территории У. С. С. Р., выразившие желание возвратиться на родину, должны быть отправлены туда.

Статья 2.

Под Латвийскими беженцами в У. С. С. Р. понимаются лица, ранее проживавшие на территории, входящей ныне в состав Латвии, и в данное время находящиеся в пределах Украинской Советской Республики, оставившие во время мировой войны занятые или угрожаемые неприятелем районы либо выселенные распоряжением военных или гражданских властей из района военных действий если они сами или родители их были до 1-го августа 1914-го года приписаны к городским, сельским или сословным обществам на территории, составляющей ныне Латвийское государство.

Примечание 1: Принадлежность беженца к Латвийскому гражданству может быть констатируема нижеперечисленными документами : видом на жительство, паспортом, метрикой, свидетельством об образовании, формулярными списками о прежней службе, сви-

¹ This Convention came into force August 3, 1921.

par sabiedrisku nodevu nomaksu no 1914. gada 1. augusta līdz 1918. gada 18. novembrim, ar Latvijā izdotiem izrakstiem no kārtu grāmatām, ar Latvijas valdības un sabiedrisku iestāžu oficialām izziņas zīmēm. Ja bēgļi savus vecos dokumentus nodevuši Ukraines zocialistiskās padomju republikas valdības, vai sabiedriskām iestādēm, to vietā saņemdami jaunus, kuŗos viņu bēgšana iz Latvijas nav atzīmēta, tad bēgļiem ir tiesība dabūt atpakaļ savus vecos dokumentus, atdodot viņu vietā jaunsauņemtus.

2. *piezīme.* Bēgļu tiesības bauda arī personas, kas iesauktas kara dienestā, ja viņas apmierinā šās konvencijas II. pantā uzrādītos noteikumus un ja viņas izsacījušas vēlēšanos atgriesties atpakaļ dzimtenē; kopā ar demobilizētiem atgriežas atpakaļ arī viņu ģimenes, ja viņas izsaka uz tam vēlēšanos. Tādu personu demobilizāciju Ukraines kara lietu komisariats izdara ne vēlāk kā 3 mēnešus pēc šo personu paziņojuma iesnieguma, ka viņas vēlās atgriesties dzimtenē.

3. *piezīme.* Latvijas bēgļi, kas vēlās atgriesties dzimtenē, 6 mēnešu laikā no šās konvencijas izsludinājuma Ukraines zocialistiskās padomju republikas oficialā preses organā, paziņo gubernas iestādēm, kuŗas vada iedzīvotāju reevakuāciju, par savu aizsūtīšanu uz dzimteni, pieliekot vajadzīgos dokumentus. Atzīstot viņiem tiesību kļūt aizsūtītiem uz dzimteni, viņus pie pirmās iespējas pieraksta ešelonā, pie kam tai pašā laikā visus uz šās partijas bēgļiem attiecīgus sarakstus un dokumentus aizsūta piederīgā Latvijas konzularpriekšstāvībā cauri lūkošanai un vizas uzlikšanai, pēc kam nodod tos atpakaļ piederīgiem organiēm, kuŗi vada iedzīvotāju reevakuācijas darīšanas. Ešelonu aizsūtīšanas punktus, kur nav Latvijas konzularpriekšstāvības, attiecīgā apgabala konzuls vai arī Latvijas diplomātiskā misija var komandēt pilnvarotas personas dokumentu aplūkošanai uz vietām.

3. pants.

Latvijas bēgļu sūtīšana uz robežas punktiem notiek veselīem ešeloniem vai atsevišķiem vagoniēm. Viņu nogādāšanu uz tiem punktiem, kur notiek sēdināšana ešelonos vai vagonos, izdara vai nu grupām, vai atsevišķu cilveku kārcā.

1. *piezīme.* Ukraines zocialistiskā padomju republika apņemas aizsūtīt uz dzimteni ne mazāk par 1200 cilveku nedēļā. Latvijas bēgļi, atgriezdamies uz dzimteni ne pa dzelzscelīem, seko pēc pašu termiņa un robeža viņiem jāpāriet pa noteiktiem kontrolēšanas caurlaižamiem punktiem.

2. *piezīme.* Ar bēgļiem aizsūta pēc iespējas optantus, kas izteikuši vēlēšanos atgriesties dzimtenē kopā ar pirmājiem.

3. *piezīme.* Latvijas bēgļu un viņu mantības aizsūtīšana iz ostu pilsētām var notikt arī ar kugu palīdzību.

4. *piezīme.* Ukraines zocialistiskā padomju republika bēgļu un viņu mantības pārvešanai dod ritošo sastāvu līdz nodošanas punktiem uz Latvijas-Krievijas robežas.

4. pants.

Bēgļu un viņu mantības aizvešanu uz Latviju Ukraines zocialistiskā padomju republika savas teritorijas robežās ņem uz savu rēķinu.

5. pants.

Visi bēgļi bez izņēmuma, kuŗiem saskaņā ar šo konvenciju ir tiesība kļūt uzņemtiem sarakstos sūtīšanai uz dzimteni, sūtami uz turieni, neatkarīgi no viņu tautības, vecuma, profesijas un nodarbošanās veida, — registrācijas kārtībā.

детельством о приписке к призывному участку, квитанциями об уплате общественных сборов с 1-го августа 1914-го года по 18-ое ноября 1918-го года, выписками из сословных книг, выданными в Латвии, официальными справками Латвийских Правительственных и общественных учреждений. В случае, если беженцами были сданы правительственным или общественным учреждениям У. С. С. Р. их старые документы, а взамен получены новые, не устанавливающие их беженства из Латвии, то беженцы имеют право получить обратно старые документы, сдав полученные взамен их.

Примечание 2. Правами беженца пользуются лица, призванные на военную службу, если они удовлетворяют условиям, указанным в статье 2-й этой конвенции, если они выразили желание вернуться на родину; вместе с демобилизованными возвращаются и их семьи, если они на это выразят согласие. Демобилизация таких лиц производится Наркомвоен Украины не позднее 3 месяцев со дня подачи заявлений лицами, желающими вернуться на родину.

Примечание 3. Латвийские беженцы, желающие возвратиться на родину, заявляют в течение 6-ти месяцев со дня опубликования сей конвенции в официальном печатном органе У. С. С. Р., губернские органы, ведающие делами реэвакуации населения, об отправке их на родину, с приложением надлежащих документов. В случае признания за ними права отправки на родину, они при первой возможности записываются в эшелон, причем, одновременно с этим, все относящиеся к данной партии беженцев списки и документы направляются в подлежащие Латвийские консульские представительства для проверки и наложения виз, после чего возвращаются в подлежащие органы, ведающие делами реэвакуации населения. В пункты отправления эшелонов, где не существует Латвийского консульского представительства, консулом данного района или Латвийской Дипломатической Миссией могут быть командированы лица, уполномоченные на проверку документов на месте.

Статья 3.

Отправка Латвийских беженцев к пограничным пунктам производится эшелонами или отдельными вагонами. Доставка их к пунктам посадки их в эшелоны или в вагоны производится либо группами, либо одиночным порядком.

Примечание 1. Украинская Социалистическая Советская Республика обязуется отправлять на родину не менее 1200 человек еженедельно. Латвийские беженцы, возвращающиеся на родину не по железным дорогам, следуют на собственный срок и должны проходить границу через устанавливаемые контрольно-пропускные пункты.

Примечание 2. С беженцами отправляются, по мере возможности, опанты, изъявившие желание отправиться на родину вместе с первыми.

Примечание 3. Отправка Латвийских беженцев и их имущества из портовых городов может быть произведена также при помощи судов.

Примечание 4. У. С. С. Р. представляет для перевозки беженцев и их имущества подвижной состав до пунктов передачи на Латвийско-Российской границе.

Статья 4.

Провоз беженцев в Латвию и их имущества в пределах своей территории У. С. С. Р. принимает на свой счет.

Статья 5.

Все без исключения беженцы, имеющие право согласно сей конвенции быть, по зачислении их в списки, отправленными на родину, подлежат отправке на родину, независимо от их национальности, возраста, профессии и рода занятий, в порядке регистрации.

1. *piezīme.* Bēgļus, kuŗu ģimenes atrodās uz Latvijas teritorijas, aizsūta ārpus rindas.

2. *piezīme.* Bēgli, kuŗus kaŗa vai civiliestādes ievēdušas darba sarakstos, vai arī kuŗi atrodas dienestā kādos nebūt uzņēmumos vai iestādēs, izņemami no šiem sarakstiem un atsvabinami no dienesta līdz ar galīgu aprēķināšanos no tās dienas, kad no piederīgā evakuācijas organa ienācis paziņojums par attiecīgas personas ieskaitīšanu kārtējā ešelona, pie kam evakuācijas organiem tādi paziņojumi izsniedzami bez kavēšanās pēc ešelona sarakstu sastādīšanas.

6. pants.

Ukraines socialistiskās padomju republikas valdība dod tranzitu ešeloniem ar Latvijas bēgļiem, kuŗus reevakuē iz citām no bijušās Krievijas imperijas atdalītām zemēm.

7. pants.

Ukraines socialistiskās padomju republikas valdība triju mēnešu laikā, skaitot no šās konvencijas izsludinājuma, atsvabinā no soda Latvijas bēgļus, notiesātus par politiskiem un disciplināriem pārkāpumiem un noziegumiem. Atsvabinātiem bēgļiem bez kavēšanās jāatstāj Ukraines robežas kopā ar savām ģimenēm, ja ģimeņu locekļi vēlas sekot atsvabinātiem.

Bet ja spriedumi šinīs lietās vēl nav taisīti, tad tās lietas izbeidzamas. Amnestiju nebauda tie bēgļi, kas augšminētos pārkāpumus izdarījuši pēc šīs konvencijas izsludinājuma.

Piezīme. Ja atsvabināto personu atrašanās svabadībā apdraudētu sabiedrisku kārtību, tad tādas personas neatsvabina, bet viņas uz pretpuses prasījumu var nodot šai.

8. pants.

Ukraines socialistiskā padomju republikā dzīvojošiem bēgļiem, aizbraucot uz Latviju, ir tiesība viņiem piederošo mantību likvidēt vai ņemt sev līdzī.

Pa dzelzsceļu vai uz tvaikoņiem braucošo bēgļu vispārējā bagaža, rokas bagažu līdzī nerēķinot, nedrīkst pārsniegt 10 pudu uz cilvēka.

Piezīme. Speciālu profesiju personām, kā : mediķiem, māksliniekiem, skolotājiem, tehniķiem, amatniekiem, muzikantiem u. t. t., viņu profesionālai darbībai nepieciešamos priekšmetus, kā : instrumentus, grāmatas un citus viņu specialitātes piederumus atļauts izvest vairāk par noteikto normu — pēc Ukraines socialistiskās padomju republikas attiecīga komisariāta īpašas atļaujas katrā atsevišķā gadījumā.

Pielikums. Nav bēgļiem atļauts izvest :

1. Drukas darbus, kuŗi nav apliecināti no kaŗa cenzuras.

Piezīme. Skolas un citas grāmatas latviešu valodā atļauj izvest bez kaŗa cenzuras vizas — pēc tautas izglītības guberņas nodaļas apstiprinātiem sarakstiem.

2. Fotografijas, aktis, dokumentus un pāpīrus, izņemot 16. un 17. šā pielikuma punktos minētos, bez atzīmes, ka kaŗa cenzura tos apskatījuse.

3. Ieročus, kaŗa lietu piederumus un biņokļus.

Piezīme. Profesionāliem medniekiem, izbraucot uz Latviju, ir tiesība, ar sevišķu atļauju katrā atsevišķā gadījumā, izvest pa vienai mednieka flinteī, ja tāda ievesta pie evakuācijas.

Примечание 1. Беженцы, семьи которых находятся на территории Латвии, отправляются вне очереди.

Примечание 2. Беженцы, взятые на учет учреждениями военными и гражданскими, а также находящиеся на службе в каких бы то ни было предприятиях и учреждениях, должны быть сняты с учета и освобождены от службы с производством окончательного расчета, со дня пред'явления справки надлежащего эвакуационного органа о зачислении данного лица в очередной эшелон, причем Эвакоорганы должны выдавать таковые справки немедленно по составлении списков эшелона.

Статья 6.

Правительство У. С. С. Р. представляет транзит для эшелонов с Латвийскими беженцами, реэвакуируемыми из других отделившихся земель бывшей Российской Империи.

Статья 7.

Правительство Украинской Социалистической Советской Республики освобождает от наказаний в трехмесячный срок с момента опубликования сей конвенции Латвийских беженцев, осужденных за политические и дисциплинарные проступки и преступления. Освобожденные беженцы должны немедленно покинуть пределы Украины вместе со своими семьями, если члены семьи пожелают следовать за освобожденными.

Если же приговоры по этим делам еще не состоялись, то производство по ним прекращается. Не пользуются амнистией беженцы, совершившие вышеуказанные деяния после опубликования сей конвенции.

Примечание. В случае, если пребывание на свободе лиц, подлежащих освобождению, является угрозой общественному порядку, то они не освобождаются, а могут быть, по требованию противной стороны, переданы ей.

Статья 8.

Проживающие в У. С. С. Р. Латвийские беженцы, при выезде в Латвию, имеют право ликвидировать или взять с собою принадлежащее им имущество.

Общий вес багажа, для едущих беженцев по железной дороге и на пароходах, сверх ручного не должен превышать 10 пудов на человека.

Примечание. При лицах специальных профессий, как-то: медиках, художниках, учителях, техниках, ремесленниках, музыкантах и т. д. предметы, необходимые им для их профессиональной деятельности, как-то: инструменты, книги и другие по их специальности принадлежности, разрешаются к вывозу свыше установленных норм по особому в каждом случае разрешению Наркомвнешторга У. С. С. Р.

Приложение. Не допускается к вывозу беженцами:

1. Печатные произведения, списки коих не заверены военной цензурой.

Примечание. Учебники и книги на латышском языке допускаются к вывозу по спискам, утвержденным Губернским Отделом Народного образования без визы военной цензуры.

2. Фотографии, акты, деловые документы и бумаги, за исключением указанных в пунктах 16 и 17 настоящего приложения, не снабженные пометкой о состоявшемся просмотре их военной цензурой.

3. Оружие, предметы военного снаряжения и бинокли.

Примечание. Охотники-профессионалисты, при выезде в Латвию имеют право, с особого на каждый раз разрешения, вывезти с собою по одному охотничьему ружью, в случае, если таковое было привезено с собою при эвакуации.

4. Manufakturu, gatavas drēbes, mēteļus, izstrādājumus no tiem, kažoku, ādu, galanterijas un citus piederumus, kas nodomāti tirdzniecībai, bet ne personigai lietošanai.

Piezīme. Pie evakuācijas iz Latvijas izvestos māju audumus, atļauts izvest bez kādiem kavekļiem.

5. Pārtikas piederumus vairāk par 40 mārčiņu uz katra cilvēka, to starpā vairāk par 18 mārčiņām miltu, vai maizes, 8 mārčiņām gaļas produktu, 4 mārčiņām piena produktu un vairāk par 10 mārčiņām citu ēdamvielu, to starpā cukura vairāk par 1 mārčiņu un vairāk par $\frac{1}{4}$ mārčīnu tējas.

6. Mājas lopus un mājas putnus.

1. *piezīme.* Bēgļiem, kas brauc ne pa dzelssceļiem un ne uz tvaikoņiem, atļauts izvest no Latvijas pie evakuācijas ievestos un līdz 1. augustam 1921. gadā iegūtos lopus un putnus, bet ar to noteikumu, ka viņu kopskaits nedrīkst pārsniegt no Latvijas reevakuācijas ievesto skaitu.

2. *piezīme.* No Latvijas ievesto lopu un putnu pieaugumu pa zemes ceļu braucošiem bēgļiem ir tiesība ņemt sev līdzī.

7. Smagās mebeles neizārdītā veidā, automobiļus, velosipedus, motocikletus, ekipažas, visādu veidu ratus un kamanas.

Piezīme. Attiecībā uz smagājām mebelēm, ekipažam, ratiem un kamanām ir spēkā piezīme pie pielikuma 6. punkta.

8. Dārgakmeņus neapstrādātā veidā, dārgakmeņus bez apkalumiem, zelta un sudraba naudu.

9. Zelta un platina lietas, smagākas par 16 zolotņikiem katru, zelta un platina izstrādājumus kopsvarā vairāk par 25 zolotņikiem uz katru personu un sudraba izstrādājumus vairāk par 3 mārčiņām uz katru cilvēku.

Piezīme. Zelta un sudraba pulksteņus ar ķēdi, laulības gredzenus, sudraba portsiģarus, dāmu portmonejus atļauts izvest pa vienam gabalam ik uz katru pieaugušu cilvēku, pie kam viņu svars neattiecas uz šai punktā uzstādīto normu.

10. Dārgakmeņu (dimanta, briljantu, zafira, rubīnu u. c.) izstrādājumus, tāpat pērles, kuŗu kopsvars pārsniedz 1 karatu.

11. Visādu veidu mašīnas, fizikas aparatus, ķirurģijas piederumus un muzikas instrumentus, izņemot gadījumus, kas minēti piezīmē pie šīs konvencijas 8. panta.

Piezīme. Šujmašīnas atļauts izvest pa vienai uz ģimeni. Tāpat atļauts izvest muzikas instrumentus muzikas cienītājiem, ja tādi ievesti evakuejoties.

12. Tabakas izstrādājumus (pāpirosus, vairāk par 500 gabalu, vai $\frac{1}{2}$ mārčiņas tabakas uz katru par 18 gadus vecāku).

13. Ziepes — vairāk par 1 gabaliņu toaletes ziepju un 1 mārčiņu prastu ziepju uz katru ģimeni.

14. Visādu izlaidumu papīra naudu, kuŗa Ukraines zocīalistiskā padomju republikā ir likumīgā apgrozībā, vairāk par simtstūkstošu rubļu.

Piezīme. Bez 14. punktā minētās zumas atļauts izvest tūkstoti Latvijas rubļu uz katru personu.

15. Citu valstu valutu bez Ukraines zocīalistiskās padomju republikas tautas finansu lietu komisariata atļaujas.

16. Visādu veidu procentu papīrus, iekļājumu zīmes un kuponus, tāpat vekselus, transporta kvītes, apdrošinājumu polises, izņemot tos, kuŗu izvešanu atļauj Ukraines zocīalistiskās padomju republikas tautas komisariats finansu lietās.

4. Мануфактура, готовое платье, металлы и изделия из них, скорняжные, кожаные, галантерейные и другие предметы, предназначенные для торговли, а не для личного потребления.

Примечание. Ткани собственного домашнего изделия, вывезенные из Латвии при эвакуации, разрешаются к вывозу беспрепятственно.

5. Предметы продовольствия в количестве более 40 фунтов на каждого человека, в том числе более 18 фунтов муки или хлеба, 8 фунтов мясных продуктов, 4 фунта молочных продуктов и 10 фунтов съестных прочих припасов, в том числе сахару более 1 фунта и чаю $\frac{1}{4}$ фунта.

6. Домашний скот и домашняя птица.

Примечание 1. Беженцам, следующим не по железной дороге и не на пароходах, разрешается вывозить домашний скот и птицу, эвакуированные из Латвии и приобретенные до 1-го августа 1921 г., но с тем, чтобы общее количество скота и птицы не превышало количества вывезенного при эвакуации из Латвии.

Примечание 2. Приплод от домашнего скота и птицы вывезенного из Латвии, беженцы следующие гужем имеют право брать с собою.

7. Громоздкая мебель в неразобранном виде, автомобили, велосипеды, мотоциклы, экипажи, всякого рода телеги и сани.

Примечание. В отношении громоздкой мебели, экипажей, телег, саней и велосипедов действительно примечание к пункту 6 настоящего приложения.

8. Драгоценные камни в неотделанном виде, драгоценные камни без оправы, золотые и серебряные монеты.

9. Золотые и платиновые вещи, весом более 16 золотников каждая, золотые и платиновые изделия в количестве, превышающем общий вес 25 золотников на каждое лицо, и изделия из серебра, превышающие 3 фунта на одно лицо.

Примечание. Золотые и серебряные часы с цепочкой, обручальные кольца, серебряные портсигары, дамские портмоне, разрешаются к вывозу в количестве одной штуки на каждого взрослого человека, причем вес их не входит в установленную в настоящем пункте норму.

10. Изделия из драгоценных камней (алмазы, бриллианты, сапфиры, изумруды, рубины и проч.) — а также жемчуга, общий вес коих превышает 1 карат.

11. Всякого рода машины и части машин, физические аппараты, хирургические приборы и музыкальные инструменты, кроме случаев, означенных в примечании 1-м ст. 8-ой настоящей конвенции,

Примечание. Швейные машины разрешаются к провозу по одной на семью. Также разрешаются к вывозу музыкальные инструменты для музыкантов-любителей, если таковые были ими вывезены при эвакуации.

12. Табачные изделия (папиросы свыше 500 шт. или $\frac{1}{2}$ фунта табаку на каждого взрослого старше 18 лет.

13. Мыло сверх одного куска туалетного на каждое лицо и одного фунта простого на семью.

14. Бумажные деньги любого выпуска свыше сто тысяч рублей на каждое лицо из числа, имеющих законное хождение на территории У. С. С. Р.

Примечание. Кроме указанной в 14-ом пункте суммы, разрешается к вывозу тысяча латвийских рублей на каждое лицо.

15. Валюта других государств без особого разрешения Наркомфина У. С. С. Р.

16. Всякого рода процентные бумаги, вкладные листы и купоны, а также векселя, транспортные квитанции, варрантные свидетельства и страховые полисы, кроме тех на пропуск коих последует разрешение Наркомфина У. С. С. Р.

Piezīme. Vērts-, naudas un citus dokumentus, kas minēti 16. punktā un kuŗi attiecas tikai uz Latvijas teritoriju, atļauj izvest bez kavekļiem.

17. Priekšmetus, kuŗiem mākslas un antikvara nozīme un kuru izvešanai nedabū atļauju no Ukraines socialistiskās padomju republikas tautas izglītības komisariata.

9. pants.

Šī konvencija nav ratificējama un stājas spēkā no tā brīža, kad viņa parakstīta.

To apliecinādami abēju pušu pilnvarnieki parakstīja šo konvenciju.

Originals divos eksemplaros.

MASKAVĀ, 3 augustā 1921. g.

ERIKS FELDMANIS.
Ev. SKIPSNA.
A. CHĀRITONOVSKI.

Примечание. Ценные, денежные и другие документы, перечисленные в пункте 16, имеющие отношение только к территории Латвии, разрешаются к вывозу беспрепятственно.

17. Предметы, имеющие художественное и антикварное значение, на пропуск коих не последует разрешение Наркомпроса У. С. С. Р.

Статья 9.

Настоящая конвенция ратификации не подлежит и вступает в силу с момента ее подписания.

В удостоверение сего полномоченные обеих сторон подписали настоящую конвенцию.

Подлинный в 2-х экземплярах.

Москва, 3 августа 1921 г.

КОЦЮБИНСКИЙ.

¹ TRADUCTION.

No. 441. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE AU SUJET DE LA RÉÉVACUATION DES RÉFUGIÉS LETTONS QUI SE TROUVENT SUR LE TERRITOIRE DE CETTE DERNIÈRE, SIGNÉE A MOSCOU LE 3 AOUT 1921.

Aux fins d'élargir les dispositions de l'article du Traité, la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, d'une part, et la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE, d'autre part, guidées du désir de liquider, dans le plus bref délai, les malheurs causés par la guerre mondiale, ont résolu de conclure une Convention sur l'ordre du transport dans la patrie des réfugiés lettons, résidant sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine, à quel effet ils ont nommé comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE :

Youri KOTSIUBINSKO ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE :

Eric FELDMANS,
Evald SCHKIPSNA,
Alexandre CHARITONOVSKY.

Les plénipotentiaires susnommés ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les réfugiés lettons, résidant sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine, qui ont exprimé le désir d'être rapatriés, doivent être expédiés dans la patrie.

Article 2.

Les réfugiés lettons dans la R. S. d. S. d'Ukraine sont les personnes qui, autrefois, ont résidé sur le territoire faisant actuellement partie de la Lettonie et qui, à présent, se trouvent dans les limites de la République des Soviets d'Ukraine et qui ont quitté pendant la guerre mondiale les régions occupées ou menacées par l'ennemi, ou qui, sur l'ordre des autorités militaires ou civiles, ont été forcées d'abandonner les régions des opérations militaires, si elles-mêmes ou leurs parents ont appartenu, avant le 1^{er} août 1914, aux sociétés urbaines, rurales ou sociales existant sur le territoire composant actuellement l'Etat letton.

Remarque 1. L'appartenance d'un réfugié à la nationalité lettone peut être constatée par les documents ci-dessous énumérés : permis de séjour, passeport, certificat de naissance, diplôme universitaire, anciens états de service, certificat concernant le lieu du service militaire, quittances certifiant le paiement des droits publics du 1^{er} août 1914

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Latvia.

¹ TRANSLATION.

No. 441. — AGREEMENT BETWEEN THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC REGARDING THE REPATRIATION OF LATVIAN REFUGEES WHO ARE AT PRESENT IN THE TERRITORY OF THE LATTER, SIGNED AT MOSCOW, AUGUST 3, 1921.

For the purpose of widening the scope of the provisions contained in the Article of the Treaty, the UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, of the one Part, and the LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC, of the other Part, being desirous of putting an end, as soon as possible, to the evils caused by the world war, have agreed to conclude an Agreement regarding the procedure to be followed in repatriating Latvian refugees residing in the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC :

Youri KOTSUBINSKO ;

The GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

Eric FELDMANS,
Evald SCHKIPSNA,
Alexandre CHARITONOVSKY.

The above-mentioned Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Latvian refugees, resident in the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic, who have expressed a desire to be repatriated, shall be sent back to their own country.

Article 2.

Latvian refugees in the Ukrainian Socialist Soviet Republic are persons who, while formerly resident in territory which is now part of Latvia, are at present within the territorial boundaries of the Ukrainian Socialist Soviet Republic, and who, during the war, left the regions occupied or threatened by the enemy, or who, by order of the military or civil authorities, were forced to leave districts in which military operations were being conducted, provided that they themselves, or their parents, were, before August 1, 1914, members of urban or rural communities or corporations existing upon territory which now forms part of the Latvian State.

Note 1. Refugees may prove their right to Latvian nationality by means of the documents enumerated below : certificate of residence, passport, birth certificate, university degree, former service records, certificate as to place of military service, receipts certifying the payment of taxes from August 1, 1914, to November 28, 1918, extracts from

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

au 28 novembre 1918, extraits des registres de l'état social délivrés en Lettonie, renseignements officiels des institutions gouvernementales et publiques lettones. Dans le cas où les réfugiés ont laissé leurs vieux documents dans les institutions gouvernementales ou publiques de la R. S. d. S. d'Ukraine et en échange en ont reçu de nouveaux, ne constatant pas leur état de réfugiés de la Lettonie, ils ont le droit de recevoir leurs vieux documents en échange contre les nouveaux.

Remarque 2. Les personnes se trouvant au service militaire jouissent des droits des réfugiés, si elles répondent aux conditions exposées dans l'article 2 de cette Convention et qu'elles aient exprimé le désir de retourner dans la patrie ; avec les démobilisés retournent aussi leurs familles, si elles y expriment leur consentement. La démobilisation de ces personnes est effectuée par le Commissariat du peuple de la Guerre d'Ukraine dans un délai de trois mois à partir du jour de la présentation de la notification par les personnes désirant retourner dans la patrie.

Remarque 3. Les réfugiés lettons qui désirent être rapatriés informent, dans un délai de six mois à partir du jour de la publication de cette Convention, dans l'organe officiel de la presse de la R. S. d. S. d'Ukraine, les institutions des gouvernements, chargées des affaires de réévacuation de la population, sur leur désir d'être rapatriés, en faisant annexe des documents y relatifs. Dans le cas où leur droit d'être rapatriés est reconnu, on les inscrit pour l'échelon le plus tôt possible. En même temps, tous les documents et listes ayant rapport au groupe des réfugiés en question sont envoyés aux représentations consulaires compétentes afin d'être contrôlés et visés, après quoi ils sont retournés aux institutions compétentes chargées des affaires de la réévacuation de la population.

Dans les points du départ des échelons où il n'y a pas de représentations consulaires lettones, le consul de la région en question ou la mission diplomatique lettone peuvent déléguer des personnes chargées du contrôle des documents sur place.

Article 3.

Le transport des réfugiés jusqu'aux postes de la frontière s'effectue tant par échelons que dans des wagons particuliers. Le transport jusqu'aux points d'embarquement dans les échelons ou wagons s'effectue soit par groupes, soit isolément.

Remarque 1. La République Socialiste des Soviets d'Ukraine s'oblige à transporter dans la patrie non moins de 1200 personnes par semaine. Les réfugiés lettons ne rentrant pas dans la patrie par voie ferrée, observent leur propre délai et passent la frontière par les postes de passage et de contrôle établis.

Remarque 2. Avec les réfugiés vont aussi, autant qu'il est possible, les optants qui ont exprimé le désir de rentrer dans la patrie avec les premiers.

Remarque 3. Le transport des réfugiés lettons et de leurs biens des ports peut aussi s'effectuer au moyen de navires.

Remarque 4. La R. S. d. S. d'Ukraine donne, pour le transport des réfugiés et de leurs biens, le matériel roulant jusqu'aux points où ils sont remis aux échelons lettons.

Article 4.

Les frais du transport des réfugiés et de leurs biens en Lettonie dans les limites de son territoire sont réglés par la R. S. d. S. d'Ukraine.

the records of the public registrars' offices prepared in Latvia, and official information from Latvian government or public institutions. In cases where refugees have left their previous documents with State or public institutions in the Ukrainian Socialist Soviet Republic, and have, in exchange, received fresh papers which do not establish the fact that they are Latvian refugees, they shall have the right to receive their former papers in exchange for the new ones.

Note 2. Persons on military service shall enjoy the same rights as refugees if they comply with the conditions set forth in Article 2 of this Agreement, and express a desire to return to their country. Demobilised soldiers shall be accompanied by their families if the latter so desire. The demobilisation of these persons shall be effected by the Ukrainian People's Commissariat for War within a period of three months from the date on which such persons as desire to return to their country give notice in writing to that effect.

Note 3. Latvian refugees who desire to be repatriated shall, within a period of six months from the date of the publication of this Convention in the official organ of the Ukrainian Socialist Soviet Press, inform the Government authorities responsible for the re-evacuation of the population of their desire and shall submit therewith the necessary documents. If their right to be repatriated is recognised, their names shall be registered as soon as possible for transport by convoy. At the same time all documents and lists referring to the refugees in question shall be sent to the competent Consular representatives in order to be checked and endorsed, after which they shall be returned to the competent authorities responsible for the re-evacuation of the population.

At the points of departure of the convoys, where there are no Latvian Consular representatives, the Consul for the district in question, or the Latvian Diplomatic Mission may appoint persons to check the documents on the spot.

Article 3.

Refugees shall be conveyed as far as the frontier stations in convoys or in special railway carriages. They shall be transported either in groups or individually to the ports of departure of the convoys or trains.

Note 1. The Ukrainian Socialist Soviet Republic shall undertake to repatriate not fewer than 1,200 persons per week. Latvian refugees who are not returning to their country by rail shall return at the times prescribed for them and shall cross the frontier at the appointed control stations.

Note 2. The refugees shall, wherever possible, be accompanied by persons who have expressed their desire to return with them.

Note 3. The transport of Latvian refugees and their property from ports may also be effected by sea.

Note 4. The Ukrainian Socialist Soviet Republic shall supply rolling-stock for the transport of refugees and their property as far as the stations at which they are handed over to the Latvian convoys.

Article 4.

The cost of conveying refugees and their property from Ukrainian territory to the Latvian border shall be borne by the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

Article 5.

Tous les réfugiés, sans exception, qui ont le droit, conformément à cette Convention, après avoir été enregistrés dans les listes, d'être rapatriés, indépendamment de leur âge, profession et occupation, selon l'ordre d'enregistrement.

Remarque 1. Les réfugiés dont les familles se trouvent sur le territoire letton, doivent être transportés hors l'ordre.

Remarque 2. Les réfugiés qui se trouvent à la disposition des institutions militaires ou civiles ou qui sont au service de quelques entreprises ou institutions que ce soit, doivent être congédiés. Ces personnes doivent être réglées définitivement à partir du jour de la présentation de la notification, de la part des institutions d'évacuation à qui de droit, concernant l'enregistrement de la personne en question pour l'échelon. Les institutions d'évacuation sont obligées à donner ces renseignements immédiatement après que la liste des échelons est dressée.

Article 6.

Le Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine admet le transit des échelons des réfugiés lettons réévacués des autres pays qui se sont séparés de l'ancien Empire russe.

Article 7.

Le Gouvernement de la République Socialiste des Soviets d'Ukraine libère de la peine, dans un délai de trois mois à partir du jour de la publication de cette Convention, les réfugiés lettons condamnés pour des contraventions ou crimes disciplinaires ou politiques. Les réfugiés libérés doivent immédiatement quitter les limites de l'Ukraine avec leurs familles, si les membres de la famille désirent suivre les libérés.

Si les sentences pour ces affaires ne sont pas encore prononcées, la procédure en est arrêtée. Ne jouissent pas de l'amnistie les réfugiés qui ont commis les actions susmentionnées après la publication de cette Convention.

Remarque. Dans le cas où le séjour en liberté des personnes devant être libérées pourrait menacer l'ordre public, elles ne sont pas libérées, mais, à la demande de l'autre Partie contractante, lui peuvent être extradées.

Article 8.

Les réfugiés lettons résidant dans la R. S. d. S. d'Ukraine, en retournant en Lettonie, ont le droit de liquider ou d'emporter avec eux les biens leur appartenant.

Le poids total du bagage des réfugiés allant par voies ferrées ou sur des navires, outre les petits bagages, ne doit pas excéder dix poudes par personne.

Remarque. Les personnes de profession spéciale, à savoir : médecins, artistes, professeurs, techniciens, artisans, musiciens, etc., ont le droit d'emporter avec elles les objets dont elles ont besoin à l'exercice de leur activité professionnelle, à savoir : instruments, livres et autres objets d'après leur spécialité, en dessus des normes établies et avec la permission spéciale du Commissariat du peuple du Commerce extérieur de la R. S. d. S. d'Ukraine pour chaque cas particulier.

Article 5.

All refugees, without exception, irrespective of age, profession or occupation, shall, in pursuance of this Agreement, have the right, after being registered on the lists, to be repatriated in the order in which they were registered.

Note 1. Priority shall be given to refugees whose families are on Latvian territory.

Note 2. Refugees under the orders of civil or military institutions or in the service of any enterprise or institution whatsoever shall be discharged. The affairs of such persons shall be finally settled as from the date on which the notification of their registration for transport by convoy is delivered by the evacuating authorities to the proper persons. The evacuating authorities shall be obliged to give this information as soon as the list of convoys has been drawn up.

Article 6.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall allow the convoys of Latvian refugees, re-evacuated from other countries which have been detached from the former Russian Empire, to pass through its territories.

Article 7.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall, within a period of three months from the date of publication of this Agreement, remit the sentences of Latvian refugees convicted for disciplinary or political misdemeanours or crimes. The refugees who have been set free must immediately leave Ukrainian territory with such members of their families as desire to accompany them.

When sentence has not yet been passed in cases of the kind mentioned above, the proceedings shall be stopped. The amnesty shall not apply to refugees committing the aforesaid offences after the publication of this Agreement.

Note. In cases where the release of the persons to be liberated might constitute a menace to public order, they shall not be liberated, but may, at the request of the other Contracting Party, be extradited.

Article 8.

Latvian refugees residing in the Ukrainian Socialist Soviet Republic shall be entitled on their return to Latvia to liquidate or take with them the property belonging to them.

The total weight of the baggage belonging to refugees travelling by rail or sea shall not exceed 10 poods per head in addition to hand baggage.

Note. Persons who exercise a special profession, such as doctors, artists, professors, engineers, artisans, musicians, etc., shall be entitled to take with them the articles which they require for their professional work, such as instruments, books and other articles according to their special requirements, in excess of the weight stated above, subject to a special permit from the People's Commissariat for Foreign Trade of the Ukrainian Socialist Soviet Republic in each particular case.

Annexe. Les réfugiés ne sont pas autorisés à sortir :

1. Des imprimés dont les listes ne sont pas confirmées par la censure de guerre.

Remarque. Les livres d'école et les livres en langue lettone sont admis à la sortie d'après les listes confirmées par la section de gouvernement de l'Instruction publique, sans visa de la censure de guerre.

2. Photographies, actes, documents et autres papiers, à l'exception de ceux mentionnés dans les §§ 16 et 17 de cette Annexe, sans marque de contrôle de la censure de guerre.

3. Des armes, des articles d'armement militaire et des jumelles.

Remarque. Les chasseurs professionnels, en allant en Lettonie, ont le droit, avec la permission pour chaque cas particulier, d'emporter avec eux un fusil de chasse dans le cas où le fusil a été entré pendant l'évacuation.

4. De la manufacture, des articles d'habillement, des métaux et des articles fabriqués avec ces métaux, des articles de fourrure, de cuir et de mode et autres, destinés au commerce et non pas à l'usage personnel.

Remarque. Les tissus de fabrication domestique, sortis de la Lettonie pendant l'évacuation, sont admis à la sortie sans difficultés.

5. Des vivres par quantités de plus de 40 livres par personne, y compris plus de 18 livres de farine ou de pain, de 8 livres de produits de viande, de 4 livres de produits lactés et de 10 livres d'autres provisions, y compris du sucre, plus d'une livre, et du thé, plus d'un quart de livre.

6. Du bétail et de la volaille.

Remarque 1. Les réfugiés n'allant pas par voie ferrée ou sur des navires, ont le droit de sortir du bétail et de la volaille évacués de la Lettonie et acquis avant le 1^{er} août 1921, pourvu que la quantité totale de bétail et de volaille ne surpasse pas la quantité sortie de la Lettonie pendant l'évacuation.

Remarque 2. Les réfugiés allant par voie de terre ont le droit d'emporter avec eux le surcroît du bétail et de la volaille sortis de la Lettonie.

7. Des meubles encombrants et non démontés, des automobiles, des motocyclettes, des bicyclettes, des équipages et toute sorte de voitures et de traîneaux.

Remarque. Par rapport aux meubles encombrants, aux équipages, voitures, traîneaux et bicyclettes, est valable la remarque au § 6 de cette Annexe.

8. Des pierres précieuses non serties et non taillées, des montres d'or et d'argent.

9. Des objets d'or et de platine pesant plus de 16 zolotniks chacun, des articles d'or et de platine dont le poids total surpasse 25 zolotniks par personne et des articles d'argent surpassant trois livres par personne.

Remarque. Des montres d'or et d'argent avec chaînes, des alliances, des porte-cigares en argent, des porte-monnaie de dames sont admis à la sortie à raison d'une pièce par personne adulte. Le poids de ces objets n'est pas compris dans la norme établie dans ce paragraphe.

10. Des articles de pierres précieuses (diamants, brillants, saphirs, smaragdes, rubis, etc.) ainsi que des perles, dont le poids total surpasse un carat.

11. Toutes sortes de machines et de parties de machines, des appareils de physique, des instruments de chirurgie et des instruments de musique, à l'exception des cas prévus dans la remarque 1 de l'article 8 de la présente Convention.

Remarque. Des machines à coudre, à raison d'une par famille. Les musiciens amateurs pourront emporter leurs instruments de musique si ces instruments ont été sortis pendant l'évacuation.

Annex. Refugees shall not be allowed to remove:

- (1) Printed matter which has not been approved by the military censor.

Note. School books and books in the Latvian language may be removed in conformity with lists approved by the Government Education Department without endorsement by the military censor.

- (2) Photographs, deeds, documents and other papers, except those mentioned in paragraphs 16 and 17 of this Annex, unless marked with the stamp of the military censor.

- (3) Arms, military equipment and fieldglasses.

Note. Professional hunters proceeding to Latvia shall be entitled, on obtaining a special permit for this purpose, to take with them a shot-gun, in the event of the gun having been brought into the country during the evacuation.

- (4) Manufactured goods, articles of clothing, metals and articles manufactured with these metals, furs and leather goods, millinery, etc., if intended for commercial purposes and not for personal use.

Note. Homespun cloth brought from Latvia during the evacuation may be taken out without formalities.

- (5) Food exceeding 40 pounds per person, comprising 18 pounds of flour or bread, 8 pounds of meat products, 4 pounds of dairy produce and 10 pounds of other provisions in which there must not be more than 1 pound of sugar and a quarter-of-a-pound of tea.

- (6) Live stock and poultry.

Note. Refugees not travelling by rail or sea shall be entitled to take with them live stock and poultry evacuated from Latvia and acquired before August 1, 1921, provided that the total number of live stock and poultry does not exceed the number brought out of Latvia during the evacuation.

Note 2. Refugees travelling by land shall be entitled to take with them any increase in the live stock and poultry brought out of Latvia.

- (7) Bulky furniture transported without being taken to pieces, motor-cars, motor-bicycles, bicycles, carriages, and all kinds of vehicles and sledges.

Note. The note to paragraph 6 of this Annex shall apply to bulky furniture, vehicles, carriages, sledges and bicycles.

- (8) Unset and uncut jewels, and gold and silver coins.

- (9) Articles made of gold and platinum weighing more than 16 zolotniks each, gold and platinum articles exceeding a total weight of 25 zolotniks per head, and silver articles exceeding 3 pounds per head.

Note. Every adult leaving the country shall be allowed to take a gold or silver watch and chain, a wedding ring, a silver cigar case, or a lady's purse. The weight of these articles shall not be included in the maximum weight laid down in this paragraph.

- (10) Articles made with jewels (diamonds, brilliants, sapphires, emeralds and rubies, etc.) and with pearls, the total weight of which exceeds 1 carat.

- (11) All kinds of machines, and parts of machines, physical apparatus, surgical instruments and musical instruments, subject to such exceptions as are mentioned in Note 1 of Article 8 of the present Agreement.

Note. One sewing machine per family may be taken. Persons who are not professional musicians may take with them musical instruments, if these instruments were taken from Latvia during the evacuation.

12. Des articles de tabac (des cigarettes, plus de 500 pièces, ou une demi-livre de tabac par personne ayant plus de 18 ans).

13. Du savon de toilette, plus d'un morceau par personne, et du savon ordinaire, plus d'une livre par famille.

14. Du papier-monnaie de quelque émission que ce soit ayant cours légal sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine, plus de cent mille roubles par personne.

Remarque. Outre la somme indiquée dans le § 14, il est permis de sortir mille roubles lettons par personne.

15. De la monnaie des autres Etats, sans autorisation spéciale du Commissariat du peuple des Finances de la R. S. d. S. d'Ukraine.

16. Toute sorte de titres, de titres de nantissement et de coupons, ainsi que des lettres de change, des quittances de transport, des warrants et des polices d'assurance, à l'exception de ceux dont la sortie est autorisée par le Commissariat du peuple des Finances de la R. S. d. S. d'Ukraine.

Remarque. Des documents de valeur et d'argent et autres, énumérés dans le § 16, n'ayant rapport qu'au territoire letton, sont admis à la sortie sans difficultés.

17. Des objets ayant une valeur artistique et antique, dont la sortie n'a pas été autorisée par le Commissariat du peuple de l'Instruction Publique de la S. R. d. S. d'Ukraine.

Article 9.

La présente Convention n'est pas ratifiable et entre en vigueur au moment de sa signature

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente Convention.

L'original est dressé en deux exemplaires.

Moscou, le 3 août 1921.

ERIC FELDMANS.
Ev. SCHKIPSNA.
A. CHARITONOVSKI.

KOTSIUBINSKO.

(12) Tobacco (more than 500 cigarettes or half-a-pound of tobacco per person over 18 years of age).

(13) More than one piece of toilet soap per person and more than one pound of household soap per family.

(14) Paper money of any issue which is legal tender in the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic in excess of one hundred thousand roubles per head.

Note. In addition to the sum indicated in paragraph 14, one thousand roubles per person may be taken.

(15) Currency of other States, without special permission from the People's Finance Commissariat of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

(16) Title deeds, securities on property, dividend warrants of every kind and also bills of exchange, transfers, warrants and insurance policies, except those the export of which is authorised by the People's Finance Commissariat of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

Note. Such securities, financial papers and other documents enumerated in paragraph 16, as concern solely Latvian territory may be removed without formality.

(17) Articles possessing artistic or antiquarian value, the removal of which has not been authorised by the People's Public Education Commissariat of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

Article 9.

The present Agreement, which does not require ratification, shall enter into force immediately upon signature.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement.

The original is done in duplicate.

MOSCOW, *August 3, 1921.*

ERIC FELDMANS.
EV. SCHKIPSNA.
A. CHARITONOVSKI.

KOTSIUBINSKO.

N° 442.

**LETTONIE ET RÉPUBLIQUE
DES SOVIETS D'UKRAINE**

Traité signé à Moscou le 3 août
1921.

**LATVIA AND UKRAINIAN
SOVIET REPUBLIC**

Treaty signed at Moscow, August 3,
1921.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

No. 442. — LIKUMS PAR LĪGUMU STARP LATVIJAS DEMOKRATISKO REPUBLIKU UN UKRAINES SOCIALISTISKO PADOMJU REPUBLIKU ¹.

Textes officiels letton, russe et ukrainien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 juin 1923.

LATVIJA no vienas puses un UKRAINE no otras puses, stipri vēlēdamies nodibināt uz tiesību un taisnības principiem cietus pamatus nākamām savstarpējām attiecībām, kuŗas abām valstīm un viņu tautām nodrošinātu pilnīgu mieru un labas kaimiņu attiecības, šinī nolūkā nolēma uzsākt sarunas un priekš ta iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS DEMOKRATISKĀS REPUBLIKAS VALDBĪA :

Eriku, Anša dēlu, FELDMANI,
Evaldu, Jēkaba dēlu, šķipsnu
Aleksandru, Vasilija dēlu, CHARITONOVSKI.

UKRAINES SOCIALISTISKĀS PADOMJU REPUBLIKAS VALDĪBA :

Juriju, Michaila dēlu, KOZJUBINSKI.

Minētie pilnvarotie pēc savstarpējas pilnvaru uzrādīšanas un šo pilnvaru atzīšanas par pienācīgā veidā un vajadzīgā kārtībā sastādītām, vienojās par sekošo :

I.

Latvijas Demokrātiskā Republika un Ukraines socialistiska Padomju Republika, kuŗas nodibinājušās uz viņu tautu gribu, bez ierunām atzīst viena otru par patstāvīgām, neatkarīgām un suverenām valstīm ar visām juridiskām sekām, kuŗas iztek no šādas atzīšanas, valsts robežās, kādas ikvienai no līguma slēdzējām pusēm noteiktas ar Krieviju un citām kaimiņu valstīm.

Latvija un Ukraine deklarē, ka abām līdzējām pusēm no viņu zemju un tautu agrākās piederības Krievijas imperijai necēlas nekādi savstarpēji pienākumi.

II,

Abas līdzējas puses apņemas :

I. Aizliegt uz savas teritorijas uzturēties jebkādiem kuŗaspēkiem, izņemot valdības vai draudzīgo valstu kuŗaspēkus, ar kuŗām valstīm vienai no līdzējām pusēm noslēgta militarkonvencija, bet kuŗas neatrodas faktiskā kuŗa stāvoklī ar otru līdzēju pusi, kā arī aizliegt savā robežā vervēt un mobilizēt dzīvo spēku to valstu armijām, organizacijām un grupām, kuŗas uzstāda par savu mērķi bruņotu cīņu ar otru līgumu slēdzēju pusi.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 16 mars 1923.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№. 442. — ДОГОВОР МЕЖДУ ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ¹, ПОДПИСАННЫЙ В Г. МОСКВЕ, 3-го АВГУСТА 1921 Г.

Latvian, Russian and Ukrainian official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Latvia. The registration of this treaty took place June 16 1923.

ЛАТВИЙСКАЯ ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РЕСПУБЛИКА с одной стороны и УКРАИНСКАЯ СОЦИАЛИСТИЧЕСКАЯ СОВЕТСКАЯ РЕСПУБЛИКА с другой, руководимые твердым желанием установить на началах права и справедливости прочные основы для будущих взаимоотношений, обеспечивающих за обоими государствами и их народами все блага мира и доброго соседства, решили с этой целью вступить в переговоры и для сего назначили своими уполномоченными :

ПРАВИТЕЛЬСТВО ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Эрика Ансовича Фельдмана,
Эвальда Яковлевича Шкипса и
Александра Васильевича Харитоновского

и ПРАВИТЕЛЬСТВО УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Юрия Михайловича Коцюбинского.

Означенные уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий признанных составленными в надлежащей форме и должном порядке, согласились в нижеследующем :

Статья 1.

Латвийская Демократическая Республика и Украинская Социалистическая Советская Республика образовавшиеся волею своих народов, безоговорочно признают друг друга самостоятельными, независимыми и суверенными государствами со всеми вытекающими из такого признания юридическими последствиями, в государственных границах, кои каждую из договаривающихся сторон установлены с Россией и прочими соседними государствами.

Латвия и Украина заявляют, что из прежней принадлежности их земель и народов к Российской Империи для обоих договаривающихся сторон не возникает никаких взаимных обязательств.

Статья 2.

Обе договаривающиеся стороны обязуются :

1. Воспретить пребывание на своей территории каких-либо войск, за исключением правительственных или войск дружественных государств, с которыми одной из договаривающихся сторон заключена военная конвенция, но которые не находятся в фактическом состоянии войны с другой из договаривающихся сторон, а равно воспретить в пределах своей территории вербовку и мобилизацию личного состава в ряды армий государств, организаций и групп, ставящих своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной.

¹ The exchange of ratifications took place March 16. 1923.

2. Neļaut uz savas teritorijas nodibināties un uzturēties nekādām organizācijām un grupām, kuŗas pretendē uz otras līgumu slēdzējas puses visas teritorijas vai kādas viņas daļas valdības lomu, kā arī valdībām un to organizāciju un grupu amata personām, kuŗu mērķis ir gāst otras līdzējas puses valdību.

3. Aizliegt valstīm, kuras atrodas faktiskā kuŗa stāvoklī ar otru pusi, un organizācijām un grupām, kuŗas uzstāda par savu mērķi bruņotu cīņu ar otru līdzēju pusi, pāravadāt caur savām ostām un pa savu teritoriju visu to, ko var izlietot uzbrukumos otrai pusei, proti: tādu valstu, organizāciju un grupu bruņotus spēkus, kuŗa piederumus, kuŗa tehnikas līdzekļus un artilērijas, intendanturas, inženieru un gaisa kuŗniecības materialus.

4. Izņemoj starptautiskās tiesībās paredzētos gadījumus, aizliegt savos teritorialos ūdeņos caurbraukšanu un kuŗniecību jebkādiem kuŗakugiem, lielgaballaivām, minulaivām u. t. t., kuŗi pieder vai nu organizācijām un grupām, kuŗas uzstāda par savu mērķi bruņotu cīņu ar otru līdzēju pusi, vai arī valstīm, kuŗas atrodas kuŗa stāvoklī ar otru līdzēju pusi, un kuŗu mērķis ir uzbrukt otrai pusei, ja tādi nolūki kļūst zināmi tai no līdzējam pusēm, uz kuŗas teritoriju attiecināmi šie teritorialie ūdeņi un ostas.

III.

Ikvienā līdzēja puse apņemas atzīt un cienīt otras puses kuŗogu un gerboni, kā draudzīgas valsts emblemas. Kuŗoga un gerboņa zīmējumi, kā arī viņos ievestie pārgrozījumi, ja tādi notiktu, tiks savstarpēji darīti zināmi diplomatiskā ceļā.

IV.

1. A. Latvju tautības personām un B. visiem pārējiem, neatkarīgi no viņu tautības, kuŗi dzīvo uz U. S. P. R. teritorijas, un kuŗi sasnieguši 18 gadu vecumu, ja viņi paši vai viņu vecāki līdz 1914. gada 1. augustam bijuši pierakstīti pie pilsētu, lauku vai kārtu sabiedrībām, uz teritorijas, kuŗa tagad ietilpst Latvijas Republikas robežās, ir tiesības gada laikā no šī līguma ratifikācijas dienas, paziņot par savu vēlēšanos izstāties no Ukraines pilsonības un optēt Latvijas pilsonību, pie kam viņu pilsonībai seko bērni, kuŗi jaunāki par 18 gadiem, un sieva, ja viņa nebūs iesniegusi pretēju paziņojumu, un ja laulātie nebūs citādi vienojušies par viņu bērnu pilsonību.

2. A. Ukraines tautības personām un B. visiem pārējiem, neatkarīgi no viņu tautības, kuŗi dzīvo uz Latvijas teritorijas un kuŗi sasnieguši 18 gadu vecumu, ja viņi paši vai viņu vecāki līdz 1914. gada 1. augustam bijuši pierakstīti pie pilsētu, lauku vai kārtu sabiedrībām uz teritorijas, kuŗa tagad ietilpst U. S. P. R. robežās, ir tiesības gada laikā no šī līguma ratifikācijas dienas paziņot par savu vēlēšanos izstāties no Latvijas pilsonības un optēt Ukraines pilsonību, pie kam viņu pilsonībai seko bērni, kuŗi jaunāki par 18 gadiem, un sieva, ja viņa nebūs iesniegusi pretēju paziņojumu un ja laulātie nebūs citādi vienojušies par viņu bērnu pilsonību.

1. *piezīme* pie 1. un 2. punktiem. Līdz ša līguma parakstīšanai likumīgi adoptētie bērni pie optācijas bauda visas miesīgu bērnu tiesības. Aizbildniecībā esošie, nepilngadīgie un ilgstošām slimībām slimie, kuŗi nespējīgi patstāvīgai dzīvei, seko savu aizbildņu pilsonībai. Optācijas tiesības bauda to pilsoņu atraitnes, kuŗiem ir šī tiesība saskaņā ar 1. un 2. ša līguma punktu, kā arī U. S. P. R. un Latvijas Republikas pilsoņu atraitnes un līdz ša līguma parakstīšanai šķirtas sievas, ja viņas pierādīs savas optācijas tiesības pēc iezīmēm, kuŗas atzīmētas tanīs pašos punktos, pie kam atraitņu nepilngadīgie bērni seko mātes pilsonībai, bet šķirtas sievas bērni seko viņas pilsonībai tanī gadījumā, ja šie bērni pēc laulības šķiršanas akta atstāti mātes apgādībā.

2. *piezīme* pie 1. un 2. punktiem. Latvijā (U. S. P. R.) dzīvojošo Latvijas (Ukraines) pilsoņu sievas, kuŗas tagad atrodas U. S. P. R. (Latvijas) teritorijas robežās, un viņu

2. Не допускать образования и пребывания на своей территории каких бы то ни было организаций и групп, претендующих на роль правительства всей территории другой договаривающейся стороны или части ее, а равно правительств и должностных лиц организаций и групп, имеющих своей целью низвержение правительства другой договаривающейся стороны.

3. Воспретить государствам, находящимся в фактическом состоянии войны с другой договаривающейся стороны, и организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, перевозку через свои порты и по всей территории всего того, что может быть использовано для нападения на другую договаривающуюся сторону, а именно: принадлежащих таковым государствам, организациям и группам вооруженных сил, военного имущества, военно-технических средств и материалов артиллерийских, интендантских, инженерных и воздухоплавательных.

4. За исключением случаев предусмотренных международным правом, воспретить пропуск и плавание в своих территориальных водах каких либо военных судов, канонерок, миноносцев и т. д., принадлежащих или организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, или же государствам, находящимся с другой договаривающейся стороной в состоянии войны и имеющих своей целью нападение на другую сторону буде таковые цели становятся известными той из договаривающихся сторон, к территории которой относятся эти территориальные воды и порта.

Статья 3.

Каждая из договаривающихся сторон обязуется признавать и уважать флаг и герб другой стороны, как эмблемы дружественного государства. Рисунки флага и герба, а равно вносимые в оные изменения, буде таковые последуют, будут взаимно сообщаться дипломатическим путем.

Статья 4.

1. А) Лица Латышской национальности и Б) все прочие, независимо от их национальности, проживающие на территории У. С. С. Р. и достигшие 18-ти летнего возраста, если они сами или их родители были до 1-го августа 1914 года приписаны к городским, сельским или сословным обществам на территории входящей ныне в состав Республики Латвии, имеют право, в годичный срок со дня ратификации настоящего договора, заявить о своем желании выйти из гражданства Украинского и оптировать гражданство Латвийское, причем их гражданству следуют дети моложе 18-ти лет и жена, если ею не будет сделано противного заявления и если между супругами не состоялось особого соглашения относительно гражданства их детей.

2. А) Лица Украинской национальности и Б) все прочие, независимо от их национальности, проживающие на территории Латвии и достигшие 18-ти летнего возраста, если они сами или их родители были до 1-го августа 1914 г. приписаны к городским, сельским или сословным обществам на территории входящей ныне в состав У. С. С. Р., имеют право, в годичный срок со дня ратификации настоящего договора, заявить о своем желании выйти из гражданства латвийского и оптировать гражданство украинское, причем их гражданству следуют дети моложе 18-ти лет и жена, если ею не будет сделано противного заявления и если между супругами не состоялось особого соглашения относительно гражданства их детей.

Примечание 1 к пункту 1-му и 2-му. Дети, законно усыновленные до подписания сего соглашения, пользуются при оптации всеми правами родных детей. Опекаемые, малолетние и одержимые продолжительными болезнями, неспособные к самостоятельному существованию, следуют гражданству своих опекунов. Правом оптации пользуются также вдовы лиц, имеющих это право, согласно пунктов 1-го и 2-го сего соглашения, а также вдовы и разведенны до подписания сего договора жены граждан У. С. С. Р. и Латвийской Республики, если они докажут свои права на оптацию по признакам, указанным в тех же пунктах, при чем несовершеннолетние дети вдов следуют гражданству матери, а таковые разведенной жены следуют ее гражданству в том случае, если дети эти по акту о расторжении брака оставлены на попечение матери.

Примечание 2 к пункту 1-му и 2-му. Жены Латвийских (Украинских) граждан, проживающих в Латвии (У. С. С. Р.), находящиеся в настоящее время на территории У. С. С. Р.

bērni, kuŗi nav aiznieguši 18 gadu vecumu, automatiski tiek atzīti par Latvijas (U. S. P. R.) pilsoņiem, gadījumā, ja viņi neiesniegs pretēju paziņojumu un ja starp laulātiem nav taisīts sevišķs lēmums, zīmējoties uz viņu bērnu pilsonību.

3. Pirmā un otrā punktos aizrādītos apstākļus var konstatēt pēc sekošiem zemāk uzskaitītiem dokumentiem : personas apliecības, pases un krustamās zīmes, cik šāis dokumentos noteikti apzīmēta attiecīgās personas vai viņas vecāku piederība vienai vai otrai lauku, pilsētas vai kārtu sabiedrībai Latvijas (Ukraines) teritorijas robežās. Līdzīgu dokumentu iztrūkšanas gadījumā, tiesības uz Latvijas (Ukraines) pilsonību var pierādīt ar citiem dokumentiem, piemēram : apliecību par izglītību, agrākā dienesta gaitas sarakstu, apliecību par piederību kaŗaklausības iecirkņiem, kvītēm par sabiedrisko nodokļu nomaksu (Latvijas pilsoņiem līdz 1914. gada 1. augustam izdotiem), izvilkumiem no kārtu grāmatām, oficialām uzziņām, ko izdod abu līdzēju pusu valdības un sabiedriskās iesādes, kuŗām pēc Latvijas (U. S. P. R.) likumiem ir tiesības izdot līdzīgas uzziņas.

1. *piezīme* pie 3. punkta. Attiecīgas personas piederību vienai vai otrai lauku, pilsētu vai kārtu sabiedrībai Latvijas (U. S. P. R.) teritorijas robežās var pierādīt arī liecinieku izteicieniem, kas apstiprināti no valdības un sabiedriskām iestādēm, kuŗām pēc Latvijas (U. S. P. R.) likumiem ir tiesības izdot līdzīgas uzziņas, ja būs pierādīts, ka iestādes aktis un dokumenti iznīcināti ar ugunsgrēku, kaŗa darbību u. t. t.

2. *piezīme* pie 3. punkta. Latvieši (ukraiņieši) pēc tautības optē Latvijas (Ukraines) pilsonību uz nacionalās iezīmes pamata. Tadēļ iepriekšējā punktā uzskaitīto dokumentu iztrūkšanas gadījumā viņiem iespējams optēt Latvijas (Ukraines) pilsonību savu tautību konstatējot kādiem citiem pierādījumiem.

4. Pieteikumi par Latvijas (Ukraines) pilsonības optaciju līdz ar 3. punktā minētiem dokumentiem jāiesniedz uz Latvijas (Ukraines) attiecīgā apgabala konsula vārdu. Pieteikuma noraksts, kā arī Tautas Tiesneša vai notara apstiprinātie pieteikumam klātpielikto dokumentu noraksti vienā un tai pašā laikā jāiesniedz : U. S. P. R. Gubernas Izpildu Komitejas Pārvaldes nodaļai, bet Latvijā — Aprinķa un Pilsētu Pārvaldes organiēm pēc optanta dzīves vietas.

1. *piezīme* pie 4. punkta. Abus eksemplarus, kā arī dokumentu norakstus var iesniegt Gubernas Izpildu Komitejas Pārvaldes nodaļai un Aprinķa vai Pilsētu Pārvaldēm, pie kam pēdējās abus eksemplarus nekavējoties nosūta pēc piederības.

2. *piezīme* pie 4. punkta. Gadījumā, ja optanti nodevuši Latvijas (U. S. P. R.) valdības vai sabiedriskām iestādēm savus vecos dokumentus, bet vietā dabuŗuši jaunus, kuŗi nenoteic viņu tiesības optēt Latvijas (U. S. P. R.) pilsonību, tad optantiem ir tiesība dabūt atpakaļ savus vecos dokumentus, nododot dabūtos viņu vietā.

3. *piezīme* pie 4. punkta. Gadījumā, ja no dokumentiem, kuŗi atrodas konsulatā, nav skaidri redzamas attiecīgā apgabala (aprinķa) personu tiesības optēt Ukraines (Latvijas) pilsonību, tad optantu grupām ir tiesība, ar Pārvaldes organu atļauju (Aprinķa Izpildu Komitejas Pārvaldes nodaļu) sūtīt uz konsulatu savu pilnvaroto, lai noskaidrotu optācijas lietas apstākļus.

5. Iestāde, kuŗa pieņēmusē optācijas pieteikumus, izdod iesniedzējam par to attiecīgo apliecību, kuŗu viņam atņēm pie nacionalās pases izdošanas.

6. Pieteikumu un dokumentu noraksti, kuŗus iesniedz Pārvaldes nodaļās (Aprinķu vai Pilsētu Pārvaldes organos), pēdējās nekavējoties nosūta lekšlietu ministrijai (Tautas Komisariatam).

7. Personas, kuras iesniegušas pieteikumu par optaciju, ar to vēl neiegūst viņu izvēlētas pilsonības tiesības.

Ja persona, kuŗa iesniegusi pieteikumu par optaciju, apmierina ša panta 1. un 2. punkta prasības, konsularais vai cits kāds tās valsts oficialais priekšstāvis, kuŗas labā notiek optacija, taisa par to lēmumu, par ko sūta Ārlietu ministrijai (Tautas Komisariatam) apliecību kopā ar optanta dokumentiem. Ārlietu ministrija (Tautas Komisariats) mēneša laikā pēc iesniegšanas dienas vai nu paziņo minētam priekšstāvim savu nepiekrīšanu viņa lēmumam, un tad jautājumu izšķir

(Латвии) и их дети, не достигшие 18-ти лет, автоматически признаются гражданами Латвии (У. С. С. Р.), в случае, если ими не будет сделано противного заявления и если между супругами не состоялось особого соглашения относительно гражданства их детей.

3. Указанные в пунктах 1 и 2 обстоятельства могут быть констатируемы нижеперечисленными документами: видом на жительство, паспортом и метрикой, поскольку в таковых документах точно обозначена принадлежность данного лица или его родителей к тому или другому сельскому, городскому или сословному обществу на Латвийской (Украинской) территории. В случае отсутствия подобных документов право на Латвийское (Украинское) гражданство может быть доказано иными документами, как-то: свидетельством об образовании, формулярным списком о прежней службе, свидетельством о приписке к призывному участку, квитанциями об уплате общественных сборов (для Латвийских граждан — выданными до 1-го августа 1914 года), выписками из сословных книг официальных справками, выдаваемыми правительственными и общественными учреждениями обеих договаривающихся сторон, кои по законам Латвии (У. С. С. Р.) имеют право выдавать подобные справки.

Примечание 1 к пункту 3-му. Принадлежность данного лица к тому или другому сельскому, городскому или сословному обществу на территории Латвии (У. С. С. Р.) может быть доказана и свидетельскими показаниями, удостоверенными правительственными и общественными учреждениями, кои по законам Латвии (У. С. С. Р.) имеют право выдавать подобные справки, если будет установлено, что дела и документы учреждения уничтожены пожаром, военными действиями и т. п.

Примечание 2 к пункту 3-му. Латыши (Украинцы) по национальности оптируют гражданству Латвии (Украины) на основании национального признака. Поэтому в случае отсутствия у них документов, перечисленных в предыдущем пункте, оптация Латвии (Украины) возможна путем установления их национальности каким либо иным доказательством.

4. Заявления об оптации Латвийского (Украинского) гражданства подаются на имя Латвийского (Украинского) консула данного района, с приложением указанных в пункте 3 документов. Копии заявления, а равно и заверенные Народным судьей или нотариусом копии прилагаемых к заявлению документов, одновременно представляются: в У. С. С. Р. в отдел Управления Губисполкома, а в Латвии — в уездные или городские органы управления, по месту жительства оптанта.

Примечание 1 к пункту 4-му. Оба экземпляра, а также копии документов, могут подаваться в отдел управления губернского исполкома и уездные или городские органы управления, при чем последние немедленно отсылают оба экземпляра по принадлежности.

Примечание 2 к пункту 4-му. В случае, если оптантами были сданы в правительственные или общественные учреждения У. С. С. Р. (Латвии) их старые документы, а взамен получены новые, не устанавливающие их право на оптацию Латвийского (Украинского) гражданства, то оптанты имеют право получить обратно свои старые документы, сдав полученные взамен их.

Примечание 3 к пункту 4-му. В случае, если из документов, имеющихся в Консульстве неясно вытекает право лиц данной области (уезда) на оптирование Латвийского (Украинского) гражданства, то группы оптантов имеют право послать своего доверенного в Консульство, с разрешения отделов управления уездных исполкомов (уездных или городских органов управления), для выяснения обстоятельств по делам оптации.

5. Учреждение, принявшее оптационное заявление, выдает заявителю о том соответствующее удостоверение, которое отбирается у него при выдаче ему национального паспорта.

6. Копии заявлений и документов, подаваемых в уездные или городские органы управления (отделы управления), последними немедленно препровождаются в Министерство (Народный Комиссариат) Внутренних Дел.

7. Лица, сделавшие заявление об оптации, не приобретают этим еще прав избираемого гражданства.

Если лицо, сделавшее заявление об оптации, удовлетворяет требованиям пунктов 1 и 2 настоящей статьи, консульский или иной официальный представитель государства, в пользу которого совершается оптация, составляет о сем постановление, о чем препровождает в Министерство (Народный Комиссариат) Иностранных Дел, в течение месячного со дня передачи срока, либо сообщает означенному представителю свое несогласие с его постановлением, и тогда вопрос разрешается Сме-

Jauktā Komisija, kuŗa sastādīta no abu līdzēju pusu vienlīdzīga skaita, vai arī atzīst priekšstāvja lēmumu un nosūta pēdējam dokumentu par optanta izstāšanos no agrākās pilsonības ar visiem citiem viņa dokumentiem, izņemot personas apliecību. Ārlietu ministrijas (Tautas Komisariāta) paziņojuma nesāņemšana mēneša laikā ātzīstama kā piekrišana priekšstāvja lēmumam.

Gadījumā, ja optants apmierina visas šī panta 1. un 2. punktā uzrādītās prasības, — valstij, kuŗas labā notiek optacija, nav tiesības noraidīt optanta uzņemšanu savā pilsonībā, bet valstij, kuŗā attiecīgā persona dzīvo, nav tiesības liegt izstāšanos no viņas pilsonības.

Konsularam vai kādam citam oficialam tās valsts priekšstāvim, kuŗas labā notiek optacija, jātaisa lēmums ne vēlāk, kā divu mēnešu laikā no optācijas pieteikuma saņemšanas dienas.

8. Pilsoņi kuŗi atrodas zem tiesas vai izmeklēšanas, vai arī izcieš sodu par izdarītu sodamu nedarbu, iesniedz pieteikumus par optaciju caur tām iestādēm, kuŗu rīcībā viņi atrodas.

Lēmums par minētiem pieteikumiem ir jātaisa attiecīgiem konsulātiem mēneša laikā pēc pieteikuma saņemšanas konsulatā.

9. Katras līdzējas puses valdība apņemas personām, kuŗas optējušas otras puses pilsonību, dot iespēju gada laikā no pilsonības optācijas dienas, izbraukt uz dzimteni; aprādītā laikā personām, kuŗas optējušas pilsonību, jāatstāj tās zemes robežas, kuŗā zemē viņas dzīvojušas.

Piezīme. Gadījumā, ja personai, kuŗa optē otras puses pilsonību, aiz no viņas neatkarīgiem apstākļiem nav iespējams izbraukt gada laikā, šo termiņu var pagarināt ar ikreizeju atsevišķu atļauju.

10. Personas, kuŗas nobeigušas optaciju, kā arī tās, kuŗas seko viņu pilsonībai, patur savas tiesības uz kustamu un nekustamu mantu likumu robežās, kādi pastāv tanī valstī, kuŗa viņas dzīvo. Aizbraucot viņam ir tiesība visu savu mantu likvidēt vai izvest viņu sev līdz, saskaņā ar noteikumiem, kādi apzīmēti šā līguma 1. pielikumā. Mantas izvešana atsvabināta no visiem muitas un citiem nodokļiem.

Piezīme. Gadījumā, ja optants nav spējīgs gada laikā likvidēt savu mantu, viņam ir tiesība paturēt viņu un izvest viņu vēlāk, kad uzlabosies transports.

11. Tie, kuŗi nobeiguši optaciju, bauda visas tiesības un priekšrocības, kādas piešķirtas U. S. P. R. ārzemniekiem (kas optējuši Ukraines pilsonību — Latvijā).

Piezīme. No brīža, kad viņi ieskaitīti ešelonā izbraukšanai uz Latviju, viņi atsvabinas no visām valsts un municipāla rakstura klausībām.

V

Pasaules kaŗa bēgļiem, kā arī abu līdzēju pusu pasaules kaŗa dalībniekiem, kuŗi vēlas atgriesties savā tēvijā, jādod iespēja atgriesties visātrākā laikā.

Bēgļi un pasaules kaŗa dalībnieki, kuŗi vēlas atgriesties dzimtenē, automatiski tiek atzīti par attiecīgās puses pilsoņiem.

Šā panta izpildīšanas kārtība, zīmējoties uz Latvijas pilsoņiem, noteikta ar atsevišķu konvenciju.

VI

Ukraines Socialistiskās Padomju Republikas teritorija pārcietuse vairākas svešzemju okupācijas, un U. S. P. R. valdība nevar nest atbildību par pasaules kaŗa laika viņas robežās no Latvijas Republikas tagadējās teritorijās evakuētās mantas neaizkaŗamību, bet tomēr U. S. P. R. valdība tura par iespējamu uz savu rēķinu atdot un nodot Latvijas valdībai :

шанной комиссией, составленной из равного количества членов от обоих договаривающихся сторон, либо признает постановление представителя и препровождает последнему документ о выходе лица оптировавшего из прежнего гражданства, со всеми другими его документами, кроме вида на жительство. Неполучение сообщения Министерства (Народного Комиссарната) Иностраннных Дел в месячный срок признается за согласие с постановлением представителя.

В случае, если оптируемый удовлетворяет всем указанным в пунктах 1 и 2 настоящей статьи требованиям — государство, в пользу которого совершается оптация, не имеет право отказать в принятии в гражданство оптирующему, а государство, в котором данное лицо проживает, не имеет права отказать в выходе из гражданства.

Консульский либо иной официальный представитель государства, в пользу которого совершается оптация, должен вынести решение не позже, чем в двухмесячный срок со дня получения заявления об оптации.

8. Граждане, находящиеся под судом или следствием или отбывающие наказание за совершенные преступные деяния, подают заявления об оптации через посредство тех учреждений, в распоряжении которых они находятся.

Заключение по означенным заявлениям должно быть дано соответствующими консульствами в месячный срок со дня получения заявления в консульстве.

9. Правительство каждой из договаривающихся сторон обязуется предоставить лицам, оптировавшим гражданство другой стороны, возможность, в течение одного года со дня оптации гражданства, выехать на родину; в течение указанного срока, лица, оптировавшие гражданство должны покинуть пределы страны, в которой они жили.

Примечание. В случае, если лицо, оптировавшее гражданство другой стороны, не в состоянии, по независимым от него обстоятельствам, выехать в годичный срок, этот срок может быть продлен, с особого на каждый раз разрешения.

10. Лица, закончившие оптацию, а также те, кто следует их гражданству, сохраняют свои права на движимое и недвижимое имущество, в пределах законов, существующих в том государстве, где они проживают. При выезде они вправе все свое имущество ликвидировать или вывезти с собою, согласно правил, установленных в приложении 1 к настоящему договору. Вывоз имущества освобождается от всяких пошлин и обложений.

Примечание. В случае, если оптант не в состоянии в годичный срок ликвидировать свое имущество, он имеет право сохранить и вывезти его впоследствии, при улучшении транспорта.

11. Закончившие оптацию пользуются всеми правами и льготами, предоставленными иностранцам в У. С. С. Р. (для лиц оптирующих Украинское гражданство в Латвии).

Примечание. С момента зачисления в эшелон на выезд в Латвию они освобождаются от всех повинностей государственного и муниципального характера.

Статья 5.

Беженцам мировой войны, равно и участникам войны обеих договаривающихся сторон, желающим вернуться в свое отечество, должна быть предоставлена возможность возвращения в кратчайший срок.

Беженцы и участники мировой войны, желающие вернуться на родину, автоматически признаются гражданами соответствующей страны.

Порядок выполнения сей статьи в отношении граждан Латвии определяется особой конвенцией.

Статья 6.

Территория Украинской Социалистической Советской Республики перенесла несколько иностранных оккупаций и Правительство У. С. С. Р. не может отвечать за целостность имущества, эвакуированного в ее пределы во время мировой войны с территории, входящей ныне в состав Латвийской Республики, но тем не менее, Правительство У. С. С. Р. считает возможным возратить за свой счет в Латвию и передать Латвийскому Правительству :

1. Pilsētu un vietējo pašvaldības iestāžu, kā arī religiozu un Latvijas labdarīgu biedrību mantu, kuŗa izvesta no Latvijas teritorijas pasaules kara laikā no 1914.—1917. g., gadījumā, ja ta atrodas tagad U. S. P. R. valdības vai sabiedrisku iestāžu zināšanā.

2. Tiesu un valdības aktis, tiesu un valdības arhivus, ieskaitot notaru arhivus, hipoteku un zemes grāmatu nodaļu arhivus, kara resora arhivus, visu konfesiju garīgā resora arhivus, mērniecības, zemes ierīcības, mežu, dzelzsceļu, šoseju, pasta-telegrafa un citu iestāžu arhivus un planus, Viļņas kara apgabala poligrafiskās un topografiskās nodaļu planus, zīmējumus un kartes, ciktāl viņi attiecas uz Latvijas valsts teritoriju, vietējo muižniecības un zemniecības banku, Valsts bankas nodaļu un visu citu kredīta kooperatīvu, Latvijas savstarpējas apdrošināšanas iestāžu arhivus, ciktāl aprādītie priekšmeti izvesti no Latvijas robežām laikā no 1914.—1917. g. un izrādīsies U. S. P. R. valdības vai sabiedrisko iestāžu zināšanā.

3. Visādus privātiestāžu arhivus un darbvedības, kā arī dokumentus par mantu, kuŗi attiecas uz Latvijas teritoriju, piemēram : pirkšanas un iekļāšanas līgumus, nomas līgumus, visādu veidu naudas obligācijas, ķiluzīmes, kas izlaistas uz Latvijas teritorijas u. t. t., kuŗām ir nozīme Latvijas pilsoņu savstarpējo manttiesisko attiecību noteikšanai, ciktāl minētie priekšmeti izvesti no Latvijas robežām laikā no 1914.—1917. g. un atradīsies U. S. P. R. valdības un sabiedrisko iestāžu zināšanā.

4. U. S. P. R. teritorijas robežās esošās, no Latvijas teritorijas laikā 1914.—1917. g. evakuetās mācības iestādes un viņu mantu.

5. Pasaules kara laikā no 1914.—1917. g. no Latvijas robežām izvestos arhivus, bibliotēkas, muzejus un mākslas darbus, ciktāl viņi atrodas vai izrādīsies U. S. P. R. valdības iestāžu zināšanā.

Piezīme pie 5. punkta. Abas valdības vienojas savstarpēji atdot arhivus, bibliotēkas, muzejus, mākslas darbus, kuŗiem Latvijai (Ukrainei) ir svarīga zinātniska, mākslinieciska vai vēsturiska nozīme, un kuŗi izvesti no Latvijas uz Ukraini (no Ukraines uz Latviju) iepriekš pasaules kara, ciktāl viņi ir Latvijas (Ukraines) tautas radīti un ciktāl viņu atdalīšana nedarīs jūtamu iztrūkumu Latvijas (Ukraines) arhīvos, bibliotēkās, muzejos, gleznu galerijās, kuŗos viņus uzglabā.

Jautājumi, kuŗi attiecas uz šo atdalīšanu, izšķīrāmi Jauktajā komisijā.

VII

Lai izpildītu ša līguma 6. pantā aprādītos noteikumus, U. S. P. R. valdība apņemas dot Latvijas valdībai visas attiecīgās uzziņas un ziņas un visādi veicināt atdodamās mantas, arhīvu, dokumentu u. c. uzmeklēšanu. Šīnī lietā rodošos jautājumu tuvāko nokārtošanu uzdod atsevišķai Jauktai komisijai ar vienlīdzīgu locekļu skaitu no abām līdzējām pusēm.

VIII

U. S. P. R. valdība apņemas :

1. Piešķirt Latvijas pilsoņiem — nenacionalizēto uzņēmumu īpašniekiem — tiesības turpīnāt viņus vadīt un pārvaldīt apzīmētos uzņēmumus un saņemt no tiem ienākumus, ievērojot dekretus un nosacījumus, kādi šīnī lietā pastāv U. S. P. R.

2. Piešķirt Latvijas pilsoņiem tiesības likvidēt viņiem piederošos nenacionalizētos uzņēmumus, nododot viņus citām personām vai iestādēm, ar noteikumu u zturēt uzņēmumu neaizkartību un darba spējīgumu un ar tās iestādes ziņu, kuŗā pārvedamie uzņēmumi registreti.

3. Piešķirt Latvijas pilsoņiem pie transporta apstākļu uzlabošanās un normalu tirdzniecisku attiecību nodibinašanās starp U. S. P. R. un Latviju tiesības evakuet nenacionalizētos uzņēmumus. Evakuācija notiek uz uzņēmumu īpašnieku rēķīnu.

1. Имущество городских и местных самоуправлений, а также религиозных и латвийских благотворительных обществ, вывезенное с территории Латвии во время мировой войны 1914 по 1917 г. в случае, если таковое находится в настоящее время в ведении правительственных или общественных учреждений У. С. С. Р.

2. Судебные и правительственные дела, судебные и правительственные архивы, в том числе архивы нотариусов, архивы ипотечных и крепостных отделений, архивы военного ведомства, архивы духовных ведомств всех вероисповеданий, архивы и планы межевых, землеустроительных, лесных, железнодорожных, шоссеиных, почтово-телеграфных и других учреждений, планы, чертежи и карты полиграфического и топографического отделов Виленского военного округа, поскольку они относятся к территории Латвийского Государства, архивы местных отделений Дворянского и Крестьянского банков, отделений Государственного банка и всех других кредитно-кооперативных и взаимного страхования учреждений Латвии с 1914 по 1917 г.г. поскольку указанные предметы были вывезены из пределов Латвии с 1914 по 1917 г.г. и окажутся в ведении правительственных или общественных учреждений У. С. С. Р.

3. Всякого рода архивы и делопроизводства частных учреждений, а также имущественные документы, относящиеся к территории Латвии, как-то: купчие и закладные крепости, арендные договоры, всякого рода денежные обязательства, закладные листы, выпущенные на территории Латвии и т. д., имеющие значение для определения имущественно-правовых отношений латвийских граждан между собою, поскольку указанные предметы были вывезены из пределов Латвии с 1914 по 1917 г.г. и окажутся в ведении правительственных и общественных учреждений У. С. С. Р.

4. Находящиеся на территории У. С. С. Р. учебные заведения и их имущество, эвакуированные с территории Латвии с 1914 по 1917 г.г.

5. Архивы, библиотеки, музеи, художественные произведения, вывезенные из пределов Латвии во время мировой войны 1914 по 1917 г.г. и поскольку они находятся или окажутся в ведении правительственных учреждений У. С. С. Р.

Примечание к пункту 5-му. Оба Правительства соглашаются взаимно возвратить архивы, библиотеки, музеи и художественные произведения, имеющие для Латвии (Украины) существенное, научное, художественное или историческое значение и вывезенные из пределов Латвии в Украину (из Украины в Латвию) до мировой войны, поскольку они являются созданием латвийского (украинского) народа и поскольку выдел их не причинит существенного ущерба Латвийским (Украинским) архивам, библиотекам, музеям, картинным галлерейм, в коих они хранятся.

Вопросы, относящиеся к этому выделу, подлежат разрешению Смешанной Комиссии.

Статья 7.

Для выполнения указанных в ст. 6 настоящего договора условий Правительство У. С. С. Р. обязуется давать Правительству Латвии все относящиеся сюда справки и сведения и оказывать всякого рода содействие при розыске возвращаемого имущества, архивов, документов и пр. Ближайшее регулирование возникающих по сему предмету вопросов возлагается на Особую Смешанную Комиссию с равным числом членов от обоих договаривающихся сторон.

Статья 8.

Правительство У. С. С. Р. обязуется:

1. Предоставить право латвийским гражданам-владельцам ненационализированных предприятий продолжать руководить и управлять означенными предприятиями и извлекать из них доходы с соблюдением декретов и правил, существующих на сей предмет в У. С. С. Р.

2. Предоставить Латвийским гражданам право ликвидировать принадлежащие им ненационализированные предприятия путем передачи другим лицам или учреждениям, при условии сохранения цельности и работоспособности предприятия и с ведома учреждения, на учете коего передаваемые предприятия находятся.

3. Предоставить Латвийским гражданам, при улучшении условий транспорта и установлении нормальных торговых взаимоотношений между У. С. С. Р. и Латвией, право эвакуировать ненационализированные предприятия.

Эвакуация производится за счет владельцев предприятий.

Piezīme. Latvijas Priekšstāvībai ir tiesības caur Ārlietu Tautas Komisariatu ierosināt pie Ukraines Tautas Saimniecības Padomes atsevišķu Latvijas pilsoņiem piederošo uzņēmumu nacionalizācijas jautājumu jaunu caurlūkošanu, pie kam Ukraines Tautas Saimniecības Padomes lēmums nav turpmāk pārspriežams.

IX.

Ukraines Socialistiskās Padomju Republikas valdība apņemas norēķināties ar Latvijas Demokrātiskās Republikas valdību par rekvizīcijām, kuŗas izdarītas pie Latvijas pilsoņiem no Padomju orgāniem, kuŗiem ir tiesība izdarīt rekvizīcijas, izņemot rekvizīciju gadījumus, kuŗi paredzēti U. S. P. R. dekretos un lēmumos.

Piezīme. Visas atlīdzības prasības par izdarītām rekvizīcijām caurskatamas un izšķiramas no Jauktās komisijas, kuŗa sastādīta uz paritātes principiem.

X.

1. Līdzējas puses nekavējoties pēc šī līguma ratifikācijas ir ar mieru noslēgt tirdzniecības un tranzīta līgumus un pastatelegrāfa konvenciju.

2. Līdz tirdzniecības un tranzīta līguma noslēgšanai līdzējas puses vienojas, ka viņu ekonomiskās savstarpējās attiecības regulē sekošie principi :

- a) preces, kuŗas iet tranzīta ceļā caur līdzēju teritorijām, netiek apliktas ne ar kādiem nodevām un nodokļiem ;
- b) frakts tarifi par tranzīta precēm un precēm, kuŗas sūta no vienas līdzējas puses teritorijas uz otras teritoriju, nevar būt augstāki par frakts tarifiem par tādām pašām precēm vietējos sūtījumos.

Piezīme pie 2. punkta. Līdz tam laikam, kad iestāsies normali tranzīta noteikumi, attiecības starp Latviju un Ukraini regulē šie paši principi. Pārējos tranzīta noteikumos normē atsevišķas pagaidu vienošanās.

3. Latvijas un Ukraines tirdzniecības flotes abpusēji lieto līdzēju pusu ostas uz līdzīgām tiesībām.

4. Manta, kuŗa palikusēs pēc vienas līdzējas puses pilsoņa nāves uz otras puses teritorijas, pilnīgi nododama konsularā vai attiecīgā tās valsts priekšstāvja ziņāšanā, pie kuŗas piederēja mantojuma atstājējs, lai ar viņu rīkotos saskaņā ar tēvijas likumiem.

XI.

Diplomatiskie un konsularie sakari starp līdzējām pusēm nodibinami nekavējoties pēc šī līguma ratifikācijas.

Piezīme. Konsularā konvencija noslēdzama starp līdzējām pusēm trīs mēnešu laikā no šā līguma ratifikācijas dienas.

XII.

1. Pēc šī līguma ratifikācijas Latvijas valdība atsvabina Ukraines pilsoņus un tos, kuŗi optējuši Ukraines pilsonību, bet Ukraines valdība — Latvijas pilsoņus un tos, kuŗi optējuši Latvijas pilsonību, kā militāras tā civilās kārtas, no sodiem visās politiskās un disciplīnārās lietās, pie kam atsvabinātiem nekavējoties jāatstāj tās zemes robežas, kuŗ viņi dzīvojuši, kopā ar viņu ģimenēm,

Примечание. Латвийское представительство имеет право возбуждать ходатайство через Народный Комиссариат Иностранных Дел перед Украинским Советом Народного Хозяйства о пересмотре вопроса о национализации отдельных предприятий, принадлежащих латвийским гражданам, причем решение Украинского Совета Народного Хозяйства не подлежит дальнейшему обсуждению.

Статья 9.

Правительство Украинской Социалистической Советской Республики обязуется произвести расчет с Правительством Латвийской Республики за реквизиции, произведенные у латвийских граждан Советскими органами, имеющими право на производство реквизиций, за исключением случаев реквизиций, предусмотренных декретами и постановлениями Правительства У. С. С. Р.

Примечание. Все требования на расплату за произведенные реквизиции рассматриваются и решаются Смешанной Комиссией, составленной на паритетных началах.

Статья 10.

1. Договаривающиеся стороны немедленно по ратификации настоящего договора согласны заключить торговый и транзитный договоры и почтово-телеграфную конвенцию.

2. До заключения торгового и транзитного договора договаривающиеся стороны соглашаются, что экономические взаимоотношения между ними регулируются следующими принципами :

- а) товары, идущие транзитом через территории договаривающихся сторон, не облагаются никакими пошлинами и налогами ;
- б) фрахтовые тарифы на транзитные товары и товары отправляемые с территории одной из договаривающихся сторон на территории другой стороны, не могут быть выше фрахтовых тарифов на однородные товары местного назначения.

Примечание к пункту 2-му. До наступления нормальных условий транзита, взаимоотношения между Латвией и Украиной, регулируются этими же принципами. Прочие условия транзита нормируются особыми временными соглашениями.

3. Латвийский и Украинский торговые флоты взаимно пользуются гаванями договаривающихся сторон на равных правах.

4. Оставшиеся после смерти граждан одной из договаривающихся сторон на территории другой имущество передается полностью в ведение консульского или соответствующего представителя государства, которому принадлежал наследодатель, для поступления с оным согласно отечественным законам.

Статья 11.

Дипломатические и консульские сношения между договаривающимися сторонами устанавливаются немедленно после ратификации настоящего договора.

Примечание. Консульская конвенция должна быть заключена между договаривающимися сторонами в 3-х месячный срок со дня ратификации настоящего договора.

Статья 12.

1. После ратификации сего договора Латвийское Правительство освобождает Украинских граждан и оприходованных украинское гражданство, а Украинское Правительство — латвийских граждан и оприходованных латвийское гражданство, военного и гражданского званий, от наказаний по всем политическим и дисциплинарным делам, при чем освобожденные должны немедленно покинуть пределы страны, в которой они жили, вместе со своими семьями, если члены семьи пожелают следовать

ja ģimenes locekļi vēlēties sekot atsvabinātiem. Bet ja spriedumi šais lietās nav taisīti, šīs lietas izbeidzamas.

Amnestijas tiesības nebauda personas, kuŗas augšminētos sodamus nedarbus izdarījušas pēc šī līguma parakstīšanas.

Piezīme. Gadījumos, ja atsvabinamo personu uzturēšanās brīvā apdraudētu sabiedrisko kārtību, viņas nav atsvabinamas, bet izdodamas uz pretējās puses valdības pieprasījumu.

2. Personas, kuŗas atrodas izmeklēšanā vai zem tiesas, vai kuŗas aizturētas kā apsūdzētas, iepriekš šā līguma parakstīšanas izdarītos kriminālos noziegumos vai pārkāpumos, kā arī tās, kuŗas izcieš sodu par tādiem noziegumiem un pārkāpumiem, uz viņu valdības pieprasījumu nekavējoties izdodamas. Viņas izdodot, izdodami līdzī arī izmeklēšanas un tiesas materiāli.

XIII.

Publiski-tiesiska un privat-tiesiska rakstura jautājumus, kuŗi izceļas starp līdzēju pusu pilsoniem, kā arī atsevišķus jautājumus starp abām valstīm vai starp valstīm un otras puses pilsoniem, izšķir atsevišķa Jaukta komisija ar vienādu locekļu skaitu no abām pusēm, kuŗa nodibinama nekavējoties pēc šī līguma ratifikācijas, un kuŗas sastāvs, tiesības un pienākumi nosakami instrukcijām pēc abu līdzēju pusu vienošanās.

XIV.

Šis līgums sastādīts latvju, ukraiņu un krievu valodās. Viņu iztulkojot visi trīs teksti uzskatām kā autentiski.

Šis līgums ir ratificējams un no ratifikācijas brīža stājas spēkā. Šā līguma ratifikācijai jānotiek sešu nedēļu laikā no parakstīšanas dienas.

Ratifikācijas grāmatu apmaiņai jānotiek Čaŗkovā. Visur, kur šai līgumā minēts līguma ratifikācijas brīdis, zem ta saprotams ratifikācijas grāmatu savstarpējās apmaiņas brīdis.

Šo apliecinot, abu pusu pilnvarotie šo līgumu pašrocīgi parakstīja un apstiprināja viņu saviem zīmogiem.

Originals sastādīts sešos eksemplaros un parakstīts Maskavas pilsētā.

1921. gada 3. augustā.

ERIC FELDMANIS.

Ev. SKIPSMA.

A. CHARITONOVSKI.

STARP LATVIJAS DEMOKRATISKO UN UKRAINES SOCIALISTISKO PADOMJU REPUBLIKĀM NOSLĒGTĀ LĪGUMA PIELIKUMS.

Laī izpildītu līguma 4. panta 10. punkta noteikumus, abas līgumslēdzējas puses vienājos sekošos noteikumos par optantu manīas izvešanu :

1. Optantu pa zemes ceļu un ar ārzemes kugiem no Latvijas (U. S. P. R.) jūras ostām izvedamās mantas kopējais svars, svara ziņā, nav aprobežojams.

Piezīme. Optanti, kuŗi brauc pa zemes ceļu, sastāda sarakstu par izvedamo mantu. Saraksts apstiprinams no Apriņķa Pārvaldes iestādēm (Apriņķa Izpolkoma). Sarakstā apzīmētās mantas pa ceļu līdz robežkontroles punktiem nav konfiscējamas nedz rekvizējamas.

за освобожденными. Если же приговоры по этим делам еще не состоялись, то производство по ним прекращается.

Не пользуются амнистией лица, совершившие вышеуказанные деяния после подписания сего договора.

Примечание. В случае если пребывание на свободе лиц, подлежащих освобождению, является угрозой общественному порядку то они не освобождаются, а могут быть по требованию Правительства противной стороны, переданы ему.

2. Лица, находящиеся под следствием или судом, либо задержанные по обвинению в совершенных до подписания сего договора уголовных преступлениях и поступках, а равно отбывающие наказание по таковым, выдаются немедленно по требованию их Правительства. При их выдаче одновременно выдаются соответствующие следственные и судебные материалы.

Статья 13.

Разрешение вопросов публично-правового и частного-правового характера, возникающих между гражданами договаривающихся сторон, а равно регулирование отдельных вопросов между обоими государствами или между государствами и гражданами другой стороны производится Особой Смешанной Комиссией с равным числом членов от обеих сторон, учреждаемой немедленно по ратификации настоящего договора, состав права и обязанности которой устанавливаются инструкцией по соглашению обоих договаривающихся сторон.

Статья 14.

Настоящий договор составлен в Латвийском, Украинском и Русском языках. При толковании его все три текста считаются аутентичными.

Настоящий договор подлежит ратификации и вступает в силу с момента ратификации.

Ратификация настоящего договора должна последовать в 6-ти недельный срок со дня его подписания.

Обмен ратификационными грамотами должен произойти в гор. Харькове.

Повсюду, где в настоящем договоре упоминается момент ратификации договора, под этим понимается момент взаимного обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение сего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящий договор и скрепили его своими печатями.

Подлинный в 6-ти экземплярах составлен и подписан в гор. Москве августа третьего дня тысяча девятьсот двадцать первого года.

КОЦЮБИНСКИЙ.

ПРИЛОЖЕНИЕ К ДОГОВОРУ МЕЖДУ ЛАТВИЙСКОЙ ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ И УКРАИНСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКАМИ.

В развитие постановления пункта 10 ст. 4 договора, обе договаривающиеся стороны установили следующие правила о вывозе имущества опантов :

1. Общий вес имущества вывозимого опантами, следующими гужем и на иностранных пароходах с морских портов Латвии (У. С. С. Р.), весовому ограничению не подлежит.

Примечание. Опанты, едущие гужем, составляют опись имущества вывозимого собой. Опись заверяется уездными органами управления (уездным исполкомом). Имущество внесенное в опись при следовании до пограничных контрольных пунктов никакой конфискации и реквизиции не подлежит.

2. Braucot pa dzelzsceļu bagažas kopējais svars, neieskaitot rokas bagažu, nedrīkst būt lielāks par 10 pudiem uz katra cilvēka.

1. *piezīme.* Specialu profesiju personām, kā : strādniekiem, amatniekiem, zemkopjiem, mediķiem, māksliniekiem, zinību vīriem, muzikantiem u. taml., atļauts vest sev līdz, ar katrā gadījumā no finansu ministrijas (Narkomvņeštorga) izdotu atsevišķu atļauju, viņu profesionālai darbībai vajadzīgos priekšmetus virs noteiktās svara normas.

2. *piezīme.* Noslēdzot dzelzsceļu konvenciju, Latvijas (Ukraines) valdība var ierosināt jautājumu par īpašuma pārvešanu ar Latvijas (Ukraines) Republikas līdzekļiem virs ša pielikuma otrā punktā noteiktās normas.

3. *piezīme.* Braucamā maksa un maksa par mantas pārvešanu, ja optanti nebrauc bēgļu ešelonos, sedzama no pašiem optantiem.

3. Nav atļauts izvest :

a) jebkāda izlaiduma papīra naudu, kura atrodas likumīgā apgrozībā Latvijā un (U. S. P. R.) vairāk par 100.000 rbļ. uz cilvēka. Izvest sumas, kas augstākas par 100 000 rubļiem, var vienīgi ar centralu finansu iestāžu atļauju ;

b) zelta un platina lietas, virs 25 zolotņikiem svarā ikkatru, zelta un platina izstrādājumus, pārāk par 25 zolotņikiem kopējā svarā uz cilvēka, un sudraba izstrādājumus, pārāk par 5 mārciņām uz cilvēka.

Piezīme. Zelta un sudraba pulksteņus ar ķēdēm un laulības gredzenus, sudraba portsigarus un sudraba dāmu portmonejus atļauts izvest pa vienam priekšmetam uz katru pieaugušu cilvēku, pie kam šo priekšmetu svars ša panta noteiktajā normā neietilpst.

c) dārgakmeņus neapstrādātā veidā ;

d) visāda veida dārgakmeņu izstrādājumus (dimantu, briljantu, safīru, smaragdu, rubīnu u. c.), kuŗu kopējais svars sniedzas pāri par vienu karatu. Tas pats attiecināms uz ištājām pērlēm ;

e) šujamās mašīnas vairāk par vienu uz ģimeni ;

f) priekšmetus ar māksliniecisku vai vēsturisku vērtību, vai senātnes priekšmetus ;

Piezīme. Gadījumā, ja atsevišķi « f » punktā atzīmētie priekšmeti uzskatāmi par ģimenes piemiņu un nevis kā ietilpstoši kolekcijā, tad viņu izvešana atļaujama.

g) uzturas līdzekļus, pārāk par 40 mārciņām uz ikkatru cilvēku, to starpā : pārāk par 18 mārc. miltu vai maizes, 8 mārc. gaļas produktu, 4 mārc. piena produktu un 10 mārc. pārtikas līdzekļu, starp tiem : cukuru vairāk par 1 mārc. un tēju vairāk par ¼ mārc.

h) smēķējamo materialu pārāk par 500 papirosiem vai ½ mārc. tabakas uz cilvēku, vecāku par 18 gadiem ;

i) ziepes — vairāk par 1 gabalu tualetes ziepes uz katru cilvēku un 1 mārc. vienkāršas ziepes uz ģimeni ;

k) visāda veida procentu, dividendu, obligāciju papiŗus, tāpat vekselus, transporta kvītes, varanta apliecības, aktis un citādus veikāla dokumentus, kuŗu izvešanai nav dabūta sevišķa atļauja no tās valsts Centrālām Finanšu iestādēm, no kurienes tos izved ;

Piezīme. Vērts, naudas un citiem dokumentiem, kuŗi uzskaitīti « k » punktā un kuŗi attiecas tikai uz Ukraines teritoriju (tāpat kā izceļotājiem no U. S. P. R. — uz Latvijas teritoriju), nav liekami, tos izvedot, nekādi šķēršļi.

l) drukas lietas, kuŗu saraksti nav apstiprināti no kaŗa cenzuras ;

Piezīme. Mācības grāmatas un grāmatas latviešu (ukrainiešu) valodā, kuru saraksts apstiprināts no Apriņķu skolas Padomēm (Tautas Izglītības Guberņu nodaļām), atļauts izvest bez kaŗa cenzuras vizas.

2. При следовании по железной дороге общий вес багажа, кроме ручного не должен превышать 10-ти пудов на каждое лицо.

Примечание 1. Лицам специальных профессий, как-то: рабочим, ремесленникам, земледельцам, медикам, художникам, ученым, музыкантам и т. п. разрешается брать с собою предметы необходимые им для их профессиональной деятельности, свыше установленной нормы веса по особому в каждом случае разрешению Министерства Финансов (Наркомвнешторга).

Примечание 2. При заключении железнодорожной конвенции Латвийскому (Украинскому) Правительству предоставляется возбудить вопрос о перевозке имущества средствами Латвийской (Украинской) Республики сверх норм определенных в пункте 2-м сего приложения.

Приложение 3. Проезд опантов и провоз их имущества, если опанты не следуют в беженских эшелонах, оплачивается опантами.

3. К вывозу не допускается ;

- а) бумажные деньги любого выпуска из имеющих законное хождение в Латвии и У. С. С. Р. свыше ста тысяч рублей на одно лицо. Вывоз сумм свыше ста тысяч рублей на одно лицо допускается лишь с разрешения центральных финансовых органов ;
- б) золотые и платиновые вещи, весом свыше 25-ти золотников каждая, золотые и платиновые изделия, превышающие общий вес 25 золотников на одно лицо, и изделия из серебра, превышающие 5 фунтов на одно лицо ;

Примечание. Золотые и серебряные часы с цепочками и обручальные кольца, серебряные портсигары и серебряные дамские портмоне разрешаются к вывозу по одной штуке на взрослое лицо, при чем вес этих предметов не включается в норму, установленную настоящим пунктом.

- в) драгоценные камни в неотделанном виде ;
- г) изделия из всякого рода драгоценных камней (алмазов, бриллиантов, сапфиров, изумрудов, рубинов и других), общий вес которых превышает 1 карат. Тоже относится к жемчугу ;
- д) швейные машины свыше одной на семью ;
- е) предметы, имеющие художественную или историческую ценность, или предметы старины ;

Примечание. В случае, если отдельные предметы из указанных в пункте «е» являются семейной памятью и не составляют коллекции, то они допускаются к вывозу.

- ж) предметы продовольствия в количестве свыше 40 фунтов на каждого человека, в том числе свыше 18 фунтов муки или хлеба, 8 фунтов мясных продуктов, 4 фунтов молочных продуктов и 10 фунтов прочих съестных припасов, в том числе сахару свыше одного фунта и чаю $\frac{1}{4}$ фунта ;
- з) табачные изделия свыше 500 шт. папирос или $\frac{1}{2}$ фунта табаку на лицо старше 18 лет ;
- и) мыло свыше одного куска туалетного на каждое лицо и одного фунта обыкновенного на семью ;
- к) всякие процентные, дивидендные и облигационные бумаги, а равным образом векселя, транспортные квитанции, варрантные свидетельства, акты и прочие деловые документы, на вывоз коих не получено специального разрешения от центральных финансовых органов той страны из пределов которой они вывозятся ;

Примечание. Ценные, денежные и другие документы, перечисленные в пункте «к» имеющие отношение только к территории Украины (а для выезжающих из У. С. С. Р. к территории Латвии), разрешаются к вывозу беспрепятственно.

- л) печатные произведения, списки коих не заверены военной цензурой ;

Примечание. Учебники и книги на Латышском (Украинском) языке допускаются к вывозу по спискам утвержденным уездными школьными советами (губернскими отделами народного образования) без визы военной цензуры.

- m) fotografijas, aktis, dokumentu un visāda veida papirus, izņemot tos, kas atzīmēti « f » un « k » punktos, kuŗiem nav atzīmējumu par to, ka ir caurskatīti no kara cenzuras ;
- n) manufakturas, gatavas drēbes, metalus un metala izstrādājumus, kažoku, ādas, galanterijas un citus priekšmetus, kas nodomāti tirdniecībai un nevis personīgai lietošanai ;
- o) citu valstu valutu bez atsevišķas Centralu Finanšu iestāžu atļaujas ;
- p) ieročus, kara municijas priekšmetus un lauka tāļskatus ;

Piezīme. Profesionāliem medniekiem, izceļojot uz Latviju (Ukrainu) atļauts, ar katrā gadījumā atsevišķi izdotu atļauju, izvest sev līdz vienu mednieku flinti ar piederumiem ;

- q) galerijas, krājumus un kolekcijas, kuŗiem mākslinieciska nozīme, bez atsevišķas Izglītības ministrijas (Tautu Komisariāta) atļaujas.

4. Pa dzelzsceļu, līdz tam laikam, kamēr transporta līdzekļi nebūs uzlabojušies, nav atļauts izvest : grūti pārvedamas mebeles, neizjaucamā veidā, ekipažas, ratus, kamanas, dzīvulinventāru, mašīnu sastāvdaļas, smagus fizikaliskus un chirurgiskus rīkus un citus neērti pārvedamus priekšmetus.

ERIC FELDMANIS.

Ev. SKIPSNA.

A. CHARITONOVSKI.

- м) фотографии, акты, документы и всякого рода бумаги, за исключением указанных в пунктах «е» и «к», не снабженные пометкой о просмотре их военной цензурой ;
- н) мануфактура, готовое платье, металлы и изделия из них скорняжные, кожаные, галантерейные и другие предметы, предназначенные для торговли, а не для личного потребления ;
- о) валюта других государств без специального разрешения центральных финансовых органов ;
- п) оружие, предметы военного снаряжения и полевые бинокли ;

Примечание. Охотники, профессионалы, при выезде в Латвию (Украину) имеют право с особого на каждый раз разрешения, вывезти с собою по одному охотничьему ружью с принадлежностями.

- р) галереи, собрания и коллекции, имеющие художественное значение без специального разрешения Министерства (Народного Комиссариата) Просвещения.

4. К вывозу по железной дороге до улучшения транспорта не допускается : громоздкая мебель в неразобранном виде, экипажи, телеги и сани, живой инвентарь, составные части машин, громоздкие физические и хирургические приборы и другие громоздкие предметы.

КОЦЮБИНСКИЙ.

ТЕХТЕ УКРАЇНИЕН. — UKRAINIAN TEXT.

№. 442. — ДОГОВІР МІЖ УКРАЇНСЬКОЮ СОЦІЯЛІСТИЧНОЮ РАДЯНСЬКОЮ РЕСПУБЛІКОЮ И ЛАТВІЙСЬКОЮ ДЕМОКРАТИЧНОЮ РЕСПУБЛІКОЮ, ПІДПИСАНИЙ В М. МОСКВІ 3-го СЕРПНЯ 1921 РОКУ.

УКРАЇНСЬКА СОЦІЯЛІСТИЧНА РАДЯНСЬКА РЕСПУБЛІКА з одної сторони й ЛАТВІЙСЬКА ДЕМОКРАТИЧНА РЕСПУБЛІКА з другої, маючи тверде бажання встановити на засадах права й справедливости міцні основи для майбутніх взаємовідносин, що забезпечували б за обома державами й їх народами всі блага миру й доброго сусідства, вирішили з цією метою розпочати переговори й для цього призначили своїми уповноваженими :

УРЯД УКРАЇНСЬКОЇ СОЦІЯЛІСТИЧНОЇ РАДЯНСЬКОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Юрія Михайловича Коцюбинського.

УРЯД ЛАТВІЙСЬКОЇ ДЕМОКРАТИЧНОЇ РЕСПУБЛІКИ :

Ерика Ансовича Фельдмана,
Евальда Яковлевича Шкнпсна и
Олександра Васильовича Харитоновського.

Означені уповноважені, після взаємного пред'явлення своїх уповноважень, визнаних складеними в належній формі й у відповіднім порядку, погодилися на нижчелісуючим :

Артикул 1.

Українська Соціалістична Радянська Республіка й Латвійська Демократична Республіка, створені волею своїх народів, безоговорочно визнають одна одну самостійними, незалежними й суверенними державами з усіма випливаючими з такого визнання правними наслідками, в державних межах, які кождою з укладаючих Договір сторін встановлено в Росіїю й іншими сусідніми державами.

Україна й Латвія заявляють, що з колишньої належності їх земель і народів до Російської Імперії для обоих укладаючих Договір сторін не повстає ніяких взаємних зобов'язань.

Артикул 2.

Обидві укладаючі Договір сторони зобов'язуються :

1. Заборонити перебування на своїй території якого-будь війська, за винятком державного або війська дружніх держав, з котрими одною з укладаючих Договір сторін складено військовому конвенцію, але котрі не перебувають у фактичній стані війни з другою із укладаючих Договір сторін, рівно-ж заборонити в межах своєї території вербування й мобілізацію особистого складу до лав армій держав, організацій і груп, що ставлять собі метою збройну боротьбу з другою із укладаючих Договір сторін.

2. Не допускати створення й перебування на своїй території будь яких організацій і груп, що претендують на ролю правительства всієї території другої з укладаючих Договір сторін або частини її, рівно-ж правительств і урядових осіб, організацій і груп, що мають своєю метою повалення правительства другої з укладаючих Договір сторін.

3. Заборонити державам, що перебувають у фактичній стані війни з другою з укладаючих Договір сторін, і організаціям і групам, що мають своєю метою збройну боротьбу з другою із укладаючих Договір сторін, перевозку через свої порти й по всій території всього того, що може бути використано для нападу на другу з укладаючих Договір сторін, а саме : належних таким державам, орга-

низациям і групам збройних сил, військового майна, військово-технічних засобів і матеріалів гарматних, інтендантських, інженерних і повітроплавства.

4. За винятком випадків, передбачених міжнародним правом, заборонити перепуск і плавання в своїх територіальних водах яких-будь військових караблів, кононерок, миноносців і т. д., належних або організаціям і групам, що мають своєю метою збройну боротьбу в другою із укладаючих Договір сторін, або державами, що перебувають в другою із укладаючих Договір сторін в стані війни й мають своєю метою напад на другу сторону, коли подібні заміри стають відомими тій із укладаючих Договір сторін, до території котрої і відносяться ці територіальні води й порти.

Артикул 3.

Кожда в Укладаючих Договір сторін обов'язується визнавати й поважати прапор і герб сторони, як емблеми дружньої держави. Малюнки прапора і герба, рівно ж зміни, що в них вносяться, коли такі будуть, взаємно подаються дипломатичним шляхом.

Артикул 4.

1. а) Особи Української національності й б) всі інші, незалежно від їх національності, що мешкають на території Латвії й досягли 18-ти літнього віку, коли вони самі, або їх батьки буди до 1-го серпня 1914 року приписані до мійських, сільських або станових установ на території, що входить зарав у склад У. С. Р. Р. мають право, в роковий термін з громадянства Латвійського й оптувати громадянство Українське, при чому за їх громадянством ідуть діти молодші 18-ти років і дружина, коли нею не буде зроблено іншої заяви й коли між подружжям не відбулося окремої угоди що-до громадянства їх дітей.

2. а) Особи Латвійської національності й б) всі інші, незалежно від їх національності, що мешкають на території У. С. Р. Р. й досягли 18-ти літнього віку, коли вони самі або їх батьки буди до 1-го серпня 1914 року приписані до мійських, сільських, або станових установ на території, що входить зарав у склад Республіки Латвії, мають право, в роковий термін з дня ратифікації цього Договору, заявити про своє бажання вийти з громадянства Українського й оптувати громадянства Латвійське, при чому за їх громадянством ідуть діти молодші 18-ти років, дружина, коли нею не буде зроблено іншої заявки й коли між подружжям не відбулося окремої угоди що до громадянства їх дітей.

Примітка 1 до точки 1-ої й 2-ої. Діти, законно усиновлені перед підписанням цієї угоди, користуються при оптації всіма правами рідних дітей. Малолітні, яких опікається, або які хорі на ватажні хороби, нездатні до самостійного існування, йдуть за громадянством своїх опекунів. Правом оптацій користуються також вдови осіб, які мають це право згідно з точками 1-ою й 2-ою цієї угоди, а також вдови й розведені перед підписаннями цього Договору жінки громадян У. С. Р. Р. і Латвійської Республіки, коли вони доведуть свої права на оптацію згідно з ознаками, вказаними в тих самих точках, при чому неповнолітні діти вдов ідуть за громадянством матері, а діти розведеної жінки ідуть за її громадянством в тім випадку, коли діти ці згідно з актом про зламання шлюбу залишені на опікуванні матері.

Примітка 2 до точки 1-ої й 2-ої. Жінки Українських (Латвійських) громадян, що мешкають в У. С. Р. Р. (Латвії), які зарав перебувають на території Латвії (У. С. Р. Р.) і їх діти, що не досягли 18-ти років, автоматично визнаються громадянами У. С. Р. Р. (Латвії), в випадку, коли ними не буде зроблено іншої заяви й коли між подружжям не відбулося окремої угоди що до громадянства їх дітей.

3. Вказані в точках 1 й 2 обставини можуть бути стверджені нижче переліченими документами: посвідкою на мешкання, паспортом і метрикою, оскільки в таких документах точно означено приналежність данної особи чи її батьків до тої чи іншої сільської, мійської або станової установи на Українській (Латвійській) території. В випадку відсутности подібних документів право на Українське (Латвійське) громадянство може бути доведено іншими документами, як напр.: свідоцтвом про освіту, формулярним списом про минулу службу, свідоцтвом про приписку до прививного участка, квитами про виплату громадянських зборів (для Латвійських громадян — виданими до 1-го серпня 1914 року), виписками з станових книг, офіціальними справками, що видаються урядами й громадськими установами обох укладаючих Договір сторін, котрі згідно з законом У. С. Р. Р. (Латвії) мають право видавати подібні справи.

Примітка 1 до точки 3-ої. Приналежність данної особи до тої чи іншої сільської, мійської або станової установи на території У. С. Р. Р. (Латвії) може бути доведена й вказівками свідків, засвідченими урядовими й громадськими установами, котрі згідно з законами У. С. Р. Р. (Латвії) мають право видавати подібні справки, коли буде встановлено, що акти й документи установи знищено пожегом, військовими подіями і т. п.

Примітка 2 до точки 3-ої. Українці (Латиші) по національності оптують громадянство України (Латвії) на підставі національної ознаки. Тому в випадку відсутности у них документів, перерахованих у попередній точці, оптація ними громадянства України (Латвії) можлива шляхом встановлення їх національности яким-небудь иншим доказом.

4. Заяви про оптацію Українського (Латвійського) громадянства подаються на адресу Українського (Латвійського) консула данного району, в додатком зазначених в точці 3 документів. Копія заяви, рівно-ж і засвідчені нарядним суддею або нотарем копії документів, які додається до заяви, одночасно представляються : в У. С. Р. Р. до відділу управління Губвиконкому, а в Латвії до повітових або мійських органів управління, по місцю перебування оптанта.

Примітка 1 до точки 4-ої. Обидва примірники, а також копії документів, можуть подаватися до відділів управління губерньського виконкома й повітових або мійських органів управління, при чому останні негайно відсилають обидва примірники по належности.

Примітка 2 до точки 4-ої. В випадку, коли оптантами було здано до урядових або громадських установ Латвії (У. С. Р. Р.) їх старі документи, а патомісць одержано нові, що не стверджують їх права на оптацію Українського (Латвійського) громадянства, оптанти мають право одержати назад свої старі документи здавши одержані замість них.

Примітка 3 до точки 4-ої. В випадку, коли з документів, що мається в Консульстві, неясно впливає право осіб данної області (повіту) на оптування Українського (Латвійського) громадянства, то групи оптантів мають право послати свого довіреного до Консульства, в дозволу повітових або мійських органів управління (відділів управління повітових виконкомів), для вияснення обставин в справах оптації.

5. Установа, яка прийняла оптаційну заяву, видає заявнику в цьому відповідне посвідчення, котре відбирається у нього при видачі йому національного паспорта.

6. Копії заяв і документів, що подаються до відділів управління (повітові або мійські органи управління), останніми негайно відсилаються до Народнього Комісаріяту (Міністерства) Внутрішніх Справ.

7. Особи, які зробили заяву про оптацію, не набувають іще цим прав вибраного ними громадянства.

Коли особа, що зробили заяву про оптацію, задовольняє вимогам точок 1 і 2 цього артикула, консульський або инший офіційльний представник держави, на користь котрої відбувається оптація, складає про це постанову, про що надсилає до Народнього Комісаріяту (Міністерства) Закордонних Справ посвідчення разом з документами оптанта. Народній Комісаріят (Міністерство) Закордонних Справ, протягом місячного з дня передачі терміна, або повідомляє означеного представника про свою незгоду з його постановою, й тоді питання розв'язується Мішаною Комісією, складеною з рівної кількості членів од обоих укладаючих Договір сторін, або визнає постанову представника й надсилає останньому документ про вихід оптанта з колишнього громадянства з усіма иншими документами, крім посвідки на мешкання. Неодержання повідомлення Народнього Комісаріяту (Міністерства) Закордонних Справ у місяшні термін визнається як згода з постановою представника.

В випадку, коли оптанта задовольняє всім, вказаним в точках 1 і 2 цього артикула вимогам, — держава, на користь котрої відбувається оптація не має права відмовити в прийнятті оптанта до громадянства, а держава, в котрій данна особа мешкає, не має права відмовити у виході з громадянства.

Консульський або инший офіційльний представник держави, на користь котрої відбувається оптація, мусить винести рішення не пізніш як в двохмісяшній термін з дня одержання заяви про оптацію.

8. Громадяне, що перебувають під судом або слідством, або відбувають кару за доконані ними злочинства, подають заяви про оптацію за посередництвом тих установ, в распорженні котрих вони перебувають.

Заключення по означеним заявам повинно бути дане відповідними консульствами в місяшній термін від дня одержання заяви в консульстві.

9. Уряд кожної з укладаючих договор сторін обов'язуються надати особам, що оптували громадянство другої сторони, можливість, протягом одного року від дня оптації громадянства, виїхати на батьківщину ; протягом згаданного терміну особи, що оптували громадянство, повинні покинути межі країни, в котрій вони жили.

Примітка. В випадку, коли особа, що оптувала громадянство другої сторони, не має можливості, в незалежних від неї обставин, вихати в роковий термін, цей термін може бути продовжений в окремому на кожний раз дозволу.

10. Особи, що скінчили оптацію, а також ті, хто йде за їх громадянством, зберігають свої права на рухоме й нерухоме майно в межах законів, які існують в тій державі, де вони перебувають. При виїзді вони мають право все своє майно ліквідувати або вивезти з собою, згідно з правилами, встановленими в додатку 1 до цього договору. Вїзв майна звільняється від усякого мита й оподаткування.

Примітка. В випадку, коли оптант не має можливості за роковий термін звільнювати своє майно, він має право зберегти й вивести його згодом, при поліпшенні транспорту.

11. Оптанти що закончили оптацію, користуються всіма правами й пільгами, наданими чужинцями в У. С. Р. Р. (для осіб, оптуючих Українське громадянство, в Латвії).

Примітка. Від хвили зарухування до ешалону на виїзд до Латвії, вони звільняються від усіх повинностей державної й муніципальної природи.

Артикул 5.

Біженцям світової війни, рівно-ж й учасникам світової війни обох укладаючих Договір сторін, що бажають повернутися до своєї батьківщини, повинна бути дана можливість повороту в найкороччий термін.

Біженці й учасники світової війни, що бажають повернутися до рідного краю, автоматично визнаються громадянами відповідної країни.

Порядок виконання цього артикула що до громадян Латвії визначається особливою конвенцією.

Артикул 6.

Територія Української Соціалістичної Радянської Республіки перенесла кілька чужомемних окупацій і Правительство У. С. Р. Р. не може відповідати за цілість майна, евакуованого до її меж під час світової війни в території, що входить зараз у склад Латвійської Республіки, але все таки Правительство У. С. Р. Р. вважає можливим повернути за свій рахунок до Латвії й передати Латвійському Правительству :

1. Майно мійських і місцевих самоврядувань, а також латвійських релігійних і добродійних товариств, вивезене з території Латвії під час світової війни 1914 — 1917 р.р. в випадку, коли воно перебуває зараз у віданню урядових або громадських установ У. С. Р. Р.

2. Судові й урядові акти, судові й урядові архиви, в тім числі архиви нотарів, архиви гіпотечних і кріпостних філій, архиви військового уряду, архиви духовних урядів всіх вірувань, архиви й пляни межових, землепорядкуючих, лісових, залізничних, шосейних, поштовотелеграфних і інших установ, пляни, рисунки й мани поліграфічного й топографічного відділів Віленської військової округи, оскільки вони відносяться до території Латвійської держави, архиви місцевих філій Дворянського й Селянського Банків, філій Державного Банка й усіх інших кредитово-кооперативних і взаємного забезпечення установ Латвії, оскільки вказані предмети були вивезені з меж Латвії з 1914 до 1917 р.р. и будуть у віданню урядових або громадських установ У. С. Р. Р.

3. Всякого роду архиви й діловодства приватних установ, а також маєткові документи, що стосуються території Латвії, як напр. купчі й закладові кріпости, арендні договори, всякого роду грошові зобов'язання, закладні листи, випущені на території Латвії, і т. д., які мають значіння для визначення маєтково-правових відносин латвійських громадян між собою, оскільки вказані предмети були вивезені з меж Латвії з 1914 до 1917 р.р. й будуть у віданню урядових або громадських установ У. С. Р. Р.

4. Шкільні заклади, що перебувають на території У. С. Р. Р. і їх майно, евакуовані з території Латвії з 1914 до 1917 р. р.

5. Архиви, бібліотеки, музеї, мистецькі твори, вивезені з меж Латвії під час світової війни 1914 — 1917 р. р., оскільки вони знаходяться або будуть у віданню урядових установ У. С. Р. Р.

Примітка до точки 5-ої. Обидва Правительства погоджуються взаємно повернути архиви, бібліотеки, музеї и мистецькі твори, що мають для України (Латвії) істотне наукове, мистецьке або історичне значення й вивезене з меж України до Латвії (з Латвії до

України) перед світовою війною, оскільки вони є витвором Українського (Латвійського) народу й оскільки виділ їх не зробить істотної шкоди Українським (Латвійським) архивам, бібліотекам, музеям, галеріям, образів, де вони зберігаються.

Питання які стосуються цього виділу, належать до розв'язання мішаною комісією.

Артикул 7.

Для виконання вказаних в арт. 6 цього договору умов, Правительство У. С. Р. Р. обов'язується давати Правительству Латвії всі справи й відомости, які цього стотуються, й чинити всякого роду допомогу при розшукуванні майна, що повертається, архівів, документів і ин. Найближче регулювання питань, які повстають з цього приводу, покладається на Особливу Мішану Комісію з рівною кількістю членів од обох укладаючих Договір сторін.

Артикул 8.

Правительство У. С. Р. Р. обов'язується :

1. Надати право Латвійським громадянам-власникам ненаціоналізованих підприємств і далі заряджувати й керувати означеними підприємствами й брати з них доходи з додержанням декретів і правил, які існують що до цього в У. С. Р. Р.

2. Надати Латвійським громадянам право ліквідувати належні їм ненаціоналізовані підприємства шляхом передачі иншим особам цю установам, при умові збереження суцільности й працездатности підприємства і з відома установи на обліку котрої підприємство, що передається, перебуває.

3. Надати Латвійським громадянам, при покращанні умов транспорту і встановленні нормальних торговельних взаємовідношення між У. С. Р. Р. і Латвією, право евакуувати ненаціоналізовані підприємства.

Евакуація відбувається коштом власників підприємства.

Примітка. Латвійське представництво має право просити через Народній Комісаріят Закордонних Справ Українську Раду Народнього Господарства про перегляд питання про націоналізацію окремих підприємств, які належали латвійським громадянам, при чому рішення Української Ради Народнього Господарства не підлягають дальшому обміркованню.

Артикул 9.

Правительство Української Соціалістичної Радянської Республіки обов'язується зробити розрахунок з Правительством Латвійської Республіки за реквізіції, зроблені у Латвійських громадян радянськими органами, що мають право на переведення реквізіцій, за винятком випадків реквізіцій, передбачених декретами и постановами Правительства У. С. Р. Р.

Примітка. Всі вимоги на розплату за зроблені реквізіції розглядається Мішаною Комісією, складеною на паритетних засадах.

Артикул 10.

1. Укладаючі Договір сторони негайно після ратифікації цього Договору згодні уложити торговельний и транзитовий договори й поштово-телеграфну конвенцію.

2. До уложення торговельного й транзитового Договору укладаючі Договір сторони погоджуються, що економічні взаємовідношення між ними регулюються такими засадами :

- а) товари, що йдуть транзитом через території укладаючих Договір сторін, не обкладаються ніяким митом і податками ;
- б) фрахтові тарифи на транзитові товари й товари, які одряджуються з території одної з укладаючих Договір сторін на територію другої сторони, не можуть бути вищі від фрахтових тарифів на однородні товари місцевого призначення.

Примітка до точки 2-ої. До привернення нормальних умов транзиту, взаємовідношення між Україною й Латвією регулюються цими самими засадами. Инші умови транзиту нормуються окремими тимчасовими угодами.

3. Українська й Латвійська торговельні фльоти взаємно користуються пристанями укладаючих Договір сторін на рівних правах.

4. Майно, що залишилося після смерті громадян одної з укладаючих Договір сторін на території другої, передається повністю до відання консульського або відповідного представника держави, до котрої належав спадкрдавець, для поступлення з ним відповідно законами батьківщини.

Артикул 11.

Дипломатичні й консульські зносини між укладаючими Договір сторонами встановлюються негайно після ратифікації цього Договору.

Примітка. Консульська конвенція повинна бути уложена між укладаючими Договір сторонами в 3-х місяшній термін з дня ратифікації цього Договору.

Артикул 12.

1. Після ратифікації цього Договору Українське Правительство звільняє латвійських громадян й оптувавших латвійське громадянство, а Латвійське Правительство — Українських громадян й оптувавших українське громадянство, військового й громадського станів, від кар по всім політичним і дисциплінарним справам, при чьому звільнені повинні негайно покинути межі країни, в котрій вони жили, разом зі своїми родинами, коли члени родини забажають піти за звільненими. Коли ж вироки по цим справа ще не відбулися, то доходження що до їх припиняється.

Не користуються амністією особи, що зробили вищезгадані вчинки після підписання цього Договору.

Примітка. В випадку, коли перебування на волі осіб, що мали би бути звільнені, є загрозою громадському порядку, то вони не звільняються, а можуть бути, після вимоги Правительства другої сторони, передані йому.

2. Особи, що перебувають під слідством або судом, або затримані по обвинуваченню в здійсненні до підписання цього Договору карних злочинах і вчинках, рівно-ж ті, що відбувають кару за них, видаються негайно після вимоги їх Правительства. При видачі одночасно видаються відповідні слідчі й судові матеріали.

Артикул 13.

Розв'язання питань публично-правної й приватно-правної природи, які повстають між громадянами укладаючих Договір сторін, рівно-ж регулювання окремих питань між обома державами або між державами й громадянами другої сторони, переводиться Особливою Мішаною Комісією з рівною кількістю членів од обоих сторін, яна встановлюється негайно після ратифікації цього договора, склад права й обов'язки котрої встановлюються інструкцією за згодою обоих укладаючих Договір сторін.

Артикул 14.

Цей Договір складено Українською, Латиською і Російською мовами. При інтепретації його всі три тексти вважаються автентичними.

Цей Договір підлягає ратифікації й входить в силу від хвили ратифікації.

Ратифікація цього Договору мусить відбутися протягом 6-ти тижнів від дня підписання.

Обмін ратифікаційними грамотами повинен відбутися в Харькові.

Скрізь, де в цім Договорі згадується час ратифікації Договору, це має значати хвилю взаємного обміну ратифікаційними грамотами.

В засвідчення цього уповноважені обох сторін власноручно підписали цей Договір і зміцнили його своїми печатками.

Оригінал в 6-ти примірниках складено й підписано в Москві, Серпня третього дня, тисяча дев'ять-сот двадцять першого року.

КОЦЮБИНЬСКИЙ.

ДОДАТОК ДО ДОГОВОРА МІЖ УКРАЇНСЬКОЮ СОЦІАЛІСТИЧНОЮ РАДЯНСЬКОЮ Й ЛАТВІЙСЬКОЮ ДЕМОКРАТИЧНОЮ РЕСПУБЛІКАМИ.

В розвиток постанови точки 10 арт. 4 Договору обидві укладаючі Договір сторони встановили слідуєчі правила про вивіз майна оптантів :

1. Загальна вага майна, що вивозиться оптантами, які посуваються гужом і на чужоземних пароплавах в морських портів У. С. Р. Р. (Латвії) обмеженню що до ваги не підлягає.

Примітка. Оптанти, що ідуть гужом, складають список майна, яке вивозиться ними з собою. Список засвідчується повітовим виконкомом (повітовими органами управління). Майно, внесене в список при пересуванні до пограничних контрольних пунктів, ніякій конфіскації й реквізиції не підлягає.

2. При пересуванні залізницею загальна вага багажу, крім ручного, не повинна перевищувати 10 пудів на кожду особу.

Примітка 1. Особам спеціальних професій, як от робітникам, ремісникам, хліборобам, медикам, малярам, ученим, музикам і т. п., дозволяється брати з собою предмети, потрібні їм для їх професійної діяльності, по-над встановлену норму ваги по окремому для кожного випадку дозволу Наркомзвонішторгу (Міністерства Фінансів).

Примітка 2. При уложенні залізничної конвенції Українському (Латвійському) Правительству дається змога взяти питання про перевозку майна засобами Української (Латвійської) Республіки понад норми, означені в точці 1-ої цього додатку.

Примітка 3. Проїзд оптантів і провоз їх майна, коли оптанти не пересуваються біженськими ешалонами, оплачується оптантами.

3. До вивозу не допускається :

- а) папірові гроші будь-якого випуска з тих, що мають законний обіг в У. С. Р. Р. і Латвії, по-над сто тисяч рублів на одну особу. Вивіз сум по-над сто тисяч рублів на одну особу дозволяється лише за дозволом центральних фінансових органів ;
- б) золоті й платинові речі, вагою по-над 2 ф. золотників кожда, золоті й платинові вироби, які перевищують загальну вагу 25 золотників на одну особу й вироби з срібла, які перевищують 5 фунтів на одну особу.

Примітка. Золоті й срібні годинники з ланцюжками й обручки, срібні сигарниці й срібні жіночі гаманці дозволяються до вивозу включається в норму, встановлену цією точкою.

- а) Коштовні камінці в необробленім стані ;
- б) Вироби з усякого роду коштовних камінців (алмазів, брилліантів, запфірів, смарагдів, рубінів і інших), загальна вага котрих перевищує 1 карат. Це саме в важним для перлів ;
- в) Машини до шиття більше від одної на родину ;
- г) Річі, що мають мистецьку або історичну вартість, або предмети старовини.

Примітка. В випадку, коли окремі річі з зазначених в точці «в» є родинним спомином і не складають колекції, то їх допускається до вивозу ;

- ж) предмети прохарчовання в кількості по-над 40 фунтів на кожду особу, в тім числі по-над 18 фунтів муки або хліба, 8 фунтів м'ясних продуктів, 4 фунтів молочарських продуктів і 10 фунтів інших припасів до їжі, в тім числі цукру по-над один фунт і чаю по-над $\frac{1}{4}$ фунта ;
- з) Тютюнові вироби по-над 500 шт. цигарок або $\frac{1}{2}$ фунта тютюну на особу старішу 18 років ;
- и) Мило по-над один шматок туалетного на кожду особу й один фунт звичайного на родину ;
- к) Всілякі процентові, дивиденді й облигаційні папери, так само як і векселі, транспортні квитанції, варантні свідоцтва акти й інші ділові документи, на вивіз котрих не одержано спеціального дозволу від центральних фінансових органів тієї країни, з меж котрої їх вивозиться ;

Примітка. Цінні, грошові й інші документи, перелічені в точці «к» які мають відношення інше до території Латвії (а для тих, що виїждят з Латвії, до території У. С. Р. Р.) дозволяється вивозити без перешкод.

л) друковані твори, списи котрих не завірено військовою цензурою.

Примітка. Підручники й книги Українською (Латвійською) мовою дозволяється перевозити по списках, затверджених губернским відділами народньої освіти (повітовим шкільними радами) без візи військової цензури.

- м) фотографії, акти, документи й усякого роду папери, за винятком згаданих в точках «е» й «к», на яких немає помітки про перегляд їх військовою цензурою ;
н) мануфактура, готова одіж, метали й вироби з них, кушнірські, шкіряні, гальянтерейні й инші предмети, призначені для торгівлі, а не для особистого вжитку ;
о) валюта инших держав без спеціального дозволу центральних фінансових органів ;
п) зброя, предмети військового знаряддя й польові біноклі.

Примітка. Стрільці (ловці) професіоналісти, при виїзді на Україну (Латвію) мають право, з окремого для кожного разу дозволу, вивезти з собою по одній рушниці для полювання з приладдям.

р) галерії, збірки й колекції, що мають мистецьке значіння, без спеціального дозволу Народнього Комісаріату (Міністерства) Освіти.

4. До вивозу залізницею до покращення транспорту не допускається : важкі меблі, в нерівбранім стані, екіпажі, вози й сани, живий інвентарь, складові часті машин, важке фізичне й хірургичне приладдя й инші важкі предмети.

КОЦЮБИНЬСКИЙ.

¹ TRADUCTION.

No. 442. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE, SIGNÉ A MOSCOU LE 3 AOUT 1921.

La LETTONIE d'une part et l'UKRAINE d'autre part, guidées par le ferme désir d'établir, en conformité avec les principes de droit et de justice, des bases solides aux relations futures garantissant aux deux Etats et leurs peuples tous les bienfaits de la paix et du bon voisinage, ont résolu pour cette raison d'entrer en pourparlers, ayant nommé à ces fins leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE :

Eric FELDMAN,
Evald SCHKIPSNA, et
Alexandre HARITONOVSKY ; et

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE :

Youri KOTSIUBINSKI.

Les plénipotentiaires susnommés, ayant présenté leurs plein-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

La République démocratique de Lettonie et la République Socialiste des Soviets d'Ukraine, créées par la volonté de leurs peuples, reconnaissent sans réserve l'une l'autre comme Etats indépendants et souverains avec toutes les conséquences juridiques résultant d'une telle reconnaissance, dans les frontières établies par chacune des Parties contractantes avec la Russie et les autres Etats voisins.

La Lettonie et l'Ukraine déclarent que l'appartenance ci-devant de leurs terres et peuples à l'Empire russe ne leur impose aucune obligation mutuelle.

Article 2.

Les deux Parties contractantes s'engagent :

1. A défendre le séjour sur leur territoire de quelques armées que ce soit, à l'exception² des armées gouvernementales ou celles des Etats amis, avec lesquels une des Parties contractantes a conclu des conventions militaires, mais qui ne se trouvent pas en état de guerre effectif avec l'autre Partie contractante, ainsi qu'à défendre dans les limites de leur territoire l'enrôlement et la mobilisation du contingent effectif dans les armées des Etats, des organisations et des groupes ayant pour but une lutte à main armée avec l'autre Partie contractante.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Latvia.

¹ TRANSLATION.

No. 442. — TREATY BETWEEN THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC, SIGNED AT MOSCOW, AUGUST 3, 1921.

LATVIA, of the one hand, and the UKRAINE, of the other hand, inspired by a sincere desire to establish on a solid basis, in conformity with the principles of law and justice, future relations which will guarantee the advantages of peace and friendship for both States and their peoples, have resolved for this purpose to enter into negotiations and have appointed as their Plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC :

Eric FELDMAN,
Evald SCHKIPSNA and
Alexandre HARITONOVSKY ; and

The GOVERNMENT OF THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC :

Youri KOTSIUBINSKI.

These Plenipotentiaries, having communicated their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Latvian Democratic Republic and the Ukrainian Socialist Soviet Republic, established by the will of their peoples, shall unreservedly recognise each other as independent sovereign States, with all the legal consequences resulting from such a recognition, together with the frontiers which each of the Contracting Parties possesses in common with Russia and the other neighbouring States.

Latvia and the Ukraine declare that the fact that their territory and peoples were formerly within the jurisdiction of the Russian Empire shall not entail any mutual obligations.

Article 2.

The two Contracting Parties undertake :

(1) To prohibit the presence of any army within their territories other than their own regular armies or the armies of friendly States, with whom one of the Contracting Parties has concluded Military Conventions, but who are not in an actual state of war with the other Contracting Party; also to forbid the recruiting and mobilisation within their territories of men for the armies of States, organisations or parties destined for the purpose of waging war against the other Contracting Party ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. A ne pas admettre la formation et le séjour sur leur territoire des organisations et groupes quels qu'ils soient prétendant aux droits de gouvernement sur le territoire entier ou une partie du territoire de l'autre Partie contractante, ainsi que des gouvernements et des personnes officielles des organisations et des groupes ayant pour but la subversion du Gouvernement de l'autre Partie contractante.

3. A interdire aux Etats se trouvant en état de guerre effectif avec l'autre Partie contractante, aux organisations et groupes ayant pour but la lutte à main armée avec l'autre Partie contractante, le transport par leurs ports et à travers leur territoire de tout ce qui peut être utilisé à l'agression de l'autre Partie contractante, à savoir, des forces armées, des munitions de guerre, des moyens militaires et techniques et du matériel d'artillerie, d'intendance, de génie et de navigation aérienne appartenant à ces Etats.

4. A l'exception des cas prévus par le droit international, à interdire le passage et la navigation dans leurs eaux territoriales des bâtiments de guerre, des canonnières, des brûlots, etc., appartenant aux organisations et groupes ayant pour but la lutte armée avec l'autre Partie contractante, si la Partie contractante, du territoire de laquelle ces ports et ces eaux territoriales font partie, a pris connaissance de ces buts.

Article 3.

Les deux Parties contractantes s'engagent à reconnaître et à respecter le drapeau et les armes de l'autre Partie, comme les emblèmes d'un Etat ami. Les reproductions du drapeau et des armes, ainsi que les modifications qui y pourraient être apportées, seront réciproquement notifiées par voie diplomatique.

Article 4.

1. A) Les personnes d'origine lettone, et B) toutes les autres, indépendamment de leur origine, résidant sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine et ayant atteint l'âge de 18 ans, si elles-mêmes ou leurs parents, avant le 1^{er} août 1914, ont appartenu à des sociétés urbaines, rurales ou sociales existant sur le territoire faisant actuellement partie de la République de Lettonie, ont le droit, dans un délai d'une année à partir du jour de la ratification du présent Traité, d'exprimer le désir de renoncer à la nationalité ukrainienne et d'opter pour la nationalité lettone. Les enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans et l'épouse suivent la nationalité du père ou du mari, à moins que l'épouse n'ait énoncé le contraire ou qu'un accord spécial n'ait eu lieu entre les époux à l'égard de la nationalité de leurs enfants.

2. A) Les personnes d'origine ukrainienne et B) toutes les autres, indépendamment de leur origine, résidant sur le territoire de Lettonie et ayant atteint l'âge de 18 ans, si elles-mêmes ou leurs parents avant le 1^{er} août 1914 ont appartenu à des sociétés urbaines, rurales ou sociales existant sur le territoire faisant actuellement partie de la R. S. d. S. d'Ukraine, ont le droit, dans un délai d'une année à partir du jour de la ratification du présent Traité, d'exprimer le désir de renoncer à la nationalité lettone et d'opter pour la nationalité ukrainienne. Les enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans et l'épouse suivent la nationalité du père ou du mari, à moins que l'épouse n'ait énoncé le contraire ou qu'un accord spécial n'ait eu lieu entre les époux à l'égard de la nationalité de leurs enfants.

Remarque 1 aux §§ 1 et 2. Les enfants légalement adoptés avant la signature de ce Traité jouissent, lors de l'option, de tous les droits des enfants légitimes. Les personnes en tutelle, mineures ou atteintes de maladies de longue durée, incapables de mener une existence indépendante, suivent la nationalité de leurs tuteurs. Du droit d'option jouissent aussi les veuves des personnes revêtues de ce droit, conformément aux §§ 1 et 2 de cet Accord, ainsi que les veuves et les épouses des citoyens de la R. S. d. S. d'Ukraine et de la République de Lettonie, divorcées avant la signature de ce Traité, si elles prouvent leur droit d'opter pour la nationalité d'après les dispositions des dits paragraphes. Les

(2) To forbid the formation and presence within their territories of any organisations or parties claiming to exercise the right of government over the whole territory of the other Contracting Party or of part thereof, and also of Governments or officials of organisations and parties whose object is to overthrow the Government of the other Contracting Party ;

(3) To prohibit States who are in an actual state of war with the other Contracting Party, or organisations and parties whose object is to engage in warfare against the other Contracting Party, from transporting through their ports and through their territories of any material which might be employed in attacking the other Contracting Party, as, for instance, armed forces, munitions of war, military and technical material, artillery, stores, engineering material or air material, which are the property of these States ;

(4) To prohibit, except in such cases as are provided for by international law, the passage through their ports or the navigation of their territorial waters by any war vessels, gun boats, fire ships, etc., belonging to organisations or parties whose purpose it is to wage war against the other Contracting Party, if the Contracting Party within whose territory the ports and waters in question are situated is aware of this purpose.

Article 3.

The two Contracting Parties shall undertake to recognise and respect the flag and arms of the other Party as emblems of a friendly Power. The description of the flag and arms, and any modifications thereof which may subsequently be introduced, shall be mutually communicated through diplomatic channels.

Article 4.

(1) (A) Persons of Latvian origin, and (B) all other persons over 18 years of age, irrespective of their origin, who reside on the territory of the Ukrainian S. S. Republic, if they themselves or their parents were, before August 1, 1914, members of urban or rural communities or corporations existing upon territory which now forms part of the Latvian Republic, shall have the right, within a period of one year from the date of the ratification of the present Treaty, to express the desire to renounce their Ukrainian nationality and to opt for Latvian nationality. The wife and children under 18 years of age, shall take the nationality of the father and husband, unless the wife shall have made a declaration to the contrary or unless some special agreement concerning the nationality of the children shall have been reached between husband and wife.

(2) (A) Persons of Ukrainian origin, and (B) all other persons over 18 years of age, irrespective of their origin, who reside on Latvian territory, if they themselves or their parents were, before August 1, 1914, members of urban or rural communities or corporations existing on territory which now forms part of the Ukrainian S. S. Republic, shall have the right, within one year from the date of the ratification of the present Treaty, to express the desire to renounce their Latvian nationality and to opt for Ukrainian nationality. The wife, and children under 18 years of age, shall take the nationality of the father and husband, unless the wife shall have made a declaration to the contrary or unless some special agreement concerning the nationality of the children shall have been reached between husband and wife.

Note 1 to paragraphs (1) and (2). Children who have been legally adopted before the signature of this Treaty shall possess the same rights in the matter of option as legitimate children. Wards, minors, or chronic invalids, who are incapable of managing their own affairs, shall take the nationality of their guardians. Widows of persons entitled to opt under paragraphs (1) and (2) of this Agreement shall likewise be entitled to opt, as also widows and wives of Ukrainian and Latvian nationals divorced before the signing of this Treaty, if they can prove their right to opt for nationality in conformity with the provisions contained in these paragraphs. Children of widows, if they

enfants mineurs des veuves suivent la nationalité de la mère et ceux d'une épouse divorcée suivent sa nationalité dans le cas où, d'après l'acte de divorce, les enfants sont confiés à la mère.

Remarque 2 aux §§ 1 et 2. Les épouses des citoyens lettons (ukrainiens) résidant en Lettonie (dans la R. S. d. S. d'Ukraine), qui se trouvent à présent sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine (de Lettonie), et leurs enfants n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans, sont automatiquement reconnus citoyens de la Lettonie (de la R. S. d. S. d'Ukraine), à moins qu'ils n'aient fait de notification contraire et qu'il n'existe entre les époux un accord spécial sur la nationalité de leurs enfants.

3. Les circonstances indiquées dans les §§ 1 et 2 peuvent être constatées par des documents suivants : le permis de séjour, le passeport et le certificat de naissance, en tant que ces documents indiquent précisément l'appartenance de la personne en question ou de ses parents à l'une ou l'autre société rurale, urbaine ou sociale sur le territoire letton (ukrainien). A défaut de pareils documents, le droit à la nationalité lettone (ukrainienne) peut être prouvé par d'autres documents, à savoir : diplômes universitaires, états de service, certificats concernant le lieu du service militaire, quittances de paiement des impôts publics (délivrées, pour les citoyens lettons, avant le 1^{er} août 1914), extraits des livres de l'état civil, renseignements officiels délivrés par les institutions gouvernementales et sociales des deux parties contractantes qui, d'après les lois de Lettonie (de la R. S. d. S. d'Ukraine) ont le droit de délivrer de pareils renseignements.

Remarque 1 au § 3. L'appartenance de la personne en question à l'une ou l'autre société rurale, urbaine ou sociale existant sur le territoire de Lettonie (de la R. S. d. S. d'Ukraine) peut être aussi prouvée au moyen des dépositions des témoins confirmées par les institutions gouvernementales et publiques, lesquelles, d'après les lois de Lettonie (de la R. S. d. S. d'Ukraine), ont le droit de délivrer de pareils renseignements, dans le cas où il sera constaté que les dossiers et les documents de l'institution ont été détruits par l'incendie, les actions militaires, etc.

Remarque 2 au § 3. Les personnes d'origine lettone (ukrainienne) optent pour la nationalité lettone (ukrainienne) suivant le principe national. Pour cette raison, à défaut des documents, énumérés dans le paragraphe précédent, l'option de la nationalité lettone (ukrainienne) se rend possible au moyen de l'établissement de leur origine par d'autres preuves quelconques.

4. Les notifications d'option de la nationalité lettone (ukrainienne) sont adressées au nom du Consul de Lettonie (d'Ukraine) du district donné, avec annexe des documents indiqués au § 3. La copie de la notification, ainsi que les copies, certifiées conformes par le juge du peuple ou le notaire, des documents faisant annexe à la notification, sont présentées simultanément à la section de l'administration du Comité exécutif de gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine, en Lettonie, aux institutions des districts ou des villes selon le domicile de l'optant.

Remarque 1 au § 4. Tous les deux exemplaires, ainsi que les copies des documents peuvent être présentés à la section de l'administration du comité exécutif de gouvernement et aux institutions d'administration des districts ou des villes. Ces derniers transmettent tous les deux exemplaires immédiatement selon l'appartenance.

Remarque 2 au § 4. Dans le cas où les optants ont remis leurs vieux documents aux institutions gouvernementales ou publiques de la R. S. d. S. d'Ukraine (de Lettonie) et à leur place en ont reçu de nouveaux qui ne constatent pas leur droit d'option de la nationalité lettone (ukrainienne), ils ont le droit de recevoir leurs vieux documents contre la remise de ceux qu'ils ont reçus à leur place.

Remarque 3 au § 4. Dans le cas où les documents se trouvant au Consulat ne permettent pas de constater en pleine évidence le droit des personnes d'une certaine région d'opter pour la nationalité lettone (ukrainienne), les groupes d'optants ont le droit d'envoyer leur délégué au Consulat, avec permission des sections d'administration des Comités

are minors, shall take their mother's nationality, and children of divorced women, if they are minors, shall take their mother's nationality if, according to the decree of the Court, they are placed in her custody.

Note 2 to paragraphs (1) and (2). The wives of Latvian (Ukrainian) nationals residing in Latvia (the Ukrainian S. S. Republic) who themselves are at present resident within the territory of the Ukrainian S. S. Republic (Latvia) and their children under 18 years of age, shall be, *ipso facto*, recognised as Latvian (Ukrainian) nationals, unless they made notification to the contrary, and unless there exists between the parents a special agreement concerning the nationality of their children.

(3) The circumstances referred to in paragraphs 1 and 2 may be established by the following documents: Certificate of residence, passport or birth certificate, in so far as these documents clearly show that the person in question or his parents were members of a rural or urban community or corporation upon Latvian (Ukrainian) territory. Failing such documents, the right to Latvian (Ukrainian) nationality may be proved by means of other documents, for example, university diplomas, former service records, certificate showing place of military service, receipts certifying the payment of taxes (in the case of Latvian citizens those issued before August 1, 1914), extracts from the records of the public registrar's offices, official information furnished by the Government or public authorities of the two Contracting Parties, which, according to Latvian (Ukrainian S. S. Republic) law, are competent to furnish such information.

Note 1 to paragraph (3). Such persons may also prove that they were members of any given urban or rural community or corporation upon Latvian (Ukrainian) territory by means of the depositions of witnesses recognised by the Government and public authorities which, according to Latvian (Ukrainian) law, have the right to furnish such information, if it has been proved that the files and documents in the possession of these authorities have been destroyed by fire, by military operations, etc.

Note 2 to paragraph 3. Persons of Latvian (Ukrainian) origin shall opt for Latvian (Ukrainian) nationality in accordance with the national principle. For this reason persons who cannot produce the documents enumerated in the preceding paragraph may opt for Latvian (Ukrainian) nationality if they can establish their origin by any other means.

(4) Persons wishing to opt for Latvian (Ukrainian) nationality shall notify the Latvian Consul (The Ukrainian Consul) for their district of their desire, enclosing the documents referred to in paragraph 3. A copy of the notification, together with the copies certified to be true copies by the People's Judge or the Notary, and any documents relevant to the notification, shall be submitted simultaneously — in the case of the Ukraine — to the Administrative Department of the Executive Committee of the Government in the Ukrainian S. S. Republic and — in the case of Latvia — to the authorities of the district or town in which the person who has opted is domiciled.

Note 1 to paragraph 4. Both copies, together with copies of the other documents may be submitted to the Administrative Department of the Executive Committee of the Government and to the district or urban administrative authorities. The latter shall forward both copies immediately to the proper authorities.

Note 2 to paragraph 4. Optants who have submitted their previous documents, to the Government or public authorities of the Ukrainian S. S. (Latvian) Republic and have instead received fresh documents which do not clearly establish their right to opt for Latvian (Ukrainian) nationality, shall have the right to recover their former documents in return for those which they received in their stead.

Note 3 to paragraph 4. If the documents filed at the Consulate do not furnish full proof of the right of persons resident in a certain district to opt for Latvian (Ukrainian) nationality, groups of persons wishing to opt shall, with the consent of the Administrative Departments of the Executive Committees of the districts (district or urban

exécutifs des districts (des institutions d'administration des districts ou des villes), afin d'éclaircir les circonstances concernant l'option.

5. L'institution qui a reçu la notification d'option délivre au notificateur un certificat correspondant qu'il doit rendre en recevant le passeport national.

6. Les copies des notifications et des documents, présentées aux institutions d'administration des districts ou des villes (aux sections d'administration) sont immédiatement envoyées par ces dernières au Ministère (Commissariat du peuple) de l'Intérieur.

7. La notification d'option ne donne pas encore aux personnes qui l'ont présentée les droits de la nationalité à opter.

Si la personne ayant présenté la notification d'option répond aux exigences des §§ 1 et 2 de cet article, le représentant consulaire ou autre représentant officiel de l'Etat en faveur duquel l'option s'effectue, fait sa résolution sur ce sujet et envoie à cet effet au Ministère (Commissariat du peuple) des Affaires étrangères un certificat et les documents de l'optant. Le Ministère (Commissariat du Peuple) des Affaires étrangères fait savoir, dans un délai d'un mois après la présentation des documents, au représentant mentionné, qu'il ne consent pas à la résolution de celui-ci et, dans ce cas, la question est réglée par une commission mixte, composée d'un nombre égal de membres des deux Parties contractantes, ou reconnaît la résolution du représentant et fait parvenir à celui-ci un document concernant l'abandon de la nationalité antérieure de l'optant, avec tous les autres documents, à l'exception du permis de séjour. L'absence d'une réponse de la part du Ministère (Commissariat du peuple) des Affaires étrangères pendant un mois est considéré comme consentement à la résolution du représentant.

Si l'optant satisfait à toutes les exigences exposées dans les §§ 1 et 2 de cet article, l'Etat en faveur duquel l'option s'effectue n'a pas le droit de refuser d'admettre l'optant dans sa nationalité, et l'Etat où la personne réside n'a pas le droit de lui refuser d'abandonner sa nationalité.

Le représentant consulaire ou autre représentant officiel de l'Etat en faveur duquel l'option s'effectue, doit donner sa résolution dans un délai de deux mois à partir du jour de la réception de la notification d'option.

8. Les citoyens qui se trouvent en accusation ou à l'instruction, ou qui subissent la peine pour des délits commis, présentent la notification d'option par l'intermédiaire des institutions à la disposition desquelles elles se trouvent.

Les résolutions sur ces notifications doivent être prises par les Consulats respectifs dans un délai d'un mois à partir du jour de la réception au Consulat de la notification.

9. Le Gouvernement de chacune des Parties contractantes s'oblige à donner aux personnes ayant opté pour la nationalité de l'autre Partie la possibilité de partir pour le pays natal dans un délai d'une année à partir du jour de l'option de la nationalité ; dans le délai ci-dessus défini, les personnes qui ont opté pour la nationalité doivent quitter les limites du pays où elles ont résidé.

Remarque. Si la personne ayant opté pour la nationalité de l'autre Partie contractante n'est pas en état de quitter le pays dans un délai d'une année, pour des raisons ne dépendant pas d'elle, ce délai peut être prolongé avec une permission spéciale dans chaque cas particulier.

10. Les personnes ayant achevé l'option, ainsi que celles qui suivent la nationalité de ces personnes, conservent leur droit sur les biens immobiliers dans les limites des lois existant dans le pays où elles résident. En quittant le pays, elles ont le droit de liquider ou d'emporter avec elles tous leurs biens, conformément aux dispositions du règlement établi dans l'annexe 1 du présent Traité. La sortie des biens est exemptée de tous les droits et taxes.

Remarque. Dans le cas où l'optant n'est pas en état de liquider ses biens dans le délai d'une année, il a le droit de les conserver et de les sortir plus tard, lorsque les moyens du transport seront améliorés.

administrative authorities), have the right to send their representative to the Consulate in order to explain the circumstances on which the claim to opt is based.

(5) The authority which has received the notification of option shall deliver to the person who has made the notification a certificate to this effect which must be returned on receipt of the national passport.

(6) Copies of notifications and documents submitted to the district or urban administrative authorities (administrative departments) shall immediately be sent by the latter to the Ministry (People's Commissariat) for Home Affairs.

(7) A notification regarding option does not, *ipso facto*, give the persons who have made it the rights conferred by the nationality for which they opt.

If a person who has made a notification of option satisfies the provisions of paragraphs 1 and 2 of the present Article, the Consular or other official representative of the country for which the person has opted shall take a decision in the matter and shall forward a certificate announcing its decision and also the optant's papers to the Ministry (People's Commissariat) for Foreign Affairs. The Ministry (People's Commissariat) for Foreign Affairs shall, within one month from the date on which the documents are communicated, either inform the said representative that it does not accept his decision (in which case the question shall be settled by a Mixed Committee composed of an equal number of representatives of the two Contracting Parties) or it shall approve of the representative's decision and shall forward to the latter a document testifying that the person who has opted has renounced his former nationality, together with all the other documents except the certificate of residence. If the Ministry (People's Commissariat) for Foreign Affairs does not reply within one month, this shall be taken to mean that it approves the representative's decision.

If the person who is opting satisfies the conditions set forth in paragraphs 1 and 2 of the present Article, the Government of the country for which the option is made shall not be entitled to refuse its nationality to the person who is opting, and the Government of the country in which the person resides shall not refuse to allow him to renounce his nationality.

The Consular or other official representative of the country for which the person has opted must communicate his decision not later than two months after the date of the receipt of the notification of option.

(8) Nationals who are under arrest or undergoing trial or are serving a term of imprisonment for crimes, shall submit their notification of option through the authorities by whom they are detained.

Decisions concerning these notifications shall be taken by the consular representatives concerned within a month from the date of the reception of the notification at the Consulate.

(9) The Government of each of the Contracting Parties undertakes to allow persons who have opted for the nationality of the other Party one year from the date of option within which to return to their native country; all persons who have opted must leave the country in which they have resided within this period.

Note 1. If persons who have opted for the nationality of the other Contracting Party are unable for reasons beyond their control to emigrate within this period of one year, the period may be extended by special permission granted for each individual case.

(10) Persons whose right to opt has been granted, and dependants who follow the nationality of those persons, shall retain their right over immovable property in conformity with the laws of the country in which they reside. When leaving the country they shall be entitled to liquidate or remove all their property in accordance with the provisions of the regulations laid down in Annex 1 to the present Treaty. Property shall be removed free of all duties and charges.

Note. If persons who have opted are unable to liquidate their property within the period of one year, they shall be entitled to keep it and remove it at a later date, when means of transport have been improved.

II. Les personnes ayant achevé l'option jouissent de tous les droits et privilèges réservés aux étrangers dans la R. S. d. S. d'Ukraine (pour les personnes qui optent pour la nationalité ukrainienne en Lettonie).

Remarque. A partir du moment de leur enregistrement dans les échelons pour être transportées en Lettonie, elles sont exemptes de toutes les charges de caractère gouvernemental et municipal.

Article 5.

Aux réfugiés de la guerre mondiale, ainsi qu'aux personnes ayant participé à la guerre des deux Parties contractantes qui désirent être rapatriés, doit être assurée la possibilité du retour dans le plus bref délai.

Les réfugiés et les personnes ayant participé à la guerre mondiale qui désirent être rapatriés sont automatiquement reconnus citoyens du pays respectif.

L'ordre d'exécution de cet article par rapport aux citoyens de Lettonie est réglé par une convention spéciale.

Article 6.

Le territoire de la République Socialiste des Soviets d'Ukraine a subi plusieurs occupations étrangères et le Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine ne peut pas se faire responsable de l'intégrité des biens évacués dans ses limites, pendant la guerre mondiale, du territoire qui compose actuellement la République lettone. Néanmoins, le Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine trouve possible de rendre à ses frais à la Lettonie et de remettre au Gouvernement letton :

1. Les biens des institutions municipales et autonomes locales, ainsi que des associations religieuses et charitables lettones, évacués du territoire de Lettonie pendant la guerre mondiale de 1914 à 1917, dans le cas où ces biens se trouvent à présent à la disposition des institutions gouvernementales et publiques de la R. S. d. S. d'Ukraine.

2. Les dossiers judiciaires et gouvernementaux, les archives judiciaires et gouvernementales, y compris les archives des notaires, les archives des sections hypothécaires et du cadastre, les archives des institutions militaires, les archives des institutions religieuses de toutes les confessions, les archives et les plans des institutions d'arpentage, des bureaux chargés du partage des terres, des institutions forestières, ferroviaires, de chaussées, des postes et télégraphies et d'autres, les plans, tracés et cartes des sections polygraphiques et topographiques de l'arrondissement militaire de Vilno, autant qu'ils se rapportent au territoire de l'Etat letton, les archives des succursales locales des Banques de la noblesse et des paysans, des succursales de la Banque d'Etat et de toutes les autres institutions de crédit et coopératives et d'assurance mutuelle de Lettonie, de 1914 à 1917, autant que les objets énumérés ont été évacués des limites de la Lettonie de 1914 à 1917 et qu'ils se trouvent à la disposition des institutions gouvernementales ou publiques de la R. S. d. S. d'Ukraine.

3. Toutes sortes d'archives et de dossiers des institutions privées, ainsi que des titres ayant rapport au territoire letton, à savoir : des titres de propriété et de nantissement, des contrats de fermage et toutes sortes d'obligations et de documents de valeur, des titres de nantissement émis sur le territoire de Lettonie, etc., qui ont une importance pour définir les relations de droit propriétaire des citoyens lettons entre eux, autant que les objets indiqués ont été évacués des limites de la Lettonie de 1914-1917 et qu'ils se trouvent à la disposition des institutions gouvernementales et publiques de la R. S. d. S. d'Ukraine.

4. Des établissements d'instruction et leurs biens qui se trouvent sur le territoire de la R. S. d. S. d'Ukraine et qui ont été évacués du territoire letton de 1914 à 1917.

5. Les archives, bibliothèques, musées, œuvres d'art évacués des limites de la Lettonie pendant la guerre mondiale de 1914 à 1917 et autant que ces objets se trouvent ou seront trouvés à la disposition des institutions gouvernementales de la R. S. d. S. d'Ukraine.

(11) Persons whose right to opt has been granted shall enjoy all the rights and privileges granted to foreigners in the Ukrainian S. S. Republic (or in the case of persons who opt for Ukrainian nationality in Latvia).

Note. As soon as they have been registered with a convoy for conveyance to Latvia, they shall be exempt from all national and municipal taxation.

Article 5.

Refugees who left their homes during the world war, and persons belonging to either of the two Contracting Parties who served in the war and who desire to be repatriated, shall be given the possibility of returning as soon as possible.

Refugees and persons who served during the world war shall, if they desire to be repatriated, be recognised without further formality as nationals of their respective countries.

The procedure to be adopted in pursuance of this Article in the case of Latvian nationals shall be laid down in a special Agreement.

Article 6.

As the territory of the Ukrainian Socialist Soviet Republic has been occupied by foreign Powers on several occasions, the Government of the Ukrainian S. S. Republic cannot accept responsibility for the integral restoration of the property removed to its territory during the world war from the territory which now forms the Latvian Republic. Nevertheless, the Government of the Ukrainian S. S. Republic is in a position, at its own expense, to return to Latvia and restore to the Latvian Government :

(1) The properties of the local, municipal and autonomous institutions and of the Latvian religious and charitable associations removed from Latvian territory during the war from 1914 to 1917, in so far as such property is now at the disposal of the State and public institutions of the Ukrainian S. S. Republic.

(2) The judicial and Government files, the judicial and Government archives, including the archives of the notaries, the archives of the mortgage and land valuation sections, the archives of the military institutions, the archives of the religious institutions of all denominations, the archives and plans of the surveying institutions and the offices responsible for the allocation of the land, the forestry, railway, roads, posts and telegraph departments, etc. (public works), the plans, sketches and maps of the polygraphical and topographical sections of the Military District of Vilna, in so far as they concern the territory of the Latvian State, the archives of the local branches of the Banks of the Nobility and Peasantry, the branches of the State Bank and all other credit, co-operative and mutual insurance institutions in Latvia, from 1914 to 1917, in so far as the Articles referred to were removed from Latvian territory between 1914 and 1917 and are at the disposal of the Government or public institutions of the Ukrainian S. S. Republic.

(3) Archives and documents of all kinds belonging to private institutions, together with deeds referring to the Latvian territory, for example, title deeds and documents referring to mortgages, leases and all kinds of bonds and documents of value, mortgage deeds drawn up on Latvian territory, etc., which are of importance for the determination of property rights between Latvian nationals, in so far as the articles referred to were removed from Latvian territory between 1914 and 1917 and are at the disposal of the State, and public institutions of the Ukrainian S. S. Republic.

(4) Educational establishments and their property, situated in the territory of the Ukrainian S. S. Republic, which were removed from the Latvian territory between 1914 and 1917.

(5) Archives, libraries, museums, works of art removed from Latvian territory during the war between 1914 and 1917, in so far as these objects are or shall be at the disposal of the Government authorities of the Ukrainian S. S. Republic.

Remarque au § 5. Les deux Gouvernements conviennent de rendre réciproquement les archives, bibliothèques, musées et œuvres d'art qui ont pour la Lettonie (Ukraine) une importance essentielle au point de vue scientifique ou historique, évacués des limites de la Lettonie en Ukraine (de l'Ukraine en Lettonie) avant la guerre mondiale, autant qu'ils représentent des créations du peuple letton (ukrainien) et que leur séparation ne cause de pertes essentielles aux archives, bibliothèques, musées, galeries de la Lettonie (de l'Ukraine) où ils se trouvent.

Les questions concernant cette séparation seront réglées par la Commission mixte.

Article 7.

Pour effectuer l'exécution des dispositions visées par l'article 6 du présent Traité, le Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine s'oblige à fournir au Gouvernement letton tous les renseignements et informations y relatifs, ainsi qu'à prêter toute assistance à la recherche des biens, archives, documents, etc., à restituer. Le règlement plus détaillé des questions surgissant à ce propos est confié à une commission mixte spéciale, composée d'un nombre égal de membres des deux Parties contractantes.

Article 8.

Le Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine s'oblige :

1. A réserver aux citoyens lettons, propriétaires des entreprises non nationalisées, le droit de continuer à diriger et à gérer les dites entreprises et à en tirer des revenus en observant les décrets et les règlements existant à ce sujet dans la R. S. d. S. d'Ukraine ;

2. A réserver aux citoyens lettons le droit de liquider les entreprises non-nationalisées leur appartenant au moyen de cession à d'autres personnes ou institutions sous la condition que les entreprises conservent leur intégrité et capacité de travail et avec autorisation des institutions, où les entreprises à céder sont enregistrées.

3. A réserver aux citoyens lettons, à condition de l'amélioration des moyens de transport, et de l'établissement des relations de commerce réciproques normales entre la R. S. d. S. d'Ukraine et la Lettonie, le droit d'évacuer les entreprises non nationalisées.

L'évacuation s'effectue sur le compte des propriétaires des entreprises.

Remarque. La représentation de Lettonie a le droit d'initier, par l'intermédiaire du Commissariat aux Affaires étrangères auprès du Conseil de l'Economie du Peuple d'Ukraine, la revision de la question de la nationalisation des entreprises appartenant aux citoyens lettons. La résolution du Conseil d'Economie du Peuple d'Ukraine n'est pas sujette à des discussions ultérieures.

Article 9.

Le Gouvernement de la République Socialiste des Soviets d'Ukraine s'oblige à régler les comptes avec le Gouvernement de la République de Lettonie pour les réquisitions effectuées chez des citoyens lettons par les institutions soviétiques ayant le droit de réquisitionner, à l'exception des cas prévus par les décrets et les ordonnances du Gouvernement de la R. S. d. S. d'Ukraine.

Remarque. Toutes les demandes de paiement pour les réquisitions effectuées sont examinées et réglées par la Commission mixte, composée sur la base de parité.

Note to paragraph (5). The two Governments undertake reciprocally to restore the archives, libraries, museums and works of art which are of material scientific or historic interest to Latvia (the Ukraine) and were removed from Latvia to the Ukraine (from the Ukraine to Latvia) before the war, in so far as they are the creation of the Latvian (Ukrainian) people and their restitution would occasion no essential loss to the archives, libraries, museums or picture galleries in Latvia (the Ukraine) in which they are at present deposited.

All questions concerning this restitution shall be settled by the Mixed Committee.

Article 7.

For the purpose of giving effect to the provisions laid down in Article 6 of the present Treaty, the Government of the Ukrainian S. S. Republic shall undertake to furnish the Latvian Government with all necessary relevant information and data, in order to afford all possible assistance for the recovery of property, archives, documents, etc., which are to be restored.

A special Mixed Committee, consisting of an equal number of representatives of the two Contracting Parties, shall undertake the settlement in greater detail of all questions arising in regard to this matter.

Article 8.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic undertakes :

(1) To grant Latvian citizens who are proprietors of undertakings which have not been nationalised the right to continue to direct and manage these undertakings and to receive the profits accruing therefrom, subject to the observance of the decrees and regulations existing in regard to this matter in the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

(2) To grant to Latvian citizens the right to liquidate undertakings which have not been nationalised and which belong to them, by disposing of them to other persons or corporations, on condition that such undertakings remain intact and retain their working capacity and subject to the consent of the authorities with whom the undertakings to be transferred are registered.

(3) To grant to Latvian citizens the right to remove undertakings which have not been nationalised, provided that the means of transport shall have been improved and that normal trade relations shall have been established between the Ukrainian Socialist Soviet Republic and Latvia.

The proprietors of undertakings shall bear the costs of the removal of such undertakings.

Note. The representatives of Latvia shall be entitled, through the Commissariat for Foreign Affairs, to address to the Ukrainian People's Council of National Economy a request for the reconsideration of the question of nationalisation of undertakings belonging to Latvian citizens. The decision taken by the Ukrainian People's Council of National Economy shall be final.

Article 9.

The Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic undertakes to settle with the Government of the Latvian Republic the accounts in respect of requisitions made on Latvian citizens by the Soviet authorities entitled to carry out requisitions, with the exception of the cases specified in the decrees and regulations of the Government of the Ukrainian Socialist Soviet Republic.

Note. All claims for compensation for requisitions shall be examined and settled by the Mixed Commission, constituted on the basis of equal representation of both Parties.

Article 10.

1. Les Parties contractantes sont d'accord de conclure, immédiatement après la ratification du présent Traité, des traités de commerce et de transit et une convention postale et télégraphique.

2. Les Parties contractantes tombent d'accord que, jusqu'à la conclusion d'un Traité de commerce et de transit, les relations économiques mutuelles seront réglées sur la base des principes suivants :

- a) les marchandises transitant le territoire des Parties contractantes ne subissent pas la perception de quelques droits ou impôts que ce soit.
- b) les tarifs de frêt sur les marchandises en transit ou sur les marchandises transportées du territoire de l'une des Parties contractantes au territoire de l'autre ne peuvent pas être supérieurs aux tarifs de frêt des marchandises de la même catégorie (de destination locale.

Remarque au § 2. Jusqu'à l'établissement des conditions de transit normales les relations mutuelles entre la Lettonie et l'Ukraine sont réglées sur la base de ces principes. Les autres conditions de transit sont normées par des accords provisoires particuliers.

3. L'usage réciproque des ports des Parties contractantes par les flottes marchandes lettone et ukrainienne est admis à droits égaux.

4. Les biens restés sur le territoire d'une Partie contractante après le décès des citoyens de l'autre sont entièrement transmis à la disposition du représentant consulaire ou autre représentant correspondant de l'Etat auquel le défunt appartenait pour en faire usage conformément aux lois de la patrie.

Article 11.

Les relations diplomatiques et consulaires entre les Parties contractantes sont établies immédiatement après la ratification du présent Traité.

Remarque. La convention consulaire doit être conclue entre les Parties contractantes dans un délai de trois mois à partir du jour de la ratification du présent Traité.

Article 12.

1. Après la ratification de ce Traité, le Gouvernement letton libère les citoyens ukrainiens et les personnes ayant opté pour la nationalité ukrainienne et le Gouvernement ukrainien, les citoyens lettons et les personnes ayant opté pour la nationalité lettone, tant militaires que civils, des peines pour toutes les affaires politiques et disciplinaires. Les personnes libérées doivent quitter immédiatement les limites du pays où elles ont résidé, avec leurs familles, si les membres de la famille désirent suivre les libérés. Dans le cas où les sentences dans ces affaires n'ont pas encore été prononcées, le procès doit être arrêté.

Ne jouissent pas de l'amnistie les personnes qui ont commis les actions susindiquées après la signature de ce Traité.

Remarque. Si le séjour en liberté d'une personne qui doit être libérée constitue un danger pour l'ordre public, cette personne n'est pas libérée, mais, sur la demande du Gouvernement de l'autre Partie, elle peut lui être délivrée.

2. Les personnes se trouvant en accusation ou à l'instruction, ou étant arrêtées par suite d'accusation de crimes et de transgressions criminelles, commis avant la signature de ce Traité, ainsi que les personnes subissant la peine pour ces affaires, sont extradées immédiatement sur la demande de leur Gouvernement. En les extradant, on délivre en même temps le matériel des recherches et les pièces de procédure y relatives.

Article 10.

(1) The Contracting Parties agree immediately after the ratification of the present Treaty to conclude treaties on commerce and transit and a postal and telegraphic convention.

(2) The Contracting Parties agree that, pending the conclusion of a treaty on commerce and transit, their mutual economic relations shall be conducted in accordance with the following principles.

- (a) goods in transit through the territories of the Contracting Parties shall not be liable to any duties or taxes of any kind whatever.
- (b) freight charges on goods in transit or on goods conveyed from the territory of one Contracting Party to the territory of the other shall not be higher than the freight charges on goods of the same category conveyed to a local destination.

Note on paragraph 2. Pending the establishment of normal transit conditions, mutual relations between Latvia and the Ukraine shall be conducted in accordance with the foregoing principles. All other conditions for transit will be regulated by special provisional agreements.

(3) Vessels of the Latvian and Ukrainian mercantile marines shall be entitled reciprocally to use the ports of the Contracting Parties on an equal footing.

(4) Property remaining in the territory of one of the Contracting Parties upon the death of a citizen of the other shall be remitted intact to the care of the Consular representative or other similar representative of the State to which the deceased belonged, for disposal in conformity with the national laws.

Article 11.

Diplomatic and Consular relations between the Contracting Parties shall be established immediately after the ratification of the present Treaty.

Note. The Consular Convention must be concluded between the Contracting Parties not later than three months from the date of ratification of the present Treaty.

Article 12.

(1) Upon the ratification of this Treaty the Latvian Government shall discharge Ukrainian citizens and persons who have opted for Ukrainian nationality, and the Ukrainian Government shall discharge Latvian citizens and persons who have opted for Latvian nationality, both civil and military, who are undergoing punishment for any kind of political or disciplinary offence. Persons so discharged shall immediately leave the territory of the country in which they resided, together with their families, if the members thereof desire to accompany them. If sentence in respect of these offences has not been passed, the proceedings shall be stayed.

Persons who commit the above offences subsequent to the signature of this Treaty shall not be included in the amnesty.

Note. If the release of a person who is entitled to be discharged constitutes a danger to public order, such person shall not be discharged, but may, upon application by the other Contracting Party, be handed over to the latter.

(2) Persons who are under a charge or undergoing trial or under arrest on a charge of crime or criminal misdemeanours committed prior to the signature of this Treaty, and persons undergoing punishment for such offences, shall be extradited immediately at their Government's request. When extradition takes place, all evidence collected and the documents relating to the case shall be handed over.

Article 13.

La résolution des questions de droit public et de droit privé qui surgissent entre les citoyens des Parties contractantes, ainsi que le règlement des questions particulières entre les deux États ou entre les États et les citoyens de l'autre Partie, est effectuée par une commission mixte spéciale, composée d'un nombre égal de membres des deux Parties et créée immédiatement après la ratification du présent Traité, les droits et obligations de laquelle sont définis dans l'instruction selon l'accord entre les deux Parties contractantes.

Article 14.

Le présent Traité est rédigé en langues lettone, ukrainienne et russe. Pour l'interprétation, tous les trois textes font également foi.

Le présent Traité doit être ratifié et entre en vigueur au moment de la ratification.

La ratification du présent Traité doit avoir lieu dans un délai de six semaines à partir du jour de sa signature.

L'échange des instruments de ratification doit avoir lieu à Kharkoff.

Partout où, dans le présent Traité, est mentionné le moment de la ratification du Traité, on y comprend le moment de l'échange réciproque des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent Traité de leur propre main avec apposition de leurs sceaux.

L'original est dressé en six exemplaires et signé à Moscou, le 3 août mil neuf cent vingt et un.

ERIC FELDMANS.

KOTSIUBINSKO.

Ev. SCHKIPSNA.

A. CHARITONOVSKI.

ANNEXE AU TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE LETTONIE
ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'UKRAINE.

Pour suppléer aux dispositions du § 10 de l'article 4 du Traité, les deux Parties contractantes ont élaboré le règlement suivant concernant la sortie des biens des optants :

1. Le poids total des biens à sortir par les optants allant par voie de terre ou sur des vapeurs étrangers des ports lettons (ukrainiens), n'est pas soumis à une limitation de poids.

Remarque. Les optants allant par voie de terre dressent une liste des biens qu'ils emportent avec eux. La liste doit être confirmée par les institutions d'administration des districts (le Comité exécutif de district). Les biens portés sur la liste ne peuvent être ni confisqués ni réquisitionnés en route jusqu'aux postes de contrôle à la frontière.

2. Expédié par chemin de fer, le poids total du bagage, excepté les petits bagages, ne doit pas dépasser 10 poudes par personne.

Remarque 1. Les personnes de profession spéciale, à savoir : ouvriers, artisans, laboureurs, médecins, artistes, savants, musiciens, etc., sont autorisées à emporter avec elles les objets qui leur sont indispensables à l'exercice de leur activité professionnelle en dessus du poids normé, avec permission spéciale du Ministère des Finances (Commissariat du peuple du Commerce étranger) dans chaque cas particulier.

Article 13.

The settlement of questions of public and private law, which may arise between citizens of the Contracting Parties, and also the settlement of all private disputes between the two States or between one State and the citizens of the other, shall be carried out by a special Mixed Commission, composed of an equal number of representatives of both Parties, to be set up immediately after the ratification of the present Treaty. The rights and responsibilities of the Commission shall be defined by instructions to be drawn up in accordance with the agreement reached between the two Contracting Parties.

Article 14.

The present Treaty has been drawn up in Latvian, Ukrainian and Russian. In questions of interpretation all three texts shall be authentic.

The present Treaty must be ratified, and shall, upon ratification, come into force.

The present Treaty shall be ratified within six weeks following the date of signature.

The instruments of ratification shall be exchanged at Kharkoff.

Whenever reference is made in the present Treaty to the date of the ratification of the Treaty, this shall be taken to mean the date when the instruments of ratification are exchanged.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Treaty *manu propria* and have affixed their seals thereto.

The original has been drawn up in six copies and signed at Moscow this third day of August of the year nineteen hundred and twenty-one.

ERIC FELDMANS.

KOTSIUBINSKO.

Ev. SCHKIPSNA.

A. CHARITONOVSKI.

ANNEX TO THE TREATY BETWEEN THE LATVIAN DEMOCRATIC REPUBLIC
AND THE UKRAINIAN SOCIALIST SOVIET REPUBLIC.

In order to supplement the provisions laid down in paragraph 10 of Article 4 of the present Treaty, the two Contracting Parties have drawn up the following regulations concerning the removal of the property belonging to persons who have opted for nationality.

(1) The total weight of property removed by persons who have opted and who travel by road or by foreign steamers from Latvian (Ukrainian ports) shall be unlimited.

Note. Persons who have opted and who travel by road shall draw up a list of the property they take with them. This list must be approved by the Administrative Authorities of the District (District Executive Committee). The property entered in the list shall not be liable to confiscation or requisition on its way to the control stations at the frontier.

(2) If sent by rail, the total weight of the baggage, exclusive of hand-baggage, shall not exceed 10 poods per person.

Note 1. Persons who exercise some special profession, such as workmen, artisans, labourers, doctors, artists, scholars and musicians, and so on, shall be authorised to take with them such instruments or tools as are indispensable for the exercise of their calling, in excess of the weight stated above, with the special permission of the Ministry of Finance (People's Commissariat for Foreign Trade) in each particular case.

Remarque 2. Le Gouvernement letton (ukrainien) se réserve le droit de traiter, lors de la conclusion de la convention ferroviaire, la question du transport des biens, surpassant les normes définies dans le § 2 de cette Annexe, par les moyens de la République lettone (ukrainienne).

Remarque 3. Les optants n'allant pas par les échelons de réfugiés couvrent eux-mêmes les frais de voyage et du transport de leurs biens.

3. Ne sont pas admis à la sortie :

- a) le papier-monnaie, de quelque émission que ce soit, ayant cours légal en Lettonie et dans la R. S. d. S. d'Ukraine, dans une quantité excédant cent mille roubles par personne. La sortie des sommes de plus de cent mille roubles par personne n'est admise qu'avec la permission des institutions financières centrales ;
- b) des objets d'or et de platine pesant plus de 25 zolotniks chacun, des articles d'or et de platine dont le poids total dépasse 25 zolotniks par personne et des objets d'argent surpassant 5 livres par personne ;

Remarque. Des montres d'or et d'argent avec chaînes et des alliances, des porte-cigarettes d'argent et des porte-monnaie d'argent de dames sont admis à la sortie à raison d'une pièce par personne adulte. Le poids de ces objets n'est pas compris dans la norme définie dans ce paragraphe ;

- c) des pierres précieuses non serties et non taillées ;
- d) des articles de pierres précieuses de différentes dénominations (diamants, brillants, saphirs, émeraudes, rubis et autres), dont le poids total dépasse 1 carat. Cette disposition se rapporte aussi aux perles ;
- e) des machines à coudre, plus d'une par famille ;
- f) des objets de valeur artistique ou historique, ou des objets antiques ;

Remarque. Si les objets particuliers indiqués dans ce paragraphe sont des souvenirs de famille et ne composent pas de collections, ils sont admis à la sortie ;

- g) des vivres, plus de 40 livres par personne, y compris plus de 18 livres de farine ou de pain, de 8 livres de produits de viande, de 4 livres de produits lactés et de 10 livres d'autres provisions, y compris plus d'une livre de sucre et plus d'un quart de livre de thé ;
- h) des produits de tabac, plus de 500 cigarettes ou 1/2 livre de tabac par personne âgée de plus de 18 ans ;
- i) plus d'un morceau de savon de toilette par personne et plus d'une livre de savon ordinaire par famille ;
- k) toute sorte de titres et d'obligations, ainsi que des lettres de change, des quittances de transport, des warrants, des actes et autres documents de commerce, dont la sortie n'est pas spécialement autorisée par les institutions financières centrales du pays hors des limites duquel ils doivent être sortis.

Remarque. Sont admis à la sortie sans difficultés les titres et autres documents de valeur, énumérés dans le § k, ayant rapport seulement au territoire de l'Ukraine (pour ceux qui quittent la R. S. d. S. d'Ukraine, au territoire de Lettonie) ;

- l) des imprimés dont les listes ne sont pas confirmées par la censure de guerre ;

Remarque. Les livres d'école et les livres en langue lettone (ukrainienne) sont admis à la sortie, sans être visés par la censure de guerre si les listes de ces livres sont confirmées par les conseils des écoles des districts (des sections des gouvernements de l'Instruction publique) ;

- m) des photographies, des actes, documents et toute sorte d'autres papiers, à l'exception de ceux indiqués aux §§ f et k, ne portant pas la note de contrôle de la censure de guerre ;

Note 2. The Latvian (Ukrainian) Government reserves the right, upon the conclusion of the Railway Convention, to deal with the question of the removal of property, exceeding the weights defined in paragraph 2 of this Annex, through the agency of the Latvian (Ukrainian) Republic.

Note 3. Persons who have opted, but who do not travel with the convoys of refugees, shall defray their own travelling and transport expenses.

(3) The following articles shall not be allowed to leave the country :

- (a) Paper money of any issue which is legal tender in Latvia and in the Ukrainian Socialist Soviet Republic in quantities exceeding 100,000 roubles per person. The removal of sums exceeding 100,000 roubles per person shall only be allowed on receipt of a special permission from the Central Financial Authorities.
- (b) Articles of gold and platinum weighing more than 25 zolotniks each, articles of gold and platinum of a total weight exceeding 25 zolotniks per person, and silver articles exceeding the weight of 5 lbs. per person.

Note. Gold and silver watches and chains, wedding rings, silver cigar-holders and ladies' silver purses may be taken at the rate of one each per adult person. The weight of these articles shall not be included in the amount laid down in the present paragraph.

- (c) Unset and uncut precious stones.
- (d) Articles made with precious stones of various kinds (diamonds, brilliants, sapphires, emeralds, rubies, etc), the total weight of which exceeds one carat in all. This provision shall also apply to pearls.
- (e) More than one sewing machine per family.
- (f) Objects possessing artistic or historical value, and antiquities.

Note. If individual articles mentioned in this paragraph are heirlooms and do not constitute a collection, they may be removed from the country.

- (g) Food in quantities exceeding 40 lbs. per person, including more than 18 lbs. of flour or bread, 8 lbs. of meat products, 4 lbs. of milk products ; and 10 lbs. of other provisions, including more than 1 lb. of sugar and more than 1/4 lb. of tea.
- (h) Tobacco products exceeding 500 cigarettes or half-a-pound of tobacco per person over 18 years of age.
- (i) More than one cake of toilet soap per person and more than one lb. of household soap per family.
- (k) Shares and bonds of all kinds, as also bills of exchange, transfer certificates, dividend warrants, deeds and other commercial documents, the removal of which has not been specially authorised by the Central Financial Authorities of the country from whose territory they are to be removed.

Note. Shares and bonds and other documents of value enumerated in paragraph (k) which concern solely Ukrainian territory (in the case of those who are leaving the Ukrainian S. S. Republic) or Latvian territory, may be removed without any restriction.

(l) Printed matter which has not been passed by the military censor.

Note. School books and books printed in the Latvian (Ukrainian) language may be removed without the permission of the military censor if the list of these books has been approved by the district school councils (National Educational Authorities).

- (m) Photographs, deeds, documents and papers of every kind, excepting such as are mentioned in paragraphs (f), and (k) which are not marked as passed by the military censor.

- n) des objets de manufacture, des articles d'habillement, des métaux et des articles fabriqués avec ces métaux, des articles de fourrure, de cuir et de modes et autres, destinés au commerce et non pas à l'usage personnel ;
- o) de la monnaie des autres Etats, sans permission spéciale des institutions financières centrales ;
- p) des armes, des objets d'armement et des jumelles de campagne ;

Remarque. Des chasseurs de profession, en partant pour la Lettonie (l'Ukraine) ont le droit, avec permission spéciale pour chaque cas particulier, d'emporter avec eux un fusil de chasse avec accessoires ;

- q) des galeries et des collections ayant une importance artistique, sans permission spéciale du Ministère (Commissariat du peuple) de l'Instruction publique.

4. Jusqu'à l'amélioration du transport, il n'est pas permis de transporter par voies ferrées des meubles encombrants et non démontés, des équipages, voitures et traîneaux, de l'inventaire vivant, des parties de machines, des appareils de physique, des instruments de chirurgie encombrants et autres objets encombrants.

ERIC FELDMANS.
Ev. SCHKIPSNA.
A. CHARITONOVSKI.

KOTSIUBINSKO.

- (n) Manufactured articles, clothing, metals and metal articles, furs, leather goods, millinery and other articles for commercial purposes and not for personal use.
- (o) Foreign currencies, without the special permission of the Central Financial Authorities.
- (p) Arms, military equipment and field-glasses.

Note. Professional hunters proceeding to Latvia (the Ukraine) shall be entitled, on obtaining a special permit for this purpose, to carry one gun, with accessories, etc.

- (q) Collections of pictures and other collections possessing artistic value, without the special permission of the Ministry (People's Commissariat) for Education.

(4) Until transport conditions have been improved, furniture which has not been taken to pieces, — carriages, carts and sleighs, live-stock, machine parts, physical culture apparatus and bulky surgical instruments and other bulky objects — shall not be exported.

ERIC FELDMANS.
EV. SCHKIPSNA.
A. CHARITONOVSKI.

KOTSIUBINSKO.

N° 443.

**LETTONIE
ET LE SAINT-SIÈGE**

Concordat, signé au Vatican le 30
mai 1922.

**LATVIA
AND THE HOLY SEE**

Concordat, signed at the Vatican,
May 30, 1922.

No. 443. — CONCORDAT¹ ENTRE LE SAINT-SIÈGE ET LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE, SIGNÉ AU VATICAN LE 30 MAI 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce Concordat a eu lieu le 16 juin 1923.

Le SAINT-SIÈGE, représenté par Son Eminence le Cardinal GASPARRI, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté Pie XI, et le GOUVERNEMENT DE LETTONIE, représenté par Son Excellence M. Zigfrids A. MEIEROVICS, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

I.

La religion catholique sera librement et publiquement exercée en Lettonie et la personnalité juridique avec tous les droits, que le Code civil de Lettonie reconnaît aux autres personnes civiles, lui sera reconnue.

2.

Le Saint-Siège, en s'entendant avec le Gouvernement de Lettonie, et après que celui-ci aura remis à l'archevêque l'église et l'immeuble dont parle l'article 7, érige à Riga un siège archiépiscopal et donne à l'archevêque de Riga un ou deux évêques auxiliaires. L'archevêque et les évêques seront de nationalité lettone.

3.

Pour toutes les affaires ecclésiastiques, l'Archevêché de Riga dépendra directement du Saint-Siège.

4.

Le Saint-Siège, avant de nommer l'archevêque de Riga, notifiera au Gouvernement de Lettonie le candidat qu'il a choisi pour savoir si, du point de vue politique, le Gouvernement n'a pas d'objections à formuler contre ce choix.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu au Vatican le 3 novembre 1922.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 443. — CONCORDAT ² BETWEEN THE HOLY SEE AND THE LATVIAN GOVERNMENT, SIGNED AT THE VATICAN MAY 30, 1922.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Latvia. The registration of this concordat took place June 16, 1923.

The HOLY SEE, represented by His Eminence Cardinal GASPARRI, Secretary of State to His Holiness Pius XI, and the GOVERNMENT OF LATVIA, represented by His Excellency Zigfrids A. MEIEROVICS, President of the Council, Minister for Foreign Affairs, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I.

The Catholic Religion may be freely and publicly practised in Latvia, and the Church shall be recognised as a corporate body possessing all rights which the Latvian Civil Code accords to other corporate bodies.

2.

The Holy See, in agreement with the Latvian Government, and after the latter shall have handed over to the Archbishop the Church and immovable property referred to in Article 7, shall establish an Archiepiscopal See in Riga and shall attach one or two Suffragan Bishops to the Archbishopric at Riga. The Archbishop and Bishops shall be of Latvian nationality.

3.

In all matters ecclesiastical, the Archbishopric of Riga shall be under the direct jurisdiction of the Holy See.

4.

The Holy See, before appointing an Archbishop of Riga, shall communicate to the Latvian Government the name of the candidate chosen, in order to ascertain whether the Latvian Government has any objection to such nomination from a political point of view.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at the Vatican, November 3, 1922.

5.

Avant d'entrer en fonctions, l'archevêque prêtera entre les mains du président de la République de Lettonie le serment de fidélité dans la forme suivante :

« Je jure devant Dieu et sur les Saints Evangiles, comme il convient à un Evêque, de respecter et faire respecter par le clergé le Gouvernement établi par la Constitution de la République de Lettonie et de ne rien entreprendre qui soit de nature à compromettre l'ordre public. »

6.

Le Saint-Siège, après entente avec le Gouvernement de Lettonie, reconstitue le Chapitre diocésain de Riga selon les prescriptions du droit canon.

7.

La République de Lettonie, de son côté, s'engage :

- a) à donner à Riga pour le culte catholique-romain une église cathédrale choisie par le Gouvernement et jugée convenable par l'archevêque ;
- b) à donner un immeuble convenable pour servir de résidence à l'archevêque et au Chapitre avec les bureaux de la Chancellerie et du Consistoire.

8.

Les membres du Chapitre, les curés et en général tous les ecclésiastiques sont nommés par l'archevêque selon les normes du droit canon.

9.

Les ecclésiastiques, à partir de l'ordre de sous-diacre inclusivement, sont exempts du service militaire et des autres fonctions civiles incompatibles avec la vocation sacerdotale, comme par exemple : jurés, membres du tribunal, etc.

10.

L'Eglise catholique a le droit de fonder et de maintenir ses propres écoles confessionnelles ; le Gouvernement de Lettonie s'engage à respecter le caractère confessionnel de ces écoles et, de son côté, l'Eglise s'engage à respecter toute loi, sur les écoles privées, conforme à cet engagement du Gouvernement.

11.

Pour la formation d'un clergé letton, un séminaire ecclésiastique diocésain sera fondé selon les prescriptions canoniques et sous l'autorité de l'archevêque. La langue employée dans l'enseignement du séminaire, sauf pour la philosophie et les matières ecclésiastiques, sera le letton.

5.

Before assuming office, the Archbishop shall take the following oath of allegiance before the President of the Latvian Republic :

“ I swear before God and by the Holy Gospels, as befitteth an Archbishop, myself to respect and to cause my Clergy to respect the Government established under the Constitution of the Latvian Republic and to commit no act whereby public order may be compromised. ”

6.

The Holy See, in agreement with the Latvian Government, re-establishes the Diocesan Chapter of Riga, in accordance with the provisions of Canon Law.

7.

The Latvian Republic, for its part, undertakes :

- (a) To give to Riga for the use of the Roman Catholic Church a Cathedral Church chosen by the Government and deemed suitable by the Archbishop ;
- (b) To give a suitable building for the residence of the Archbishop and the Chapter, with the Offices of the Chancellory and the Consistory.

8.

Members of the Chapter, vicars and all ecclesiastics in general shall be appointed by the Archbishop, in conformity with the provisions of Canon Law.

9.

Ecclesiastics, from the order of sub-deacons upwards, shall be exempt from military service and from civil duties incompatible with the priestly calling, such as, service on juries and the membership of tribunals, etc.

10.

The Catholic Church shall have the right to found and maintain its own denominational schools ; the Latvian Government undertakes to respect the denominational character of these schools and the Catholic Church undertakes to respect all legislation concerning private schools in accordance with the Government's undertaking.

11.

A diocesan ecclesiastical seminary shall be established, in accordance with Canon Law and under the Archbishop's authority, for the training of a Latvian priesthood. The language employed for instruction in the seminary shall, except in the case of philosophy and in all matters ecclesiastic, be Latvian.

Pour ce qui concerne la fondation d'un collège letton à Rome ou l'allocation d'un nombre déterminé de bourses à ceux des élèves que l'archevêque voudra envoyer à Rome pour y faire des études ecclésiastiques supérieures, le Gouvernement letton s'entendra avec le Saint-Siège.

12.

Vu le nombre encore insuffisant d'ecclésiastiques de nationalité lettone, l'archevêque aura le droit, pour une période de transition, de faire venir, selon les besoins, des ecclésiastiques de l'étranger, qui pourront librement exercer les fonctions dont ils seront chargés par l'archevêque. L'archevêque aura soin d'indiquer au Gouvernement de la République les noms de ces ecclésiastiques pour savoir si, au point de vue politique, le Gouvernement n'a pas d'objections à formuler contre eux. Les membres du Chapitre, les doyens et les curés titulaires doivent être citoyens lettons.

13.

La République de Lettonie ne mettra pas d'obstacles à l'activité contrôlée par l'archevêque de Riga, des associations catholiques en Lettonie, lesquelles auront les mêmes droits que les autres associations reconnues par l'Etat.

14.

Les églises, chapelles, cimetières catholiques sont considérés comme propriété de l'Eglise catholique en Lettonie ; ils sont librement administrés par l'autorité ecclésiastique, ne peuvent être aliénés ou confisqués par qui que ce soit, ni destinés à d'autres usages contre la volonté de l'autorité ecclésiastique.

15.

L'immunité des églises, chapelles et cimetières sera observée selon les normes du droit canon.

16.

Les propriétés de l'Eglise pourront être soumises aux impôts, comme les biens des autres citoyens, excepté les édifices destinés au culte divin, ainsi que le séminaire, les évêchés et les presbytères.

17.

Les ecclésiastiques accusés d'avoir manqué aux obligations de leur état sacerdotal s'en justifient devant l'archevêque ou ses mandataires. Du jugement épiscopal il ne peut être fait recours au jugement laïque.

18.

Si des ecclésiastiques sont accusés près des tribunaux laïques de crimes prévus par le Code de Lettonie, l'archevêque ou son délégué sera en temps opportun avisé et lui, ou son délégué, pourra assister aux séances des tribunaux et aux débats du procès.

Regarding the foundation of a Latvian College in Rome, or the allocation of a fixed number of scholarships to such pupils as the Archbishop may wish to send to Rome to pursue higher ecclesiastical studies, the Latvian Government shall enter into an agreement with the Holy See.

12.

In view of the still insufficient number of ecclesiastics of Latvian nationality, the Archbishop may, during a period of transition, obtain ecclesiastics from abroad in accordance with his requirements, and the latter may freely carry out the duties entrusted to them by the Archbishop. The Archbishop shall duly communicate the names of these ecclesiastics to the Government of the Republic in order that he may be informed if the Government has any objection, from a political point of view, to their appointment. The members of the Chapter, the Deans and the titular vicars must be Latvian nationals.

13.

The Latvian Republic will not in any way restrict the activities, under the Archbishop of Riga's supervision, of Catholic associations in Latvia, and these shall possess the same rights as other associations recognised by the State.

14.

Catholic churches, chapels and cemeteries shall be regarded as the property of the Catholic Church in Latvia. The Church Authorities shall be free to administer this property, which may not be alienated or confiscated by any person or persons whatsoever or employed for other purposes in opposition to the wishes of the Ecclesiastical Authorities.

15.

The immunity of churches, chapels and cemeteries shall be respected in accordance with the provisions of Canon Law.

16.

The property of the Church may be taxed like the property of other citizens, but buildings intended for the celebration of Divine Service, the Seminary, the Bishop's residence and the Presbytery shall be exempt from taxation.

17.

Ecclesiastics accused of disregarding the obligations imposed by their priestly Office shall appear before the Archbishop or his nominees. No appeal shall lie from the Episcopal Court to the Lay Courts.

18.

If Ecclesiastics are accused before the Lay Tribunals of crimes under the Latvian Code, the Archbishop or his Delegate shall be duly informed of the fact and he or his Delegate may be present at the proceedings of the Tribunal and during the hearing of the case.

19.

Les ecclésiastiques condamnés par jugement à la détention subiront leur peine d'arrêt dans un monastère. Dans les autres cas, les ecclésiastiques coupables subiront leur peine, comme les autres condamnés, après que l'archevêque les aura privés de la dignité ecclésiastique.

20.

La durée du présent Concordat sera de trois ans, à partir de la date du dépôt de la ratification, et sera prolongée par renouvellement tacite d'année en année sauf dénonciation de six mois à l'avance.

En cas de dénonciation du Concordat, les immeubles dont parle le Concordat, avec leurs immunités, restent acquis à l'Église catholique, et les personnes visées par le Concordat rentrent dans le droit commun de Lettonie.

21.

Le présent Concordat sera ratifié par le Saint-Siège et par l'Assemblée Constituante de Lettonie.

22.

L'échange des ratifications sera effectué au Vatican, et le Concordat entrera en vigueur à la date de dépôt des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Concordat.

Fait au Vatican, ce 30 mai 1922, en double exemplaire.

ZIGFRIDS A. MEIEROVICS.

PIERRE Cardinal GASPARRI.

19.

Ecclesiastics sentenced to imprisonment shall serve their sentence in a Monastery. In other cases Ecclesiastics who have been sentenced shall serve their sentence like other prisoners, after the Archbishop has deprived them of their priestly dignity.

20.

The present Concordat shall remain in force for three years from the date on which the ratifications are deposited, and shall be renewed by tacit consent from year to year, unless denounced six months beforehand.

If the Concordat is denounced, the property referred to in the Concordat, with all immunities appertaining thereto, shall remain the property of the Catholic Church, and the persons referred to in the Concordat shall become again amenable to Latvian Law.

21.

The present Concordat shall be ratified by the Holy See and by the Latvian Constituent Assembly.

22.

The exchange of ratification shall take place at the Vatican and the Concordat shall come into force as soon as the ratifications have been deposited.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Concordat.

Done at the Vatican on May 30, 1922, in duplicate.

ZIGFRIDS A. MEIEROVICS.
PIERRE Cardinal GASPARRI.

N° 444.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Convention concernant l'admission
des fonctionnaires consulaires
autrichiens dans les colonies néer-
landaises, signée à La Haye le 6
novembre 1922.

**AUSTRIA
AND THE NETHERLANDS**

Convention concerning the admission
of Austrian consular officials to
the Netherlands Colonies, signed
at The Hague, November 6, 1922.

No. 444. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LES PAYS-BAS
CONCERNANT L'ADMISSION DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES
AUTRICHIENS DANS LES COLONIES NÉERLANDAISES,
SIGNÉE A LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 22 juin 1923.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, désirant assurer aux relations de commerce établies entre le ROYAUME DES PAYS-BAS et la RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires d'Autriche dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une Convention spéciale déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans lesdites colonies.

A cet effet, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS a nommé :

Son Excellence le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas ;

et le PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE a nommé :

Son Excellence F. CALICE, Ministre d'Autriche à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires d'Autriche seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires d'Autriche seront considérés comme des agents commerciaux protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port de la colonie indiqué dans leur Commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de cette colonie, sauf les exceptions que la présente Convention établit en leur faveur.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 27 février 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 444. — CONVENTION ¹ BETWEEN AUSTRIA AND THE NETHERLANDS CONCERNING THE ADMISSION OF AUSTRIAN CONSULAR OFFICIALS TO THE NETHERLANDS COLONIES, SIGNED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1922.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place June 22, 1923.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, being desirous of ensuring the most ample development of the commercial relations between the KINGDOM OF THE NETHERLANDS and the REPUBLIC OF AUSTRIA, and desirous of meeting the wishes of the AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT, has consented to admit Austrian Consular officials to all the principal ports of the Netherlands Colonies, provided, however, that this concession shall form the subject of a special convention which shall establish clearly and precisely the rights, duties and immunities of these Consular officials in the said Colonies.

For this purpose HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS has appointed :

His Excellency Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister for Foreign Affairs of the Netherlands,

and the PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC has appointed :

His Excellency F. CALICE, Austrian Minister at The Hague,

who, having been duly authorised for this purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria shall be admitted to all the ports of the Netherlands over-seas Possessions and Colonies which are open to the vessels of all nations.

Article 2.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria shall be regarded as commercial Agents entrusted with the duty of protecting commerce carried on by their nationals within their respective Consular districts. They shall reside in the port of the Colony indicated in their commissions, and shall be subject to the civil and penal laws of the Colony, except as regards the special provisions in their favour contained in the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at the Hague, February 27, 1923.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatour sera contresigné par le Gouvernement de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement se réserve la faculté de retirer l'exéquatour ou de le faire retirer par le Gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur pays, avec la légende : « Consulat général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence consulaire d'Autriche ».

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie, prouvant l'urgence et en exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes ; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les colonies et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la colonie d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires autrichiens naufragés sur les côtes d'une des colonies néerlandaises seront dirigées par les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires d'Autriche.

Article 3.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria may only enter on their duties and enjoy their Consular immunities after they have submitted to the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands a commission which must indicate their Consular district and their place of residence.

As soon as the Government of the Colony shall have countersigned their exequaturs the said Consular officials of all ranks shall be entitled to receive such protection from the Government and such assistance from the local authorities as may be necessary for the free exercise of their duties.

The Government shall reserve the right to withdraw the exequatur, or to have it withdrawn by the Government of the Colony, stating its reasons for taking such action.

Article 4.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria shall be authorised to affix over the door of their residence a shield bearing the arms of their country, and the inscription : " Consulate-General, Consulate, Vice-Consulate, or Consular Agency of Austria. "

It is understood that no right of asylum may be claimed in virtue of this external sign, and that the house and the persons residing therein shall not be entitled to exemption from action taken by the local judicial authorities.

Article 5.

It is agreed, however, that archives and documents concerning Consular affairs shall be exempt from all inspection, and that no civil, military, police or judicial authority may inspect them or sequestrate them, nor ascertain their contents for any reason or on any grounds whatsoever.

Article 6.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria shall not possess any diplomatic status.

No request may be addressed to the Netherlands Government otherwise than through the accredited diplomatic Agent at The Hague.

In urgent cases, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents may communicate direct with the Governor of the Possession or Colony, explaining the urgency of the case, and giving the reason for which the matter in question could not be submitted to their lower officials, or else showing that previous requests submitted to these authorities had proved ineffective.

Article 7.

A passport, delivered or visaed by Consular officials shall not in any way exempt the bearer from the obligation to provide himself with all documents required under local laws or regulations to enable him to travel or settle in the Netherlands Colonies, nor can the possession of such a passport in any way curtail the exercise of the right possessed by the Government of the Colony to prohibit permanent settlement in that Colony or to order any individual to leave the territory even though the latter be provided with a passport.

Article 8.

All operations connected with the salvage of Austrian vessels shipwrecked along the coast of any Netherlands Colony shall be under the direction of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents of Austria. The local authorities shall intervene solely with a view to

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires autrichiens marchands, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents, et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée, à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues à exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire du même pays. Néanmoins, si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal colonial ou métropolitain, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un ressortissant autrichien vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises chargées, d'après les lois de la colonie, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires d'Autriche seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur pays.

Ils connaîtront seuls de tous les différends qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends, à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage ne s'y trouvent mêlées.

maintaining order, protecting the interests of the salvagers, if the latter do not belong to the crew of the shipwrecked vessel, and ensuring the execution of such formalities as have to be complied with in connection with salvaged goods entering or leaving the country.

During the absence and until the arrival of the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, the local authorities shall take all necessary steps to protect the individuals concerned, and to safeguard the goods which have been shipwrecked.

It is agreed, moreover, that no customs duties shall be levied on salvaged goods unless the latter are admitted for internal consumption.

Article 9.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents may request the local authorities to assist them in capturing, arresting and imprisoning all deserters from Austrian merchant vessels, in so far as the extradition of deserters from such vessels has been provided for by treaty.

For this purpose they shall apply in writing to the proper local authorities, and if it can be proved from the ship's papers, the roll-call of the crew, or other authentic documents that the individuals claimed were members of the crew in question, they shall be surrendered, except in the case of Netherlands subjects.

The local authorities shall be bound to employ all means at their disposal to capture deserters. The authorities shall place such deserters, after arrest, at the disposal of the Consular authorities and shall detain them at the request and expense of the persons claiming them until the latter shall find an opportunity of re-embarking them on board their vessel or on another vessel of the same country. If, however, such deserters should not be sent back within three months of their capture, they shall be set at liberty and shall not be liable to further arrest on the same charge.

It is understood, however, that a deserter who has committed any felony, crime or misdemeanour shall not be surrendered until the Colonial or Home Court before which the case has been brought has passed sentence and until such sentence has been carried out.

Article 10.

If an Austrian citizen should die without known heirs or testamentary executors, the Netherlands authorities entrusted with the administration of the succession in accordance with the laws of the Colony shall inform the Consular officials in order that the latter may forward the necessary information to the parties concerned.

Article 11.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of Austria shall alone be competent to maintain order on board merchant vessels of their country, if requested to do so by the Captain or officer acting in his place.

They shall be the sole authorities competent to deal with all disputes which may have arisen at sea, or which may arise in port, between the Captain, officers, and members of the crew, even in matters relating to the payment of wages and in questions connected with the fulfilment of mutual contractual obligations.

The Courts and other authorities of the Colony may not, for any reason whatever, take part in these disputes unless they are calculated to disturb public peace and security ashore or in port, or unless persons other than the crew are involved therein.

Article 12.

Pour autant qu'en Autriche les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires des Pays-Bas, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires d'Autriche qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires d'Autriche jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90^{me} jour après l'échange des ratifications.

A moins qu'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 6 novembre 1922.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) CALICE.

Article 12.

In so far as Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents of the Netherlands in Austria enjoy the same privileges, on a basis of reciprocity, all Austrian Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, not carrying on any trade or occupying any public office or exercising any profession in addition to their Consular duties shall be exempt from compulsory billeting, from all personal taxes, and from all general or municipal taxes of a personal character unless the Consular officials in question are Netherlands subjects or were, at the time of their appointment, already resident in the Kingdom of the Netherlands or its Colonies.

Article 13.

Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of Austria in the Netherlands Colonies shall enjoy all other privileges, exemptions and immunities which may be granted in the future to officials of the same category belonging to the most favoured nation.

Article 14.

The present Convention shall remain in force for a term of five years, dating from the goth day after the exchange of ratifications.

Unless either of the High Contracting Parties shall notify the other, at least one year before the expiration of this period, of its intention to denounce the present Convention, the latter shall remain in force for one year after the date on which it has been denounced by one of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague on November 6, 1922.

(L. S.) v. KARNEBEEK.

(L. S.) CALICE.

N° 445.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Echange de notes relatif à des exemptions réciproques de droits de douane pour certains échantillons de marchandises. Vienne, le 28 mars 1923.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN**

Exchange of Notes respecting the Customs Clearance of Commercial Travellers' Samples. Vienna, March 28, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 445. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND DER GROSSBRITANNISCHEN REGIERUNG, BETREFFEND DIE ZOLLFREIHEIT DER VON HANDLUNGSREISENDEN EINGEFÜHRTEN MUSTERSENDUNGEN. WIEN, 28. MÄRZ, 1923.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juin 1923.

AUSTRIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH CHARGÉ D'AFFAIRES.

In Anbetracht des Wunsches der königlich grossbritannischen Regierung und der österreichischen Bundesregierung, Vereinbarungen zur Erleichterung der Zollabfertigung von Mustern eingangszollpflichtiger Waren zu treffen, die in die Gebiete eines der vertragsschliessenden Teile von Handlungsreisenden des anderen Teiles gebracht werden, um als Muster oder Probe zum Zwecke der Erzielung von Bestellungen und nicht zum Verkaufe zu dienen, beehrt sich der unterzeichnete Bundesminister für Äusseres dem Herrn königlich grossbritannischen Geschäftsträger mitzuteilen, dass die österreichische Bundesregierung bereit ist, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit die folgenden Vereinbarungen zu treffen ¹:

¹ Traductions du Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique :

It being the desire of His Majesty's Government and the Austrian Federal Government to make arrangements for facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples

No. 445. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRITISH GOVERNMENTS, RESPECTING THE CUSTOMS CLEARANCE OF COMMERCIAL TRAVELLERS' SAMPLES. VIENNA, MARCH 28, 1923.

German and English official texts, communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place on June 25, 1923.

BRITISH CHARGÉ D'AFFAIRES TO THE AUSTRIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

It being the desire of our respective Governments to make arrangements for facilitating the clearance through their respective Customs Departments of samples of dutiable goods brought into the territories of one of the Contracting Parties by commercial travellers of the other, to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, I have the honour to inform you that my Government agrees to adopt, on condition of reciprocity, the following arrangements :

¹ Translations by His Britannic Majesty's Foreign Office :

Eingangszollpflichtige Gegenstände, welche als Muster oder Proben dienen und in Österreich von Handlungsreisenden aus Grossbritannien eingeführt werden, sollen fortan unter den nachfolgenden zur Sicherstellung ihrer Wiederausfuhr oder Niederlegung in einem Zolllager erforderlichen Förmlichkeiten zollfrei zugelassen werden :

1. Das Zollamt des Hafens oder Platzes, über den die Muster oder Proben eingehen, ermittelt den Betrag des auf denselben haftenden Eingangszolles.

Dieser Betrag ist von dem Handlungsreisenden bei dem Zollamte entweder bar niederzulegen oder vollständig sicherzustellen.

2. Zum Zwecke der Festhaltung der Nämlichkeit werden die auf den Mustern von den Zollbehörden eines der vertragschliessenden Teile angebrachten Marken, Stempel oder Siegel von jenen des andern als hinreichend anerkannt. Sollten die Muster jedoch ohne eine der oberwähnten Marken eintreffen oder sollten die Marken der interessierten Verwaltung nicht als hinreichend erscheinen, so kann, falls dies wünschenswert erscheint, eine Zusatzmarke auf den Mustern und zwar kostenlos derart angebracht werden, dass diese hiedurch nicht beschädigt werden.

3. Das Abfertigungspapier enthält :

- a) Ein Verzeichnis der eingebrachten Musterstücke, in dem die Gattung der Ware und solche Merkmale sich angeben finden, die zur Festhaltung der Nämlichkeit geeignet sind ;
- b) Die Angabe des auf den Mustern oder Proben haftenden Eingangszolles sowie die Angabe, ob derselbe bar niedergelegt oder sichergestellt worden ist ;
- c) Die Angabe der Art der Bezeichnung ;
- d) Die Angabe der Frist, die in keinem Falle 12 Monate überschreiten darf und nach deren Ablauf je nach dem Falle der niedergelegte Eingangszoll verrechnet oder

Articles liable to duty serving as patterns and samples which are introduced into Great Britain by commercial travellers of Austria shall henceforth be admitted, free of duty, subject to the following formalities requisite to ensure their being re-exported or placed in bond :

(1) The officers of Customs at any port or place at which the patterns or samples may be imported shall ascertain the amount of duty chargeable thereon.

That amount must either be deposited by the commercial traveller in money, or ample security must be given for it.

(2) For the purpose of identification, the marks, stamps, or seals placed upon the samples by the Customs Authorities of one of the Contracting Parties shall be recognised as sufficient by those of the other. Should the samples, however, arrive without bearing any of the above-mentioned marks, or should the marks not appear to be sufficient to the Administration interested, a supplementary mark may be affixed to such samples, if considered desirable, in such a way as not to injure them, and without charge.

(3) A permit or certificate shall be given to the importer which shall contain :

- (a) a list of the patterns or samples imported, specifying the nature of the goods and such marks as may be proper for the purpose of identification.
- (b) a statement showing the duty chargeable on the patterns or samples, and also whether the amount was deposited in money or whether security was given for it.
- (c) a statement as to the manner in which the patterns or samples were marked.
- (d) a statement of the period (not in any case to exceed twelve months) at the expiration of which the amount of duty deposited will be carried to public

of dutiable goods brought into the territories of one of the Contracting Parties by commercial travellers of the other, to be used as models or patterns for the purpose of obtaining orders and not for sale, the undersigned Federal Minister for Foreign Affairs has the honour to inform His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires that the Austrian Federal Government is prepared to adopt, on condition of reciprocity, the following arrangements :

der zu zahlende Zollbetrag aus der bestellten Sicherheit eingezogen werden soll, soweit nicht vorher die Wiederausfuhr der Muster oder Proben nach dem Auslande oder die Niederlegung in einem Zollager nachgewiesen wird.

4. Die Wiederausfuhr der Muster oder Proben kann auch über ein anderes Zollamt erfolgen, als dasjenige, über welches die Einfuhr bewirkt war.

5. Werden vor Ablauf der gestellten Frist (3, d) die Muster oder Proben einem zur Erteilung der Abfertigung befugten Zollamte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Niederlegung in einem Zollager vorgeführt, so hat dieses Amt sich durch die vorzunehmende Prüfung davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt worden sind, welche bei der Eingangsabfertigung vorgelegen haben. Wenn das Amt sich überzeugt hat, dass dies der Fall ist, bescheinigt es die Ausfuhr oder Niederlegung und erstattet den bei der Einbringung niederlegten Eingangszoll oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Einleitung.

Zu Urkund dessen hat der Unterzeichnete diese Erklärung gefertigt und sie gegen die entsprechende Erklärung des Herrn königlich grossbritannischen Geschäftsträgers ausgetauscht¹.

N. GRÜNBERGER.

Österreichisches Bundesministerium
für Äusseres.

WIEN, am 28. März 1923.

account, or the amount payable will be recovered under the security given, as the case may be, unless it is proved that the patterns or samples have been previously re-exported or placed in bond.

(4) The patterns or samples may also be re-exported through any Custom House other than one through which they were imported.

(5) If before the expiration of the appointed time (3 (d)) the patterns or samples should be presented at the Custom House of any port or place for the purpose of re-exportation, or being placed in bond, the officers at such port or place must satisfy themselves by examination that the articles which are brought to them are the same as those for which a permit of entry was granted. If the officers are satisfied that this is the case, they will certify the re-exportation or deposit in bond, and will refund the duty which had been deposited or will take the necessary steps for discharging the security.

March 28, 1923.

EDWARD KEELING.

His Britannic Majesty's Legation,
Vienna.

¹ In witness whereof the undersigned has drawn up this Note and has exchanged it for the corresponding Note of His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

Austrian Federal Ministry
for Foreign Affairs

Vienna, March 28, 1923.

N. GRÜNBERGER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 445. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRITANNIQUE, RELATIF A DES EXEMPTIONS RÉCIPROQUES DE DROITS DE DOUANE POUR CERTAINS ÉCHANTILLONS DE MARCHANDISES. VIENNE, LE 28 MARS 1923.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE S. M. BRITANNIQUE.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE.

Le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE étant animés du désir de prendre des dispositions en vue de faciliter le passage en douane d'échantillons de marchandises passibles de droits, introduits sur le territoire de l'une des Parties contractantes par des voyageurs de commerce de l'autre Partie (ces articles étant destinés non à être vendus mais à servir de modèles ou d'échantillons en vue de recueillir des commandes), le soussigné, Ministre Fédéral des Affaires étrangères, a l'honneur d'informer le Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique que le Gouvernement Fédéral d'Autriche est disposé à adopter, sous réserve de réciprocité, les dispositions suivantes :

Nos deux GOUVERNEMENTS étant animés du désir de prendre des dispositions en vue de faciliter le passage en douane d'échantillons de marchandises passibles de droits, introduits sur le territoire de l'une des Parties contractantes par des voyageurs de commerce de l'autre Partie (ces articles étant destinés non à être vendus mais à servir de modèles ou d'échantillons en vue de recueillir des commandes), j'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement s'engage, sous réserve de réciprocité, à adopter les dispositions suivantes :

Les articles passibles de droits, qui servent de modèles et d'échantillons, et qui sont introduits en Grande-Bretagne par des voyageurs de commerce autrichiens, seront désormais admis en franchise, sous réserve des formalités suivantes, destinées à assurer leur réexportation ou leur entreposage en douane :

1. Les fonctionnaires des douanes, dans tout port ou lieu d'entrée des échantillons et des modèles, établiront le montant des droits qui frappent ces articles.

Le voyageur de commerce devra déposer le montant des droits en espèces ou fournir des garanties suffisantes afin d'en assurer le paiement.

2. En vue de permettre l'identification des marchandises, les marques, timbres ou sceaux apposés sur les échantillons par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes, seront considérés comme suffisants par les autorités douanières de l'autre Partie. Toutefois, s'il est constaté à l'arrivée que les échantillons ne portent pas les marques mentionnées ci-dessus, ou si les marques ne semblent pas suffisantes à l'administration intéressée, une marque supplémentaire pourrait, le cas échéant, être apposée sur ces échantillons, sans frais et de manière à ne pas détériorer les marchandises.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui contiendra :

- a) La liste des modèles ou échantillons importés, spécifiant la nature des marchandises et les marques destinées à en permettre l'identification.
- b) Une déclaration mentionnant le montant des droits auxquels sont soumis les modèles ou échantillons, et indiquant également si le dépôt des droits a été effectué en espèces, ou si des garanties ont été fournies pour en assurer le paiement.
- c) Une déclaration indiquant les marques apposées sur les échantillons ou modèles.
- d) Une déclaration mentionnant le délai (qui ne devra, en aucun cas, dépasser douze mois) à l'expiration duquel le montant des droits déposés sera, ou bien acquis à l'Administration, ou bien recouvré par le jeu des garanties affectées en nantissement, à moins qu'il ne soit prouvé que les modèles ou échantillons dont il s'agit ont été, avant l'expiration du délai, réexportés ou entreposés en douane.

4. Les modèles ou échantillons pourront être réexportés par un bureau de douane autre que le bureau par lequel ils ont été importés.

5. Si, avant l'expiration du délai fixé (§ 3 d) les modèles ou échantillons sont présentés, en vue de leur réexportation, à un bureau de douane d'un port ou lieu quelconque, ou s'ils sont entreposés en douane, les fonctionnaires dudit port ou lieu devront se convaincre par un examen que les articles qui leur sont présentés sont bien ceux qui avaient fait l'objet d'un permis d'entrée. Si les dits fonctionnaires sont convaincus que tel est bien le cas, ils certifieront la réexportation ou l'entreposage en douane, et rembourseront les droits déposés, ou prendront les mesures nécessaires pour libérer les garanties affectées en nantissement.

En foi de quoi le soussigné a rédigé la présente Note et l'a échangée contre la note correspondante du Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique.

N. GRÜNBERGER.

EDWARD KEELING.

Ministère Fédéral
des Affaires étrangères d'Autriche.
Vienne, le 28 mars 1923.

28 mars 1923.
Légation britannique,
Vienne.

N° 446.

JAPON ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Tokio, les 1^{er} et 5 mai 1923.

JAPAN AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Tokio, May 1 and 5, 1923.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 446. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. TOKIO, LES 1^{ER} ET 5 MAI 1923.

No. 446. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. TOKIO, MAY 1 AND 5, 1923.

Textes officiels français et japonais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juin 1923.

Official French and Japanese texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place June 25, 1923.

TOKIO, le 1^{er} mai 1923.

TOKIO, May 1, 1923.

MONSIEUR LE COMTE,

En me référant à la correspondance qui a eu lieu entre cette Légation et le Ministère Impérial des Affaires étrangères au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement le Japon et la Suède dans le cas où un ressortissant de l'un de ces pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie ou son décès, j'ai l'honneur de proposer au nom de mon Gouvernement, à titre de réciprocité, les articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant japonais sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the correspondence which has taken place between this Legation and the Imperial Ministry of Foreign Affairs concerning the Communications to be exchanged between Japan and Sweden in the event of a national of one of these countries contracting a mental disease in the other, regarding the patient's admission into a mental hospital, his discharge therefrom or death, I have the honour to submit to you, on behalf of my Government, the following Articles :

Article 1.

Should any Japanese subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation du Japon à Stockholm.

in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Japanese Legation at Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. État du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1923 et pourra prendre fin sur un préavis de trois mois de l'une des deux Puissances.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

- (1) Name and surname ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Trade or profession ;
- (4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
- (5) The patient's last place of residence in his native country ;
- (6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives, with information as to their domicile ;
- (7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
- (8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
- (9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
- (10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
- (11) The condition of the patient, and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on July 1, 1923, and may be denounced at three months' notice by either of the two Powers.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement japonais en aura assuré la réciprocité, laquelle selon l'avis de mon Gouvernement, serait établie si Votre Excellence voulait bien insérer dans sa réponse les stipulations visées ci-dessus.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Comte, pour présenter à Votre Excellence les assurances renouvelées de ma très haute considération.

(Signé) S. H. POUSETTE.

Son Excellence
Monsieur le Comte Y. UCHIDA,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 16 juin 1923.

Le Secrétaire général,
(Signé) Erik SJÖBORG.

I am authorized to add that my Government will consider this proposal to be binding, as soon as the Japanese Government has intimated its intention to render it reciprocal. In the opinion of my Government this would be assured if Your Excellency would insert the above-mentioned provisions in your reply.

I have, etc.,

(Signed) S. H. POUSETTE.

His Excellency
The Count Y. UCHIDA,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

第三條

本取極々千九百二十三年七月一日ヨリ實施シ且ツ兩國一方、
三ヶ月ノ豫告ニ依リ終了スルモトス

右申進 貴方大臣ハ茲ニ重ク貴下ニ向テ敬意ヲ表シ候 敬具

大正十二年五月五日

外務大臣伯爵

内田康哉

印

瑞典臨時代理公使

スウェーデン、ハーグ、プロセツト 貴下

Il est certifié que le présent acte est une copie fidèle et exacte de la lettre originale adressée par le Ministre des Affaires étrangères du Japon au Chargé d'affaires a.i. de S. à Tokio en date du 5 mai.

Tokio,
à la Légation Royale
de Suède,
le 22 août 1923.

Le Ministre de Suède :
EWERLÖF.

- 二 出生、年月日及場所
- 三 資格又職業
- 四 精神病院、收容當時、住所
- 五 本國、於之最後、住所
- 六 父母、氏名等父母既死亡之場合最近親、氏名及其住所
- 七 病者、配偶者、時、其、氏名及住所
- 八 病者、入院退院又死亡、年月日
- 九 病者、精神病院、收容セリタル請求者、氏名
醫師、報告、依り入院セリタルトキ、該報告、日附迄醫師、
氏名及住所
- 十 病者、容態、及其歸國、差支ナキヤ否、迄其、輸送ヲ監督ス
ル、必要ナル護送者、員數

No. 446.

TEXTE JAPONAIS. — JAPANESE TEXT.

(厚)

條二機密第二号

以書翰致啓上候陳者貴我西國一方臣民他方於精神痲罹リ
タル場合之其入院退院並ニ死亡ノ所ニ在國政府ヨリ本國政府ニ通
報方件ノ付千九百二十三年五月一日附貴翰ヲ以テ御提議趣帝
國政府於テ贊成致ス處ニ有之條本大臣ハ帝國政府名於テ相
互主義ノ下ニ左通約束ヲ為ス光榮ノ有レ候

第一條

瑞典國民日本帝國ニ於テ精神痲罹リタルキハ其精神痲院收容
若ハ退院又ハ其死亡之ヲ在日本國瑞典國公使館ニ通告スルニ

第二條

第一條掲之通告ニ該痲者ヲ收容セル精神痲院名ヲ記載シ且
成ルヘク該痲者ニ關スル左記ノ表示ヲ包含スルコトヲ要ス

一 氏名

¹ TRADUCTION.

TOKIO, le 5 mai 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Gouvernement Impérial étant d'accord avec le Gouvernement Royal sur votre proposition en date du 1^{er} mai 1923 au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement le Japon et la Suède dans le cas où un ressortissant de l'un de ces pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie ou son décès, j'ai l'honneur de promettre, au nom de mon Gouvernement, et sous conditions de réciprocité, ce qui suit :

Article 1.

Quand un ressortissant suédois sera atteint au Japon d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Suède à Tokio.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1^{er} devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
5. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. État du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1923 et pourra prendre fin sur un préavis de trois mois de l'une des deux Puissances.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma considération très distinguée.

Monsieur Sven Harald POUSETTE,
Chargé d'Affaires de Suède.

(Signé) Comte YASUYA UCHIDA,
Ministre des Affaires étrangères.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 16 juin 1923.

Le Secrétaire général,
(Signé) Erik SJÖBORG.

¹ Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Suède.

¹ Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.

¹ TRANSLATION.

TOKIO, May 5, 1923.

SIR,

The Imperial Government is in agreement with your Government as regards your proposal of May 1, 1923, concerning the communications to be exchanged between Japan and Sweden in the event of a national of one of these countries contracting a mental disease in the other, regarding the patient's admission into a mental hospital, his discharge therefrom or death, I have the honour, on behalf of my Government, to enter into the following undertaking, subject to the condition of reciprocity :

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Japan with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Swedish Legation at Tokio.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

- (1) Name and surname ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Trade or profession ;
- (4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
- (5) The patient's last place of residence in his native country ;
- (6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
- (7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
- (8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
- (9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
- (10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
- (11) The condition of the patient, and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on July 1, 1923, and may be denounced at three months' notice by either of the two Powers.

I have, etc.,

Monsieur Sven Harald POUSETTE,
Swedish Chargé d'Affaires.

(Signed) Count YASUYA UCHIDA,
Minister for Foreign Affairs.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

N° 447.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et d'éviter surtout la double imposition dans le domaine des impôts directs, et Traité relatif aux garanties légales et à l'assistance juridique en matière d'impôts, signés à Prague le 31 décembre 1921.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty for the adjustment of taxation at home and abroad in particular for the avoidance of double taxation, in the field of direct taxation, and Treaty concerning legal safeguards and legal assistance in matters of taxation, signed at Prague, December 31, 1921.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 447. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ZUR AUSGLEICHUNG DER IN- UND AUSLÄNDISCHEN BESTEUERUNG, INSBESONDERE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN, UND VERTRAG ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN, GEZEICHNET IN PRAG DEN 31. DEZEMBER 1921.

Textes officiels allemand et tchèque, communiqués par le Délégué permanent de la Tchécoslovaquie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ces Traités a eu lieu le 30 juin 1923.

Das DEUTSCHE REICH und die TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK haben, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der direkten Steuern die in- und ausländische Besteuerung in den beiden Staaten auszugleichen, insbesondere die Doppelbesteuerung zu vermeiden und den Rechtsschutz der Angehörigen des Deutschen Reichs in der Tschechoslovakischen Republik und der Angehörigen der tschechoslovakischen Republik im Deutschen Reiche sowie die Verpflichtung der Behörden beider Staaten zu gegenseitiger Amts- und Rechtshilfe in Steuersachen zu regeln,

die nachstehenden beiden Verträge abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

von Seiten des DEUTSCHEN REICHES :

der deutsche Geschäftsträger Legationsrat Hans Heinrich DIECKHOFF,
der geheime Regierungsrat Ministerialrat im Reichsfinanzministerium Ernst PEIFFER,
der Ministerialrat im Reichsfinanzministerium Dr. Herbert DORN,

von Seiten der TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

der Sektionschef im Finanzministerium, Dr. Bohumil VLASÁK,
der Sektionschef im Finanzministerium, Dr. Vladimír VALNÍČEK,
der Ministerialrat im Finanzministerium, Dr. Richard STRETTI.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, Folgendes vereinbart :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 21 avril 1923.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 447. — SMLOUVA¹ MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ O UROVNÁNÍ TUZEMSKÉHO A CIZOZEMSKÉHO ZDANĚNÍ, ZVLÁŠTĚ O ZAMEZENÍ DVOJÍHO ZDANĚNÍ V OBORU PŘÍMÝCH DANÍ A SMLOUVA MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ O PRÁVNÍ OCHRANĚ A PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH BERNÍCH, PODEPSANÉ V PRAZE, DNE 31. PROSINCE 1921.

Official German and Czech texts communicated by the Permanent Delegate of Czechoslovakia accredited to the League of Nations. The registration of these Treaties took place June 30, 1923.

ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA a NĚMECKÁ ŘÍŠE, přejíce si tuzemské a cizozemské zdanění v obou státech pro obor daní přímých urovnati, zvláště zameziti dvojí zdanění, a

upraviti právní ochranu příslušníků Československé republiky v říši Německé a příslušníků Německé říše v Československé republice, jakož i povinnost úřadů obou států k vzájemné úřední a právní pomoci ve věcech berních, sjednaly následující dvě smlouvy.

Za tou příčinou byli jmenováni zmocněnci :

ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU :

odborový přednosta v ministerstvu financí Dr. Bohumil VLASÁK,
odborový přednosta v ministerstvu financí Dr. Vladimír VALNÍČEK,
ministrský rada v ministerstvu financí Dr. Richard STRETTI.

NĚMECKOU ŘÍŠÍ :

německý splnomocněnec legační rada Hans Heinrich DIECKHOFF,
tajný vládní rada ministrský rada v říšském ministerstvu financí Ernst PEIFFER,
ministrský rada v říšském ministerstvu financí Dr. Herbert DORN.

Zmocněnci, vyměňivše si své plné moci a shledavše je správnými, dohodli se takto :

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, April 21, 1923.

A.

VERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK ZUR AUSGLEICHUNG DER IN- UND AUSLÄNDISCHEN BESTEUERUNG, INSBESONDERE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN.

Artikel 1.

Deutsche Staatsangehörige oder Angehörige der Tschechoslovakischen Republik sollen, soweit nicht in den folgenden Artikeln etwas anderes vereinbart ist, zu den direkten Steuern nur in dem Staate herangezogen werden, in welchem sie ihren Wohnsitz und in Ermanglung eines solchen ihren Aufenthalt haben.

Ist in beiden Staaten ein Wohnsitz begründet, so werden sie nur in demjenigen Staate zu den direkten Steuern herangezogen, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzen. Bei Personen, die in beiden oder in keinem der beteiligten Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen sollten, bleibt besondere Vereinbarung von Fall zu Fall vorbehalten.

Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

Einen Aufenthalt im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Ort oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel 2.

Grundstücke und Gebäude sowie das Einkommen daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem sie liegen.

Hypothekenforderungen und das Einkommen daraus fallen nicht unter Absatz 1 sondern werden als Kapitalvermögen und Einkommen daraus angesehen.

Artikel 3.

Der Gewerbebetrieb sowie das Einkommen daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem eine Betriebsstätte zur Ausübung eines stehenden Gewerbes unterhalten wird.

Als Betriebsstätten gelten: Zweigniederlassungen, Fabrikationsstätten, Ein- und Verkaufsstellen, Niederlagen, Kontore und sonstige zur Ausübung des Gewerbes durch den Unternehmer selbst, dessen Geschäftsteilhaber, Prokuristen oder andere ständige Vertreter unterhaltene Geschäftseinrichtungen.

Befinden sich Betriebsstätten desselben gewerblichen Unternehmens in beiden Gebieten, so soll die Heranziehung zu den direkten Steuern in jedem Gebiete nur nach Massgabe des von den inländischen Betriebsstätten aus stattfindenden Betriebes erfolgen.

Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf die Besteuerung des Hausier- und Wandergewerbes.

Artikel 4.

Auf den Erwerb aus wissenschaftlicher, künstlerischer, schriftstellerischer, unterrichtender oder erziehender Tätigkeit, aus der Berufstätigkeit der Aerzte, Rechtsanwälte, Architekten, Ingenieure und der Ausübung anderer freier Berufe, finden die Bestimmungen des Artikel 3 nur insoweit Anwendung, als die Ausübung der Berufstätigkeit in dem anderen Staate von einem festen Mittelpunkte (Betriebsstätte) aus stattfindet.

A.

SMLOUVA MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ O UROVNÁNÍ TUZEMSKÉHO A CIZOZEMSKÉHO ZDANĚNÍ, ZVLÁSTĚ O ZAMEZENÍ DVOJÍHO ZDANĚNÍ V OBORU PŘÍMÝCH DANÍ.

Článek 1.

Příslušníci Československé republiky nebo němečtí státní příslušníci budou podrobeni, pokud v dalších člancích není smlouveno něco jiného, přímým daním jen v tom státě, v němž mají bydliště, nebo, nemají-li tu bydliště v tom státu, v němž se zdržují.

Mají-li bydliště v obou státech, budou podrobeni přímým daním toliko v tom státě, jehož jsou státními příslušníky. Pro osoby, které by příslušely do obou států anebo nepříslušely do žádného ze súčasťných států vyhrazuje se zvláštní dohoda od případu k případu.

Bydliště ve smyslu této smlouvy má někdo tam, kde má byt za okolností, z nichž lze souditi na úmysl jej podržeti.

Zdržuje se někdo ve smyslu této smlouvy tam, kde mešká za okolností, z nichž lze souditi na jeho úmysl v tomto místě nebo v této zemi prodlévati nikoli jen přechodně.

Článek 2.

Pozemky a budovy jakož i příjmy z nich prodobeny budou přímým daním jen v tom státě, v němž leží.

Hypoteční pohledávky a příjem z nich nenáleží pod odstavec 1, nýbrž pokládají se za jmění kapitálové a příjem z něho.

Článek 3.

Provozování živnosti jakož i příjem z něho prodobeny budou přímým daním jen v tom státě, v němž je udržována provozovna ku provozování stálé živnosti.

Za provozovny se pokládají : pobočné závody, výrobní, nákupní a prodejní, sklady, pisárny a jiná zařízení obchodní, udržovaná ku provozování živností podnikatelem samotným, jeho obchodním společníkem, prokuristou nebo jiným stálým zástupcem.

Jsou-li provozovny téhož živnostenshého podniku v obou územích, bude podroben přímým daním v každém území jen podle míry provozování z tuzemských provozoven.

Předchozí ustanovení netýkají se zdanění živností podomní a kočovní.

Článek 4.

Ustanovení článku 3. vztahují se na výdělků z činnosti vědecké, umělecké, spisovatelské, učitelské nebo vychovatelské, z povolání lékařů, právních zástupců, architektů, inženýrů a z vykonávání jiných svobodných povolání jen potud, pokud se povolání vykonává v druhém státě z pevného střediska (provozovny).

Artikel 5.

Die Vorschriften in Artikel 17 des Wirtschaftsabkommens vom 29. Juni 1920¹ bleiben unberührt.

Artikel 6.

Aus öffentlichen Kassen (Reichs-, Staats-, Landes-, Bezirks-, Gemeindekassen und s.w.) zahlbare, regelmässig wiederkehrende Bezüge oder Unterstützungen, die mit Rücksicht auf eine gegenwärtige oder frühere Dienstleistung oder Berufstätigkeit gewährt werden (Besoldungen, Ruhegehälter, Wartegelder, Versorgungsbezüge und dgl.) sollen nur in dem Staate, aus welchem die Zahlung zu erfolgen hat, zu den direkten Steuern herangezogen werden.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikel 2 und des Artikel 3 Absatz 1 bis 3 finden auch auf nichtphysische Personen Anwendung.

Artikel 8.

Soweit nach dem deutschen Kapitalertragssteuergesetze vom 29. März 1920 (Reichs-Gesetzbl. S. 345), nach dem dritten Hauptstücke des Personalsteuergesetzes vom 25. Oktober 1896 (R. G. Bl. Nr. 220) oder nach den ungarischen Gesetzartikeln XXII : 1875, und VII : 1883 eine Besteuerung von Zinsen, Gewinnanteilen und anderen Kapitalerträgen an der Quelle stattfindet, steht die Steuer nur dem Staate zu, in dessen Gebiet der Abzug nach den bezeichneten Gesetzen zu bewirken ist. Befindet sich in dem einen Staate die Hauptniederlassung und in dem anderen Staate eine Zweigniederlassung, so ist der Abzug der Steuer von den Zinsen, die im Geschäftsbetriebe der Zweigniederlassung erwachsen, nur zu Gunsten des Staates zulässig in dem die Zweigniederlassung belegen ist.

Bei den Zinsen aus Hypothekenforderungen ist nur der Staat zur Erhebung der im Absatz 1 genannten Steuern berechtigt, in dessen Gebiet das belastete Grundstück belegen ist.

Artikel 9.

Auf die Steuerveranlagung nach dem Besitzsteuergesetz vom 3. Juli 1913 (Reichsgesetzbl. S. 524), dem Kriegssteuergesetz vom 21. Juni 1916 (Reichsgesetzbl. S. 561) und den Gesetzen über eine ausserordentliche Kriegsabgabe für das Rechnungsjahr 1918 vom 26. Juli 1918 (Reichsgesetzbl. S. 964) und für das Rechnungsjahr 1919 vom 10. September 1919 (Reichsgesetzbl. S. 1567), sowie nach den in der Tschechoslovakischen Republik geltenden Gesetzen über die Kriegsteuer (Kriegsgewinnsteuer) finden die Bestimmungen der Artikel 1, 2, 3, 4 und 6 dieses Vertrages sinngemäss Anwendung.

Bei Berechnung des abgabepflichtigen Mehrgewinns (Mehrertrages) der inländischen Gesellschaften auf Grund der im Absatz 1 bezeichneten Gesetze ist zur Feststellung des Friedensgewinns nach § 17 des deutschen Kriegssteuergesetzes vom 21. Juni 1916, nach § 2 Absatz 2 und § 5 der Kaiserl. Verordnung vom 16. April 1916 (R.G.B. Nr. 103) und nach denselben Paragraphen des Gesetzes vom 16. Februar 1918 (R.G.Bl. Nr. 66), sowie nach den entsprechenden Vorschriften der ungarischen Gesetzartikel XXIX. 1916 und IX. 1918 der Hundertsatz von dem Teil des Grund- oder Stamm- bzw. Anlagekapitals zu berechnen, der dem Verhältnis des gesamten Anlage- und Betriebskapitals der Gesellschaft zu dem auf den andern Staat entfallenden Teil des Anlage- und Betriebskapitals entspricht.

¹ Voir page 70 de ce volume.

Článek 5.

Ustanovení článku 17. hospodářské úmluvy z 29. června 1920¹ zůstávají nedotčena.

Článek 6.

Pravidelně se opěťující příjmy nebo podpory, splatné z veřejných pokladen (říšských, státních, zemských, okresních, obecních atd.), jež se poskytují vzhledem na nynější nebo dřívější služební činnost nebo činnost v povolání (platy služební, odpočinkové, čekatelské, zaopatřovací a pod.) podrobeny budou přímým daním jen v tom státě, z něhož se děje výplata.

Článek 7.

Ustanovení článku 2. a článku 3., odst. 1. až 3., platí také pro osoby nefysické.

Článek 8.

Pokud se dle německého zákona o dani z výnosu kapitálu z 29. března 1920 (říšský zákoník strana 345), dle 3. hlavy zákona o osobních daních z 25. října 1896 (ř. z. č. 220) nebo dle uherských zákonných článků 27 : 1875 a 7 : 1883 zdaňují úroky, podíly na zisku a jiné výtěžky z kapitálu u pramene, náleží daň jen tomu státu, v jehož území se koná srážka dle uvedených zákonů. Leželi v jednom státě hlavní závod a ve druhém státě závod pobočný, sráží se daň z úroků, které vznikly v obchodním provozování pobočného závodu, jen ve prospěch toho státu, v němž pobočný závod leží.

U úroků z hypotečních pohledávek jest jen ten stát oprávněn vybírat daně v odstavci 1. uvedené, v jehož území leží zavazeny pozemek.

Článek 9.

Ustanovení článků 1., 2., 3., 4. a 6. této smlouvy vztahují se obdobně na ukládání daní dle zákona o dani z držby z 3. července 1913 (říšský zákoník strana 524), podle zákona o dani válečné z 21. června 1916 (říšský zákoník strana 561) a podle zákonů o mimořádné válečné dávce na účetní rok 1918 z 26. července 1918 (říšský zákoník strana 964) a na účetní rok 1919 z 10. září 1919 (říšský zákoník strana 1567), jakož i podle zákonů o válečné dani (dani z válečných zisků) platných v Československé republice.

Při vypočítávání zdanitelného vyššího zisku (vyššího výtěžku) tuzemských společností podle zákonů uvedených v odstavci 1. vypočte se za příčinou zjištění mírového zisku dle par. 17. německého zákona o dani válečné z 21. června 1916, podle § 2. odstavce 2. a § 5. císařského nařízení ze 16. dubna 1916 (ř. z. č. 103) a podle týchž paragrafů zákona ze dne 16. února 1918 (ř. z. č. 66), jakož i podle příslušných ustanovení uherských zákonných článků 29. : 1916 a 9. : 1918 procentová sazba z té části základního, kmenového neb zakládacího kapitálu, která odpovídá poměru celkového zakládacího a provozovacího kapitálu společnosti k základnímu a provozovacímu kapitálu, připadajícímu na druhý stát.

¹ See page 70 of this Volume.

Der Abzug von Mehreinnahmen aus Aktien oder Anteilen gemäss § 18 des Deutschen Kriegssteuergesetzes, gemäss § 8 der Kaiserlichen Verordnung vom 16 April 1916, und § 7 des Gesetzes vom 16. Februar 1918, sowie gemäss den entsprechenden Vorschriften der ungarischen Gesetzartikel XXIX. 1916 und IX. 1918 ist auch hinsichtlich solcher Tochtergesellschaften zulässig, die ihren Sitz im Gebiete des anderen Staates haben.

Artikel 10.

Die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 7 gelten insbesondere auch für die Veranlagung zum Reichsnotopfer nach dem deutschen Gesetz vom 31. Dezember 1919 (Reichs-Gesetzbl. S. 2189) und für die Veranlagung zur Vermögensabgabe nach dem tschechoslovakischen Gesetz vom 8. April 1920. (Sammlung Nr. 309.)

Die nach beiden Gesetzen zu erhebenden Abgaben werden als gleichartige im Sinne des § 4 des Reichsnotopfergesetzes und des § 2 Ziffer 1 Absatz 2, § 42 Ziffer 1 und 2 Absatz 2 des tschechoslovakischen Gesetzes über eine Vermögensabgabe angesehen, jedoch mit der Massgabe, dass das Kapitalvermögen nur in dem Staate der Abgabe unterworfen werden darf, dem nach Artikel 1 ein unbeschränktes Steuerrecht zusteht.

Zum Kapitalvermögen im Sinne des Absatz 2 gehören jedoch nicht : Hypothekenforderungen und Beteiligungen an Gesellschaften mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Artikel 11.

Die Abgabepflicht berührende Veränderungen in den persönlichen Verhältnissen eines Abgabepflichtigen, die in der Zeit zwischen dem 1. März und 31. Dezember 1919 stattgefunden und eine Doppelbesteuerung zur Folge haben, sind in der Weise zu berücksichtigen, dass die auf Grund des früheren Stichtages in der tschechoslovakischen Republik veranlagte Vermögensabgabe auf das Reichsnotopfer bis zur Höhe der Hälfte des Reichsnotopfers angerechnet wird.

Die Abgabepflicht berührende Veränderungen in der Anlage des Vermögens eines Abgabepflichtigen, die in der Zeit zwischen dem 1. März und 31. Dezember 1919 stattgefunden und eine Doppelbesteuerung zur Folge haben, sind in der Weise zu berücksichtigen, dass das nach Artikel 2 und 3 in Deutschland erhobene Reichsnotopfer auf die in der Tschechoslovakischen Republik erhobene Vermögensabgabe bis zur Höhe der Hälfte dieser Abgabe angerechnet wird.

Artikel 12.

Würden die Bestimmungen der Artikel 10, und 11. zu einer Befreiung vom Reichsnotopfer oder zu einer Minderung dieser Abgabe führen, ohne dass gleichzeitig eine Heranziehung zur tschechoslovakischen Vermögensabgabe erfolgen kann, so finden die Bestimmungen dieses Vertrages keine Anwendung.

Artikel 13.

Soweit nach den deutschen Gesetzen über eine Kriegsabgabe vom Vermögenszuwachs vom 10. September 1919 (Reichsgesetzbl. S. 1579) einerseits und nach dem tschechoslovakischen Gesetz über eine Vermögenszuwachsabgabe vom 8. April 1920 (Sammlung der Gesetze und Verordnungen Nr. 309) andererseits eine Doppelbesteuerung möglich wäre, finden die Bestimmungen der Artikel 10. bis 12. entsprechende Anwendung.

Artikel 14.

Soweit auf Grund des tschechoslovakischen Gesetzes vom 25. Februar 1919 (Sammlung der Gesetze und Verordnungen Nr. 84) Vermögenssperren gegenüber solchen Personen bestehen, die zufolge den Bestimmungen dieses Vertrages der Vermögensabgabe nicht unterliegen, sind diese Vermögenssperren auf Antrag aufzuheben.

Odpočtení vyšších příjmů z akcií nebo podílů dle § 18. německého zákona o dani válečné, podle § 8. císařského nařízení ze 16. dubna 1916 a § 7. zákona ze 16. února 1918, jakož i podle příslušných ustanovení uherských zákonných článků 29. : 1916 a 9. : 1918 je přípustno také stran těch filiálních společností, jež mají svoje sídlo v území druhého státu.

Článek 10.

Ustanovení článků 1. až 3. a 7. platí obzvláště také pro ukládání říšské dávky nouzové dle německého zákona z 31. prosince 1919 (říšský zákoník strana 2189) a pro ukládání dávky z majetku dle česko-slovenského zákona z 8. dubna 1920. (Sbírka zák. a nař. č. 309.)

Dávky vybírané dle obou zákonů považují se za stejnorodé ve smyslu § 4. zákona o říšské dávce nouzové a § 2. čís. 1. odst. 2., § 42. čís. 1 a 2. odst. 2. československého zákona o dávce z majetku, avšak s tou výhradou, že jmění kapitálové může býti podrobena dávce jen v tom státě, jemuž přísluší dle článku 1. neomezené právo daňové.

Ke jmění kapitálovému ve smyslu odstavce 2. nenáleží však : hypoteční pohledávky a účastenství na společnostech s výjimkou kuksů, akcií, podílních listů a jiných cenných papírů.

Článek 11.

Ke změnám v osobních poměrech osob povinných k dávce, jež se dotýkají povinnosti k dávce a nastaly v době mezi 1. březnem a 31. prosincem 1919 a přivodí dvojí zdanění, dlužno mítí zření tím způsobem, že davka z majetku, uložena v republice Československé podle dřívějšího rozhodného dne započte se do říšské dávky nouzové až do výše její polovice.

Ke změnám v uložení jmění poplatníkovia týkajícím se povinnosti k dávce, jež nastaly v době mezi 1. březnem a 31. prosincem 1919 a přivodí dvojí zdanění, dlužno mítí zřetel tím způsobem, že říšská dávka nouzová, vybraná dle článků 2. a 3. v Německu, započte se do dávky z majetku, vybrané v Československé republice až do výše její polovice.

Článek 12.

Ustanovení této smlouvy nelze užiti, kdyby ustanovení článků 10. a 11, vedla k osvobození od říšské dávky nouzové nebo ke zmenšení této dávky a kdyby zároveň nebylo možné zdanění československou dávkou z majetku.

Článek 13.

Pokud by podle německých zákonů o válečné dávce z přírůstku na jmění z 10. září 1919 (říšský zákoník strana 1579) na jedné straně a podle československého zákona o přírůstku na majetku z 8. dubna 1920 (Sb. z. a. n. čís. 309) na druhé straně bylo možno dvojí zdanění, užije se obdobně ustanovení článků 10. až 12.

Článek 14.

Pokud podle československého zákona z 25. února 1919 (Sb. z. s. n. čís. 84) trvají majetkové uzáveři vůči osobám, které dle ustanovení této smlouvy nepodléhají dávce z majetku, budtž na návrh zrušeny.

Die Einlagescheine, welche von der Tschechoslovakischen Republik bei der zum Zwecke der Durchführung der Vermögensabgabe vorgenommenen Banknotenabstempelung den im Absatz 1 genannten Personen für die zurückbehaltenen Banknoten ausgestellt worden sind, werden nach Massgabe der aus der Vermögensabgabe und Vermögenszuwachsabgabe eingehenden Mittel auf Antrag eingelöst.

Artikel 15.

Einwohner des Hultschiner Ländchens werden zum Reichsnotopfer und zur Kriegsabgabe vom Vermögenszuwachs insoweit nicht herangezogen werden, als sie ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt am 31. Dezember 1919 im Hultschiner Ländchen gehabt und durch den Friedensvertrag und Artikel 3 des Staatsangehörigkeitsvertrages vom 29. Juni 1920 die deutsche Reichsangehörigkeit verloren haben, ohne einer beschränkten Steuerpflicht in Deutschland gemäss Artikel 2 und 3 dieses Vertrages zu unterliegen und ohne Hypothekenforderungen und Beteiligungen an Gesellschaften (mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren) zu besitzen.

Die Bestimmung des Absatz 1. findet auf Personen keine Anwendung, die auf Grund der angegebenen Verträge für die deutsche Reichsangehörigkeit optieren ; sie sind nach den allgemeinen Bestimmungen dieses Vertrages zu behandeln.

Artikel 16.

Die Vorschriften der tschechoslovakischen Gesetze über die Besteuerung ruhender Erbschaften finden insoweit keine Anwendung, als für das aus der Erbschaft herrührende Einkommen oder Vermögen der Erwerber in Deutschland nach den Bestimmungen dieses Vertrages unmittelbar zur Steuer herangezogen wird. Die von der ruhenden Erbschaft entrichtete Steuer ist zu erstatten, sobald das Vorliegen der Voraussetzungen des Absatz 1. feststeht und der Erwerber die Erstattung beantragt.

Artikel 17.

Die diplomatischen, konsularischen und sonstigen Vertreter der beiden Staaten, sofern diese Vertreter Berufsbeamte sind und ausserhalb ihres Amtes im Empfangsstaat keine Erwerbstätigkeit ausüben, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem und ihrer Beamten Dienst stehenden Personen sind von den direkten Steuern im Empfangsstaat befreit. Die Befreiung tritt nur ein, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind. Sie erstreckt sich nicht auf die nach Artikel 2, 3 und 6 zu erhebende, sowie auf die im Artikel 8 bezeichnete, an der Quelle zu erhebende Steuer, soweit nicht die Gesetze der beiden Staaten zu Gunsten dieser Personen abweichende Vorschriften enthalten.

Artikel 18.

Die Bestimmung des Artikel 17 gilt entsprechend für die im Dienste der Zoll- und Eisenbahnverwaltungen eines der beiden Staaten stehenden Personen, welche bei einer auf dem Gebiete des anderen Teils belegenen Amtsstelle dieser Verwaltung beschäftigt werden und deshalb dort wohnen, sowie für ihre mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausbediensteten soweit die bezeichneten Personen Angehörige des Entsendestaates sind.

Artikel 19.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrages treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über eine angemessene Verteilung des Einkommens im Sinne des Artikel 3 Absatz 3 vereinbaren.

Vkladní listy, které byly vydány Československou republikou při okolování bankovek za příčinou provedení dávky z majetku osobám uvedeným v odstavci 1. za zadržené bankovky, budou na návrh vyměňovány v té míře, jak se bude scházeti dávka z majetku a z přírůstků na majetku.

Článek 15.

Obyvatelé Hlučínska nebudou podrobena říšské dávce nouzové a válečné dávce z přírůstků na majetku, měli-li svoje bydliště nebo trvalý pobyt v Hlučínsku dne 31. prosince 1919 a pozbyli-li smlouvou mírovou a čl. 3 smlouvy o státní příslušnosti ze dne 29. června 1920 německého říšského příslušenství, pokud nepodléhají v Německu v obmezené míře povinnosti daňové podle článku 2. a 3. této smlouvy a nemají hypotečních pohledávek a účastenství na společnostech (vyjímající kusy, akcie, podílní listy a jiné cenné papíry).

Ustanovení odstavce 1. nevztahují se na osoby které podle uvedených smluv optují pro říšskoněmeckou příslušnost; s takovými osobami budiž nakládáno dle všeobecných ustanovení této smlouvy.

Článek 16.

Ustanovení československého zákona o zdanění neodevzdaných pozůstalostí nelze potud užití, pokud příjem nebo jmění nabyvatelů, pocházející z pozůstalostí, jest v Německu bezprostředně podrobena dani dle ustanovení této smlouvy.

Daň zaplacená z neodevzdané pozůstalosti budiž vrácena, jakmile bylo zjištěno, že tu jsou předpoklady odstavce 1. a nabyvatel navrhne vrácení.

Článek 17.

Diplomatičtí, konsulační a jiní zástupci obou států, pokud jsou úředníky z povolání a vedle svého úřadu nezabývají se ve státě, jenž je přijímá, výdělečnou činností, jakož i úředníci jim přidělení a osoby jsoucí ve službách jejich a jejich úředníků, jsou osvobozeni od přímých daní ve státě, jenž je přijímá. Osvobození nastává jen tehdy, jsou-li uvedené osoby příslušníky států, který je vysílá. Osvobození nevztahuje se na daň, jež se vybírá podle článků 2., 3., a 6., ani na daň vyznačenou v článku 8., jež se vybírá u pramene, pokud zákony obou států neobsahují odchylných ustanovení ve prospěch těchto osob.

Článek 18.

Ustanovení článku 17. platí obdobně pro osoby, které jsou ve službách celních a železničních správ jednoho z obou států a které jsou zaměstnány v úředním místě této správy ležícím v obvodu druhého státu a jenom z toho důvodu tam bydlí, rovněž i pro příslušníky a služebnictvo s nimi žijící ve společné domácnosti, jsou-li naznačené osoby příslušníky státu, který je vysílá.

Článek 19.

Nejvyšší finanční správní úřady obou států mohou sjednati další úmluvy ve smyslu této smlouvy. Mohou zvláště umluviti ustanovení o přiměřeném rozdělení příjmu ve smyslu článku 3., odstavce 3.

Artikel 20.

Dieser Vertrag findet Anwendung :

- a) im Deutschen Reiche :
 - auf die Kriegssteuern und Kriegsabgaben für die Zeit seit dem Beginn des ersten Kriegsjahres (Kriegsgeschäftsjahres),
 - auf das Reichsnotopfer für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens des Gesetzes über das Reichsnotopfer,
 - im übrigen sowohl hinsichtlich der Reichssteuern wie der von den Ländern erhobenen Steuern vom Grundvermögen und vom Gerverbetrieb für die Zeit seit dem Beginn des Steuerjahres 1920.
- b) in der Tschechoslovakischen Republik auf die Kriegssteuern (Kriegsgewinnsteuern) für die Zeit seit dem Beginn des ersten Kriegsjahres (Kriegsgeschäftsjahres), auf die Vermögensabgabe und Vermögenszuwachsabgabe für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens dieses Gesetzes, auf die übrigen Steuern für die Zeit seit dem Beginn des Steuerjahres 1920.

Soweit nicht im Absatz 1 etwas anderes bestimmt ist, finden für die Steuern aus vorangegangenen Steuerjahren die zwischenstaatlichen Vereinbarungen, die aus der früheren Zeit stammen und der Beseitigung von Doppelbesteuerungen dienen, innerhalb ihres räumlichen Geltungsgebietes sinngemäss Anwendung.

Artikel 21.

Dieser Vertrag, welcher in deutscher und tschechoslovakischer Urschrift gefertigt worden ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage der Ratifikation in Kraft und soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragsschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Beide Texte des Vertrages sind autentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

B.

VERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN.

Artikel 1.

Als Steuern im Sinne dieses Vertrages gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf Seiten des Deutschen Reichs für das Reich und die Länder, auf Seiten der Tschechoslovakischen Republik für den Staat und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlichrechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben; die Umsatz- und Luxussteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Vertrages nicht als Verbrauchsabgabe.

I. RECHTSSCHUTZ IN STEUERSACHEN.

Artikel 2.

Die Angehörigen des einen Staates genießen im Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten wie die Landesangehörigen.

Článek 20.

Této smlouvy budiž užito :

a) v Německé říši :

na válečné daně a válečné dávky za dobu od počátku prvního roku válečného (válečného obchodního roku),

na říšskou dávku nouzovou za dobu ode dne kdy nabyl účinnosti zákon o říšské dávce nouzové, jinak jak co do říšských daní tak co do daní vybíraných zeměmi z majetku pozemkového a z provozování živností za dobu od počátku berního roku 1920 ;

b) v Československé republice :

na válečné daně (daně z válečných zisků) za dobu od počátku prvního roku válečného (válečného obchodního roku),

na dávku z majetku a dávku z přírůstku na majetku za dobu ode dne, kdy tento zákon nabyl účinnosti,

na ostatní daně za dobu od počátku daňového roku 1920.

Není-li odstavci 1. ustanoveno něco jiného, užije se obdobně pro daně z předchozích let přiměřeně mezistátních úmluv, pocházejících z dřívější doby a sloužících zamezení dvojího zdanění, v obvodu jejich místní působnosti.

Článek 21.

Tato smlouva, která byla podepsána v československém a německém prvopise, budiž ratifikována a ratifikační listiny buďtež pokud možno nejdříve v Berlíně vyměněny. Tato smlouva nabývá účinnosti dnem ratifikace a potrvá v platnosti potud, pokud nebude jednou ze smluvních stran nejpozději 6 měsíců před uplynutím kalendářního roku vypovězena. Při včasné výpovědi pozbývá smlouva účinnosti uplynutím tohoto kalendářního roku.

Obá texty smlouvy jsou autentické. Ratifikovaná smlouva bude uveřejněna v každém z obou států v úřední sbírce zákonů v obou autentických textech.

B.

SMLOUVA MEZI NĚMECKOU ŘÍŠÍ A ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU O PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCÍCH DAŇOVÝCH.

Článek 1.

Daněmi ve smyslu této smlouvy dlužno rozuměti veškeré dávky, pokud jsou vybírány na straně Německé Říše pro říši a země, na straně Československé Republiky pro stát, a na obou stranách ve formě přírážek nebo příspěvků, které se mají vybíratí jednotně s těmito dávkami na účet jiných veřejnoprávních svazků. Vyňata jsou však cla a spotřební dávky ; daň z obratu a daň přepychová nebudiž při užívání této smlouvy pokládána za spotřební dávku.

I. PRÁVNÍ OCHRANA VE VĚCÍCH DANOVÝCH.

Článek 2.

S příslušníky jednoho z obou států bude se nakládati daňově na území druhého státu stejně jako s příslušníky tohoto druhého státu, zejména požívají stejné právní ochrany před finančními úřady, soudy, finančními a správními soudy.

Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiete des einen Staates ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1.) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen Staates.

II. RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN.

Artikel 3.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Steuersachen und Angelegenheiten der Kapital- und Steuerflucht sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung (Vorschreibung) von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel 4.

In Steuersachen erfolgen die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen über die Beitreibung (Artikel 11 bis 13) in unmittelbarem Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Staaten.

Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind die Landesfinanzämter zuständig. Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von Amtswegen abzugeben und die ersuchende Behörde hievon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 5.

Das Ersuchungsschreiben ist abgesehen von den Fällen VI Abs 2, seitens der Behörden des deutschen Reiches in der Amtssprache seitens der Behörden der tschechoslovakischen Republik in der Staatssprache (offiziellen Sprache) abzufassen, sofern nicht durch besondere vertragliche oder gesetzliche Vorschriften etwas anderes bestimmt werden sollte. In dem Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten, sowie im Falle der Zustellung die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel 6.

Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatze 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken sofern er zur Annahme bereit ist.

Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen, sofern es in der Amtssprache, beziehungsweise Staatssprache (offiziellen Sprache) des ersuchten Staates (Vergl. Art. V) abgefasst oder von einer Übersetzung in dieser Sprache begleitet ist. In diesen Fällen ist auch das Ersuchungsschreiben in der Amtssprache, bzw. Staatssprache (offiziellen Sprache) des ersuchten Staates abzufassen oder eine Übersetzung beizufügen.

Vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft sind die im vorstehenden Absatze vorgesehenen Übersetzungen von dem Vorstande der mit der Übermittlung des Ersuchens betrauten Behörde zu beglaubigen.

S. právníckými osobami včetně společností a společenstvími osob, ústavy, nadacemia jinými účelovými jměními, která nemají, vlastní právní osobnosti, avšak podléhají jako takové zdanění, bude se daňově nakládati, pokud mají na území jednoho z obou států své sídlo a dle jeho zákonů právně pozůstávají, na území druhého státu stejně (odst. 1) jako s vlastními poplatníky tohoto druhého státu.

II. PRÁVNÍ POMOC VE VĚCÍCH DAŇOVÝCH.

Článek 3.

Oba státy se zavazují, že si budou vzájemně poskytovat úřední a právní pomoc ve všech věcech daňových a záležitostech úniku kapitálu a útěku před daní jak při vyšetřování a stanovení (předepsání) daní a jistot, tak také v řízení opravném a při vymáhání.

Článek 4.

Ve věcech daňových doručují se písemnosti a vyřizují se dožadání o úřední a právní pomoc s výhradou zvláštních ustanovení o vymáhání (článek 11 - 13) bezprostředním úředním stykem úřady obou států.

K bezprostřednímu předání žádosti o doručení neb o jinakou úřední a právní pomoc jakož i ku jejich přijetí jsou příslušnými zemské finanční úřady.

Je-li dožadovaný úřad místně nepřislušným, má dožadání předati z moci úřední příslušnému úřadu a žádající úřad o tom ihned vyrozuměti.

Článek 5.

Dožadání jest sepsati, nehledíc k případům článku 6, odst. 2, úřady Německé Říše v úřední řeči, úřady Československé Republiky ve státní (oficiální) řeči, pokud snad nebude zvláštními smluvními nebo zákonnými předpisy určeno něco jiného.

V dožadovacím přípisu jest uvéstí žádající úřad, jméno a povolání (stav) účastněných a, jedná-li se o doručení, adresu příjemcovu a druh písemnosti, jež má býti doručena.

Článek 6.

O doručení pečuje příslušný úřad dožádaného státu. Tento úřad může, nehledíc k případům vylíčeným v odstavci druhém, provéstí doručení pouhým předáním spisu příjemci, pokud jest tento ku přijetí spisu ochoten.

Na přání žádajícího státu dlužno doručiti dotýčnou písemnost ve formě předepsané vlastním zákonodárstvím dožádaného státu pro provádění doručování stejného druhu, pokud je sepsán v úřední resp. státní (oficiální) řeči dožádaného státu (viz článek 5.), nebo pokud je připojen překlad jeho v této řeči. V těchto případech dlužno též žádost sepsati v úřední resp. státní (oficiální) řeči dožádaného státu neb připojiti její překlad.

S výhradou další jiné úmluvy dlužno ověřiti překlady v předchozím odstavci zmíněné přednostou úřadu, který je pověřen odesláním dožadání.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekennnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel 8.

Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrage eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens, nicht in der Lage wäre ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und von Ersuchen dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen, sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorganes in den Fällen des Artikels VI, Absatz 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel VIII, Absatz 1 entstanden sind.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrages Anwendung, soweit nicht in den Artikeln XI bis XIII etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen Staates an die gleiche Behörde des anderen Staates zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

Die im Absatz I bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

Der entscheidende Spruch der Verfügung muss von einer Übersetzung begleitet sein, die vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft in der Amtssprache bzw. Staatssprache (offiziellen Sprache) des ersuchten Staates (vergl. Artikel V) abgefasst ist.

Die Erklärung und die Bescheinigung gemäss Absatz 3 und die Übersetzung gemäss Absatz 4 müssen durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates oder durch einen beidigten Dolmetscher des ersuchten Staates beglaubigt sein.

Článek 7.

Doručení prokazuje se buď datovaným a ověřeným potvrzením příjemcovým o doručení neb osvědčením úřadu dožádaného státu, z něhož jsou zřejmy skutečnost, forma a čas doručení.

Článek 8.

Úřad, jemuž dožádání jest řízeno, je povinen jemu vyhověti a užiti při tom těchže donucovacích prostředků jako při vyřizování žádosti od úřadu dožádaného státu nebo návrhu podaného k témuž účelu účastníkem. Také formy vyřízení řídí se zákony státu dožádaného ; na návrh žádajícího úřadu jest však užiti zvláštní formy, pokud se nepřičí zákonodárství dožádaného státu.

Užiti donucovacích prostředků přípustných v území dožádaného státu je vyloučeno, pokud žádající stát na obdobnou žádost by nebyl s to, aby užil donucovacího prostředku stejného druhu.

Žádající úřad dlužno na jeho přání vyzrozuměti o čase a místě jednání, jež má býti na žádost provedeno. Súčastnění jsou oprávněni dáti se při jednání dle všeobecných předpisů platných v dožádaném státě zastupovati neb se ho osobně súčastniti.

Článek 9.

Za vyřízení návrhů doručovacích a žádostí nesmějí se vybírati žádné poplatky neb náhrady výloh ; vyjmuty jsou pouze, s výhradou jiné dohody, náhrady vyplacené osobám přezvědným nebo znalcům a výlohy vzniklé spolupůsobením výkonného orgánu v případech článku 6., odst. 2. nebo použitím zvláštní formy dle článku 8., odst. 1.

Článek 10.

Pro právní pomoc v řízení vymáhacím užíje se ustanovení této smlouvy, pokud není v článku 11. až 13. nařízeno něco odlišného.

Článek 11.

Nenařikatelná opatření (rozhodnutí, usnesení, nařízení) v daňových věcech dlužno na návrh, který podá nejvyšší finanční správní úřad jednoho státu stejnému úřadu druhého státu, bezplatně uznati a vykonati. Uznání musí býti výslovně vyřčeno.

Opatření zmíněná v odstavci 1. vykonají se bez slyšení stran dle zákonodárství státu, v němž výkon se provádí.

K žádosti o výkon dlužno připojiti prohlášení příslušného úřadu žádajícího státu, že opatření není již nařikatelným ; příslušnost tohoto úřadu osvědčí nejvyšší finanční správní úřad žádajícího státu.

K rozhodujícímu výroku opatření musí býti připojen jeho překlad vyhotovený — s výhradou jiné dohody — v úřední resp. státní (oficiální) řeči dožádaného státu (viz článek 5).

Prohlášení a osvědčení dle odstavce 3. a překlad dle odstavce 4. ověří se nejvyšším finančním správním úřadem žádajícího státu nebo přísězným tlumočníkem dožádaného státu.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Staates einstweilige Sicherstellung im Wege der Beschlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Beschlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des Ersuchenden und des ersuchten Staates zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchten Staates.

Artikel 14.

Die Amts- und Rechtshilfe wird nicht gegen Angehörige des ersuchten Staates gewährt, die innerhalb des Gebietes dieses Staates ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt haben. Diese Bestimmung gilt nicht für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen die gegen den Steuerpflichtigen in einem Zeitpunkte begründet waren zu dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchenden Staates besass.

Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das Gleiche gilt für Ersuchen die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunft-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für andere Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs-, oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen die im Wege der Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. BEGLAUBIGUNG VON URKUNDEN.

Artikel 17.

Die von Finanzgerichten des einen Staates aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichtes versehen sind, zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

Článek 12.

Na základě proveditelných opatření, jež nestala se ještě nenařikatelnými, může býti proti příslušníkům žádajícího státu požadováno prozatímní zajištění zájmem. Postižený jest oprávněn přivoditi zrušení zájmu poskytnutím jistoty, jejíž způsob a výše musí býti stanovena v žádosti.

Článek 13.

Žádosti o určitý způsob výkonu neb zajištění jest vyhověti, pokud je tento způsob výkonu nebo zajištění přípustným dle práva státu žádajícího i dožádaného ; jinak řídí se způsob a provedení výkonu nebo zajištění právem dožádaného státu.

Článek 14.

Úřední a právní pomoc neposkytuje se proti příslušníkům dožádaného státu, kteří mají své bydliště neb se trvale zdržují v území tohoto státu. Toto ustanovení neplatí co do úřední a právní pomoci k uplatnění daňových nároků, které proti poplatníkovi povstaly v době, kdy byl příslušníkem státu žádajícího.

Úřední a právní pomoc může býti odmítnuta, domnívá-li se stát, který o poskytnutí pomoc byl požádán, že by jí byla ohrožena jeho vysostná práva neb jeho bezpečnost.

Žádosti, dle nichž mají býti opatřeny v oblasti dožádaného státu přípustné výpovědi, oznámení nebo dobrozdání osob, které nejsou súčasťněny jako poplatníci, mohou býti zámítnuty, pokud žádající stát není dle svého vlastního zákonodárství s to, aby žádal obdobné výpovědi, oznámení nebo dobrozdání. Totéž platí o žádostech, domáhajících se sdělení skutečných poměrů nebo právních vztahů, pokud znalost těchto poměrů nebo vztahů jest získána jen na základě povinnosti k podání zprávy, oznámení nebo dobrozdání, které v území žádajícího státu neexistují, jakož i o jiných dožádáních, pokud by jim mohlo býti vyhověno jen porušením obchodního, provozního nebo živnostního tajemství.

Článek 15.

Vyhoví-li se žádosti zcela nebo částečně, je dožádaný úřad povinen ihned vyrozuměti úřad žádající o způsobu výřízení.

Pokud se této žádosti nevyhoví, oznámí to dožádaný úřad neprodleně žádajícímu úřadu s udáním důvodů a jinak na jevo vyšších okolností, jež jsou důležité pro další sledování věci.

Článek 16.

Pro dotazy, výpovědi, oznámení a dobrozdání i pro jiná sdělení, která docházejí některému státu právní pomocí, platí zákonné předpisy tohoto státu o úřední mlčivosti a zachovávaní v tajnosti.

III. OVĚŘOVÁNÍ LISTIN.

Článek 17.

Finančními soudy jednoho státu sepsané, vydané neb ověřené listiny nepotřebují k použití v území druhého státu ve věcech daňových žádného ověření (legalisace), mají-li pečeť nebo razítko soudu.

Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber (der Gerichtskanzlei) unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

Urkunden die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

Die beiden Staaten werden die in Betracht kommenden Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

IV. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 19.

Die beiden Staaten verpflichten sich, ein Abkommen über gegenseitige Rechtshilfe in Steuerstrafsachen zu schliessen. Dabei ist in Aussicht genommen die beiderseitige Auslieferungspflicht wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung und vorsätzlicher Zuwiderhandlungen gegen die Kapitalabwanderungs- und Steuerfluchtgesetze, und zwar sowohl hinsichtlich der beanspruchten Personen als auch hinsichtlich der durch rechtskräftiges Strafurteil oder unanfechtbaren Bescheid einer Finanzbehörde eingezogenen oder für verfallen erklärten Vermögenswerte zu regeln.

Artikel 20.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrages treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Abführung von Vollstreckungserlösen und die Festsetzung eines Durchschnittskurses für die Umrechnung der Beträge vereinbaren, wegen deren eine Vollstreckung zu erfolgen hat. ¶¶

Artikel 21.

Dieser Vertrag, welcher in deutscher und tschechoslovakischer Urschrift gefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage der Ratifikation in Kraft und soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablaufe dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Beide Texte des Vertrages sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diese Verträge unterfertigt und mit Siegeln versehen.

PRAG, den 31. Dezember 1921.

Für das Deutsche Reich :

(L. S.) HANS-HEINRICH DIECKHOFF.
 (L. S.) ERNST PEIFFER.
 (L. S.) Dr HERBERT DORN.

Ke zmíněným listinám patří i listiny podepsané soudním písařem (soudní kanceláři), pokud tento podpis dostačuje dle zákonů státu, kterému náleží onen so id.

Článek 18.

Listiny, které jsou sepsány, vydány neb overěny nejvyšším neb některým vyšším finančním správním úřadem jednoho z obou států a mají pečeť nebo razítko úřadu, nepotřebují k použití v území druhého státu ve věcech daňových žádného ověření (legalisace).

Oba státy sdělí si navzájem úřady přicházející v úvahu seznanem, který po obapolné dohodě může býti kdykoliv správní cestou zrušen nebo doplněn.

IV. ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.

Článek 19.

Oba státy se zavazují, že uzavrou dohodu o vzájemné právní pomoci v daňových věcech trestních. Při tom jest zamýšleno upravití oboustrannou povinnost k vydání pro úmyslné zkrácení daní a úmyslná jednání proti zákonům o úniku kapitálu a útěku před dani, a to jak co do žádaných osob tak i co do majetkových hodnot, jež byly právoplatným trestním rozsudkem nebo nenáikatelným výměrem finančního úřadu zabaveny nebo prohlášeny za propadlé.

Článek 20.

Nejvyšší správní finanční úřady obou států mohou provéstí další ujednání ve smyslu této smlouvy. Mohou zejména smluviti ustanovení o odvodu výtěžku z výkonů a určení průměrného kursu pro přepočítání částek pro něž se má výkon provéstí.

Článek 21.

Tato smlouva, která byla podepsána v československém a německém prvopise, budiž ratifikována a ratifikační listiny budtěz pokud možno nejdříve v Berlíně vyměněny. Tato smlouva nabývá účinnosti dnem ratifikace a potrvá v platnosti potud, pokud nebude jednou ze smlouvnicích stran nejpozději 6 měsíců před uplynutím kalendářního roku vypovězena. Při včasné výpovědi pozbývá smlouva účinnosti uplynutím tohoto kalendářního roku.

Oba texty smlouvy jsou autentické. Ratifikovaná smlouva bude uřevejněna v každém z obou států v úřední sbírce zákonů v obou autentických textech.

Na důkaz toho, zmocněnci obou států tyto smlouvy podepsali a pečetěmi opatřili.

V PRAZE, dne 31. prosince 1921.

Za Československou Republiku :

(L. S.) Dr. BOHUMIL VLASÁK.

(L. S.) Dr. VLADIMÍR VALNÍČEK.

(L. S.) Dr. RICHARD STRETTI.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung der am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reiche und der Tschechoslovakischen Republik abgeschlossenen Verträge zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern (A) sowie über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen (B) haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil der Verträge selbst bilden sollen :

Zu A.

1. Als direkte Steuern im Sinne des Vertrages A gelten auf Seiten des Deutschen Reiches die gegenwärtigen und künftigen Steuern des Reichs und der Länder vom Einkommen und Vermögen einschliesslich der Kapitalertragssteuer, sowie die von den Ländern erhobenen gegenwärtigen und künftigen Steuern vom Grundvermögen und vom Gewerbebetrieb :

auf Seiten der Tschechoslovakischen Republik die gegenwärtigen und künftigen staatlichen Ertragssteuern samt Zuschlägen, Einkommensteuern und Steuern vom Vermögen.

Beide Teile sind darüber einig, dass die Erbschaftssteuern nicht als direkte Steuern im Sinne dieses Vertrages gelten. Sie behalten sich vor, bezügl. der Erbschaftssteuern besondere Vereinbarungen zu treffen.

Zweifel über die Zugehörigkeit einer Steuer zu den oben bezeichneten Steuerarten werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten geklärt werden.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass durch die Bestimmungen dieses Vertrages die Gesetze der vertragschliessenden Staaten über die Sonderbesteuerung der Tantiemen nicht berührt werden.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass Arbeiter, die in dem einen Staate, ihren Wohnsitz haben und in dem anderen Staate ihrem Erwerbe nachgehen hinsichtlich ihres Arbeitseinkommens im Rahmen des Artikels 1 des Vertrages A nur in dem Staate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, zur Steuer herangezogen werden sollen.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass Studenten, die sich nur zu Studienzwecken in einem Vertragsstaate aufhalten, für die Unterhalts- und Studiengelder die sie von ihren in dem anderen Vertragsstaate wohnhaften Angehörigen erhalten, nicht zur Steuer im Staate des Studienaufenthaltes herangezogen werden sollen, sofern sie auf diese Bezüge überwiegend angewiesen sind.

4. Es besteht Einverständnis darüber, dass für die Besteuerung der Holzhändler, welche in beiden Staaten Betriebsstätten haben, folgende Bestimmungen gelten sollen :

Bei Holzhändlern, welche in beiden Staaten Betriebsstätten haben, wird derjenige Teil des Betriebes, welcher in dem Exporte des unter Verwendung der in dem einen Staate gelegenen Betriebsstätte angekauften Holzes in den anderen Staat besteht, den beiderseitigen Betriebsstätten nur je zur Hälfte angerechnet.

Sohin ist bei der Ermittlung des zu besteuern den Gewinnes der inländischen Betriebsstätte in jedem der beiden Staaten der Gewinn, bzw. Reinertrag aus diesem Umsatze festzustellen, jedoch nur zur Hälfte als aus der inländischen Betriebsstätte herrührend der Besteuerung zu unterziehen ; in dem gleichen Sinne sind die für die Ertragfähigkeit eines solchen Geschäftsverkehrs massgebenden Merkmale auch nur zur Hälfte in Ansatz zu bringen.

Der erübrigende Teil des Umsatzes jeder Betriebsstätte wird derselben ganz zugerechnet.

Sofern in einem der beiden Staatsgebiete eine weitere Bearbeitung des Holzes stattfindet, sind die Betriebsmerkmale dieses Produktionsbetriebes und der aus dieser Bearbeitung sich ergebende Gewinn bei der Besteuerung des Holzhandels im anderen Staatsgebiete ausser Betracht zu lassen.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při podpisu dnes sjednaných smluv mezi Československou republikou a Německou říší o urovňování tuzemského a cizozemského zdanění, zvláště o zamezení dvojího zdanění v oboru přímých daní (A) jakož i o právní ochraně a právní pomoci ve věcech berních (B), učinili podepsaní zmocněnci tato souhlasná prohlášení která jsou integrující částí smluv :

k A.

1. Za přímé daně ve smyslu smlouvy A se pokládají na straně Německé říše nynější a příští říšské a zemské daně z příjmu a z majetku, počítajíc v to daň z výnosu kapitálu, jakož i nynější a příští daně vybírané zeměmi z majetku pozemkového a z provozování živností ;

na straně Československé republiky nynější a příští státní daně výnosové s přírůžkami, daně z příjmu a daně z majetku.

Obě strany shodují se v tom, že daně dědické nepokládají se za přímé daně ve smyslu této smlouvy. Vyhražují si stran dědických daní sjednati zvláštní úmluvy.

Pochybnosti o příslušnosti té které daně k druhům daní nahoře vyznačeným objasní se dohodou mezi nejvyššími finančními správními úřady obou států.

2. Obě strany jsou srozuměny, že ustanoveními této smlouvy nejsou dotčeny zákony smluvních států o zvláštním zdanění tantiém.

3. Obě strany jsou srozuměny, aby dělníci, kteří mají v jednom státě své bydliště a kteří za výdělkem docházejí do druhého státu, podrobeni byli svým pracovním příjmem v rámci článku 1. smlouvy A dani toliko v tom státě, ve kterém mají své bydliště.

Dále jsou srozuměny, aby studující, kteří se zdržují v jednom ze smluvních států pouze za studii, nebyli stran platů na vydržování a studie, které dostávají od svých příslušníků bydlicích ve druhém státě smluvním, podrobováni dani ve státě, v němž se zdržují za studii, pokud jsou převážně odkázáni na tyto příjmy.

4. Obě strany jsou srozuměny, aby stran zdanění obchodníků dřívím, kteří mají v obou státech provozny, platila tato ustanovení :

U obchodníků dřívím, kteří mají v obou státech provozny, započítá se ten díl provozování, který záleží ve vývozu dříví nakoupeného s použitím provozovny, ležící v jednom státě, do druhého státu, provozovněm v obou státech jen polovici.

Budiž tedy při vyšetřování zdanitelného zisku tuzemské provozovny v obou státech zjištěn zisk nebo ryzí výtěžek z tohoto obratu, avšak zdaněn jenom z polovice jakožto zisk (výtěžek) plynoucí z tuzemské provozovny ; v témž smyslu buďtež i známky rozhodné pro výnosnost takového obchodu započteny jen z polovice.

Zbývající část obratu každé provozovny započítá se jí plně.

Zpracuje-li se dříví v jednom z obou států dále, nepřihlíží se ke známkám provozovacím této výrobní činnosti a k zisku z tohoto zpracování plynoucímu při zdaňování obchodu dřívím ve druhém státě.

Das Verzeichnis Beilage M der Vollzugsvorschrift I zum Personalsteuergesetze vom 25. Oktober 1896 R. G. Bl. Nr. 220, wird wie bisher, die Holzhändler sowie als festzustellendes Merkmal die Zahl der Festmeter des angekauften Holzes weiter enthalten.

5. Es besteht auf Grund einer dahingehenden Erklärung der tschechoslovakischen Regierung Einverständnis darüber dass das Nostrifikationsgesetz vom 11. Dezember 1919 Nr. 12 der Sammlung der Gesetze und Verordnungen Ex 1920 gegenüber reichsdeutschen Unternehmungen physischer Personen überhaupt nicht gegenüber Unternehmungen von Gesellschaften, die der öffentlichen Rechnungslegung unterliegen, einschliesslich der G. m. b. H. keinesfalls aus steuerlichen Gründen Anwendung finden soll.

Im Übrigen wird der Stellungnahme der beiden Staaten zu der Frage der Anwendung des Nostrifikationsgesetzes nicht vorgegriffen.

Zu B.

1. Die Bestimmung des Artikels II Abs. 1 und 2, ist dahin auszulegen, dass die dortgenannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.

2. Die vertragsschliessenden Teile werden, um die Prüfung der materiellen Gegenseitigkeit für die Gewährung der Rechtshilfe zu erleichtern, Aufstellungen über die Befugnisse der Finanzbehörden austauschen, für die Übereinstimmung in den Rechtsgrundsätzen des deutschen und des tschechoslovakischen Rechts bei Rechtshilfeersuchen angenommen werden darf. Die Aufstellungen sollen insbesondere Aufschluss geben :

- a) über die Auskünfte, Anzeigen, Gutachten und Beweismittel, die von den Steuerpflichtigen oder von dritten Personen verlangt werden können.
- b) über die Zwangsmittel, Sicherungs- und Vollstreckungsmassnahmen, die gegenüber den Steuerpflichtigen oder dritten Personen zulässig sind.

Solange die Aufstellungen nicht ausgetauscht und von beiden Seiten anerkannt sind, ist dem einzelnen Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung der höheren Finanzverwaltungsbehörden des ersuchenden Staates beizufügen die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des ersuchenden Staates genügt werden wird. Der Bescheinigung ist eine Übersetzung in der Sprache des ersuchten Staates beizufügen (Vgl. Artikel V). Auf die Übersetzung findet Artikel VI, Abs. 3 des Vertrages entsprechende Anwendung.

3. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden, Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden ; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben die der Durchführung der Ersuchen dienen soll.

4. Sind die Voraussetzungen der Niederschlagung wegen Uneinbringlichkeit der Steuern nach den Vorschriften des ersuchten Staates gegeben, so leitet die ersuchte Behörde das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung über das Vorliegen der Voraussetzungen und der hiefür vorhandenen Belege an die ersuchende Behörde zurück.

5. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe welche in diesem Vertrage vereinbart sind, sollen auch für Steuerfälle und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen.

PRAG, den 31. Dezember 1921.

Für das Deutsche Reich :

HANS-HEINRICH DIECKHOFF.
ERNST PEIFFER.
Dr. HERBERT DORN.

Seznam příloha M prováděcího nařízení L. k zákonu o osobních daních z 25. října 1896, č. 220 ř. z., bude jako dosud i dále obsahovati obchodníky dřívím a jako známku, již dlužno zjistiti, počet pevných metrů nakoupeného dříví.

5. Obě strany jsou podle příslušného prohlášení Československé vlády srozuměny, že se zákona o nostrifikaci ze dne 11. prosince 1919, č. 12 Sb. z. a n. z. r. 1920, vůči říšskoněmeckým podnikům fyzických osob vůbec neužije, vůči podnikům společností, které podléhají veřejnému účtování, v to počítajíc společnosti s r. o., neužije nikterak z důvodů berních.

Ostatně nepředbíhá se stanovisku obou států k otázce užití zákona o nostrifikaci.

k B.

1. Ustanovení článku 2., odstavec 1. a 2., jest vykládati tak, že s poplatníky tam jmenovanými má býti nakládáno daňově stejným způsobem nejen formálně nýbrž věcně.

2. Aby si usnadnily přezkoušení věcné vzájemnosti pro poskytování právní pomoci, smluvní strany vymění si přehledy o pravomoci finančních úřadů, o kterých se smí předpokládati shoda co do právních zásad německého a československého práva při požádáních o právní pomoc. Přehledy mají zvláště dáti vysvětlení

- a) o výpovědích, oznámeních, dobozdáních a průkazních prostředcích, které mohou býti požadovány od poplatníků anebo od třetích osob,
- b) o donucovacích prostředcích, o zajišťovacích a vykonávacích opatřeních, přípustných vůči poplatníkům nebo třetím osobám.

Dokud nejsou přehledy vyměněny a oběma stranami uznány, dlužno připojiti k jednotlivé žádosti o právní pomoc osvědčení vyšších finančních úřadů žádajícího státu které úředně zjišťuje, že obdobné žádosti dle práva žádajícího státu bude vyhověno. K osvědčení tomu nutno přiložiti překlad v řeči žádaného státu (viz článek V).

3. Zásadně nemůže býti vyžadováno zaslání spisů. K výjimkám jest zapotřebí dohody obou nejvyšších finančně správních úřadů; žádati má se však o zaslání spisů jen tehdy, když toho vyžadují nutkové zájmy žádajícího státu. Nedotčeno zůstává právo každého státu, přiložiti ke své žádosti vlastní spisy, jež mají prospěti provedení žádosti.

4. Jsou-li dány podmínky odpisu daně pro nedobytnost dle předpisů dožádaného státu, vrátí dožádaný úřad žádost úřadu žádajícímu, připoje k ní osvědčení, že tyto předpoklady jsou dány, s doklady, které o tom jsou po ruce.

5. Právní ochrana a právní pomoc, ujednané touto smlouvou mají býti poskytovány také pro daňové případy a co do skutečností, vztahujících se na minulost.

V PRAZE dne 31 prosince 1921.

Za Československou republiku :

Dr. BOHUMIL VLASÁK.
Dr. VLADIMÍR VALNÍČEK.
Dr. RICHARD STRETTI.

Copie certifiée conforme.
Prague, le 13 juin 1923.

(Signé) Dr. Jan OPOČENSKÝ.
*Chef des Archives du Ministère
des Affaires Etrangères.*

¹ TRADUCTION.

No. 447. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE EN VUE D'ASSURER LA PÉREQUATION DES IMPÔTS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS ET D'ÉVITER SURTOUT LA DOUBLE IMPOSITION DANS LE DOMAINE DES IMPÔTS DIRECTS, ET TRAITÉ RELATIF AUX GARANTIES LÉGALES ET A L'ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS, SIGNÉS A PRAGUE LE 31 DÉCEMBRE 1921.

Le REICH ALLEMAND et la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir d'établir la péréquation des impôts directs intérieurs et extérieurs appliqués dans les deux Etats, et surtout d'éviter la double imposition et de régler les garanties légales à assurer aux ressortissants du Reich allemand dans la République tchécoslovaque et aux ressortissants de la République tchécoslovaque dans le Reich allemand, ainsi que l'obligation imposée aux autorités des deux Etats de se prêter réciproquement, en matière d'impôts, l'assistance administrative et juridique,

ont conclu les deux Arrangements ci-dessous.

A cet effet, les plénipotentiaires suivants ont été désignés :

Pour l'EMPIRE ALLEMAND :

Le Chargé d'Affaires, Conseiller de Légation Hans Heinrich DIECKHOFF ;
 Le Conseiller intime du Gouvernement, Conseiller ministériel au Ministère des Finances du Reich, Ernest PEIFFER ;
 Le Conseiller ministériel au Ministère des Finances du Reich, D^r Herbert DORN.

Pour la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Chef de Section au Ministère des Finances, D^r Bohumil VLASAK ;
 Le Chef de Section au Ministère des Finances, D^r Vladimír VALNÍČEK ;
 Le Conseiller ministériel au Ministère des Finances, D^r Richard STRETTI.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

A.

TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE EN VUE D'ASSURER LA PÉREQUATION DES IMPÔTS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS ET D'ÉVITER SURTOUT LA DOUBLE IMPOSITION DANS LE DOMAINE DES IMPÔTS DIRECTS.

Article 1.

Les ressortissants du Reich allemand ou les ressortissants de la République tchécoslovaque, sous réserve de dispositions contraires contenues dans les articles suivants, ne seront passibles

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 447. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC FOR THE ADJUSTMENT OF TAXATION, AT HOME AND ABROAD, IN PARTICULAR FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXATION, AND TREATY CONCERNING LEGAL SAFEGUARDS AND LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS OF TAXATION, SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 31, 1921.

The GERMAN REICH and the CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of adjusting internal and external taxation in both States in the case of direct taxes, and in particular of preventing double taxation and

of laying down regulations for the legal safeguards afforded to nationals of the German Reich in the Czechoslovak Republic, and to nationals of the Czechoslovak Republic in the German Reich, and the obligation of the authorities of both States in respect of mutual administrative and legal assistance in matters relating to taxation,

have concluded the two following Treaties.

For this purpose they appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN REICH :

Hans Heinrich DIECKHOFF, German Chargé d'Affaires, Councillor of Legation ;
Ernst PEIFFER, Privy Councillor and Councillor in the Imperial Ministry of Finance ;

Dr. Herbert DORN, Councillor in the Imperial Ministry of Finance.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Head of Department in the Ministry of Finance ;
Dr. Vladimír VALNÍČEK, Head of Department in the Ministry of Finance ;
Dr. Richard STRETTI, Councillor in the Ministry of Finance.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

A.

TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC FOR THE ADJUSTMENT OF TAXATION, AT HOME AND ABROAD, IN PARTICULAR FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXATION.

Article 1.

Unless otherwise provided in the following articles, German nationals or nationals of the Czechoslovak Republic shall only be called upon to pay direct taxes in the State in which they

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

des impôts directs que dans l'Etat où ils ont leur domicile ou, à défaut, leur lieu de séjour habituel.

Les personnes qui auraient un domicile dans chacun des deux Etats ne sont soumises aux impôts directs que dans celui des deux Etats dont elles sont ressortissantes. En ce qui concerne les personnes qui seraient ressortissantes des deux Etats contractants ou qui ne seraient ressortissantes d'aucun des deux, chaque cas d'espèce fera l'objet de conventions spéciales.

Est réputée domicile, au sens du présent Arrangement, toute habitation occupée dans des conditions telles qu'elles permettent de conclure à l'intention de la conserver d'une manière continue.

Est réputée lieu de séjour habituel au sens du présent arrangement, la localité ou le pays dans lequel une personne s'arrête dans des conditions telles qu'elles permettent de conclure à l'intention d'y séjourner plus longtemps que pour un simple passage.

Article 2.

Les propriétés foncières et les immeubles, ainsi que leurs revenus, ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat où ils se trouvent.

Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux créances hypothécaires et à leurs revenus qui seront assimilés aux capitaux et à leurs revenus.

Article 3.

Une exploitation industrielle et son revenu ne seront soumis à l'impôt direct que dans l'Etat où est installé un établissement destiné à l'exploitation d'une industrie permanente.

Sont réputés établissements d'exploitation, les succursales, fabriques, bureaux d'achat ou de vente, dépôts, comptoirs et toutes organisations particulières établies en vue de l'exercice d'une industrie, par l'industriel lui-même, ses associés, ses fondés de pouvoirs ou autres agents qualifiés.

Si une même entreprise industrielle possède des établissements dans les deux Etats, les impôts directs ne sont perçus dans chaque Etat que sur la base de l'exploitation utilisant les établissements situés dans ledit Etat.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas au colportage et aux industries ambulantes.

Article 4.

En ce qui concerne les revenus tirés de la pratique de la science, de l'art, des lettres, de l'enseignement ou de l'éducation et de l'exercice de la profession de médecin, d'avocat, d'architecte, d'ingénieur, ainsi que de toute autre profession libérale, il n'y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 3 qu'autant que l'exercice de la profession comporte dans l'autre Etat un centre établi (exploitation).

Article 5.

Le présent Arrangement ne porte pas dérogation aux prescriptions de l'article 17 de la Convention économique du 29 juin 1920.

Article 6.

Les traitements ou les secours accordés à la suite de services rendus ou de profession exercée actuellement ou antérieurement (salaire, retraite, traitement de disponibilité, secours, etc.) et

are domiciled, or, failing such domicile, in the State in which they be regarded as being habitually resident.

Persons having a domicile in both States shall only be called upon to pay direct taxes in the State of which they are nationals. As regards persons who are nationals of both or of neither of the States concerned, special arrangements shall be made for individual cases.

A domicile within the meaning of this Treaty shall exist in cases in which any person possesses a dwelling under circumstances which give good grounds for assuming that he intends to retain the same.

Residence within the meaning of this Treaty shall exist in cases in which a person has a residence under circumstances which give good grounds for assuming that he is not merely passing through the place or country in question.

Article 2.

Landed estates and buildings, and income derived therefrom, shall only be subject to direct taxation in the State in which they are situated.

The provision of the preceding paragraph shall not apply to mortgages and income derived therefrom, which shall be regarded as capital and income therefrom.

Article 3.

Industrial undertakings and the income derived therefrom shall only be subject to direct taxation in the country in which a business establishment for carrying on a permanent industry is maintained.

The term "business establishment" shall include: branch establishments, factories, offices where purchases or sales are effected, depots, counting-houses, and all other business establishments maintained for the purpose of carrying on the said industry, either by the owner himself, his partners, managers or any other permanent representatives.

If an industrial enterprise possesses business establishments in both countries, direct taxes shall only be levied in each country on the basis of the business transacted in the establishments situated in that country.

The foregoing provisions shall not apply to the taxes on hawking and other itinerant trades.

Article 4.

In the case of income derived from the practice of science, art, letters, teaching or education or from the exercise of the professions of physician, lawyer, architect or engineer or of any other liberal profession, the provisions of Article 3 shall only apply in so far as the exercise of the profession involves permanent headquarters (business establishment) in the other country.

Article 5.

The provisions contained in Article 17 of the Economic Agreement of June 29, 1920, shall in no way be affected by anything in the present Treaty.

Article 6.

Salaries or allowances granted for services rendered or earned in a profession in which an individual is or was formerly engaged (salaries, pensions, half-pay, maintenance allowances, etc.),

payables périodiquement par les Caisses publiques (caisses du Reich, d'Etat, de province, de cercle, de communes, etc.) ne seront soumis aux impôts directs que dans l'Etat où est effectué le paiement

Article 7.

Les dispositions de l'article 2 et des § 1 à 3 de l'article 3 s'appliquent également aux personnes morales.

Article 8.

Dans les cas où, en vertu de la loi allemande de l'impôt sur le revenu du 29 mars 1920 (Bulletin Officiel des lois du Reich, page 345) de la troisième partie de la loi sur l'impôt personnel du 25 octobre 1896 (Bulletin Officiel des lois du Reich, N° 220) ou en vertu de l'article 22 de la loi hongroise de 1875 et de l'article 7 de la loi de 1883, les intérêts, dividendes et autres revenus de capital sont imposés à leur origine, l'impôt ne peut être perçu que par l'Etat dans le territoire duquel, en vertu des lois mentionnées ci-dessus, le prélèvement est à effectuer. Si la maison-mère se trouve dans un Etat et une succursale dans l'autre Etat, les impôts ne peuvent être prélevés sur les intérêts produits par l'exploitation de la succursale qu'au profit de l'Etat dans lequel cette succursale se trouve située.

La perception des impôts mentionnés au § 1 sur les intérêts des créances hypothécaires n'appartient qu'à l'Etat dans le territoire duquel se trouve situé le bien-fonds hypothéqué.

Article 9.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 6 du présent Arrangement sont également applicables à l'assiette des impôts perçus en vertu de la loi sur l'impôt sur la propriété, du 3 juillet 1913 (Bulletin officiel des lois du Reich, page 524), de la loi sur l'impôt de guerre du 21 juin 1916 (B. O. L. R., page 561) et des lois relatives à un impôt extraordinaire de guerre pour l'année commerciale 1918, en date du 26 juillet 1918 (B. O. L. R., page 964) et pour l'année commerciale 1919 en date du 10 septembre 1919 (B. O. L. R., page 1567) ainsi qu'en vertu des lois en vigueur dans la République tchécoslovaque, sur les impôts de guerre (impôt sur les bénéfices de guerre).

Dans le décompte des profits extraordinaires (bénéfices extraordinaires) des sociétés indigènes, profits soumis à l'impôt en vertu des lois mentionnées au § 1, pour la détermination des bénéfices de paix en vertu de l'article 17 de la loi allemande sur l'impôt de guerre du 21 juin 1916, du § 2 de l'article 5 de l'Ordonnance impériale du 16 avril 1916 (B. O. L. R., N° 103), et en vertu des mêmes articles de la loi du 16 février 1918 (B. O. L. R., N° 66) ainsi qu'en vertu des dispositions correspondantes de la loi hongroise de 1916, article 29, et de la loi de 1918, article 9, il y a lieu de tenir compte de la part du capital ou fonds social (capital engagé) correspondant au rapport entre la totalité du fonds de premier établissement et du fonds de roulement de la société et la partie de ces mêmes fonds utilisés dans l'autre Etat.

Les prélèvements sur les bénéfices extraordinaires provenant d'actions ou de parts, conformément à l'article 18 de la loi allemande sur l'impôt de guerre, à l'article 8 de l'Ordonnance impériale du 16 avril 1916 et à l'article 7 de la loi du 16 février 1918, ainsi qu'aux dispositions correspondantes de l'article 29 de la loi hongroise de 1916 et de l'article 9 de la loi de 1918, sont également applicables aux succursales dont le siège social se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

Article 10.

Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 7 sont également applicables en particulier à la répartition de la contribution de détresse du Reich (Reichsnotopfer), conformément à la loi allemande du 31 décembre 1919 (B. O. L. R., page 2189), et à la répartition de l'impôt sur la fortune, conformément à la loi tchécoslovaque du 8 avril 1920 (Recueil N° 309).

and payable periodically from the public funds (Reich, State, Provincial, District, Communal Funds, etc.), shall only be subject to direct taxation in the country in which the payment is effected.

Article 7.

The provisions of Article 2 and of Article 3, paragraphs 1 to 3, shall also apply to legal persons.

Article 8.

In all cases in which the German law on the tax on profits accruing from capital, dated March 29, 1920 (Reich Legal Gazette, page 345), or the 3rd chapter of the Personal Taxation Law of October 25, 1896 (Reich Legal Gazette, No. 220), or the Hungarian Statutory Articles 22 ex 1875 and 7 ex 1883, provide that the tax on interest, dividends and other profits accruing from capital shall be deducted at the source, the tax shall only be payable to the State in whose territory it is to be deducted at the source in accordance with the above-mentioned laws. If the main establishment is situated in one State and a branch establishment in the other State, the tax on interest accruing from the business transacted by the branch establishment shall only be deducted for the benefit of the State in which such branch establishment is situated.

In the case of interest accruing from mortgages the taxes mentioned in paragraph 1 shall only be payable to the State in whose territory the mortgaged property is situated.

Article 9.

The provisions of Articles 1, 2, 3, 4 and 6 of the present Treaty shall be applicable *mutatis mutandis* to the assessment of taxation as laid down in the Property Tax Law of July 3, 1913 (Reich Legal Gazette, page 524), the War Tax Law of June 21, 1916 (Reich Legal Gazette, page 561), and the laws on a special war levy for the fiscal year 1918 of July 26, 1918 (Reich Legal Gazette, page 964), and for the fiscal year 1919 of September 10, 1919 (Reich Legal Gazette, page 1567), and also in the laws in force in the Czechoslovak Republic on the War Tax (War Profits Tax).

In calculating the excess earnings (excess profits) of companies situated in either country which are subject to taxation under the laws mentioned in paragraph 1, the peace time profits of such companies will be ascertained in accordance with the terms of paragraph 17 of the German War Tax Law of June 21, 1916, paragraph 2, sub-paragraph 2, and paragraph 5 of the Reich Decree of April 16, 1916 (Reich Legal Gazette, No. 103), the same paragraphs in the law of February 16, 1918 (Reich Legal Gazette, No. 66), and also the corresponding provisions in the Hungarian Statutory Articles 29 ex 1916 and 9 ex 1918, by calculating the percentage of the original or founders' share capital which is equivalent to the ratio between the total original and working capital of the company and that part of the original and working capital employed in the other State.

The deduction of excess profits derived from shares or partnerships in accordance with paragraph 18 of the German War Tax Law, paragraph 8 of the Imperial Decree of April 16, 1916, and paragraph 7 of the Law of February 16, 1918, and the corresponding provisions of the Hungarian Statutory Articles 29 ex 1916 and 9 ex 1918, shall also be lawful in respect of affiliated companies which have their registered offices in the territory of the other State.

Article 10.

The provisions of Articles 1 to 3 and of Article 7 shall also apply in particular to the assessment of the Reich Emergency Contribution (Reichsnotopfer) in accordance with the German Law of December 31, 1919 (Reich Legal Gazette, page 2189), and to assessments for the capital levy in accordance with the Czechoslovak Law of April 8, 1920. (Collection No. 309.)

Les impôts levés en vertu de ces deux lois seront considérés comme équivalents au sens de l'article 4 de la loi sur la contribution de détresse de l'empire et du § 2 de l'alinéa 1 de l'article 2, ainsi que de l'article 42, alinéas 1 et 2, § 2 de la loi tchécoslovaque relative à l'impôt sur la fortune, sous condition, toutefois, que le capital ne sera soumis à l'impôt que dans l'Etat auquel appartient, en vertu de l'article 1, le droit absolu à l'impôt.

Ne sont toutefois pas considérés comme capitaux (*Kapitalvermögen*) au sens du § 2 : les créances hypothécaires et les participations à des sociétés, à l'exception des parts de mines (*Kuxen*), actions, parts bénéficiaires et autres valeurs.

Article 11.

Des modifications affectant au point de vue du paiement des impôts la situation personnelle d'un contribuable, survenues dans la période comprise entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1919, et entraînant une double imposition, sont à faire entrer en ligne de compte, de façon à ce que le montant des impôts sur la fortune, prélevés dans la République tchécoslovaque, sur la base de la situation au 1^{er} mars, vienne en déduction de la contribution de détresse de l'empire, jusqu'à concurrence de la moitié de cette contribution.

Des modifications affectant au point de vue du paiement des impôts la situation personnelle d'un contribuable, survenues dans la période comprise entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1919, et entraînant une double imposition, sont à faire entrer en ligne de compte, de façon à ce que la contribution de détresse de l'empire, prélevée en Allemagne, en vertu des articles 2 et 3, vienne en déduction de l'impôt sur la fortune prélevé dans la République tchécoslovaque, jusqu'à concurrence de la moitié de cet impôt.

Article 12.

Les dispositions des articles 10 et 11 ne sont pas applicables si elles provoquent une exonération ou une réduction de la contribution de détresse du Reich, sans entraîner, du même coup, l'application de l'impôt tchécoslovaque sur la fortune.

Article 13.

Dans le cas où l'application des lois allemandes relatives à l'impôt de guerre sur l'accroissement des fortunes, en date du 10 septembre 1919 (*B. O. L. R.*, page 1579) d'une part, et d'autre part, la loi tchécoslovaque relative à l'impôt sur l'accroissement des fortunes du 8 avril 1920 (*Recueil des lois et ordonnances*, N° 309) rendrait possible une double imposition, les dispositions des articles 10 à 12 sont également applicables.

Article 14.

Dans le cas où, en vertu de la loi tchécoslovaque du 25 février 1919 (*Recueil des lois et ordonnances*, N° 84), on aurait mis sous séquestre la fortune de personnes qui, d'après les dispositions du présent Arrangement, ne sont pas soumises à l'impôt sur la fortune, ces séquestres devront être levés sur simple demande.

Les certificats de dépôt qui auront été délivrés par la République tchécoslovaque aux personnes désignées au § 1, en échange des billets de banque retenus pour être estampillés en vue de permettre l'application de l'impôt sur le capital, seront restitués sur simple demande, en tenant compte des sommes perçues au titre de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur l'accroissement de la fortune.

Article 15.

Les habitants du territoire d'Hultschin ne seront soumis ni à la contribution de détresse du Reich, ni à l'impôt de guerre sur l'accroissement de la fortune, à condition qu'ils aient eu leur

The taxes to be levied under these two laws shall be regarded as equivalent within the meaning of paragraph 4 of the Imperial Emergency Contribution Law and of paragraph 2, section 1, sub-paragraph 2, and paragraph 42, sections 1 and 2, sub-paragraph 2, of the Czechoslovak Law regarding a capital levy, subject to the condition, however, that the capital shall only be taxed in the State which possesses, in accordance with Article 1, an unconditional right of taxation.

For the purposes of paragraph 2, the term "capital" shall not include : mortgages and partnerships in companies, with the exception of mining shares, shares, share certificates and other securities.

Article 11.

Allowance shall be made in the following manner for changes in the personal circumstances of a taxpayer which have occurred between March 1 and December 31, 1919, affecting his liability for payment of taxation and involving double taxation : the amount assessed as capital levy in the Czechoslovak Republic on the basis of the former terminal day of payment shall be deducted from the Imperial Emergency Contribution to an amount not exceeding one half the sum due in respect of the Imperial Emergency Contribution.

Allowance shall be made in the following manner for changes in a taxpayer's investments which have occurred between March 1 and December 31, 1919, affecting his liability for payment of taxes and involving double taxation : the Reich Emergency Contribution levied in Germany in accordance with Articles 2 and 3 shall be deducted from the capital levy collected in the Czechoslovak Republic to an amount not exceeding half the latter levy.

Article 12.

The provisions of Articles 10 and 11 shall not be applicable if they involve exemption from, or reduction of, the Reich Emergency Contribution without at the same time involving liability in respect of the Czechoslovak capital levy.

Article 13.

The provisions of Articles 10 to 11 shall apply in so far as the German laws regarding a war tax on increase of capital, dated September 10, 1919 (Imperial Legal Gazette, page 1579), and the Czechoslovak Law regarding an increase of capital tax, dated April 8, 1920 (Collection of Laws and Decrees, No. 309), may result in double taxation.

Article 14.

In so far as the property of persons, who are not liable to the capital levy in consequence of the provisions of the present Treaty, is subject to an embargo by virtue of the Czechoslovak Law of February 25, 1919 (Collection of Laws and Decrees, No. 84), such embargo shall be raised upon application.

The deposit certificates, which were issued by the Czechoslovak Republic to the persons referred to in paragraph 1 in exchange for bank notes retained in connection with the stamping of bank notes for the purposes of the capital levy, shall be exchanged on application to an amount not exceeding the revenue yielded by the capital levy and the increase of capital tax.

Article 15.

Inhabitants of the territory of Hultschin shall not be subject to the Reich Emergency Contribution and to the war tax on increase of capital, provided that they have had their domicile

domicile ou leur lieu de séjour habituel, au 31 décembre 1919, sur le territoire d'Hultschin et qu'ils aient perdu, en vertu du Traité de paix et de l'article 3 du Traité de nationalité du 29 juin 1920, la nationalité allemande, à condition également qu'ils ne soient pas soumis à un impôt limité en Allemagne, d'après les articles 2 et 3 du présent Arrangement, et qu'ils ne possèdent aucune créance hypothécaire ou parts de sociétés (à l'exception de parts de mines, d'actions, de parts bénéficiaires ou autres valeurs).

Les dispositions du § 1 ne s'appliquent pas aux personnes qui, en vertu des traités mentionnés, optent pour la nationalité allemande ; ces dernières sont soumises aux dispositions générales du présent arrangement.

Article 16.

Les dispositions des lois tchécoslovaques relatives aux impôts à percevoir sur les successions pendantes ne sont pas applicables, dans la mesure où l'héritier est soumis directement à l'impôt en Allemagne, en vertu des dispositions du présent arrangement, pour le capital ou les revenus provenant de ladite succession. Les impôts perçus sur une succession pendante doivent être restitués aussitôt que les dispositions du § 1 sont reconnues comme applicables et que l'héritier en demande la restitution.

Article 17.

Les agents diplomatiques, consulaires et autres, des deux Etats, dans la mesure où ces représentants sont des agents de carrière et n'exercent aucune profession lucrative à l'exception de leurs fonctions officielles, dans l'Etat où ils sont envoyés, sont exonérés, dans cet Etat, des impôts directs, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont adjoints et les personnes à leur service et au service de leurs employés. L'exonération n'est applicable qu'aux personnes désignées ci-dessus qui sont des ressortissants de l'Etat qui les envoie. Elle ne s'étend pas aux impôts perçus en vertu des articles 2, 3 et 6, ainsi qu'aux impôts perçus à l'origine du revenu et mentionnés à l'article 8, pour autant que les lois des deux Etats ne comportent pas, en faveur de ces personnes, de dispositions contraires.

Article 18.

L'article 17 s'applique également aux personnes affectées au service des administrations des douanes et des chemins de fer de chacun des deux Etats qui sont employées dans un bureau des dites administrations, situé sur le territoire de l'autre Etat, et qui, pour cette raison, y ont leur domicile, ainsi qu'aux personnes de leur parenté ou de leur domesticité cohabitant avec eux, pour autant que les personnes mentionnées sont des ressortissants de l'Etat qui les occupe.

Article 19.

Les hauts fonctionnaires de l'administration des finances des deux Etats peuvent convenir de dispositions ultérieures, dans l'esprit du présent Arrangement. Ils peuvent, en particulier, convenir de dispositions relatives à une équitable répartition du revenu, au sens du § 3 de l'article 3.

Article 20.

Le présent arrangement est applicable :

a) dans le Reich allemand :

aux impôts et taxes de guerre, pour la période commençant au début de la première année de la guerre (année économique de guerre) ;
à la contribution du Reich, pour la période commençant le jour de la mise en vigueur de la loi relative à la contribution de détresse du Reich ;

or permanent residence in the territory of Hultschin on December 31, 1919, and have lost their German nationality in consequence of the Peace Treaty and of Article 3 of the Nationality Treaty of June 20, 1920, and provided they are not specially liable for taxation in Germany in accordance with Articles 2 and 3 of the present Treaty and do not possess mortgages and partnerships in companies (with the exception of mining shares, share certificates and other securities).

The provisions of paragraph 1 shall not apply to persons who opt for German nationality under the above-mentioned Treaties ; such persons shall not be subject to the general provisions of the present Treaty.

Article 16.

The provisions of the Czechoslovak laws on the taxation of inherited property the title to which has not been established shall not apply if the income or capital accruing to the heir from such inherited property is directly subject to taxation in Germany under the provisions of the present Treaty. Taxes levied on inherited property the title to which is not established shall be repaid as soon as the conditions referred to in paragraph 1 are proved to exist and the heir applies for repayment.

Article 17.

The diplomatic, consular and other representatives of the two countries, provided that they are officials by profession and do not engage in any lucrative occupation outside their office in the State to which they are accredited, and subordinate officials attached to them and persons in their service and in the service of their subordinate officials, shall be exempt from direct taxation in the country to which they are accredited. Such exemption shall only apply in so far as the aforesaid persons are nationals of the country by which they are accredited. It shall not apply to taxes to be levied in accordance with Articles 2, 3 and 6 or to be deducted at the source as specified in Article 8, unless the laws of both countries contain provisions to the contrary in favour of such persons.

Article 18.

The provisions of Article 17 shall also apply to persons in the service of the Customs and railway administrations of the two countries who are employed in a bureau of one of these administrations situated in the territory of the other Party and who only reside there for that reason, and to their relatives and domestic servants living with them, provided that the persons mentioned above are nationals of the country which employs them.

Article 19.

The head revenue officials of both States shall be empowered to conclude further arrangements in conformity with the spirit of the present Treaty. They may in particular agree to provisions regarding an appropriate division of income in accordance with the provisions of Article 3, paragraph 3.

Article 20.

The present Treaty shall apply :

(a) In the German Reich :

to war taxes and war levies as from the beginning of the first year of war (war business year),

to the Reich Emergency Contribution as from the date of the coming into force of the law concerning the Reich Emergency Contribution, and

aux autres impôts levés, aussi bien par le Reich que par les Etats, sur les biens-fonds et les exploitations industrielles, pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920 ;

b) dans la République tchécoslovaque :

aux impôts de guerre (impôts sur les bénéfiques de guerre), pour la période commençant au début de la première année de la guerre (année économique de guerre) ;

à l'impôt sur la fortune et sur l'accroissement de la fortune, pour la période commençant le jour de la mise en vigueur de cette loi ;

aux autres impôts, pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920.

Pour autant que le § 1 ne contient aucune disposition contraire, les conventions conclues antérieurement entre les deux Etats, pour éviter la double imposition, sont applicables dans leur essence, chacune en ce qui les concerne, aux impôts des années fiscales passées.

Article 21.

Le présent arrangement, dont l'original est établi en allemand et en tchécoslovaque, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. Il entre en vigueur le jour de la ratification et reste valable aussi longtemps qu'il n'a pas été dénoncé par l'une des parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. En cas de dénonciation valable, le traité cesse d'être en vigueur à l'expiration de la dite année civile.

Les deux textes du Traité font également foi. Le Traité ratifié sera publié dans le Recue officiel des Lois de chacun des deux Etats, dans les deux textes authentiques.

B.

TRAITÉ CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE, AU SUJET DES GARANTIES LÉGALES ET DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPOTS.

Article 1.

Sont réputés impôts au sens du présent Traité, les taxes publiques perçues par le Reich allemand au profit du Reich et des Etats, par la République tchécoslovaque au profit de l'Etat et par les deux Parties contractantes pour le compte d'autres corps publics sous la forme de suppléments ou d'impôts additionnels, prélevés en même temps que ces taxes. Toutefois, les droits de douane et les taxes de consommation ne sont pas considérés comme impôts ; l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne sont pas considérés au point de vue de l'application du présent Traité, comme taxes de consommation.

I. GARANTIES LÉGALES ACCORDÉES AUX CONTRIBUABLES EN MATIÈRE D'IMPOTS.

Article 2.

Les ressortissants de l'un des deux Etats ont droit sur le territoire de l'autre Etat au même traitement fiscal que les ressortissants dudit Etat et, en particulier, aux mêmes garanties vis-à-vis des autorités fiscales, des tribunaux fiscaux et administratifs ainsi que des autres tribunaux.

Les personnes morales, y compris les sociétés, ainsi que les associations de personnes, institutions, fondations et les biens affectés à des fins particulières, qui ne possèdent aucune personnalité juridi-

further, to the Reich taxes and taxes on landed estates and industrial undertakings raised by the States as from the beginning of the fiscal year 1920 ;

(b) In the Czechoslovak Republic :

to the war taxes (war profits taxes) as from the beginning of the first year of war (war business year),
to the capital levy and the tax on increase of capital as from the day of the coming into force of the law referred to,
to all other taxes as from the beginning of the fiscal year 1920.

Unless otherwise provided in paragraph 1, international agreements subsisting from a former date and intended to prevent double taxation shall, in all areas in which they are valid, be applicable *mutatis mutandis* to taxes levied in former fiscal years.

Article 21.

This Treaty which has been drawn up in German and in Czechoslovak shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come into force on the day on which it is ratified and shall remain in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply after the expiration of the calendar year in which the Treaty was denounced.

Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty has been ratified the two authentic texts shall be published in each country in the official Statute Book.

B.

TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING LEGAL SAFEGUARDS AND LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS OF TAXATION.

Article 1.

Public taxes, in so far as they are levied by the German Reich for the Reich and the Confederate States, and by the Czechoslovak Republic for the State, and by both Contracting Parties for other public legal bodies, whether as additional taxes or as supplementary taxes leviable with the public taxes, shall be regarded as taxes within the meaning of the present Treaty. Customs duties and taxes on consumption shall, however, be excluded. The tax on business turnover and the luxury tax shall not be regarded as taxes on consumption for the purposes of this Treaty.

I. LEGAL SAFEGUARDS IN QUESTIONS AFFECTING TAXATION.

Article 2.

The nationals of either of the two States shall be entitled to equality of treatment with the nationals of the other State, so far as taxation is concerned, in the territory of the other State, and more particularly to the same safeguards in their dealings with the revenue authorities, revenue and administrative courts and other tribunals.

Legal persons, including companies and also partnerships, institutions, charitable foundations and all other organisations possessing property set aside for a particular purpose, which are not

que propre, mais qui, en tant que tels, sont assujettis à l'impôt, ont droit, s'ils ont leur siège dans le territoire de l'un des deux Etats et si leur existence est reconnue par la législation dudit Etat, au même traitement fiscal (alinéa 1) sur le territoire de l'autre Etat que les contribuables de même nature appartenant au dit Etat.

II. ASSISTANCE JURIDIQUE EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Article 3.

Les deux Etats s'engagent à se prêter mutuellement assistance au point de vue administratif et juridique dans toutes les questions d'impôts et dans tous les cas de fuite de capitaux et d'évasion fiscale, aussi bien pour la recherche et la détermination (fixation) des impôts et des garanties que pour l'emploi de la procédure de recours et les recouvrements.

Article 4.

En matière d'impôts, la signification d'actes et la suite à donner aux demandes d'assistance administrative et juridique, sous réserve des dispositions particulières relatives aux recouvrements (articles 11 à 13), feront l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

Les offices régionaux des finances (Landesfinanzämter) sont compétents pour procéder à la transmission directe et à la réception des requêtes de signification et de toutes autres demandes d'assistance administrative et juridique

Si, en raison de sa situation géographique, l'autorité requise est incompétente, elle est tenue de transmettre officiellement la demande à l'autorité qualifiée et d'en informer sans retard l'autorité requérante.

Article 5.

Sauf dans les cas mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 6, la requête doit être rédigée par les autorités du Reich allemand dans la langue administrative, par les autorités de la République tchécoslovaque dans la langue nationale (langue officielle), à moins que d'autres dispositions ne soient prévues par des prescriptions légales ou contractuelles particulières. La requête devra faire mention de l'autorité requise, du nom et de la profession (état) des parties intéressées et, lorsqu'il s'agira d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article 6.

L'autorité compétente de l'Etat requis doit pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité peut se borner à procéder à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à le recevoir.

Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis, pour l'exécution de significations de même nature; dans ce cas, l'acte devra être rédigé dans la langue administrative ou, selon le cas, a langue nationale (langue officielle) de l'Etat requis (voir article 5) ou être accompagné d'une traduction dans cette langue. La requête devra également être établie dans la langue administrative ou, selon le cas, dans la langue nationale (langue officielle) de l'Etat requis ou être accompagnée d'une traduction.

Sauf convention contraire, les traductions prévues à l'alinéa précédent doivent être certifiées conformes par la direction dont dépend l'autorité chargée de transmettre la requête.

legal persons but which are liable to taxation as such, shall, if they are situated or have their registered offices in the territory of one of the two States and if they are legally constituted in accordance with the legislation of the said State, be entitled to the same treatment in matters of taxation (paragraph 1) in the territory of the other State as that which is accorded to similar taxpayers in the other State.

II. LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION.

Article 3.

The two States undertake to give each other mutual administrative and legal assistance in all questions relating to taxation and in all cases of flight of capital and evasion of taxation, both in regard to the assessment and fixing of (prescriptions for) taxes and sureties, and in regard to the legal procedure for securing redress and to recovery.

Article 4.

In matters affecting taxation, questions regarding the service of legal documents and the action to be taken as a result of applications for administrative and legal assistance shall, unless otherwise provided in the special stipulations with regard to recovery (Articles 11 to 13), be dealt with directly between the authorities of the two States.

The provincial Inland Revenue Offices (Landesfinanzämter) shall be competent to deal direct with the transmission of applications for the forwarding of documents and for other administrative and legal assistance and with the receipt of the same. Should the authority to which application is made be local and not competent to deal with the matter, the application must be officially transmitted to the competent authority, and the authority making the application shall be notified to that effect without delay.

Article 5.

Except in the cases mentioned in Article 6, paragraph 2, applications must be drafted by the authorities of the German Reich in the administrative language and by the authorities of the Czechoslovak Republic in the national language (official language), unless otherwise provided in special regulations contained in treaties or laws. The letter containing the application must specify the authority making application, the name and profession (or status) of the parties concerned, and, in the case of the service of documents, the address of the addressee and the nature of the document to be served.

Article 6.

The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for seeing that documents are duly forwarded. Except in the cases specified in paragraph 2, the authority concerned may restrict such action to effecting the service of the document by transmitting it to the addressee provided that the latter is willing to accept it.

If the State making application so desire, the document to be served shall be served in the form prescribed by the internal legislation of the State to which application is made for effecting service in similar cases, provided that it is drafted in the administrative language or in the national language (official language) of the State to which application is made, as the case may be (cf. Art. 5), or is accompanied by a translation in such language. In such cases the application also shall be in the administrative language or in the national language (official language) of the State to which the application is made or else shall be accompanied by a translation.

Pending other arrangements, the translations specified in the foregoing paragraph shall be certified correct by the head official of the authority entrusted with transmitting the application.

Article 7.

La preuve de la signification sera faite soit par un reçu signé du destinataire, daté et certifié conforme, soit par une attestation de l'autorité du pays requis qui indiquera les circonstances, la forme et la date de la signification.

Article 8.

L'autorité à laquelle est adressée la requête est tenue d'y faire droit et, à cet effet, d'employer les mêmes moyens de contrainte que pour donner suite à une requête de l'autorité du pays requis ou à une demande présentée en vue du même objet par une partie. Les formes à employer pour la signification sont également réglées par la législation du pays requis ; toutefois, sur demande formulée par l'autorité requérante, il peut être adopté une forme particulière de procédure, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation du pays requis.

Il ne peut être fait usage d'un moyen de contrainte recevable sur le territoire de l'Etat requis lorsque l'Etat requérant, dans le cas d'une requête analogue, n'est pas en mesure de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

L'autorité requérante doit, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure prescrit par la requête. Les parties intéressées ont le droit de se faire représenter lors de l'acte de procédure conformément aux règlements généraux de l'Etat requis ou d'y assister en personne.

Article 9.

Pour la suite donnée aux requêtes de signification et aux demandes, il ne pourra être perçu ni taxe, ni frais d'aucune sorte ; exception est faite, sous réserve de convention contraire, pour les émoluments versés aux personnes entendues ou aux experts ainsi que pour les frais provoqués par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 6 ou de l'emploi d'une procédure particulière aux termes de l'alinéa 1 de l'article 8.

Article 10.

Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'assistance juridique dans la procédure de recouvrement, sauf dispositions contraires prévues aux articles 11 à 13.

Article 11.

En matière d'impôts, les dispositions sans appel (décisions, sentences, ordonnances), doivent, sur demande adressée par l'autorité suprême de l'administration fiscale de l'un des Etats à l'autorité correspondante de l'autre Etat, être reconnues et rendues exécutoires sans frais. La reconnaissance doit être formellement exprimée.

Les dispositions mentionnées à l'alinéa 1 sont exécutoires sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, conformément à la législation de l'Etat où est effectuée l'exécution.

Une demande aux fins d'exécution doit être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant attestant que la disposition est sans appel ; la compétence de l'autorité en question doit être certifiée par l'autorité suprême de l'administration fiscale de l'Etat requérant.

La partie décisive de la disposition doit être accompagnée d'une traduction établie, sous réserve de convention contraire, dans la langue administrative ou, selon le cas, la langue nationale (langue officielle) de l'Etat requis (voir article 5).

Article 7.

Proof that the document has been served shall be furnished either by a dated and duly certified receipt from the addressee or by an affidavit from the State to which application is made, certifying the fact of such service and the manner and time.

Article 8.

The authority to whom an application is addressed must comply with it and must employ the same means of coercion as are applicable for enforcing an application made by the authority of the country to which the application is made or an application by an interested party for the same purpose. The procedure for dealing with applications shall be in conformity with the laws of the State to which application is made ; if, however, the authority making the application so desire, a special mode of procedure may be employed, provided that it does not contravene the legal code of the State to which application is made.

A means of coercion which may be lawful in the territory of the State to which an application is made shall not be employed, unless the State making such application would be in a position to use a similar means of coercion in the case of an analogous application being made to itself.

The authority making an application shall, if it so desire, be notified of the time and place of any action to be taken in respect of such application. The interested parties shall be entitled to be represented or to be present at any such proceedings, subject to the general regulations in force in the State to which the application is made.

Article 9.

No fees or charges of any kind shall be payable for carrying out requests for the service of documents or applications, with the exception, pending further arrangements, of compensation to persons collecting information or to experts and of sums payable to an executive agent for assistance in the cases mentioned in Article 6, paragraph 2, or on account of the employment of a special mode of procedure in accordance with Article 8, paragraph 1.

Article 10.

The provisions of this Treaty shall be applicable to legal assistance in all procedure appertaining to recovery, unless otherwise provided in Articles 11 to 13.

Article 11.

In matters relating to taxation, dispositions (awards, decisions, orders), which are not appealable, shall, upon application, which is to be made by the head revenue authority of one State to the corresponding authority of the other State, be acknowledged and executed free of cost. An explicit statement must be made in regard to acknowledgment.

The dispositions referred to in paragraph 1 shall be put into execution in accordance with the legislation of the State in which execution is effected without the parties concerned being heard.

An application for execution must be accompanied by a statement by the competent authority of the State making application to the effect that there is no appeal against the disposition ; such authority must be certified competent by the head revenue authority of the State making application.

The part of the disposition relating to the decision must be accompanied by a translation, which shall, pending further arrangements, be in the administrative language or in the national language (official language) of the State to which application is made (cf. Art. 5).

La déclaration et le certificat visés à l'alinéa 3 et la traduction visée à l'alinéa 4 doivent être certifiés conformes par l'autorité suprême de l'administration fiscale de l'Etat requérant ou par un traducteur juré de l'Etat requis.

Article 12.

Au titre de dispositions exécutoires qui ne sont pas encore sans appel, il peut être pris contre des ressortissants de l'Etat requérant des garanties provisoires par voie de séquestre. L'intéressé est autorisé à provoquer la levée du séquestre par dépôt d'une caution dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête.

Article 13.

Il y a lieu de faire droit à une requête en vue d'une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation de l'Etat requérant et de l'Etat requis ; dans les autres cas, la nature et les modalités de l'exécution ou de la garantie sont réglées par la législation de l'Etat requis.

Article 14.

L'assistance juridique et administrative n'est pas accordée contre les ressortissants de l'Etat requis qui ont leur domicile ou leur résidence habituelle sur le territoire dudit Etat. Cette disposition ne s'applique pas à l'assistance juridique et administrative en vue du recouvrement des impôts auxquels le contribuable était assujéti, à une époque où il était ressortissant de l'Etat requérant.

L'assistance juridique et administrative peut également être refusée lorsque l'Etat requis considère qu'elle pourrait mettre en danger ses droits de souveraineté ou sa sécurité.

Peuvent également être repoussées les demandes aux termes desquelles il y aurait lieu de recueillir, sur le territoire de l'Etat requis, des personnes étrangères à l'affaire en tant que contribuables, des informations, déclarations ou consultations autorisées par la loi, lorsque l'Etat requérant n'est pas en mesure, d'après sa propre législation, d'exiger des informations, déclarations ou consultations analogues. Cette disposition s'applique également aux demandes faites en vue d'obtenir connaissance de circonstances de fait ou de rapports de droit lorsque la connaissance de ces circonstances ou rapports ne peut être acquise qu'en faisant appel à l'obligation de fournir des renseignements, des déclarations ou des consultations, obligation qui n'existe pas sur le territoire de l'Etat requérant, et, d'autre part, aux autres demandes qui ne pourraient être satisfaites que par la violation d'un secret professionnel (secret relatif à un commerce, à une exploitation ou à une industrie).

Article 15.

Lorsqu'il a été fait droit, en totalité ou en partie, à la requête, l'autorité requérante doit être informée sans retard, par l'autorité requise, de la suite donnée à la requête.

Lorsqu'il n'a pas été fait droit à une requête, l'autorité requise doit en aviser sans retard l'autorité requérante, lui en donner les raisons et l'informer des circonstances qui sont venues par d'autres voies à sa connaissance, et peuvent être de quelque intérêt pour la poursuite de l'affaire.

The statement and the certificate to be given under the terms of paragraph 3 and the translation to be made in accordance with paragraph 4 shall be certified correct by the head revenue authority of the State making application or by an interpreter — who shall be duly sworn — of the State to which application is made.

Article 12.

Provisional security, in the form of the sequestration of property, may be required from nationals of the State to which an application is made, by virtue of executory dispositions against which an appeal may still be made. The person concerned shall be entitled to have such sequestration removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application.

Article 13.

If application is made for a specified mode of execution or a specified type of security, the request shall be complied with, provided that such mode of execution or type of security is compatible with the law of the State making application and of the State to which application is made. Otherwise, the mode of execution and the type of security, and the carrying out of the execution and security, shall be in conformity with the law of the State to which application is made.

Article 14.

Administrative and legal assistance will not be granted in proceedings against nationals of the State to which an application is made, if they have their domicile or permanent residence within the territory of that State. This provision shall not apply in the case of administrative and legal assistance for the purpose of giving effect to claims for taxes which were established against a taxpayer at a time when he was a national of the State making application.

Administrative and legal assistance may be refused if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereign rights or safety.

Applications which involve the obtaining of information, statements or opinions, which are lawful in the territory of the State to which application is made, from persons who are not parties to the case in their capacity as taxpayers, may be refused, if the State making application is unable under the terms of its national legislation to require similar information, statements or opinions. The same condition shall obtain in regard to applications made for the purpose of acquiring information upon material circumstances or legal relations, if the knowledge of such circumstances or relations is obtained in accordance with obligations to furnish information, statements or opinions which are not admissible in the territory of the State making application, and to other applications if they can only be complied with by disregarding the principle of commercial, business or industrial secrecy.

Article 15.

If an application is conceded either wholly or in part, the authority to whom such application is made must promptly notify the authority making application as to the manner in which the application has been dealt with.

If an application is not conceded, the authority to whom such application is made must promptly notify the fact to the authority making application, giving all reasons in support and information as to any circumstances with which he has become acquainted through other channels and which are of importance for any further action which is to be taken in the matter.

Article 16.

En ce qui concerne les questions, informations, déclarations et consultations ainsi que toutes autres communications qui sont parvenues à un Etat par suite de l'assistance juridique, il y a lieu d'appliquer les prescriptions légales en vigueur dans cet Etat au sujet du secret administratif et professionnel.

III. LÉGALISATION DES DOCUMENTS.

Article 17.

Les documents admis, établis ou certifiés conformes par les tribunaux fiscaux d'un des Etats, lorsque ces documents sont pourvus du sceau ou du timbre du tribunal, peuvent être utilisés en matière fiscale sur le territoire de l'autre Etat sans avoir besoin d'autre légalisation.

Doivent également être comptés au nombre des documents mentionnés ci-dessus les documents portant la signature du greffier du tribunal, lorsque cette signature suffit, aux termes de la législation de l'Etat auquel appartient le tribunal.

Article 18.

Les documents admis, établis ou certifiés conformes par l'autorité suprême ou une autorité supérieure de l'administration fiscale de l'un des deux Etats sont pourvus du sceau ou du timbre de ladite autorité et peuvent également être utilisés en matière fiscale, sur le territoire de l'autre Etat, sans autre légalisation.

Les deux Etats se communiqueront une liste des autorités en question ; cette liste pourra, en tout temps, du consentement des deux parties, être modifiée ou complétée par la loi administrative.

IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Les deux Etats s'engagent à conclure une convention relative à l'assistance juridique réciproque en matière d'affaires fiscales d'ordre pénal. Cette convention aura pour objet de régler les obligations respectives d'extradition pour des délits d'évasion fiscale prémédités ou des contraventions préméditées contre les lois relatives à l'émigration des capitaux et à l'évasion fiscale, aussi bien à l'égard des personnes condamnées qu'à l'égard des biens confisqués ou déclarés caducs par un jugement pénal ayant force de chose jugée ou par une décision sans appel d'une autorité fiscale.

Article 20.

Les autorités suprêmes des administrations fiscales des deux Etats peuvent conclure d'autres conventions conformes à l'esprit du présent Traité ; elles peuvent en particulier convenir de dispositions relatives au versement des produits résultant de mesures exécutoires et à la détermination d'un cours moyen pour la conversion des montants qui donnent lieu à une exécution.

Article 21.

Le présent Traité, dont l'original est établi en allemand et en tchécoslovaque, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin. Il entrera en vigueur le

Article 16.

As regards all questions, information, statements and opinions and any other communications furnished to a State as the result of measures of legal assistance, the statutory regulations of such State regarding official reticence and secrecy shall be applicable.

III. AUTHENTICATION OF DOCUMENTS.

Article 17.

Documents which are accepted, drawn up or authenticated by the revenue courts in one State may, if furnished with the seal or stamp of the court, be used in the territory of the other State in respect of matters relating to taxation without further authentication (legalisation).

The documents described above shall also include documents which are signed by the clerk to the court (record office of the court), if such signature is valid under the laws by which the court is governed.

Article 18.

Documents which are accepted, drawn up or authenticated by the head revenue official or by one of the senior revenue officials in one State, may if furnished with the seal or stamp of such official, be used in the territory of the other State in matters relating to taxation, without further authentication (legalisation).

The two States shall publish a list of the officials in question ; the list may be modified or supplemented at any time by common agreement between the respective administrations.

IV. FINAL CLAUSES.

Article 19.

The two States undertake to conclude an agreement on mutual legal assistance in regard to offences against the revenue laws. The object of this agreement shall be to lay down regulations for mutual obligations in respect of extradition on account of premeditated defrauding of the revenue and of other premeditated offences against the laws on the flight of capital and the evasion of taxation. Such obligation shall apply both to persons against whom claims are preferred and to effects confiscated or declared escheated by a judgement having the force of law or decision without appeal given by a revenue authority.

Article 20.

The head revenue officials of the two States shall be free to conclude further arrangements in conformity with the present Treaty. They may in particular agree upon provisions regarding the transfer of sums received on account of executory proceedings and the fixing of a mean rate of exchange for the conversion of sums in regard to which executory proceedings are to be taken.

Article 21.

This Treaty, which has been drawn up in German and in Czechoslovak, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come

jour de la ratification et restera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. Dans le cas d'une dénonciation faite en temps voulu, le Traité cessera d'être en vigueur à l'expiration de ladite année civile.

Les deux textes du Traité font foi.

Après ratification, le Traité paraîtra dans les deux textes authentiques au Bulletin officiel des lois des deux Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats ont apposé sur le présent Traité leur signature et leur sceau.

PRAGUE, le 31 décembre 1921.

Pour le Reich allemand :

(L. S.) HANS HEINRICH DIECKHOFF.
(L. S.) ERNST PEIFFER.
(L. S.) D^r HERBERT DORN.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) D^r BOHUMIL VLASÁK.
(L. S.) D^r VLADIMIR VALNÍČEK.
(L. S.) D^r RICHARD STRETTI.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de la signature des traités conclus ce jour entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque : A) en vue d'assurer la péréquation des impôts intérieurs et extérieurs et d'éviter surtout la double imposition dans le domaine des impôts directs et B) relatif aux garanties légales et l'assistance juridique en matière d'impôts, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes qui formeront une partie intégrante de ces traités.

Au sujet de « A ».

1. Sont réputés impôts directs, au sens du présent Traité, dans l'Etat allemand, les impôts présents et futurs prélevés par le Reich et les Etats sur le revenu et la fortune, y compris l'impôt sur le produit du capital (Kapitalertragsteuer), les impôts présents et futurs perçus par les Etats sur la propriété foncière et les exploitations industrielles ;

dans la République tchécoslovaque, les impôts présents et futurs perçus par l'Etat sur le revenu, ainsi que les impôts supplémentaires, les impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune.

Les deux Parties contractantes reconnaissent que les impôts sur les successions ne rentrent pas dans la catégorie des impôts directs au sens du présent Traité. Les impôts sur les successions feront l'objet d'un traité spécial.

En cas de doute, la question de savoir si un impôt rentre dans les catégories indiquées ci-dessus sera résolue par entente entre les fonctionnaires supérieurs de l'administration des finances.

2. Il est entendu que les dispositions du présent Traité n'apportent pas de dérogation à la législation des Etats contractants relative aux impôts spéciaux à percevoir sur les tantièmes.

3. Il est entendu que les ouvriers qui ont leur domicile dans l'un des Etats et qui gagnent leur salaire dans l'autre Etat ne doivent être soumis à l'impôt sur le produit du travail dans les limites de l'article 1 du Traité A que dans l'Etat où ils ont leur domicile.

Il est entendu que les étudiants qui séjournent dans un des Etats contractants uniquement dans le but d'y faire leurs études, ne seront pas soumis à l'impôt dans l'Etat où ils font leurs études

into force on the day on which it is ratified and shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply after the expiration of the calendar year in which the Treaty was denounced.

Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty has been ratified, the two authentic texts will be published in each country in the official Statute book.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both countries have signed the present Treaty and affixed their seals thereto.

PRAGUE, December 31, 1921.

| For the German Reich :

(L. S.) HANS HEINRICH DIECKHOFF.

(L. S.) ERNST PEIFFER.

(L. S.) Dr. HERBERT DORN.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Dr. BOHUMIL VLÁSAK.

(L. S.) Dr. VLADIMIR VALNÍČEK.

(L. S.) Dr. RICHARD STRETTI.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaties concluded this day between the German Reich and the Czechoslovak Republic for the adjustment of internal and external taxation and, in particular, for the avoidance of double taxation in the case of direct taxes A, and concerning legal safeguards and legal assistance in matters relating to taxation B, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations upon which they have agreed and which are to be read as part of the present Treaties.

Ad. A.

(1) Direct taxes within the meaning of Treaty A shall include, in the case of the German Reich, any existing or future taxes levied by the Reich and the Confederate States on income and property inclusive of the tax on profits derived from capital, and all existing or future taxes levied by the Confederate States on landed property and on industrial undertakings ;

in the case of the Czechoslovak Republic, any existing or future taxes levied by the State on profits, together with additional taxes, taxes on income and taxes on capital.

Both Parties are agreed that succession duties shall not be regarded as direct taxes within the meaning of this Treaty. They shall be free to conclude special arrangements in regard to succession duties.

Any question which may arise as to whether a tax comes within the above-mentioned categories of taxes shall be determined by agreement between the head revenue authorities of the two States.

(2) It is agreed that the provisions of this Treaty shall not affect the laws in force in the Contracting States regarding the special taxation of royalties and commissions.

(3) It is agreed that workers who have their domicile in one State and who receive their wages in the other State shall only be subject in the State in which they have their domicile to taxation on income earned by such work, within the limits laid down in Article 1 of Treaty A.

It is further agreed that students who reside in one of the Contracting States solely for the purposes of study shall not be liable, in the State in which they reside as students, to taxation

pour les sommes qu'ils reçoivent de leurs parents domiciliés dans l'autre Etat contractant et qui sont destinées à payer leurs frais d'entretien et d'études à condition que ces sommes soient en majeure partie affectées à ces fins.

4. Il est entendu que pour les impôts à percevoir sur les négociants en bois qui possèdent des exploitations dans les deux Etats, les dispositions suivantes seront appliquées :

Pour les négociants en bois qui possèdent des exploitations dans les deux Etats, il conviendra de porter au compte de chacune des exploitations la moitié seulement de la partie de l'affaire qui consiste à exporter dans un Etat le bois acheté par l'entremise de l'exploitation située dans l'autre Etat.

Pour établir le bénéfice imposable par l'exploitation indigène dans chacun des deux Etats, il y a lieu de déterminer le bénéfice ou, selon le cas, le produit net résultant de cette opération ; toutefois, la moitié seulement de ce montant doit être considérée comme produite par l'exploitation indigène et assujettie à l'impôt.

De même les indices permettant de déterminer l'importance des bénéfices produits par ce trafic ne doivent entrer en ligne de compte que pour la moitié de leur valeur.

Le reste des transactions effectuées par chaque exploitation est entièrement attribué à chacune d'entre elles.

Lorsque le bois est travaillé de nouveau sur le territoire de l'un des deux Etats, les signes extérieurs de cette exploitation productive et le bénéfice résultant de ce travail ne doivent pas entrer en ligne de compte pour les impôts à percevoir sur le commerce de bois dans l'autre Etat.

La liste qui constitue l'annexe M du Règlement d'exécution I de la loi sur l'impôt personnel du 25 octobre 1896 (Bulletin officiel des lois du Reich, N° 220) continuera à comprendre comme auparavant les négociants en bois, ainsi que comme indice extérieur à établir le nombre des mètres cubes de bois achetés.

5. Conformément à une déclaration du Gouvernement tchécoslovaque à cet effet, il est entendu que la loi relative aux équivalences (Nostrifikationsgesetz) du 11 décembre 1919 (N° 12 du Recueil des lois et ordonnances de 1920) ne pourra généralement pas être appliquée aux entreprises allemandes appartenant à des personnes physiques et ne pourra l'être dans aucun cas aux entreprises sous forme de sociétés qui sont assujetties à la reddition de comptes, y compris les sociétés à responsabilité limitée.

Pour le reste, il n'est pas préjugé de l'attitude que pourront adopter les deux Etats dans la question de l'application de la loi relative aux équivalences (Nostrifikationsgesetz).

Au sujet de « B ».

1. Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 2 doivent être interprétées de façon que les contribuables mentionnés à cet article bénéficient du même traitement, non seulement au point de vue des formes extérieures, mais également en fait.

2. Les Parties contractantes, pour faciliter la preuve de la réciprocité effective en vue de l'octroi de l'assistance juridique, échangeront des notifications relatives aux pouvoirs qui sont conférés aux autorités fiscales et au sujet desquels on peut reconnaître la concordance des principes du droit allemand et du droit tchécoslovaque, en matière d'assistance juridique. Ces notifications devront en particulier, comporter des éclaircissements relatifs :

- a) aux informations, déclarations, consultations et moyens de preuve qui peuvent être exigés des contribuables ou de tierces personnes ;
- b) aux moyens de contrainte, aux mesures de garantie et d'exécution qui peuvent être appliqués à l'égard des contribuables ou de tierces personnes.

Tant que les notifications n'auront pas été échangées et reconnues par les deux Parties, chaque requête aux fins d'assistance juridique devra être accompagnée d'un certificat établi par les autorités supérieures de l'administration fiscale de l'Etat requérant, attestant officiellement que la législation de l'Etat permettra de donner satisfaction à une demande analogue. Le certificat doit être accompagné d'une traduction dans la langue de l'Etat requis (voir article 5). L'alinéa 3 de l'article 6 du présent Traité est applicable, *mutatis mutandis*, à cette traduction.

in respect of money received by them from relatives domiciled in the other State for purposes of maintenance and study, provided that by far the greater part thereof is used for these purposes.

(4) It is agreed that the following provisions shall apply to timber merchants who have industrial establishments in both States.

In the case of timber merchants who have industrial establishments in both States, that part of the business which consists of the exportation to one State of wood purchased through the establishment situated in the other State will only be assessed at half its full value for each of the two establishments.

The taxable profits of the establishment situated in the home territory of either of the two States will then be ascertained by determining the profits, or, as the case may be, the net profits of the transactions in question, but only one-half thereof shall be regarded as profits derived from the establishment situated in the home territory and liable to taxation therein; similarly, the basic figures in accordance with which the profit-earning capacity of a business of this nature is computed will be reckoned at only half their full value.

The remainder of the transactions effected by either establishment will be assessed for the same at its full value.

If the wood is subjected to further treatment in the territory of either State, the indications of such productive business and the profits accruing from such treatment shall be disregarded for the purposes of taxation in the other State.

The list contained in Annex M to Executory Rules I in the Personal Tax Law of October 25, 1896, Reich Legal Gazette 220, shall, as hitherto, include the names of all timber merchants and also the number of cubic metres of wood purchased, this constituting the basic figures for purposes of assessment.

(5) In conformity with a declaration by the Czechoslovak Government to this effect, it is agreed that the law on the assimilation of companies (Nostrifikationsgesetz) of December 11, 1919, No. 12 in the Collection of Laws and Ordinances ex 1920, shall not be applicable in respect of taxation to German undertakings owned by individuals, and in no case to undertakings owned by companies whose accounts must be published, inclusive of limited liability companies.

In other respects the two States shall be free to adopt any measures they may think desirable in regard to the application of the law on the assimilation of companies.

Ad B.

(1) The provisions of Article 2, paragraphs 1 and 2, shall be interpreted as meaning that the taxpayers therein mentioned shall be placed on a footing of equality in respect of taxation, not merely theoretically, but also in practice.

(2) In order to facilitate enquiries into the manner in which they may give each other effective legal assistance, the Contracting Parties will forward to each other explanatory statements on the powers of revenue officials, in regard to which the fundamental principles of German and Czechoslovak law, so far as applications for legal assistance are concerned, may be considered as in agreement. The explanatory statements must more especially give particulars :

- (a) as to what information, statements, opinions and evidence can be required from taxpayers or third persons ;
- (b) as to what means of coercion and measures of security and execution may lawfully be applied to taxpayers or third persons.

Pending the exchange and acknowledgment by both States of the explanatory statements, there will be attached to each separate application for legal assistance a certificate issued by the senior revenue authorities of the State making the application, to the effect that an analogous application will be conceded in accordance with the law of the latter State. The certificate must be accompanied by a translation in the language of the State to which the request is made (cf. Article 5). Article 6, paragraph 3, of the present Treaty shall be applicable, *mutatis mutandis*, to such translations.

3. L'envoi d'actes ne peut, en principe, être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les autorités suprêmes de l'administration fiscale des deux Parties ; il ne devra être formulé de demandes en vue de la transmission d'actes que dans les cas où des intérêts importants de l'Etat requis seront en jeu. Chaque Etat reste autorisé à joindre à ses requêtes les actes qui peuvent être utiles pour la suite à donner aux dites requêtes.

4. Lorsque, aux termes des règlements de l'Etat requis, les conditions de l'abandon de l'affaire, en raison de l'impossibilité de recouvrer les impôts, se retrouvent unies, l'autorité requise retourne la demande à l'autorité requérante en y joignant un certificat attestant l'existence des conditions prévues, ainsi que toutes les pièces justificatives disponibles.

5. Les garanties légales et l'assistance juridique qui font l'objet du présent Traité seront également accordées à l'égard de questions fiscales et d'affaires qui ont trait au passé.

PRAGUE, le 31 décembre 1921.

Pour le Reich allemand :
HANS HEINRICH DIECKHOFF
ERNST PEIFFER.
D^r HERBERT DORN.

Pour la République tchécoslovaque :
D^r BOHUMIL VLASÁK.
D^r VLADIMIR VALNÍČEK.
D^r RICHARD STRETTI.

(3) Applications for the transmission of deeds cannot as a rule be accepted. Exceptions to this rule shall be conditional upon agreement between the respective head revenue officials ; an application for the forwarding of deeds shall however only be made, if it is urgently required, in the interest of the State making such application. This provision shall not affect the power of either State to attach to its requests any deeds belonging to itself which may be of assistance in the fulfilment of such applications.

(4) If the regulations in force in the State to which an application is made require that the conditions, in accordance with which proceedings are quashed owing to the impossibility of recovering the taxes, must be stated, the authority to whom application is made will return the application to the authority who made it, together with a certificate that such conditions exist and all available documentary evidence thereof.

(5) The measures for legal safeguards and legal assistance which are agreed upon in the present Treaty shall apply to cases in respect of taxation and to acts which relate to an earlier date.

PRAGUE, *December 31, 1921.*

For the German Reich :

HANS HEINRICH DIECKHOFF.
ERNST PEIFFER.
Dr. HERBERT DORN.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. BOHUMIL VLASÁK.
Dr. VLADIMIR VALNÍČEK.
Dr. RICHARD STRETTI.

N° 448.

**ALLEMAGNE
ET TCHECOSLOVAQUIE**

Traité en vue de la suppression de
la double imposition dans le do-
maine des droits de succession,
signé à Berlin le 18 mars 1922.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty for the purpose of preventing
double taxation in respect of death
duties, signed at Berlin, March 18,
1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 448. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK UND DEM DEUTSCHEN REICHE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER ABGABEN VON TODES WEGEN, GEZEICHNET IN BERLIN DEN 18. MÄRZ 1922.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque, communiqués par le Délégué permanent de la Tchécoslovaquie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 30 juin 1923.

Die TSCHECHOSLOVAKISCHE REPUBLIK und das DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

Von seiten der TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK :

der Sektionschef im Finanzministerium Dr. Alfred NESVEDA,
der Ministerialrat im Finanzministerium Benjamin HEIDE ;

Von seiten des DEUTSCHEN REICHES :

der Dirigent im Auswärtigen Amt Geheimer Regierungsrat und vortragender Legationsrat
Karl von LEWINSKI,
der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat Ministerialrat Ernst
PEIFFER.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

VERTRAG ZWISCHEN DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK UND DEM DEUTSCHEN REICHE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER ABGABEN VON TODES WEGEN.

Artikel 1.

1. Unbewegliches Nachlassvermögen eines Angehörigen einer der beiden vertragschliessenden Staaten einschliesslich Zubehör ist den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate unterworfen, in dem es liegt.

2. Berechtigungen, für welche die sich auf Grundstücke beziehenden Vorschriften gelten, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleichzuachten.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 21 avril 1923.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

No. 448. — SMLOUVA¹ UJEDNANÁ MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ A NODEPSANÁ V BERLINE 18 BŘEZNA 1922 K TOMU, ABY BYLO ZAMEZENO DVOJI ZDANĚNÍ V OBORU DÁVEK PRO PŘÍPAD SMRTI.

Official German and Czech texts communicated by the Permanent Delegate of Czechoslovakia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 30, 1923.

ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA a NĚMECKÁ ŘÍŠE, přejíce si, aby bylo zamezeno dvoji zdanění v oboru dávek propřípad smrti, ujednaly následující smlouvu.

Za tou příčinou byli jmenováni zmocněnci :

ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU :

odborový přednosta v ministerstvu financí Dr. Alfred NESVEDA,
ministerský rada v ministerstvu financí Benjamin HEIDE.

NĚMECKOU ŘÍŠÍ :

přednosta v zahraničním úřadě tajný vládní rada a přednásějící legační rada Karl von LEWINSKI,
přednosta v říšském ministerstvu financí tajný vládní rada a ministerský rada Ernst PEIFFER.

Zmocněnci vyměňivše si své plné moci a shledavše je správnými, dohodli se takto :

SMLOUVA MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A NĚMECKOU ŘÍŠÍ, UJEDNANÁ K TOMU, ABY BYLO ZAMEZENO DVOJI ZDANĚNÍ V OBORU DÁVEK PRO PŘÍPAD SMRTI.

Článek I.

1. Nemovité pozůstalostní jmění po příslušnících toho kterého z obou smluvních států čítajíc v to příslušenství jest podrobena dávkám pro případ smrti jen v tom státě, ve kterém leží.

2. Oprávnění, pro něž platí předpisy vztahující se na pozemky, práva požitečná na nemovitém jmění, jakož i práva, která na nemovitém jmění jsou zajištěna nebo je zatčují, budtež posuzována jako nemovité jmění.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, April 21, 1923.

3. Für die Frage, ob ein Vermögensgegenstand als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze des Staates massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Rechte des Staates, in dem sich das unbewegliche Vermögen befindet.

Artikel 2.

1. Für das nicht nach Artikel 1 zu behandelnde Nachlassvermögen eines Angehörigen eines der beiden vertragsschliessenden Staates gelten folgende Bestimmungen :

- a) dieses Nachlassvermögen unterliegt grundsätzlich den Abgaben von Todes wegen in dem Staate, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat ;
- b) hat jedoch der Erblasser zur Zeit seines Todes in dem anderen Staate einen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen seinen dauernden Aufenthalt gehabt, so ist in diesem Staate das daselbst befindliche Nachlassvermögen zu den Abgaben von Todes wegen heranzuziehen.

2. Die Behandlung von Nachlassvermögen solcher Personen, welche beiden Staaten angehört haben, bleibt besonderer Vereinbarung von Fall zu Fall vorbehalten.

3. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

4. Einen dauernden Aufenthalt im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Ort oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel 3.

Für die Frage, wo die im Artikel 2 bezeichneten Vermögensgegenstände sich befinden, gelten folgende Grundsätze :

- a) bei Forderungen ist der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der dauernde Aufenthaltsort des forderungsberechtigten Erblassers massgebend. Der gleiche Grundsatz findet auf Anteile an Gesellschaften, Gemeinschaften oder sonstigen Personenvereinigungen sinngemässe Anwendung, es sei denn, dass die Ausübung der Anteilsrechte an den Besitz einer Urkunde (lit. b) geknüpft ist.

Wird Gesamthandsvermögen nach den gesetzlichen Vorschriften eines der beiden vertragsschliessenden Staaten dem Vermögen des Erblassers nach Bruchteilen zugerechnet, so gilt das Gesamthandsvermögen gleichfalls als am Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen als am dauernden Aufenthaltsorte des Erblassers gelegen.

- b) bei Wertpapieren entscheidet der Ort der Aufbewahrung zur Zeit des Todes des Erblassers.
- c) bei Gegenständen oder Berechtigungen, über die ein von einer Behörde zur Eintragung des Berechtigten bestimmtes Buch oder Register geführt wird, ist der Ort massgebend, an dem das Buch oder Register geführt wird.

Artikel 4.

Vermächtnisse die nicht einen bestimmten Gegenstand betreffen, werden zunächst auf das im Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet, gegebenenfalls im Verhältnis des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensteile dieser Art.

3. Pro otázku, má-li majetkový předmět býti pokládán za nemovitou věc, rozhodny jsou zákony státu, v němž předmět leží. Co má býti pokládáno za příslušenství, řídí se právem státu, v němž jest jmění nemovité.

Článek 2.

1. Pro pozůstalostní jmění po příslušnicích toho kterého z obou smluvních států, jež nelze posuzovati podle článku 1, platí tato ustanovení :

- a) Toto pozůstalostní jmění jest podroběno zásadně dávkám pro případ smrti v tom státě, jehož byl zůstavitel v době svého úmrti státním příslušníkem.
- b) Měl-li však zůstavitel v době svého úmrti bydliště anebo, nebylo-li toho, trvalý pobyt v druhém státě, podrobí se pozůstalostní jmění, jež leží v druhém státě, dávkám pro případ smrti v tomto státě.

2. Způsob zdanění pozůstalostního jmění po osobách, které měly státní příslušnost v obou státech, zůstává vyhrazen zvláštní dohodě od případu k případu.

3. Bydliště ve smyslu této smlouvy má někdo tam, kde má byt za okolností, z nichž lze souditi na úmysl jej podržeti.

4. Trvalý pobyt ve smyslu této smlouvy má někdo tam, kde mešká za okolností, z nichž lze souditi na jeho úmysl v tomto místě nebo v této zemi prodlévati nikoli jen přechodně.

Článek 3.

Pro otázku, kde majetkové předměty označené v článku 2 se nalézají, platí tyto zásady :

- a) U pohledávek rozhoduje bydliště a, není-li ho, místo trvalého pobytu oprávněného zůstavitele. Stejná zásada platí obdobně pro podíly na společnostech, společenstvích anebo jiných sdruženích osob, leč že by výkon podílových práv byl spojen s majetnictvím listiny (pism. b).

Započítáva-li se jmění k společné ruce podle zákonných ustanovení jednoho z obou smluvních států do jmění zůstavitelova zlomky, má se za to, že jmění k společné ruce rovněž leží v bydlišti a, není-li ho, v místě trvalého pobytu zůstavitelova.

- b) U cenných papírů rozhodné je místo, kde jsou uschovány v době smrti zůstavitelovy.
- c) U předmětů anebo oprávnění, o nichž úřad vede knihy nebo rejstříky určené k zápisu oprávněných osob, je rozhodné místo, kde kniha nebo rejstřík se vede.

Článek 4.

Odkazy, netýkající se určitého předmětu, budtež především počítány k tíži jmění označeného v článku 2, podle okolností podle poměru hodnoty majetkových podstat tohoto druhu, nalézajících se v obou státech.

Artikel 5.

Schulden, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Vermögen lasten, oder darauf sichergestellt sind, belasten dieses Vermögen. Im Übrigen werden Schulden zunächst auf das im Artikel 2 bezeichnete Vermögen angerechnet, gegebenenfalls im Verhältnis des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensteile dieser Art.

Artikel 6.

Abgaben von Todes wegen im Sinne dieses Vertrages sind :

Auf Seiten der Tschechoslovakischen Republik :

die Abgaben, die für Vermögensübertragung von Todes wegen auf Grund gebührenrechtlicher Bestimmungen oder an deren Stelle getretener oder etwa künftig tretender Vorschriften eingehoben werden,

auf Seiten des Deutschen Reiches :

die Nachlasssteuer, die Erbanfallsteuer und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Steuern.

Artikel 7.

1. Dieser Vertrag, welcher in tschechoslovakischer und deutscher Urschrift ausgefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage der Ratifikation in Kraft und findet Anwendung auf alle Fälle in denen der Erblasser nach diesem Zeitpunkte verstorben ist. Dieser Vertrag soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablaufe dieses Kalenderjahres seine Wirksamkeit für alle Fälle, in denen der Erblasser nach Ablauf dieses Kalenderjahres verstorben ist.

2. Beide Texte des Vertrages sind autentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzessammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 18. März 1922.

Für das Deutsche Reich :

(L. S.) KARL VON LEWINSKI.

(L. S.) ERNST PEIFFER.

Článek 5.

Dluhy, zatěžující jmění označené v článku 1 nebo na něm zajištěné, zatěžují toto jmění. Jinak počítají se dluhy především k tíži jmění označeného v článku 2, podle okolností podle poměru hodnoty majetkových podstat tohoto druhu, nalézajících se v obou státech.

Článek 6.

Dávkami pro případ smrti ve smyslu této smlouvy jsou :
na straně Československé Republiky :

dávky, které se vybírají podle ustanovení poplatkového práva nebo podle ustanovení, která na jejich místo nastoupila nebo nastoupí, z majetkových převodů pro smrt,

na straně Německé říše :

daň pozůstalostní a nápadová a dávky, jež budoucně nastoupí na jejich místo.

Článek 7.

1. Tato smlouva, která byla sepsána v československém a německém prvopise, budiž ratifikována a ratifikační listiny buďtež pokud možno nejdříve v Berlíně vyměněny. Tato smlouva nabývá účinnosti dnem ratifikace a vztahuje se na všechny případy, v kterých zůstavitel po této době zemřel. Tato smlouva potrvá v platnosti potud, pokud nebude jednou ze smluvních stran nejpozději 6 měsíců před uplynutím kalendářního roku vypovězena. Při včasné výpovědi pozbývá smlouva účinnosti uplynutím tohoto kalendářního roku pro všechny případy, v kterých zůstavitel zemřel po uplynutí tohoto kalendářního roku.

2. Oba texty smlouvy jsou autentické. Ratifikovaná smlouva bude uveřejněna v každém z obou států v úřední sbírce zákonů v obou autentických textech.

Na důkaz toho zmocněnci obou států smlouvu podepsali a pečeti opatřili.

V BERLÍNĚ, dne 18. března 1922.

Za Československou Republiku :

(L. S.) DR. ALFRED NESVEDA.

(L. S.) BENJAMIN HEIDE.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen der Tschechoslovakischen Republik und dem Deutschen Reich abgeschlossenen Vertrages zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmenden Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrages selbst bilden sollen.

1. Unberührt bleibt das Recht jedes der beiden vertragschliessenden Staaten solche Vermögensgegenstände, die nach diesem Verträge den Abgaben von Todes wegen des anderen Staates nicht unterworfen sind zu den Abgaben von Todes wegen nach seinen gesetzlichen Verschriften, insbesondere denjenigen heranzuziehen welche die Abgabepflicht von der Person des Erwerbers abhängig machen.

2. Zweifelsfragen, die sich bei der Anwendung dieses Vertrages im Einzelfalle ergeben, werden im Einvernehmen zwischen den obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten geklärt werden.

BERLIN, den 18. März 1922.

Für das Deutsche Reich :

KARL VON LEWINSKI.

ERNST PEIFFER.

ZÁVREČNÝ PROTOKOL

Při podpisu smlouvy, ujednané dnes mezi Československou Republikou a Německou řiší k tomu, aby bylo zamezeno dvoji sdanění v oboru dávek pro případ smrti, učinili podepsaní zmocněnci tato souhlasná prohlášení, která jsou integrující částí smlouvy :

1. Nedotčeno zůstává právo každého z obou smluvních států, podrobiti takové předměty majetkové, které podle této smlouvy nepodléhají dávkám pro případ smrti druhého státu, dávkám pro případ smrti podle svých zákonných ustanovení, zejména oněch, které dávkovou povinnost činí závislou na osobě nabyvatelově.

2. Pochybnosti, které by při použití smlouvy vzešly v jednotlivém případě, budou vyřešeny dohodou mezi nejvyššími správními finančními úřady obou států.

V BERLINĚ, dne 18. března 1922.

Za Československou Republiku :

Dr. ALFRED NESVEDA.

BENJAMIN HEIDE.

Copie certifiée conforme :

Prague, le 19 février 1923.

(Signé) ph. Dr. Jean OPOČENSKY,
*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

No. 448. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE EN VUE DE LA SUPPRESSION DE LA DOUBLE IMPOSITION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE SUCCESSION, SIGNÉ A BERLIN LE 18 MARS 1922.

La RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et le REICH ALLEMAND, animés du désir d'éviter la double imposition dans le domaine des droits de succession, ont conclu le Traité suivant :

A cet effet, ils ont nommé comme plénipotentiaires :

La RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

D^r Alfred NESVEDA, Chef de section au Ministère des Finances, et
M. Benjamin HEIDE, Conseiller ministériel au Ministère des Finances ;

Pour le REICH ALLEMAND :

M. Karl von LEWINSKI, Chef au Ministère des Affaires étrangères, Conseiller intime, Conseiller de Légation, et
M. Ernst PEIFFER, Chef au Ministère des Finances du Reich, Conseiller intime et Conseiller ministériel ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE REICH ALLEMAND EN VUE DE LA SUPPRESSION DE LA DOUBLE IMPOSITION DANS LE DOMAINE DES DROITS DE SUCCESSION.

Article I.

1. Les biens immobiliers, y compris leurs accessoires, faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants, ne seront soumis aux droits de succession que dans l'Etat où sont situés les dits biens.

2. Les droits auxquels s'appliquent les prescriptions relatives aux biens-fonds, les droits d'usage de biens immobiliers, ainsi que les droits garantis par des biens immobiliers, ou grevant des biens de cette catégorie, doivent être assimilés aux biens immobiliers.

3. La question de savoir si un objet doit être considéré comme immobilier sera tranchée d'après la législation de l'Etat dans lequel l'objet en question est situé. Pour déterminer ce qu'il faut entendre par accessoires, on se conformera au droit de l'Etat dans lequel se trouve le bien immobilier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 448. — TREATY BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE GERMAN REICH FOR THE PURPOSE OF PREVENTING DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF DEATH DUTIES, SIGNED AT BERLIN, MARCH 18, 1922.

The CZECHOSLOVAK REPUBLIC and the GERMAN REICH, being desirous of preventing double taxation in respect of death duties, have concluded the Treaty set out hereinafter.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

The CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Alfred NESVEDA, Head of Department in the Ministry of Finance ;
Benjamin HEIDE, Councillor in the Ministry of Finance.

The GERMAN REICH :

Karl VON LEWINSKI, Privy Councillor and Councillor of Legation, Director in the Foreign Office ;
Ernst PEIFFER, Privy Councillor and Ministerial Councillor, Director in the Ministry of Finance of the Reich ;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

TREATY BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE GERMAN REICH FOR THE PURPOSE OF PREVENTING DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF DEATH DUTIES.

Article 1.

(1) Immovable property bequeathed by a national of one of the two Contracting Parties, including appurtenances and accessories thereto, shall be liable to death duties only within the State in which such property is situate.

(2) Rights, to which the regulations referring to landed estates are applicable, rights of usufruct over immovable property and rights, which are secured by, or constitute, a charge upon immovable property, shall be regarded as equivalent to immovable property.

(3) The question whether any object is to be regarded as immovable property shall be settled in conformity with the laws of the State in which the object is situate. The decision as to what constitutes accessories or appurtenances shall be taken in accordance with the laws of the State in which the immovable property is situate.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

1. Si la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants n'est pas soumise aux prescriptions de l'article 1, il sera fait application des dispositions suivantes :

- a) En principe, la succession est assujettie aux droits de succession dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant à l'époque de son décès ;
- b) Toutefois, si le *de cuius* avait, à l'époque de son décès, son domicile ou à défaut de ce dernier sa résidence permanente dans l'autre Etat, les biens sis dans le dit Etat et compris dans la succession y seront soumis aux droits de succession.

2. Les dispositions, applicables aux droits de succession de personnes qui ont appartenu aux deux Etats, seront, pour chaque cas d'espèce, l'objet de conventions particulières.

3. Est réputé domicile, au sens du présent Traité, le lieu où une personne a une habitation dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de la conserver.

4. Est réputé résidence durable, au sens du présent Traité, le lieu où une personne séjourne dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de demeurer en ce lieu, ou dans ce pays, plus longtemps que pour un simple passage.

Article 3.

Pour décider de la situation des biens visés à l'article 2, il sera fait application des principes suivants :

- a) Pour les créances, le critère sera le domicile ou, à défaut de ce dernier, la résidence permanente du créancier décédé. Les participations à des sociétés, groupements ou autres associations de personnes, seront soumises *mutatis mutandis* à l'application du même principe, à moins que l'exercice du droit de participation ne soit lié à la possession d'un document (lettre b).

Si, en vertu de la législation d'un des deux Etats contractants, les biens de communauté sont imputés par fraction sur la masse successorale, les biens de communauté sont considérés comme sis au domicile, ou, à défaut de ce dernier, au lieu de résidence permanente du défunt.

- b) Pour les titres, c'est le lieu où il se trouve à l'époque du décès qui est déterminant.
- c) Pour les objets ou les droits à l'égard desquels il existe un livre ou un registre spécial, tenu par une autorité pour l'inscription des ayant-droits, c'est le lieu où est tenu le livre ou le registre dont il s'agit qui est déterminant.

Article 4.

Les legs qui ne concernent pas un objet déterminé sont, en premier lieu, imputés sur les biens visés à l'article 2 et, et le cas échéant, au prorata de la valeur des éléments de même nature de la succession qui se trouvent sur le territoire de chacun des deux Etats.

Article 5.

Les dettes qui grèvent les biens visés à l'article 1 ou qui sont garanties par les dits biens sont mises à la charge de ces biens.

Article 2.

(1) With regard to such property bequeathed by a national of one of the two Contracting States as is not dealt with in accordance with the terms of Article 1, the following provisions shall apply :

- (a) Such property shall in principle be liable to death duties in the State of which the testator or deviser was a national at the time of his death ;
- (b) If, however, at the time of his death the testator or deviser had his domicile or, failing such domicile, his permanent residence within the other State, the property bequeathed which is situate in such State shall be liable to death duties in that State.

(2) The method of dealing with property bequeathed by persons who were nationals of both States shall be the subject of a special agreement in each particular case.

(3) For the purposes of this Treaty a domicile is the place where a person has a habitation, provided that there are good grounds for assuming that it is his intention to continue to occupy such habitation permanently.

(4) For the purposes of this Treaty a permanent residence is the place where a person resides, provided that there is good ground for assuming that it is not his intention merely to remain temporarily at the place or within the country in question.

Article 3.

(1) The question as to where the articles referred to in Article 2 are situate shall be decided in accordance with the following principles :

- (a) In the case of debts due to the estate, the decisive principle shall be the domicile or, in default of such, the permanent residence of the deceased to creditor. The same principle shall apply *mutatis mutandis* to shares in companies, syndicates, or other partnerships unless the claim to such shares be conditional upon possession of documentary proof (sub-paragraph *b*).

Property owned *communi manu* (Gesamthandsvermögen) which is partitioned for purposes of inheritance upon the death of the testator or deviser, shall likewise be regarded as situate in the place of domicile or, in default of such, of permanent residence of the testator or deviser.

- (b) The decisive principle in the case of securities shall be the place where the securities were deposited at the time of the testator's or deviser's death.
- (c) In the case of objects or rights which are entered in a book or register kept by a State official for the registration of persons holding such rights, the decisive principle shall be the place in which such book or register is kept.

Article 4.

Legacies which do not concern a definite object shall in the first place be deducted from property specified in Article 2, if necessary in proportion to the value of the parts of the property of this nature situate in the two States.

Article 5.

Debts which constitute a charge upon property mentioned in Article 1 or are secured thereon shall be debited to such property. In all other cases debts shall in the first place be deducted

Les autres dettes seront, en premier lieu, imputées sur les biens visés à l'article 2, le cas échéant, au prorata de la valeur des éléments de même nature qui se trouvent sur le territoire de chacun des deux Etats.

Article 6.

Sont considérées comme taxes successorales, au sens du présent Traité :

Pour le Reich allemand :

L'impôt sur les successions (Nachlassteuer) ;
les droits de saisie (Erbanfallsteuer), ainsi que les impôts qui, dans l'avenir, pourraient être substitués à ceux-ci.

Pour la République tchécoslovaque :

Les taxes qui, aux termes des dispositions fiscales ou des prescriptions qui les ont remplacées ou qui viendraient à les remplacer, sont perçues pour des transferts de biens à la suite de décès.

Article 7.

Le présent Traité, dont l'original a été établi en allemand et en tchécoslovaque, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible à Berlin. Il entrera en vigueur le jour de la ratification et sera applicable dans tous les cas où le décès a eu lieu après la date de ratification.

Le présent Traité restera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, au plus tard six mois avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation a lieu en temps voulu, le Traité cesse d'être en vigueur à l'expiration de l'année civile, dans tous les cas où le décès a eu lieu après l'expiration de la dite année civile.

Les deux textes du Traité font foi.

Le Traité, une fois ratifié, paraîtra dans les deux textes authentiques au Recueil officiel des lois des deux Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats ont apposé sur le présent Traité leurs signatures et leurs sceaux.

BERLIN, le 18 mars 1922.

Pour le Reich allemand :

KARL VON LEWINSKI.
ERNST PEIFFER.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r ALFRED NESVEDA.
BENJAMIN HEIDE.

from property specified in Article 2, if necessary in proportion to the value of the parts of the property of this nature situate in the two States.

Article 6.

For the purposes of this Treaty, the following duties shall be considered death duties :

In the Czechoslovak Republic :

Duties which are levied in respect of transfers of property by reason of death in accordance with the fiscal regulations in force or in accordance with the provisions which have been substituted or which may subsequently be substituted therefor.

In the German Reich :

Estate duties, inherited property duty, and any duties which may subsequently be substituted for them.

Article 7.

(1) This Treaty, which has been drawn up in German and in Czechoslovak, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come into force on the day on which it is ratified and shall be applicable to all cases in which the testator or devisor has died after that date. This Treaty shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties ; such denunciation shall take place not later than six months before the expiration of any calendar year. If it is duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply in any cases in which the testator or devisor has died after the expiration of the calendar year in which the Treaty was denounced.

(2) Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty is ratified, the two authentic texts shall be published in each country in the official Statute Book.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the Treaty and have thereto affixed their seals.

BERLIN, *March* 18, 1922.

For the German Reich :

KARL VON LEWINSKI.
ERNST PEIFFER.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. ALFRED NESVEDA.
BENJAMIN HEIDE.

PROTOCOLE FINAL.

A l'occasion de la signature du Traité conclu aujourd'hui entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque, en vue d'éviter la double imposition en matière de droits de succession, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes, qui font partie intégrante du dit Traité :

1. Chacun des deux Etats conserve le droit d'assujettir aux taxes successorales prévues par sa législation et, en particulier, par les prescriptions aux termes desquelles l'obligation fiscale dépend de la personne de l'héritier, les biens qui, d'après le présent Traité, ne sont pas soumis aux taxes successorales dans l'autre Etat.

2. Les doutes qui pourraient s'élever lors de l'application du présent Traité aux cas d'espèce, seront réglés par entente entre les autres fonctionnaires de l'administration des finances des deux Etats.

BERLIN, le 18 mars 1922.

Pour le Reich allemand :

KARL VON LEWINSKI.
ERNST PEIFFER.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r ALFRED NESVEDA.
BENJAMIN HEIDE.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the Czechoslovak Republic and the German Reich for the prevention of double taxation in respect of death duties, the undersigned Plenipotentiaries made the following joint declarations, which shall form an integral part of the present Treaty.

(1) Nothing in this Treaty shall affect the right of either of the Contracting Parties to apply its own statutory regulations, more especially those which make liability to pay duties dependent upon the person of the transferee, to any property which, under the terms of the present Treaty, is not liable to death duties in the other State.

(2) Doubtful cases which arise in the execution of this Treaty shall be decided by agreement between the chief finance officials of the two States.

BERLIN, *March* 18, 1922.

For the German Reich :

KARL VON LEWINSKI.
ERNST PEIFFER.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. ALFRED NESVEDA.
BENJAMIN HEIDE.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

